ENVER HOXHA

ŒUVRES CHOISIES

VI

La version électronique du livre
était créée par
http://www.enverhoxha.ru

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

ENVER HOXHA

ŒUVRES CHOISIES

PUBLIEES PAR DECISION DU COMITE
CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE

ENVER HOXHA

INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES PRES LE
COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

ENVER HOXHA

V O L U M E

VI

JUILLET 1980 - DECEMBRE 1984

EDITIONS «8 NËNTORI»
TIRANA, 1987

PRÉFACE

Le sixième tome des Œuvres choisies du camarade Enver Hoxha, le dernier de cette série en langue française, rassemble des écrits appartenant à la période qui s'étend de 1980 à 1984.

Les entretiens, interventions, discours et notes, en partie déjà connus du lecteur étranger, sont extraits des Œuvres complètes du camarade Enver Hoxha, de son Journal, de la série de ses Rapports et Discours *et de certains de ses ouvrages traitant de divers sujets. Ce volume comprend également des articles et de longs passages tirés de ses livres de souvenirs publiés au cours de la période concernée, comme* Les Khrouchtchéviens, Quand naquit le Parti, Les Menées anglo-américaines en Albanie, Les Titistes et Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle.

Les matériaux du présent volume permettront au lecteur de connaître le travail et les efforts fournis par le peuple albanais pour faire progresser son pays dans la voie du socialisme, la lutte révolutionnaire menée avec esprit de suite par le Parti du Travail d'Albanie pour défendre la patrie et les acquis du pouvoir populaire. Ces questions, ainsi que celles du développement de la science, de l'enseignement et de la culture, sont traitées dans le cadre de la lutte contre la pression idéologique, politique et économique de l'impérialisme, du social-impérialisme et du révisionnisme de toutes les couleurs.

Les extraits des livres de souvenirs évoquent les efforts et la mobilisation du peuple albanais dans son combat pour la libération du pays et l'instauration de son propre

pouvoir, la lutte du PTA contre les ingérences étrangères dans les affaires intérieures de l'Albanie et les agissements subversifs des ennemis extérieurs et de leurs agents contre le socialisme en Albanie, ainsi que diverses questions de la lutte contre le révisionnisme moderne, etc. Dans les passages extraits du livre de souvenirs Quand naquit le Parti, qui sont publiés pour la première fois en langue étrangère, est rendue l'expérience acquise par les communistes albanais dans la lutte pour la fondation de leur parti.

D'autres écrits de ce volume reflètent les efforts du PTA et du camarade Enver Hoxha en vue d'élaborer un plan quinquennal fondé exclusivement sur les forces et le potentiel du pays, sans aides ni crédits étrangers. Le lecteur y trouvera des synthèses théoriques et des solutions pratiques de nombreux problèmes actuels du développement économique et social du pays, ainsi que l'essence d'un vaste travail de synthèse, théorique et pratique, concernant les perspectives de développement de l'économie albanaise dans la voie du socialisme.

Le présent volume met en lumière la pensée du camarade Enver Hoxha sur des aspects du développement de l'économie albanaise, comme l'essor de l'industrie, l'intensification de l'agriculture, la transformation graduelle de la propriété de groupe en propriété du peuple entier et le perfectionnement continu des rapports de production socialistes. Il traite également de questions étroitement liées à la psychologie des hommes, à l'éducation communiste des travailleurs et à la consolidation de leur conscience socialiste. Certains de ses écrits expliquent les rapports entre l'intérêt général et l'intérêt personnel, entre le développement des villes et le progrès des campagnes, entre la connaissance et l'application des lois qui régissent la production et la répartition, la circulation marchande et monétaire sous le socialisme, ils illustrent aussi le rôle du travail, la discipline au travail et la créativité opérante des

masses dans le processus d'édification du socialisme. Il y est aussi question de l'importance des conditions historiques du pays et de l'assimilation adéquate de la science marxiste-léniniste, des rapports de celle-ci avec d'autres sciences, des liens entre la science et la technique, des vues des théoriciens bourgeois à ce sujet, etc.

Le présent volume contient des analyses marxistes-léninistes approfondies de l'évolution mondiale actuelle. Il reflète les prises de position du PTA sur des questions capitales qui se posent aujourd'hui aux peuples et au mouvement marxiste-léniniste révolutionnaire et de libération. Connaissant à fond les développements politiques mondiaux et les interprétant sur la base des enseignements du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha tire des conclusions révolutionnaires, fait ressortir les contradictions fondamentales qui rongent de dedans le système capitaliste, analyse les crises qui le tenaillent dans tous les domaines et ouvre de nouveaux horizons à la lutte du prolétariat et des peuples. Les écrits de ce volume démasquent en particulier la politique expansionniste et hégémoniste des superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique.

On y trouve également traitées d'autres questions importantes, comme la lutte des peuples, des forces marxistes-léninistes véritables et du prolétariat révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme, l'attitude à observer envers la guerre impérialiste, le chauvinisme et l'oppression nationale dans les pays capitalistes et révisionnistes, le problème des conditions et des facteurs objectifs et subjectifs nécessaires au déclenchement de la révolution et des luttes de libération nationale en tant que partie intégrante de celle-ci, la question de savoir quelle est la classe qui doit en prendre la tête et les diriger. L'auteur y souligne la nécessité, pour les marxistes-léninistes, d'étudier, d'assimiler et d'appliquer de façon créatrice le marxisme-léninisme, de nouer des alliances favorables à la révolution, de tra-

vailler auprès des masses, dans les rangs des chômeurs, de la jeunesse et de l'armée de la bourgeoisie.

L'auteur souligne aussi l'action que le parti marxiste-léniniste doit mener au sein de la classe ouvrière pour que celle-ci trouve la voie qui conduit à la révolution, qu'elle ne demeure pas divisée et ne soit pas manipulée en faisant le jeu de la réaction et du réformisme. On appréciera également beaucoup les conclusions sur la nécessité de mettre à profit le moment national dans divers pays ainsi que la dénonciation des méthodes de diversion et de mystification utilisées par la bourgeoisie pour engager les jeunes dans la voie du terrorisme et détourner les masses de la révolution en identifiant les actes de terrorisme à l'action des révolutionnaires véritables.

Le camarade Enver Hoxha rejette les différentes théories antiscientifiques et réactionnaires qui tendent à démontrer que le socialisme peut être construit sous l'égide de n'importe quelle idéologie, réformiste, opportuniste et même fasciste. Il indique, arguments à l'appui, comment la révolution peut être accomplie et les classes exploiteuses éliminées, comment on peut défendre et consolider encore l'indépendance conquise et les victoires remportées en se fondant sur la doctrine marxiste-léniniste, construire avec succès le socialisme authentique, sans prêts ni crédits de l'étranger.

S'appuyant solidement sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha analyse et argumente, en évoquant des faits convaincants, la base des succès obtenus en Albanie, il explique en quoi consiste la force de la politique que le PTA et l'Etat socialiste albanais n'ont cessé de poursuivre. Il dévoile les visées des slogans et de la propagande des ennemis de l'Albanie sur son prétendu isolement, il met en pleine lumière la stratégie des Etats capitalistes, impérialistes et social-impérialistes à son encontre.

Les matériaux du présent volume, comme ceux des volumes précédents des Œuvres choisies, reflètent l'expérience acquise par le PTA dans la lutte pour la construction du socialisme en Albanie et la défense de la cause commune du prolétariat et des peuples. Ils montrent clairement que le PTA a toujours défendu les principes du marxisme-léninisme, qu'il les a compris à fond et les applique de façon créatrice en tenant compte des conditions concrètes de l'Albanie.

LA GRANDE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE S'AGGRAVE

1er juillet 1980

De jour en jour on observe une aggravation de la grande crise économique mondiale qui a saisi à la gorge surtout les deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis et Union soviétique, ainsi que les pays industrialisés, comme le Japon, l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie, de même que d'autres pays comme la Chine de Mao et la Yougoslavie de Tito, les pays membres du Comecon, etc. Cette crise est grosse de conséquences pour tous les Etats dépendant du capital international.

Cette grave crise économique est une **crise de surproduction, la crise du boom industriel, mais, en même temps, elle a suscité une profonde récession**. En fait, partout dans les pays capitalistes et révisionnistes elle s'est traduite par une montée du chômage, une inflation galopante, une hausse des prix, etc. Ce qui signifie qu'actuellement la production a baissé et l'on assiste à une ruée pour l'écoulement des stocks de marchandises invendues. Or la bourgeoisie capitaliste entend écouler ces stocks non pas en en diminuant les prix, mais en jetant des ouvriers sur le pavé, c'est-à-dire en ralentissant encore la production de nouvelles marchandises. Toutefois, comme l'industrie capitaliste ne travaille plus à son rendement antérieur, cela engendre une crise sur le marché des matières premières. Et c'est une crise, elle aussi, très grave qui s'accompagne d'une lutte

acharnée entre les divers impérialistes pour des débouchés. Cette lutte, tantôt ouverte, tantôt subversive, entraîne une augmentation inouïe des budgets de guerre, de la production d'armements conventionnels sophistiqués et d'armes nucléaires.

Les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine et d'autres puissances impérialistes sont devenus les fauteurs les plus enragés d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Leur politique hégémoniste, leur souci de maintenir le statu quo impérialiste, d'une part, et, de l'autre, leur désir de procéder à un nouveau partage du monde en zones d'influence, ont aggravé et exacerbé les contradictions entre les grandes puissances elles-mêmes et entre elles et leurs partenaires dans leurs crimes contre les autres peuples et dans l'exploitation de ces peuples, suscitant ainsi de nouveaux conflits.

Les rapports économiques, politiques et militaires au sein des divers groupements impérialistes et révisionnistes ont été ébranlés. Les membres de ces groupements s'efforcent de provoquer, de trouver et de mettre à profit toutes sortes de failles pour justifier leur violation des engagements, des traités et des accords qu'ils ont signés entre eux.

A l'heure actuelle, la **lutte des peuples opprimés et exploités par le capital mondial en crise a pris des proportions et différents aspects sans précédent**. C'est là qu'a réellement son origine la grande crise économique mondiale qui s'est abattue sur le monde capitaliste et révisionniste. En apparence, les conflits armés, les antagonismes dans les rapports économiques et financiers, la grande crise de l'énergie, etc., semblent être seulement la conséquence de contradictions entre Etats capitalistes, mais en réalité ils ont une origine plus profonde, la corrosion dont est l'objet l'Etat bourgeois capitaliste, qui cherche à se défendre, à se maintenir en vie, à soigner ses nombreuses

plaies, etc. **La force qui ronge l'Etat bourgeois capitaliste est la lutte des peuples partout dans le monde, sous toutes les formes et** à **tous les niveaux.** La classe ouvrière et tous les exploités, d'une façon ou d'une autre et à des degrés divers, voient et combattent toutes les formes du régime capitaliste, national ou international, qui les exploite, les appauvrit et les opprime économiquement et moralement. Les peuples du monde, profondément mécontents, sont donc animés d'un esprit de révolte.

Aujourd'hui, dans la quasi-totalité des pays capitalistes, des millions de personnes se mettent en grève, affrontent les forces de l'ordre. On y assiste à des révoltes armées, et aussi à des putsch; les gouvernements bourgeois capitalistes y encouragent le terrorisme et l'anarchisme; la contrebande et le vol organisé à l'échelle nationale et internationale y ont pris des proportions inouïes; la corruption politique, morale et physique s'y est propagée à l'extrême. Ainsi se prépare la voie à l'avènement du fascisme.

Nous vivons aujourd'hui à l'époque de la putréfaction du capitalisme, de l'affaiblissement, de la désagrégation et de la faillite de ce système, de cette société dégénérée. La seule issue à ce chaos, à ce bourbier, est la révolution, l'extirpation du pus, la **prise** du pouvoir d'Etat par **la** classe ouvrière, qui a pour mission d'instaurer la dictature du prolétariat. Ce que Lénine a dit à propos de ce processus est en train de s'avérer et sera certainement réalisé.

L'impérialisme US et son chef de file, Carter, sont confrontés à de grandes difficultés politiques et économiques, ils ont des problèmes avec leurs alliés et leurs colonies. L'impérialisme américain ne sait où donner de la tête, il ne sait comment faire face aux dangers toujours plus nombreux qui l'assaillent. Il est donc pris dans un étau dont il cherche à se dégager en appliquant une po-

litique insensée de menaces, de chantages, de pressions économiques et politiques, d'interventions militaires ouvertes et camouflées, etc.

Pour ne pas nous éloigner des récents événements, il faut souligner que la lutte livrée ces deux à trois dernières années par le peuple iranien à son shah et aux Etats-Unis a été un coup rude pour l'impérialisme américain. **La crise iranienne est la crise des Etats-Unis.** Les peuples du monde connaissaient déjà la politique barbare des Yankees ainsi que leurs méthodes de domination féroce et rapace, mais en Iran ils les ont vues encore mieux en action. Le shah et sa clique, ces bourreaux du peuple iranien, ont été l'instrument des impérialistes américains en Iran. Des décennies durant, ce sont des bandits alliés à d'autres bandits, assassins et sangsues du peuple iranien, du dedans comme du dehors, en parfait accord entre eux, le gouvernement et l'administration du shah, sous la direction de Washington et à travers l'ambassade américaine à Téhéran, qui ont fait la loi en Iran.

Mais le peuple iranien s'est enfin dressé dans la révolution et, de son balai de fer, a nettoyé le shah de la face du globe, il a arrêté et emprisonné tous les espions de l'ambassade américaine qui opéraient sous l'habit de diplomate. Depuis neuf mois, ces prétendus diplomates d'une grande puissance, qui fait la loi dans le monde, se trouvent en prison. *O tempora! O mores!* Cela aurait été inconcevable il y a quelque temps, mais voilà que c'est arrivé maintenant, et cela non seulement aux Américains en Iran, mais à d'autres aussi dans d'autres pays.

Les Etats-Unis ont essuyé une cuisante défaite politique à laquelle ils ne peuvent remédier ni par la voie diplomatique, ni par des chantages économiques, ni par l'intervention armée, comme ils ont tenté de le faire en avril par leur raid manqué à Tabas. En perdant l'Iran, les Etats-Unis ont perdu une de leurs plus importantes sources

de pétrole et d'énergie, ils ont perdu des profits immenses. Ils ont aussi perdu la confiance de leurs «alliés» arabes du golfe Persique, le compromis américano-égypto-israélien de Camp David a été ébranlé, des *zizanies**, des désaccords publics et souterrains sont nés entre les Américains et leurs partenaires de l'OTAN.

Dans ces conjonctures, l'Union soviétique s'aiguise les dents et mord. Elle a occupé l'Afghanistan, elle cherche à battre en brèche l'OTAN, etc. Dans le même temps s'aggravent les divergences entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Le Pacte de Varsovie a l'air «monolithique», alors qu'au sein de l'OTAN, de l'«Union européenne» et du Marché commun apparaissent des fissures. En réalité, elles existent aussi au sein du Comecon et du Pacte de Varsovie, mais là l'armée soviétique a bien jugulé les «alliés» du Kremlin, alors que les Etats-Unis sont en train de perdre leur influence de naguère sur leurs «alliés», notamment sur la France et l'Allemagne fédérale. Chacun pour soi, comme dit un proverbe. Quand il s'agit d'avantages, les Etats-Unis veulent être les premiers à les recueillir, ils sont l'ogre qui avale tout, alors qu'en cas de revers ce sont les «alliés» qui doivent payer les pots cassés par eux, c'est-à-dire qu'ils doivent prendre sur eux une bonne part des malheurs et des défaites subis par les Etats-Unis.

Par ailleurs, règne toujours la loi de la jungle; les capitalistes ne tendent la main à personne, même s'ils le voient se noyer.

La France de de Gaulle et de Giscard est dans l'OTAN tout en n'y étant pas. Elle a chassé de son térritoire les bases de l'OTAN, autrement dit les bases américaines, consolidé son armée de façon indépendante, fabriqué les bombes atomique et à hydrogène, et, récemment, la bombe

* En français dans le texte.

à neutrons, en refusant de se soumettre au diktat américain en cette matière. Dans sa politique actuelle, elle part du principe «il vaut mieux me préparer à me défendre d'abord toute seule, plutôt que d'attendre que les Etats-Unis le fassent quand il sera trop tard.» Sur ce point il y a une faille entre la France et les Etats-Unis. Ces derniers mois, Carter a tout mis en œuvre pour rallier particulièrement la France et l'Allemagne fédérale à toutes les actions des Etats-Unis contre l'Iran.

Paris et Bonn ont condamné en principe la prise en otage des diplomates américains par les Iraniens, mais ils n'ont pas souscrit aux sanctions économiques que Washington recommandait de prendre à l'endroit de l'Iran, ils l'ont donc laissé en plan. C'est là aussi une autre faille entre les Etats-Unis, d'une part, et la France et l'Allemagne fédérale, de l'autre. Les Etats-Unis ont condamné l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique; la Chine et l'OTAN aussi. Nous l'avons condamnée également, mais non pas à partir de leurs positions ni de leurs objectifs. Demain, ceux-ci s'entendront avec les Soviétiques sur cette question, alors que nous ne le ferons jamais.

Le président américain a proclamé, en guise de sanction contre l'Union soviétique pour son invasion de l'Afghanistan, le boycottage des Jeux olympiques qui auront lieu ces jours-ci à Moscou-, et il a demandé que tous les autres pays les boycottent aussi, mais beaucoup d'entre eux, dont la France et même l'Italie, qui a envoyé à Moscou une équipe d'athlétisme soi-disant à titre officieux, se sont de nouveau désolidarisés des Etats-Unis.

La France est allée encore plus loin. Giscard d'Estaing a rencontré Brejnev à Varsovie sans consulter du tout les Américains. Il s'est rendu aussi en visite officielle dans plusieurs pays du Moyen-Orient, où il a mis en doute dans ses discours la valeur du compromis américano-égypto-israélien de Camp David et proposé quelques autres formu-

les élastiques à propos des droits du peuple palestinien. Sur cette question aussi, on observe une faille entre les Etats-Unis et la France.

Mais, même après ces défaites, Carter a proposé, dans le cadre de la «défense» de l'Europe de l'OTAN, d'y installer de nouvelles fusées nucléaires, les «Pershing-2» et les «Cruise».

Cette proposition contraignante de Carter a été rejetée et par Giscard, et par Schmidt. Pourquoi? Apparemment de crainte que, si les Etats-Unis installent leurs nouveaux missiles en Europe, l'Union soviétique ne leur rende la pareille en installant des «SS-20», ses nouvelles fusées nucléaires, dans les pays du Pacte de Varsovie. Aussi Schmidt se rendra-t-il prochainement à Moscou où, dit-on, il cherchera à obtenir des Soviétiques un moratoire de trois ans à propos de l'installation des nouveaux missiles en Europe. Carter s'est énervé et a écrit à Schmidt de ne pas aller à Moscou et de ne pas discuter avec les Soviétiques de l'installation des nouveaux missiles. Mais Schmidt non plus n'a pas cédé et lui a répondu par la négative. A propos de cette lettre, il a même déclaré dans le «Washington Post»: «J'ai l'habitude depuis vingt ans d'exprimer mes idées sans consulter personne», c'est-à-dire qu'il n'a guère l'intention de consulter Carter maintenant non plus. Toute cette affaire illustre l'«unité» qui existe entre la France et l'Allemagne fédérale et les failles qui se sont fait jour entre elles et les Etats-Unis.

L'«Europe unie» n'est plus effectivement unie. Les querelles, les rivalités et les intérêts opposés des Etats de cette espèce de Communauté européenne s'accroissent au point d'en compromettre l'existence même. La Grande-Bretagne, l'alliée la plus fidèle des Etas-Unis, ne veut pas payer la quote-part que lui a fixée le Marché commun. Naturellement, cela déplaît et à Bonn, et à Paris. La France est favorable à une réintégration de la

Grèce dans les structures militaires de l'OTAN et dans le Marché commun, mais elle s'oppose à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans ces organismes. Giscard sait que l'entrée des Etats ibériques dans la bergerie des Occidentaux rendrait difficile l'écoulement de produits agricoles français. D'autre part, si les pays de la péninsule ibérique, qui est une vraie base américaine, adhèrent à l'OTAN, les Etats-Unis auront en Europe, à part la Grande-Bretagne, quelques alliés de plus.

A la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays industrialisés du monde, tenue à Venise à la fin de juin dernier, on a vu s'étaler au grand jour les divergences entre les Etats-Unis et les pays industrialisés d'Europe. Au beau milieu de la réunion qui avait lieu dans un monastère situé dans une île de la lagune de Venise, l'Union soviétique a lancé un «petit météorite» diplomatique à Giscard et à quelques autres. Moscou annonçait le retrait d'Afghanistan d'une division et d'une centaine de chars, mais en y laissant une dizaine d'autres divisions, sinon plus. Moscou a ainsi jeté un pavé dans la mare, mais les ronds dans l'eau n'ont pas duré longtemps. C'était une manœuvre diplomatique, mais qui a fait long feu. Cossiga a demandé aux Soviétiques de retirer d'Afghanistan toutes leurs troupes, mais ceux-ci ont montré leur vrai visage et grincé des dents, en lui disant que non seulement ils ne retireraient plus de troupes d'Afghanistan, mais qu'au besoin ils y en enverraient d'autres.

Le social-impérialisme soviétique attaque avec arrogance le chenil adverse qui se trouve en difficulté. Les dirigeants du Kremlin pensent utiliser Giscard et Schmidt à cette fin, mais dans quelle mesure et jusqu'à quand, c'est à voir. S'il est vrai que l'épée soviétique est longue, les autres, eux aussi, ont dégainé. **Dans cette immense chaudière surchauffée, dans laquelle bout et brûle le capitalisme mondial, on voit monter, s'étendre, croître en**

nombre et en qualité les luttes de libération nationale, leurs facteurs objectifs et subjectifs. Les peuples du monde bougent. En dépit des manipulations des différentes idéologies au service du capital, le prolétariat mondial se bat et dirige la lutte de classe.

Si l'on considère cette situation dans son ensemble et dans l'optique du marxisme-léninisme, on observera que, sous des formes classiques ou non, la lutte de classes se développe partout dans le monde. Partout, les peuples vivent dans L'angoisse, dans une extrême inquiétude. Leur mécontentement et leur colère face aux puissances oppressives, nationales ou étrangères, s'accroissent, montent, se différencient et se matérialisent. Les luttes armées de libération nationale des peuples, quels qu'en soient les dirigeants, le sang des peuples qui se battent pour leur liberté et leur indépendance, traduisent leur haine et leur colère contre l'oppression capitaliste, locale et étrangère. Ces peuples en lutte discernent les attitudes antipopulaires des individus ou des. groupes, ils concluent des alliances avec les forces les plus progressistes et les plus révolutionnaires. Dans chacun de leurs mouvements ou de leurs grèves, de leurs manifestations, politiques ou économiques, ils protestent immanquablement contre les effets désastreux des graves crises et dénoncent les responsables de leur exploitation et de leur oppression, les forces qui cherchent à détruire l'humanité.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes, où il y a un parti pseudo-communiste ou deux ou plusieurs partis pseudo-démocratiques, indépendamment des efforts de chacun d'eux pour rejeter la faute sur l'autre, et du fait que les Etats bourgeois aussi, isolément ou en groupe, s'accusent mutuellement, rien n'a changé; les peuples y sont toujours opprimés, mais leur colère et leur révolte ne cessent de monter. Cette colère et cette révolte frappent,

sous diverses formes et à des degrés divers, la bourgeoisie capitaliste et révisionniste.

Les peuples se sentent menacés par une guerre impérialiste de rapine. Ils comprennent aussi qui prépare cette guerre, qui en fait les frais et à qui elle profite. Dans cette situation on observe deux phénomènes: il y a des gens qui sont encore effrayés par la guerre impérialiste; et il y en a d'autres qui la combattent. Mais, en dernière analyse, les peuples, sous différentes formes, rejoignent la résistance active, ils s'engagent dans les premières phases de la lutte de libération nationale, ils sabotent et enrayent la guerre impérialiste, et finalement se dressent dans la révolution. Les mouvements et les affrontements dans le monde actuel ne doivent pas être regardés sous l'angle des gouvernements bourgeois et de leurs partis, qui cherchent à conditionner les peuples; ce qu'il faut considérer c'est le fond du problème, la résistance des peuples et l'orientation fondamentale de leurs revendications politiques ou économiques, qui obligent les directions bourgeoises capitalistes de leurs pays à prendre des mesures de répression draconiennes contre ces mouvements ou, pour rétablir leur situation ébranlée, à osciller d'un côté et de l'autre et à s'appuyer tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre des deux superpuissances.

Les marxistes-léninistes doivent assimiler le matérialisme historique et l'appliquer dans la pratique. Ils doivent considérer l'évolution du monde et tout changement qui y intervient dans l'optique du marxisme-léninisme. Qui soutient l'occupation de l'Afghanistan par les social-impérialistes soviétiques et la considère comme un acte juste et nécessaire, n'est pas marxiste, mais antimarxiste. Ceux qui, tout en se disant marxistes-léninistes, essaient de «démontrer» que l'on ne doit pas considérer comme des patriotes le peuple afghan, les éléments de la moyenne et même de la grande bourgeoisie qui luttent contre les

envahisseurs soviétiques, ne sont pas non plus des marxistes, mais des antimarxistes. Qui pense et agit ainsi n'a rien compris aux enseignements du marxisme-léninisme sur les alliances, les fronts et les luttes de libération nationale. Pas davantage on ne peut considérer comme marxistes-léninistes le jugement et l'action de certains camarades «communistes» à l'étranger qui ne voient pas le côté anti-impérialiste de la lutte des peuples arabes, du peuple iranien, du monde musulman. Sous-estimer et ne pas mettre à profit ces moments anti-impérialistes, se montrer «orthodoxe» en demandant que ces peuples dressés dans la révolution rejettent du jour au lendemain leur attachement à la religion, leur mode de vie qui en dérive, c'est pour le moins manquer de maturité idéologique marxiste-léniniste.

Comme l'attestent les événements d'Iran, les masses populaires jouent un rôle important, déterminant, dans l'accomplissement de la révolution. Dans ce pays, ce sont elles qui ont pris la tête du combat et ont renversé la monarchie féodale des Pahlavi, portant ainsi des coups rudes à l'impérialisme. Toutefois, nous ne pouvons pas dire que l'aveugle fanatisme moyenâgeux des ayatollahs ait assuré aux masses la victoire et les aide à faire avancer leur lutte. Les communistes doivent soutenir et aider les masses révolutionnaires et les forces progressistes dans leur combat. La lutte que celles-ci livrent actuellement permet aux communistes de pénétrer en leur sein, de travailler à leur juste éducation, d'enrichir leur propre conception idéologique marxiste-léniniste du monde, de s'appuyer sur le peuple révolutionnaire, en premier lieu sur la classe ouvrière, et d'apprendre à mettre à profit toute situation favorable à la révolution.

C'est ainsi qu'il faut comprendre et suivre le processus de développement de la lutte des peuples. Ce serait une grave erreur que de confondre et d'identifier les

sentiments des peuples, de quelque nature qu'ils soient, avec ceux des groupements bourgeois-capitalistes qui sont au pouvoir dans un pays donné. Le peuple égyptien, par exemple, ne doit pas être identifié à Sadate et à sa clique, qui, hier encore au service des Soviétiques, se sont mis aujourd'hui au service des Américains.

Les communistes marxistes-léninistes doivent savoir procéder à des analyses judicieuses, définir la stratégie et les tactiques requises, conclure des alliances favorables à la révolution, entreprendre des actions révolutionnaires justes et non pas se lancer dans des aventures; ils doivent donc considérer toutes ces tâches dans l'optique de la théorie marxiste-léniniste, car ce n'est qu'ainsi que l'on contribue à la libération des peuples du joug du capitalisme et qu'on fait la révolution.

Les guerres de libération nationale sont des guerres justes. Elles éclatent quand existent et mûrissent les facteurs objectifs et subjectifs requis. Les marxistes-léninistes eux-mêmes doivent contribuer à la création de ces facteurs. Dans le cas de guerres justes les marxistes-léninistes ne doivent pas rester les bras croisés, mais y participer comme partis ou comme groupes, s'ils ne sont pas encore organisés en parti, ou même à titre de combattants individuels. Ils ne doivent jamais se séparer des masses qui se battent pour leur libération sociale et nationale. Au contraire, en combattant en leur sein, ils doivent affirmer aussi leurs convictions communistes, s'organiser et assurer le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Même s'ils n'ont pas encore formé leur parti, ils doivent se mettre à l'avant-garde des masses et, par leur lutte, leurs sacrifices, acheminer la lutte de libération nationale vers la réalisation de ses objectifs d'abord minimaux, puis maximaux.

La création des conditions nécessaires au déclenchement des luttes de libération nationale est indépendante de la volonté de telle ou telle personnalité. Ce sont les

situations objectives et subjectives qui déclenchent les luttes de libération nationale, forme supérieure de la lutte de classes. La classe qui se met à la tête de la lutte de libération nationale et qui la dirige, est la classe la plus progressiste, le facteur déterminant. Et la plus progressiste entre toutes est la classe ouvrière. C'est elle qui doit diriger la lutte de libération nationale. Et si, au début de la lutte, elle n'a pas encore affirmé sa position de force dirigeante, elle n'en doit pas moins se tenir à la pointe du combat et s'exposer le plus pour s'assurer la direction politique et militaire de la lutte de libération nationale, lui faire atteindre ses objectifs et réaliser ainsi ses propres aspirations.

Dans l'état actuel de l'évolution mondiale, les partis marxistes-léninistes, la classe ouvrière et ses alliés éventuels, les larges couches de la paysannerie et de l'intelligentsia progressiste, doivent non seulement se rendre compte clairement du danger d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale, mais aussi s'organiser et affirmer sous mille formes leur volonté de prévenir cette guerre exterminatrice, démasquer la démagogie et. la fausseté des slogans «démocratiques» du capital asservissant, échapper aux chaînes contraignantes des divers partis pseudo-démocratiques et pseudo-populaires formés par la bourgeoisie.

Toute situation nouvellement créée, dans chaque pays et au sein de chaque peuple, à n'importe quel moment, doit être l'objet d'une étude attentive, dont il faut, sur la base des principes du marxisme-léninisme, tirer des conclusions pour définir les actions révolutionnaires progressistes communes à entreprendre. Rien ne doit échapper à la vigilance révolutionnaire de ceux qui se battent pour la grande cause de leur peuple, de tous les peuples. Les marxistes-léninistes doivent mettre à profit toute évolution de la situation. Il s'agit d'une lutte à mener chaque jour, car c'est seulement ainsi que la grande avalanche de

la révolution écrasera les ennemis des peuples et apportera la liberté et le progrès, l'instauration de la société socialiste, puis, de la société communiste.

C'est pourquoi, dans cette situation de grande crise économique du capitalisme mondial, les communistes marxistes-léninistes, où qu'ils soient, doivent définir clairement la position et la ligne qu'il leur faut adopter, mais aussi savoir appliquer cette ligne. Dans ces situations si compliquées, où l'on voit se heurter des intérêts de classe, qui ne sont pas nettement tranchés mais complexes et interdépendants, seul un parti communiste marxiste-léniniste authentique peut distinguer clairement où sont les avantages et les inconvénients, où et qui sont ses amis et ses ennemis, seul un tel parti peut savoir à qui s'allier et qui combattre, comment lutter et faire avancer son combat.

Les Superpuissances

LE TRAVAIL DU PARTI DOIT ÊTRE CONÇU COMME UNE SCIENCE ET EXÉCUTÉ DE FAÇON SCIENTIFIQUE

Extraits d'un entretien avec les membres du bureau du Comité du Parti et quelques cadres de la région de Korçe

18 juillet 1980

Je me réjouis de vous rencontrer, camarades cadres responsables du Parti et du pouvoir ici, dans la ville de Korçe. Cette rencontre me donne l'occasion de connaître votre travail, la vie du Parti et la vôtre dans votre district, et de procéder avec vous à un échange de vues. Vous, camarades de la base, avez acquis une longue expérience au travail et c'est pourquoi je voudrais qu'avec vos idées et votre précieuse expérience vous m'apportiez votre aide. Si la base n'appuie pas la direction, cette dernière aura les ailes rognées. Et je ne le dis pas par modestie, mais parce que c'est la réalité. Ne pensez donc pas que je suis venu à cette rencontre pour vous donner des conseils et des instructions particulières. Non. Je pense que ce qui est primordial c'est l'échange de vues entre nous, puis, lorsque nous aurons été éclairés par l'expérience du travail du Parti et du pouvoir dans votre district, nous ferons ensemble quelques synthèses et aboutirons à quelques conclusions pour faire encore avancer le travail, nous devons donc nous entraider. L'important pour moi est de connaître quelques problèmes-clés capitaux concernant le développement de l'industrie, de l'agriculture, de la science et de la culture ici

à Korçe, parce que ce sont précisément ces secteurs qui reflètent toute l'activité et le travail menés par le Parti et le pouvoir dans votre district.

Après que le premier secrétaire du comité du Parti du district de Korçe eut informé le camarade Enver Hoxha sur la bonne situation morale et politique dé la population dans le district de Korçe, de la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée dans la lutte pour la réalisation du plan d'Etat, sur le travail mené pour l'éducation des communistes et des travailleurs, sur la réalisation des tâches dans les travaux de défense et dans l'entraînement militaire, sur l'infusion de sang nouveau dans les rangs du Parti, le camarade Enver Hoxha a repris la parole:

Moi aussi, je suis d'accord avec le camarade premier secrétaire du comité du Parti du district en ce qui concerne tes problèmes qu'il a analysés et je pense qu'il a traité clairement ceux qui préoccupent le Parti dans la région et dans le pays en général. Son exposé m'a donné une idée générale et exacte des choses, ce qui me fait penser qu'ici, à Korçe, vous jugez bien les problèmes non seulement du point de vue théorique, mais aussi pour la mise en œuvre des directives du Parti. La direction du Parti connaît cette situation; mais l'exposé qui vient d'être fait m'a informé encore mieux que l'activité de direction du Parti dans la région a donné des résultats satisfaisants et tangibles qui se font jour dans le développement progressif de l'économie, dans l'élévation du bien-être de la population et du niveau moral, politique et culturel des larges masses travailleuses de la ville et de la campagne, de la classe ouvrière, des coopérateurs et de l'intelligentsia populaire.

Naturellement, comme vous l'avez déjà dit, camarade secrétaire, quels que soient les progrès enregistrés, il nous reste encore beaucoup à faire. Compte tenu du stade actuel du développement de notre pays, du stade élevé de l'édification du socialisme, mais aussi de la situation inter-

nationale, notre Parti et ses courroies de transmission, se fondant sur les succès obtenus, doivent passer du stade actuel à un autre stade encore plus élevé et plus perfectionné de leur travail, de leur organisation, de leur élévation politique, idéologique et culturelle en vue de donner une bien plus forte impulsion à l'essor et au renforcement de l'économie et de toute notre société socialiste.

Précisément cette préoccupation du Parti a fait, comme vous le savez, ces derniers temps, l'objet d'une réunion du plenum[1] du Comité central du Parti sur les problèmes du développement de la science, de la technique et du travail de recherche scientifique dans notre pays. A ce plenum très important, qui est pour ainsi dire le prélude du congrès de notre Parti qui tiendra ses travaux l'année prochaine, le Comité central du Parti s'est fondé sur les orientations précitées à réaliser, à savoir le passage du stade actuel à un stade plus élevé, plus avancé, en un laps de temps bien plus bref.

Je crois que vous vous préparez à étudier comme il se doit les matériaux de ce plenum du Comité central du Parti. Il ne s'agit pas ici d'une question aussi simple qu'on peut traiter superficiellement et à la légère, mais, au contraire, d'un problème très important. C'est pourquoi il est indispensable d'étudier à fond ces matériaux parce que, comme cola a été souligné au plenum, il faut d'abord bien analyser la situation existante, en la considérant sous toutes ses coutures et puis bien mesurer le pas que nous devons faire en avant.

La science et la technique ne doivent pas être conçues comme étant un but en soi. Ce n'est pas ainsi que notre Parti et notre gouvernement les considèrent. Il n'est pas question ici d'une science pure, de science pour la science.

1 Le 8e plenum du Comité central du PTA se réunit du 24 au 25 juin 1980 (Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, éd. fr., t. 5, pp. 1037-1067, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1985).

Au contraire, il s'agit d'une science avancée qui sera mise en pratique et fournira des résultats dans les conditions de notre pays. En marxistes-léninistes que nous sommes, nous devons être réalistes et mesurer soigneusement chaque pas que nous faisons en avant.

La science mondiale a beaucoup avancé dans bien des sens, de nouvelles découvertes importantes ont été faites dans tous les domaines, de l'énergie atomique à la cybernétique, de l'agriculture à la médecine, etc. Naturellement, partout et parallèlement, s'est développée la technique appropriée qui permettra de mettre en pratique cette science avancée. Nous aussi, nous nous acheminons dans la voie d'un tel développement, mais naturellement dans la mesure de nos possibilités et de nos forces. Cela ne doit nullement empêcher nos hommes de science d'enrichir encore leurs connaissances, ils doivent avancer de pair avec les grandes découvertes de l'époque et faire des efforts opiniâtres pour assimiler inlassablement les nouvelles connaissances et découvertes qui viennent enrichir chaque domaine de la science. Il est important de ne pas perdre de vue que nos hommes de science doivent assimiler plus en ampleur et en profondeur les acquis de la science universelle et les appliquer en temps opportun et rationnellement dans les conditions de notre pays. Cela stimulera grandement l'essor économique, scientifique et idéologique de notre pays et lui permettra, dans un bref laps de temps, d'obtenir d'importants résultats que d'autres Etats ont mis beaucoup de temps à obtenir.

Nous ne sommes pas contre les résultats scientifiques positifs obtenus par les autres pays. L'assimilation et le développement de la science ne dépendent pas de la question de savoir si telle ou telle loi a été découverte par tel chimiste ou tel physicien. Les découvertes faites dans le domaine de la physique nucléaire par les professeurs Niels Bohr et Enrico Fermi, indépendamment du fait que ce furent des bourgeois, ainsi que les découvertes des célèbres

savants comme les Curie, qui furent les premiers à découvrir la radioactivité, ont fait un don précieux à l'humanité. Nous devons assimiler cette richesse et la mettre au profit du peuple. Dans les pays capitalistes et révisionnistes, la science et le développement technique et scientifique sont accaparés par les capitalistes et les révisionnistes qui les utilisent non pas au profit de la société et de l'humanité, mais pour exploiter les masses, pour dominer et asservir les peuples.

Si nous avons orienté les travaux du plenum du Comité central du Parti dans ce sens, c'est pour la simple raison que nous voulons débarrasser le Parti et tous les organes de l'Etat, de la culture et de l'économie des résidus des sentiments d'autosatisfaction, de la routine, du laxisme et de la bureaucratie, et dire au Parti que nous nous engagerons avec énergie et clairvoyance sur des chemins explorés et que nous mettrons mieux la science et le progrès technique au profit du développement de l'économie, de la formation de l'homme nouveau et du renforcement de la capacité de défense de notre pays.

Il faut concevoir le travail du Parti comme une science et l'appliquer scientifiquement afin d'obtenir des succès dans ces domaines. Le camarade secrétaire a bien fait de consacrer la partie principale de son exposé au travail du Parti. Savoir assimiler la ligne du Parti et l'appliquer correctement, c'est une science. Les communistes travaillent partout, dans tous les secteurs de la vie, dans l'industrie, dans l'agriculture, dans le domaine de l'éducation et de la culture et dans l'armée. Nous devons comprendre que le travail du Parti est la force spirituelle qui élève le niveau du communiste à un degré tel qu'il applique comme il se doit les tâches qui lui incombent.

Un communiste doit promouvoir constamment la révolution socialiste, porter à un niveau supérieur le bien-être de la population pour que les gens soient sains et se

développent sous tous les aspects. Le Parti doit concevoir et guider tout son travail à la lumière de l'idéologie marxiste-léniniste, du matérialisme dialectique et historique, en ayant bien en vue les conditions concrètes historiques de notre pays, la manière dont nous avons assuré notre marche en avant, notre passage de l'ancienne société féodale et bourgeoise à la société socialiste, pour tendre à arriver, à l'avenir, au communisme.

Il va sans dire que nous devons redoubler d'efforts au travail pour pouvoir progresser plus rapidement encore. C'est pourquoi, je le souligne, le travail des appareils du Parti doit surtout être conçu comme une activité scientifique et non pas comme une routine et un travail bureaucratique.

Prenons, par exemple, le problème des admissions au Parti. Nous disons qu'il faut préserver les proportions quant au rapport existant entre femmes et jeunes filles, ouvriers et coopérateurs, et avoir toujours en vue l'extension de ses effectifs dans tous les secteurs, A la campagne, comme vous venez de le dire, camarade secrétaire, presque toutes les équipes d'agriculteurs ont leur organisation de base du Parti. C'est un acquis très important, Nous constatons donc que dans ce sens on travaille, on va de l'avant suivant les directives données, mais la question se pose de savoir comment on conçoit ces problèmes.

Compte tenu de l'expérience du Parti dans son ensemble, je pense qu'a cours une certaine conception bureaucratique et schématique de ces problèmes-clés du Parti Quand nous admettons dans les rangs du Parti des jeunes filles et des femmes, nous ne le faisons pas simplement pour dire: «Regardez, dans notre Parti il y a aussi des femmes et des jeunes filles», mais parce qu'elles constituent la moitié de notre société et que leur niveau de formation générale est élevé à un degré qui les rend dignes d'être membres du Parti. Voilà la façon de concevoir correctement et scientifiquement ce problème. Ou encore, quand on dit

que les ouvriers doivent constituer l'immense majorité, le plus grand pourcentage des membres du Parti[2], cela veut dire que la classe ouvrière est à la direction. Nous devons à tout prix appliquer ce principe sans aucune discussion. Mais il s'agit qu'il soit compris scientifiquement. Nous devons admettre dans le Parti des ouvriers qui méritent d'en être membres, et non seulement parce que ce sont des ouvriers. Je souligne cela parce qu'il y a une catégorie d'ouvriers qui n'ont d'ouvriers que le nom et que leur travail et leur conduite laissent beaucoup à désirer.

C'est pourquoi il convient d'examiner très attentivement le comportement de l'ouvrier dont on discute l'adhésion au Parti, de regarder comment il travaille pour l'exécution des directives de celui-ci, de ses conseils pour le rendement et le coût de production, comment il respecte la discipline, etc., etc., de regarder s'il travaille vraiment de façon à s'ériger en exemple pour les autres.

Pour un problème-clé comme celui des admissions au Parti, nous ne devons donc pas nous contenter seulement de quelques chiffres. Nous tiendrons compte naturellement des pourcentages fixés par le Comité central du Parti qui chaque année corrige et donne des instructions et des conseils concernant ces rapports. Bref, ce que je veux dire, c'est que le travail du Parti mené tant dans les appareils ainsi que dans la vie de tous les jours doit être considéré comme une des sciences les plus avancées. Les conclusions scientifiques fondées sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, nous les voyons appliquées dans la vie et matérialisées dans la solution que nos gens apportent à tel ou tel problème; dans les cas où quelqu'un met la charrue devant les bœufs, c'est-à-dire qu'il n'avance pas dans la voie du Parti, nous lui disons «halte!».

---

2 En 1986, 39,2 pour cent des membres du Parti étaient des ouvriers.

Toutes ces questions vues dans une optique scientifique par le Parti jouent un rôle important, décisif même, dans l'heureuse application de tout le programme du Parti dans tous les secteurs de la vie. C'est un programme guidé et inspiré par une science révolutionnaire et par l'idéologie marxiste-léniniste.

Les problèmes traités par le 8e plenum du CC du Parti et les tâches qu'il a fixées dans les grandes lignes seront encore mieux concrétisés par le futur congrès du Parti. Je vous recommande, vous conseille, comme je l'ai déjà fait, dans le travail que vous effectuez et que vous effectuerez pour étudier les matériaux de ce plenum, de vous engager profondément dans des débats révolutionnaires sans vous perdre dans des discussions formelles. Dans les réunions que vous organiserez que soient présentés des rapports, je ne suis pas contre une telle pratique, mais ces rapports ne doivent pas devenir un but en soi. Le rapport et les discussions dans ces réunions ont pour but d'apporter une aide concrète à la bonne marche du travail. Quand quelqu'un se met à discuter des importants problèmes scientifiques, dont la juste solution contribuera à promouvoir le développement de notre pays, il doit préalablement avoir fixé certains objectifs. Un tourneur, par exemple, peut dire beaucoup de choses concrètes sur son travail et expliquer comment doit être fabriqué tel ou tel instrument; il n'a pas à faire de «la haute philosophie», il lui suffit de parler simplement de son tour. Un tourneur est capable de traiter de ces problèmes et de les argumenter mieux, dirais-je, que le secrétaire du comité du Parti du district. Après avoir fait un exposé de la situation, le tourneur peut dire: «Si nous voulons progresser, camarades, nous devons tirer le maximum de ce tour, faire ceci et cela, car de la manière dont nous travaillons, avec une discipline insuffisante et cette technologie dépassée, on ne peut aller de l'avant. Je peux proposer l'application, dans la mesure de nos possibilités, d'un autre

processus technologique qui soit plus moderne; le tour est un instrument moderne, modernisons-le encore.» Et il peut terminer en proposant au gouvernement de fournir à son usine quelques tours spéciaux.

Toutes les idées et les propositions sur le problème analysé doivent être avancées avec courage. Puis nous nous mettrons avec toute notre attention à les étudier pour voir l'ampleur de nos ailes et y conformer notre vol. Nous dirons en conclusion: nous acceptons cette proposition-ci, pas celle-là, parce que, actuellement, nos possibilités nous font défaut et si ces possibilités se créent pour nous demain, nous l'accepterons aussi. Cela veut dire que nous ne rejetons pas la proposition.

Comme je l'ai déjà dit, on écoutera des rapports et nous sommes persuadés que les camarades (pas seulement ceux qui prennent la parole mais aussi tous les autres) ont la tête pleine de bonnes idées. Alors qu'est-ce qui les empêche d'exprimer ces idées, de les faire couler de leurs têtes comme ces torrents qui se jettent dans le fleuve, de les énoncer selon leur jugement. Cela, il faut le faire, c'est tout à l'avantage du Parti, de notre développement socialiste sur toutes les questions, celles de l'industrie, de l'agriculture, de l'instruction, de la défense, etc. Dans tous ces secteurs, comme vous le savez, et je n'ai pas besoin de vous le répéter, il y a lieu de faire des améliorations, de raffermir davantage l'organisation et d'effectuer des changements qualitatifs. Et c'est en cela que réside la force de notre Parti. Quiconque, chaque communiste, partout où il travaille, doit connaître avant tout son métier et le considérer réellement comme une arme pour mettre en œuvre les directives vivifiantes du Parti. Les communistes sont capables non seulement de parler et de discuter, mais aussi et en premier lieu, de réaliser, d'organiser, de faire des propositions, d'exercer des contrôles. Le Parti a toujours posé ces

problèmes et il nous faut actuellement appliquer encore mieux ses recommandations et ses directives.

Mais l'application des directives du Parti, camarades, et la juste compréhension des problèmes doivent être mesurées aux réalisations. Vous pouvez être un bon camarade, honnête, avoir un passé irréprochable et avoir participé à la guerre (personne ne vous nie la contribution que vous y avez apportée et votre ardent désir de travailler sans relâche pour le bien de la patrie jusqu'à la fin de vos jours) mais, avec le temps (et c'est une loi biologique), en dépit de vos capacités intellectuelles, vos forces vous empêchent de travailler autant qu'un jeune homme ou une jeune fille, qui sont capables de réaliser plus rapidement et mieux les objectifs du plan.

Notre Parti a travaillé de telle façon qu'il s'est créé aujourd'hui un bon nombre de cadres. En même temps que ceux-ci, les larges masses des travailleurs, les ouvriers et les coopérateurs ont élevé eux aussi leur niveau de formation technique et professionnelle. Il faut donc que les anciens ouvrent la voie, ouvrent des horizons de travail, de direction et d'organisation aux jeunes cadres préparés par le Parti et qu'ils les chargent de responsabilités à propos de divers problèmes. Bref, nous devons faire en sorte que la jeune génération rénove constamment et de façon positive le travail impérissable du Parti.

Aujourd'hui, après 35 années de vie libre, socialiste, nous ne pouvons pas dire que nous manquons d'expérience. Les résultats enregistrés dans tous les secteurs montrent que nous sommes partout en vigoureuse croissance. Pourtant, nous n'avons pas réalisé dans quelques postes les plans fixés. Quelqu'un peut se demander: «Avons-nous bien étudié ces plans ou ont-ils été élaborés sans une mûre réflexion et sans une étude approfondie, lacunes qui seraient la cause de leur imparfaite réalisation?» Je ne peux pas dire que l'élaboration de ces plans a toujours été parfaite.

Non, l'élaboration des plans ne peut être parfaite et elle peut tort bien comporter des erreurs. Mais, en général, nos plans quinquennaux ont toujours été scientifiquement fondés. Malgré tout, nous savons bien que nous sommes loin d'avoir appliqué la science dans chaque secteur en fonction de la réalisation du plan. Il nous faut donc travailler davantage dans ce sens. Dans l'élaboration de nos plans nous devons nous fonder sur la science et, crayon en main, nous appuyer également sur l'expérience avancée.

Nous constatons, et c'est encourageant, qu'il y a dans les coopératives agricoles et dans les usines des groupes, des équipes et des individus qui non seulement ont réalisé les plans que nous avons fixés, mais qui en ont même dépassé les objectifs prévus. Je ne veux pas m'attarder ici à vous montrer comment ils ont dépassé les objectifs du plan parce que vous le savez déjà. Nous, à la direction, nous connaissons les résultats tandis que vous, vous constatez concrètement le travail accompli par les équipes dans les coopératives et par les ouvriers dans les usines, la volonté, la discipline et la clairvoyance qui les caractérisent, la vision politique claire qu'ils ont des tâches du plan et leurs efforts pour les réaliser à tout prix. Et, en fait, ils réussissent même à dépasser les objectifs fixés. Pourquoi? Pour se distinguer ou dans leur intérêt particulier? Non, ce ne sont pas là les motifs. La réalité même l'explique clairement. Dans une équipe qui réussit à obtenir 45 quintaux de blé ou 80 ou 90 quintaux de maïs à l'hectare, le salaire quotidien est le même pour tous les coopérateurs membres de cette équipe, il est égal aussi au salaire des membres d'une autre équipe de la même exploitation qui obtient 25 ou 29 quintaux de céréales à l'hectare.

D'où la conclusion que c'est l'intérêt général de la société qui stimule ces groupes de gens, ces individus d'avant-garde à obtenir ces importants résultats dans leur travail. Nous devons concevoir l'exemple des travailleurs d'avant-

garde non seulement comme un grand mouvement pour réaliser les plans économiques (cela, certes, est fondamental), mais aussi comme un problème politique et idéologique, comme une nouvelle attitude à l'égard du travail qui aide à éliminer les survivances du passé. Certains membres d'une brigade d'avant-garde peuvent conserver dans leur mentalité des survivances du passé et les manifester, par exemple, au sein de leur famille et de la société. Bien sûr, il faut qu'ils se corrigent et qu'ils aillent tous ensemble de l'avant dans tous les domaines. Quand nous voyons que les masses travailleuses ont une large vision politique et idéologique de l'important problème qu'est la réalisation du plan, cela nous réchauffe le cœur et nous convainc que notre plan correspond à nos possibilités.

Actuellement, on est en train d'élaborer le 7e plan quinquennal et vous tous, camarades, à la base, vous avez discuté comme d'habitude de ce problème et avez fait des suggestions pour certains de ses postes. Les ministères sont en train d'étudier ces indications, qui seront analysées par le gouvernement et soumises à l'examen du Bureau politique du Comité central du Parti. Le plan est préparé par la base et, en général, à la base ont lieu des débats, mais dans certains cas il n'y en a pas et souvent on observe même un certain formalisme, ce qui. sans aucun doute est nocif. Des questions comme, par exemple, celle de la réalisation du plan, doivent faire l'objet de débats, de confrontations. Et si ces débats sont organisés dans le juste esprit du Parti (c'est-à-dire pour ne pas diminuer les grandes chiffres d'orientation, mais au contraire les élever en suivant l'exemple des travailleurs d'avant-garde), le plan non seulement correspondra à la réalité des choses, mais sera accompli avec succès à tous ses postes.

Nous devons connaître les décisions prises par le Comité central du Parti sur les différents problèmes. Le Parti n'affirme pas que son Comité central analyse cor-

rectement tel ou tel problème pour se vanter mais parce que, effectivement, toutes les orientations qu'il donne sont justes. Ce qui nous préoccupe actuellement, c'est le problème de l'organisation et de la direction du travail pour leur mise en œuvre. Et cette tâche, entendons-nous, n'incombe pas seulement à la base, mais aussi au centre parce que nos affaires sont étroitement liées entre elles, la base ne peut être coupée de la direction pas plus que la direction ne peut l'être de la base dans les bonnes comme dans les mauvaises situations. Il arrive que la base ne réalise pas ses tâches pour des raisons subjectives, mais la direction aussi ne réalise pas beaucoup de choses dont la base a besoin, et cela à cause d'une imparfaite organisation du fait de défiences dans la direction, le contrôle et parce qu'elle manque de persévérance dans la solution des problèmes posés.

Le plan que nous venons d'élaborer actuellement est un plan effectif comme tous nos plans précédents. Les communistes, les travailleurs, la jeune et l'ancienne génération ne doivent jamais perdre de vue que le Comité central du Parti a toujours donné des directives et a pris des décisions bien adaptées aux situations. C'est précisément l'évolution des situations qui a obligé le Parti à prendre de nouvelles décisions pour divers problèmes. C'est ce dont témoignent toutes les directives et les décisions du Comité central du Parti. Toutes ces questions sont liées entre elles et constituent les anneaux d'une même chaîne. Aussi est-il important non seulement pour nous, communistes et cadres de la génération, qui sommes en train de vivre l'application de ces directives et décisions, en particulier des plus récentes, qui les avons élaborées, adoptées et appliquées nous-mêmes, mais aussi pour la jeune génération, de les étudier, approfondir et relier entre elles afin de les comprendre et d'être en mesure de les analyser et de les exécuter de la meilleure façon en se rendant bien compte de leur importance pour la marche en avant de notre pays.

Je souligne cela parce que certains camarades, après avoir pris connaissance des décisions du plenum concernant les problèmes de la science et de la technique, disent «Ah... c'est ça, les décisions?» Il est vrai que le Parti a déjà posé bien des fois ces questions mais pas de cette manière, parce que, désormais, nous visons à atteindre un stade plus élevé de développement de la science et de la technique. Nous avons pris beaucoup de décisions qui ne sont pas restées lettre morte mais qui ont été réalisées. Pour user d'une image, je dirais que nous n'en sommes plus à la lettre A ni à Z, c'est-à-dire au communisme, mais que nous sommes aux trois quarts de l'alphabet. En d'autres termes, cela veut dire que nous ne manquons pas d'expérience pour résoudre ces problèmes. La ligne du Parti doit être comprise dans la dialectique même du développement matérialiste de notre société.

Pendant cette période nous sommes bien certains que le plan que nous allons élaborer sera, lui aussi, un plan très dense, qui sera réalisé avec succès grâce à l'élan révolutionnaire des travailleurs et aux décisions du 8e plenum et du Congrès du Parti qui tiendra ses assises en 1981. Les gens de chez nous, en bloc, depuis ceux de bas niveau de formation culturelle jusqu'à ceux qui sont dotés d'une vaste culture, doivent s'atteler à la tâche pour réaliser et dépasser les objectifs du développement plus poussé de notre société socialiste.

Le 7e plan quinquennal se fonde sur les résultats obtenus jusqu'à présent, mais nous allons nous employer à faire en sorte que sa réalisation marque une transformation encore plus grande au sein de notre société, que le bien-être de la population soit porté à un niveau encore plus élevé sous tous les aspects, afin de jeter également ainsi les solides fondements de nos plans futurs. Nous allons aborder et étudier dès à présent et pour les plans futurs beaucoup d'importants problèmes concernant notre industrie

énergétique, nos mines et les engrais azotés que nous produisons. Le plan que nous sommes en train d'élaborer constitue donc une base encore plus solide pour nos perspectives, nous travaillons pour le présent et pour le futur. C'est ainsi, camarades, qu'il faut comprendre les travaux du récent plenum du Comité central du Parti. Ses décisions ne doivent jamais être dissociées dans notre esprit des objectifs du 7e plan quinquennal.

Pendant ce court entretien avec vous je ne pense pas entrer dans des détails. Il est de fait que dans notre travail nous avons enregistré pas mal de succès, mais, comme vous le savez, nous avons aussi commis des erreurs que vous avez mises en évidence. Nous ne devons pas les sous-estimer, parce que, en certains lieux et à certains moments, elles sont aussi alimentées par la pression étrangère. Et si le Parti ne prend pas de mesures pour les corriger, s'il ne conseille ni éduque correctement les fautifs, alors les erreurs peuvent devenir dangereuses. Si donc le Parti dort, les erreurs s'aggraveront à coup sûr et deviendront un obstacle important et même dangereux pour notre ordre socialiste. Quelqu'un dira à la légère: «Au fond, cet homme n'a commis qu'une petite erreur, il ne faut pas trop lui en faire grief parce qu'il s'est battu durant la Lutte». Entendons-nous, nous ne disons pas de traduire en justice ceux qui commettent des erreurs. La mesure de la sanction dépend de la gravité de l'erreur et de la faute que tel ou tel ont commises. Nous pouvons pardonner à quelqu'un même une grosse erreur s'il l'a commise sans le vouloir et qu'il s'agisse d'une personne qui s'est toujours distinguée par son honnêteté. Il faut la conseiller et nous assurer qu'il ne commettra plus d'erreurs. Mais il y a des personnes qui commettent des erreurs et. malgré tous les conseils qu'on leur donne, ne se corrigent pas. Le mal. avec le temps, s'implante profondément chez ces gens qui deviennent dangereux et exercent une mauvaise influence sur les autres en les

engageant dans leur mauvaise voie. Et de pareils cas ne manquent pas.

Le Parti doit attacher de l'importance à ces problèmes parce qu'ils concernent l'éducation idéologique et politique de notre homme nouveau. Il faut que l'organisation de base soit un détachement d'avant-garde qui fasse fonction de guide partout, à l'usine, dans les coopératives agricoles et dans les équipes de cultivateurs, qu'elle joue le premier rôle pour la solution de chaque problème. L'organisation du Parti, là où elle milite, doit stimuler la masse des ouvriers à réaliser le plan et à respecter la discipline.

L'organisation de base du Parti dirige à travers ses membres qui doivent s'ériger en exemple à tous égards, faire preuve d'initiative et stimuler la masse afin qu'elle réalise ses tâches. Par son action, qu'elle soutienne les jeunes, leur donne la possibilité de s'exprimer librement et d'insister pour que la direction de chaque entreprise, de chaque usine, coopérative agricole et institution discute et étudie attentivement toute proposition faite par un camarade ou un groupe de gens. Quelque directeur d'entreprise ou président de coopérative pourra dire: «Allez, laissons tomber ça». Le secrétaire de l'organisation doit lui répondre: «Non, tu ne sortiras pas de ton bureau sans avoir d'abord écouté avec attention ce que je t'expose; si tu juges que j'ai tort, contredis-moi avec des arguments à l'appui et alors j'irai dire aux camarades de l'organisation que cette tâche est pour le moment irréalisable et que telle ou telle proposition n'est pas juste». C'est dans cet esprit que doivent travailler les organisations de base du Parti.

Pourquoi demandons-nous que chaque atelier d'entreprise et chaque équipe de coopérative agricole soient dotés de leur propre organisation de base du Parti? Parce qu'il faut qu'elle y dirige tout le travail afin que celui-ci marche le mieux possible. Mais ce qui est primordial pour le Parti, c'est de cultiver chez les gens de chez nous les traits

de l'homme nouveau, Si tel ou tel est discipliné, honnête, actif et étudie le marxisme-léninisme, tous ces traits se refléteront dans son travail et on sait que c'est à travers le travail que se réalise l'éducation. La critique ou l'éloge à l'adresse de quelqu'un doivent être faites là où il travaille. Nous devons veiller à ce que l'organisation de base du Parti ne devienne pas une instance où l'on discute et résout les problèmes qui peuvent être résolus dans le travail, sinon on passera le temps à la réunion de l'organisation du Parti à s'occuper de ces questions, alors qu'elle est confrontée à des problèmes plus importants qui doivent à tout prix être posés et résolus au cours de ses réunions. Dans le cours même du travail, tel ou tel travailleur (communiste ou non) peut fort bien dire à un camarade qui se montre négligent, qui n'est pas discipliné et qui ne se comporte pas bien avec les camarades, etc.,: «Pourquoi te comportes-tu comme ça? Pourquoi vient-tu en retard? Pourquoi ne mets-tu pas bien à profit le temps de travail? Tu ne fais pas bien de te comporter ainsi, tu dois avoir de bons rapports avec les camarades». Ainsi, dans le cours même du travail, il conseille un camarade et le critique. Si la personne critiquée est membre de l'organisation du Parti ou de l'organisation des Unions professionnelles, de la jeunesse, etc., elle répond: «Tu as raison, camarade, indépendamment du fait que je suis ou non communiste, je tiendrai compte de ta critique et je ferais tout mon possible pour marcher du même pas que les camarades les plus méritants». Et, en général, c'est ainsi que les choses se font dans la pratique.

Par ailleurs, quand les manquements à la discipline s'observent sur une plus grande échelle, au niveau de l'équipe. du secteur, de la coopérative, de l'atelier ou de l'usine, alors la question doit absolument être soumise à la réunion de l'organisation, parce qu'il ne s'agit plus d'une personne. C'est ainsi que doit agir le Parti à propos de ces questions. Le secrétaire de l'organisation du Parti de l'atelier, de toute

l'usine ou de la coopérative doit se maintenir en contact avec la masse des ouvriers ou des coopérateurs, écouter leurs propositions, se faire une idée générale de leur travail et de leurs préoccupations, etc., etc. C'est là le travail vivant du Parti. C'est ainsi que nous pouvons éliminer plus vite et en temps opportun beaucoup d'erreurs et éduquer beaucoup de fautifs. Notre Parti a une grande expérience dans ce sens. Notre Parti a éduqué même des gens que l'on tenait pour incorrigibles. Il ont été convaincus de la justesse de sa ligne, ont pris conscience de leur faute et se sont corrigés.

Chers camarades, le développement continu de l'industrie avec les grandes perspectives qu'elle ouvre, revêt une extrême importance. Une des orientations fondamentales de notre futur plan quinquennal sera le développement prioritaire de notre industrie. Naturellement, on ne peut pas dire que l'industrie que nous possédons est des plus modernes. Nous ferons tout notre possible pour importer dans l'avenir des machines modernes. Nous avons planifié d'importer des fabriques, des usines et des chaînes de fabrication nouvelles. Mais le fait est que celles-ci à elles seules ne permettent pas un développement important et général du pays. Actuellement, notre industrie n'est pas vieille, mais on ne peut dire non plus que sa technologie soit moderne. Par conséquent, il incombe surtout à nos spécialistes (parce que nous avons des spécialistes de talent) et à nos ingénieurs qui possèdent un haut degré de qualification et dépassent les spécialistes que nous envoyaient les Chinois, de s'atteler sérieusement à la tâche afin d'avancer hardiment aussi dans ce domaine. Et nous avons obtenu des succès dans ce sens.

Le fait est que notre peuple est modeste. Et les cadres qu'a préparés le Parti ont ces mêmes traits. A l'époque, nous considérions les spécialistes chinois, soviétiques et même yougoslaves comme des amis, nous les avons respectés et écoutés avec attention et modestie. Maintenant que

nous voyons le travail que font nos cadr.es dans tous les secteurs de l'industrie et que, rétrospectivement, nous analysons la capacité des spécialistes étrangers envoyés chez nous il y a longtemps et celle des nôtres, nous pouvons dire sans nous vanter qu'il n'y a pas de commune mesure entre ceux qu'on nous envoyait (pour la plupart du temps à des fins malveillantes) et nos spécialistes capables.

Vous avez entendu que dans le secteur du pétrole nous avons obtenu de bons résultats, de nouveaux gisements ont été découverts qui revêtent une grande importance. Et tous ces gisements l'ont été par nos ouvriers, techniciens et spécialistes. Ni les spécialistes soviétiques ni les spécialistes chinois n'ont jamais entrepris ce travail avec sérieux. Ils ont saboté ce secteur d'importance vitale pour notre économie.

On peut en dire autant en général des autres branches de l'industrie. On sait que les Chinois nous ont accordé des crédits, ils nous ont aidés à mettre sur pied une industrie métallurgique, mais en même temps ils ont saboté beaucoup d'établissements et laissé en plan nombre d'ouvrages de cette industrie importante. Actuellement, les gens de chez nous se sont attelés avec compétence au travail afin de terminer la construction des objets du complexe métallurgique et d'améliorer tous ses établissements.

Nous n'avons cessé d'envoyer des cadres à l'étranger pour qu'ils élèvent leur niveau de qualification ou enrichissent leur expérience, pour qu'ils y voient concrètement le degré de développement de divers secteurs économiques, comme les industries chimique, métallurgique, etc.

Je voudrais souligner une fois de plus que, dans les conditions actuelles, il incombe à nos scientifiques, savants, maîtres et cadres qualifiés d'améliorer constamment et rapidement la technologie de notre industrie. Il importe aussi qu'ils étudient encore les problèmes de notre économie, de notre industrie, de notre agriculture, etc. Vous n'êtes pas sans savoir que des groupes de travail ont été

mis sur pied à cette fin. Vous n'ignorez pas non plus que le 8e plenum du Comité central du Parti a décidé de fonder le Comité de la science et de la technique, qui organisera, soutiendra et dirigera le travail de recherche dans le pays entier. De ce comité feront partie nos meilleurs chercheurs de chez nous, les plus formés et les plus compétents dans diverses disciplines scientifiques. Puis, tous, spécialistes, maîtres et ouvriers, où qu'ils travaillent, tâcheront d'accomplir leurs tâches, de progresser aussi eux-mêmes.

Je voudrais maintenant énoncer quelques idées sur notre agriculture. Ce secteur constitue la base de toute notre économie. Je ne dis là rien de neuf, mais je tiens à souligner la grande importance des progrès qu'enregistre cette branche. Notre peuple a besoin non seulement de pain, mais encore de vêtements. En outre, la réalisation des tâches qui incombent à d'autres branches également, comme, par exemple, à l'industrie, dépend dans une grande mesure, de l'agriculture. L'industrie que nous avons mise sur pied a besoin de matières premières que lui fournit l'agriculture, coton, tournesol, betterave sucrière, tabac, légumes, etc. Tous ces produits sont nécessaires au mieux-être de la population, à un meilleur approvisionnement de celle-ci en toute saison, à une valorisation de nos exportations.

Nous vivons dans une situation où l'agriculture revêt pour notre pays une extrême importance. Aussi notre Parti a-t-il lancé le mot d'ordre «L'agriculture est l'affaire du peuple entier». Nous devons tous comprendre et appliquer comme il convient cette directive. Tous doivent s'intéresser à l'agriculture. Mais chacun a une tâche à accomplir, certains dans l'agriculture, d'autres dans l'industrie, d'autres encore dans la culture, etc. Le Parti, lui, travaille et dirige partout, dans tous les secteurs. Il doit veiller constamment à ce que tout, dans ces secteurs, fonctionne avec la régularité d'une horloge, à tous les niveaux à la fois, ainsi qu'à chaque maillon de la chaîne.

Notre agriculture a progressé de façon continue, elle a obtenu de bons résultats dans tous les secteurs. Quand nous évoquons ces succès, il est inutile de les comparer seulement à l'état de nos campagnes au lendemain de la Libération. Nous pouvons les comparer, disons, aux résultats obtenus il y a une dizaine d'années et nous verrons alors quels sont les grands progrès enregistrés dans l'agriculture, l'élevage et l'arboriculture fruitière.

Dans ces secteurs également, il y a des districts d'avant-garde, mais aussi des districts retardataires dans la réalisation des tâches du plan. Cela tient au niveau de compréhension politique des tâches économiques par les travailleurs de chaque district. Dans nos campagnes, l'accomplissement des tâches fixées dépend beaucoup de la direction et de l'organisation du travail, des connaissances de la science et de la technique agricoles acquises par les travailleurs. Bref, beaucoup dépend du travail que le Parti effectue à la base parmi les travailleurs; ce travail doit être vivant et concret. Le Parti devra bien analyser et faire comprendre partout les orientations et les directives de son Comité central en tenant compte des conditions présentes, du niveau de formation des gens, etc. Pour obtenir de façon constante les résultats souhaités, le Parti doit nécessairement préparer et stimuler toujours davantage les travailleurs d'élite, et en même temps encourager les retardataires à rattraper les plus avancés.

Si l'agriculture progresse, c'est grâce au travail des hommes, qui disposent à cet effet de tous les moyens nécessaires: machines agricoles, semences et engrais, qui ont aussi des connaissances de technique agricole, qui ont acquis de l'expérience dans leur travail et savent quelles sont les mesures à prendre pour rendre la terre toujours plus fertile, élever la productivité du bétail et obtenir de hauts rendements en viande, lait., etc.

Il est de fait que notre agriculture s'est désormais en-

gagée pleinement et avance résolument dans la voie de sa modernisation socialiste. De toute évidence, la collectivisation est la voie léniniste véritable de l'édification du socialisme dans les campagnes. C'est la voie qu'a suivie le Parti bolchévique avec Staline à sa tête, en Union soviétique. Notre Parti a appliqué les enseignements de Lénine et de Staline, il a fait progresser l'agriculture en Albanie, en a assuré la collectivisation et fait rattraper leur retard à notre paysannerie et à notre peuple entier, qu'il a sauvés de la profonde misère héritée du passé. La voie suivie par notre Parti dans la construction du socialisme dans nos campagnes, les résultats toujours meilleurs obtenus par nos productions végétales et animales témoignent de la supériorité de notre ordre coopératif socialiste. Si nous comparons notre agriculture avec celle des pays révisionnistes, où l'agriculture socialiste est désormais désagrégée et transformée en une agriculture capitaliste, nous verrons qu'il y sévit une crise sans précédent. Partout on éprouve une grande pénurie de produits agro-pastoraux, ce qui est dû au cours suivi dans ces pays concernant les campagnes. Par exemple, dans la région de Voïvodine, en Yougoslavie, des centaines de milliers d'hectares de terre et des milliers de tracteurs sont entre les mains des propriétaires capitalistes. En Union soviétique, on garde encore, juste pour la forme, certaines organisations «socialistes», mais, comme dans les autres secteurs, le capitalisme s'est développé aussi dans les campagnes. Dans les autres anciens pays socialistes l'abandon de la collectivisation socialiste de l'agriculture, a pour effet tantôt une pénurie de pain, tantôt un manque de légumes, tantôt une pénurie de viande, tantôt une pénurie de tout, etc., etc. Dans ces pays, opère la loi capitaliste de l'offre et de la demande. Ainsi, il y a à peine une semaine, de grandes manifestations ont eu lieu à Gdansk, à Varsovie et partout en Pologne. Environ 50 000 ouvriers se sont mis en grève et ont participé à des mani-

festations au cours desquelles ils scandaient leurs mots d'ordre. Pourquoi? A cause de la pénurie de produits agro-pastoraux. Ils manquent de viande, de légumes. C'est ce que l'on constate également dans les autres pays révisionnistes. La Bulgarie, que l'on considérait à juste titre comme un pays agricole riche (nous avons été en Bulgarie quand ce pays avançait dans la voie du socialisme et avons tout vu de nos propres yeux) traverse actuellement une grande crise, car les révisionnistes y ont démantelé l'agriculture. Inutile ensuite de parler de la Yougoslavie et des autres pays capitalistes.

Il est désormais notoire que notre agriculture s'est engagée dans la juste voie de sa collectivisation. Mais on sait bien aussi qu'elle ne cesse de progresser avec fermeté dans cette voie. Nous sommes passés de la création de petites coopératives à leur fusion, ce qui a permis à notre agriculture socialiste d'atteindre un stade plus avancé de développement. Par la suite, nous avons mis sur pied les coopératives de type supérieur, ce qui a constitué un nouveau grand pas en avant. Ces coopératives ont aujourd'hui dépassé certaines entreprises agricoles d'Etat, et sur le plan des rendements, et au niveau des revenus. Nous avons pris et prendrons à l'avenir aussi de nouvelles mesures pour développer notre agriculture à des rythmes accélérés, obtenir des rendements élevés dans toutes les productions, etc. Au cours du nouveau quinquennat une grande importance sera attachée en général à l'agriculture, à la bonification continue des terres, à une meilleure organisation du travail dans ce secteur.

Venons-en maintenant plus concrètement à l'expérience de la coopérative agricole de Plase. Le président de cette coopérative est intervenu au plenum du Comité central du Parti et son exposé a produit une très bonne impression chez tous les camarades. La coopérative de Plase a obtenu de bons résultats, d'autres entreprises et coopératives

agricoles du district de Korçe, comme, par exemple, la coopérative de Pojan, ne sont pas demeurées en reste.

Cela dit, je voudrais savoir plus concrètement quelle est l'expérience avancée acquise par la coopérative agricole de Plase dans la concentration, la spécialisation et la rotation des cultures. Si je ne m'abuse, une étude a été entreprise sur ce problème il y a huit ans[3]. Mais nous n'avons pas reçu d'indications exactes sur la suite qui a été donnée à ce travail. La diffusion de cette expérience est une question qui nous a beaucoup préoccupés, le camarade Hysni [Kapo] que nous venons de perdre, et moi. Nous avons tout fait pour le sauver, mais il souffrait d'un mal incurable. C'était un camarade doté de qualités rares, de connaissances vastes et profondes, et particulièrement d'une grande expérience dans les affaires du Parti.

Lorsqu'on entreprend une étude, elle ne doit pas demeurer lettre morte, mais elle doit passer dans les faits, car c'est seulement ainsi que l'on pourra juger de ses bons et moins bons côtés. L'application dans la pratique de cette étude dira à quel point il sera nécessaire de la perfectionner. Vous et surtout les camarades qui s'occupent d'agriculture, vous connaissez mieux l'avantage de cette étude dont le but est de promouvoir, *primo,* la concentration des cultures, *secundo,* leur spécialisation, *tertio,* leur rotation (qui est très nécessaire, sinon l'agriculture ne peut avancer). Ces trois processus sont étroitement liés et combinés entre eux, ils relèvent tous trois de la science agronomique. Ce système tend à la fois à accentuer le développement de notre agriculture, à renforcer la propriété collective et à pas-

---

3 Il s'agit de l'étude sur la coopérative agricole de Plase, entreprise par un groupe de spécialistes dirigés par le Comité central du Parti, qui, comme il en ressort des documents afférents, n'a pas été appliquée dans la pratique en raison de l'opposition tacite de l'ennemi Mehmet Shehu (Voir pp. 593-622 du présent volume).

ser de la propriété collective de groupe à la propriété sociale. Naturellement, pour y arriver, il faut d'abord traverser un certain nombre d'étapes, mais mettre aussi au point une organisation parfaite scientifiquement fondée qui, comme nous l'enseigne le Parti, nous permette d'intensifier notre agriculture sans toutefois en négliger l'aspect extensif.

Certains districts ont réussi, par exemple, la concentration des cultures industrielles. Parmi ces cultures, seule celle du tabac a été un peu étendue, et même cela a été fait dans certains districts où les bons rendements se font toujours attendre. Cela tient au fait que le tabac y est cultivé sur des terrains inappropriés, mais où pourraient fort bien être cultivées d'autres plantes dont il aurait été possible d'obtenir de bons rendements. Nous avons donc pris cette mesure sciemment, car le tabac est une plante plus rentable que d'autres. Or, pour notre économie en général, soit au niveau des coopératives, soit au niveau du district, ce n'était là qu'une solution provisoire. Quant au coton et à la betterave sucrière, ce sont des cultures que nous avons déjà concentrées.

C'est donc les intérêts mêmes du socialisme et du développement intensif de notre économie qui nous ont conduit à concentrer les cultures industrielles. Mais, à l'avenir, nous devrons mieux concentrer les céréales panifiables, de même que les cultures fourragères, fruitières, etc. L'entreprise agricole de Maliq a certaines principales vocations économiques qui sont la production de betterave à sucre, de blé et de pommes de terres, l'élevage, etc. La plaine de Korçe s'étend tout entière à proximité de cette entreprise. Mais notre Parti ne doit-il pas penser à ce que cette plaine doit produire pour que les rendements de blé, de betterave à sucre et de pomme de terre y soient supérieurs à ceux que l'on y a obtenus jusqu'ici? C'est précisément pour cette raison que notre Parti a donné, il y a huit ans, des direc-

tives afférentes et entrepris l'étude sur la coopérative agricole de Plase.

Quels avantages apporte l'application de l'expérience de la coopérative de Plase? Ella a fait que, par exemple, la plaine de Korçe devienne un important centre de développement intensif de notre agriculture. Et nous lui fournissons ainsi toutes les possibilités pour stabiliser les rendements de toutes les cultures. Nous sommes en train, par exemple, de concentrer la culture de la pomme de terre hivernale à Korçe et à Shishtavec. Les autres districts cultiveront la pomme de terre, mais c'est Korçe et Shishtavec qui approvisionneront le marché intérieur de pommes de terre hivernales, alors que les autres pourront également cultiver la pomme de terre printanière. C'est ainsi que nous satisferons les demandes en pommes de terre et du marché intérieur, et de nos exportations.

Il faut procéder de même avec les autres cultures. Prenons, par exemple, le blé, qui revêt une grande importance. Il faut étudier ce problème, préciser où devra être concentrée cette culture. Disons qu'il faudra la concentrer dans les districts de Korçe, Lushnje, Fier, Durrës et Shkodër. La production de blé que nous fourniront ces districts doit pouvoir satisfaire non seulement les besoins de toute notre population, mais nous permettre aussi de créer des réserves et même d'en exporter. Mais cela ne signifie pas que le blé et le mais ne doivent plus être cultivés dans les régions plus hautes. Non, nous devons faire en sorte que ces céréales continuent à y être cultivées, voire sur une superficie plus étendue, tandis que dans les districts susmentionnés, où l'agriculture est toujours plus intensifiée, nous pratiquerons le système de la coopérative de Plase. Il en sera de même dans les hautes régions et ailleurs, mais, bien sûr, avec de différentes cultures.

Prenons, par exemple, la question de l'élevage du menu bétail. Le menu bétail se trouve partout, mais devons-nous

en permettre l'élevage dans des plaines comme celle de Korçe, sur des terres grasses, où l'on peut cultiver le maïs et le blé, que nous fertiliserons grâce aux engrais chimiques et auxquelles nous affecterons des machines agricoles et d'autres moyens nécessaires, alors que ce type de bétail nous pouvons l'élever, de façon extensive et intensive, dans les zones de montagnes et de collines? Comment appliquerons-nous la décision de créer de grandes fermes d'élevage du menu bétail? C'est ainsi que nous avons suggéré que le bétail mis en troupeau, par exemple, ne soit pas gardé dans cette plaine fertile, destinée au développement intensif des principales cultures.

Ainsi, dans les zones montagneuses nous devons créer de grandes fermes d'élevage où paîtra aussi le bétail mis en troupeau qui constitue une grande richesse pour la population. Nous n'avons pas encore appliqué l'idée lancée au Bureau politique du Comité central du Parti sur la création de fermes d'élevage fondées sur l'expérience de la coopérative de Plase. Cela créera la possibilité d'étudier où devra être concentré le menu bétail. Naturellement, cela ne signifie pas que les exploitations collectives des zones de plaines ne gardent du tout de menu bétail. Le problème se pose de savoir où l'on doit concentrer ce bétail, où l'on doit garder les bovins, les mules et les chevaux. Tout comme on pense au blé, à la betterave sucrière, etc., il faut penser et agir en ce qui concerne le bétail de tous les types.

Nous avons réussi, camarades agriculteurs, à améliorer les semences des différentes plantes agricoles, par exemple, celle du blé et actuellement, si je ne me trompe, nous avons des centaines d'espèces de blés (nous possédons actuellement des centaines d'espèces hybrides que nous produisons nous-mêmes, et qu'auparavant nous achetions). Les améliorations que nous avons apportées à la culture de maïs ont été le résultat d'un travail persévérant et soutenu accompli dans ce sens par les gens de chez nous.

Toutes ces questions nécessitent des études attentives faute de quoi nous ne pourrons pas aller de l'avant. Dans l'élevage aussi, il faudra travailler très soigneusement.

C'est ainsi que l'on doit travailler pour l'étude et l'application de l'expérience de Plase. Une fois cette question étudiée (comme vous l'avez fait en y joignant vos conclusions). on analysera naturellement les avantages et les inconvénients de chaque élément de la question. Et l'on verra ainsi que ce système est inapplicable si Ton ne supprime pas de telle ou de telle région la culture de telle ou telle plante. Korçe par exemple ne cultivera pas telle ou telle plante, mais on y substituera des plantes qui, supprimées dans un autre district, s'adaptent à ses conditions. L'Etat aussi lui créera ces possibilités, mais elle doit faire des efforts pour obtenir de hauts rendements dans les cultures quelle pratiquera. Ainsi les divers districts se compléteront l'un l'autre.

C'est un fait que sous le système coopératif notre économie socialiste est en train de se renforcer dans les campagnes et qu'il nous permet de préparer intensivement le développement d'une agriculture socialiste encore plus avancée. Quand les conditions seront mûres, alors l'expérience de Plase sera appliquée à grande échelle. On ne suivra pas la méthode appliquée dans les entreprises agricoles et les coopératives de type supérieur. Le système de Plase doit être appliqué dans certaines coopératives de type supérieur ou dans une région tout à la fois et non pas en une longue période de 10 ou 15 ans. Ce système doit être appliqué, par exemple, dans toute la plaine en même temps, alors que les autres exploitations doivent demeurer des coopératives réunies.

C'est ainsi que nous avons posé cette question devant le Bureau politique.

Sur le plan théorique, nous disons que notre développement est dynamique, que la dialectique le promeut, mais

on sait que le nouveau se fraie difficilement son chemin et, avant de prendre une décision qui nous semble juste, nous devons en considérer les lendemains, les problèmes que soulèveront le cours des choses et la pratique, et qui pourront prouver que telle ou telle solution n'est pas adaptée à une période déterminée.

Nous avons fait de la ferme d'élevage des bovins une exploitation à part, mais dès sa création elle a englobé des coopératives de zones montagneuses. Nous avons donc fait de tous les coopérateurs des ouvriers et nous pensons avoir bien fait. Maintenant que nous voyons les résultats, nous disons: «Mais pourquoi avons-nous agi ainsi? A quoi nous servent ces coopératives environnantes englobées dans cette exploitation pour élever avec succès cette quantité de bovins? Elles ne font que nous élever le coût et nous créent d'autres problèmes». Cela nous cause beaucoup de difficultés. Alors que ferons-nous? Nous accepterons cette situation et combattrons pour que les coopératives agricoles se consacrent, par exemple, à la culture des pommiers. Si j'évoque la culture des pommiers, c'est parce que ces arbres croissent bien ici.

Il s'agit donc de trouver une forme d'organisation plus appropriée afin que le travail aille de l'avant. Nous avons déjà acquis une expérience et nous en acquerrons d'autres mais nous devons savoir où les appliquer après avoir bien étudié les conditions où nous agissons. Il faut concentrer les bovins là où les conditions et les possibilités nous permettent d'obtenir de hauts rendements en viande.

Il est important quand est. donnée une directive, de l'embrasser, de la mettre à l'épreuve, de l'appliquer, de la suivre avec attention et avec un grand courage, je le répète, avec grand courage, et de dire à la direction où l'on a bien agi et où moins bien, ce qu'il faut changer ici et ce qu'il ne faut pas changer. Alors nous avons pour devoir de te convoquer, de te féliciter une fois de nous parler ainsi,

car c'est ce qu'il faut faire, puis de te dire: «Telles sont nos possibilités, nous disposons de tant de devises alors que tu nous en demandes davantage». Ou bien «tu nous demandes tant de tracteurs, tant de plants, etc., mais nous ne pouvons t'en donner autant que tu nous en demandes». C'est ainsi qu'il faut parler et ne pas répondre brutalement «Oh, tout cela est déjà fixé, on ne peut rien changer».

Dans mon discours* présenté au 8e plenum du Parti, j'ai souligné que le plan c'est le plan, que nous devons l'appliquer, mais il ne doit pas être dogmatique et, quand il apparaît nécessaire de lui apporter quelque changement, nous devons le faire. Quand, par exemple, une situation difficile sa crée, nous promulguons une loi sévère sur une question déterminée. Plus tard nous voyons que cette situation change, s'améliore, alors la loi peut être abrogée et même si elle ne l'est pas, elle n'a aucun rapport juridique à régir et elle ne sera plus applicable.

Pour conclure, je tiens à souligner que ces problèmes, concernant non seulement l'agriculture mais aussi d'autres domaines, doivent être regardés d'un œil politique. Les communistes d'abord et tous les travailleurs doivent être réalistes. Notre Parti est fort, il a une unité d'acier et le patriotisme des masses est grand. Nous avons fait des progrès, mais nous avons aussi des difficultés et nous pouvons en avoir d'encore plus grandes. Cela, nous ne devons jamais l'oublier.

Rapports et Discours 1980-1981

* Enver Hoxha, *Œuvres choisies,* éd. fr., t. 5, pp. 1037-1067, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1985.

C'EST SEULEMENT DANS LA LUTTE QUE LES PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES SE CONSOLIDENT. SE TREMPENT ET PERFECTIONNENT LEUR ACTION

Extraits d'un entretien avec le Premier secrétaire du CC du PC du Brésil, le camarade Joao Amazonas

25 juillet 1980

Nous nous réjouissons de vous revoir en Albanie, camarade Amazonas. En tant que combattants d'une cause commune. nous sommes toujours heureux de vous avoir parmi nous. Quand nous nous rencontrons, nous avons un échange de vues sur la situation dans nos pays respectifs et dans d'autres pays, nous profitons mutuellement de notre expérience. C'est très utile pour vous comme pour nous.

Nous avons été satisfaits de vous voir cette fois visiter la partie de l'Albanie oui comprend entre autres Korçe et Pogradec, que vous n'aviez pas vues auparavant.

Te crois que Korçe vous a plu et vous n'avez pas encore bien visité toute la ville de Pogradec, mais vous pourrez rester ici encore quelques jours pour mieux vous y promener. La ville possède une plage, des maisons de repos pour les travailleurs ainsi que des colonies de vacances. De tout le pays des gens viennent ici passer leurs vacances.

La plage de Durrës plaît beaucoup aux jeunes gens parce qu'ils aiment nager et bronzer au soleil et sur le sable. Il y fait chaud, tandis que cet endroit convient mieux à

nous, les anciens, il y fait frais. Bien que pas très grande, la ville de Pogradec est fort plaisante.

L'Albanie, camarade Amazonas, est un petit pays. Pour illustrer ses dimensions je vous raconterai un épisode de la Lutte de libération nationale. Une fois, je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui, un camarade, après en avoir parcouru à pied toutes les zones l'une après l'autre, passant de montagne en montagne, me dit: «Vous savez, camarade Enver, notre Albanie est grande, elle n'est pas si petite qu'elle paraît sur la carte. Non, non, l'Albanie est très grande.»

LE CAMARADE JOAO AMAZONAS: Nous, camarade Enver, nous disons que l'Albanie est grande par l'importance des tâches politiques et sociales qu'elle réalise. Si on la regarde dans cette optique, on peut dire que c'est le plus grand pays du monde.

LE CAMARADE ENVER HOXHA: Ce qui confère son importance à notre pays, c'est la grande idéologie du marxisme-léninisme. L'appliquant avec fidélité et esprit de suite, l'Albanie a remporté de multiples succès et nous vivons des jours heureux. Naturellement, nous avons encore des défauts que nous combattons et que nous devons éliminer. Les autres communistes marxistes-léninistes dans le monde voient dans notre expérience la puissante force de notre doctrine commune.

LE CAMARADE JOAO AMAZONAS: Est-ce que Pogradec est une vieille ville?

LE CAMARADE ENVER HOXHA: Avant la libération, Pogradec était très petite, maintenant elle s'est agrandie. C'est une cité antique. Les fouilles archéologiques ont prouvé que cette région était peuplée d'Illyriens. Il y a aussi ici un petit musée où sont exposés des vestiges matériels de la gens illyrienne des Enchéléiens, tandis qu'à Korçe nous avons mis sur pied un musée d'art médiéval.

Au moyen âge, des peintres et des bâtisseurs albanais

travaillaient non seulement chez nous mais aussi en Grèce, en Turquie et dans d'autres pays d'Europe. Plusieurs mosquées en Turquie, la mosquée bleue et deux ou trois autres ont été projetées par des architectes albanais aux XVIe et XVIIe siècles.

En Albanie se trouvent un certain nombre d'églises byzantines que nous avons soin de conserver. L'une d'entre elles se situe dans un village du district de Gjirokastër où je suis né. D'après la légende, elle date de la même époque que l'église de Sainte-Sophie de Constantinople. Le maître d'œuvres de l'église de Sainte-Sophie a travaillé aussi à la construction de cette église qui a la même architecture que celle-ci, mais qui, bien plus réduite, en est une sorte de miniature. La peinture d'Onuphre, par exemple, que vous avez dû voir au musée de Korçe, a été énormément appréciée à Paris. Bien qu'elle appartienne à l'époque byzantine, elle ne présente pas entièrement les mêmes traits que la peinture byzantine. Elle offre au regard des traits humains, ceux de l'homme réel. Elle se distingue par la qualité des couleurs, surtout du rouge. Onuphre a peint également de belles fresques qui décorent les églises construites dans la région montagneuse d'Elbasan.

Nous nous efforçons de rassembler et de conserver ces biens culturels, cette iconographie, comme nous l'appelons. Les œuvres d'art sont précieuses pour le socialisme. Le peuple a remis de nombreuses icônes, mais il y en a encore d'autres que nous n'avons pas encore ramassées. Dans notre pays on fait un gros effort pour les conserver. Malgré tout, ce travail n'a pas été aussi efficace qu'il aurait été souhaitable, parce que nous ne disposons pas encore des moyens techniques et scientifiques nécessaires pour les conserver comme il faut et pour les mettre à l'abri du facteur temps, la nature. J'ai lu quelque part que la fameuse fresque de Léonard de Vinci, *La Cène,* a commencé elle aussi à s'abîmer. C'est pourquoi on a donné l'alerte pour la re-

staurer. De belles icônes se trouvent également à l'église de Voskopoje. Actuellement ce n'est qu'un village, mais au XVIIIe siècle c'était une ville florissante. A l'époque, il s'y trouvait une école supérieure fréquentée entre autres aussi par des élèves qui venaient de Grèce. Certains y allaient pour devenir prêtres. De Voskopoje sont issus des hommes instruits. L'un d'entre eux a été un bibliothécaire remarquable des églises du Mont Athos qui se trouve en Grèce, près de Salonique. Le lieu où s'érigent ces églises et monastères (la plupart ont été construits par les tsars russes et par l'Eglise de Constantinople) a la forme des cinq doigts de la main. L'accès en est interdit aux femmes. Le visiteur est frappé par de nombreux objets anciens et des constructions artistiquement attrayantes. Il s'y trouve aussi une bibliothèque. Son bibliothécaire, comme je l'ai déjà dit, était un Albanais de Voskopoje, un homme très cultivé. Quand a été construite la ville de Peterbourg, le tsar de Russie, Pierre le Grand, a fait appel à lui pour aménager sa bibliothèque. Il y est allé mais il est mort avant d'avoir terminé son travail. Sa tombe s'y trouve aujourd'hui encore. Sur la pierre tombale il est écrit qu'il est Albanais. Dès cette époque, donc, la ville de Voskopoje comptait des gens très instruits. Dans ce village subsiste encore une église très ancienne que nous conservons avec soin et où se trouve une iconostase d'une grande beauté.

Les musées revêtent une importance exceptionnelle dans l'éducation du peuple. En Albanie, ils ont été créés et enrichis après la libération du pays. Auparavant les fouilles archéologiques se limitaient à Pojan du district de Fier et à Butrint du district de Sarande. Dans ces deux sites archéologiques, le travail a été entamé par les Français auxquels ont succédé les Italiens. Ces derniers ont volé la plupart des objets découverts, alors que les Français en ont dérobé moins. Avec ce qui est resté, il a été possible de mettre sur pied un petit musée à Vlore.

Quand nous avons été occupés par l'Italie fasciste, les Italiens ont bombardé, entre autres, ce musée. Les Français, par la voix du «Figaro», ont protesté contre cet acte.

Après la libération du pays, les fouilles archéologiques ont été développées dans le dessein de découvrir des objets non seulement de la culture antique romaine et hellénique mais aussi et surtout de la culture des Illyriens, dont nous sommes les descendants. Dans les tumulus creusés ont été découverts beaucoup d'objets précieux et notamment des vases et des objets en céramique, des monnaies, divers ornements, des statuettes, etc. Actuellement, nos musées archéologiques sont riches en objets et documents. A part les musées archéologiques nous possédons aussi des musées ethnographiques qui ont été construits surtout dans les grandes villes. Aujourd'hui chaque ville s'efforce de se créer un musée ethnographique. Chez nous, en Albanie, dans les villes et les villages, ont été mis sur pied aussi des musées historiques.

Tout notre pays s'est battu à travers les siècles pour défendre sa liberté nationale, et c'est pour cela que même le plus petit village a sa propre histoire. Le Parti a émis la directive d'écrire l'historique de chaque village depuis les temps les plus anciens quand des données existent pour le faire. Certains de ces historiques ont déjà été écrits et s'enrichissent de documents et de matériaux qui vont jusqu'aux pincettes, aux verres et aux cuillères en bois. Des données ont également été recueillies sur les figures historiques des villages, leurs biographies ont été déjà écrites et s'enrichissent maintenant de documents ou objets complémentaires, comme, par exemple, vêtements, photos, etc.

Les principaux musées de notre pays illustrent non seulement l'histoire des luttes de notre peuple mais aussi la période de notre Renaissance nationale, c'est-à-dire la lutte menée par nos penseurs, philosophes, historiens et savants dans d'autres pays.

Actuellement, nous sommes en train de mettre sur pied également des musées spécifiques, comme, par exemple, celui de Kruje, qui a été la capitale de l'Albanie à l'époque de Skanderbeg. Ce musée sera consacré à la vie de notre héros national.

Nous ne disposons pas de beaucoup de documents et objets relatifs à Skanderbeg pour ce musée. Malgré tout, nous disposons de documents écrits au XVe siècle par des princes, d'autres gouvernants et aussi par des marchands de Rome, de Venise et des pays slaves, de grands compositeurs qui ont même écrit des pièces de musique, des poètes et dramaturges qui ont écrit des poèmes et de belles pièces sur la vie et les combats de ce héros contre les Turcs.

Tous les documents matériels le concernant et dont nous disposons prendront place dans ce musée. Nos peintres ont déjà commencé leur travail pour connaître en détail les combats de Skanderbeg et pour les illustrer ensuite dans leurs tableaux.

L'histoire la plus complète de toutes ces batailles a été écrite par un Albanais. Marin Barletius[1]. Jusqu'à présent c'est l'histoire la plus précise dont l'on dispose, c'est le fondement de l'histoire, de la vie et des longues et héroïques batailles de Gjergj Kastrioti.

C'est ainsi, camarade Amazonas, que nous avons travaillé à résoudre le problème des musées qui, comme je l'ai dit, jouent un rôle important pour l'éducation du peuple. Dans chaque pays du monde, ces établissements son fréquentées par beaucoup de gens, mais notre objectif à nous c'est d'amener nos travailleurs, et surtout nos jeunes, à connaître à travers eux le passé, non seulement le passé historique, mais aussi le passé économique de misère que notre peuple a connu pendant des siècles. Maintenant, par exemple, nous voyons que les plaines de notre pays sont [1]

1 Marin Barletius (1460-1513), auteur de *L'Histoire de la vie et des exploits de Skanderbeg* publiée en 1508-1510.

aménagées, bonifiées, canalisées et drainées. Mais nous, les plus âgés, qui avons vécu l'époque d'avant la Libération, nous savons qu'elles étaient fort différentes.

A ce propos, je vous raconterai, camarade Amazonas, un épisode authentique. Il y a une cinquantaine d'années, un habitant de cette région, âgé d'environ 20 ans, avait émigré aux Etats-Unis. Maliq n'était alors qu'un marécage. Il y a quelque temps, âgé maintenant de 70 ans passés, il est rentré au pays. A Durrës il a été reçu par son fils et tous deux sont partis pour Korçe. Au cours du voyage, son fils lui parlait des grands changements qui ont été effectués pendant l'époque du Parti et de temps à autre il lui demandait s'il le comprenait.

«Oui, lui répondait son père, je te comprends.»

Malgré tout, comme ils passaient par Maliq, il lui a demandé:

«Où est le marais?

— Mais je t'ai déjà dit, a répondu son fils, nous l'avons asséché.

— Mais où se trouvait-il? insistait-il.

— Voilà, lui a expliqué son fils, c'est cette plaine qui s'étend là, devant nous.»

A ce moment, pendant qu'ils conversaient, le premier secrétaire du Parti du district traversait la plaine. Le fils de l'émigré a arrêté son auto et a dit à son père:

«Tiens, cet homme est le premier secrétaire du Parti.

— Ah, a fait le père, c'est-à-dire que c'est lui le propriétaire de cette plaine.

— Non, lui a expliqué son fils, actuellement la plaine est la propriété du peuple.»

Cet Albanais donc, qui rentrait dans sa patrie, ne pouvait même pas concevoir tous ces changements effectués bien qu'au cours de leur voyage il ne cessât de dire à son fils «Je te comprends, je te comprends.»

Les œuvres que nous avons exposées dans les musées avant d'être des œuvres religieuses, sont des œuvres d'art que le peuple a conservées et appréciées. A ce propos, je vous raconte l'histoire d'une croix qui témoigne non seulement de cette appréciation, mais aussi du fait que la guerre de religions dans notre pays n'a pas existé sous les formes sous lesquelles elle est connue dans d'autres pays. Bien plus, chez nous les croyants de religion musulmane n'ont jamais été en conflit avec les chrétiens orthodoxes. A l'église dont je viens de vous parler il y a une croix très ancienne dont on dit qu'elle date du XIVe siècle. De 1913 à 1916 la ville de Gjirokastër a été occupée par les Grecs qui ont volé entre autres cette croix et l'ont transportée à Athènes. Mais tout le peuple de Gjirokastër, chrétiens et musulmans, se sont dressés contre cet acte. Une délégation albanaise comprenant aussi des musulmans s'est rendue spécialement à Athènes pour réclamer la croix. Les membres de cette délégation ont dit aux Grecs: «Cette croix appartient à notre pays, il faut la restituer à l'église où elle était.» Finalement, les Grecs ont restitué la croix aux habitants de Gjirokastër. Alors que Khrouchtchev, quand il a visité[2] un musée dans notre pays, nous a dit: «A quoi vous servent ces choses mortes? Nous avons besoin d'oranges et de tabac!»

En réalité, notre peuple en général n'a pas été très croyant. Le prophète Mohamet nous a «aidés» dans ce sens. Pourquoi et comment? Parce que dans un des versets du Coran il est dit que les musulmans ne doivent écouter la lecture de leur livre saint qu'en arabe. Il exige donc que le Coran ne soit pas traduit dans une autre langue. C'est pourquoi les Albanais musulmans n'ont rien compris de ce livre qui ne pouvait se lire qu'en arabe. L'Eglise aussi a agi de cette manière au début, mais plus tard l'Evangile

2 En mai 1959.

a été traduite alors que cela n'a pas été le cas du Coran. En Albanie, les prêtres musulmans n'étaient pas instruits alors que bien des prêtres catholiques, eux, avaient terminé leurs études supérieures.

Malgré les succès obtenus dans la liquidation des influences religieuses, le Parti ne cessera de poursuivre une lutte politique encore plus souple et plus avisée contre les survivances et les coutumes religieuses. Bien que celles-ci aient été affaiblies, nous ne pouvons pas dire qu'elles sont entièrement éliminées, surtout à la campagne qui a été plus conservatrice et plus arriérée que la ville. On ne peut non plus être assurées que si ces survivances sont laissées à l'oubli, elles ne risquent pas de renaître. Ces derniers temps, camarade Amazonas, nous avons perdu deux camarades éminents, Hysni Kapo et Arruda Camarra, deux grands marxistes-léninistes. La disparition du camarade Hysni Kapo a été une grande perte pour notre Parti, mais la disparition du camarade Arruda Camarra aussi a été un malheur commun qui nous a frappés et nous et vous. Tous nos camarades, à l'annonce de sa mort, ont été très affligés parce qu'ils le connaissaient.

Le camarade Joao Amazonas parla des circonstances de la mort d'Arruda Camarra, du problème des cadres du Parti, et, après avoir apprécié les ouvrages «L'Impérialisme et la Révolution» et «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», il laissa à nouveau la parole au camarade Enver Hoxha:

Comme vous l'avez vu vous même, dans le livre «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», nous nous sommes efforcés d'avancer nos idées simplement, afin que la masse des gens puisse les saisir facilement. Ainsi donc, les problèmes qui y sont traités sont accessibles non seulement aux personnes dotées d'une culture marxiste-léniniste mais aussi aux simples ouvriers. Dans ce livre,

nos analyses faites sur la base des documents que nous avons consultés tendent à démontrer que c'est l'impérialisme américain qui a inspiré le révisionnisme moderne en s'attachant à corrompre les partis communistes. Nous avons abouti à cette conclusion à commencer par la question de Browder.

Notre Parti avait traité auparavant aussi de Browder, mais ici il s'agissait de considérer sa position sous un angle plus vaste parce qu'il fut le premier à avoir prôné la liquidation du parti communiste en déclarant que «le communisme est l'américanisme du XXe siècle». Il prétendait que les Etats-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, aideraient tous les pays éprouvés et détruits par la guerre. En d'autres termes, Browder était le porte-parole de la dégénérescence capitaliste des partis communistes. Pour donner un tableau aussi complet que possible de sa position nous avons exploité tous les documents dont nous disposons.

Certes, nous avons également eu en vue le problème de la Chine. Pour cela aussi nous avons fouillé dans les documents de source américaine, dans les discours de Mao et de Chou En-lai. Il en est résulté que pendant toute la période de la guerre, ceux-ci, c'est-à-dire les dirigeants chinois, Mao en tête, entretenaient des contacts étroits avec les missions américaines militaires et diplomatiques auprès de Chang Kaï-chek. Les faits et les documents mis en lumière prouvent que déjà en ce temps-là, pendant qu'on se battait contre le Japon et Chang Kaï-chek, les dirigeants chinois, tout en n'adoptant pas une attitude ouvertement hostile envers l'Union soviétique, étaient en faveur des Etats-Unis d'Amérique. Dans ces documents, nous avons appris que le lobby de Chang Kaï-chek aux Etats-Unis était plus puissant et que le département américain d'Etat n'était pas convaincu qu'il fallait aider Mao, mais qu'il espérait que celui-ci serait liquidé par Chang Kaï-chek.

Ces documents mettent en lumière aussi l'activité

menée en Chine par Edgar Snow, qui était un agent du département d'Etat. Edgar Snow était attaché à l'Etat-major de Mao-Tsetoung et tenu au courant de l'activité intérieure du Bureau politique du Parti communiste chinois. Ce qu'il a révélé sur les demandes de Chou En-laï adressées aux Américains a été confirmé par les faits.

Tout ce que nous avons dit à ce propos également dans notre livre *Réflexions sur la Chine* se concrétise actuellement. Quant aux liens des titistes d'abord, puis des khrouchtchéviens qui étaient au pouvoir, avec les impérialistes américains, nous étions convaincus.

Dans ce livre, à travers l'analyse du browdérisme, du titisme, du krouchtchévisme, du maoïsme et de l'eurocommunisme, nous voyons tel un fil blanc toute la stratégie de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial qui vise à faire dégénérer les partis communistes en partis révisionnistes. L'une des idées de ce livre, fondé sur des documents, est que les partis révisionnistes sont des renégats du marxisme-léninisme et des officines du capitalisme mondial.

Nous avons traité plus largement dans cet ouvrage de l'évolution des mouvements des partis révisionnistes d'Italie, d'Espagne et de France, notre objectif étant de dénoncer l'eurocommunisme. Certes, notre Parti ne s'en est pas privé même par le passé, mais actuellement les positions et les actions contre-révolutionnaires et antimarxistes de ces partis devaient faire l'objet d'une synthèse un peu plus claire. Il convenait de les analyser dans tout leur évolution et dégénérescence. Il s'agissait donc de déterminer les phases principales de leur dégradation, la façon dont elle s'est manifestée et a évolué jusqu'au stade actuel, en mettant dans le même temps en relief avec réalisme les aspects positifs, à certains moments, soit du parti italien, du parti français ou de l'ancien parti espagnol qui a combattu Franco.

La tactique des révisionnistes soviétiques est de profiter maintenant des prises de position de notre parti marxiste-léniniste contre la pensée maotsétoung. Ils visent par là à nous entraîner dans leur orbite mais ni votre Parti ni le nôtre ne tombent pas facilement dans leur piège. Naturellement, il est des gens dans le monde qui ne comprennent pas la tactique des Soviétiques.

Les tactiques des Soviétiques visent à diviser le prétendu groupe eurocommuniste, qui ne peut pas être uni parce que chacun des partis révisionnistes qui le composent est au service de la bourgeoisie de son pays, et généralement en suit la stratégie. C'est ainsi que le parti révisionniste italien entretient des relations amicales avec la Chine et, dans une certaine mesure, s'oppose à l'Union soviétique.

Nous voyons les révisionnistes soviétiques suivre cette tactique, par exemple, à l'égard du parti révisionniste français. C'est ce qui explique que la position actuelle du parti révisionniste de Marchais s'oppose à la position eurocommuniste des partis révisionnistes italien et espagnol. Marchais n'est pas contre l'Union soviétique en ce qui concerne l'agression de celle-ci contre l'Afghanistan. Il faut même dire qu'il a commencé à se rapprocher de l'Union soviétique non seulement sur cette question mais aussi sur d'autres.

Notre devoir est de faire preuve d'une grande vigilance parce que les Soviétiques ont encore une influence politique et économique. L'Union soviétique se livre à des chantages militaires et, si l'on juge correctement la situation, on voit qu'à l'heure actuelle, étant confrontée à de multiples échecs économiques et politiques, elle devient toujours plus agressive, et elle a recours non seulement à l'arrogance des grands Etats impérialistes mais aussi aux armes et à l'agression. C'est pourquoi, sans diminuer en rien la lutte contre l'impérialisme américain, il faut intensifier la lutte contre le social-impérialisme soviétique parce que militairement

il est très puissant, malgré le discrédit politique et idéologique qu'il ne cesse de s'attirer. Les Soviétiques, d'une part, agissent en capitalistes, en impérialistes, en chauvins, et, d'autre part, se posent en léninistes. Ils s'évertuent à justifier leur agression de l'Afghanistan en prétendant être intervenus «pour y défendre la révolution». La démagogie des social-impérialistes soviétiques qui cherchent à se poser en léninistes et leurs références au passé de leur pays peuvent avoir et ont effectivement un certain effet non seulement sur des communistes qui ne sont pas trempés idéologiquement dans des batailles et dans la lutte, mais aussi sur beaucoup d'autres gens qui ont peur de la lutte révolutionnaire et qui cherchent à entrer dans l'histoire comme des communistes, naturellement comme des communistes de couleur orange selon la conception d'Aragon. J'ai parlé de cela aussi dans mon livre. Quand il s'agit de palabres et de paroles, ces éléments disent: «Nous sommes des communistes», tandis que quand il s'agit de résister, ils reculent.

Bien entendu, les Soviétiques s'efforcent de tirer le maximum de profit de cette situation. Mais sans surestimer la force de nos partis marxistes-léninistes, nous considérons que les révisionnistes soviétiques savent fort bien que le marxisme-léninisme constitue une force invulnérable. Cette force, aujourd'hui ou demain, se muera en une grande avalanche. Bien qu'il l'aient déjà trahi, ils connaissent sa force et ils ne peuvent pas penser que cette grande idéologie révolutionnaire est éliminée, affaiblie et a vieilli comme le prétendent les eurocommunistes et nombre d'autres révisionnistes, qui s'attaquent à Lénine parce que il est l'architecte de la révolution, alors qu'ils feignent de ne pas s'en prendre à Marx. En réalité ils sont également contre Marx parce c'est lui qui a renversé tous les fondements du capitalisme.

Les révisionnistes soviétiques ont donc conscience de

cette grande force du marxisme-léninisme. Ils savent aussi que tout mouvement hostile au capitalisme est appelé à renforcer la révolution mondiale. Dans ce contexte, ils comprennent que s'ils n'agissent pas contre les partis marxistes-léninistes, ceux-ci, bien qu'étant aujourd'hui plutôt petits, demain grandiront, deviendront plus puissants, parce que tous les peuples luttent pour la révolution. Les révisionnistes soviétiques savent fort bien que le facteur subjectif, c'est-à-dire les partis qui s'en tiennent aux positions marxistes-léninistes, accumulera et ne manquera pas de promouvoir tout le mécontentement et l'indignation des peuples contre le capitalisme, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Auparavant, quand la pensée maotsétoung n'avait pas encore été dénoncée ouvertement par nos partis, les social-impérialistes et les impérialistes étaient plus tranquilles parce qu'ils s'imaginaient que ce courant révisionniste agissait dans notre corps comme le ver dans la pomme. Maintenant que nous l'avons mis à nu, nous voyons qu'ils ont multiplié leurs attaques contre nous. Mais comment nous attaquent-ils? Comme le font Prestes et les autres fractionnistes. Nous connaissons la lutte fractionniste encouragée par les capitalistes et la réaction et actuellement par le révisionnisme moderne. Notre affrontement avec ces courants régressifs est inéluctable, mais aujourd'hui aussi bien vous que nous, avons passé bien des épreuves, nous sommes mieux armés contre les stratégies et les tactiques de nos ennemis. Cela nous permet de bien distinguer les objectifs et les formes de leur lutte. Et nous aussi, nous édifions et devons édifier concrètement les formes de notre lutte. Certes, notre lutte n'est et ne sera pas facile.

Nous comprenons les difficultés de la lutte des partis frères. Et c'est par la lutte que nous avons libéré notre pays. Maigre tout, si nous menons et devons mener un combat permanent, il nous faut également savoir faire de

la diplomatie, naturellement en préservant nos principes. Dans le même temps, nous devons être vigilants aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur car les impérialistes, les social-impérialistes et les révisionnistes, malgré leurs sourires, sont prêts à nous planter un poignard dans le dos.

Nous avons donc, camarade Amazonas, des difficultés, mais nous devons les affronter parce que nous savons que nous sommes dans la juste voie et avons la conviction que les peuples nous comprennent. D'après des indications qui nous parviennent, il ressort que même des éléments bourgeois progressistes trouvent dans les livres publiés par notre Parti des analyses et des conclusions intéressantes, tandis que certains autres, qui sont, en quelque sorte, des sympathisants des communistes, nous disent qu'ils savent maintenant ce que représentent l'Union soviétique et la Chine et ce qu'elles font en Ethiopie, en Algérie, en Somalie, etc. La question se pose: Pourquoi nous disent-ils ces choses-là? Parce que dans nos livres ils trouvent des questions traitées qu'auparavant ils ne comprenaient pas et qu'ils ne parvenaient pas à expliquer. Seul le marxisme-léninisme peut les expliquer et les rendre accessibles à tous. Voilà pourquoi nous sommes certains que nous surmonterons les difficultés. Certes, la victoire ne peut pas être remportée facilement. Mais voilà, petit à petit, en luttant contre l'impérialisme, contre le révisionnisme et contre le fractionnisme, se formera et s'agrandira notre avalanche. C'est seulement dans cette lutte que les partis marxistes-léninistes se renforcent, se trempent et perfectionnent leur action pour accomplir des tâches beaucoup plus importantes.

Les révisionnistes soviétiques prétendent qu'ils cherchent à réaliser un désarmement général, mais en réalité ils continuent de s'armer. Les faits témoignent que la situation dans l'organisation du Pacte de Varsovie et au sein du Comecon n'est pas si tranquille et encore moins monolithi-

que. Ces organisations ne tiennent debout que grâce à la force des armes de l'Union soviétique. Dans tous les pays du Pacte de Varsovie on a enregistré des grèves aussi importantes que dans les pays capitalistes. En Pologne aussi se sont produites des grèves du même genre. La Bulgarie aussi se montre rétive au sein du Comecon. En apparence, la direction révisionniste bulgare soutient l'Union soviétique, elle a même envers elle l'attitude la plus servile, mais elle a des réserves d'importance sur des questions économiques. En Roumanie aussi sévit la dégénérescence. La Tchécoslovaquie est aussi en pleine crise, elle a commencé à hausser les prix de tous les articles.

A notre avis, les pays du Pacte de Varsovie sont mécontents de la présence soviétique, mais ce mécontentement n'a pas atteint le même degré qu'au sein de l'OTAN où la politique des Etats-Unis d'Amérique a créé certaines failles.

Sur le plan économique, les pays membres du Pacte de Varsovie dépendent de l'Union soviétique. C'est avec les Soviétiques, dont ils importent de l'énergie électrique, du pétrole, du gaz et d'autres matières premières, qu'ils font le gros de leur commerce. La production d'acier en Hongrie, par exemple, dépend du minerai qui passe par Krivoï-Rog. C'est pourquoi les Etats membres du Pacte de Varsovie ne peuvent pas rompre avec cette organisation. Au sein de l'OTAN, d'autre part, on constate que la France et l'Allemagne de l'Ouest ont eu des divergences avec les Etats-Unis à propos des mesures que ceux-ci cherchaient à prendre contre l'Iran et l'Union soviétique ainsi que sur l'installation des nouveaux missiles en Europe. Tout cela témoigne des scissions qui affligent cette organisation.

L'existence et l'approfondissement de ces failles nous intéressent parce qu'elles affaiblissent la puissance des Etats-Unis d'Amérique, mais en même temps les Soviétiques aussi, qui savent tirer profit des circonstances, s'efforcent de les exploiter.

Il y a des gens qui disent que les Soviétiques ne savent par faire de la politique. Non, ce n'est pas vrai. Comme on le sait, vers la fin de juin il y a eu à Venise une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays industrialisés. Carter devait s'y rendre et il y serait pris entre autres des décisions contre les Soviétiques à propos du problème de l'Afghanistan. Carter s'est rendu à Venise, mais avant la réunion Brejnev a envoyé à Giscard d'Estaing un message lui faisant savoir qu'il retirerait de l'Afghanistan une division et cent chars, mais les Soviétiques ont là-bas des dizaines de milliers d'autres soldats. C'était un acte politique bien réfléchi de la part des Soviétiques pour venir en aide à Giscard et à Schmidt dans leur prise de position contre les pressions de Carter. Et, en fait, cette action des Soviétiques les a aidés tous les deux.

Par ailleurs, tout comme cela est souligné dans le livre, le travail du parti marxiste-léniniste dans les rangs de l'armée bourgeoise revêt une grande importance. Ce travail doit être effectué en trois phases: Avant que les fils du peuple soient envoyés sous les drapeaux, pendant qu'ils font leur service militaire et après qu'ils l'ont terminé. Notre expérience et la vôtre attestent de l'importance que revêt le travail auprès des jeunes avant leur service militaire. Comme nous le constatons actuellement, les jeunes, avant de faire leur service militaire, fréquentent les mouvements révolutionnaires, en général les mouvements de contestation contre les crises, le chômage, etc. Les étudiants également se dressent contre le chômage quand ils terminent leurs études supérieures. Chez les jeunes, on observe donc un grand mouvement, en quelque sorte, une opposition aux régimes aux pouvoir. C'est un phénomène que connaissent beaucoup de pays. Nous voyons également que la bourgeoisie est sensible au danger de cette grande force. Ses partis attachent une grande importance au problème de la jeunesse.

Pourquoi lui attachent-ils cette importance? Parce qu'ils veulent la faire dégénerer à travers la drogue, la propagation de la sexualité, de l'anarchie, du terrorisme, etc. Le capitalisme fait tout cela pour désintégrer cette force massive du peuple, qui constitue pour lui un danger parce que la classe ouvrière et la paysannerie se rénovent à travers la jeunesse. C'est un phénomène biologique. Certains vieillissent, mais dans le même temps viennent les nouvelles recrues, la jeunesse. C'est justement cette levée que la bourgoisie s'efforce d'étouffer et de dépouiller de son esprit révolutionnaire. On voit l'effet de ce travail, par exemple, dans le rôle que joue l'armée. Le soldat est le fils d'un paysan pauvre et de l'ouvrier qui se met en grève, et pourtant il tire sur le peuple. Naturellement, toute la jeunesse ne peut pas être encadrée dans cette activité malfaisante et hostile de la bourgeoisie.

Au sein de la jeunesse, que ce soit la jeunesse ouvrière et paysanne ou même la jeunesse estudiantine, il existe des forces qui, politiquement et idéologiquement, ne pensent, bien entendu, pas comme nous, communistes, mais, malgré tout, ont des idées progressistes. Cette partie de la jeunesse voit toutes les injustices de l'ordre bourgeois, les vols, les pillages, les prises d'otages et tout ce que nous venons de dire. Elle voit tout cela, mais elle ne voit pas l'organisation solide à laquelle doivent se soumettre les partis marxistes-léninistes pour créer une situation qui puisse permettre de canaliser les forces saines de la jeunesse en un seul front, comme cela s'est produit, par exemple, chez nous. Au cours de la lutte de libération nationale, dans notre pays, la jeunesse a été mobilisée dans l'Organisation de la jeunesse antifasciste qui, plus tard, après le Congrès de l'Unification de la jeunesse, s'est fondue avec l'Organisation de la jeunesse communiste pour former ainsi l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie. Ces jeunes ont grossi les rangs de notre armée. En agissant ainsi, nous n'avons

pas sous-estimé la classe ouvrière. Au contraire, elle était petite en nombre, mais elle était au centre de notre attention et de notre travail. Nous n'avons même pas sous-estimé les prétendus nationalistes, c'est-à-dire les éléments progressistes, bien qu'ils eussent dépassé les 45 ans.

Si l'on jette un coup d'œil sur notre lutte, on remarque que les rangs des brigades des partisans étaient remplis essentiellement de jeunes. Notre Parti lui-même, à sa formation, se composait de 200 personnes, dont la plupart étaient des jeunes, alors que les jeunes aux rangs de l'armée et qui étaient inspirés par le Parti se comptaient par milliers. Nous étions occupés et c'était un moment national de grande importance. On peut considérer aussi comme un moment national la période d'oppression de notre peuple par le roi Ahmet Zogu, tout comme nous le faisons pour l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste. C'est justement à ce moment que le Parti sut mettre à profit les sentiments patriotiques révolutionnaires de la jeunesse.

Nous estimons que ce moment national existe dans chaque pays capitaliste. Dans les divers pays capitalistes existe l'exploitation exercée par la bourgeoisie nationale, existe aussi l'exploitation impérialiste qui est le fait des sociétés multinationales, etc. Tout cela crée le moment national qui doit être mis à profit sous tous ses aspects. Mais il y a des camarades qui conçoivent cela d'une manière simpliste, un peu de manière classique.

Assurément, il faut préserver et appliquer les principes. Nous, par exemple, comme je vous l'ai déjà dit. au début de notre lutte nous n'avions pas de classe ouvrière. Elle était numériquement petite, mais nous nous sommes fondés sur son idéologie. La classe ouvrière était la colonne vertébrale de la révolution, mais cela n'exclut pas son alliance avec la paysannerie, avec les couches exploitées du peuple, même s'il existe en leur sein des tendances et des situations diverses.

Prenons seulement le problème de la jeunesse. Diverses idéologies, par conséquent aussi l'idéologie bourgeoise et révisionniste, agissent sur elle. De ce fait, ses rangs sont frappés d'une dégradation morale et physique. D'autre part, la masse de la jeunesse est faite aussi d'une partie saine. C'est pourquoi il incombe aux partis marxistes-léninistes d'exercer leur influence sur elle et de créer le front de la jeunesse. Ce front ne peut pas être formé, comme le conçoivent certains, en créant une organisation de la jeunesse communiste. Non, ce serait une organisation très restreinte à laquelle n'adhéreraient pas beaucoup de jeunes. Mais si l'on crée une vaste organisation populaire, elle pourra rassembler des dizaines de milliers de jeunes. Il appartient au parti de penser comment il faut organiser cette jeunesse et petit à petit de concrétiser son travail. Les communistes marxistes-léninistes peuvent avoir des idées claires, mais ils doivent les rendre compréhensibles et acceptables pour les jeunes en maintenant toujours la cohésion de leurs rangs. Au sein de la jeunesse, selon la situation, les communistes marxistes-léninistes, sans s'afficher ouvertement, peuvent et doivent faire de la propagande, par exemple, contre l'armée de la bourgeoisie, contre la hausse des prix, contre le chômage, etc. Bref, il faut élaborer et appliquer un vaste programme de travail auprès de la jeunesse.

Tout ce que nous venons de dire ne peut pas se faire d'un seul coup. Notre Parti, par exemple, même aujourd'hui et continuellement ne cesse d'attacher une grande importance au travail mené auprès de la jeunesse.

Dans les pays capitalistes existe aussi un autre problème, celui des syndicats. Nous en avons déjà parlé ensemble, camarade Amazonas. et nous avons été d'accord en tout point.

Mais ici, je voudrais évoquer un autre problème, celui des chômeurs. Que fait-on et que doit-on faire de cette catégorie de gens de la classe ouvrière et des autres cou-

ches travailleuses de la ville et de la campagne que la bourgeoisie a jetés et continue de jeter sur le pavé? Cette masse de gens est plus prête à combattre que ceux qui sont organisés dans les syndicats. En disant cela, nous n'oublions en aucune manière le principe selon lequel la classe ouvrière est la colonne vertébrale de la révolution. Nous ne devons donc pas interrompre un seul moment le travail auprès d'elle. Mais les chômeurs aussi sont des ouvriers et j'estime que là aussi, chez ces ouvriers sans travail, le Parti a un contingent préparé à cinquante pour cent pour le choc. Ce sont des gens révoltés et exaspérés Le terrorisme et l'anarchisme trouvent un terrain propice chez eux parce qu'ils s'imaginent qu'ils peuvent les utiliser à leur guise. Ils pensent et agissent ainsi parce que ils n'ont rien à manger, parce que, comme dit Marx, ils n'ont à perdre que les chaînes qui les asservissent. Alors que les ouvriers syndiqués touchent un salaire, ont droit à une retraite et, par conséquent, ils nourrissent des illusions sur la lutte gréviste qui est manipulée par l'aristocratie de la classe ouvrière. Il faut absolument travailler auprès de ces ouvriers, ils représentent la majorité de la classe ouvrière, mais il ne faut pas oublier non plus les chômeurs. C'est ce que nous pensons, en tenant compte de l'expérience de notre Parti.

Mais il y a aussi des camarades qui n'ont pas non plus une juste conception des alliances. Ainsi, par exemple, certains estiment à juste titre qu'il faut établir des alliances avec des éléments progressistes opposés au régime au pouvoir et avec lesquels on peut s'entendre sur un certain nombre de questions, à l'exception des révisionnistes qui sont hostiles à notre idéologie. Les premiers également sont contre nous, mais les révisionnistes, ayant un objectif déterminé, en apparence s'opposent au pouvoir en place, alors qu'en réalité ils sont alliés avec lui, et ont pour but de démanteler les partis marxistes-léninistes. Les premiers,

bien qu'ils soient des représentants des partis bourgeois, frappent certains aspects de leur pouvoir parce qu'ils ont des contradictions économiques et en premier lieu des contradictions politiques à propos du problème de la majorité parlementaire, etc. Nous mettons à profit ces contradictions pour susciter et approfondir les divisions chez eux, alors que les révisionnistes, s'unissent à eux pour renforcer le pouvoir de la bourgeoisie. Voilà donc en quoi consiste notre tactique: nous nouons des alliances avec les hommes progressistes à propos de quelques questions mais pas avec les révisionnistes.

Mais certains pensent s'aboucher avec les chefs de file des partis bourgeois. D'accord, il ne faut pas les sous-estimer, mais l'important c'est d'établir des liens avec la base, avec les simples membres de ces partis.

Au cours de la Lutte de libération nationale, nous aussi, nous avons fait des efforts pour rencontrer des chefs bourgeois. Moi-même j'étais un de ces camarades que le Parti avait chargés de discuter avec les chefs de file des groupes et des organisations de la bourgeoisie qui, à l'époque, se posaient en patriotes et disaient «le moment est venu» ou «le moment n'est pas venu» de combattre l'occupant. Certains «communistes», surtout les yougoslaves, par l'intermédiaire de Vukmanović Tempo, nous ont critiqués en nous disant: «Pourquoi continuez-vous de discuter avec eux, pourquoi insistez-vous, qu'est-ce que c'est que cet opportunisme...?». Mais nous nous efforcions quand même de discuter avec ces chefs de file et de les éclairer, nous travaillions pour gagner la sympathie de la base. Nous partions du principe selon lequel il ne faut pas abandonner l'alliance avec les chefs de file bourgeois parce qu'eux aussi avaient de l'influence, parce que, à travers eux. nous pouvions faire notre travail. Certes, nous ne fondions pas beaucoup d'espoir sur eux, nous comptions sur la base.

C'est de cette manière, camarade Amazonas, que nous

concevons ces problèmes, je veux dire le problème de l'armée, le problème des syndicats, de la jeunesse et celui des chômeurs.

Parlant du chômage, des grèves, du travail du parti dans les syndicats et les rangs de la jeunesse ainsi que d'autres problèmes, Joao Amazonas a entre autres indiqué:

Nous trouvons actuels les problèmes que vous avez soulevés aujourd'hui, camarade Enver, et surtout le problème de la jeunesse, parce qu'au Brésil il y a une jeunesse militante. Au cours de notre séjour ici, nous avons visité les cimetières des martyrs. En lisant leurs dates de naissance et de mort, il apparaissait que c'étaient des jeunes. Au Brésil également la jeunesse a un esprit combattant. Nous l'avons vu pendant des années entières. Pour notre part, tout en concentrant notre attention sur le travail parmi les étudiants, nous avons consacré beaucoup d'importance au travail auprès de la jeunesse ouvrière, qui constitue la majorité de cette génération ainsi qu'au travail auprès des jeunes paysans.

Puis le camarade Enver Hoxha prit de nouveau la parole :

Le capitaliste embauche les personnes les plus énergiques, les gens âgés de 25 à 30 ans. Quand l'ouvrier atteint 45 ans, après l'avoir bien pressé, il le rejette. Ce n'est pas que les ouvriers de cet âge ne soient pas des révolutionnaires, mais, de toute manière, ils sont moins fougueux dans la lutte. Il en va de même pour la femme qui est un peu plus attachée à ses enfants, alors que la jeunesse n'a pas de ces considérations.

J'ai parlé personnellement avec d'autres amis étrangers du problème de la jeunesse. Au cours d'un entretien avec un ami français, il m'a dit que la jeunesse de son pays était en train de dégénérer. «La bourgeoisie, m'a-t-il confié, avec ses tendances naturellement conservatrices, s'efforce de sauver ses propres enfants de cette dégradation, mais elle

travaille en même temps à faire dégénérer les fils de la classe ouvrière».

Alors la question se pose de savoir qui doit défendre la jeunesse de la classe ouvrière. C'est nous, les communistes marxistes-léninistes. Le Parti marxiste-léniniste est son père, il lui appartient de lui dessiller les yeux et de la protéger des dangers. Cela ne peut se réaliser à travers un travail individuel, mais seulement à travers un travail organisationnel politique et culturel auprès des masses et en créant des possibilités à la jeunesse pour qu'elle mène la lutte dans ce sens.

Les organisations du Parti chez nous existent dans le secteur civil et dans l'armée. Là où le nombre des membres du Parti est inférieur à trois on peut créer des groupes mixtes du Parti et de la jeunesse. Cela est sanctionné même dans le Statut de notre Parti. Les meilleurs cadres de la jeunesse, membres de ces groupes et qui participent à leurs réunions, portent la ligne du Parti à l'organisation de la jeunesse. En outre, de cette manière, c'est-à-dire au sein même du Parti, nous éduquons et trempons la jeune génération dans l'esprit du Parti. C'est dans la jeunesse que nous puisons aussi la plupart des membres du Parti.

Nos entretiens avec vous, camarade Amazonas, nous aident à comprendre les succès que vous avez obtenus et les grandes possibilités qui s'ouvrent à vous. Nous avons la conviction que vous obtiendrez de nouveaux succès. Les échanges de vues avec vous sont pour nous très importants parce qu'ils nous incitent à une réflexion profonde dans notre travail également. Tout ce que vous nous dites sur la complexité des problèmes concernant les ouvriers, les syndicats, la campagne, le travail de sape du gouvernement, de l'Eglise, etc., enrichissent notre réflexion.

Cet échange de vues réciproque nous aide à aiguiser notre vigilance contre les pressions qui nous viennent des pays capitalistes et révisionnistes, mais aussi à méditer sur

l'aide, que, dans la mesure de nos possibilités, nous devons prêter à nos camarades marxistes-léninistes.

Merci beaucoup, camarade Amazonas, de votre visite.

Je vous souhaite des succès! Nos amitiés à tous les camarades de votre parti!

Publié pour la première fois d'après les notes prises au cours de cette rencontre et déposées aux Archives centrales du PTA

LES PROBLÈMES ET LES TACHES QUE POSE LA CONVERSION DES COOPÉRATIVES DE TYPE SUPÉRIEUR EN ENTREPRISES AGRICOLES D'ÉTAT

Extraits de l'entretien quotidien avec les secrétaires du CC du PTA

9 septembre 1980

L'étude de la situation des coopératives de type supérieur repose principalement sur certains chiffres et certaines réalisations à prendre en considération. Mais ce ne sont pas seulement ces chiffres qui détermineront nos décisions en ce domaine. Le problème doit être envisagé sur un plan plus vaste. Il s'agit de définir comment notre agriculture socialiste se développera plus avant.

Dans l'ensemble, nous nous attachons à promouvoir la construction du socialisme chez nous et nous l'intensifierons encore. Dans ce cadre, nous œuvrons également à intensifier notre agriculture. Mais pour y réussir, nous devons porter à un niveau supérieur la conscience politique et idéologique ainsi que la pensée progressiste de nos masses rurales coopérées.

Une des principales exigences à remplir pour réaliser cette tâche ardue consiste à combattre les survivances du sentiment de la propriété privée et de la mentalité petite-bourgeoise des travailleurs de nos campagnes. Si nous ne menons pas à bien systématiquement ce travail politique et idéologique, nous nous heurterons à des difficultés

dans notre marche en avant. Naturellement, nous n'avons cessé de travailler dans ce sens et, à vrai dire, nous avons obtenu des résultats. Mais, en même temps, des survivances de la mentalité petite-bourgeoise subsistent dans nos campagnes et elles y réapparaissent tantôt avec force, tantôt plus faiblement, pour disparaître puis pour se manifester à nouveau sous les formes les plus diverses. Nous savons bien tout cela, mais il s'agit de pénétrer ces problèmes plus à fond, car ils ne se posent pas à chaque moment de la même façon. Il faut également mieux connaître le degré d'acuité et d'intensité auquel ils se posent non seulement dans la masse des paysans mais encore dans des couches et des groupes donnés de notre paysannerie.

Venons-en maintenant à la question concrète que nous traitons, au développement des exploitations agricoles socialistes, c'est-à-dire de la propriété sociale du peuple tout entier et de la propriété de groupe. Celle-ci comporte aussi un élément de capitalisme. Nous devons nous rendre compte également qu'il y a, entre la propriété de groupe et celle du peuple tout entier une différence de nature psychologique, mais qu'elles diffèrent aussi par d'autres aspects sociaux. Le Parti le sait, mais j'estime qu'il doit s'en persuader encore mieux.

La propriété de groupe est elle aussi une forme de propriété socialiste, mais elle constitue une phase intermédiaire. Avec le temps, elle doit devenir propriété de tout le peuple et c'est ce stade que nous cherchons à atteindre. C'est un processus en cours, en plein mouvement, qui a commencé avec la réforme agraire, s'est poursuivi avec la collectivisation socialiste de nos campagnes, la mise sur pied des entreprises agricoles, propriété du peuple tout entier, l'agrandissement des coopératives agricoles à travers la fusion des coopératives de moindre envergure et la création des coopératives de type supérieur, qui représentent un niveau plus élevé de socialisation de la propriété de

groupe et qui tend à rapprocher celle-ci de la propriété de tout le peuple, ainsi qu'au moyen de nombre d'autres mesures économiques et sociales arrêtées pour renforcer le caractère socialiste de notre agriculture. Dans la promotion de ce processus n'oublions pas que nous nous sommes heurtés aussi à des difficultés, que tantôt nous avons avancé un peu plus vite, tantôt plus lentement, mais que nous avons quand même avancé et qu'à aucune étape n'avons marqué le pas. Comme on le sait, à la phase initiale de la collectivisation de nos campagnes, beaucoup de paysans n'ont pas adhéré aux coopératives, car ils n'étaient pas convaincus de son bien-fondé; plus tard, une nouvelle situation s'est créée, où toute la paysannerie, maintenant convaincue, a consenti librement à s'engager dans cette voie. Mais il a fallu pour cela une vingtaine d'années.

Pendant ce temps, en avançant d'un stade au suivant c'est-à-dire de la mise sur pied de la première coopérative agricole à la création de centaines d'autres, de leur réunion en de plus grandes coopératives à la formation encore récente de quelques dizaines de coopératives de type supérieur, outre d'autres mesures adoptées par le Parti, il nous a fallu mener un travail très attentif. A la campagne, les changements et les progrès réalisés sont d'ordre matériel, mais aussi, psychologique, la conscience socialiste des paysans s'étant consolidée progressivement. Néanmoins, il ne faut jamais croire qu'au stade de développement économique et social atteint nos paysans ont été débarrassés de toute mentalité petite-bourgeoise. Il ne faut pas non plus croire que cette mentalité n'existe plus chez notre classe ouvrière, qui est pourtant plus avancée que la paysannerie, car c'est la classe qui dirige l'édification du socialisme avec, pour avant-garde, le Parti et, pour idéologie, le marxisme-léninisme. Dans la conscience de la classe ouvrière il y a encore, bien qu'à un degré moindre, des survivances de la psychologie et de la mentalité petites-bourgeoises. Mais

comment se manifestent ces survivances? Le Parti n'a cessé de nous l'expliquer. Les manifestations d'intérêt personnel étroit observées chez nombre d'ouvriers, les tendances de nombre d'entre eux à travailler avec de faibles normes de rendement, les infractions à la discipline du travail, la propension de certains ouvriers à exiger le plus possible de la société en lui en donnant le moins, etc., sont autant de phénomènes et de manifestations de la psychologie petite-bourgeoise.

Quand nous disons que ces phénomènes et manifestations s'observent chez la classe ouvrière, nous n'excluons pas, bien entendu, qu'ils s'observent aussi chez les intellectuels, et même un peu plus chez ces derniers. D'ailleurs, chez les intellectuels ils sont plus nocifs que chez les paysans, c'est pourquoi si les premiers ne veillent pas à combattre ces manifestations et phénomènes étrangers au socialisme, ceux-ci se développent sous des formes insidieuses, ce qui nuit gravement au travail mené par le Parti. Les intellectuels sont les fils du peuple, des ouvriers et des paysans, mais en tant que cadres, s'ils s'engagent dans une voie erronée en cédant à la pression des survivances petites-bourgeoises comme à la pression des ennemis extérieurs, les manifestations étrangères aux socialisme relèvent plus rapidement la tête dans leur conscience et deviennent encore plus dangereuses et nuisibles. Au stade de notre développement actuel, nous ne pouvons pas éliminer complètement ces survivances et manifestations étrangères à notre société, c'est pourquoi elles continueront à influer négativement sur notre travail. Il s'ensuit que le Parti doit amplifier et intensifier sa lutte dans ce domaine.

Venons-en maintenant au problème de l'agriculture. Nous avons déjà indiqué que les coopératives de type supérieur ne sont qu'une forme transitoire nous permettant de passer aux entreprises agricoles d'Etat. Mais quand le ferons-nous? Naturellement, on ne peut répondre à cette

question avec précision. Cela ne veut cependant pas dire que le Parti doive perdre de vue cet objectif et laisser ce problème se résoudre spontanément. Le fait est que nous n'avons pas travaillé comme il se doit pour atteindre cet objectif, et il nous faut remédier au plus tôt à cette lacune afin que non seulement les membres des coopératives de type supérieur, mais aussi ceux des autres coopératives aient une vue perspective de leur développement. Les coopérateurs doivent bien savoir que progresser dans cette voie se traduit par un bond qualitatif en avant dans leur situation économique, leur mode de vie et leur mentalité.

Notre Parti ne perd jamais de vue cet objectif. Nous devons veiller à ce que ses membres aient une claire vision de la voie à suivre à cette fin et mener un important travail d'éducation dans ce sens. Notre Parti doit travailler davantage en tenant compte des perspectives de ce processus ascendant en cours afin de l'expliquer clairement aussi aux coopérateurs. C'est une question de principes, une question de ligne. Tout comme ils ont rompu avec la propriété privée pour adhérer aux coopératives agricoles, nos paysans doivent bien comprendre qu'il leur faut travailler dans les entreprises agricoles d'Etat qui sont propriété du peuple tout entier. Or, nous ne leur avons pas fourni les explications nécessaires pour les préparer idéologiquement, psychologiquement, économiquement et organisationnellement à ce changement.

Arrêtons-nous maintenant à l'étude en cours sur les coopératives de type supérieur. Nous avons déjà évoqué ici les problèmes que pose la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat, notamment les problèmes économiques, salariaux, administratifs, organisationnels, etc. L'étude en question peut, par exemple, mettre en lumière comment il faut utiliser les fonds dont disposent les coopératives. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, nous devons préciser comment et dans quels

délais il faut, par exemple, rembourser les fonds engagés par les coopératives pour faire en sorte que les coopérateurs ne s'éloignent pas de nous, et éviter ainsi de leur donner des sujets de mécontentement. Mais ce problème ne se réduit pas seulement aux salaires, il concerne aussi et étroitement les marchandises dont il faut approvisionner le marché pour couvrir la quantité de monnaie que sera remise aux coopérateurs, ce qui demande une meilleure organisation de la circulation des marchandises, de la distribution, etc. L'important, c'est qu'au moment de la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat nous ayons soin de ne pas léser la société pas plus que les paysans. Nous avons déjà examiné cette question sous tous ses aspects.

En outre, il convient de regarder aussi ce problème du point de vue psychologique. A mon avis, les paysans ne sont préparés à l'évolution des choses et risquent d'être mécontents. Pourquoi? Parce que les faits montrent qu'une part non négligeable des coopératives de type supérieur ont des revenus et des salaires qui sont très proches ou presque équivalents de ceux des entreprises agricoles. Quand cela est réalisé dans le cadre de la propriété de groupe, les coopérateurs s'estiment satisfaits, car, à part leur rémunération par journée de travail, ils ont aussi les revenus de leur parcelle individuelle. Quand les coopératives deviendront des entreprises agricoles, l'Etat leur versera le prix des vaches, du menu bétail, etc., élevés dans leur lopin individuel ou dans leur coopérative. Le prix du bétail des lopins individuels à payer aux coopérateurs doit être équitable de manière que ceux-ci ne soient pas lésés. Quant aux voies à suivre pratiquement pour cela, elles restent à étudier, car actuellement nous sommes en train de mettre ce bétail en troupeaux de manière plus organisée.

En ce qui concerne le prix du bétail des coopératives, il doit être versé par échéances successives. De ce fait, le

coopérateur devenu ouvrier d'une entreprise agricole, à part son salaire égal à celui de l'ouvrier de l'entreprise proprement dit. touchera un surplus représenté par le prix payé pour les vaches, le menu bétail, etc., ce qui permettra de compenser en partie, pendant quelques années, les revenus qu'il tirait de son bétail et de l'exploitation de son lopin individuel.

En outre, les coopératives disposent de fonds destinés aux investissements, qui. indépendamment du moment et de la façon dont l'Etat les remboursera aux coopérateurs, sont eux aussi leur propre bien. Or les paysans, avec leur mentalité, sont poussés à penser: «C'est très bien, mais en attendant ce moment. l'Etat nous en dépouillera», etc., etc. C'est pourquoi je pense que sous cet angle également, il est nécessaire de les préparer psychologiquement aussi.

Nous pouvons très bien, d'une manière ou d'une autre, régler les biens provenant des coopératives de type supérieur conformément aux dispositions que nous définirons. Mais ici surgit une autre question à laquelle nous devons bien réfléchir: Nos paysans accepteront-ils en toute conscience ce que décidera l'Etat, ou bien y consentiront-ils simplement parce que nous le leur recommanderons? Il est indispensable de mener auprès des coopérateurs un travail sérieux de persuasion pour les amener à reconnaître concrètement que la conversion de leur coopérative en entreprise agricole d'Etat sera tout à leur avantage. On aurait donc du conditionner cette mentalité, mais jusqu'à présent ce travail, on ne l'a pas fait comme il convient. Si je dis cela, c'est que non seulement la masse des coopérateurs, mais les cadres eux-mêmes n'ont pas une idée très claire de ce qu'il faut faire à ce sujet. Actuellement ils savent seulement que, le moment venu, les coopératives deviendront des entreprises agricoles, quant à préciser quand et comment ce moment viendra, ils n'en savent rien.

Cela, c'est le Parti qui doit le préparer, car le développement de notre économie socialiste crée sans cesse des situations nouvelles.

S'il s'agissait pour une bonne partie des coopératives de type supérieur de se transformer dès maintenant en entreprises agricoles, l'Etat pourrait fort bien ne pas être en mesure de soutenir financièrement cette opération. C'est pourquoi on pourrait dire que le moment pour cela n'est pas arrivé, qu'il faut remettre cette mesure à une date ultérieure. Or je pense que plus nous retarderons cette opération, plus le problème deviendra difficile à résoudre dans l'avenir. Si l'on poursuit dans cette voie, les coopératives augmenteront leurs fonds d'accumulation, et un beau jour leurs membres diront: «Voyons un peu, nous ne pouvons pas continuer à toucher 14 ou 16 leks par jour alors que les rendements de nos productions agro-pastorales s'élèvent constamment. Nous voudrions toucher 20 ou 22 leks par jour, nous avons de fortes sommes à investir», etc. Si l'on poursuit donc dans cette voie, le salaire des membres des coopératives de type supérieur dépassera même celui des ouvriers des entreprises agricoles.

Comme on le voit, laisser ce problème en l'état en prétendant que le moment n'est pas venu de le régler, pourrait, à mon avis, être gros de dangers. Mais où est-ce que je vois ces dangers? Dans la mentalité et la psychologie de la propriété de groupe qui continue de se renforcer ainsi que dans les grandes disparités qui peuvent apparaître dans les salaires des coopérateurs et les revenus que leur procure la propriété de groupe, salaires qui seront supérieurs à ceux des ouvriers. Pour prévenir ce phénomène et maintenir un niveau des salaires et des revenus appropriés dans les coopératives, il faut réduire les investissements autrement dit faire obstacle sciemment au développement de l'agriculture. Cela, nous ne pouvons nous le permettre. Le Parti est pour le développement incessant des forces produc-

tives. Nous sommes donc confrontés à de gros problèmes qu'il nous faut résoudre en les analysant plus à fond.

Si nous considérons l'actuel plan quinquennal, nous verrons qu'il y a deux sortes d'investissements dans l'agriculture: les investissements d'Etat et ceux des coopératives agricoles. Naturellement, les seconds sont inférieurs aux premiers, ce qui signifie que l'Etat continue d'investir à la fois dans les entreprises et dans les coopératives. L'état de la propriété de groupe s'en trouve consolidé. Et quand il sera temps que ces coopératives deviennent des entreprises agricoles, on pensera que l'Etat aura encore des versements à leur faire. Mais, pratiquement, par ses investissements, l'Etat leur a déjà versé ce qu'il lui incombait de payer. Mais quand a-t-on commencé à distinguer et à calculer les investissements de la coopérative et ceux de l'Etat au sein même de la coopérative? A la création des coopératives de type supérieur. Or, notre Etat prolétarien a fait des investissements dans les coopératives dès leur mise sur pied. Bien avoir en vue les investissements faits par l'Etat dans les coopératives de type supérieur et l'aide qu'il leur a accordée, à elles et à toutes les autres coopératives, est un fait de portée politique en ce qu'il prouve l'importance attachée au passage de la propriété de groupe à la propriété de tout le peuple. Mais en cela aussi, il faut faire en sorte que les coopératives utilisent entièrement leurs propres fonds et leurs investissements pour accroître leurs productions agropastorales et ne s'estiment pas satisfaites des résultats obtenus.

A part les investissements proprement dits qu'il y fait lui-même. l'Etat accorde aux exploitations coopérées des crédits remboursables à des échéances échelonnées. En fait, la plupart d'entre elles se sont acquittées des crédits reçus et n'ont plus de dettes. Nous en sommes arrivés à un point où les crédits d'Etat ne sont plus sollicités comme auparavant. Pourquoi cela? Pour la bonne raison qu'une partie

des coopératives ont constitué elles-mêmes des fonds spéciaux pour leurs investissements ou pour garantir les salaires, etc. Mais que devient une partie de ces fonds? Faute d'une base matérielle adéquate, les coopératives ne l'ont pas prélevée, c'est-à-dire qu'elles ne l'ont pas investie, et avec le temps ces fonds cessent de figurer à ce titre. Si nous les avions investis, nous n'aurions pas eu à les rembourser comme c'est maintenant le cas. Et pourquoi? Parce qu'ils auraient été matérialisés dans les investissements effectuées dans le sol, les semences, etc. Et qu'en serait-il résulté? Grâce à ces investissements, les coopératives auraient obtenu beaucoup plus de produits, elles auraient accru leurs revenus et le processus de leur conversion en entreprises agricoles aurait été accéléré.

Nous devons planifier tous les investissements faits dans les coopératives en séparant ceux des coopératives de ceux de l'Etat. C'est ainsi qu'il faudra faire les comptes. Et cela, pour assurer toujours mieux l'accomplissement des tâches fixées et persuader les coopérateurs que dans la propriété de groupe de leur coopérative tout n'est pas leur propriété à eux, mais appartient aussi aux ouvriers, à l'Etat socialiste, qui y a investi des sommes considérables. Cela montre clairement que ce n'est pas l'Etat qui est obligé envers les coopératives, mais celles-ci qui le sont envers lui. Pourquoi les coopératives sont elles obligées envers l'Etat? Parce que la production réalisée par les investissements de l'Etat dans l'industrie, par exemple, profite à toute la société, tandis que la production réalisée par l'utilisation des investissements d'Etat par les coopératives profitent essentiellement à celles-ci et à leurs membres. Naturellement, nous ne laissons pas toute cette production aux coopératives, car nous en prélevons une partie sous forme de paiements que celles-ci versent à l'Etat au titre des services que celui-ci leur rend, des matériaux qu'il leur vend, etc., de même que dans le cadre des rap-

ports ainsi créés. Mais, pour être justes, nous devons expliquer ces rapports aux paysans afin qu'ils combattent dans leur conscience la mentalité petite-bourgeoise et se rendent compte que ce n'est pas l'Etat qui est leur débiteur, mais que ce sont eux, comme je l'ai déjà indiqué, qui ont une dette à acquitter envers l'Etat, envers notre économie. En agissant de la sorte, nous tendrons à améliorer cette situation.

Dans les conditions actuelles, alors qu'il est exigé de nous d'intensifier notre agriculture, l'Etat peut investir dans les coopératives agricoles non pas 100 mais 200 000 000 de leks. On les affectera, par exemple à des travaux de drainage et d'aménagement des terres, on procurera aux coopératives des vaches d'une meilleure race, etc. Et cela, pour obtenir davantage de produits. Mais que font les coopératives de ces produits qui ne cessent d'augmenter? Elles augmentent en même temps le fonds d'accumulation de la propriété de groupe. Analysons donc un peu plus à fond ce problème, car voici comment la question se pose actuellement: Quand il s'agit de prendre une mesure pour aller plus avant, aussitôt ce problème surgit devant nous et nous commençons à nous demander: «Mais que ferons-nous de ces fonds?»

Certes, si nous disons, dès aujourd'hui, aux membres des coopératives économiquement faibles d'aller travailler dans les entreprises agricoles, ils y consentiront. Mais le problème que nous débattons concerne les coopératives les plus développées et économiquement solides, celles de type supérieur, qui ne cesseront pas de progresser. Il faut que le développement des forces productives s'accompagne du perfectionnement des rapports de production socialistes. Ainsi, l'intensification à grande échelle de notre agriculture, qui s'étendra à la plupart des coopératives agricoles et notamment à celles situées dans les plaines, où nous ferons des investissements et veillerons à une régionalisation et

à une rotation plus scientifiques des cultures, etc., se traduira par l'accroissement continu de la production et des revenus. En conséquence, cet accroissement exige que nous nous souciions sans cesse aussi du perfectionnement continu des rapports de production socialistes.

Nous avons toujours souhaité que la production agricole s'accroisse non seulement dans les entreprises agricoles, mais aussi dans les coopératives, qui totalisent environ 80 pour cent de la superficie cultivée. Tant mieux si cette production est abondante, nous la répartirons dans tout le pays, car l'accroissement de la production végétale et animale des coopératives et des entreprises agricoles contribuera à baisser les prix des produits agro-pastoraux sur le marché. Cette production accrue permettra d'assurer également des fonds pour les investissements à effectuer dans les campagnes, mais aussi dans les industries lourde et légère, d'extraction et de transformation, etc., elle permettra d'autre part d'améliorer le niveau de vie de nos travailleurs et c'est à quoi nous visons à travers non pas l'augmentation des salaires, mais la baisse des prix ou leur stabilité, à travers la création d'emplois nouveaux et l'engagement des nouvelles forces de travail dont le nombre ne cesse de s'accroître, etc. C'est pourquoi il faut considérer la question de la conversion des coopératives en entreprises agricoles et les problèmes qui s'y rattachent comme une partie d'un tout, étroitement liés à notre marche en avant dans la voie du socialisme.

Prenons maintenant le problème du lopin individuel des coopérateurs. C'est un problème d'une grande importance économique, idéologique et politique, et c'est pourquoi nous devons étudier très attentivement et suivre de près la tendance de son évolution. On constate que le volume de la production et des revenus globaux fournis par les lopins individuels ne varie pas ou n'enregistre qu'un léger accroissement, de toute façon, il ne diminue

pas, tandis que sa part par rapport à la production des coopératives agricoles a tendance à baisser. Le volume de cette dernière production doit aller sans cesse croissant, et celle des lopins individuels doit par contre diminuer. Pourquoi cela? Parce que, tant que la production et les revenus des coopératives augmentent, cela signifie que les besoins des coopérateurs sont toujours mieux satisfaits par la propriété collective, et de ce fait le lopin individuel doit perdre progressivement sa raison d'être. Nous devons considérer cette question dans son évolution, car c'est là le ver le plus nuisible qui ronge nos coopératives agricoles; le lopin individuel est comme un vestige inextirpable qui sert à alimenter chez les coopérateurs la psychologie de la propriété privée, et, si nous ne regardons pas les choses dans cette optique, ce lopin sera un autre obstacle qui se dressera devant nous lors de la conversion des coopératives en entreprises agricoles. Maintenant que notre économie coopérative existe depuis quelques décennies, nous ne devons pas soutenir comme au début de la collectivisation l'idée que le lopin individuel sera une aide à l'exploitation rurale. Non. Ce n'est plus exact et le problème ne peut être posé dans les mêmes termes pour toutes les coopératives, les faibles comme les plus avancées ou celles de type supérieur. Si le lopin individuel est considéré, et il l'est pour un certain temps, comme une économie auxiliaire des familles paysannes dans les coopératives faibles, l'est-il, et dans la même mesure, dans les coopératives avancées?

Ce ne sont pas de petits problèmes qui concernent l'ouverture d'un ou de deux magasins destinés à approvisionner les coopérateurs, mais d'importants problèmes de principes qui nécessitent une solution juste suivie toujours de l'adoption de mesures organisationnelles efficaces, sinon les conséquences pourraient en être fâcheuses.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer aussi le problème des possibilités créées en vue de la conversion de

trois, quatre, cinq ou six coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat. Même si nous réussissons à résoudre le problème du point de vue psychologique, politique, économique, etc., il nous faudra y adjoindre une organisation parfaite.

Arrêtons-nous maintenant au problème de la mise en troupeau du bétail, problème dont le ministère de l'Agriculture nous dit qu'il est en train de le résoudre. Mais comment s'y prend-il? Met-il l'accent sur la nécessité de combattre la mentalité petite-bourgeoise des paysans? J'entends par là que les paysans doivent être sûrs et certains que le menu bétail mis en troupeau leur sera restitué matériellement, autrement dit qu'ils seront approvisionnés en lait, en viande et en laine pour satisfaire leurs besoins ou encore qu'on leur vendra du tissu au lieu de la laine que leur aurait fournie le bétail de leur lopin individuel. Mais si avec la mise en troupeau de leur bétail, leurs besoins ne sont pas satisfaits, nous n'aurons pas réussi à élever le bien-être des coopérateurs.

Je suis convaincu que ce processus évolue dans la bonne voie, mais pour qu'il porte ses fruits, il faut mener un travail politique, idéologique et même administratif, organisationnel et financier tel que nos paysans n'aient aucun sujet de mécontentement. L'Etat doit pouvoir couvrir leurs besoins non seulement en argent, car il leur en versera naturellement, mais aussi en leur fournissant des marchandises et en veillant à ce qu'ils n'en manquent jamais.

En ce qui concerne les vaches et l'autre bétail des coopératives, l'Etat doit les leur acheter en leur offrant un prix qui les incite à les lui vendre et non pas à les abattre. C'est ainsi qu'il faut agir dans ce cas.

Venons-en maintenant aux bâtiments des coopératives. Qui a investi pour les faire construire? Bien entendu, c'est aussi l'Etat et il faut préciser aux coopérateurs quelle est la part de l'Etat et quelle est celle de la coopérative. Si

pour faire construire les étables la coopérative a été seule à faire des investissements, le problème demande à être étudié attentivement.

Quant au reste, par exemple aux vergers, il faudra déterminer quel est le principal investisseur. Si dans ce secteur l'Etat et la coopérative ont fait des investissements de pair, alors ni l'un ni l'autre ne se doivent rien. Si l'Etat a accordé des crédits à la coopérative et que celle-ci s'en soit acquittée, les produits reviennent encore à celle-ci et l'Etat doit lui en verser le prix.

Rapports et Discours 1980-1981

L'ÉLABORATION D'UN PLAN SCIENTIFIQUE ET MOBILISATEUR REQUIERT DES ÉTUDES APPROFONDIES, A LA FOIS COMPLEXES ET SPÉCIALISÉES

Réflexions à propos de l'étude sur les rythmes de développement de l'agriculture en général et de l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale dans la zone de plaine de certains districts[1]

1er octobre 1980

Nous avons tous étudié les matériaux sur l'agriculture qui nous ont été présentés. Malgré tout, j'estime que l'analyse que nous en avons faite ne doit pas s'arrêter là, nous devons continuer de les étudier et c'est, en fait, ce que nous avons fait ces derniers temps. Cela nous a permis de nous faire une idée claire du stade que doit atteindre notre agriculture au cours du 7e quinquennat, et cela indé-

1. Sur la recommandation du Comité central du PTA, de la Commission du plan d'Etat et d'autres organismes administratifs, économiques et scientifiques, l'élaboration du 7e plan (1981-1985) a fait l'objet d'une série d'études sur l'état et le développement des divers secteurs de l'économie, de l'enseignement et de la culture du pays, ainsi que sur l'élévation du bien-être de la population. Comme prévu, ces études ont été d'abord examinées par un groupe de travail créé près le Conseil des ministres pour être soumises ensuite, en novembre et décembre 1980, à la discussion et à l'approbation du Bureau politique du Comité central du PTA. Le camarade Enver Hoxha a fait d'importantes observations sur chaque document présenté.

pendamment des observations qu'il nous appartiendra, demain comme aujourd'hui, de faire sur ce secteur, à condition toutefois qu'elles soient bien étudiées et ordonnées. L'accomplissement du nouveau plan quinquennal exige de nous un effort non seulement physique, mais aussi intellectuel et scientifique plus intense, car les difficultés que nous aurons à surmonter pendant cette période seront, à mon avis, plus considérables.

Nous devons une fois pour toutes faire un exposé exhausif de nos observations sur notre agriculture au cours d'une discussion préalable avant que le plan en question soit soumis au Bureau politique. A part les observations partielles concernant le plan de notre agriculture, nous devons dégager certaines conclusions générales. Ainsi, par exemple, à bien y réfléchir, nous pouvons juger réalisables les chiffres prévus du volume global de la production agricole, mais nous devons aussi tenir mieux compte de ce processus tel qu'il a évolué jusqu'à ce jour...

J'estime que nous devons envisager attentivement la possibilité d'intensifier l'agriculture dans les plaines, cela est indispensable et doit absolument être fait. L'étude présentée me semble constituer une bonne base de départ, encore qu'incomplète. Cela nous permettra d'opérer un tournant, un pas en avant dans l'intensification de l'agriculture, mais fera en même temps surgir de nouveaux et nombreux problèmes. Le ministère de l'Agriculture et nous-mêmes devons reconnaître qu'une foule d'idées nouvelles ont jailli depuis le jour où l'on a décidé de convoquer le congrès des coopératives agricoles. Vous voyez donc, camarades, comment se déroulerait ce congrès et ce qu'on pourrait y dire? Eh bien, pendant ce temps nous avons été confrontés à **la question de la parcelle individuelle des coopérateurs, au problème de la conversion de quelques coopératives agricoles de type supérieur en entreprises agricoles, c'est-à-dire en propriété du peuple entier, à celui**

de la conversion d'un certain nombre de coopératives ordinaires en coopératives de type supérieur et, enfin, à la question de l'intensification incessante de l'agriculture dans les plaines et à celle de la mise en troupeau du bétail des coopérateurs.

Tous ces problèmes complexes sont très importants pour notre agriculture. Ils ne peuvent être résolus par à-coups, il faut que chaque problème soit étudié préalablement et ensuite seulement décider s'il doit être résolu par étapes ou sans solution de continuité.

Actuellement, nous devons réaliser notre 7e plan quinquennal, qui nous dicte de prendre des mesures assurant le progrès de notre agriculture et la mobilisation de nos coopérateurs. L'essentiel c'est l'élaboration d'un plan quinquennal aussi judicieux que possible.

Au cours du présent quinquennat, on attachera une attention particulière à l'intensification de notre agriculture. Dans l'étude qui nous a été présentée, ce problème a été considéré principalement dans une optique, celle de l'intensification de la production agro-pastorale dans une partie de nos plaines. En même temps on a envisagé la rotation des cultures sur ces terres, ainsi que les moyens matériels nécessaires pour obtenir les résultats escomptés, etc. Ainsi, le problème a été surtout regardé du point de vue du développement des forces productives.

Mais qu'est-ce qui n'est pas encore clair et reste à mieux étudier? **C'est d'abord le problème du perfectionnement des rapports de production, qui doit être étroitement rattaché au développement des forces productives que nous visons à réaliser dans les plaines en question.** J'entends par-là plus concrètement les rapports des coopérateurs entre eux, des coopératives de la zone dite «intensifiée» entre elles et de celles-ci avec l'Etat. L'intensification que nous entendons mettre en œuvre ne signifie pas la conversion des

coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat. La mise sur pied des coopératives de type supérieur et leur développement est un processus en cours. L'intensification prévue créera de plus grandes possibilités pour la conversion progressive des coopératives dont la production sera intensifiée en propriété du peuple entier sur une étendue de quelque 1000 000 hectares. Ainsi, le secteur d'Etat de l'agriculture couvrira la superficie cultivable qui est actuellement chez nous propriété d'Etat.

Pour moi l'intensification de la production agro-pastorale est un processus qui inaugure une nouvelle étape de développement dans les plaines en question, qui nous fera dépasser la phase de la création des coopératives de type supérieur, laquelle se poursuit dans d'autres régions. L'étude présentée ici doit englober aussi la question du perfectionnement des rapports de production dans ces plaines. Le renforcement des coopératives de type supérieur restera pour nous un problème, mais dans les autres zones de plaine, ainsi que dans les zones de montagnes et de collines, où des coopératives de type supérieur peuvent être créées dans l'avenir; en revanche, dans les plaines où la production sera intensifiée en priorité, nous dépasserons ce stade grâce aux multiples formes d'intensification de la production. Pour y parvenir, nous devons bien tenir compte de l'expérience acquise jusqu'ici et nous fonder sur elle.

Il est surtout important pour nous de perfectionner encore les rapports de production entre les hommes, et cela en raison de l'existence simultanée de la propriété d'Etat et de la propriété des coopératives de type supérieur, qui s'imbriquent dans cette phase d'intensification de l'agriculture. La conversion de trois ou quatre coopératives de type supérieur en entreprises d'Etat, en propriété collective du peuple entier, nous pose une série de problèmes, comme celui de l'indemnisation du bétail des coopératives ou des parcelles individuelles des coopérateurs. L'intensification de

la production agro-pastorale n'éliminera pas le problème de l'indemnisation, mais, grâce aux rapports de production nouvellement créés, que nous devons étudier, il sera réduit et graduellement résolu. Les investissements considérables que feront l'Etat et les coopératives permettront, par la situation qu'ils créeront, à la propriété coopérative de fusionner progressivement avec la propriété du peuple entier. A mon avis, les fonds fixes des anciennes coopératives iront diminuant en tant que poids spécifique, c'est-à-dire en tant que propriété de groupe, mais cela n'empêchera pas ces coopératives de continuer à investir en même temps que l'Etat. Dans la zone où la production sera intensifiée chaque coopérateur continuera d'être rémunéré au prorata de ses journées-travail.

L'étude de ce problème doit porter sur l'ensemble des plaines du pays, alors que sa solution se fera par étapes. Pourquoi par étapes? Parce que le plan qui nous sera présenté est prévu seulement pour cinq ans et qu'il échoit en 1985. Naturellement, la réalisation de ce plan comportera des progrès chaque année et les rendements prévus pour l'ensemble du quinquennat ne seront pas obtenus d'un seul coup, mais progressivement. Mais, pour l'ensemble de la zone de plaine, il faut élaborer un plan à plus long terme, disons décennal. Dans les limites de cette période, il faudra définir deux étapes de cinq ans chacune ainsi que les progrès à accomplir concrètement d'année en année. Dans le cours même de ce travail il sera nécessaire de revoir les objectifs fixés et de les atteindre. Nous aurons ainsi un plan à part et à plus long terme à considérer par le Comité central et le Bureau politique, et un autre que nous devons réaliser en l'espace des cinq années du 7e quinquennat. **Nous intégrerons dans ce quinquennat chaque étape donnée et prendrons en même temps des mesures pour nous préparer à aborder l'étape suivante. Voilà quelle est mon idée d'ensemble.**

Si nous examinons l'étude qui nous a été présentée, nous devons considérer attentivement un certain nombre des problèmes qu'elle comporte. En premier lieu, il me semble que cette étude traite essentiellement des aspects techniques et financiers sans les rattacher comme il convient aux aspects sociaux. Elle prévoit, par exemple, une mécanisation accrue des travaux dans les plaines, mais on n'y voit pas la préoccupation du sort de la main-d'œuvre rendue ainsi superflue. Il est évident que tout en ayant le souci d'accroître la mécanisation, nous devons veiller à trouver un emploi aux travailleurs des campagnes devenus disponibles.

N'oublions pas que le nombre des habitants de nos campagnes augmentera non seulement du fait de la croissance naturelle de la population, mais encore parce que la main-d'œuvre superflue des villes affluera vers les campagnes. Il faut donc avoir aussi en vue cet aspect de la question. Dans les zones de plaine où l'intensification de la production sera prioritaire il y a des entreprises agricoles d'Etat qui manquent de main-d'œuvre, aussi faut-il planifier la complémentarité des différents secteurs tout en préservant les rapports de production existants. Autrement dit, si les entreprises agricoles manquent de main-d'œuvre, nous devons leur en fournir en puisant dans l'abondante force de travail dont peuvent disposer certaines des coopératives des zones de plaine où sera appliquée l'intensification de la production.

Il faut donc veiller à ce que la mécanisation accrue des travaux agricoles, qui supprime des emplois, ne crée pas de chômage ni ne nous dresse des obstacles. Nous devons absolument éviter tout chômage. Mais l'étude en question ne traite pas dans la mesure requise du problème si important du plein emploi de la main-d'œuvre disponible dans les façons culturales.

C'est «bien beau» de prétendre que, grâce à la mécanisation. la moisson du blé peut se faire, à l'échelle natio-

nale, en l'espace de quinze jours, que le maïs doit être récolté entièrement par des moissonneuses, que l'on doit irriguer par aspersion sur une vaste échelle, que l'on peut sarcler les cultures printanières au moyen de machines nouvelles, etc. Mais si nous faisons tout cela, nous aurons un surplus de la main-d'œuvre dans les campagnes. Nous ne pouvons pas imiter les pays capitalistes où la population rurale est numériquement très réduite, alors que le chômage frappe les populations urbaines. Actuellement, dans nos campagnes vit 65 pour cent de la population de notre pays. Et il faut, dans une certaine mesure, maintenir ce taux, si toutefois nous ne pouvons pas l'accroître. Aussi la mécanisation de l'agriculture doit-elle s'accroître en harmonie avec la main-d'œuvre existante des coopératives. Celle-ci doit être employée essentiellement dans les travaux agricoles, mais aussi dans les autres activités qui se déploient dans nos campagnes. Une partie de cette main-d'œuvre doit être aussi employée dans les zones de collines et de montagnes. Mais ce problème n'est pas facile à résoudre et il ne peut pas l'être seulement à coups de décrets et de mesures administratives. Nous devons être réalistes à ce sujet. Il est indispensable de prendre une série de mesures propres à promouvoir le développement de l'agriculture et des autres secteurs d'activité de ces zones, le transfert mécanique et organisé de la population et cela avec des perspectives claires. Cette question non plus, me semble-t-il. n'a pas été envisagée dans cette étude.

Une autre question qui n'y a pas été traitée est celle des coopératives agrandies des plaines incluses dans le programme d'intensification et qui comprennent des villages situés dans les zones de collines et de montagnes. Quels problèmes posera cet état de choses? Il faut y réfléchir et agir judicieusement. Je le souligne parce qu'à ces zones s'ajoutent la majeure partie des terres des coopératives s'étendant jusque dans les zones montagneuses et qui forment un

tout, et j'estime que nous devons, jusqu'à la fin de ce processus, préserver l'organisation existante des coopératives incluses dans ce processus d'intensification.

Dans le même temps, les coopérateurs, qui ne doivent pas ménager leurs efforts pour réaliser le plan quinquennal, verront augmenter la rémunération de leur journée de travail, c'est là aussi un des objectifs de l'intensification de l'agriculture. Les coopératives devront donc accroître leur fonds d'accumulation. Par là même, les coopératives contribueront davantage à faire avancer la production. Ainsi, les conditions d'existence des coopérateurs s'amélioreront et l'Etat pourra faire de plus gros investissements dans d'autres zones et districts. De la même manière, les coopératives tendront à se transformer en entreprises agricoles. Etudions bien ces problèmes, camarades, et employons tous les moyens possibles pour rentabiliser les investissements que nous comptons faire dans la zone de plaine.

Nous ferons ces investissements par étapes et en harmonie avec les grandes orientations qui font progresser la production agro-pastorale, comme l'irrigation par aspersion, la mécanisation des travaux agricoles, la fertilisation, l'aménagement et le drainage des terres cultivées, etc.

Je reviens maintenant à la mécanisation. Que ressort-il de l'étude qui nous a été présentée? Les prévisions faites me semblent fort optimistes. Au cours du 7e quinquennat, le degré de mécanisation sera plus élevé dans les districts où sera appliquée l'intensification agricole. Mais il faudra tenir bien compte ici de ce que je viens d'évoquer, à savoir du facteur main-d'œuvre dans les campagnes, et ne pas négliger le reste de nos terres où l'agriculture doit être intensifiée également. Nous devons avoir ce dernier élément bien présent à l'esprit quand il s'agira de préciser le genre de machines agricoles que nous devrons importer; quant à la distribution de ces machines, nous devons y pourvoir en tenant bien compte de la répartition de celles dont nous

disposons. Cette distribution doit être attentivement calculée en fonction des objectifs fixés pour l'accroissement de la production. Il est important pour nous de réaliser le plan quinquennal de notre agriculture en comptant essentiellement sur les machines agricoles dont nous disposons, quitte à y ajouter un nombre raisonnable de machines importées ou construites dans le pays.

J'ai déjà lancé çà et là quelques idées **sur le perfectionnement des rapports de production socialistes dans la zone sur laquelle portera l'effort d'intensification. Je vais maintenant traiter un peu plus en détail de ce problème.** Le perfectionnement des rapports de production est indispensable pour élargir encore la voie au développement des forces productives ainsi que pour réunir les conditions nécessaires pour la transformation progressive, naturelle et librement consentie par les coopérateurs, de la propriété de groupe en propriété du peuple entier.

L'intensification de la production agro-pastorale et le perfectionnement des rapports socialistes dans cette zone se proposent pour objectifs:

— d'accroître plus rapidement les productions végétales et animales afin de mieux satisfaire les besoins croissants de la population;

— d'élever l'efficience des investissements et des frais de production dans des conditions climatiques et pédologiques favorables;

— de porter graduellement le niveau de vie de la paysannerie coopérée au niveau de celui des travailleurs agricoles ;

— d'accroître le revenu pour la société.

Les rapports de production devront être perfectionnés sous trois aspects: a) entre l'Etat et les coopératives; b) entre les coopératives et leurs membres; c) dans l'organisation et la gestion du travail et de la production.

Le perfectionnement des rapports de production dans ces trois secteurs doit être réalisé de telle sorte que la sphère des rapports de propriété d'Etat aille s'élargissant et celle des rapports de propriété coopérative se rétrécissant. Ce processus concernera aussi bien les rapports de propriété que ceux d'échange, de répartition et de gestion.

A. LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT ET LES COOPERATIVES

L'Etat doit être intéressé et prendre part directement à toutes les coopératives agricoles de la zone concernée par l'intensification, dans celles de type supérieur comme dans les autres. Cette participation se traduira:

— **Par des investissements fondamentaux dans le développement de la production** (amélioration du sol, irrigation, construction d'étables, machines agricoles, arboriculture fruitière, animaux productifs, etc.).

Selon les possibilités existantes, les investissements de l'Etat doivent tendre à s'accroître sans cesse afin de faciliter l'intensification visée et la part de l'Etat dans les principaux moyens de production doit elle aussi augmenter.

De leur côté, les coopératives agricoles doivent elles aussi accroître leurs sources d'accumulation afin de couvrir une partie de leurs investissements et de leurs besoins indispensables en moyens circulants:

— **Par des fonds circulants** utilisés pour accroître les dépenses matérielles de la production nécessitées par l'intensification de la production agro-pastorale. La contribution de l'Etat dans ces fonds circulants sera toujours complémentaire, les coopératives devant d'abord avoir utilisé leurs propres fonds.

— **Par l'harmonisation des rapports de propriété étatique et coopérative qui doit contribuer aussi au perfectionnement des rapports de répartition.** L'intensification

accrue de la production agro-pastorale confère à l'Etat le droit de prélever sans obligation de remboursement une part plus importante du produit pour la société créé par le travail humain dans les coopératives agricoles. Il peut le faire par les canaux actuels (à travers les revenus nets centralisés par les coopératives dans une mesure supérieure à l'actuelle) ou sous une autre forme présentement utilisée dans les entreprises agricoles...

Les comptes et la distribution des revenus nets doivent être faits avec précision. En ce qui concerne les coopératives, nous devons tenir compte du plan quinquennal que nous sommes en train d'élaborer et qu'elles doivent réaliser en s'en tenant aux règlements qui émanent des lois et des ordonnances en vigueur. Les coopérateurs ne peuvent recevoir que ce qu'il leur revient. D'autre part, pour que la valeur de la journée-travail ne diminue pas en cas de mauvaise année agricole dans les coopératives de la zone concernée, au cours des premières années, elles doivent avancer à des rythmes plus lents dans la répartition du fonds de consommation en versant la plus haute contribution possible au fonds de garantie salarial.

Les organismes d'Etat concernés et les coopératives agricoles doivent collaborer pour fixer le niveau du taux d'accumulation en visant à maintenir, pour les ressources intérieures également, la priorité donnée à l'accroissement du fonds d'accumulation par rapport au fonds de consommation des coopératives, mais sans abaisser le salaire moyen des coopérateurs au-dessous du niveau de leur rémunération des deux ou trois dernières années.

En ce qui concerne le crédit bancaire à long terme à des fins d'investissements. l'Etat doit y participer dans toutes les coopératives de la zone en question. En ce qui concerne les frais de production (qui ne peuvent être couverts par les fonds circulants des coopératives et de l'Etat), des crédits à court terme continueront d'être accordés, comme

c'est le cas pour les entreprises agricoles. Ainsi, quand plus tard les conditions économiques et sociales auront été réunies pour transformer les coopératives en entreprises agricoles, la valeur des principaux moyens de production (bâtiments, machines, vergers, bêtes de reproduction, etc.) ne devra pas, en général, être distribuée aux coopérateurs. Parmi ces principaux moyens de production, seule la valeur des bêtes productives leur sera distribuée. On peut également leur distribuer la valeur des produits végétaux et animaux stockés, la part inutilisée du fonds de garantie salarial et quelque autre produit.

— Par des améliorations à apporter dans certains secteurs principaux des **rapports d'échange**. On passera graduellement à un nouveau mode de stockage, de conservation et de traitement des céréales panifiables. On doit viser à ne laisser, en définitive, aux coopératives agricoles que les semences et les produits d'alimentation du bétail, tandis que le reste des céréales doit être remis à l'Etat, lequel a le devoir d'assurer l'approvisionnement des coopérateurs en pain, tout comme il le fait pour les travailleurs des entreprises agricoles, contre paiement, en utilisant à cette fin les boulangeries des coopératives.

A cet égard, on doit envisager la possibilité de transporter progressivement et directement les produits massifs tels que le blé. le maïs, le coton, le riz et le tournesol, ou encore les légumes, les pommes de terre et les fruits, depuis les champs à quelques centres de stockage communs pour plusieurs groupes de coopératives, où ils seront traités et manipulés par les entreprises de stockage ou de commerce. Dans ce cadre, il sera nécessaire de revoir certains standards (humidité, corps étrangers, etc.) ainsi que les frais de leur stockage, en ayant soin de mettre les dépenses à la charge des exploitations qui les produisent.

Les fournitures matérielles et techniques et la base nécessaire pour les investissements et les frais de production

dans la zone ou sera appliquée l'intensification devront être planifiées sur des bases plus scientifiques pour les coopératives agricoles également, et leur être garanties.

B. DES RAPPORTS ENTRE LES COOPÉRATIVES ET LEURS MEMBRES

Parallèlement à l'accentuation de l'intensification, à l'accroissement de la production et au perfectionnement des rapports entre l'Etat et les coopératives, se modifieront les rapports entre celles-ci et leurs membres. Il faudra faire en sorte que, du point de vue de la rémunération de leur travail, des formes de salaire, des assurances sociales, de l'approvisionnement en produits alimentaires et de la satisfaction de leurs besoins en services vitaux, les coopérateurs atteignent progressivement le niveau des travailleurs agricoles.

Le salaire des coopérateurs doit se rapprocher de celui des travailleurs agricoles sans toutefois le dépasser. Il faut, à ce propos, tenir bien compte à la fois des possibilités de garantir un niveau donné des salaires et de la priorité à accorder à la création du fonds d'accumulation (comme je l'ai souligné plus haut). Progressivement, le niveau des acomptes versés au long de l'année doit s'élever. Tout sera fait grâce au travail et rémunéré en fonction de ce travail. C'est nous-mêmes qui produirons les biens matériels. Par ailleurs, les mesures arrêtées pour mettre en troupeau les vaches des coopérateurs et réduire leurs parcelles individuelles doivent être pleinement appliquées et d'abord dans la zone où l'intensification sera mise en œuvre. De ce fait, l'augmentation de la paie des coopérateurs s'accompagnera d'une réduction des revenus qu'ils obtiennent de leur parcelle individuelle.

Dans la zone concernée, l'Etat prendra en charge gra-

duellement et de façon organisée la commercialisation de certains articles alimentaires qu'assument aujourd'hui les coopératives (pain, légumes, lait) ainsi que les services communaux et vitaux, comme il en va dans les agglomérations des entreprises agricoles.

C. DES RAPPORTS DE GESTION ET D'ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTION

Les tâches fixées pour le développement accéléré des forces productives et l'imbrication des rapports économiques et sociaux de la propriété de groupe avec ceux de la propriété d'Etat nécessitent aussi l'application d'autres mesures dans le domaine de l'organisation et de la gestion pour donner une assise plus solide à tout ce processus de développement et de transformation.

Il faut en premier lieu mettre à profit avec la plus grande efficacité les possibilités créées par l'intensification de la production agro-pastorale et le perfectionnement des rapports de production dans cette zone de plaine, et réaliser ainsi une concentration et une coopération de plus grande envergure et scientifiquement mieux fondées, coopération qui, dans certains cas, peut nous amener à dépasser même le cadre de telle ou telle coopérative donnée.

Dans ces coopératives agricoles, la planification doit revêtir la forme d'une directive d'Etat obligatoire et se dépouiller de sa forme actuelle de recommandation. Là aussi, au cours de la réalisation du plan, les organismes d'Etat doivent constamment renforcer leur contrôle (pour le porter progressivement au niveau de celui qu'ils exercent sur les entreprises agricoles) sur les calculs, les dépenses, les encaissements et l'utilisation des revenus.

En ayant en vue des perspectives à atteindre, il faudra tendre progressivement à appliquer des formes d'organi-

sation interne adoptées par les entreprises agricoles les plus avancées (comme la fixation optimale de l'étendue des divers secteurs, leurs tâches et leurs compétences, l'importance numérique et la spécialisation des équipes, etc.).

Dans cette zone seront également réalisés des investissements et des constructions d'une valeur matérielle considérable et d'une technologie plus avancée, ce qui exigera la consolidation des organismes existants au service de l'agriculture et même, probablement, la mise sur pied d'entreprises de construction spéciales ou le recours à d'autres formes de travail plus appropriées.

L'application de la directive du Parti prescrivant l'intensification accélérée de la production et le perfectionnement des rapports de production sur un vaste territoire demande de la part des instances et des organisations du Parti, des organismes d'Etat et économiques à la base comme au sommet, une attention accrue et une amélioration de leur travail d'organisation et de gestion. A cet égard, il sera peut-être nécessaire de suivre de plus près et de façon plus attentive l'application des mesures à adopter dans la zone en question.

Je vois dans cette voie une étape transitoire dans le raffermissement de notre système socialiste dans les campagnes et dans la conversion des coopératives agricoles de la zone de plaine en entreprises agricoles. Et ce sera un grand succès.

Cela ne signifie pourtant pas que nous négligerons les zones montagneuses, au contraire, les mesures adoptées nous créeront de grandes possibilités matérielles pour aider aussi ces zones, et nous devons absolument le faire, car une bonne partie de notre population y vit et cultive une part considérable de notre superficie arable.

Dans l'intensification de la production agro-pastorale

et dans le perfectionnement des rapports de production qui y est étroitement rattaché, il faudra bien prendre en considération les possibilités générales de développement de notre économie et la nécessité de développer de façon continue la production dans le reste de la zone de plaine et dans la zone de collines et de montagnes. Les investissements à faire et les ressources supplémentaires à utiliser dans cette zone doivent, si possible, être assurés dans le cadre de l'ensemble de notre économie et non par la redistribution dans les limites des quotas prévus par le plan quinquennal pour l'agriculture, car cela aurait pour effet d'abaisser les rythmes de développement de celle-ci dans les autres zones, ce que nous ne devons absolument pas permettre.

Dans la zone où l'agriculture sera intensifiée, la priorité devra être donnée à la satisfaction des besoins et à l'accomplissement des tâches des entreprises agricoles existantes afin que celles-ci soient à l'avant-garde et s'érigent en exemple à tous égards pour les coopératives agricoles.

L'étude qui nous est présentée pour une superficie de plus de 100 000 hectares doit, me semble-t-il, être poussée plus à fond sur des problèmes comme l'accroissement de l'efficience des investissements et les délais de leur amortissement. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer l'évolution d'ensemble de la reproduction élargie dans cette zone (accroissement de la production, des dépenses, regroupement des revenus et leur répartition en investissements, en moyens circulants, en fonds des salaires, fonds des assurances sociales, proportion du fonds d'accumulation qui sera prélevé par l'Etat, etc.).

Le traitement, dans leur ensemble, de ces questions et des autres problèmes qui peuvent surgir au cours de l'étude et de la réalisation de cette reproduction contribuera au juste développement des forces productives et au perfectionnement des rapports de production dans toute la

zone en question, constituant la base qui permettra de faire de nouveaux progrès dans le développement de l'ordre coopératif et de toute la vie de nos campagnes socialistes. Nous devons suivre constamment ce processus en cours et en réélaborer périodiquement certains éléments pour pouvoir avancer d'un pas sûr dans la juste voie qui nous permettra d'atteindre les nouveaux objectifs que nous sommes en train de définir.

A propos du 7e plan quinquennal

LES KHROUCHTCHÉVIENS

Souvenirs

(Extraits)

Deux décennies se sont écoulées depuis l'époque où se tint la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers du monde, qui est entrée et demeurera dans l'histoire comme l'un des événements les plus importants dans la lutte livrée entre le marxisme-léninisme et l'opportunisme. A cette conférence, notre Parti ouvrit le feu contre le groupe révisionniste de Khrouchtchev qui dominait en Union soviétique et qui s'efforçait de toutes les manières de soumettre et d'engager dans sa voie de trahison tout le mouvement communiste international, tous les partis communistes et ouvriers du monde.

Notre attaque ouverte et conforme aux principes contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien à la Conférence de novembre 1960 n'était pas une action fortuite. C'était au contraire le prolongement logique des attitudes marxistes-léninistes que le Parti du Travail d'Albanie n'avait cessé d'observer, c'était le passage à une phase nouvelle, supérieure. de la lutte que notre Parti menait depuis longtemps pour la défense et l'application conséquente du marxisme-léninisme.

Les relations du Parti du Travail d'Albanie avec le Parti communiste de l'Union soviétique, depuis l'époque où les khrouchtchéviens prirent le pouvoir et jusqu'au moment

où nous nous dressâmes face à eux, suivirent un processus complexe, sinueux, jalonné de périodes d'aggravation ou de normalisation temporaires. Ce fut là un processus de connaissance réciproque à travers la lutte, les heurts, l'affrontement incessant des points de vue. Depuis l'accession au pouvoir des putschistes révisionnistes khrouchtchéviens, notre Parti, se fondant sur les événements qui se déroulaient là-bas, sur certaines attitudes et certains actes, au début mal définis, mais qui, progressivement, se concrétisaient, commença à sentir la nocivité de cette clique de renégats, camouflée derrière une tapageuse démagogie pseudo-marxiste, et à comprendre qu'elle devenait un grand péril aussi bien pour la cause de la révolution et du socialisme en général que pour notre pays.

Nous observions de plus en plus que les points de vue et les prises de position de Nikita Khrouchtchev sur des questions importantes du mouvement communiste international et du camp socialiste différaient des nôtres. Le XXe Congrès du P.C.U.S. en particulier fut l'événement qui nous fit prendre position contre Khrouchtchev et les khrouchtchéviens. En marxistes-léninistes et dans la voie marxiste-léniniste, nous avions, à l'occasion, fait part aux dirigeants soviétiques de nos réserves et de nos oppositions relatives à leurs attitudes conciliantes envers les révisionnistes yougoslaves, à beaucoup d'aspects de leur politique étrangère qui s'écartait des principes, à nombre de leurs attitudes et actions erronées et nullement marxistes sur les grandes questions internationales, etc. De leur côté, en dépit parfois de quelque prétendu recul, ils poursuivaient dans leur voie, alors que nous, rejetant leurs suggestions, nous soutenions nos vues et appliquions notre politique extérieure et intérieure.

Il s'ensuivit qu'avec le temps nous en vînmes à mieux connaître nos positions respectives et que des deux côtés la confiance s'évanouit. Pour notre part, nous préservions

notre amitié avec l'Union soviétique, avec son peuple, nous continuions de construire le socialisme selon les enseignements de Lénine et de Staline, nous soutenions comme auparavant le grand Staline et son œuvre et combattions sans défaillance le révisionnisme yougoslave. Mais nos doutes à propos des révisionnistes soviétiques allaient croissant et s'approfondissant de jour en jour, car il n'était pas de jour où Khrouchtchev et consorts n'agissaient en opposition avec le marxisme-léninisme.

Khrouchtchev était au courant de nos réserves à l'égard du XXe Congrès et de la politique qu'il pratiquait avec les titistes, l'impérialisme, etc., mais sa tactique consistait à ne pas se hâter d'envenimer la situation avec nous, Albanais. Il comptait profiter de l'amitié que nous témoignions à l'Union soviétique, pour prendre la citadelle albanaise de l'intérieur et nous mettre dans le sac tout à la fois par des sourires et des menaces, par l'octroi de certains crédits tronqués et par des pressions et des blocus. Khrouchtchev et les khrouchtchéviens pensaient: «Nous connaissons les Albanais, et si entêtés et emportés qu'ils soient, ils n'ont où se rabattre, car nous les avons cloués et, s'ils font des manières, s'ils se montrent indociles, nous grincerons alors des dents, nous les bloquerons, les boycotterons et renverserons tous ceux d'entre eux qui s'opposeront à nous».

Le groupe Khrouchtchev prépara cette voie à son action, il l'élargit et l'approfondit, en s'imaginant qu'il pourrait parvenir à ses fins «par la douceur» et «sans éclat». Mais les faits le convainquaient que cette tactique ne portait pas ses fruits, en sorte que son impatience et son arrogance ne manquèrent pas de pointer à nouveau. La situation s'envenimait, puis «s'adoucissait» pour s'envenimer à nouveau. Nous devinions où ce chemin conduirait Khrouchtchev et consorts, aussi renforcions-nous notre vigilance et, répondant aux manifestations de brutalité de leur part, nous nous attachions à prolonger la «paix», tout en préservant les principes.

Mais vint un moment où la mesure fut comble. La «paix», qui semblait avoir existé jusque-là, ne pouvait plus durer. Khrouchtchev se lança dans une offensive ouverte pour nous soumettre et nous contraindre à nous rallier à sa ligne totalement opportuniste. Alors, nous lui dîmes non! haut et clair, nous dîmes halte! à ses menées de trahison. Cela marqua le début d'une lutte longue et très ardue, dans laquelle notre Parti, pour sa gloire et celle du peuple qui lui a donné le jour et l'a élevé, a défendu constamment les intérêts de sa patrie socialiste, défendu constamment le marxisme-léninisme, le véritable mouvement communiste international.

Beaucoup de gens, à l'époque, ne comprirent pas l'attitude du Parti du Travail d'Albanie; il se trouva même des sympathisants de notre Parti et de notre pays qui considérèrent cette action comme hâtive, certains n'avaient pas encore pleinement réalisé la trahison des khrouchtchéviens, d'autres pensèrent que nous nous étions brouillés avec l'Union soviétique pour nous rapprocher de la Chine, etc. Aujourd'hui, non seulement les amis mais même les ennemis de l'Albanie socialiste ont compris le caractère de principe de la lutte incessante que notre Parti a menée et qu'il continue de mener contre les opportunistes de toutes les couleurs.

Le temps a parfaitement démontré à quel point le Parti du Travail d'Albanie avait raison de combattre les khrouchtchéviens et de ne pas suivre leur ligne. C'est à cette lutte, qui exigea et exige toujours de grands sacrifices, que notre petite patrie doit sa liberté et son indépendance si précieuses, son heureux développement dans la voie du socialisme. C'est seulement grâce à la ligne marxiste-léniniste de notre Parti que l'Albanie n'est pas devenue ni ne deviendra jamais un protectorat des Russes ou de qui que ce soit.

Depuis 1961, notre Parti du Travail n'a aucun lien ni

contact avec les khrouchtchéviens. A l'avenir non plus, il n'entrera jamais en rapports de parti avec eux et nous n'avons ni n'aurons jamais de rapports d'Etat avec les social-impérialistes soviétiques. Notre Parti continuera, comme par le passé, de mener avec esprit de suite sa lutte idéologique et politique pour démasquer ces ennemis du marxisme-léninisme. C'est ainsi que nous avons agi lorsque Khrouchtchev était au pouvoir comme lorsqu'il eut été renversé et remplacé par l'équipe de Brejnev. Notre Parti ne se fit aucune illusion, au contraire il était sûr et certain que Brejnev, Kossyguine, Souslov, Mikoyan, etc., qui avaient été de proches collaborateurs de Khrouchtchev, qui avaient organisé et mis en œuvre avec lui la contre-révolution révisionniste en Union soviétique, s'en tiendraient de manière conséquente à leur ligne antérieure.*

Ils ont écarté Khrouchtchev[1] afin de défendre le khrouchtchévisme contre le discrédit que lui portait son maître par ses pitreries sans fin, ils ont éliminé le «père» afin de réaliser plus intensément et plus efficacement la restauration complète du capitalisme en Union soviétique.

Dans cet ordre d'idées, Brejnev et ses acolytes se sont montrés de «dignes disciples» de leur maître de triste renom. A l'intérieur de l'Union soviétique, ils ont instauré et renforcé un régime dictatorial fasciste, et, à l'extérieur, ils ont converti leur politique en une politique chauvine de grand Etat, d'expansion et d'hégémonisme. Sous la conduite des khrouchtchéviens brejnéviens, l'Union soviétique est devenue une puissance impérialiste mondiale et, tout comme les Etats-Unis d'Amérique, elle vise à dominer le monde. Les

---

* Voir l'article «La chute de Khrouchtchev n'a pas entraîné la disparition du révisionnisme khrouchtchévien» — Enver Hoxha. *Œuvres choisies,* éd. fr., tome 3, pp. 696-704, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980.

1 Khrouchtchev fut relevé de ses fonctions le 14 octobre 1964.

tragiques événements de Tchécoslovaquie[2], la domination accrue du Kremlin sur les pays du Pacte de Varsovie, leur assujettissement toujours plus accentué à l'égard de Moscou, les tentacules du social-impérialisme soviétique étendues en Asie, en Afrique et ailleurs, sont autant de tristes témoignages de la politique totalement réactionnaire du social-impérialisme soviétique.

Les justes appréciations et prévisions de notre Parti relatives à la politique intérieure et extérieure réactionnaire de Brejnev se sont avérées et s'avèrent constamment. L'exemple le plus proche en est l'Afghanistan, où les khouchtchéviens brejnéviens ont entrepris une agression fasciste ouverte[3] et s'efforcent maintenant, par le fer et par le sang, d'étouffer les flammes de la guerre populaire pour prolonger leur occupation social-impérialiste.

Le fait que notre patrie et notre petit peuple n'ont pas subi le sort tragique de tous ceux qui vivent aujourd'hui sous la servitude des impérialistes ou des social-impérialistes, témoigne, on ne peut mieux, de la justesse de la ligne de principe, courageuse et conséquente qu'a suivie et que suit notre Parti du Travail.

Le mérite pour cette juste voie revient à tout le Parti et en particulier à sa direction, le Comité central, qui, pétri des enseignements du marxisme-léninisme et fidèle à la théorie qui nous sert de guide, a conduit et conduit toujours droit notre Parti et notre peuple. Dans les grands remous qu'il nous a fallu surmonter, l'unité du Parti avec sa direction et du peuple autour du Parti a brillé et s'est trempée encore plus. C'est cette unité d'acier qui a aussi donné des forces et des ailes au Parti dans sa lutte ardue mais glorieuse contre les révisionnistes khrouchtchéviens, c'est cette unité qui a été et demeure à la base de la fermeté

2 En août 1968, les armées des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites occupèrent la Tchécoslovaquie.

3 A la fin de décembre 1979.

et de l'assurance avec lesquelles l'Albanie est allée et va de l'avant, en résistant aux pressions et aux chantages, aux sourires et à la démagogie de ses ennemis de tout acabit.

En tant que communiste et dirigeant du Parti, il m'a été donné, à moi aussi, de participer activement et d'apporter ma contribution à cette grande lutte héroïque de notre Parti. A maintes reprises, depuis la Libération de l'Albanie, et en particulier dans les années 1950-1960, je fus chargé par le Parti et sa direction de conduire des délégations du Parti et de l'Etat à des rencontres officielles avec les dirigeants soviétiques et des dirigeants principaux des autres partis communistes et ouvriers. Nous avons eu aussi entre nous de fréquents échanges de visites, j'ai participé à des consultations et à des rencontres internationales des partis communistes, où j'ai exposé et soutenu la juste ligne de notre Parti, ses décisions et ses recommandations. A l'occasion de toutes ces rencontres et visites, j'ai aussi connu de près des dirigeants glorieux, inoubliables, comme Staline, Dimitrov, Gottwald, Bierut, Pieck, etc., de même qu'il m'a fallu contacter et connaître les traîtres khrouchtchéviens, qui, à travers un processus long et complexe, ont usurpé graduellement le pouvoir tant en Union soviétique que dans les anciens pays de démocratie populaire.

Les rapports de notre Parti avec eux et ses attitudes à leur égard au cours de cette période sont reflétés dans les documents du Parti, dans mes écrits publiés par décision du Comité central, ainsi que dans d'autres documents déposés aux Archives centrales du Parti. Je fais paraître maintenant ces notes, qui sont mes souvenirs et impressions des nombreux contacts et affrontements que j'ai eus avec les khrouchtchéviens dans la période allant de 1953, après la mort de Staline, à la fin de 1961, lorsque le groupe Khrouchtchev rompit les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie. Dans le cadre des autres documents et matériaux publiés sur cette période, je pense que

ces notes serviront aux communistes et aux masses travailleuses à mieux connaître tant l'activité contre-révolutionnaire des révisionnistes soviétiques, au dedans et au dehors de l'Union soviétique, que la lutte toujours juste et conséquente de notre Parti pour la défense du marxisme-léninisme, de notre peuple et de notre patrie socialiste.

Une des orientations principales de la stratégie et de la tactique de Khrouchtchev consistait à prendre totalement en main, à l'intérieur de l'Union soviétique, le pouvoir politique et idéologique et à mettre à son service l'armée soviétique et la Sécurité d'Etat.

Pour réaliser cet objectif le groupe Khrouchtchev devait procéder par étapes. Au début, il ne s'attaquerait pas de front au marxisme-léninisme, à l'édification du socialisme en Union soviétique et à Staline. Au contraire, il s'appuierait sur les réalisations acquises, les exalterait même le plus possible, pour se faire valoir et susciter une situation d'euphorie, afin de parvenir, par la suite, à saper la base et la superstructure socialistes.

En premier lieu, ce groupe renégat devait prendre en main le parti pour annihiler la résistance éventuelle des cadres qui n'avaient pas perdu leur vigilance révolutionnaire de classe, neutraliser les hésitants et les rallier à lui par la persuasion ou la menace, et porter aux postes clés les éléments nuisibles, antimarxistes, carriéristes, opportunistes, qui, naturellement, ne manquaient pas au sein du Parti communiste de l'Union soviétique et dans les appareils de l'Etat soviétique.

Dans le Parti communiste de l'Union soviétique, au sortir de la grande Guerre patriotique, se firent jour certains phénomènes négatifs. La situation économique difficile. les dévastations, les grandes pertes humaines dont le pays avait souffert, exigeaient une mobilisation totale des cadres et des masses pour en assurer la consolidation et le

progrès. Mais au lieu de cela on constata un avilissement du caractère et de la moralité de nombreux cadres. D'autre part, par leur présomption tapageuse pour les glorieuses batailles gagnées, en cumulant les décorations et les privilèges, et par beaucoup d'autres vices et conceptions nocives, les éléments mégalomanes dépouillaient le parti de sa vigilance, ils l'étouffaient, le rongeaient de l'intérieur. Dans l'armée se créa une caste qui étendit aussi sa domination brutale et arrogante dans le parti, en en dénaturant le caractère prolétarien. Cette caste rouilla l'épée de la révolution qu'aurait dû être le parti.

Je pense que dans le Parti communiste de l'Union soviétique, avant la guerre déjà, mais en particulier après la guerre, apparurent des signes d'une apathie blâmable. Ce parti jouissait d'un grand renom, il avait obtenu de grands succès dans sa voie, mais en même temps il avait commencé à perdre son esprit révolutionnaire, il était contaminé par le bureaucratisme et la routine. Les normes léninistes, les enseignements de Lénine et de Staline avaient été convertis par les aparatchiks en formules et en slogans rebattus et sans valeur pour l'action. L'Union soviétique était un grand pays, le peuple travaillait, produisait, créait. On disait bien que l'industrie se développait aux rythmes requis, que l'agriculture socialiste progressait, mais ce progrès ne se réalisait pas dans la mesure souhaitée.

Ce n'était pas la ligne «erronée» de Staline qui freinait le progrès, au contraire, cette ligne était juste, marxiste-léniniste, mais elle était souvent mal appliquée, et même dénaturée et sabotée par des éléments hostiles. La juste ligne de Staline était déformée aussi par les ennemis camouflés dans les rangs du parti et dans les organes de l'Etat, par les opportunistes, les libéraux, les trotskistes, les révisionnistes, qu'étaient, comme ils devaient le montrer ouvertement par la suite, les Khrouchtchev, Mikoyan, Souslov, Kossyguine, etc.

Déjà avant la mort de Staline, Khrouchtchev et ses proches collaborateurs du putsch étaient au nombre des principaux dirigeants qui agissaient en sous main, préparant et attendant le moment propice pour une action ouverte et à grande échelle. Il est de fait que ces traîtres étaient des conspirateurs qui avaient bien fait leur profit de l'expérience des divers contre-révolutionnaires russes, de l'expérience des anarchistes, des trotskistes, des boukhariniens. Ils connaissaient aussi l'expérience de la révolution et du Parti bolchévik, seulement ils n'avaient rien appris d'utile de la révolution, ils n'en avaient appris que tout ce qu'il leur fallait pour la saper elle et le socialisme, en échappant à ses coups et à ceux de la dictature du prolétariat. Bref, c'étaient des contre-révolutionnaires et des hommes à double face dans leurs actions. D'un côté, ils chantaient les louanges du socialisme, de la révolution, du Parti communiste bolchévik, de Lénine et de Staline, et de l'autre, ils préparaient la contre-révolution.

Toute cette lie amassée se livrait donc à une action de sabotage par les méthodes les plus subtiles, qu'elle masquait en louant Staline et le régime socialiste. Ces élémens désorganisaient la révolution en organisant la contre-révolution, ils se montraient «sévères» contre les ennemis intérieurs pour répandre la peur et la terreur dans le parti, dans l'administration et dans le peuple. C'est encore eux qui créaient artificiellement une situation d'euphorie dont ils rendaient compte à Staline, mais en réalité ils sapaient la base du parti, la base de l'Etat, ils corrompaient les esprits et, s'ils portaient aux nues le culte de Staline, c'était pour pouvoir l'abattre plus facilement demain.

C'était là toute une activité hostile et diabolique qui avait saisi à la gorge l'Union soviétique, son parti communiste et Staline lui-même, lequel, comme devaient le montrer des faits passés dans l'histoire, était entouré d'ennemis. Aucun ou presque des membres du Présidium et du

Comité central n'éleva la voix pour défendre le socialisme et Staline.

Si l'on procède à une analyse fouillée des directives politiques, idéologiques et organisationnelles données par Staline dans la direction et l'organisation du parti, de la lutte et du travail, on n'y trouvera pas, dans l'ensemble, d'erreurs de principe, mais si l'on considère la manière dont ces directives étaient déformées par les ennemis et dont elles étaient mises en œuvre, on s'expliquera les funestes conséquences de ces pratiques, et il apparaîtra pourquoi le parti commença à se bureaucratiser, à se laisser submerger par un travail de routine, par un formalisme néfaste qui le paralysaient, étouffaient son esprit et son élan révolutionnaires. Le parti se recouvrait d'une rouille épaisse, plongeait dans une apathie politique, car il y dominait l'idée erronée que seule la tête, la direction, est en mesure d'agir et de tout résoudre. Une telle conception eut pour effet que partout et pour toute chose on disait «cela concerne la direction», «le Comité central est infaillible», «cela. Staline l'a dit, ça ne se discute pas», etc. Beaucoup de choses que Staline n'avait peut-être pas dites étaient couvertes de son nom. Les appareils et les fonctionnaires devinrent «tout-puissants», «infaillibles» et ils agissaient dans la voie bureaucratique au nom des formules du centralisme démocratique, de la critique et de l'autocritique bolchéviques, qui en réalité n'étaient plus bolchéviques. Par là même, sans aucun doute, le Parti bolchevik perdit sa vitalité de naguère. Il vivait avec des formules justes, mais ce n'étaient que des formules; il exécutait, mais avait perdu toute initiative; les méthodes et les formes de travail utilisées dans la direction du parti aboutirent à l'opposé des résultats souhaités.

Dans ces conditions, les mesures administratives bureaucratiques prirent le dessus sur les mesures révolutionnaires. La vigilance n'était plus opérante, car elle n'était

plus révolutionnaire, bien qu'elle fût claironnée comme telle. De vigilance de parti et de masse, elle se convertissait en vigilance des appareils bureaucratiques, se muant, sinon entièrement quant à la forme, en fait en vigilance de la Sécurité d'Etat et des tribunaux.

Il est compréhensible que, dans ce cadre, des conceptions et des sentiments non prolétariens, étrangers à la classe, aient pris racine et commencé à être cultivés dans le Parti communiste de l'Union soviétique, dans les rangs des communistes et dans la conscience de beaucoup d'entre eux. Peu à peu, on vit se répandre le carriérisme, la servilité, le charlatanisme, le népotisme morbide, la morale antiprolétarienne, etc. Tout cela rongeait le parti du dedans, étouffait l'esprit de lutte de classe et de sacrifice et encourageait la course à une vie «agréable», tranquille, faite de privilèges, d'avantages personnels, du moins possible de travail et d'efforts. Ainsi s'instaura la mentalité bourgeoise et petite-bourgeoise, qui s'observait et s'exprimait à travers des formules et des jugements comme «Nous avons travaillé, combattu et vaincu pour cet Etat socialiste, jouissons-en maintenant. Nous sommes inviolables, notre passé nous couvre». Le plus grand mal était que cette mentalité avait prise aussi sur les vieux cadres du parti, au bon passé et d'origine prolétarienne, et même sur les membres du Présidium du Comité central, qui se devaient d'être un exemple de pureté pour les autres. Beaucoup de ces cadres se trouvaient à la direction, dans les appareils et ils usaient adroitement de termes et de phrases révolutionnaires, de formules théoriques de Lénine et de Staline, recueillaient les lauriers du travail d'autrui et encourageaient le mauvais exemple, Ainsi se créait dans le Parti communiste de l'Union soviétique une aristocratie ouvrière de cadres bureaucrates.

Ce processus de dégénérescence se développait, malheureusement, sous les mots d'ordre «réjouissants» et «en-

courageants» que «tout marche bien, normalement, suivant les normes et les lois du parti», qui en fait étaient violées, que «la lutte de classes continue d'être menée», que «le centralisme démocratique est préservé», que «la critique et l'autocritique subsistent comme auparavant», qu'«il existe une unité d'acier dans le parti», qu'«il n'y a pas d'éléments fractionnistes et antiparti», que «le temps des groupes trotskistes, boukhariniens est révolu», etc. Cette situation, ainsi déformée dans les esprits, et c'est en cela que réside l'essence du drame et de l'erreur fatale, était considérée, même par les éléments révolutionnaires, comme une réalité normale dans l'ensemble, et l'on pensait qu'il n'y avait là aucun sujet d'alarme, que les ennemis, les voleurs, les personnes contrevenant à la morale, étaient condamnés par les tribunaux, que les membres indignes du parti en étaient exclus comme d'habitude et que, comme d'habitude, on y admettait de nouveaux membres, que les plans étaient réalisés, bien que certains ne le fussent pas, que les hommes étaient critiqués, punis, loués, etc. La vie donc, selon eux, suivait normalement son cours et il était rapporté à Staline que «tout marche à souhait». Nous sommes certains que Staline, en grand révolutionnaire qu'il était, s'il avait connu la situation réelle dans le parti, aurait frappé d'un poing de fer cet esprit malsain et que le parti et le peuple soviétiques se seraient dressés à son appel, car ils avaient à juste titre une grande confiance en lui.

Les appareils, non contents de lui donner de fausses informations et de déformer bureaucratiquement ses justes directives, avaient aussi créé dans le peuple et dans le parti une situation telle que même lorsque Staline, dans la mesure où le lui permettaient son âge et sa santé, se rendait auprès des masses du parti et du peuple, il n'était pas informé des défauts et des erreurs qui se manifestaient, les appareils ayant inculqué aux communistes et aux gens du peuple l'idée que «nous ne devons pas inquiéter Staline».

Le grand bruit que menèrent les khrouchtchéviens sur le prétendu culte de Staline était en réalité un bluff. Ce culte n'avait pas été entretenu par Staline, qui était un homme simple, mais par toute l'écume révisionniste amassée à la tête du parti et de l'Etat, laquelle exploitait entre autres le grand amour des peuples soviétiques pour Staline, particulièrement après la victoire sur le fascisme. Si on lit les discours de Khrouchtchev, de Mikoyan et de tous les autres membres du Présidium, on verra les louanges effrénées et hypocrites que ces ennemis prodiguaient à Staline de son vivant. Cette lecture inspire du dégoût quand on pense que, derrière ces louanges, ils cachaient leur travail hostile, le dissimulaient aux yeux des communistes et des masses, qui étaient trompés en croyant avoir affaire à des dirigeants dévoués au marxisme-léninisme et à des camarades fidèles de Staline.

Même après la mort de Staline, les «nouveaux» dirigeants soviétiques, et en premier lieu Khrouchtchev, s'abstinrent encore pendant un certain temps de dire du mal de lui; au contraire, ils le louaient et le traitaient de «grand homme», de «dirigeant d'une autorité indiscutable», etc. Khrouchtchev se devait de s'exprimer ainsi pour acquérir du crédit au dedans et au dehors de l'Union soviétique, pour donner l'impression qu'il était «fidèle» au socialisme et à la révolution, qu'il était le «continuateur» de l'œuvre de Lénine et de Staline.

Khrouchtchev avec Mikoyan étaient les ennemis les plus acharnés du marxisme-léninisme et de Staline. Ils étaient les têtes du complot et du putsch qu'ils avaient préparés de longue date avec des arrivistes et antimarxistes du Comité central, de l'armée et des directions de la base. Ces putschistes n'abattirent pas leur jeu au lendemain même de la mort de Staline, mais, au moment et dans la mesure où il le leur fallait, ils continuèrent de mitiger leur fiel de louanges à l'adresse de Staline. Il faut dire que je

n'ai jamais entendu Mikoyan en particulier, dans les nombreuses rencontres qu'il me fut donné d'avoir avec lui, faire l'éloge de Staline, même si, dans leurs discours, les putschistes entonnaient à tout propos et hors de propos des dithyrambes à la gloire de Staline. Ils alimentaient son culte afin de l'isoler le plus possible des masses et, sous le couvert de ce culte, préparaient la catastrophe.

Khrouchtchev et Mikoyan procédèrent suivant un plan préétabli et, après la mort de Staline, ils trouvèrent le champ libre à leur action, notamment, parce que les autres, de Malenkov à Vorochilov en passant par Beria et Boulganine, se montrèrent à la fois aveugles et ambitieux, et que s'instaura ainsi une situation où chacun luttait pour le pouvoir.

Ceux-ci et d'autres, vieux révolutionnaires et communistes honnêtes, s'étaient maintenant mués en de typiques représentants de cette routine, de cette «légalité» bureaucratique qui s'était instituée, et lorsqu'ils voulurent timidement recourir à cette «légalité» contre le complot manifeste des khrouchtchéviens, l'affaire était depuis longtemps réglée.

Khrouchtchev et Mikoyan, en parfaite unité, surent manœuvrer parmi eux, les opposer les uns aux autres. Bref, ils recoururent à la tactique suivante: provoquer la division au Présidium, organiser les forces putschistes à l'extérieur, continuer de vanter Staline pour avoir les masses de dizaines de millions d'hommes avec soi et rapprocher ainsi le jour de la prise du pouvoir, la liquidation des adversaires et de toute l'époque glorieuse, l'époque de la construction du socialisme, des victoires de la Guerre patriotique, etc. Toute cette activité fébrile (et cela nous le sentions) visait à créer la popularité de Khrouchtchev au dedans comme au dehors de l'Union soviétique.

Khrouchtchev, sous le couvert des victoires que l'Union soviétique et le P.C.U.S. avaient remportées sous la conduite de Lénine et de Staline, mit tout en œuvre pour faire

en sorte que les. peuples et les communistes soviétiques pensent que rien n'avait changé, qu'un grand dirigeant était mort, mais qu'un dirigeant «encore plus grand» montait, et quel dirigeant! «Tout aussi fidèle aux principes et léniniste, sinon plus, que son prédécesseur, mais libéral, populaire, souriant, plein d'humour et de bons mots!»

Entre-temps, la vipère révisionniste qui s'animait commença à cracher aussi son venin sur la figure et l'œuvre de Staline; au début, sans l'attaquer nommément, mais en le visant indirectement.

Dans une des rencontres que j'eus avec Khrouchtchev en juin 1954, il se mit, soi-disant sur le plan des principes et de la théorie, à m'expliquer la grande importance de la «direction collégiale», les grands maux qu'entraîne la substitution à celle-ci du culte d'une personne, il me cita aussi des passages isolés des œuvres de Marx et de Lénine pour me donner à entendre qu'il appuyait ses dires sur un «fond marxiste-léniniste».

Il ne s'en prit pas à Staline mais déchargea toutes ses batteries contre Beria, l'accusant de fautes réelles et imaginaires. Il faut dire qu'à cette étape initiale de son offensive révisionniste, Khrouchtchev n'avait pas de meilleure carte que Beria pour la réalisation de ses propres plans secrets. Comme je l'ai déjà dit, Khrouchtchev présenta Beria comme le responsable de beaucoup de maux; celui-ci aurait sous-estimé le rôle du premier secrétaire, il aurait nui à la «direction collégiale», il aurait tenté de mettre le parti sous la coupe de la Sécurité d'Etat. Sous le couvert de la lutte contre les torts causés par Beria, Khrouchtchev, d'une part, plongeait ses racines dans la direction du parti et de l'Etat, mettait la main sur le ministère de l'Intérieur, et. d'autre part, préparait l'opinion pour l'attaque ouverte qu'il lancerait un peu plus tard contre Joseph Vissarionovitch Staline, contre l'œuvre véritable du Parti communiste bolchévik de Lénine et de Staline.

Beaucoup de ces actions et changements inopinés n'étaient pas sans attirer notre attention, mais il était trop tôt pour que nous puissions saisir les véritables dimensions du complot qui était mis en œuvre. Et pourtant, dès lors, nous ne pouvions ne pas noter la nature contradictoire des actes et des idées de ce «nouveau dirigeant» qui prenait les rênes de l'Union soviétique. Or, quelques jours plus tôt, au cours d'une rencontre où il nous avait parlé des rôles respectifs du premier secrétaire du parti et du premier ministre, ce même Khrouchtchev, qui maintenant se présentait en «adepte de la direction collégiale», s'était posé à nous en ardent partisan du «rôle de la personnalité», de «la main forte».

Après la mort de Staline, on eut l'impression que ces hommes «attachés aux principes» avaient établi une direction soi-disant collégiale. Cela était claironné pour faire ressortir que «Staline avait violé le principe de la collégialité», qu'il «avait abâtardi cette norme importante de direction léniniste» et que la «direction du parti et de l'Etat, de collégiale qu'elle était, s'était muée en une direction personnelle». C'était un grossier mensonge et les khrouchtchéviens le répandaient pour se préparer le terrain. Si la collégialité avait été violée, la faute devait en être recherchée non pas dans les idées justes exprimées par Staline sur divers problèmes, mais dans leurs flagorneries et dans les décisions arbitraires qu'ils prenaient eux-mêmes, en déformant la ligne dans les divers secteurs qu'ils dirigeaient. Et comment les agissements de ces éléments antiparti, qui avaient entouré Staline, pouvaient-ils être contrôlés alors que ceux-ci répandaient eux-mêmes l'idée que le «*Tsé-Ka znayet vsio?!** Ils voulaient par là convaincre le parti et le peuple que «Staline sait tout ce qui se passe» et qu'«il approuve tout». En d'autres termes, au nom de Staline et

* En russe: Le C.C. sait tout.

à travers leurs aparatchiks, ils étouffaient la critique et cherchaient à convertir le Parti bolchévik en un parti sans âme, en un organisme sans volonté et sans énergie, qui végétait au jour le jour en souscrivant à ce que décidait, tramait et déformait la bureaucratie.

Dans la campagne pour la prétendue instauration d'une direction collégiale, Khrouchtchev s'efforça de jongler adroitement en menant un bruit assourdissant sur la lutte contre le culte de la personnalité. Il n'y avait plus de portraits de Khrouchtchev dans la presse quotidienne, plus de titres en gros caractères à sa louange; on eut maintenant recours à une autre tactique rebattue; tous les journaux étaient remplis de ses déclarations publiques et de ses discours, de nouvelles annonçant ses rencontres avec des ambassadeurs étrangers, sa présence chaque soir à des réceptions de diplomates, ses contacts avec des délégations de partis communistes, ses entrevues avec des journalistes, hommes d'affaires, sénateurs américains et millionnaires occidentaux, de ses amis. Et toute cette tactique visait à opposer sa méthode de travail au «travail en vase clos de Staline», à son «travail sectaire», qui, selon les khrouchtchéviens, aurait été si néfaste pour l'ouverture de l'Union soviétique au monde.

Cette propagande khrouchtchévienne avait pour but de montrer au peuple soviétique qu'il avait maintenant trouvé «le véritable dirigeant léniniste, qui sait tout, qui apporte une juste solution à tout, qui est doté d'une vitalité extraordinaire, qui donne une juste réponse à quiconque», et dont l'activité débordante fait qu'«en Union soviétique tout s'arrange, les crimes du passé sont effacés et l'on va de l'avant».

Extrait de «Les Khrouchtchéviens», 2e éd. alb., Tirana, 1982.

COMPRENDRE MIEUX LA VIE ET LA RICHESSE DE L'UNIVERS INTÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Extrait d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA

7 novembre 1980

J'ai tenu hier à la réunion du secrétariat[1] un rapport sur le travail mené auprès de la jeunesse. Au cours de mon intervention, j'ai indiqué qu'il convient de consacrer plus de soin à la méthode de travail du Parti auprès de la jeune génération. Et je tiens à souligner encore certains points aujourd'hui.

Le travail mené auprès de la jeune génération revêt une grande importance. Il n'est pas suffisant de transmettre à la jeunesse seulement des orientations et des directives générales du Parti, non, il faut se creuser la cervelle pour faire en sorte que ces directives et orientations soient plus compréhensibles afin d'être appliquées plus efficacement. Il s'agit pour le Parti d'exercer pratiquement son rôle de direction de façon mieux qualifiée et avec un plus vaste horizon. Ce sont les résultats obtenus dans la vie, l'applica-

---

1 Dans cette réunion on a discuté sur le rapport présenté par le CC de l'UJTA concernant «l'application des tâches fixées par le 4e plenum du CC du PTA pour l'éducation révolutionnaire de la jeunesse et la lutte menée contre les manifestations étrangères au socialisme.».

tion des directives du Parti et le travail continu des jeunes qui sont la mesure du rôle dirigeant du Parti au sein de l'organisation de la jeunesse et non pas l'absence ou la participation du secrétaire de l'organisation de base du Parti ou d'un certain communiste aux réunions de la jeunesse et la convocation ou non au rapport de leurs dirigeants. C'est ainsi que l'on peut tenir au courant, la jeunesse, lui expliquer les directives du Parti, lui faire adapter ces directives aux conditions concrètes dans lesquelles travaillent et étudient les jeunes, connaître de près leur travail et leurs problèmes, vivre toujours parmi eux, pénétrer dans leur univers intérieur, les mobiliser pour obtenir des succès encore plus importants.

La jeunesse ne supporte pas le formalisme, et elle-même travaille et lutte en vue d'éliminer tout ce qui sent le formalisme.

Les gens qui pensent que «les jeunes gens doivent soulever les questions qui les préoccupent seulement dans les réunions de leur organisation» ne tiennent pas compte de toute l'extension et de la profondeur de la vie, qu'il en émerge constamment beaucoup de problèmes qui ne peuvent être tous soulevés et résolus en une heure et demie de réunion de l'organisation de la jeunesse qui a lieu une fois par mois. On ne peut pas canaliser les idées si diverses de la jeunesse en si peu de temps. Pourquoi demander à un jeune pourquoi il ne discute pas au sein de l'organisation de tous les problèmes qui le préoccupent? Les jeunes gens vont à la réunion de leur organisation pour apprendre des choses qu'ils ne savent pas, pour recevoir une orientation qu'ils doivent comprendre et réaliser correctement en se fondant sur la ligne du Parti, mais on ne peut pas lui imposer de parler à une réunion de tout parce que c'est d'abord impossible et que cela rendrait la réunion banale.

Il faut toujours éduquer la jeunesse comme l'exige le Parti en utilisant des formes et des. moyens de travail des

plus divers. On ne peut pas éduquer la jeunesse seulement en organisant des réunions qui deviennent souvent ennuyeuses et se réduisent à des réunions où l'on n'entend que des critiques des comportements insatisfaisants des jeunes. L'organisation de la jeunesse a un rôle important d'éducation à remplir basé sur les orientations fondamentales du Parti. Certes, on critiquera celui qui viole les normes de la société socialiste, mais le travail d'éducation ne doit pas se limiter seulement à des réunions, à des critiques.

L'important est de bien connaître et comprendre l'univers intérieur de la jeunesse. Et pour y parvenir il est indispensable de jeter constamment un regard rétrospectif vers nos propres sentiments, nos objectifs passés pour nous rappeler comment nous avons nous-mêmes été une fois. Serait-il juste actuellement de considérer comme un crime le fait qu'un garçon ou une fille se déclarent sincèrement l'amour qu'ils éprouvent l'un pour l'autre? Cela est normal et il n'y a là aucune raison pour faire penser à certains que «la morale s'est avilie».

Les jeunes filles et les jeunes gens vont bénévolement aux chantiers de chemins de fer et à d'autres actions de masse, aucun scandale ne s'est produit ni aucun problème n'a surgi. Ils travaillent là-bas tous ensemble avec la même ardeur, se connaissent, se distraient, se lient d'amitié et il arrive qu'ils tombent amoureux et se fiancent. Cela se produit aussi quand les jeunes gens et les jeunes filles organisent des excursions aux monts Dajti ou Tomorr. Ils vont ensemble aux chantiers de chemins de fer, ils organisent des excursions, ils vont ensemble à l'école, ils étudient, s'entraident, et un garçon demande à une fille de se fiancer avec elle, ou bien ils deviennent amis et plus tard cette amitié se renforce pour aboutir au mariage et il n'y a là rien de répréhensible.

Nous nous accordons tous pour penser que nous possédons une jeunesse très saine. Ce jugement n'est pas un

slogan, c'est la vérité pure et simple. Quand nous analysons la situation dans d'autres pays, nous nous persuadons davantage que nous avons une excellente jeunesse, mais que cette jeunesse, nous devons bien la comprendre. Nous devons connaître la mentalité nouvelle qui se crée en même temps que se développe la culture et que s'élève le niveau de la vie sociale. La vie sociale actuelle n'a plus rien de commun avec ce qu'elle était dans le passé, elle est plus profonde et plus riche, c'est une vie socialiste, avec de plus vastes et de plus hautes exigences.

Notre jeunesse se distingue par sa pureté morale, par sa fidélité politique au Parti, par sa maturité idéologique, par son niveau d'instruction et de culture, par son attitude socialiste envers le travail et la propriété. Mais quand nous recevons des données établissant qu'«un tel pourcentage de crimes a été commis par les jeunes» et que «ce sont eux qui s'absentent le plus au travail à l'usine», nous ne devons pas penser que toutes les actions blâmables sont le fait des jeunes et que les plus âgés sont absous de toute responsabilité. Qui s'occupera à éduquer ces jeunes? C'est la direction de l'usine ou de l'entreprise, c'est elle qui doit regarder son travail de direction d'un œil critique, son travail auprès des gens, analyser comment elle s'est comportée envers tel ou tel jeune qui a des défauts. Si nous considérons attentivement le cas d'un garçon ou d'une fille qui s'absentent une demi-heure au travail, nous serons amenés à en conclure qu'ils ne sont pas encore formés. Naturellement ce garçon ou cette fille qui ne vont pas régulièrement au travail n'ont pas encore compris que le travail est une question d'honneur et un devoir. Nous avons pour tâche non pas de les abandonner et de les mépriser, mais de nous rapprocher d'eux, de leur parler avec chaleur, de les persuader de devenir des ouvriers disciplinés et de les empêcher de dégénérer. Je pense que nous devons faire

un effort pour bien comprendre la vie et la richesse de l'univers spirituel de la jeunesse.

Actuellement chez nous, où le niveau matériel et culturel s'est élevé et va toujours croissant, les intérêts et les exigences de la jeunesse sont des plus variés. Aujourd'hui les jeunes ne peuvent se satisfaire de ce dont nous nous contentions quand nous avions leur âge. Voilà pourquoi un autre problème qui concerne l'éducation de la jeunesse est celui de l'emploi du temps libre, l'organisation des diverses activités sportives, culturelles, artistiques et scientifiques. Quand nous parlons, par exemple, d'activités sportives, nous ne devons pas entendre par là l'organisation de championats nationaux. On peut pratiquer divers sports et organiser de multiples activités sportives. Pourquoi n'organise-t-on pas, par exemple, plus d'excursions et de jeux sportifs? La façon dont on s'adresse parfois aux jeunes en leur disant ne «faites pas ceci, ne faites pas cela», ainsi que la méfiance qu'on leur témoigne parfois ne peuvent pas éduquer la masse des jeunes. Même quand au cours d'une partie un carreau est malencontreusement cassé, on rejette la faute sur les jeunes. Cette façon inopportune et mal fondée de généraliser les choses est nocive.

L'organisation des activités récréatives pendant le temps libre ne doit pas incomber seulement à l'organisation de la jeunesse.

Une fois le travail et les cours finis, les jeunes ont besoin de se reposer, de jouer, de lire, de participer à un débat sur un thème donné, d'aller danser ou voir un film, il y en a d'autres qui veulent prendre un café ou manger un gâteau, etc. Chacun est en mesure de combiner tout cela durant son temps libre et le lendemain il ira au travail avec des forces rénovées.

La jeunesse est l'avenir du pays, elle représente les ailes du Parti qui s'élèvent toujours plus haut. Si nous ne tenons pas compte des justes exigences et des honnêtes aspirations

de ces «ailes» qui ne cessent de s'élever, nous nuirons à l'éducation de la jeunesse sous tous les aspects, à sa trempe idéologique et politique, à sa révolutionnarisation. Il ne faut pas oublier la triste expérience des pays anciennement socialistes comme l'Union soviétique où la jeunesse à dégénéré. Ce danger existe pour notre jeunesse aussi si l'on ne travaille pas persévéramment à l'éduquer dans l'esprit du marxisme-léninisme. Notre Parti a travaillé et travaille constamment à l'éducation de la jeunesse selon sa ligne et ses idéaux, pour lui inculquer la morale communiste. C'est pour cette raison que nous avons une jeunesse si honnête, si patriote et si fortement liée au Parti.

Malgré les importants problèmes économiques à la solution desquels nous sommes engagés, nous ne devons jamais oublier la juste éducation idéologique et politique des jeunes. Nous devons éduquer la jeunesse d'après les normes de la morale communiste dans le cadre du développement de notre société et de notre économie socialiste. Cette éducation laisse à désirer parce que beaucoup de gens la négligent. La formation de la jeune génération n'est pas seulement la tâche de l'organisation de la jeunesse; l'école et les organisations de masse, les institutions culturelles et scientifiques s'occupent et doivent s'occuper toutes encore mieux de cette question. L'enseignant ne peut pas s'attacher à l'éducation des jeunes au cours d'une heure[2] consacrée à cet objet en dehors de l'étude proprement dite. L'éducation est un processus continuel qui exige un travail dans un amphithéâtre et en dehors de celui-ci, à l'école et partout ailleurs, au sein du collectif et des groupes particuliers, et cela jusques avec des individus pris à part. Cela, tous les enseignants ont la possibilité de le faire...

Nous devons critiquer les attitudes négatives, mais en même temps traiter et corriger les personnes critiquées de

2 Il s'agit de l'heure d'éducation.

manière à ne pas porter atteinte à l'amour de ces gens pour le Parti.

C'est de la même façon qu'il convient de travailler avec les jeunes qui sont encore plus sensibles. Comme nous l'avons mis en évidence entre autres à la réunion du Secrétariat du Comité central du Parti, lorsqu'on constate des phénomènes négatifs chez tel ou tel jeune, nous nous devons d'en découvrir et d'en combattre les causes et non pas les conséquences, et l'on y réussit quand on étudie le problème à fond et que l'on procède par la voie de la persuasion. C'est ainsi que doivent travailler les communistes, les organisations de masse, celles de la jeunesse, de l'Union des femmes et des Unions professionnelles pour convaincre les individus affligés de mauvais penchants de suivre la juste voie que leur montre le Parti. Les gens, quelles que soient les erreurs qu'ils ont commises, sont disposés, si on les traite avec doigté, à écouter les conseils qu'on leur donne.

Prenons une autre question. Nous disons que les gens de chez nous sont athées; c'est une vérité indéniable. Mais cela prouverait-il que la religion est extirpée et qu'il n'existe plus de survivances religieuses dans les consciences? Il n'est pas bien que les jeunes gens et les jeunes filles contrarient leurs parents, mais que ceux-ci n'éprouvent aucun dépit si leurs enfants ne leur obéissent pas au cas où ils les empêchent d'aimer une personne de religion opposée à la leur. Si le jeune homme est brave, patriote et honnête, la fille qui l'aime l'épousera même si les parents ne sont pas d'accord. En fin de compte, les jeunes gens ont toute une vie à vivre devant eux.

Une autre question à analyser est celle de la satisfaction des besoins de la jeunesse.

Les parents doivent créer à leurs enfants une ambiance chaleureuse, familiale et sociale, se soucier de satisfaire cer-

taines de leurs exigences raisonnables sans négliger leur éducation, qui est l'aspect le plus important.

Notre jeunesse est instruite, cultivée. Nous, travailleurs du Parti, de la base au sommet, nous devons bien comprendre cette situation.

Nous avons là un avantage politique que nous devons apprécier. Les jeunes cadres qui ont terminé leurs études sont les fils du peuple et ils aiment leur Parti. Si le Parti mène un travail fructueux auprès d'eux, ils ne deviendront pas des technocrates. Nous pouvons ainsi élire un jeune agronome président d'une coopérative, l'entourer d'une sollicitude particulière conformément aux normes du Parti et il ne deviendra pas alors un technocrate comme le sont devenus les intellectuels en Union soviétique. Si nous nous abstenons d'aider les jeunes cadres, un jour ils deviendront des technocrates. Nous devons estimer et mettre à profit cet avantage que nous avons dans nos jeunes cadres...

Dans ces conditions, le Parti doit mener un travail plus approfondi auprès des jeunes. Actuellement, les jeunes sont cultivés, ils connaissent des langues étrangères, ils étudient la littérature technique et scientifique. Nous devons travailler pour créer chez eux une opinion saine fondée sur notre conception marxiste-léniniste du monde et, en usant de la radio, de la télévision et de la presse, nous pourrons dissiper le brouillard des influences étrangères au socialisme et éclairer les esprits avec la vérité marxiste-léniniste en leur expliquant notre ligne. Les réunions, les conférences et les entretiens également influent positivement lorsqu'ils se déroulent comme il se doit. Si quelques jeunes, victimes de la propagande étrangère, dégénèrent, nous ne devons pas penser qu'ils constituent la majorité de notre jeunesse. Cela s'est produit et se produira, ce sont des choses qui arrivent. Il y aura aussi des déviationnistes.

Notre jeunesse n'a d'yeux que pour le Parti. Mais le

Parti aussi veille à la jeunesse, à son avenir, à son travail et lui consacre une attention soutenue pour qu'elle vive, pense et travaille dans la réalité qui est la nôtre, qu'elle vive selon la situation et contribue de toutes ses forces à embellir et renforcer encore notre patrie socialiste.

De la jeunesse, t. 2.

NOS ÉCONOMISTES DOIVENT ÉNONCER DES IDÉES PRÉCISES ET JUSTES FONDÉES SUR LE MARXISME-LÉNINISME

Extrait de la réunion quotidienne des secrétaires du CC du PTA

10 décembre 1980

Certains de nos économistes nous ont présenté un document dans le cadre des mesures prises pour la conversion de quelques coopératives agricoles de type supérieur en entreprises agricoles. Ce document traite essentiellement des rapports entre les coopérateurs et précisément de la question de savoir si ceux-ci doivent être indemnisés pour une partie des biens de leur coopérative et, dans l'affirmative, dans quelle mesure.

Quelques-uns essaient de prouver que. puisqu'il s'agit du passage d'une forme inférieure à une forme supérieure de la propriété socialiste, il serait erroné d'indemniser les coopérateurs fût-ce pour une partie des biens de leur coopérative. Ils prétendent qu'il ne faudrait les indemniser que pour le bétail de leurs parcelles individuelles. Ils cherchent à argumenter leur thèse par quelque citation de Marx ou d'Engels qu'ils interprètent erronément et de façon stéréotypée. Mais ils ne posent pas le problème de façon juste. Voici la citation d'Engels extraite de son «Anti-Dühring»:

> *«...la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres moyens de production et la propriété individuelle aux produits, donc aux objets de consommation. Et afin de rendre la chose accessible même à des enfants de six ans, Marx suppose... «une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social»; donc une union organisée de façon socialiste, et il dit: «Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et* **reste sociale***, mais l'autre partie est consommée et,* **par conséquent, doit se répartir entre tous**.»»*

S'inspirant de cette citation, ces économistes affirment que dans le cas concret de trois coopératives de type supérieur que l'on a proposé de convertir en entreprises agricoles. les coopérateurs ne doivent pas être indemnisés d'une partie des moyens de production, et cela parce que l'on est en présence d'une transformation dans le cadre d'un même type de propriété, la propriété d'Etat et la propriété coopérative. Ils identifient la propriété du peuple entier à la propriété coopérative commune! C'est en cela qu'ils se trompent, car toutes deux sont certes socialistes, mais ne revêtent pas la même forme, la première étant une propriété socialiste du peuple entier et la seconde une propriété socialiste de groupe; ici, dans la définition de ces deux formes de propriété, nous-mêmes ne nous écartons pas d'un pouce de la théorie marxiste-léniniste. Pourquoi? Parce que la propriété sociale comprend le terre et les autres moyens de production, animaux, véhicules, etc., alors

* F. Engels, *Anti-Dühring*, éd. alb., pp. 146-147, Tirana, 1974.

que la propriété individuelle comprend les autres produits de consommation courante. Dans les coopératives existe la propriété de groupe, mais la propriété de groupe à la coopérative de Preza, par exemple, n'est pas la même que celle de la coopérative de Vaqarr, non, elle appartient exclusivement à la coopérative de Preza, laquelle n'a pas le droit de se faire approvisionner, disons en lait, par la coopérative de Vaqarr. Pourquoi? Parce que la quantité de lait en question est propriété de groupe de cette deuxième coopérative. Par contre, les produits de l'entreprise agricole de Sukth sont propriété de notre Etat, celui-ci peut les distribuer partout où il le juge opportun, dans la population de toute l'Albanie.

Pourquoi ces deux types de propriété sont-ils ainsi définis? Parce qu'ils diffèrent l'un de l'autre et revêtent un contenu économique et social de classe déterminé. Ce qui appartient au peuple entier dans la propriété de groupe, c'est la terre, puisque, conformément aux enseignements de Marx, nous l'avons nationalisée. Quant à une partie des autres moyens de production des coopératives, ils ne sont pas propriété d'Etat, mais de groupe. Tel groupe, disons celui de la coopérative de Preza, a réuni ces moyens de production grâce à son travail socialisé sous forme de propriété socialiste. Cela dit, tel autre groupe socialisé, celui, par exemple, de la coopérative de Ndroq, n'a pas le droit de mettre la main sur les revenus de l'autre; il existe donc une distinction à faire entre la terre, les autres moyens de production et les produits qui sont obtenus sur leur base.

Sur le problème que nous débattons, ni Marx ni Engels n'ont, bien sûr, rien dit de concret, ils n'ont formulé que le principe fondamental que nous avons appliqué du début à la fin. En outre, Marx a défini également les étapes de la révolution, mais cela, nos économistes semblent l'oublier. Au début nous avons même distribué la terre aux paysans, et nous devions absolument le faire, compte tenu des condi-

tions historiques concrètes et de la psychologie de notre paysannerie, de ses aspirations séculaires à la terre. Nous avons donc réalisé la réforme agraire au lendemain de la Libération, en distribuant une partie des terres à notre paysannerie. Or, si l'on raisonne comme ces économistes-là, nous aurions commis une erreur en agissant de la sorte. En réalité, si nous n'avions pas accompli la réforme agraire, nous aurions commis une très grave erreur de principe, car nous aurions brûlé une étape nécessaire et créé une préoccupation politique extrêmement sérieuse, qui aurait mis en péril toute la construction socialiste du pays. En ce qui concerne la réforme agraire, nous avons, là aussi, agi selon les enseignements de Marx, qui, soulignant l'importance de cette réforme, nous apprend que réaliser une réforme agraire signifie enlever la terre aux gros propriétaires fonciers et la distribuer aux paysans qui la travaillent, puis, par la suite, créer aussi le secteur d'Etat de l'agriculture, ce que nous n'avons pas manqué de faire en mettant sur pied les entreprises agricoles d'Etat.

Après la distribution des terres, nous sommes passés à l'étape suivante, celle de la collectivisation; là aussi, nous avons agi suivant les préceptes de Marx, qui explique ce problème sur le plan théorique, et ceux de Lénine, qui nous a appris plus tard comment le résoudre à la fois théoriquement et pratiquement. A ce sujet, Staline, lors d'une entrevue* que j'ai eue avec lui, nous a conseillé d'avancer dans la voie de la collectivisation à pas mesurés et non au pas de course. Pourquoi nous a-t-il donné ce conseil? Parce que la collectivisation comporte d'importantes questions politiques et économiques et nous ne devions donc pas aller trop vite ni brûler les étapes. Si nous avions fait nôtres les idées de ces économistes, il nous aurait fallu tout collectiviser dès

* Voir Enver Hoxha, *Avec Staline*, 2e éd. fr., pp. 101-102, 217-223, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

le début et d'un seul coup au lieu de le faire progressivement. Mais si nous l'avions fait, nous aurions certainement échoué, ce qui aurait mis en cause l'existence même de notre Etat socialiste, de l'Etat de dictature du prolétariat. C'est pour cette raison que nous avons commencé la collectivisation par étapes en l'étendant au fur et à mesure à tout le pays.

Poursuivant dans cette voie, nous sommes passés de la grande propriété foncière à la distribution, à travers la réforme agraire, de la terre aux paysans. Nous n'avons pas promulgué la nationalisation du sol, car notre paysannerie n'aurait pu la comprendre comme il se devait à l'époque; en effet, le sentiment petit-bourgeois de la propriété privée était encore profondément ancré chez nos paysans d'alors. Mais nous avons promulgué quelques lois qui interdisaient aux paysans d'aliéner leur terre, c'est-à-dire qu'ils n'avaient le droit ni de la vendre, ni de l'échanger, ni de la laisser en héritage. Nous n'avons donc pas proclamé de jure la nationalisation des terres, mais, en fait, à travers les mesures mêmes adoptées graduellement, nous l'avons pratiquement nationalisée. Sur cette base, nous avons entamé la collectivisation, en mettant en œuvre une nouvelle forme d'organisation, dont nous a doté le léninisme, les coopératives agricoles, le socialisme dans les campagnes, à travers lesquelles nous avons socialisé le travail et les moyens de production. En créant les coopératives agricoles nous avons suivi fidèlement la voie tracée par Marx et Lénine. Avec l'achèvement de la collectivisation, nous en sommes arrivés à l'idée de Marx, selon laquelle la propriété sociale s'étend à la terre, nous avons donc socialisé de jure la terre, et l'avons ainsi nationalisée.

La propriété des coopératives agricoles de type supérieur n'est pas propriété d'Etat, mais propriété socialiste de groupe. C'est là l'essence de la question. C'est justement en cela que se trompent ces économistes quand ils affir-

ment que dans le cas concret de la conversion des coopératives en entreprises agricoles il s'agit d'une transformation dans le cadre du même type de propriété. A les en croire, la propriété d'Etat et la propriété coopérative seraient une seule et même chose et seule son enseigne distinguerait une coopérative d'une entreprise agricole. En fait il en est tout autrement. La propriété coopérative est une forme transitoire par laquelle il faut nécessairement passer pour aboutir à la propriété du peuple entier. Nous ne devons jamais oublier cette réalité. Mais voilà qu'ils l'oublient et fournissent une explication dogmatique des connaissances qu'ils ont acquises dans leurs lectures, sans tenir compte de la pratique, de la réalité.

Nous avons créé les coopératives agricoles de type supérieur en tant que nouveau stade, plus avancé, dans la voie du développement de l'ordre coopératif et de la conversion des coopératives en entreprises agricoles. Selon ces économistes, nous aurions pu passer aux entreprises agricoles sans nécessairement passer par les coopératives de type supérieur! (A ne pas confondre avec les quelques cas particuliers où nous sommes passés directement des simples coopératives aux entreprises agricoles). Mais, en règle générale, nous ne pouvions agir comme ils le suggéraient. Le Parti n'a donc pas commis cette erreur-là, il a décidé, après une longue réflexion, de créer une quarantaine de coopératives de type supérieur. La pratique a démontré que la plupart d'entre elles ont bien marché, certaines ont avancé lentement, mais nous devons en mettre sur pied d'autres encore. Il apparaît donc nécessaire de progresser graduellement, car nous aurons, en chemin, de difficiles problèmes politiques et économiques à résoudre. C'est là la raison qui nous fait maintenant longuement réfléchir avant d'en transformer, au moins au début, trois ou quatre d'entre elles en entreprises agricoles.

Nous nous en tiendrons donc, au début, à ces limites

et continuerons à consolider les autres coopératives de type supérieur de même que les coopératives de tout le pays afin de réunir les conditions requises pour la construction complète du socialisme chez nous. Ces conditions sont avant tout économiques et consistent dans l'intensification croissante de la production et la baisse du prix de revient des produits agro-pastoraux pour que nos coopérateurs se rendent compte de la justesse de la ligne du Parti sur la propriété sociale de la terre et des autres moyens de production et des avantages que son application leur apporte à eux et au peuple tout entier.

Comme vous le voyez, camarades, nous réfléchissons longtemps et profondément avant de convertir un certain nombre de coopératives de type supérieur en entreprises agricoles, alors que, au dire de ces économistes, il serait extrêmement facile de convertir toutes les coopératives en entreprises agricoles sans indemniser les coopérateurs, comme copropriétaires, même pas d'une partie des principaux moyens de production! Quand ils jugent aussi, ils ont sans doute à l'esprit un ou deux cas isolés où un paysan passe de sa coopérative à une entreprise agricole sans penser qu'il y laisse une vache ou d'autres moyens de production de la coopérative. Mais la question en principe n'est pas de la simplicité à laquelle ils la réduisent. S'il en était vraiment ainsi et que les paysans en soient arrivés à dire en masse aujourd'hui: «Nous n'avons que faire des vaches de la coopérative», le Parti n'aurait pas besoin de créer des coopératives de type supérieur. Nous ne pouvons fonder la ligne du Parti sur un, deux ou trois cas de ce genre, ni sur l'opinion de quelques centaines de paysans. Il s'agit ici des principes du marxisme, de toute une ligne politique de notre Parti.

A ce passage que nous sommes en train de réaliser avec circonspection et où nous prenons en considération à la fois l'aspect politique et l'aspect économique du problème, nous

préservons la propriété commune de la terre et des autres moyens de production. Par cette transformation, nous ne distribuons pas ces autres moyens de production, mais les convertissons en propriété d'Etat. Nous considérons, comme il faut les considérer d'ailleurs, les vaches, les moutons, les vignobles, les vergers, les étables, etc., comme des moyens de production, et nous ne les distribuons pas aux paysans, ce qui porterait atteinte à la propriété commune; mais au contraire nous portons la propriété commune de groupe à un niveau supérieur, celui de propriété du peuple entier.

Ces moyens de production restent donc propriété sociale. Il s'agit maintenant de savoir ce que nous allons rembourser aux paysans et ce que nous n'allons pas leur rembourser. Marx ne dit rien à ce sujet et il ne pouvait le dire. Cela dépend des conditions de chaque pays et de ce qu'il apparaît opportun de rembourser aux paysans. Est-ce que nos paysans demanderaient à être dédommagés des frais de construction des étables? Nous estimons que non, mais alors que devons-nous faire? Ne pas les en dédommager, disons-nous. Nous sommes sûrs que nos paysans ne demandent pas à être indemnisés des vignobles ou des moyens de transport. Qu'est-ce que nos paysans voudront donc se faire payer? A coup sûr, les vaches et les moutons de leur coopérative, sinon ils diraient: «Voilà, on nous les a enlevés» (Quant au bétail de leur parcelle individuelle, il va de soi qu'il faut les en indemniser).

Une autre question qui se pose est celle de savoir comment nous allons dédommager nos paysans, d'un seul versement ou en leur promettant de «les rembourser progressivement, pas en un ou deux ans, mais en plusieurs années et compte tenu de notre situation». Cette attitude n'est pas contraire aux principes. Marx ne dit nulle part dans ses œuvres ce qu'il faut nationaliser et exproprier, mais il nous a donné une explication: la propriété sociale comprend la terre et les autres moyens de production, alors

que la propriété individuelle porte sur les biens de consommation. Marx ne précise pas, et il ne le pouvait pas, si, au moment où cette transformation serait opérée, elle le serait par indemnisation ou non. Chez nous, subsistent des survivances des régimes passés et du système bourgeois de jadis qui existeront encore pendant un certain temps. Ainsi, par exemple, quand nous faisons démolir un certain nombre de maisons conformément au schéma directeur de réaménagement de nos villes nous dédommageons leurs propriétaires suivant les estimations du comité exécutif du quartier. Nous agissons ainsi parce que notre intérêt économique nous le commande. C'est d'autant plus justifié quand il s'agit de nos paysans chez lesquels la psychologie petite-bourgeoise de la propriété privée est encore présente. Si nous devons, certes, combattre cette psychologie, il nous faut le faire non pas à coups de mesures légales et administratives, mais en persuadant les paysans que cela contribuera à améliorer leur vie, à accroître la quantité de leurs produits et de leurs revenus, etc. C'est pourquoi, dans le cas de la conversion d'une coopérative en entreprises agricoles également, nous disons aux paysans que pour leur permettre d'acquérir les objets de consommation qui leur sont nécessaires nous leur verserons à titre d'ouvrier un salaire représentant une somme plus élevée que celle qu'ils touchent actuellement, et en plus tant d'argent chaque année pour les vaches et autres biens de leur coopérative dont les membres, à notre jugement, devront être dédommagés.

Cela, Marx ne nous a pas interdit de le faire, au contraire, nous sommes dans sa voie, nous ne violons aucun principe. Les économistes qui n'acceptent pas l'indemnisation des paysans, interprètent mal la pensée de Marx en ce qu'ils identifient la propriété d'Etat et la propriété coopérative et prétendent que l'on se trouverait en présence d'une transformation mécanique dans le cadre de la même propriété. Ces économistes veulent donc que nous brûlions

les étapes, c'est-à-dire que nous n'indemnisions pas du tout les coopérateurs. Ils ne comprennent pas que si nous ne les indemnisons pas, nous laisserons entendre aux autres que nous leur prendrons tous les biens communs sans indemnité et que de ce fait ils auraient intérêt à exiger une augmentation de leur rémunération par journée-travail aux dépends du fonds d'accumulation. Aussi, quand nous convoquons les spécialistes en cette matière, ils doivent nous fournir des appréciations justes et précises, fondées sur une interprétation dialectique des enseignements du marxisme-léninisme, car, dans le cas concret qui nous intéresse, la propriété de groupe ne s'identifie pas à la propriété du peuple entier, il ne s'agit pas ici d'un simple changement d'appellation, mais d'un processus historique de développement et de progrès matériel, social, psychologique, etc.

Le Parti a recommandé un statut type des coopératives agricoles que les coopérateurs ont accepté. Ce statut a, pour ces coopératives, force de loi. Il régit leur fonctionnement, alors que les entreprises agricoles fonctionnent conformément à la loi afférente. Cette distinction entre coopératives et entreprises d'Etat n'est donc pas formelle. De ce point de vue également, ces économistes montrent, par leurs jugements, qu'ils ne sont pas, me semble-t-il, aussi liés à la pratique qu'il le faut.

De la science, t. 2

LA POLOGNE NE PEUT ÊTRE SAUVÉE QUE PAR SA CLASSE OUVRIÈRE

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

13 février 1981

La situation en Pologne continue de se compliquer et de se détériorer. Les grèves incessantes ont provoqué la ruine de l'économie, ruine qui se trouve au bord de l'abîme. La vie sociale se dégrade jour après jour. Partout régnent la confusion, l'anarchie et le désarroi. Sous la pression et les menaces de «Solidarnosc», le parti et le gouvernement polonais sont obligés de faire concessions sur concessions et de céder sur beaucoup de leurs positions.

Toutes les mesures qui ont été prises et les compromis auxquels on a abouti, loin de mener à une stabilisation de la situation, l'ont encore aggravée. C'est «Solidarnosc» qui fait la loi dans le pays. Le but qu'il s'est fixé apparaît toujours plus clairement: mettre graduellement la main sur le pouvoir, faire sortir la Pologne du Pacte de Varsovie, la pousser vers l'Occident. C'est à cette stratégie qu'obéit chacun de ses actes. «Solidarnosc», qui se pose en syndicat ouvrier, est en fait un mouvement foncièrement réactionnaire. Il a derrière lui l'Eglise catholique polonaise et le Vatican, qui le dirigent et guident son action. Mais outre l'Eglise catholique polonaise et le Vatican qui sont représentés par le clan de Lech Walesa, la direction de cette organisation comprend aussi «le Club de l'intelligentsia catholique», KOR, un groupe de représentants de la réaction intérieure et de la réaction extérieure capitaliste mondiale,

le parti nationaliste, «la Confédération de la Pologne indépendante» et quelque autre groupement de ce genre.

Ce sont précisément ces forces et courants politiques réactionnaires qui maintiennent actuellement sous leurs griffes la classe ouvrière polonaise et la manipulent à leurs fins politiques.

Pour le moment, ces courants sont unis et en alliance contre le Parti ouvrier unifié polonais, qui est divisé en divers groupements et fractions, prosoviétiques et antisoviétiques, nationalistes et chauvins, réformistes et cléricaux. Ce parti est de fond en comble antimarxiste et contre-révolutionnaire. La politique et l'idéologie sur lesquelles il se guide l'ont discrédité aux yeux des masses, elles l'ont rendu incapable d'exercer son influence et d'imposer sa volonté. C'est l'Eglise catholique toute puissante, avec son pouvoir spirituel et idéologique, qui domine dans toute la vie du peuple polonais. A travers les nouveaux pans qui sont au pouvoir en Pologne, elle dirige de façon camouflée le pouvoir non seulement spirituel mais aussi temporel. Maintenant, avec «Solidarnosc», l'Eglise catholique lutte pour prendre complètement en main la gestion de l'Etat.

L'Eglise polonaise, le Vatican et l'Europe occidentale suivent la tactique consistant à «ménager la chèvre et le chou». Ce qu'ils conseillent, c'est d'avancer à petits pas et de consolider les positions acquises, en ayant soin d'éviter l'intervention soviétique, utiliser les «21 points» comme plate-forme économique juste pour tromper la classe ouvrière, mais de les convertir en des actions politiques, pour saper depuis ses fondements le système révisionniste et le parti pseudo-communiste. Puis de passer de la ville à la campagne, au «Solidarnosc rural», de rassembler et d'organiser politiquement les propriétaires terriens qui ont toujours entravé la collectivisation et sont restés la principale base de l'Eglise polonaise et des vieilles traditions chauvines.

Mais à l'intérieur de «Solidarnosc» il y a aussi les

ultra qui veulent renverser l'«Ostpolitik» franco-allemande, surtout la politique de «détente» des puissances occidentales européennes envers l'Union soviétique. Les *ultra* sont pour la tactique de la marche rapide et des coups forts, même s'ils peuvent entraîner l'intervention soviétique et la confrontation armée. Ils font la politique américaine qui vise au conflit armé dans le pays, ce qui mènerait à la liquidation de la tactique de l'«Ostpolitik» franco-allemande. Ce serait une manière d'agir qui affaiblirait la France et l'Allemagne et leur ferait regagner le camp des dociles, sous la menace du danger de l'impérialisme soviétique.

Telles sont la stratégie et les tactiques de la réaction intérieure polonaise et de la réaction internationale. C'est de cette stratégie et de ces tactiques que s'inspirent les objectifs de la contre-révolution qui a lieu en Pologne, dans une situation et sous un pouvoir contre-révolutionnaire.

Actuellement, le pouvoir révisionniste est la cible de coups qui lui viennent de toutes parts et il ne sait quel chemin prendre pour se sauver. La classe ouvrière, sans parler des campagnes où elle avait de puissantes bases, est manipulée par la réaction cléricale. Le parti et le pouvoir, qui ont perdu de l'autorité et de l'influence qu'ils avaient, sont obligés de céder du terrain et de reconnaître l'Eglise comme arbitre dans le conflit. Pratiquement, ils ont mis leurs espoirs à la merci de Wyszynski.

Mais le pouvoir révisionniste polonais doit «ménager la chèvre et le chou». Il doit se montrer très précautionneux envers son allié soviétique et être très attentif à ses exigences rigoureuses. Dans le même temps, il doit tenir compte des revendications des pans au pouvoir, des hommes de l'administration, des appareils du parti, de l'économie et de l'armée, qui tiennent eux aussi à préserver leurs privilèges.

Cette situation a provoqué le chaos et la confusion dans les rangs du parti et du pouvoir. Désormais ceux-ci n'agissent plus en institutions centralisées. Leur base écoute

plus ce que disent «Solidarnosc» et l'épiscopat polonais que les directives du Comité central et les ordres du gouvernement. La direction révisionniste parle de «renouveau», mais elle n'a aucun programme d'action pour tirer le pays de la crise et ne sait avec qui elle doit s'unir et de qui se séparer. Les premiers ministres qui se succèdent n'apportent aucun changement. Le renouveau est resté un slogan creux.

Mais la direction polonaise n'est pas seule à être vraiment dans l'embarras. Le Kremlin et ses alliés du Pacte de Varsovie se trouvent aussi dans les mêmes draps. Permettre à la Pologne de glisser dans le camp occidental, cela voudrait dire mettre en cause l'alliance soviétique avec les pays de l'Est et son influence dans ces pays, mettre en cause les voies vitales de l'armée soviétique en Europe et l'actuelle stratégie soviétique fondée sur la puissance de l'attaque militaire. Techniquement, le social-impérialisme soviétique n'aurait pas de mal à établir l'«ordre» en Pologne au moyen de l'intervention militaire. Mais cela mettrait en péril les relations commerciales Est-Ouest, ferait perdre à l'Union soviétique et à ses satellites les milliards de dollars qu'ils ont reçus et reçoivent des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe occidentale, cela compromettrait la «détente» et entraînerait la liquidation de l'«Ostpolitik» franco-allemande, que le Kremlin cherche à exploiter dans sa rivalité avec l'impérialisme américain.

C'est ce qui explique la propagande sévère et les comportements «durs» des organes de la presse soviétique contre les forces qu'elle qualifie d'«antisoviétiques», d'«antisocialistes», etc. Le Kremlin défend ouvertement et avec obstination son clan polonais en Pologne, il use de pressions et de menaces à son encontre, tient en état d'alerte ses forces d'attaque et, pour se montrer «tranquille», feint d'accepter les retraits de la direction polonaise. Pour le moment, l'Union soviétique désire liquider la subversion par la subversion. Mais lorsque tout espoir d'une solution de

l'intérieur s'évanouira, il ne lui restera que deux voies, soit intervenir militairement et «stabiliser» la situation par la violence, soit accepter la défaite totale, c'est-à-dire la désagrégation du pacte de Varsovie et du Comecon. Mais le social-impérialisme soviétique ne saurait admettre cette défaite totale. C'est là un fait que ni Kania, Wyszynski ou Lech Walesa, ni Bonn et Paris n'ignorent.

Actuellement, il n'y a en Pologne aucune force politique organisée en mesure d'assumer la direction et la responsabilité de l'effort nécessaire pour sortir le pays du chaos et de l'anarchie, des dangers qui menacent sa liberté, son indépendance et son avenir. Si le peuple polonais, la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse, l'intelligentsia progressiste, les vrais patriotes ne comprennent pas la situation fâcheuse dans laquelle les ont entraînés les différents courants réactionnaires capitalistes, cléricaux et révisionnistes, ils tomberont de Charybde en Scylla. L'absence d'un parti communiste marxiste-léniniste est et demeure le plus grand handicap de la classe ouvrière polonaise. Sans un parti communiste marxiste-léniniste, elle ne peut trouver sa voie vers la révolution. La classe ouvrière restera toujours divisée, et, de ce fait, manipulée, dans leurs propres intérêts, par les partis bourgeois capitalistes et révisionnistes. Une classe ouvrière politiquement divisée, dépourvue d'un parti communiste marxiste-léniniste, sera toujours un jouet entre les mains de ces partis et fera le jeu de la réaction et des réformistes. A l'époque actuelle, la révolution et tout changement positif et progressiste au profit du peuple et des classes opprimées ne sauraient être accomplis sans la direction d'un parti communiste marxiste-léniniste, révolutionnaire.

Le Parti du Travail d'Albanie, à travers son organe, le «Zëri i Popullit» a exprimé de façon explicite et politiquement compréhensible son point de vue sur les événements survenus en Pologne naguère comme aujourd'hui. Il

a condamné le régime de Gomulka, de Gierek et maintenant celui de Kania, lesquels, par la voie révisionniste et capitaliste qu'ils ont embrassée, sont responsables de la situation en Pologne et des dangers qu'elle constitue pour les autres. Notre Parti a condamné et dénoncé les révisionnistes soviétiques et leurs satellites, leur politique et leurs menées contre-révolutionnaires, il a condamné et dénoncé l'impérialisme américain, les Etats néo-colonialistes et leurs visées, il a puissamment appuyé le mouvement de libération des peuples et les révolutions prolétariennes.

Notre Parti a soutenu constamment les revendications économiques et politiques de la classe ouvrière de chaque pays capitaliste et révisionniste. Mais il a considéré et considère tout mouvement de la classe ouvrière dans une optique de classe, dans l'optique du marxisme-léninisme, dans une optique politique. Il ne se laisse pas berner par les slogans, mais analyse attentivement dans l'intérêt de qui sont les orientations du mouvement en cours, la voie dans laquelle s'engagent les revendications, les grèves ou l'insurrection. C'est dans cette optique que notre parti considère les grèves en Pologne, qu'il les analyse et en tire les conclusions qui s'imposent. Les grèves actuelles en Pologne ne favorisent pas le développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, elles ne favorisent pas son émancipation politique et idéologique, l'organisation révolutionnaire des travailleurs, l'élévation de leur conscience révolutionnaire. Ces grèves ne portent pas de l'eau au moulin de la révolution. Au contraire, elles contribuent à l'accomplissement de la contre-révolution au sein de la contre-révolution. Ce ne sont pas les révolutionnaires polonais qui sont à la tête des grèves, mais les représentants de la réaction, les amis et les alliés du Vatican et de l'impérialisme mondial. S'ils incitent les ouvriers à se mettre en grève, c'est pour réaliser leurs propres visées contre-révolutionnaires, sur le plan aussi bien intérieur qu'extérieur, ils

veulent remplacer un régime d'oppression et d'exploitation par un autre régime non moins féroce et hostile aux ouvriers et au peuple polonais.

Tout en étant pour les grèves politiques et économiques, pour les insurrections populaires et la révolution, les marxistes-léninistes n'appuient ni les alliances réactionnaires ni les tendances contre-révolutionnaires quand elles se manifestent dans leurs rangs. Au contraire, ils soutiennent l'esprit révolutionnaire, les alliances progressistes et révolutionnaires. Tout mouvement gréviste ne soutient pas forcément et en toute situation les intérêts de la classe ouvrière. Mais si le peuple et la classe ouvrière participent à ces mouvements, cela signifie qu'il y existe quelque élément positif, dont il faut se saisir pour rendre ces mouvements entièrement positifs dans l'intérêt du peuple, de la classe et de la révolution.

Les prises de position et les jugements de notre Parti sur les événements de Pologne, sur les grèves et les revendications de la classe ouvrière polonaise ont été conséquentes, marxistes-léninistes à chaque phase et à chaque étape de leur développement. Le PTA a constaté et mis en lumière les orientations politiques erronées des grèves, en dépit des tentatives de la réaction polonaise pour en dissimuler les véritables objectifs politiques, en les présentant comme des revendications purement économiques. Lech Walesa, l'homme du Vatican et du primat de Pologne, clamait, jurant à qui voulait l'entendre et le croire, qu'il n'était prétendument pas un homme politique, qu'il ne faisait pas de politique, que le «Solidarnosc» n'est pas un parti politique. Nombreux sont ceux qui se sont laissé berner et, en premier lieu, la classe ouvrière de Pologne.

Mais y a-t-il quand même une issue pour faire sortir le peuple et la classe ouvrière de Pologne de la situation catastrophique dans laquelle ils se trouvent, et dans l'affirmative, quelle est cette voie?

Pour nous, communistes albanais, cette voie est la voie de la révolution que nous indique Lénine, la voie de l'application de sa stratégie de la révolution et des tactiques révolutionnaires authentiques adaptées aux situations concrètes de chaque pays.

La classe ouvrière polonaise a montré une fois de plus sa grande vitalité. Elle a renversé Gomulka et Gierek. Elle peut et doit écraser aussi Kania et consorts, Lech Walesa et l'influence du Vatican, le joug des révisionnistes soviétiques et du capitalisme mondial, américain en tête.

La Pologne de la révolution n'est pas morte et ne mourra pas, elle s'est simplement égarée. On l'a engagée et continue de l'engager sur des sentiers dangereux. La Pologne doit trouver la juste voie, la voie de la révolution prolétarienne, guidée par l'idéologie marxiste-léniniste.

La classe ouvrière polonaise aux éminentes traditions révolutionnaires doit créer de son sein un parti marxiste-léniniste nouveau, authentique, et après l'avoir créé, le mettre à l'épreuve et le tremper dans la lutte de classes pour la révolution. Le moment pour cela est venu, il n'admet ni lenteurs, ni atermoiements, ni tergiversations.

Seule la classe ouvrière peut sortir et sauver la Pologne de la crise profonde dans laquelle elle se débat. Cela, ni Kania, ni Walesa, ni les révisionnistes soviétiques, ni les impérialistes américains ne peuvent le faire. Les amis et les sympathisants du peuple polonais, de sa liberté et de son indépendance doivent lui parler ouvertement, franchement. C'est aussi la meilleure aide que l'on peut lui prêter, c'est la forme de soutien et de solidarité la plus parfaite qu'on peut lui témoigner. Plus vite la classe ouvrière polonaise s'affranchira des illusions et des mystifications, plus vite elle accomplira sa mission historique au service de sa patrie et de la révolution.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 13 février 1981

LA FORCE DU PATRIOTISME ALBANAIS

Article paru dans le journal «Bashkimi»

23 mars 1981

Ce mois-ci il y aura cent ans que fut publié pour la première fois dans la presse le célèbre poème de Pashko Vasa[1] «O Albanie, malheureuse Albanie», une des œuvres les plus belles et plus puissantes de la poésie albanaise.

Sa passion patriotique et son ardent esprit insurrectionnel ont inspiré des générations entières d'Albanais dans leurs luttes sans nombre pour la liberté et l'indépendance de la patrie, pour la défense de leur langue et de leur culture nationales, pour l'unité et le progrès de leur pays. Composé sous la forme d'une élégie et dans un style romantique mordant et puissant, ce poème constituait un manifeste politique d'une grande clarté adressé au peuple et à toute la nation albanaise à un des moments les plus difficiles du mouvement de libération albanaise alors que le Congrès de Berlin[2] avait décidé de démembrer les territoires albanais et que les ennemis de l'Albanie, déclarés et camouflés, étaient tous passés à l'attaque pour démanteler la Ligue de Prizren[3]. A ce moment-là, si critique pour les

1 Pashko Vasa (1825-1892), éminent militant de la Renaissance nationale albanaise, poète et publiciste patriote.

2 Il tint ses assises du 13 juin au 13 juillet 1878.

3 A la veille du Congrès de Berlin, qui devait revoir les

destinées du pays, Pashko Vasa se rendit compte que l'union du peuple constituait l'unique force et l'unique moyen permettant d'affronter la situation créée et de faire avancer la cause albanaise. Il sut faire une synthèse juste et précise de la réalité albanaise de l'époque et indiquer, sous une forme poétique accomplie, que «la religion des Albanais» était surtout et avant tout «l'amour de l'Albanie». C'est justement à ce titre, avec l'esprit d'unité nationale qui l'animait et résumant les intérêts suprêmes de la patrie, centré sur l'idée de résistance à outrance face aux ennemis et exprimant la confiance dans l'avenir du peuple albanais, que ce poème devint un drapeau de combat face aux divisions religieuses, au démembrement du pays et à la soumission aux étrangers.

Nous rendons aujourd'hui hommage à Pashko Vasa, à son œuvre politique et littéraire, car elle se situe, tout comme la contribution de tous les autres éminents promoteurs de notre Renaissance nationale, aux fondements de l'Albanie libre et indépendante.

L'Albanie socialiste va de l'avant et se développe, son nom est respecté dans le monde, ses fils rehaussent et font prospérer toujours plus leur patrie. Si elle vit ces jours heureux, c'est grâce aux luttes sanglantes qu'elle a menées, aux grands sacrifices qu'elle a consentis et aux efforts qu'elle a déployés avec abnégation dans les siècles. Elle a dû se battre avec de nombreux ennemis, puissants et diaboliques, qui ont cherché par tous les moyens à liquider la nation albanaise, à effacer son nom de la face du globe. Leur arsenal comprenait aussi la religion, les particularismes

---

dispositions du Traité de San-Stefano, le 10 juin 1878, dans la ville de Prizren les délégués de toutes les régions d'Albanie décidèrent la création d'une union politique et militaire, qui prit le nom de «Ligue albanaise de Prizren» et lutta pour l'autogouvernement, l'union nationale et la défense de l'intégrité territoriale de l'Albanie, menacée par les visées chauvines des Etats voisins.

régionaux et les esprits de clocher. S'efforçant d'identifier la religion à la nation, ils visaient non seulement à asservir spirituellement notre peuple, mais encore à l'assimiler, à anéantir sa langue et ses traditions, à perpétuer leur domination et leur oppression.

A cette campagne exterminatrice de nos ennemis, les promoteurs de notre Renaissance nationale opposèrent leur ardent patriotisme et combattirent avec héroïsme dans des conditions extrêmement dures et complexes pour montrer qu'il n'y a aucun lien entre la religion et la nation, que les Albanais existent en tant que tels par leur langue et leur culture, par leur glorieuse histoire, par leur sol où sont nés et morts leurs ancêtres, par leurs richesses spirituelles originales.

C'est cette juste conception de la nation, le refus de considérer la religion comme un trait national et la dénonciation des spéculations des ennemis sur cette question, qui devinrent un des facteurs les plus actifs et dynamiques de leur lutte pour la liberté et l'indépendance de la patrie.

Il en a été ainsi du temps des promoteurs de notre Renaissance nationale, il en est de même aujourd'hui. La religion n'a jamais été ni ne peut être à l'origine de la formation d'une nation. Le peuple italien, par exemple, est de religion catholique, mais sa nation est italienne. Ou encore le peuple iranien est de confession musulmane, mais sa nation est iranienne. Qu'un peuple soit ou non croyant, cela n'a aucun rapport avec la nation qu'il constitue.

Les nations ne peuvent être formées ni par des facteurs subjectifs, ni à coups de décrets, ni par le bon vouloir des gouvernements. Elles sont le résultat de longs processus historiques. La nation albanaise a été formée et défendue grâce à la persévérance, au sang et au labeur de ses meilleurs fils qui ont tout mis en œuvre et sacrifié leur vie à cette fin. C'est pourquoi toute tentative pour nier, ignorer ou remplacer la nationalité albanaise par l'appartenance à

telle ou telle religion s'est toujours heurtée à l'opposition de tous les Albanais. Même quand leurs ennemis se sont efforcés de les exiler et de les éparpiller à l'étranger, les Albanais ont conservé, inextinguibles, leur identité et leur fierté nationales, leur amour de la langue maternelle et de la patrie.

Le patriotisme albanais a été, par le passé, une grande force spirituelle et les éminentes personnalités du pays y ont toujours fait appel pour faire défendre avec courage les droits inaliénables de leur nation. Il reste toujours une barrière infranchissable face aux visées malveillantes de nos ennemis, à leurs machinations et menées diaboliques antialbanaises.

Publié d'après le journal «Bashkimi», 23 mars 1981

POURQUOI A-T-ON RECOURU À LA VIOLENCE POLICIÈRE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE?

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

8 avril 1981

La presse et la radiotélévision yougoslaves ont monté une campagne de désinformation extrêmement intense sur les causes qui ont poussé les étudiants et les travailleurs kosoviens à manifester dans la rue. Ce qui frappe immédiatement dans les discours des dirigeants et les articles interminables qui remplissent les pages des journaux yougoslaves, surtout de ceux de Belgrade, c'est le ton chauvin marqué et le manque total de toute analyse réaliste et de toute prise de position objective à propos des événements tragiques de Kosove. Non seulement les ombres rankovitchiennes, mais aussi les anciens esprits des Karageorgević se raniment. Ils recourent maintenant à la matraque et aux chars pour étouffer la voix de la population albanaise en Yougoslavie, pour la frapper durement, pour la réprimer et la soumettre.

Mais, indépendamment de ce qui se dit et s'écrit en Yougoslavie, les véritables causes des manifestations en Kosove, leur contenu, les revendications qui y ont été présentées, ne sauraient être masqués par la phraséologie fallacieuse et tapageuse dont usent les états-majors de Bel-

grade. Toute personne objective, tout observateur impartial constate et comprend aussitôt que les récents événements de Kosove ont pour fondements le grand retard de cette région, la pauvreté et la misère de sa population, ainsi que le fait qu'elle est privée des libertés démocratiques et des droits politiques. Ces manifestations sont l'explosion d'une situation intolérable qui dure depuis des dizaines d'années, elles sont dues à un nouvel assombrissement de la perspective de sortir de cette situation.

Selon les données de la presse yougoslave, le revenu national par habitant en Kosove est 6 fois plus bas qu'en Slovénie, environ 5 fois plus bas qu'en Croatie et 3,5 fois qu'en Serbie. Ces dernières années, le taux d'accroissement de la production industrielle en Kosove a été de 4 à 5 fois inférieur à celui de la Serbie. Le niveau de chômage est 20 fois plus élevé qu'en Slovénie et 2,5 fois plus qu'en Serbie. Le nombre des travailleurs émigrés de Kosove ou de Yougoslavie dépasse 110 000, outre 70 000 personnes, pour la plupart ouvriers qualifiés, qui sont sans travail en Kosove.

Les dirigeants yougoslaves et de Kosove eux-mêmes connaissent ces faits et les admettent. Dans un discours prononcé à Prishtina, V. Gjuranović, président du Conseil exécutif de Yougoslavie a dit: «Le développement de la Kosove marque le pas... Il est évident que la politique de développement accéléré de la réligion ne se réalise pas dans les proportions prévues par le plan. Au contraire, la différence entre la Kosove et les autres régions du pays s'accentue... Les investissements économiques en Kosove sont de 43 pour cent inférieurs à la moyenne de la Yougoslavie».

M. Bakalli, président de la présidence de la L.C. de Kosove, dans le discours qu'il a prononcé à la 15e réunion du C.C. de la L.C.Y. (décembre 1980) a dit: «L'objectif fixé consistant à réduire les différences entre le niveau de développement de la Kosove et la moyenne du pays n'a pas été atteint. Au contraire, ces différences se sont encore

accentuées... De la sorte, au lieu d'être, comme prévu dans le plan, de 60 pour cent supérieur à celui du pays, le taux de croissance de la Kosove était de 46,9 pour cent en dessous de la moyenne du pays. Cette tendance à l'accroissement de ces différences, a-t-il dit, se poursuit depuis 1947 et jusqu'à ce jour. Ce processus d'accentuation des différences, dit M. Bakalli, a atteint un point critique».

Cette situation fait clairement comprendre pourquoi le peuple de Kosove est mécontent et pourquoi il a manifesté pour exprimer ce mécontentement de la manière qu'il a jugée la meilleure et sous la forme qu'il a trouvée la plus appropriée.

Qu'ont fait et qu'ont demandé les étudiants kosoviens sur lesquels Belgrade lance maintenant ses foudres? Les dirigeants yougoslaves, eux-mêmes et les communiqués de presse ont admis publiquement et officiellement qu'au cours des manifestations du 11 mars à Prishtina les étudiants ont exprimé leur mécontentement au sujet de la situation économique, des mauvaises conditions de vie, de la discrimination dont ils sont l'objet par rapport aux autres étudiants dans les universités yougoslaves. Ce mécontentement est souvent évoqué dans la presse yougoslave, et les étudiants l'ont exprimé à plusieurs reprises devant les autorités aussi bien locales que centrales. De même, les travailleurs de Kosove ont souvent parlé du retard de leur région et ont fait ressortir la nécessité d'adopter des mesures urgentes pour le développement du pays. Mais personne n'a prêté l'oreille à ces justes et essentielles revendications. L'indifférentisme a tout recouvert et le peuple a été abandonné à son sort. Si on lui avait témoigné quelque intérêt, la Kosove, avec ses ressources minières immenses, ses plaines fertiles, ses hommes vaillants et laborieux, ne serait pas dans l'état où elle est. Certes, ces richesses sont exploitées. On extrait des millions de tonnes de charbon, les centrales thermiques produisent des milliards de kilowats d'énergie

électrique, le plomb est fondu à flots à Trepca, le chrome, le nickel, la magnésite s'amassent en montagnes, le blé de Kosove remplit des chaînes interminables de wagons et le bétail de choix de Kosove est envoyé dans tous les marchés d'Europe. Pourquoi alors la Kosove marque-t-elle le pas? Ce sont là les questions que les étudiants et le peuple de Kosove ont posées à la direction yougoslave et auxquelles il a été répondu par des balles.

Les dirigeants yougoslaves disent qu'en Yougoslavie les nations et les nationalités, les travailleurs et les diverses collectivités pratiquent l'autogestion, qu'ils décident eux-mêmes du développement économique des entreprises, des villages, des villes, des républiques, etc. Nous ne voulons pas entrer ici dans une polémique idéologique sur leurs théories et leurs pratiques, mais nous voudrions poser une simple question: dans ce prétendu pays socialiste et autogestionnaire qu'est la R.S.F.Y., le peuple et la jeunesse de Kosove ont-ils le droit, ont-ils la liberté, en vertu même des droits que leur reconnaît la Constitution yougoslave, de demander pourquoi les autres régions de Yougoslavie se développent, et non la Kosove? Il semble bien que quelqu'un en empêche le développement. et quant à savoir qui, cela c'est à la direction de la Fédération de le dire puisqu'elle a reconnu que la Kosove est potentiellement riche, mais effectivement pauvre.

Dans les discours de certains dirigeants kosoviens ainsi que dans les pages de plusieurs organes de presse il a été déclaré que les étudiants à Prishtina n'ont pas seulement protesté contre leur situation économique pénible, mais qu'ils ont revendiqué aussi plus de libertés et de droits démocratiques, l'octroi du statut de république fédérée à la Kosove. Sur ce problème aussi, la question se pose: en vertu de la prétendue démocratie autogestionnaire, les peuples de Yougoslavie ont-ils le droit de présenter de telles revendications?

Dans un discours qu'il a prononcé le 3 avril à propos des événements de Kosove, Dušan Dragosavać, secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y., a dit: «L'expérience a démontré que, chaque fois que nous avons négligé de saisir les moments qui se présentaient à nous comme étant historiques, nous avons toujours subi des torts». Ce «précieux» conseil qu'il donne, n'est pas seulement valable pour la direction de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, c'est aussi un rappel pour la République populaire socialiste d'Albanie. Ce n'est pas là une recommandation pour le seul peuple serbe, mais aussi pour le peuple albanais qui vit en Yougoslavie sur ses propres terres.

Mais nous tenons à souligner à cette occasion que la direction yougoslave n'a rien négligé, mais qu'elle n'a pas voulu regarder l'histoire comme il le fallait pour éviter que ne se répète l'amer passé.

Dans le même discours, Dušan Dragosavać dit: «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités, des républiques nationales et, dans le cadre de la République socialiste de Serbie, à la question des territoires autonomes». C'est ce que souligne aussi Dobrivoje Vidić, président de la République socialiste de Serbie, qui, après avoir craché tout son venin et sa rancœur sur la Kosove, dit: «Les territoires socialistes autonomes jouissent d'une indépendance et d'une égalité totales dans le cadre de la République socialiste de Serbie». Bref, «indépendance et égalité totales», mais sous l'aile de la Serbie!

Ces affirmations des dirigeants yougoslaves montrent que, même après la lutte de libération nationale des peuples de Yougoslavie, la vieille histoire n'a pas été oubliée: la Kosove est restée un «territoire autonome» de la République de Serbie, et la population albanaise, compacte, aussi bien du point de vue de la nationalité que du territoire, a été partagée entre trois républiques de la Fédération yougoslave. Comment cela s'explique? C'est à Dragosavać, à Vidić et

consorts qu'il appartient de l'expliquer idéologiquement, politiquement, géographiquement et économiquement. Une pareille analyse ferait apparaître combien peu fondées sont les affirmations de Dragosavać, lorsqu'il dit par exemple: «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités et des républiques nationales».

Après avoir prétendu qu'en Yougoslavie les problèmes des nationalités sont résolus correctement, le secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y. dit notamment: «Cependant, ce serait une illusion de croire que nous les avons résolus parfaitement et une fois pour toutes, et qu'il n'y aurait plus de problèmes entre les différentes nationalités». C'est clair. Il affirme qu'«ils n'ont pas résolu parfaitement et une fois pour toutes» ce problème si compliqué qu'est celui des nationalités. Il faut donc en conclure que les peuples qui composent la Yougoslavie doivent s'efforcer de faire en sorte que ces problèmes soient résolus parfaitement. Il appartient donc aux peuples de Yougoslavie de les résoudre, et de le faire de façon toujours plus parfaite dans la voie démocratique, dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Actuellement, la population albanaise qui vit en Kosove et qui y constitue la majorité écrasante, réclame, selon les normes constitutionnelles, et aussi en descendant dans la rue, que la région de Kosove soit affranchie de la tutelle de la Serbie, elle demande que lui soit reconnu le statut de république clans la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Quel crime le peuple de Kosove a-t-il commis en avançant cette revendication, qui fut ainsi qualifiée par la direction de la Fédération de Yougoslavie et par quelques principaux dirigeants du territoire de Kosove? Il n'en a commis aucun. Au contraire, il a avancé des revendications légitimes, qui ont été dédaignées, qualifiées d'hostiles, et c'est cela qui a conduit aux manifestations que l'on sait.

Il n'a jamais été permis à la population albanaise de Kosove et des autres régions de Yougoslavie de s'exprimer librement et de façon démocratique sur le statut que devaient se voir reconnaître les régions qu'elle habitait. D'autres ont décidé pour elle. Et lorsque, après maintes revendications pacifiques, elle a réclamé hautement, de façon **à** être entendue par les autres peuples frères de Yougoslavie, qu'il soit reconnu à la Kosove le statut de république dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, ceux qui avaient fait la sourde oreille n'ont pas hésité à recourir aux chars et à tirer sur les Albanais. Qui pis est, ils ont même accusé les vaillants étudiants kosoviens d'avoir agi comme des gangsters de Chicago et de s'être protégés derrière de petits enfants. Ces pratiques abjectes peuvent être le propre de n'importe qui, mais absolument pas des Albanais, qui se sont toujours battus et se battent l'épée à la main. Par ces assertions, la presse yougoslave démontre le contraire, et précisément que les manifestations étaient populaires et pacifiques. Ces assertions laissent aussi entendre que s'il n'y avait nas eu ces groupes d'écoliers, la police serbe aurait mitraillé la foule. Ces choses-là ne s'oublient pas facilement. Elles n'attestent pas la force, mais la faiblesse, elles ne montrent pas la maturité, mais le désarroi.

Pourquoi la direction de la Fédération n'étudie-t-elle pas dans la juste voie les demandes de reconnaissance du statut de république dans le cadre de la Fédération, pourquoi ne les considère-t-elle nas comme des revendications fondées sur la Constitution même de la R.S.F.Y., mais s'empresse-t-elle de les qualifier de revendications «hostiles, contre-révolutionnaires, qui rompent la stabilité, qui sapent la Yougoslavie»? Les Albanais de Kosove n'ont-ils pas tous les traits et les caractéristiques propres à une nation, ne vivent-ils pas sur un territoire compact, leur manque-t-il la langue, la culture et une constitution spirituelle com-

munes, ne sont-ils pas capables de se gouverner eux-mêmes, sans la tutelle d'autrui, sont-ils si peu nombreux qu'il ne vaille pas la peine d'élever leur territoire au rang de république, n'y a-t-il pas d'autres républiques fédérées en Yougoslavie, et la république que réclament les Albanais de Kosove constituerait-elle une exception?

Il faut juger les choses de façon objective et juste et non pas aller jusqu'à mettre en branle toutes les directions à tous les niveaux pour ranimer chez les peuples de Yougoslavie les sentiments de rancune et d'hostilité envers les Albanais, jusqu'à mobiliser toutes les forces pour frapper, injurier, battre, tuer, mutiler et emprisonner la plus belle des fleurs, la vaillante jeunesse albanaise de Kosove et des autres régions albanaises.

Il n'est pas à l'honneur ni dans l'intérêt de la Yougoslavie que la moitié de la police serbe et de la milice de Belgrade, armées jusqu'aux dents, déferle sur la Kosove, encercle ses villes avec des chars, remplisse son ciel d'avions et ses aérodromes de parachutistes.

Non, cela ne devait pas se produire. Nous condamnons sévèrement cette violence sans précédent en Kosove. Il faut en trouver les véritables responsables, mais ceux-ci ne sont pas en Kosove, ni en République populaire socialiste d'Albanie, comme on l'insinue et on le laisse sous-entendre. Il faut les chercher plus en profondeur, dans les raisons subjectives et objectives, dans la politique suivie par la direction yougoslave.

Les manifestations et les justes revendications des étudiants et du peuple albanais de Kosove ont été regardées et interprétées de façon erronée, elles ont été traitées avec hostilité et avec une brutalité extraordinaire. Nous pensons qu'il fallait traiter ces questions avec sang-froid et sagesse, en tenant surtout compte du fait que la population albanaise en Yougoslavie a toujours été victime d'injustices et que, dans l'histoire lointaine comme dans l'histoire ré-

cente, des forces chauvines se sont efforcées de se venger férocement sur elle.

A vouloir intimider un peuple en lui appliquant des épithètes monstrueuses et en envoyant contre lui des chars, comme on le fait avec les Albanais en Yougoslavie, on n'atteint aucun but. Avec les Albanais de Kosove, de Macédoine, du Monténégro et avec ceux qui ont émigré à cause de la misère et du chômage, il faut discuter posément, avec calme, avec pondération et sans préventions malveillantes. Ils doivent jouir de tous les droits et de l'égalité complète avec les autres peuples de la Fédération yougoslave.

Toute juste proposition ou revendication des Albanais vivant en Yougoslavie, mais qui déplaît aux directions fédérale et régionale et trouble leur tranquillité, est aussitôt qualifiée d'«hostile. inspirée du chauvinisme albanais, irrédentiste», etc. Ainsi, toute protestation contre les injustices qui leur ont été et qui leur sont faites, et elles ne sont ni petites ni rares, suscite les mêmes formules offensantes.

Que veut dire dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» qu'ils appliquent aux Albanais? Ce terme dérive, comme chacun sait, des mots nation, nationalité. Tout dictionnaire, petit ou grand, l'explique clairement. Mais dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» tend à amener ceux à qui ils l'appliquent à se soumettre à la grande nation, à cesser d'aimer leur pays, leur patrie et leur nation.

Lorsqu'on cherche à nier à une nation sa nationalité, sa souveraineté et tous les attributs qui en découlent, les mots de nation, de nationalité, que les Yougoslaves ont constamment à la bouche et qu'ils écrivent sur le papier, ne sont que démagogie. Cela provoque des frictions qui mènent aussi à des confrontations regrettables et dangereuses. Si l'on tente d'opprimer un peuple et de liquider ses traditions et ses aspirations nationales, on sera immanquablement confronté à une réaction d'autodéfense.

Il n'y a que le marxisme-léninisme et le socialisme

scientifique, la théorie de Marx, d'Engels, de Lénine, et de Staline, qui résolvent de façon juste les problèmes nationaux.

En République socialiste fédérative de Yougoslavie, on est allé jusqu'à créer, dans la république de Bosnie-Herzégovine, en Kosove et partout où vivent des Albanais, «une nationalité musulmane». On prétend que la «nationalité musulmane» serait spécifique à la Yougoslavie. Mais étonnamment, en Yougoslavie il n'y a ni «nationalité chrétienne orthodoxe» ni «nationalité catholique romaine». Quiconque voudrait des explications à ce propos n'a qu'à lire le mémoire que V. Čubrilović, ancien conseiller politique sous le régime monarchique, ancien ministre de la R.S.F.Y. et actuellement académicien de Yougoslavie, adressait en 1937 au gouvernement royal de Stoyadinović.

A la lecture de ce mémoire, on comprend encore mieux pourquoi toute action des Albanais de Kosove, pourtant conforme à la Constitution et aux lois de la Fédération, est aussitôt qualifiée de «chauvinisme albanais», pourquoi les gens sont si facilement traités d'«irrédentistes» pour être enfermés dans des prisons et des camps de concentration. Pour pouvoir accuser d'irrédentisme tout un peuple, toute une nation de plus de deux millions d'habitants, comme l'est la partie de la nation albanaise qui vit sur ses propres territoires en Yougoslavie, il faut ne pas être soi-même chauvin et avoir supprimé toutes les causes et les sources des injustices nationales, qui sont le fait des impérialistes et de l'ancienne féodalo-bourgeoisie balkanique. Si, après la lutte de libération nationale, on a appliqué, comme on le prétend, le principe de l'autodétermination des peuples, alors pourquoi devrait-il y avoir de l'irrédentisme?

Avant de parler d'un soi-disant irrédentisme, il faut expliquer l'histoire passée, le retard économique et culturel, le chômage massif et l'émigration forcée des Albanais, qui constitue l'émigration la plus nombreuse de Yougoslavie à l'étranger. On ne saurait expliquer la situation en

Kosove par la «crise mondiale», comme veulent le faire certains dirigeants yougoslaves, soi-disant théoriciens, de la Fédération et de Kosove.

Pour ce qui est du prétendu chauvinisme albanais, il faut dire que le caractère de l'Albanais et son histoire séculaire s'inscrivent en faux contre les accusations portées aux Albanais de Yougoslavie. Les Albanais n'ont jamais opprimé, ni exploité de peuples. Ils n'ont jamais attaqué ni démembré les terres des autres peuples. Les Albanais, par contre, ont connu ce sort. Aussi le chauvinisme doit-il être recherché et trouvé ailleurs et non pas chez les Albanais de Kosove ni chez les Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, qui constituent un peuple et une nation. Le chauvinisme est à rechercher justement chez ceux des dirigeants yougoslaves qui ont ordonné l'attaque avec des chars et des policiers serbes, qui ont tué, ensanglanté, torturé et emprisonné les étudiants, les ouvriers et les paysans albanais, les petits-fils et les petites-filles des héros de notre peuple, Isa Boletini, Bajram Curri, Abdyl et Naim Frashëri, Sulejman Vokshi, Ymer Prizreni, Azem et Shote Galica, Çerçiz Topulli et Selam Salaria, les frères et compagnons d'armes de Hajdar Dushi, Hysni Kapo, Miladin Popović, Emin Duraku et de milliers d'héroïques partisans albanais, monténégrins et macédoniens, qui ont combattu côte à côte, en frères, et ont versé leur sang en Yougoslavie pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination des peuples de Yougoslavie.

Demanderait-on, à Belgrade, que l'Albanais ne soit plus patriote? Non, l'Albanais ne cessera jamais de l'être. Il s'est toujours défendu avec héroïsme et a triomphé de ses ennemis, parce qu'il a toujours été dans son droit. Partout où il vit, travaille et combat, l'Albanais fait toujours preuve de maturité et de patience. Ne poussez pas le peuple albanais à bout, il est patient, mais quand l'Albanais prend feu, le silex même s'enflamme.

L'histoire séculaire des Albanais et celle de l'époque de la Lutte de libération nationale ont confirmé que notre peuple a versé le sang de ses fils et de ses filles pour venir aussi en aide aux peuples voisins frères. Il se caractérise par un esprit de sacrifice élevé et un profond sentiment internationaliste. Nous avons souhaité et nous souhaitons entretenir des relations de bon voisinage avec la Yougoslavie. Notre attitude reste inchangée. Si qui que ce soit, l'impérialisme ou le social-impérialisme, attaque la Yougoslavie, notre peuple, l'Albanie socialiste, combattront aux côtés des peuples de Yougoslavie. Cela, nous l'avons dit et nous le ferons.

Notre opinion publique et l'opinion internationale ne sauraient pactiser avec les actes barbares qui sont commis contre les Albanais de Yougoslavie. La direction yougoslave doit se montrer pondérée, étudier et résoudre judicieusement ses problèmes intérieurs et non pas abreuver les autres de leçons «sur la modération à observer, sur la solution pacifique des conflits et sur le respect des droits de l'homme et des peuples», etc.

Nous estimons qu'il convient d'apaiser les rancunes, et que cela incombe au premier chef aux dirigeants yougoslaves. Les questions concernant les Albanais qui vivent en Yougoslavie doivent être étudiées avec sang-froid, avec sagesse et dans un esprit de justice. Si l'on agit autrement, la plaie ne se cicatrisera pas, au contraire, le fossé s'approfondira. Nous ne voulons pas que cela se produise et nous sommes prêts à contribuer, en toute loyauté, de toutes nos forces, du cœur et de l'esprit, à préserver l'amitié avec les peuples frères de Yougoslavie, à préserver les rapports de bon voisinage établis, à venir en aide, comme par le passé, dans tous les domaines, à nos frères albanais, à développer les relations commerciales et les échanges culturels avec eux, comme nous le faisons d'ailleurs avec les autres peuples de Yougoslavie, conformément aux accords conclus con-

jointement entre la République populaire socialiste d'Albanie et la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

C'est ce qu'exige l'intérêt de nos deux Etats, c'est ce qu'exigent l'amitié et les relations de bon voisinage entre eux, sans aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'un l'autre.

L'Albanie ne s'est ingérée ni ne s'ingérera dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est là un principe de base de notre politique. Tout en exprimant nos points de vue sur les récents événements de Kosove, nous ne nous immisçons pas dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Mais nous élevons la voix, et nous avons le droit de le faire, lorsque nos frères sont l'objet d'injustices, lorsqu'on recourt contre eux à la violence et à la répression, lorsqu'on entend employer divers slogans, comme le chauvinisme albanais, l'irrédentisme, etc., pour discréditer la jeunesse et la population albanaises de Kosove. De même que la Yougoslavie et tout autre Etat ont le droit de défendre et de revendiquer les droits de leurs minorités nationales, nous avons nous-mêmes le droit de le faire pour les nôtres. Les traités comme le traité de Londres, le traité de Versailles et tout autre traité impérialiste, ne passent plus sur le dos du peuple albanais. Que cela soit clair pour tous, amis et ennemis, grands et petits, Etats impérialistes et révisionnistes, anticommunistes et pseudo-socialistes, ainsi que pour nos camarades et frères communistes et les hommes progressistes!

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 8 avril 1981

LE COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DOIT INFLUER SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET SUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES ACQUIS

Extraits d'une intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA[1]

6 mai 1981

Au début de la réunion, le camarade Enver Hoxha posa aux camarades du Comité de la science et de la technique quelques questions sur la réalisation des tâches fixées par le 8e plenum du CC du Parti. Il s'intéressa à l'organisation du Comité de la science et de la technique, à ses fonctions et à ses compétences, à ses rapports et à sa coopération avec l'Académie des sciences, l'Université et les autres institutions scientifiques du pays. Après avoir entendu les réponses et les interventions des camarades concernant la question inscrite à l'ordre du four, le camarade Enver Hoxha dit entre autres:

La science chez nous a connu un essor satisfaisant, mais je ne pense pas que pour juger cet essor il y ait lieu d'user de termes dithyrambiques. Nous avons jeté

1 Cette réunion analysa le rapport présenté par le Comité de la science et de la technique sur «Le travail accompli pour la qualification des cadres et les problèmes qui se posent dans ce domaine en vue d'appliquer les tâches fixées par le 8e plenum du CC du Parti».

les fondements du développement de plusieurs branches de la science et avons obtenu des succès; nous avons ouvert des horizons nouveaux aux sciences plus avancées et à leurs ramifications. Dans ces conditions, nous avons pour devoir de savoir diriger, d'employer nos forces matérielles, spirituelles et physiques non pas aveuglément et pour résoudre des problèmes occasionnels, mais en procédant méthodiquement et en utilisant nos capacités sourtout dans les branches de la science et de la technique qui fournissent une transformation positive plus considérable et qui, naturellement, exigent une haute technologie, des connaissances plus approfondies et des méthodes de travail plus avancées dans les études théoriques et dans leur application.

Parallèlement aux organes de l'administration d'Etat qui dirigent en fait les affaires, il existe aussi, au sommet comme à la base, des instituts d'études ainsi que d'autres organismes qui, dans leur travail de recherche et dans les sciences appliquées, suivent beaucoup de formes et de méthodes de travail dont certaines sont avancées (mais qui, malgré tout, sont arriérées par rapport aux méthodes modernes que nous devons parvenir à mettre en œuvre) et d'autres, artisanales et vieillies.

Ces différences de niveau dans la situation doivent être rendues publiques et connues. Chaque ministère, institution scientifique et entreprise doit non seulement en être au courant mais aussi prendre des mesures efficaces pour les éliminer avec détermination et suivant un plan.

D'où la nécessité pour le Comité de la science et de la technique que nous avons créé de connaître la situation, de définir des tâches et de donner des orientations en vue du développement des sciences et de l'application rigoureuse de leurs conquêtes dans la pratique.

L'activité de l'homme et la pratique sociale sont à la source de la science et de la technique. La technique

développe la science, et celle-ci elle-même modernise la technique. Elles sont étroitement liées entre elles. C'est là un processus dialectique que nous devons comprendre et qui doit nous guider.

Par les questions que j'ai posées, j'ai cherché à savoir comment on étudie chez nous l'expérience universelle, car désormais la science est devenue l'affaire de tous les pays et de tous les peuples du monde. Il ne s'agit pas des secrets de la technologie spéciale mais des sciences en général qui sont devenues une nécessité pour tous et dont chacun peut profiter si l'on en organise l'étude et l'application dans la pratique comme il convient. Et à cet égard des tâches considérables nous incombent.

Je pense qu'il existe chez nous des conceptions et des tendances qui ont longtemps subsisté aussi dans d'autres pays. La révolution technique et scientifique est en réalité un processus qui produit des transformations profondes dans la vie de la société et donne une impulsion au développement de l'économie et de la culture. C'est là à mon sens, sa signification et son objectif. Et cette conception de la révolution doit se matérialiser dans une planification et une méthode de travail précises. En ce domaine, on rencontre des conceptions naïves ou primitives qui ne distinguent pas bien les limites d'entre la science proprement dite et une petite amélioration technologique.

Nous avons besoin des deux, de la science pure et de l'amélioration technique, si peu importante soit elle. Toutefois, la science proprement dite n'est pas quelque chose de banal, elle est la synthèse hautement élaborée d'une longue expérience qui ouvre de vastes horizons au savoir et à son application actuelle et future.

C'est pourquoi les gens de chez nous, partout où ils travaillent et où ils luttent, doivent apprécier à sa juste valeur tant le travail scientifique proprement dit que

celui qui est fait pour appliquer les acquis de la science dans la pratique. L'application de la science commence par une expérimentation en laboratoire ou hors du laboratoire sur laquelle repose la production à grande échelle. Les expériences effectuées dans les mines, dans les laboratoires et dans le domaine de l'agriculture sont à l'origine des synthèses scientifiques qui font progresser la science.

L'important est de comprendre (et c'est là la ligne du Parti) que ce ne sont pas les appareils et les ronds-de-cuir qui décident des destinées du progrès. Les appareils mis en place par le Parti l'ont été suivant notre idéologie marxiste-léniniste. Sans eux il ne peut y avoir de dictature du prolétariat, il ne peut y avoir que de l'anarchie, de l'anarchosyndicalisme et de la décentralisation révisionniste autogestionnaire. Mais nos appareils et les permanents qui y travaillent doivent être des appareils et des hommes révolutionnaires habiles, dynamiques et justes, des ennemis de l'apathie, du bureaucratisme et de la routine, soutenir le nouveau et en même temps appuyer l'esprit novateur et la science. Notre idéologie elle-même est une science et c'est précisément celle qui dirige toutes les autres dans l'intérêt du développement du socialisme et de la construction intégrale de notre société socialiste.

Notre science marxiste-léniniste n'est pas dogmatique en théorie et elle ne doit pas l'être dans la pratique non plus. La juste compréhension de notre science et la bonne assimilation du marxisme-léninisme conditionneront aussi une juste conception et une parfaite application des acquis de toutes les sciences et de leurs méthodes dans tous les domaines de notre vie. En particulier, le Comité de la science et de la technique ne devra jamais perdre de vue ces questions qui constituent des problèmes cardinaux pour notre pays, notre science et notre technique.

La science, comme l'art, la littérature et la justice,

est un phénomène social. La science ne croît pas sur la civilisation comme un épiphénomène isolé, au contraire, elle plonge ses racines dans le terrain social, politique, économique et idéologique. Elle est née à une époque historique donnée et son développement et son application sont aussi conditionnés par le caractère de l'ordre social.

Nous constatons, par exemple, que la naissance des idées rationnelles chez les philosophes grecs de l'antiquité a brisé le cadre de la mythologie et a inauguré l'ère de la cosmogonie. Cela tient à l'esprit laïque et libéral de l'Ionie à l'époque d'Anaximandre, d'Anaximène, de Xénophane de Colophon et surtout de Thalès de Milet, puis de philosophes éminents comme Démocrite, Aristote, Epicure et d'autres. C'est ainsi que s'explique aussi la méthode cartésienne, produit de cette étape historique, qui triompha au XVIIe siècle et libéra la pensée philosophique de l'autorité de l'Eglise. La théorie et la méthode de Descartes dans les sciences, comme l'astronomie, la biologie et la physique, constitua un progrès pour l'époque. Sa méthode était une méthode rationnelle qui correspondait à la pensée avancée de son temps. De même, on peut dire que l'œuvre d'Ampère, de physiciens et de chimistes comme Gay Lussac et d'autres, n'est pas sans rapport avec le génie des romantiques et la révolution bourgeoise.

Le développement de la science se rattache donc aux diverses époques de la civilisation qui constituent une suite, une chaîne. Chaque étape de la science s'intègre dans une étape donnée de la civilisation et évolue en même temps qu'elle, en conservant les fondements des acquisitions des époques antérieures. C'est la propulsion de la société dans son ensemble qui engendre le développement de la science.

Chez nous, le développement de la science correspond à l'étape de la construction du socialisme, il se fonde sur les conceptions matérialistes et dialectiques et non pas

sur les conceptions déterministes de l'Europe du XVIIIe siècle. Or, comme en témoigne l'histoire de la science, ce sont les acquis antérieurs qui ont permis la naissance et le développement de la mécanique, laquelle, dans son élan, a conduit aux principes de l'énergie et de la thermodynamique. A cette époque la science a été dominée et pénétrée par la mécanique. Plus tard, elle a été sujette à d'importants changements qualitatifs et, dépassant le stade du mécanicisme, elle a continué d'avancer en se différenciant et en confirmant à chacun de ses pas le développement matérialiste et dialectique du monde. Actuellement, la science universelle en marche est caractérisée par une discipline rigoureuse. Nous ne devons jamais l'oublier.

J'ai souligné en d'autres occasions que les mathématiques, en tant que science à part, sont une discipline très rigoureuse, très exacte. Il n'est pas de savant qui n'affirme qu'une science, surtout une science naturelle, quelle qu'elle soit, est d'autant plus parfaite qu'elle est exprimée sous des formes mathématiques. Nous avons lu que cela va jusqu'à s'appliquer à la biologie et que la lutte pour l'existence est mise en équation. L'économie aussi, en tant que science, suit cette voie et utilise l'appareil mathématique pour résoudre ses problèmes.

L'électricité est devenue aujourd'hui le moteur du monde moderne et la production et l'utilisation de l'énergie électrique caractérisent la civilisation actuelle. La majeure partie de l'activité quotidienne de l'humanité se déploie sous le signe de la force de Volta, d'Orsted, d'Ampère et de Faradey. La production actuelle, la technique et la technologie qui en sont à la base sont inconcevables sans l'utilisation directe ou indirecte de l'énergie électrique. Le niveau du développement matériel de la société dépend directement de la quantité d'énergie électrique consommée dans tous les domaines. Sans électricité on ne peut avancer. J'ai déjà évoqué plus largement et plus en détail l'impor-

tance de l'énergie en général et le Comité de la science et de la technique, dans tout son travail de création et d'assistance, doit attacher une importance primordiale à la connaissance et à l'utilisation des méthodes mathématiques dans la solution des problèmes de l'énergétique.

La science développe la pensée, la libère des chaînes de l'idéalisme, des superstitions et du mysticisme religieux. Elle découvre et traite les méthodes les plus efficaces et les plus rationnelles de la pensée et de l'action. En développant la science, en transformant la nature et la société, l'homme se transforme et se développe lui-même. Plus vite avance la science, plus loin elle se pousse et plus le brouillard et les ténèbres de la religion et du mysticisme sont dépassés et disparaissent.

Les sciences naturelles et sociales constituent le système de connaissances historiquement acquises par les hommes et les diverses civilisations et dont l'exactitude est confirmée par la pratique sociale.

Le marxisme nous enseigne que les sciences reflètent dans la conscience des hommes les lois objectives de la nature et de la société. Les connaissances théoriques et scientifiques se distinguent des connaissances de la pratique et des connaissances empiriques que les hommes acquièrent chaque jour dans la vie. La science confère à l'activité pratique des gens un caractère conscient. Non seulement elle explique, mais aussi elle prévoit.

Bien qu'elles constituent deux domaines différents, la science et la technique sont étroitement liées entre elles. On discute beaucoup sur le plan théorique la question de savoir si c'est la science qui engendre la technique ou si c'est la technique qui est à l'origine de la science. Je ne m'arrêterai pas à traiter de cette question. Nos classiques L'ont depuis longtemps éclaircie. Marx apprécie à leur juste valeur les instruments de travail, la technique et la technologie, mais la force principale qui les crée, qui

les met en mouvement et qui les perfectionne chaque jour davantage, est l'homme.

Les théoriciens bourgeois fétichisent la technique et développent ainsi le technicisme. Il faut traiter avec beaucoup d'attention cette question parce que les théoriciens bourgeois séparent la technique de la vie sociale, la tiennent pour indépendante de celle-ci, la considèrent comme le produit de quelques inventeurs géniaux ou d'une élite de scientifiques, et c'est pourquoi nous devons être très attentifs sur cette question. En fait, en dépit du grand rôle qu'y jouent des individus éminents, la science et la technique naissent et se développent sur la base de la pratique sociale, de l'expérience des larges masses travailleuses.

Je souligne cela, camarades, parce que nos constructeurs et producteurs doivent acquérir des connaissances scientifiques et développer la technique moderne, ils doivent les comprendre théoriquement et les regarder dans l'optique de notre théorie marxiste-léniniste pour éviter de verser dans les interprétations et les déviations du monde capitaliste et révisionniste.

J'en viens maintenant concrètement à la question que nous sommes appelés à examiner. Le rapport qui nous est présenté sur le problème de la qualification postuniversitaire fait apparaître que le «travail effectué n'a pas satisfait les besoins des différents secteurs de la production».

J'ai souligné plus haut pourquoi cela se produit; il faut travailler mieux et de façon plus organisée. Mais je tiens à rappeler que ce serait une erreur de penser que le Comité de la science et de la technique doit être seul à résoudre ce problème alors que les autres peuvent rester les bras croisés et, sans étudier les problèmes en temps opportun. au niveau de chaque secteur, compte tenu du degré

de développement, demandent seulement le nombre des personnes désignées, avec leurs nom et spécialité, ce qui est insuffisant. Ce que je viens d'évoquer s'est produit réellement et continue de se produire. Le Comité de la science et de la technique ne doit pas être un appendice de la Commission du Plan d'Etat, mais un Comité attaché au gouvernement.

Malgré nos lacunes, le nombre des gens instruits dans notre pays est considérable. Le goût de l'étude est également sensible et l'on ne peut pas dire que le niveau des connaissances des gens de chez nous ne s'est pas élevé, mais la conclusion énoncée dans le rapport est significative, et il convient donc de faire une analyse plus approfondie des facteurs négatifs existants et, ce qui est important, prendre des mesures en vue de régulariser et d'assainir la situation.

Dans ce rapport, il est question de donner «un caractère plus massif à la qualification des cadres supérieurs». Cette forme, selon moi. peut être efficace seulement au cas où le contrôle de la qualification, la direction et les exigences seront très rigoureuses.

Il faut comprendre et bien se persuader que quiconque. là où il travaille, où il lutte et produit, a besoin d'apprendre, de se qualifier non pas seulement pour obtenir un certificat d'attestation professionnelle mais pour devenir capable de produire le plus et le mieux possible.

Je pense que, dans les cours de qualification, il faut faire un gros effort et veiller surtout à la qualité. Dans ce rapport, il est question de l'élaboration d'un plan quinquennal visant la spécialisation. C'est juste et c'est ainsi qu'il faut agir, mais j'aimerais quand même donner un conseil: **il faut préparer à cet effet un plan objectif et non pas un plan gonflé, subjectif et irréalisable**. Il ne faut pas affaiblir le rendement des écoles supérieures et des entreprises de production en détachant de leur travail des

cadres, pour soi-disant faire acquérir un plus haut niveau de spécialisation aux universitaires. Nous no devons pas affaiblir la base, car seule une spécialisation bien mesurée et rationnelle peut donner de bons résultats. Et les cadres, et la base ont leur importance, mais la base, la production est primordiale.

Ce plan doit être élaboré avec une grande rigueur. Si la base ne travaille pas sérieusement pour résoudre ce problème, le travail fait d'en haut, par le Comité de la science et de la technique, par la Commission du Plan de l'Etat et le ministère de l'Education et de la Culture laissera beaucoup à désirer.

L'approbation de ce plan est prévue pour le mois de juin de l'année en cours. Je vous demande si ce délai a été bien calculé. Est-ce que le ministère et l'Université ont élaboré les plans et les programmes et ont désigné les cadres en tenant compte du poids de leur travail, de leurs secteurs, de la charge et de la qualité de leurs cours?

Il me semble que le délai de trois ans de spécialisation pour nos conditions, je parle de nos conditions actuelles, du niveau de la science chez nous et de ses exigences, de notre capacité instructive, théorique et expérimentale, est trop long.

Voilà ce que j'avais à dire. Maintenant, je vous prie, vous, cadres dirigeants du Comité de la science et de la technique, camarades membres du gouvernement, du secteur concerné du Comité central, de tenir compte au cours de l'activité du Comité, des observations et des interventions qui ont eu lieu ici.

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE RÉPUBLIQUE A LA KOSOVE EST JUSTE

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

17 mai 1981

Tour à tour les états-majors politiques de Yougoslavie, à tous les niveaux, depuis les instances inférieures jusqu' aux instances suprêmes, depuis les régions, les républiques jusqu'à la Fédération, depuis les organisations de base jusqu'au Comité central de la LCY, se sont réunis pour discuter des événements de Kosove. C'est partout l'anathème jeté sur le peuple et la jeunesse de Kosove, partout des menaces, des injures, des offenses! Le chauvinisme grand-serbe et antialbanais submerge la Yougoslavie. Les dirigeants yougoslaves rivalisent d'éloquence pour dissimuler les véritables causes des manifestations et des révoltes de la population albanaise de Kosove, pour cacher les massacres inhumains et les actes de barbarie des troupes serbes, pour dénigrer les Albanais de Kosove. C'est à qui proposera le premier les mesures les plus draconiennes, présentera les plans les plus répressifs et les plus antihumanitaires à leur encontre.

Mais aujourd'hui, dans cet article, nous n'avons pas l'intention de revenir sur l'explication des événements tragiques de Kosove, de montrer où ils ont leur source et qui les a provoqués.

Nous avons exprimé notre point de vue et notre position sur ces questions dans les articles qui ont paru les 8* et 23** avril. Nous n'avons rien à y retrancher ni à y ajouter. Ce que nous avions à dire nous l'avons dit ouvertement, directement, sincèrement et avec un sentiment élevé de responsabilité.

Nous avons pensé qu'après les premières secousses et les premiers désarrois, à la direction yougoslave on verrait prévaloir la raison, le sang-froid, le jugement réaliste et objectif des causes qui ont conduit à la nouvelle tragédie de Kosove, et que les intérêts supérieurs des peuples de Yougoslavie, l'amitié et l'unité des nations et des nationalités qui la constituent prévaudraient sur les anciens et nouveaux préjugés nationalistes.

Il n'en a rien été. Au contraire tous les organismes et les organes gouvernementaux et de la Ligue des communistes ont donné libre cours à une furieuse vague de chauvinisme, non seulement contre les Albanais de Kosove, mais aussi contre le Parti du Travail et la République populaire socialiste d'Albanie, contre leur ligne et leur politique justes dans leur attitude à l'égard de la Yougoslavie. Ils accusent l'Albanie ni plus ni moins que de «s'être ingérée dans les affaires intérieures de la Yougoslavie».

Nous nous serions ingérés dans leurs affaires, parce que nous avons dénoncé publiquement les massacres qui ont été perpétrés en Kosove. parce que nous avons dit, ce qui est vrai, que les tués, les blessés et les emprisonnés

---

* L'article «Pourquoi a-t-on recouru à la violence policière et aux chars contre les Albanais de Kosove?» (voir p. 151 du présent volume).

** L'article «Qui attise l'inimitié entre les peuples de Yougoslavie?» paru dans le journal *Zëri i popullit* du 23 avril 1981 (Voir *A propos des événements de Kosove,* éd. fr., p. 21, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981).

s'y comptent par milliers! Les dirigeants yougoslaves attendaient-ils que nous leur envoyions nos félicitations pour ces crimes et ces actes de barbarie? Nous serions intervenus chez eux, parce que nous avons dit dans nos articles que les Kosoviens ont le droit de demander le statut de république fédérée! Mais c'est là une revendication légitime, c'est une revendication du peuple de Kosove et elle n'a pas été inventée par nous.

Les dirigeants yougoslaves, ces jours-ci, ont beaucoup parlé de cette question, mais personne n'a expliqué pourquoi la Kosove ne peut devenir une république. Ils se sont bornés à répéter l'un après l'autre que la demande de Kosove de devenir une république fédérée serait réactionnaire. contre-révolutionnaire, chauvine, etc. Cette position n'est pas seulement dépourvue de tout fondement, elle est aussi en ouverte et totale opposition avec la position programme sur la question nationale prise par le PCY durant la guerre ainsi qu'avec de nombreuses déclarations des plus hautes personnalités du Parti et de l'Etat yougoslaves. Mais reportons-nous plutôt aux documents.

Un peu d'histoire sur la manière dont est traité le problème national des Albanais en Yougoslavie

A la Conférence des ambassadeurs des grandes puissances qui se tint à Londres en 1913, l'Albanie fut démembrée. En dépit des nombreuses protestations par la voie diplomatique et l'opposition armée du peuple albanais, une grande partie du Nord-Est du pays, la Kosove et d'autres régions albanaises furent annexées aux royaumes de Serbie et du Monténégro.

En 1919, à Versailles, la Conférence de la Paix, malgré les justes revendications du peuple albanais, confirma le démembrement des territoires albanais décidé par

les puissances impérialistes à Londres et les laissa à l'intérieur des limites du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qu'elle créa.

Pendant une longue période, le Parti communiste de Yougoslavie a condamné l'oppression nationale à l'encontre des Albanais, qui «étaient asservis et voués à l'extermination» par «la politique nationaliste des hégémonistes grands-serbes» comme l'écrivait Tito dans le journal «Proleter». De même, pendant un certain temps, il s'en est tenu à la thèse selon laquelle les peuples qui composaient le royaume de Yougoslavie devaient se voir reconnaître le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession.

Dans l'article intitulé «Contre le danger de guerre, contre l'offensive de la réaction fasciste! Unissons aussi en Yougoslavie toutes les forces démocratiques dans le front populaire de combat», publié dans «Proleter», organe du CC du PCY, le 2 février 1937, Tito écrivait: «Le but de cette guerre dans laquelle les masses du peuple s'engageront de toutes leurs forces, doit être à tout prix la solution urgente de la question nationale, conformément au principe du droit démocratique à l'autodétermination...»

Dans un autre article intitulé «La question nationale en Yougoslavie à la lumière de la Lutte de libération nationale» paru encore dans «Proleter» à la fin de décembre 1942, et considéré comme un document programme du PCY sur la question nationale, Tito soulignait que «le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas renoncé ni ne renoncera jamais à son principe énoncé par nos grands éducateurs et dirigeants Lénine et Staline, et selon lequel chaque peuple a le droit de décider lui-même de son sort et cela jusqu'à la sécession... La question de la Macédoine, la question de la Kosove et de Métohia, la question du Monténégro, la question de la Serbie, la question de la Croatie, la question de la Slovénie, la question de la Bosnie et de l'Herzégovine seront

facilement réglées à la satisfaction de tous. C'est seulement ainsi que le peuple résoudra lui-même cette question, et chaque peuple est en train de conquérir ce droit, l'arme à la main, dans l'actuelle Lutte de libération nationale».

Dans les «Thèses sur la question nationale en Kosove et Métohia» qui furent soumises par un des principaux dirigeants du PCY, Moša Pijade, à la Ve Conférence du pays tenue à Zagreb en octobre 1940, il est dit: «La question nationale ici (en Kosove — N.d.R.) peut être résolue par la formation de la république libre ouvrière et paysanne de Kosove, à travers le renversement révolutionnaire du régime fasciste impérialiste de la bourgeoisie «grande-serbe». Ce règlement signifie pour les Albanais, les Turcs et les musulmans slaves l'accession à la libre propriété de la terre, leur affranchissement de l'oppression nationale et l'obtention des conditions requises pour leur libre et entier développement national, politique et culturel»*.

Le Parti communiste de Yougoslavie reconnaissait donc au peuple de Kosove, comme à tous les autres peuples de Yougoslavie, le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession, le droit d'avoir sa propre république. Ces droits, le peuple de Kosove les conquerrait en participant à la lutte antifasciste et de libération. Et les Albanais de Kosove ont participé à cette lutte en apportant leur précieuse contribution à la libération de Kosove et des peuples de Yougoslavie.

A la fin de 1944. les brigades et autres formations de partisans en Kosove, comme Ta écrit Fadil Hoxha, comptaient plus de 50 000 combattants. Au cours de cette lutte des milliers de partisans albanais donnèrent leur vie pour la liberté et les droits nationaux.

---

* Arhiv F.N.R.J. Fond: «Centralni Komitet K.P.J. Broj 12-14, 1940. Teze o nacionalnom pitanju na Kosmetu sa V zemaljske Konferencije K.P.J.»

Conformément à la décision prise à la Ve Conférence du PCY de 1940, durant toute la Lutte de libération nationale le Comité régional du PC pour la Kosove et la Métohia maintenait des liens directs avec le Comité central du PCY. Il était sur le même rang et avait les mêmes attributions et compétences que les plus hautes instances du parti en Serbie, en Macédoine, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine. Et le principal état-major militaire créé en Kosove durant la guerre était lié directement à l'Etat-major suprême de Yougoslavie. Ainsi, durant la guerre, le Parti, l'Armée de libération nationale, les Conseils, le Front, etc., en Kosove ne relevaient pas de la Serbie et ne fonctionnaient pas dans son cadre, mais ils étaient, tout comme ceux des autres nationalités, directement rattachés aux instances centrales de Yougoslavie.

Se fondant sur les décisions prises et les orientations données par le PCY pour l'autodétermination des nations, le Comité régional du PCY pour la Kosove et la Métohia décida en novembre 1943 de convoquer la conférence fondatrice du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la Métohia. Cette conférence se tint dans le village de Bujan, dans la Malesia de Gjakova, le 31 décembre 1943 et les 1er et 2 janvier 1944. Y participèrent 49 délégués, dont 43 albanais et 6 serbes et monténégrins. C'étaient des représentants des conseils de libération nationale des principaux centres et des villages, des formations partisanes et des communistes de toutes les régions de Kosove. La Conférence se tint à la même époque où les autres nations aussi de Yougoslavie fondèrent leurs organes suprêmes du pouvoir issus de la Lutte de libération nationale, alors que chaque nation réalisait, selon ses vœux et sa volonté, le droit à l'autodétermination.

Le document principal de la Conférence fondatrice du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la

Métohia est la Résolution dans laquelle s'exprime l'attitude de toute la population à propos de l'avenir de la Kosove.

«La Kosove et le Rrafsh (Plateau) de Dukagjin, est-il dit dans cette résolution, est une région habitée en majeure partie par le peuple albanais, qui aujourd'hui comme toujours souhaite s'unir à l'Albanie. Aussi estimons-nous de notre devoir de montrer au peuple albanais la juste voie qu'il doit suivre pour réaliser ses aspirations. La seule voie à suivre donc pour que le peuple albanais de Kosove et du Rrafsh de Dukagjin s'unisse à l'Albanie est celle de la lutte commune avec les autres peuples de Yougoslavie contre l'occupant nazi sanguinaire et ses suppôts, car c'est là la seule voie pour conquérir la liberté, grâce à laquelle tous les peuples, partant, le peuple albanais, seront mis en mesure de décider de leur sort en exerçant le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession. Le gage en est l'Armée de libération nationale de Yougoslavie et l'Armée de libération nationale d'Albanie avec laquelle elle est étroitement liée. En outre, cela est garanti par nos grands alliés, l'Union soviétique, l'Angleterre, l'Amérique (Charte de l'Atlantique, Conférences de Moscou et de Téhéran)»*.

La Résolution du Conseil de libération nationale de Kosove et de Métohia porte les signatures des héros du peuple, Xhevdet Doda et Hajdar Dushi, des martyrs Tefik Çanga, Xheladin Hana, etc., de Fadil Hoxha, Xhavit Nimani, Ymer Pula, Milan Mičković, Liubomir Canić, Veliša Mičković et d'autres délégués qui participèrent à la réunion.

Toutefois, cette décision, bien que conforme aux documents du PCY et aux déclarations de Tito sur l'auto-

* Conseil populaire de la Région autonome de Kosove-Métohia 1943-1953. Prishtina 1955, p. 10.

détermination des nations, se heurta à l'opposition de la direction du PCY, où prévalait désormais l'esprit nationaliste-chauvin et où les attitudes antimarxistes pour le règlement de la Yougoslavie d'après-guerre s'étaient accentuées.

Dans la lettre du CC du PCY du 28 mars 1944, envoyée au Comité régional de Kosove et Métohia, relative aux décisions de la Conférence de Bujan, il était dit: «Vous n'auriez pas dû créer un comité provincial, car votre région n'est pas une province compacte distincte... La résolution ne fait pas apparaître clairement le caractère de votre Conseil provincial de libération nationale. Ce Conseil peut avoir seulement un rôle d'initiateur, être seulement un organe de l'unité politique des masses, mais nous ne pouvons lui reconnaître un caractère de pouvoir, encore qu'il doive diriger les conseils des échelons inférieurs là où ils existent. Et cela, parce que vous n'avez pas de territoires libérés...

«...Nous vous envoyons les recommandations suivantes sur la manière de traiter la question nationale. Vous devez avant tout comprendre et populariser plus largement les décisions de la IIe réunion de l'AVNOJ*; faire connaître l'essence et le but de ces décisions. Ces décisions assurent des droits égaux à tous les peuples, elles rendent possible le droit à l'autodétermination.

«Aujourd'hui il ne faut pas parler d'«unification» avec l'Albanie, car en ce moment il n'est pas question de délimitation de frontières entre la Yougoslavie et l'Albanie, toutes deux occupées par l'Allemagne, mais de la lutte armée que ces deux pays doivent mener pour se libérer des occupants fascistes.»**

---

* Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie.

** Zbornik dokumenta podataka o Narodno-oslobodilačkom

Et pourtant, les Albanais de Kosove et de toute la Yougoslavie continuèrent de se battre avec détermination contre les occupants fascistes, en espérant toujours conquérir, grâce à leur lutte, leurs droits nationaux.

A l'automne 1944 Miladin Popović rentra d'Albanie en Kosove, où il reprit ses fonctions de secrétaire politique du Comité régional du PCY pour la Kosove. Dès 1943, il avait envoyé une lettre au CC du PCY, demandant que celui-ci définît le contenu concret du principe d'autodétermination et la manière dont ce principe serait appliqué pour les Albanais de Kosove. Dans cette lettre M. Popović écrivait: «Nous avons toujours souligné le mot d'ordre de l'autodétermination pour demain. Ainsi il n'a pas été possible de mobiliser le peuple albanais contre l'occupant «libérateur»». Plus loin, il demande que «le CC du PCY adopte une attitude bien nette et définisse la forme de l'autodétermination des Albanais en Yougoslavie».* Mais la direction yougoslave n'écouta pas ce communiste internationaliste, ce fils du Monténégro, et elle poursuivit dans sa voie.

A la libération de la Yougoslavie, les Albanais de Kosove et des autres régions attendaient, au nom de la contribution qu'ils avaient fournie dans la lutte contre les occupants, au nom du sang versé par des milliers de combattants qui tombèrent sur les champs de bataille, au nom des sacrifices innombrables du peuple tout entier, de se voir accorder les libertés politiques et les droits nationaux au même titre que les autres peuples de Yougoslavie.

Mais au lieu de cela, en Kosove fut établie, dès février 1945, l'Administration militaire. A cette époque, alors que la plupart des brigades de Kosoviens se battaient en Cro-

---

Ratum jugoslovenskih naroda. Tom I. Knjiga 19. Borbe ns Kosovu 1941-1944. Dok. 104, str. 462-464. Beograd 1969.

* Archives centrales du PTA, Dossier M. Popović.

atie et en Slovénie pour la libération de toute la Yougoslavie, en Kosove firent irruption les 52e et 46e divisions serbo-monténégrines, la 50e division macédonienne, etc. Des milliers d'Albanais furent tués et massacrés sous des accusations diverses. Sous le prétexte de la mobilisation militaire, des milliers d'autres furent envoyés au front.

Cependant qu'en Kosove l'administration militaire régnait et faisait la loi, à Belgrade on mettait à l'encan la Kosove entière. La première variante discutée par la direction yougoslave était le partage de la Kosove entre les trois républiques, Monténégro, Serbie et Macédoine. Ainsi était projeté un nouveau morcellement des régions albanaises analogue à celui qui était établi dans le Royaume yougoslave. A une réunion du CC du PCY qui fut tenue au début de 1945, Miladin Popović s'opposa énergiquement à cette proposition. Il déclara que cette proposition était ouvertement contraire aux aspirations et aux droits des Albanais de Kosove, que ceux-ci avaient conquis au prix du sang versé et par la contribution qu'ils avaient fournie au cours de la Lutte de libération nationale.

Après quoi, il fut question de faire de la Kosove une unité autonome, qui ne fût pas distincte et dépendante de la Fédération, mais annexée à l'une des trois républiques: Serbie, Macédoine ou Monténégro. Finalement il fut décidé de l'annexer à la République de Serbie*.

La solution qui fut apportée à la question de Kosove par la direction yougoslave n'était pas un juste règlement de la question nationale. C'était là une attitude arbitraire, une négation flagrante des droits souverains de la population de Kosove, une violation du principe de l'autodétermination des peuples.

La seule variante dont il ne fut pas discuté à l'époque à Belgrade, était celle consistant à laisser la Kosove s'unir

* Kosove, 2, 1973, pp. 76-78.

à l'Albanie. La population de Kosove n'avait-elle pas exprimé ce vœu à la réunion de Bujan? L'Albanie et la Yougoslavie n'avaient-elles pas été deux Etats alliés, qui avaient combattu et versé leur sang côte à côte?

Le statut de la Kosove fut fixé sous le diktat de l'idéologie chauvine grande-serbe, héritée du Royaume yougoslave et conservée aussi dans la Yougoslavie d'après-guerre. C'est ce qui ressort aussi des propos que Tito tint au camarade Enver Hoxha en 1946, lui disant «la Kosove et les autres régions peuplées d'Albanais appartiennent à l'Albanie et nous vous les rendrons, mais pas maintenant, parce qu'actuellement la réaction grande-serbe n'accepterait jamais une chose pareille».*

Tito admettait que la Kosove appartenait à l'Albanie, mais il n'était pas de bonne foi, car la direction yougoslave avait en fait décidé que la Kosove resterait sous la domination de la Serbie. En fait, une année auparavant, il avait déjà déclaré à la délégation albanaise de Kosove que «les peuples de Kosove et de Métohia créeront une fraternité et union si profondes que pour le peuple albanais il reviendrait au même de se trouver à l'intérieur des frontières de l'Albanie ou de celles de la Yougoslavie»**.

Ce que Tito dissimulait, le chauvin serbe Ranković le disait ouvertement et sans gants. Parlant de la question de l'annexion de la Kosove par la Serbie, dans une réunion extraordinaire de l'Assemblée antifasciste de Serbie en avril 1945, il déclarait que cette annexion «est la meilleure réponse à ceux qui tambourinent le danger de morcellement du territoire «serbe», à ceux qui accusent la Lutte de libération nationale de vouloir affaiblir les Serbes à l'avantage des Croates et des autres»***.

---

* Kosove, 2, 1973, pp. 76-78.
** *Rilindja*, 15 avril 1945.
*** *Borba*, 8 avril 1945.

Et les actuels dirigeants yougoslaves, déterminés qu'ils sont à rejeter la demande de la Kosove de recevoir le statut de république fédérée, cherchent à prouver que le peuple albanais de Kosove aurait décidé lui-même «par sa propre volonté» l'intégration de la Kosove dans la République de Serbie!

L'annexion de la Kosove à la République de Serbie n'a été ni demandée ni décidée par le peuple de Kosove. Cette décision a été prise de façon arbitraire par les instances supérieures de la Serbie. C'est ce qui ressort clairement des documents de l'époque.

A la réunion d'avril 1945 de l'Assemblée antifasciste de Serbie que nous venons d'évoquer, Dušan Mugoša, qui avait remplacé Miladin Popović, assassiné un mois auparavant par les agents de l'OZNA*, prit la parole. Il déclara: «J'exprime le vœu du Conseil de LN de Kosove et de Métohia, que nous aussi, peuple de Kosove et de Métohia, soyons annexés à la Serbie fédérative sœur»**. Cette déclaration de Dušan Mugoša est considérée comme «une expression du libre consentement et de l'autodétermination du peuple de Kosove». Le 9 avril 1945, le journal «Borba» annonçait en gros caractères que la réunion de l'Assemblée antifasciste du peuple libéré de Serbie avait «exaucé le vœu» des peuples de Kosove et de Métohia de s'unir à la Serbie fédérative.

Mais le 30 juin 1945, le journal «Borba» oubliant ce qu'il avait censuré le 8 avril, publia aussi la dernière partie du discours de Dušan Mugoša, où celui-ci révélait que la Kosove n'avait fait aucune demande ni n'avait pris aucune décision de s'annexer à la Serbie. «Nous n'avons pas, avait déclaré Dušan Mugoša, encore pris cette décision dans notre Assemblée, car en Kosove et

---

* Services secrets yougoslaves.
** *Borba,* 8 avril 1945.

Métohia opère le pouvoir militaire. A la première occasion, dès que le pouvoir militare y sera supprimé, nous déciderons dans notre Assemblée de nous unir à la Serbie fédérative».* Ainsi donc, il devait être décidé en Kosove ce qui avait déjà été décidé à Belgrade.

Mais que recueillit la Kosove de toute cette lutte qu'elle avait menée et du sang qu'elle avait versé? Dans la Yougoslavie nouvelle elle ne se vit même pas accorder les droits de région autonome, comme ce fut le cas de la Voïvodine, mais elle fut réduite à un «Oblast» de la Serbie fédérative. C'est ce statut que la Kosove conserva jusqu'en 1968.

Le peuple de Kosove ne s'accommoda pas d'une telle situation et continua de réclamer obstinément ses droits. En 1968, à l'occasion du débat à propos des amendements à la Constitution, les Albanais de Kosove soulevèrent une nouvelle fois le problème de leurs droits nationaux et demandèrent pour la Kosove le statut de république. Cette demande fut présentée ouvertement et publiquement aux actifs politiques qui se tinrent dans les communes de Prishtina, Gjilan, etc. La presse kosovienne d'octobre 1968 affirmait qu'au cours de quelques réunions, «dans certaines communes on a réclamé le statut de république, le droit à l'autodétermination», etc...**

Ces demandes furent même présentées à Tito au début de novembre 1968 par une délégation de la LC de Kosove-Métohia. Tito s'opposa à cette revendication légitime des Albanais de Kosove et la rejeta, déclarant que «la république n'est pas le seul facteur qui puisse résoudre tous les problèmes».*** Il était clair que la direction yougoslave n'avait pas l'intention d'accorder aux Albanais de Kosove le statut de république.

---

* *Borba,* 30 juin 1945.
** *Rilindja,* 8 septembre et 6 octobre 1968.
*** *Rilindja,* 4 novembre 1968.

Aussi, en novembre 1968, dans les diverses villes de Kosove éclatèrent des manifestations massives auxquelles participèrent des jeunes et d'autres citadins albanais. Ils réclamaient les droits nationaux pour lesquels ils avaient combattu et versé leur sang, comme par exemple le droit d'arborer leur drapeau national, le droit au bilinguisme (albanais et serbe), la fondation d'une université albanaise, le droit à l'autodétermination et le statut de république. Les manifestations furent réprimées par les forces de police au moyen de la violence.

A la suite de ces manifestations, la direction yougoslave satisfit les demandes albanaises portant sur le bilinguisme, le drapeau national et la fondation de l'Université de Prishtina. Quant à la demande de reconnaissance du statut de république, elle ne fut pas acceptée. Bien qu'après l'approbation des amendements de la Constitution la région autonome se soit vu élargir certaines compétences, la Kosove demeura toujours sous la tutelle de la Serbie.

De tout ce qui vient d'être dit, il ressort que la demande des Albanais de Kosove de se voir reconnaître le statut de république fédérée et leurs droits nationaux n'est pas une question nouvelle, soulevée pour la première fois dans les manifestations de Prishtina et d'autres villes, ce n'est pas une question provoquée par l'Albanie socialiste. Le peuple de Kosove n'a cessé de lutter pour ces droits. Mais ils lui ont été niés systématiquement, depuis la IIe Réunion de l'AVNOJ du 29 novembre 1943, qui traita les Albanais de Kosove et des autres régions de Yougoslavie de minorités nationales, destinées à vivre à l'ombre des républiques, cependant qu'elle reconnaissait à d'autres, par exemple au Monténégro et à la Macédoine, le droit à la souveraineté et à leur constitution en république. Comme il résulte de tous les documents

cités, la bourgeoisie et le chauvinisme serbes constituaient un obstacle à la pleine reconnaissance des droits nationaux du peuple de Kosove. C'est précisément parce que ses justes demandes pour se voir reconnaître le statut de république ne sont pas du goût de cette bourgeoisie, qu'elles sont qualifiées d'irrédentistes, de contre-révolutionnaires, de chauvines, etc.

C'est seulement si l'on a en vue cette façon malveillante d'aborder le problème national de Kosove, la manière antimarxiste dont il a été traité, les solutions chauvines apportées à la question de ses droits constitutionnels, que l'on peut expliquer et comprendre les manifestations de Prishtina, qui étaient au début pacifiques, mais que Belgrade a rendues sanglantes.

Pourquoi ces messieurs de Belgrade dissimulent-ils ce développement du problème de la Kosove? Pourquoi n'en ont-ils pas fait l'analyse dans leurs dernières réunions? Ils ont une raison. Et la raison est que toute analyse du problème constitutionnel de la Kosove conduira à la conclusion que les Albanais ne se sont pas vu accorder les droits pour lesquels ils ont combattu et versé leur sang côte à côte avec les autres peuples de Yougoslavie, qu'ils sont toujours l'objet d'une répression nationale continue, qu'en Yougoslavie l'on pratique une politique chauvine à l'égard de la Kosove. On ne peut résoudre la question de la Kosove en prétendant que ces manifestations sont organisées par des irrédentistes, ni en usant de la terreur et de la violence, ni en accusant l'Albanie de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie.

La politique de l'Etat albanais ne menace pas, mais défend la RSF de Yougoslavie

Les contradictions idéologiques entre l'Albanie socialiste et la Yougoslavie autogestionnaire sont notoires. La polémique idéologique entre nous ne date pas d'hier. Nous, communistes albanais, nous avons estimé, nous estimons et estimerons toujours de notre devoir de défendre le marxisme-léninisme. Nous avons combattu et nous combattrons les théories et les conceptions révisionnistes-opportunistes-réformistes, de quelque couleur qu'elles soient. C'est là notre droit, de même qu'ont, le droit de nous combattre tous les antimarxistes et les divers partis de la bourgeoisie, qui ne s'en privent pas.

Nous avons parfaitement le droit de défendre notre système de la dictature du prolétariat. Les autres ont le droit de défendre leurs systèmes. C'est là qu'a son origine la lutte idéologique naturelle et inéluctable entre nous et eux.

Les dirigeants yougoslaves prétendent qu'ils ne mènent pas ce genre de lutte contre nous. Cela n'a pas été et n'est pas vrai. Pour notre part, nous menons la lutte idéologique et le déclarons, alors qu'eux la mènent et ne le déclarent pas.

Ils prétendent qu'une pareille lutte idéologique affaiblit les rapports d'Etat à Etat, commerciaux et culturels, entre l'Albanie et la Yougoslavie. Nous disons, et on le constate, qu'ils ne se sont pas affaiblis. Au contraire, ils se sont renforcés et non seulement par leur bon vouloir, mais aussi par le nôtre. Ni les Yougoslaves ni nous ne nous sommes fait de concessions idéologiques, mais nous nous sommes entendus sur des questions d'intérêt commun, et nous ne nous sommes pas accordés sur les

questions à propos desquelles nous ne pouvons jamais nous mettre d'accord.

Nos rapports d'Etat à Etat fondés sur les principes connus du bon voisinage ont progressé. Nous souhaitons qu'à l'avenir aussi on avance dans ce sens. Si la direction yougoslave ne le souhaite pas, personne ne l'empêchera d'agir différemment. Nous nous efforcerons de trouver un «modus vivendi» avec elle, sans pour autant violer les principes.

Vous qui avez déclenché en Yougoslavie une nouvelle campagne antialbanaise, vous prétendez avoir «rélâché votre vigilance» face aux prétendues menées hostiles de la République populaire socialiste d'Albanie à l'encontre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Cela n'est pas vrai, car vous avez mené ouvertement la lutte idéologique.

Vous prétendez vous être montrés «magnanimes» au nom du maintien de bons rapports entre les deux pays. Cela non plus n'est pas vrai. Vous ne péchez pas par générosité et vous combattez sans répit le marxisme-léninisme. notre doctrine fondamentale, et notre régime de dictature du prolétariat. Pourquoi le cachez-vous?

Malgré tout, il existe aussi un autre aspect de la réalité, celui du maintien des rapports de bon voisinage dans nos relations d'Etat à Etat. Nous souhaitons que cette réalité subsiste et progresse. Ces derniers temps vous donnez l'impression de vouloir restreindre ces rapports. A vous d'en assumer la responsabilité.

Apparemment, vous intensifierez et porterez à un degré supérieur la campagne antialbanaise, non fondée et erronée, que vous avez orchestrée récemment et qui n'est ni nouvelle ni de faible ampleur. Faites-le, nous ne nous laissons pas intimider. Agissez à votre guise, nous agirons à la nôtre.

Vous prétendez hypocritement n'avoir pas informé

l'opinion publique yougoslave et votre jeunesse de la misère qui règne en Albanie, de l'absence de libertés et de droits dont souffrirait le peuple albanais, de la démolition des églises et des mosquées, de notre refus d'accueillir des hordes de touristes, de la fermeture de nos ports à la flotte de guerre soviétique, des nombreux camps, des détenus, etc. De notre côté, nous parlerons encore plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent du «paradis yougoslave». Nous avons déjà parlé de «ce paradis et de la prospérité économique, spirituelle et idéologique» de la Yougoslavie, mais nous rafraîchirons la mémoire de notre peuple et de notre jeunesse en leur rappelant tous les maux que le peuple albanais a vus et a soufferts de votre fait, avant comme après la Lutte de libération nationale. Cela est dans la logique des choses et de la lutte que vous souhaitez attiser.

Contrairement aux faits historiques, vous avez prétendu que la Yougoslavie avait défendu l'Albanie, A la dernière réunion plénière du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui s'est tenue dans le seul but de frapper la Kosove et d'attaquer la République populaire socialiste d'Albanie, de nombreuses voix autorisées se sont, entre autres, fait entendre pour dire que «la Yougoslavie fédérative est le défenseur de la République populaire socialiste d'Albanie». Ce sont là des paroles «paternalistes» et unilatérales. Non sans dessein et à partir de positions mégalomanes de grand Etat, on a oublié que l'Albanie socialiste aussi est un puissant défenseur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Nous nous opposons à l'actuelle politique extérieure et intérieure de la Yougoslavie, car nous la jugeons grosse de multiples dangers pour la Yougoslavie même, pour l'Albanie, les Balkans et l'Europe, sans égard à la publicité et aux propos pompeux relatifs à l'«autogestion», à une politique «indépendante», «non alignée», etc.

Tout gouvernement et toute personne qui a une idée de la politique et qui suit le cours des événements dans le monde, voit bien les dangers que présente ce cours de la politique yougoslave. Cette politique a exposé la Yougoslavie aux convoitises et aux agressions éventuelles de la part de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Cette menace est le produit de cette politique myope, qui est aussi à l'origine de l'instabilité à l'intérieur de la Yougoslavie.

Les dirigeants yougoslaves, non contents de prôner leur système autogestionnaire, le recommandent aussi aux autres comme «la forme et le système socialistes les plus parfaits». Ils présentent leur politique étrangère comme ayant pour but de désarmer et de détruire les puissances agressives impérialistes, d'apporter la paix et la prospérité au monde. Cette prétention mégalomane n'est pas seulement naïve, elle constitue aussi une mystification que les événements dans le monde viennent chaque jour démasquer

La Yougoslavie considère comme un grand mérite d'être accablée de dettes. Elle appelle cela de l'indépendance économique». Elle estime préserver et défendre son indépendance, s'en tenir à la politique de «non-alignement», lorsqu'elle assure par la loi aux sociétés multinationales impérialistes et soviétiques 50 pour cent des profits réalisés dans les entreprises économiques mixtes installées dans le pays. Elle considère comme une politique «intelligente. ouverte et franche» que de permettre l'afflux de touristes étrangers chez elle et l'émigration de travailleurs yougoslaves dans tous les pays capitalistes du monde. Elle tient pour un «geste de courtoisie» que de permettre aux bâtiments de guerre soviétiques de mouiller, de procéder à des réparations et de s'approvisionner dans les ports yougoslaves. Elle juge inévitables et presque «normaux» la grande crise économique qui s'est abattue sur le

pays, la forte hausse de l'inflation, le renchérissement de la vie des masses travailleuses. Selon la direction yougoslave, tout cela n'a rien à voir ni avec l'«autogestion», ni avec la «politique indépendante», ni avec celle de «non-alignement». Ce sont là, disent les «théoriciens yougoslaves», deux ordres de questions qui n'influent pas les unes sur les autres, les unes ne sont pas les conséquences des autres.

Selon eux, la faute en retombe sur les Albanais qui vivent en Yougoslavie et sur la République populaire socialiste d'Albanie, qui les «pousse» par «sa politique étatiste-bureaucratique-stalinienne, nationaliste et irrédentiste».

Non, messieurs les dirigeants yougoslaves, n'ayez pas peur de la vérité, soyez un peu réalistes, car les choses ne sont pas comme vous les présentez.

Ne souhaiteriez-vous pas par hasard nous voir suivre nous aussi votre voie? Cela ne se produira jamais. Nous pouvons vivre même pauvres, mais nous voulons vivre libres et bâtir notre bien-être, qui s'accroît du reste de jour en jour. Et cela, nous le faisons par nos propres moyens. Nous ne sommes endettés envers personne et ne vendons pas notre pays aux capitaux étrangers, américains, soviétiques ou autres. Nous ne sommes pas repliés sur nous-mêmes, mais nous pratiquons un commerce honnête, fondé sur l'avantage réciproque, de même que nous procédons à des échanges dans les domaines culturel et éducatif. Il est de fait que nous entretenons de tels rapports avec vous également et que le commerce entre nos deux pays va croissant d'année en année.

Quiconque peut aisément imaginer ce qu'il adviendrait de l'Albanie socialiste si elle ouvrait ses portes aux capitaux soviétiques, américains et aux autres pays capitalistes, aux touristes hippies; ce qu'il adviendrait de l'Albanie si elle ouvrait aux bâtiments de guerre soviétiques ses ports de Sarande, Vlore, Durres, Shëngjin, comme

la Yougoslavie le fait pour ses propres ports. Cela mettrait en danger non seulement la République populaire socialiste d'Albanie, mais aussi la République socialiste fédérative de Yougoslavie, la République de Grèce, toute la péninsule des Balkans et l'Europe entière.

Nous ne l'avons jamais fait et nous ne le ferons jamais. Ni les Soviétiques ni nul autre ne verront jamais nos ports, même à la longue vue. Pour entrer dans les ports albanais, n'importe quel ennemi devrait passer sur nos corps.

Du fait qu'elle suit une politique de principes, juste et inébranlable, qu'elle s'en tient fermement et avec esprit de suite à la voie qu'elle s'est tracée, l'Albanie constitue un important facteur de paix et de stabilité, de sécurité et de défense dans les Balkans et en Europe, comme elle l'a été par tradition et dans son passé historique.

Le monde capitaliste et impérialiste a de tout temps causé bien des maux au peuple albanais. De nos jours encore, il cherche à dénaturer la vérité sur l'Albanie. Il a pillé ses richesses et ne veut pas les lui restituer. Il se refuse ou hésite à lui payer les réparations qu'il lui doit, alors qu'il l'a fait aux autres. Et cela, parce que le peuple albanais, qui est un petit peuple, désire vivre libre, indépendant et souverain dans son pays. Le peuple albanais n'a fait de tort à personne, il n'a fait que du bien. Mais aucune force ne pourra l'obliger à renoncer à ses droits légitimes.

Messieurs les dirigeants yougoslaves, laissez un instant de côté vos passions malsaines et réfléchissez de sang-froid; Cette politique de l'Etat albanais menace-t-elle ou défend-elle la République socialiste fédérative de Yougoslavie?

Nous avons déclaré et nous déclarons officiellement et publiquement que si jamais la République socialiste fédérative de Yougoslavie est attaquée, nous, les Albanais

de la République populaire socialiste d'Albanie, nous combattrons côte à côte avec les peuples de Yougoslavie. Est-ce une attitude qui mine ou qui défend la Fédération yougoslave?

Croyez-vous qu'à ce moment suprême, où le peuple albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, uni aux peuples de Yougoslavie, combattra côte à côte avec eux, comme il l'a fait lors de la Seconde Guerre mondiale, contre un ou plusieurs ennemis envahisseurs de nos deux pays, le peuple albanais qui vit sur son propre territoire en Yougoslavie dirigera ses armes et se dressera contre nous en prenant fait et cause pour les Soviéto-Bulgares ou quelque autre agresseur?

Pourquoi, messieurs les dirigeants yougoslaves, déformez-vous nos déclarations et cherchez-vous à mettre dans notre bouche des propos que nous n'avons pas tenus? Nous avons déclaré et nous déclarons que nous n'avons jamais avancé ni n'avancerons de revendications territoriales. Pourquoi nous taxez-vous de chauvins, d'instigateurs à l'irrédentisme, de nationalistes? Assurément, en partant contre nous ces accusations injustifiées, non fondées et gratuites, vous cherchez à camoufler quelque chose de grave et d'injuste de votre part.

Nous n'avons aucun intérêt à voir s'affaiblir la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Au contraire, nous souhaitons qu'elle se renforce mais pas sur le dos des Albanais de Kosove. L'affaiblissement de la Fédération n'est pas pour déplaire à l'Union soviétique révisionniste agresseuse et à la direction révisionniste bulgare. Cette vérité, nous la disons ouvertement, alors que vous, vous avez peur de la dire. Qui pis est, vous claironnez et clamez que la République populaire socialiste d'Albanie souhaite voir miner la Fédération yougoslave, que le peuple albanais et l'héroïque jeunesse albanaise de Kosove, qui revendiquent le statut de république, seraient

des contre-révolutionnaires et chercheraient à saper la Fédération.

Vous avez, par trois fois, gravement fait couler le sang du peuple albanais martyr qui vit en Yougoslavie, de ce peuple, qui avec 50 000 de ses fils et filles s'est battu côte à côte avec ses frères yougoslaves et le peuple albanais frère, qui envoya ses brigades de choc libératrices en Yougoslavie contre les occupants nazis-fascistes, les «ballistes», tchetniks et oustachis. Malgré cela, vous l'avez ensanglanté en 1945 et en 1968, et de nouveau en 1981 vous l'avez couvert de sang.

Peut-on aller de l'avant ainsi, messieurs les dirigeants yougoslaves? Peut-on qualifier cette façon d'agir de «juste règlement des questions nationales», ce slogan que vous claironnez chaque jour? Supporteriez-vous de voir exercer une terreur pareille contre vos peuples, feriez-vous preuve d'autant de sang-froid et de patience que les Kosoviens face à des faits aussi cruels? La population albanaise qui vit en Yougoslavie n'aurait-elle pas le droit de vivre tranquille et libre? N'aurait-elle pas le droit d'empêcher les gens de l'UDB d'entrer dans ses foyers, d'attenter à l'honeur de ses femmes et de ses filles, de l'emprisonner et de la torturer alors qu'elle est innocente? N'a-t-elle pas le droit de se défendre contre ces actes inhumains?

Les Albanais de Yougoslavie doivent avoir tous ces droits et la République populaire socialiste d'Albanie les soutient lorsque ceux-ci leur sont niés et surtout lorsqu'ils sont étouffés dans le sang, comme ce fut le cas ces derniers temps dans toute la Kosove.

Vous qualifiez ces vérités que nous proclamons et ces droits que nous défendons publiquement d'«ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie», d'«organisation subversive de Tirana», etc. Non, messieurs, cela est faux et personne n'ajoute foi à vos dires. Le peuple albanais qui vit en Yougoslavie est intelligent et il sait lui-

même ce qu'il fait. Il n'a pas besoin que nous, Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, lui apprenions comment il doit agir et que nous l'y incitions. Il est courageux et loyal, il sait demander ce qu'il lui revient, comme il sait lui-même se défendre. Appréciez justement, messieurs les dirigeants yougoslaves, les hautes vertus de cette partie de la nation albanaise qui vit en Yougoslavie, n'en faites pas une ennemie en foulant aux pieds les droits qui lui reviennent, ce n'est ni dans votre intérêt ni dans le sien.

La nation albanaise est une, elle a une seule histoire, une seule culture et une seule langue

Les relations dans les domaines éducatif, culturel et scientifique que la République populaire socialiste d'Albanie a entretenues, au premier chef avec la Kosove, mais aussi, à un degré moindre (et cela non pas parce que la bonne volonté a fait défaut de notre part), avec la République socialiste de Macédoine et celle du Monténégro, ont été à notre sens très normales, fructueuses, utiles et correctes de part et d'autre. Ces rapports se sont développés sur la base de conventions bilatérales et avec le consentement de nos deux gouvernements.

Nous pensons que le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a donné son consentement aussi bien à la Région autonome de Kosove qu'aux deux autres républiques fédérées où vivent des Albanais. Mais c'est là une question qui ne nous concerne pas. Ce qui intéresse les deux parties, c'est le fait que ces relations se développaient dans une juste voie, qu'elles ne revêtaient pas un caractère politique, qu'elles n'excitaient ni le nationalisme, ni le chauvinisme, ni l'irrédentisme. Il n'y a eu aucune réclamation pour un éventuel

manque de correction, pour infraction aux lois de l'une ou l'autre république par les personnes voyageant d'un pays à l'autre, pas le moindre incident, fût-ce de peu d'importance.

Nous sommes pleinement convaincus que ces relations, comme vous vous plaisez à le répéter souvent, ont servi de pont au renforcement des rapports entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie.

Ces relations économiques, commerciales, éducatives et culturelles entre la République populaire socialiste d'Albanie et la Région autonome de Kosove, après les troubles qui s'y sont produits non pas de notre fait et sans la moindre instigation ou intervention de notre part, ont été considérées par la direction de la Fédération de Yougoslavie comme équivalant à «une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, à une incitation au chauvinisme grand-albanais, à des revendications territoriales, irrédentistes». Elle a qualifié ces relations qui se développent depuis longtemps au grand jour et non pas dans des coins obscurs, comme étant fondamentalement inspirées par le nationalisme albanais, importé de Tirana par nos hommes de science, nos professeurs, académiciens, chanteurs et danseurs. Ce jugement calomnieux et hostile n'avait jamais été exprimé jusqu'ici par la partie yougoslave ni sous forme de critique ni sous forme d'observation.

Nous tenons à souligner au contraire que des personnalités majeures de la direction albanaise dans la Fédération et la région, qui se sont montrées des plus farouches contre les manifestants de Prishtina et d'ailleurs, ont constamment cité en exemple nos gens de l'art et de la culture qui se rendaient en Kosove, elles ont fait leur éloge et les ont remerciés publiquement de leur courtoisie.

La direction yougoslave oublie que la nation alba-

naise est une, indépendamment du fait qu'une partie en vit dans la République populaire socialiste d'Albanie et l'autre dans trois régions de la Yougoslavie fédérative. Elle a ici et là la même histoire, la même culture et la même langue, elle a ses héros, ses poètes, ses peintres, ses musiciens et ses artistes communs. C'est là un grand trésor qu'elle garde, qu'elle cultive et développe. Ce sont là les traits principaux d'une nation.

Les Yougoslaves estiment-ils qu'il faut effacer ces traits de la nationalité albanaise, qu'il faut les regarder comme des signes et des phénomènes d'«un nationalisme romantique suranné et d'un chauvinisme blâmable»?

Peut-on considérer l'échange d'idées entre les Albanais de l'Albanie socialiste et les Albanais vivant en Yougoslavie sur l'enrichissement de la langue albanaise, sur la genèse du peuple albanais, sur l'histoire de leurs ancêtres, sur les sciences sociales et naturelles, comme une incitation au chauvinisme et à l'irrédentisme albanais? Peut-on considérer nos danses et nos chants populaires présentés en Yougoslavie comme une incitation au chauvinisme et à l'irrédentisme? C'est là notre trésor commun, le trésor de tous les Albanais, et de la République populaire socialiste d'Albanie en particulier. Nous vous avons soumis à l'avance nos plans de coopérations culturelle et éducative et nos programmes de représentations de nos groupes artistiques et vous les avez approuvés. Ils ont été très appréciés et applaudis par le public. Tout le monde aime ce qui est beau et sain.

Nos ensembles artistiques se sont rendus partout. Ils ont été reçus et applaudis avec une grande sympathie et un vif enthousiasme par le peuple de Grèce et ses dirigeants, par les amateurs d'art et par la presse de ce pays. Nos danses et nos chants populaires ont également beaucoup plu au peuple turc et à ses dirigeants de tout rang. Ils ont été accueillis de la même façon en

France, en Italie, en Algérie, en Tunisie, dans les pays nordiques et partout ailleurs. Personne ne nous a accusés de nationalisme ni de chauvinisme. Ces publics ont respecté nos sentiments et nous avons respecté les leurs.

Nous posons la question: pourquoi les dirigeants yougoslaves ont-ils adopté cette attitude? Qu'est-ce qui les inquiète dans leur esprit et leurs sentiments? Pourquoi n'ont-ils pas la conscience tranquille? Jugent-ils que ce double courant de visiteurs entre nos deux pays a été numériquement à notre avantage? Les statistiques prouvent le contraire et nous nous en réjouissons.

Ou bien cherchent-ils un prétexte pour restreindre ces rapports, pour réduire les échanges dans les sciences, la culture, les arts et le mouvement de visiteurs entre nos deux pays? C'est ce qu'a donné à entendre Monsieur Dušan Ristić, président de l'Assemblée de Kosove, lorsqu'il a dit que «tous les protocoles sur la coopération entre les institutions et les organisations culturelles et éducatives, etc., de Kosove et d'Albanie devaient cesser d'être appliqués».

La Fédération et les autres organes compétents peuvent, s'ils le veulent, agir comme le recommande Ristić. C'est leur droit. Nous ne forçons pas les portes des autres. Pour notre part, nous garderons toujours nos portes ouvertes à tous nos amis sincères, d'où qu'ils soient et en particulier à nos frères albanais qui vivent en Yougoslavie. Cela leur permettra de voir l'«enfer albanais» comme l'appellent les principaux dirigeants de la Région autonome de Kosove et de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et de le comparer avec le «paradis yougoslave», comme nous disons.

Mais nous exprimons notre jugement à l'avance: si les Yougoslaves prennent ces mesures nationalistes, chauvines, ce sera une grave erreur de leur part. Les Albanais de Yougoslavie et tout le peuple albanais les dé-

nonceront et diront à juste titre que les Yougoslaves ont peur du développement de la culture albanaise et qu'ils n'ont pas peur de la culture décadente!

Mais nous disons en toute amitié aux Yougoslaves que de telles mesures ne tranquilliseront pas l'opinion albanaise en Kosove et dans les autres régions de Yougoslavie. Nous sommes convaincus que l'opinion yougoslave saine et l'opinion mondiale dénonceront elles aussi cet acte.

Nous avons une nouvelle fois pour devoir de dire aux dirigeants yougoslaves de garder leur calme dans leurs idées et dans leurs actions. Que la direction yougoslave considère avec l'esprit de justice le plus rigoureux les besoins des Albanais de Yougoslavie, qu'elle ne les moleste pas ni ne les soumette à aucune discrimination, qu'elle examine avec sérieux et objectivité les revendications légitimes des Kosoviens, qu'elle ne touche ni ne maltraite l'héroïque jeunesse albanaise, particulièrement la jeunesse estudiantine, les instituteurs, les professeurs et toute l'intelligentsia de Kosove et des autres régions de Yougoslavie, qu'elle ne considère pas l'Université de Prishtina et les écoles primaires et secondaires albanaises comme des foyers d'ennemis, de contre-révolutionnaires, de chauvins, etc., qu'elle n'ampute pas l'Université de Prishtina parce qu'elle aurait soi-disant une surproduction de diplômés et qu'elle n'éparpille pas les étudiants albanais dans toutes les universités de Yougoslavie. Personne ne s'y trompe et tous comprennent fort bien pourquoi on agit ainsi. L'Albanais n'oublie pas «le pays où il est né et où il est honoré». Ne tentez pas de couper la tête de la jeunesse, de la belle fleur albanaise de Kosove. car les Albanais n'ont jamais épargné leur sang pour le savoir et pour la liberté.

Si la production s'accroît dans la Kosove à la fois riche et pauvre, il ne saurait jamais y avoir une surpro-

duction de diplômés. Mais pour assurer ce développement de Kosove, il convient de prendre des mesures sérieuses, et vous pouvez bien clamer tant que vous voulez qu'en République populaire socialiste d'Albanie «le peuple n'a pas à manger, qu'il n'y a pas de liberté, pas d'églises ni de mosquées».

Le mineur de fond albanais de Kosove n'accepte pas que son sous-sol soit exploité et son sol abandonné, que ses frères soient appauvris ou tombent sous les balles.

Nous disons ces vérités à certains dirigeants yougoslaves qui sont raisonnables, afin qu'ils en tiennent compte, car la course qu'ont entamée certains autres dirigeants insensés, brutaux et antialbanais, peut causer des catastrophes encore plus néfastes, auxquelles il sera, plus tard, difficile de remédier.

Nous ne voulons pas vous donner de conseils ni nous ingérer dans vos affaires intérieures, mais nous vous disons cela pour le bien commun de nos deux pays, car vous avez beaucoup envenimé les choses avec les Kosoviens et les Albanais des autres régions ainsi qu'avec les émigrants économiques albanais hors de Yougoslavie. Vous semez la division parmi ces derniers. Ce ne sont pas les «agences diplomatiques de la RPSA» à l'étranger, monsieur Minić, qui créent cette division, mais vous.

Nous sommes pleinement convaincus que la Kosove ne peut être pour la sape de la Fédération. Mais la Fédération doit étudier et résoudre dans un esprit de justice la grande question des droits des Albanais de Kosove que ceux-ci ont mise sur le tapis, et que Tito, Moša Pijade, Miladin Popović eux-mêmes ont traitée sous l'aspect théorique et pratique.

La Kosove doit être apaisée, mais elle ne peut l'être par la destitution d'un Mahmut Bakalli,* et la nomina-

* En albanais: épicier.

tion à sa tête d'un Mahmut Çakalli.* La Kosove s'apaisera, si on lève l'état de siège, si l'armée et la police punitive serbes sont retirées, si la situation est normalisée, si tous les innocents qui remplissent les prisons sont libérés, si les corps des manifestants tombés sont rendus à leurs familles, car c'est là une question sacrée et humanitaire. Penchez-vous attentivement et dans un esprit de justice sur la demande du peuple de Kosove d'accéder au statut de république, réglez de façon juste ses problèmes économiques. C'est seulement ainsi que la Kosove sera apaisée, c'est seulement ainsi qu'elle sera une amie des autres républiques, au sein de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

La Kosove réclame le statut de république au sein de la Fédération yougoslave. Ce statut représente l'aspiration d'un grand peuple qui demande à juste titre le «statut de souveraineté» et non pas celui de «minorité nationale» qui lui avait été injustement attribué à Jajce. Milovan Djilas, ce grand-serbe et ennemi de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a, dans ses récents écrits, mis à nu les raisons de cette injustice que malheureusement l'actuelle direction yougoslave n'a jamais démenties.

La demande de Kosove d'accéder au statut de république fédérée est juste. Elle l'a mérité par la lutte qu'elle a menée aux côtés des autres peuples de Yougoslavie contre le fascisme. Le chauvinisme grand-serbe a gravement ensanglanté la Kosove et créé une situation à laquelle on ne peut guère remédier par des expédients.

Souhaitez-vous, messieurs les dirigeants yougoslaves, que ce mal tourne en gangrène? Refléchissez-y, mais pour notre part nous ne voulons pas d'une pareille chose. Ce mal doit être soigné immédiatement, judicieusement et avec courage.

---

* En albanais: chacal.

On ne peut guérir la plaie par des manœuvres, des combinaisons, des tours de passe-passe, des menaces pour obliger les gens à dire ce qu'on leur dicte. La fraternité ne peut être instaurée que dans la franchise et la sincérité, avec des hommes que le peuple albanais de Kosove aime et à qui il fait confiance. Ce sont eux qui peuvent et doivent combler le grand fossé qui a été creusé non par la faute du peuple albanais de Kosove.

Nous estimons de notre devoir de vous dire ces vérités amicalement. Vous pouvez, si vous le voulez, les rejeter, nous appliquer n'importe quelle épithète de votre choix. Que le monde avancé nous juge et nous et vous.

Les peuples de Yougoslavie et le peuple albanais veulent l'amitié entre eux, mais cette amitié doit être assise sur des fondements solides.

L'«ethnie pure», la «petite Albanie» et la «grande Albanie»

La levée de boucliers contre nous de la part de la direction yougoslave avait certainement pour but de cacher quelque chose d'horrible et de condamnable qui s'est produit dans les rues des villes et des villages de Kosove, où le sang du peuple a coulé à flots.

Combien y a-t-il eu de tués et comment ont-ils trouvé la mort? Là-dessus on garde le secret. Mais le peuple albanais de Kosove sait bien quels sont ses fils et filles que l'on a tués, torturés, fait disparaître et emprisonnés. Plus on essaie de cacher la vérité, plus elle devient dangereuse. Le sang ne s'efface pas facilement ! Il ne faut pas l'oublier. L'entière vérité sur la tragédie de Kosove se fera jour, elle sera effrayante et lourde de conséquences.

Dans une interview à des journalistes étrangers sur

les événements de Kosove monsieur Stane Dolanc a déclaré entre autres que «la République populaire socialiste d'Albanie n'a aucune part dans ces événements». Monsieur Dolanc est l'un des dirigeants principaux, sinon le principal, au sein du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ce qu'il a dit là est fondé, étayé par des faits.

Mais qui a gonflé le mensonge? Qui a faussé la vérité? Qui avait intérêt à accuser la République populaire socialiste d'Albanie d'être pour quelque chose dans les troubles de Kosove? Il appartient à la direction yougoslave, à monsieur Minić et à monsieur Vidić de répondre à cela, mais ce qui a été monté là est un acte monstrueux, un ouragan de haine, qui a creusé un tel fossé que tout Yougoslave politiquement immature peut mettre le signe d'égalité entre l'appellation d'«Albanais» et la qualité d'«ennemi des peuples de Yougoslavie». Ceux qui ont creusé ce fossé en sont responsables devant leurs peuples, y compris ici les Albanais qui vivent en Yougoslavie. Ils en sont responsables devant l'histoire.

Le Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a. unanimement, condamné injustement les événements de Kosove, il a dénoncé les Kosoviens, il a dénoncé les Albanais de Yougoslavie, il a dénoncé la République populaire socialiste d'Albanie comme étant l'instigatrice de ces troubles.

Mais nous savons aussi faire la différence entre ceux qui ont pris la parole à cette haute instance de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Nous avons constaté que les principaux dirigeants des républiques voisines du Monténégro et de Macédoine, mais aussi ceux de Croatie et de Slovénie, bien qu'ils aient condamné les événements de Kosove. se sont montrés plus calmes, plus circonspects, plus perspicaces en ce qui concerne l'évolution de la situation entre Albanais et Yougoslaves, entre la Républi-

que socialiste fédérative de Yougoslavie et la République populaire socialiste d'Albanie.

Nous ne pouvons en dire autant des principaux dirigeants de la Serbie, comme messieurs Minić, Vidić, Stambolić. Leurs discours sont marqués par une férocité sans frein, par une veine chauvine grande-serbe inouïe hostile au peuple albanais qui vit en Yougoslavie et à la République populaire socialiste d'Albanie.

Quant aux «dirigeants albanais» qui ont pris la parole à cette haute instance de la Ligue des communistes de Yougoslavie ou en dehors de cette instance, leurs discours se sont caractérisés par une hystérie aussi intense que servile, au service de leurs maîtres Vidić, Minić, Stambolić, etc. Il va de soi que ces gens-là ne peuvent pas apaiser la Kosove. Le peuple de Kosove hait ces «dirigeants» fantoches.

A toutes les réunions des hautes instances de l'Etat et du parti en République socialiste fédérative de Yougoslavie et au sein de la Ligue des communistes de Yougoslavie des voix se sont fait entendre qui disaient: «Il faut revoir nos rapports avec l'Albanie, etc.» Par deux fois en l'espace de trente ans vous avez coupé les ponts avec l'Albanie socialiste.

Espérez-vous nous intimider? Croiriez-vous que la République populaire socialiste d'Albanie respire grâce à vous? Vous vous trompez! Vous êtes obnubilés par votre mégalomanie grande-yougoslave.

Nous avons la tête froide et le cœur ardent. Nous pouvons nous arranger même avec les restrictions que vous pensez susciter dans les rapports entre nos deux pays. Vous pouvez même rompre ces rapports, nous ne nous en porterons pas plus mal.

Pour notre part, nous ne le souhaitons nullement et ce n'est pas nous qui avons créé les graves situations actuelles en Kosove et dans toute la Yougoslavie. C'est bien

vous. Nous n'y sommes pour rien. Aussi les accusations que vous portez contre nous ne sont-elles qu'un prétexte pour justifier artificiellement ces tristes événements.

Nous vous disons encore une fois: faites attention! Ne perdez pas votre calme! Ne tournez pas vos propres fautes en un conflit avec la République populaire socialiste d'Albanie, car ce conflit serait dans l'intérêt de nos ennemis.

Monsieur Minić s'est livré, au Comité central de la LCY, à une dangereuse provocation en affirmant que «la direction albanaise, par le truchement de ses personnalités, de sa diplomatie, y compris son ambassade à Belgrade et ses agences, a encouragé les groupes irrédentistes albanais, qui avaient pour but de déstabiliser et de désintégrer la Yougoslavie». Nous estimons que cette personnalité ne parle pas au nom du gouvernement de la RSFY, car. si les choses étaient comme le prétend monsieur Minić et qu'une ou deux personnes ou une ambassade entière se livrent à des menées subversives, alors le gouvernement yougoslave serait en droit, comme le seraient aussi le gouvernement albanais et tout autre gouvernement en des cas analogues, de déclarer ces gens-là *personae non gratae*, et même de rompre les relations diplomatiques.

Cela, ni le gouvernement yougoslave ni le gouvernement albanais ne l'ont fait, car une pareille activité n'existe pas.

Cette pratique, monsieur Minić la connaît. Mais il invente tout cela pour défendre une cause perdue.

Malgré tout, du discours de monsieur Minić nous avons conclu qu'il aurait mis sous contrôle toutes nos ambassades dans divers pays, et bien sûr l'ambassade d'Albanie à Belgrade. C'est ce qu'a confirmé le ministre de l'Intérieur de Yougoslavie, Franjo Herlević, qui, accusant lui aussi les représentations diplomatiques albanaises dans diverses capitales et à Belgrade d'avoir

attisé les événements de Kosove, a révélé en fait que nos ambassades seraient partout placées sous le contrôle de la police secrète yougoslave. Cela montre que les services secrets yougoslaves, en épiant les ambassades albanaises, se livrent aussi à leurs agissements dans d'autres pays, violant ainsi la souveraineté de ces pays et les lois internationales. Ces agissements sont intolérables et condamnables.

Les allégations de Herlević sont des inventions de ses services, des calomnies malveillantes faisant le jeu des milieux réactionnaires intérieurs et extérieurs, qui ont intérêt à voir les relations entre la République socialiste fédérative de Yougoslavie et la République populaire socialiste d'Albanie se dégrader et se rompre.

Le Serbe Peter Stambolić a parlé en grand-serbe incorrigible qu'il est. Il a su défendre les intérêts serbes sur le dos des Albanais et il a dit entre autres que «la lutte pour la pureté ethnique conduit objectivement au nationalisme». Et il a qualifié cette lutte de fasciste.

Nous demandons à monsieur Stambolić: le peuple serbe ne constitue-t-il pas une ethnie? Ne considère-t-il pas le peuple albanais aussi comme une ethnie? Sans nul doute, ces deux peuples constituent deux ethnies.

Si monsieur Stambolić ne considère pas le peuple serbe comme une «ethnie pure», du fait que des Albanais, des Monténégrins, des Bosniaques et des Turcs vivent aussi avec lui, le peuple albanais ne constitue pas davantage une «ethnie pure», car en Kosove, où l'immense majorité de là population est de nationalité albanaise, vivent avec elle des minorités serbe, monténégrine et turque.

Dans ces circonstances analogues, monsieur Stambolić se livre à un tour de passe-passe; l'ethnie albanaise serait nationaliste, fasciste, l'ethnie serbe elle, ne le serait pas. Mais ce tour de passe-passe ne réussit pas, car ou

bien les deux ethnies conduisent «au nationalisme et au fascisme», ou bien ni l'une ni l'autre n'y conduit. Mais il est absolument impossible que l'une y conduise et l'autre non.

Pourquoi monsieur Stambolić ne dit-il pas plus ouvertement que la plus grande ethnie doit dominer la plus petite, que la première doit être souveraine dans la Constitution et la seconde non, cela étant dans l'intérêt de la bourgeoisie de la plus grande ethnie qui exploitera la plus petite?

Ce théoricien grand-serbe qui suit la même ligne ultraréactionnaire que l'académicien Čubrilović de triste mémoire, en avançant la thèse selon laquelle la notion d'«ethnie pure» conduit au fascisme, au nationalisme, veut dire pratiquement qu'«il faut anéantir l'ethnie albanaise, lui faire perdre ses traits nationaux, la faire dégénérer, car elle est devenue pour nous une écharde au pied».

Selon monsieur Stambolić, seule l'ethnie serbe peut vivre en amitié avec les autres peuples, qu'il considère de troisième ou de quatrième importance, alors que l'ethnie albanaise souveraine en Kosove ne peut pas vivre, elle, en amitié avec les minorités serbe, monténégrine et turque de Kosove.

«Les rapports entre Albanais, Serbes et Turcs ont été gravement affectés», reconnaît monsieur Stambolić. Cela est vrai, mais ces rapports ont été ébranlés seulement entre Serbes et Albanais et non pas entre Albanais, Monténégrins et Turcs.

Pourquoi les rapports entre Serbes et Albanais ont-ils été troublés? Lisez la fable de La Fontaine «Le Loup et l'Agneau», monsieur Stambolić, et vous y trouverez l'explication.

De la réunion du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, les attaques contre la Ré-

publique populaire socialiste d'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie se sont étendues à diverses réunions publiques en République de Serbie, avec, cette fois, une virulence sans précédent. Quelque orateur animé d'un esprit grand-serbe et fasciste enragé est allé jusqu'à dire qu'il faut «démanteler le régime stalinien d'Albanie»

Ce nouveau Caton crie sur les «places serbes» «Delenda est Carthago» Or la République populaire socialiste d'Albanie n'est pas Carthage, et le Scipion grand-serbe capable de détruire l'Albanie n'a pas encore vu le jour.

Nous avons tout conquis au prix de notre sang, criait ce nouveau Caton. Et l'Albanie, comment a-t-elle conquis ses libertés? Sans verser son sang? Non, elle les a conquises seulement au prix de son sang. Et ce sang, elle l'a versé aussi pour la liberté des peuples de Yougoslavie. Nous ne l'avons jamais regretté et ne le regretterons jamais. Nous sommes prêts à verser encore notre sang en cas de besoin. La République populaire socialiste d'Albanie est en bonne santé et pleine de dynamisme. C'est une autre qui est la malade des Balkans.

Les nouveaux Catons de Serbie nous accusent, nous Albanais, de haïr le peuple serbe. C'est une calomnie monstrueuse. Nous avons aimé et nous aimons le peuple serbe. Nous haïssons seulement le chauvinisme serbe, le chauvinisme albanais et tout autre chauvinisme, car nous sommes des marxistes-léninistes, des internationalistes.

Afin de masquer leur chauvinisme, les chauvins grands-serbes nous qualifient, nous Albanais, de grands-Albanais. C'est l'Italie fasciste de Mussolini qui lança ce slogan et l'on connaît ses visées expansionnistes-agressives et celles des «ballistes» et des tchetniks serbes. Nos deux peuples ont lutté ensemble héroïquement et ils ont vaincu leurs ennemis communs.

L'après-guerre devait régler les rapports entre amis et alliés albanais et yougoslaves. Pour notre part, nous

avons rempli notre devoir internationaliste. Nous avons combattu aux côtés des partisans yougoslaves pour la libération de la Yougoslavie. Quant au devoir qui vous incombait à vous, afin d'apporter une juste solution au problème de la Kosove, vous ne l'avez pas rempli. Comme nous l'avons déjà évoqué, vous avez parlé en principe des droits des Albanais de Yougoslavie, mais dans la pratique vous avez fait le contraire et vous continuez de faire de la démagogie.

Ce n'est ni la Rome des César, ni les Slaves de Stefan Dušan, ni les sultans ottomans, ni l'Italie fasciste de Mussolini qui ont donné le jour au peuple albanais. Le peuple albanais a son histoire pluriséculaire, émaillée de luttes pour sa liberté, pour son existence. Ses ennemis ont tenté de le supprimer, mais ils n'y ont pas réussi. Le peuple albanais s'est battu et a vécu dans les siècles. Il a survécu comme une ethnie compacte, bien qu'il ait été divisé et morcelé. Qui nie cette réalité, non seulement fait sourire, mais encore montre ses farouches sentiments chauvins.

Les Albanais de la «petite Albanie» de près de trois millions d'habitants ou de la «grande Albanie» (appellation utilisée par l'occupant italien et que vous aussi employez maintenant pour nous taxer de chauvins) de plus de cinq millions, sont tous et au même titre des Albanais. A cela vous ne pouvez rien, messieurs les chauvins serbes. Il existe bien deux Allemagnes, une de l'Est et une de l'Ouest, de même qu'il existe deux Corées, une du Nord et une du Sud. Mais personne ne doute qu'il n'existe qu'un seul peuple et une seule nation allemande, de même qu'il n'existe qu'un seul peuple et une seule nation coréenne.

Les Albanais sont une ethnie, un peuple, qu'on veuille l'appeler «petite Albanie» ou «grande Albanie». Les Albanais de cette Albanie «petite» ou «grande», qui constituent

un peuple compact et qui ont tous les traits d'une vraie nation, n'ont jamais usurpé les terres ni jamais empiété sur les droits d'autrui. Il n'ont revendiqué que leurs droits, ils les ont défendus et ils les défendront. Vous jugez cela hors nature, vous qualifiez cette attitude de «grande-albanaise», de «nationaliste», voire de «fasciste». Lorsque la Kosove réclame le statut de république au sein de la Fédération pour laquelle se sont battus cinquante mille partisans, vous avez eu le front de qualifier cette revendication d'acte contre-révolutionnaire, de nationalisme albanais et de lui appliquer une foule d'autres épithètes de ce genre.

Vous tombez en contradiction manifeste avec les principes proclamés et les déclarations faites par vos principaux dirigeants, dont vous chantez les louanges jour et nuit. Vous êtes en contradiction avec les principes du droit international, avec les principes du bon voisinage, aussi ne pouvez-vous pas espérer avoir de votre côté l'opinion mondiale progressiste et sensée.

Les solutions que la direction yougoslave cherche à donner au problème de Kosove et aux difficultés dans lesquelles est plongé le pays montrent qu'elle agit avec une grande précipitation et dans un désarroi complet. Les attitudes qu'elle observe et les actions qu'elle entreprend ne répondent aux intérêts ni de la Yougoslavie, ni de l'Albanie, ni de la sécurité balkanique, ni de la sécurité européenne, à propos de laquelle les dirigeants yougoslaves, se posant en promoteurs de l'esprit d'Helsinki, mènent un grand tapage. Par de tels agissements, la direction yougoslave ne renforce pas la position de la RSFY, elle l'affaiblit.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 17 mai 1981

QUAND NAQUIT LE PARTI

Souvenirs

(Extraits)

La grave situation qui a été imposée à notre patrie par l'occupation fasciste nous assigna, à nous communistes, de grandes responsabilités. Si durant les jours décisifs précédant le 7 avril les groupes communistes divisés et en lutte entre eux ne réussirent ni à créer une direction unique ni à mobiliser le peuple et à le lancer dans des actions armées contre les agresseurs, à présent, après l'occupation, la situation rendait plus impérative la nécessité d'une activité communiste organisée et ininterrompue. Nous devions agir, nous organiser pour la résistance, montrer aux gens ce qu'était le fascisme italien et quels étaient ses objectifs; mettre à nu sa démagogie, le caractère de ses mesures et ses méthodes perfides pour faire croire qu'il était venu en Albanie pour la sauver de Zogu, que l'Albanie aurait soi-disant son propre gouvernement, etc. Nous devions organiser la résistance et la propagande contre le gouvernement quisling de Vërlaci qui réalisa la mascarade de «l'Union de l'Albanie» dans «le cadre de l'empire italien» avec à sa tête Victor Emmanuel III lequel quelque temps auparavant s'était fait couronner «empereur d'Ethiopie» et maintenant se faisait proclamer aussi «roi d'Albanie».

La réalisation de ces tâches était sans doute difficile mais non impossible. Les grandes manifestations qui eurent lieu durant les premiers jours d'avril dans tout le pays contre la menace italienne, les demandes d'armes des larges masses du peuple au gouvernement traître et féodal de Zogu, l'expression de la volonté de combattre, les coups portés aux troupes italiennes qui avaient débarqué à Durrës, Vlore, Sarande et Shëngjin, étaient pour nous, communistes, autant de signes que seulement en s'organisant, en s'armant et en combattant on pourrait chasser l'ennemi qui menaçait l'avenir de notre pays et de notre peuple, c'était la meilleure confirmation du fait que notre peuple ne supporterait pas l'occupation et qu'avec une direction résolue il se dresserait et jetterait les agresseurs à la mer.

Mais nous, membres des divers groupes communistes, bien que sentant la nécessité de lutter contre l'occupant et pratiquant différentes formes de lutte, ne parvenions pas à nous entendre, à aplanir nos divergences idéologiques et politiques et à unir nos forces et nos efforts. Cela nuisait à notre lutte commune contre le même ennemi. Comme groupes non plus, l'invasion ne nous trouva pas bien organisés. Les groupes n'avaient pas étendu leur travail parmi les masses du peuple et dans tout le pays en dépit des justes instructions du Komintern que le camarade Ali Kelmendi avait transmises dès 1932 et puis des nouvelles directives du 7e Congrès du Komintern envoyées en Albanie depuis 1937 et qui nous recommandaient de pénétrer dans les masses, de travailler parmi elles et de grossir et de raffermir les nouvelles cellules.

Ces instructions avaient été formulées à Moscou dans l'esprit et à la lumière des directives du 7e Congrès du Komintern au cours d'une réunion organisée par la Section balkanique de celui-ci où fut analysée la situation du mouvement communiste en Albanie et les tâches qui

lui incombaient. Les larges perspectives qu'ouvraient ces directives pour le développement du mouvement communiste en Albanie furent obscurcies par les éléments trotskistes.

Le groupe communiste de Korçe approuva les directives du Komintern et les adopta. Ce groupe obtint pas mal de succès dans son travail auprès des ouvriers, des jeunes, des artisans et des petits commerçants. De toute manière les camarades du groupe de Korçe avaient pour trait un certain sectarisme qui se concrétisait dans un travail clos mené dans la ville même tandis que son action était très faible pour ne pas dire inexistante en dehors de Korçe ou dans les autres villes. C'est de ce sectarisme et d'autres faiblesses qui freinaient le développement et l'extension du mouvement communiste que profitèrent certains éléments antimarxistes de ce groupe pour en détacher quelques membres de notre groupe à Tirana. Une partie d'eux avaient fondé depuis 1936 un groupe trotskiste avec à sa tête Aristidh Qendro, d'autres, avec Anastas Lula et Sadik Premte, manifestaient des signes d'une nouvelle fraction qui, plus tard, après l'occupation du pays, se manifesta comme un groupe à part connu sous l'appellation de «Groupe des Jeunes».

Je me souviens que peu après l'occupation du pays, le groupe de Korçe envoya à Tirana deux de ses représentants avec pour mission d'entrer en contact avec Anastas Lula et quelques-uns de ses camarades pour les orienter sur les nouvelles tâches que posait la situation après l'occupation et les convaincre de maintenir leurs liens avec le groupe. Mais les délégués du groupe de Korçe loin de réussir à persuader Anastas Lula et compagnie, constatèrent dans leurs idées et dans leur vie des bassesses, des agissements trotskistes anticommunistes, extrêmement amoraux. Ils quittèrent le groupe d'Anastas horrifiés et quand ils nous en informèrent, le groupe de Korçe décida

à juste titre d'entreprendre une lutte idéologique contre ces trotskistes.

Ce groupe avait fait siennes toutes les théories et les pratiques des gangsters trotskistes et anarchistes: vol, mensonges, corruption et communauté des femmes. Ils sortirent de nouvelles «théories» qui nuisaient considérablement à notre lutte. D'après Anastas Lula, Andrea Zisi et les autres trotskistes «l'occupation du pays avait son mauvais mais aussi son bon côté: elle favorisait la mise sur pied de la bourgeoisie, l'édification d'une industrie, la création de la classe ouvrière et l'on pourrait alors parler de la fondation d'un parti communiste authentique, on pourrait parler de lutte contre l'occupant». «Il faut attendre la création du prolétariat», «le travail mené auprès de la paysannerie n'a pas de résultat- tels étaient certains de leurs slogans. Naturellement, les «théories» de ces chefs de file étaient non seulement anticommunistes, mais elles servaient l'occupant et sabotaient l'organisation de la résistance et de la lutte populaire contre lui. Le groupe de Korçe combattit impitoyablement ces traîtres et ces «théories» et actes qui étaient non seulement trotskistes, mais qui concordaient avec ceux du Parti fasciste albanais, produit de l'occupant.

Le groupe de Korçe suivait une ligne juste sur ces problèmes capitaux, mais il faut dire que Koço Tashko influait négativement sur le développement de cette ligne. En dehors de Korçe, surtout à Tirana où le travail du groupe était entre les mains de ce dernier, le processus avait presque été paralysé. En prétendant avoir lui-même apporté de Moscou les directives du Komintern, Koço Tashko se posait en chef, en représentant de l'Internationale en Albanie, mais la vérité était qu'il ne savait pas travailler parmi les gens, il était tout aussi sectaire qu'opportuniste.

Le groupe de Korçe avait subi aussi les coups de la

réaction zoguiste, mais en tout état de cause il demeurait le groupe le plus important non seulement par son nombre, mais surtout par le fait que ses idées étaient plus justes que celles des autres groupes. Notre groupe de Korçe avait une juste vision du grand danger de l'occupation fasciste et il luttait à sa manière; mais, certainement, s'il avait mené un travail d'organisation plus solide, plus intelligent, s'il avait agi énergiquement et avec la maturité requise pour liquider toute cette montagne de «rancœurs», de contradictions, de querelles et d'ambitions personnelles ou de calomnies qui ne manquaient pas au sein des groupes communistes, il aurait contribué davantage au rapprochement des communistes et aurait accéléré la fondation du Parti. Face au grand danger du fascisme qui nous avait envahis, l'unité marxiste-léniniste fut gravement négligée. Par conséquent, même après l'occupation, les groupes non seulement se maintinrent sur leurs vieilles positions, mais leurs disputes et leurs contradictions s'accrurent et s'aggravèrent. Koço Tashko et Anastas Lula représentaient un obstacle sérieux pour l'assainissement de la situation dans ce sens.

De toute façon, le fait est qu'à Korçe où le groupe était dirigé par le camarade Miha Lako les choses en général marchaient bien. En particulier à la veille et au lendemain de l'occupation l'activité du groupe se vivifia plus que jamais auparavant. Nous nous réunissions régulièrement, nous discutions, définissions les attitudes à adopter sur les grands et difficiles problèmes auxquels nous étions confrontés.

En premier lieu, nous devions préserver et consolider encore une unité saine à l'intérieur du groupe communiste, ne permettre aucune faille dans ses rangs, aucun signe de frayeur ou de panique face à la terreur et aux représailles du régime fasciste. Je me souviens qu'aux premiers jours d'avril, lorsque les occupants n'étaient

pas encore entrés dans la ville, quelqu'un suggéra que certains de nos camarades, connus par les autorités et les agents fascistes pour leur activité antifasciste, abandonnent Korçe pour échapper à l'internement ou à la prison. Cela donna lieu à oppositions:

«Toute la population de Korçe, tout le peuple d'Albanie est antifasciste, fîmes-nous observer à la réunion. Des milliers de personnes manifestent dans les rues et crient: «A bas le fascisme!». Alors, comment les communistes peuvent-ils s'éloigner du peuple?! C'est le contraire qui doit être fait. Nous devons être les premiers à nous lancer dans des actions et des manifestations, nous devons montrer au peuple le véritable chemin de la lutte et de la libération, nous devons le convaincre par notre exemple!»

Et c'est ce qui fut fait. Les communistes du groupe de Korçe, dont le noyau était composé d'ouvriers de la ville, n'hésitèrent ni ne reculèrent devant le danger. L'influence des ouvriers parmi les écoliers qu'à l'époque nous appelions étudiants était assez sensible. Le lycée de Korçe était un important soutien de la résistance contre le fascisme. Les élèves de ce lycée et leurs enseignants révolutionnaires accentuèrent toujours plus l'esprit des manifestations antifascistes d'avril 1939 et, plus tard, en particulier après la fondation de notre Parti communiste, firent de ce lycée un véritable nid révolutionnaire, une source de cadres du Parti et de partisans de l'Armée de libération nationale.

L'idée de me transférer à Tirana et de «m'occuper de commerce» n'était pas une trouvaille fortuite, elle ne surgit non plus du fait de mon licenciement. Non, c'était quelque chose de bien réfléchi et calculé de la part de notre groupe communiste. Comme je l'ai dit plus haut, en particulier après l'occupation fasciste de l'Albanie, le

groupe communiste de Korçe ressentit plus que jamais sa vieille faiblesse du travail clos dans les limites même de la ville. Ce défaut avait non seulement empêché le groupe de grossir ses rangs et de travailler comme il se devait pour éclairer et mobiliser les masses, mais il avait également réduit les possibilités de liaison et de coopération avec les autres groupes communistes.

Koço Tashko, qui résidait la plupart du temps à Tirana, ne faisait aucun travail bien organisé, fût-ce sur le plan de la propagande orale. Son travail consistait en quelques conversations «académiques» avec les intellectuels, mais même avec eux timidement et avec crainte, de peur d'être découvert par la police. Bref, je peux dire que c'était à la fois un présomptueux et un lâche. Bien entendu, nous n'avons pas abouti à cette conclusion sur son compte immédiatement, mais seulement plus tard, graduellement, parce qu'au début nous ne le connaissions pas bien et seul son travail petit à petit fit apparaître qui il était. Avec quelques camarades de notre groupe qui se trouvaient à l'époque à Tirana, comme Xhevdet Doda, Demir Godelli à Peqin et d'autres, il n'avait que des conversations superficielles, s'efforçant d'établir des contacts individuels, blâmant et contestant la lutte des autres groupes communistes surtout du groupe de Shkodër et la fraction d'Anastas Lula, fraction qui tendait toujours plus à se constituer en groupe à part. Mais ces blâmes était proférés en bloc sans aucune différenciation entre les membres des groupes où il y avait des communistes résolus et sans tenter de se rapprocher d'eux ou de les contacter. Aussi était-il apparu indispensable de mener un travail plus organisé et plus intense en dehors de Korçe, surtout à Tirana qui non seulement était devenue le centre de la réaction fasciste mais où se trouvaient et agissaient alors les principaux représentants des autres groupes communistes. Et juste à ces moments-là

eut lieu mon licenciement et le centre de notre groupe communiste profita de l'occasion pour m'envoyer d'abord moi puis quelques autres camarades à Tirana. Là, sur la recommandation du centre, nous devions former la branche de Tirana du Groupe communiste de Korçe, étendre l'activité du groupe sur des bases saines et organiser le mouvement antifasciste dans la capitale et les autres régions du pays.

Après avoir discuté et être tombé d'accord avec Miha, Pilo et les autres camarades sur les principales orientations de notre travail à Tirana et dans les autres régions, il fallait trouver aussi la manière de nous y installer, imaginer ce que nous ferions «légalement» aux yeux des gens, des autorités. Au cours de ces discussions surgit l'idée du «commerce», l'idée d'ouvrir à Tirana la boutique «Flora» qui allait très vite devenir une des bases les plus importantes du mouvement communiste et antifasciste...

Deux objectifs principaux, fondamentaux, nous préoccupaient à propos du grand idéal qui occupait nos esprits et nos cœurs: l'un était de grossir autant que possible et dans toutes les villes le nombre des membres du groupe d'ouvriers résolus, d'artisans, d'étudiants révolutionnaires et d'intellectuels, de pénétrer aussi dans les campagnes où notre travail était, si l'on peut dire, au plus bas; le second de mettre fin, dans un esprit de principe, aux querelles et aux désaccords avec les autres groupes communistes qui opéraient à Tirana, à Shkodër et ailleurs, de parvenir à assurer une véritable union dont dépendait la question vitale pour notre pays, la fondation du parti communiste.

Ce qui était essentiel et déterminant, c'était d'étendre les liens avec les ouvriers parce qu'ils représentaient la base d'acier du parti que nous allions former. Nous étions conscients que si nous y parvenions, aucune force ne pourrait nous vaincre.

Nous avions bien fait nos premiers pas dans ce sens. Nous avions établi des contacts et avions organisé des réunions avec des ouvriers révolutionnaires. Mais cette activité devait être menée plus avant. On conseillait aux jeunes camarades ouvriers de créer des liens et des contacts avec les jeunes des autres groupes, d'engager avec eux des conversations amicales, de blâmer l'ennemi fasciste, les quislings, etc., mais de le faire avec soin et sans envenimer les situations, tout en préservant l'individualité de notre «Parti». «Voyez-vous, camarades, soulignai-je, cela revêt une grande importance pour l'avenir».

Et c'est ce qui fut fait. Tous travaillèrent sans relâche et élargirent sensiblement leurs cercles d'ouvriers jeunes et courageux. Ces ouvriers et ces jeunes dynamiques étaient difficiles à contenir. Ils voulaient combattre et organiser des actions contre l'ennemi. Ils venaient constamment à la boutique «Flora», où ils nous rencontraient, moi ou Pilo, et, après nous avoir informés, ils posaient la question habituelle: «Qu'est-ce que nous allons faire aujourd'hui, et demain?».

Pendant cette période je suis aussi allé à Gjirokastër. Depuis des années des éléments de divers groupes communistes y déployaient leur activité. J'y rencontrai certains et nous parlâmes des problèmes qui préoccupaient le peuple albanais et en premier lieu les communistes albanais. Je soulignai entre autres que bien que nous soyons membres de différents groupes, nous devions nous rapprocher les uns des autres parce que tant les idéaux que la cause pour lesquels nous devions combattre étaient identiques et communs. «Notre lutte contre l'occupant, dis-je aux camarades, ne peut pas avancer et triompher si nous ne rejetons pas les vues et l'esprit malsains des groupes; il nous faut donc à tout prix trouver un langage commun et créer les conditions requises qui nous conduiront à la fondation d'un parti unique, du Parti

communiste d'Albanie. C'est là une tâche à laquelle sont confrontées toutes les forces révolutionnaires saines du pays, une tâche qui incombe à chaque camarade, indépendamment du fait s'il conduit le groupe ou en est un simple membre, indépendamment du fait s'il travaille et combat à Tirana, à Korçe, à Shkodër, à Gjirokastër ou ailleurs».

Notre travail dans les campagnes se révélant encore insuffisant, il nous incombait d'établir des contacts avec les régions rurales. A l'époque nous combattions surtout les vues trotskistes d'Anastas Lula sur le problème des campagnes, vues qui semaient la confusion, qui si elles étaient propagées auraient nui gravement non seulement au travail du parti que nous voulions former mais aussi aux destinées mêmes de la lutte contre les occupants.

D'après Anastas Lula et ses caudataires, la paysannerie albanaise était «arriérée», «conservatrice», «réactionnaire» et les communistes ne pouvaient pas travailler auprès d'elle, ils ne pouvaient pas établir de liens et de bases organisées! Je parlerais plus bas des conceptions réactionnaires d'Anastas Lula et compagnie, mais je veux souligner ici que le groupe de Korçe non seulement maintenait des vues justes à propos de ce problème mais qu'il luttait pour les défendre. En particulier après mon transfert à Tirana, notre intérêt et notre attention envers la paysannerie augmenta. A moi, personnellement, ce sujet m'attirait et m'intéressait depuis longtemps non seulement parce qu'en tant que communiste je sentais et comprenais la nécessité de lier la cause de la classe ouvrière à celle de la paysannerie, mais aussi pour une autre raison: dès mon enfance et durant mon adolescence j'avais connu et aimé les grandes traditions patriotiques et révolutionnaires de la paysannerie albanaise, ses combats incessants pour la liberté et l'indépendance nationale...

Sans l'aide de la paysannerie notre Parti ne parviendrait pas à s'acquitter de sa mission. Confrontant les vues d'Anastas Lula et compagnie sur le caractère de notre paysannerie avec les conceptions erronées et dénigrantes des esadistes, des zoguistes et de la bourgeoisie usurière sur ce problème, je constatai qu'elles étaient quant au fond identiques. Nous devions donc combattre énergiquement les conceptions trotskistes et réactionnaires sur la paysannerie, car c'était seulement ainsi que nous créerions un véritable parti marxiste-léniniste. De toute manière, au début cette lutte serait menée sur le plan théorique puisque concrètement la campagne était pour nous une terre vierge. En cette matière ressortait la conception «ouvriériste» comme nous disions, lorsque nous expliquions théoriquement aux camarades du groupe que le problème de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie était vital pour la libération de la patrie. Les camarades ouvriers comprenaient cette nécessité, mais il faut reconnaître que les *Korçars* étaient un peu sectaires dans ce sens. Avec patience et par la persuasion nous étions en train de surmonter petit à petit cet obstacle. De mon côté, j'avais commencé mon travail grâce aux liens que j'avais établis avec Myslim Peza.[1]

Après ma rencontre avec le détachement de Peza nous avons commencé aussitôt à y envoyer nos camarades. De même, suivant l'accord conclu avec le groupe de Shkodër pour mener des actions communes, plus tard ce groupe aussi envoya ses camarades au détachement. Ainsi ses membres combattaient aux côtés des nôtres et c'était là

1 Myslim Peza (1897-1984), patriote démocrate et combattant antizoguiste. Après l'occupation du pays, il devint une des figures les plus éminentes de la Lutte antifasciste de libération nationale; il fut vice-président du Front démocratique d'Albanie, vice-président du Présidium de l'Assemblée populaire (1946-1982), héros du Peuple et du Travail socialiste.

quelque chose de positif qui devait nous convaincre encore plus que ce groupe était pour la lutte, ce qui réfutait l'une des accusations non fondées portées à son encontre.

Nous sommes également entrés en contact avec les paysans du Dajti et de Kruje parce que nous avions de bons camarades de ces parages. Entre-temps, je continuais d'étendre mes liaisons avec mes anciens collègues, instituteurs antizoguistes et antifascistes. Nos cercles grossissaient d'autres intellectuels dont, certains étaient de mes connaissances et d'autres de Koço Tashko. Celui-ci, étant plus âgé et ayant été vice-consul à New York[2], travaillait en particulier avec les vieux nationalistes exilés à l'époque de Zogu et rentrés dans le pays dans les «fourgons» des Italiens. Koço aimait bien faire la causette et avec eux il ne risquait pas de se compromettre.

Parallèlement à nos efforts faits pour étendre le travail de notre groupe et la propagande antifasciste dans le peuple, nous avions travaillé et obtenu aussi certains succès sur une autre question fondamentale, celle des contacts avec les autres groupes communistes.

Mais d'abord je souhaiterais parler, en général, de la situation et des vues principales du groupe de Shkodër et du groupe des «Jeunes» comme je l'ai fait pour le groupe de Korçe. La vérité est que nous nous sommes fait une opinion définitive sur la situation de ces deux groupes lorsque nous avons entamé les discussions ouvertes et fait notre autocritique au nom des groupes pendant les jours et les nuits historiques où nous jetions les fondements du Parti communiste d'Albanie. Avant cette période aucun groupe ne s'était fait une opinion exacte et correcte sur les autres groupes. Les opinions du groupe de Korçe sur les autres groupes et vice-versa, leurs opi-

2 De 1922 à 1925 Koço Tashko avait été vice-consul du gouvernement albanais à New York.

nions sur le nôtre, étaient en flagrante contradiction. Dans nos opinions personnelles il y avait des nuances qui prouvaient que quelque chose était en train de changer, que l'on ouvrait quelque accès à une communication et à un rapprochement entre nous, mais en général nous devions nous soumettre à l'attitude unique et rigoureuse du groupe et cette sorte de discipline nous tenait encore divisés, froids et rancuniers les uns envers les autres. Ce furent justement les réunions des premiers jours de novembre 1941 qui jetèrent la pleine lumière sur les bons et les mauvais côtés, sur les faiblesses constatées dans le travail des groupes. qui mirent en évidence ce qui nous liait et ce qu'il fallait faire pour nous unir à l'un l'autre, ainsi que ce qui nous séparait et ce qu'il fallait faire pour y remédier une fois pour toutes. Cela devait être fait plus tard. Pour le moment je m'en tiendrai à la situation concrète des groupes.

Le groupe de Shkodër était composé, dans l'ensemble, de bons camarades. Il y avait parmi eux des ouvriers, des étudiants et quelques intellectuels mais presque aucun paysan. Bien entendu, comme tous les groupes, il avait des sympathisants dans diverses couches sociales. Le groupe de Shkodër également avait un caractère clos, la plupart de ses membres étaient à Shkodër, mais il comptait parmi ses membres des ouvriers et surtout des étudiants à Tirana.

Le groupe de Shkodër manquait de l'organisation et de la discipline interne qui caractérisaient le groupe de Korçe. Les liens de ses membres étaient lâches: leurs actions n'étaient pas dictées par une direction plus ou moins affirmée, les orientations et les directives données étaient fortuites, individuelles. Le groupe de Shkodër était incontrôlable non pas parce que ses membres ne se réunissaient ni n'étudiaient, mais parce que leurs réunions étaient secrètes à l'extrême et il n'en transparaissait jamais rien au dehors qui pût conduire à une action concrète.

Le groupe de Shkodër n'avait pas approuvé les directives du Komintern sur la dissolution des «cellules» sectaires, la pénétration des communistes au sein des masses des ouvriers, des paysans et des intellectuels, sur le travail à mener parmi eux et sur la création, avec les plus méritants d'entre eux, de nouvelles cellules, pures, puissantes et prêtes au combat.

Ces vues de la direction du groupe de Shkodër contraires aux directives du Komintern étaient en opposition, et c'est là que réside la tragédie, avec l'amour qui beaucoup de ses membres comme Vasil Shanto, Qemal Stafa, Kristo Themelko, Tuk Jakova (qui plus tard trahit le Parti et complota avec les titistes yougoslaves contre le Parti et la patrie socialiste), Nexhmije Xhuglini, Ali Demi, Nazmi Rushiti, Qamil Gavoçi et tant d'autres camarades nourrisaient pour le communisme, l'Union soviétique, pour Staline et le Komintern.

Les camarades du groupe de Shkodër étaient des antizoguistes et antifascistes résolus et. surtout après l'occupation, ils se lancèrent dans des actions révolutionnaires, des manifestations, etc. Mais à la tête de ce groupe se trouvait un trotskiste rusé, Zef Mala, qui, lorsqu'il fut mis en prison, dénonça tout ce qu'il savait de son groupe et de ses camarades à la police de Zogu. Il passait pour un prolétaire intellectualisé mais était seulement un petit démagogue, un intrigant qui menait un travail de sape. Il publia aussi deux numéros d'un bulletin soi-disant théorique du groupe (qui fut appelé plus tard «Bulletin vert», à cause de la couleur de sa couverture) dont il alimenterait ses membres. Mais les idées et les conceptions qu'il propageait étaient des extraits retranscrits ou lus dans des manuels trotskistes publiés en Italie fasciste (Le groupe de Korçe aussi avait son propre bulletin qui, vu dans l'optique de nos jours, n'était pas de grand poids mais ses écrits comportaient rarement des erreurs de ligne).

Dès les premiers moments de sa mise sur pied comme groupe à part, le groupe de Shkodër tâcha de se lier avec le groupe de Korçe, mais malheureusement au lieu de ce lien il s'en noua un autre qui eut des conséquences nuisibles: Zef Mala entra en contact vers la fin de 1937 avec un vil élément trotskiste, Niko Xoxi, qui avait trahi le groupe de Korçe et Ali Kelmendi.

Niko Xoxi, grossi de tout le bagage archiomarxiste et diversionniste d'Andrea Zisi, dans l'impossibilité de soumettre le groupe de Korçe, se rendit à Shkodër et à Tirana et, très vite, trouva un langage commun avec Zef Mala, il trouva, en d'autres termes, chaussure à son pied. Par des intrigues, des calomnies et la confusion, ces deux renégats réussirent à s'emparer de la direction du groupe de Shkodër.

Une fois cette liaison antimarxiste consommée, on verra germer dans ce groupe toutes sortes de théories étrangères au mouvement révolutionnaire en Albanie, théories qui empêchaient la définition et l'adoption d'une ligne révolutionnaire juste. Vers la seconde moitié de 1940 les dirigeants du groupe de Shkodër s'étaient mis à discutailler dans un esprit de compromis avec le groupe des «Jeunes» dirigé par Anastas Lula.

En particulier après son rapprochement avec ce groupe, la pénétration des idées erronées dans celui de Shkodër devint encore plus marquée. A la différence du groupe communiste de Korçe qui s'appuyait sur la masse des ouvriers et se composait principalement d'ouvriers, celui de Shkodër ainsi que celui des «Jeunes» avaient dirigé leur attention sur les écoles, l'intelligentsia. Le bagage théorique et organisationnel que spécialement les chefs de file du groupe des «Jeunes» ainsi que Zef Mala et Niko Xoxi mettaient à la disposition de ces jeunes, n'était pas fondé sur de saines bases marxistes. En tout cas et surtout après l'occupation fasciste, ces groupes intensifièrent leurs efforts

pour gagner à eux le plus grand nombre d'élèves des écoles secondaires, en particulier à Tirana, Shkodër, Vlore et un peu moins dans les autres villes du pays. La propagande communiste menée parmi les jeunes des écoles, indépendamment de sa mesure et de la manière dont elle se faisait, devait jouer un rôle positif.

Les moments difficiles que connaissait la patrie sous l'occupation fasciste, la haine des jeunes pour l'occupant, l'élan et l'enthousiasme qui bouillonnaient dans leurs cœurs juvéniles, neutralisaient de façon naturelle les visées et les «rêves» de ces chefs de file antimarxistes de pouvoir préparer dans la «quiétude» les «pléiades» révolutionnaires de l'avenir! Non, les jeunes révolutionnaires qui tombaient sous l'influence de tel ou tel groupe, n'y adhéraient pas en pensant au -lendemain- dont on ne savait pas quand il viendrait, mais ils le faisaient pour le jour même, pour le moment, pour la lutte qui bouillait et allait éclater. Ils entraient dans le mouvement communiste et se déclaraient communistes avec l'idée sacrée de se lancer immédiatement dans des manifestations et des actions, de servir donc la cause de la lutte et de la révolution, de résoudre les problèmes à l'ordre du jour. C'est là ce qui explique principalement que la base de ces groupes, indépendamment du travail de sape de leurs chefs de file, était pour la lutte, pour le Parti et qu'elle exerça une grande influence pour l'aplanissement des divergences existant entre les groupes.

La solidarité fondée sur l'esprit de clocher joua un rôle notable dans le groupe de Shkodër comme dans celui de Korçe, mais cette solidarité ne reposait pas sur des bases saines. Les erreurs du groupe de Shkodër, cependant, étaient plus accentuées parce que ce groupe subissait l'influence des trotskistes Zef Mala, Niko Xoxi, Andrea Zisi et autres tandis que le groupe de Korçe avait à sa tête Ali Kelmendi, Miha Lako, Pilo Peristeri et d'autres prolétaires, communistes consciencieux et résolus.

Une autre différence entre ces deux groupes était leur attitude envers la littérature et la théorie marxistes-léninistes. Les membres du groupe de Shkodër avaient un plus grand zèle pour la littérature que ceux du groupe de Korçe, plus porté à la pratique, à l'action. Mais il faut ajouter que si les membres du groupe de Shkodër et ceux du groupe des «Jeunes» lisaient effectivement beaucoup, la littérature qu'ils consultaient et qui venait de Grèce ou d'Italie n'était pas contrôlée et son interprétation était erronée; le groupe des «Jeunes» en particulier en faisait une interprétation trotskiste. Tout aussi faux et fondamentalement non marxiste était le mobile qui poussait les chefs de file de ces groupes à étudier «à fond» la littérature qui leur tombait en main. Sous l'influence de Zef Mala et de Niko Xoxi, le groupe de Shkodër, avant même l'occupation fasciste, embrassa la théorie antimarxiste de la «préparation» et de «la préservation des cadres», théorie apportée en Albanie par l'aventurier et le fanfaron archiomarxiste Andrea Zisi. Selon cette théorie, il n'existait pas en Albanie les conditions requises pour une véritable lutte révolutionnaire menée avec les masses, il n'existait non plus ni de classe ouvrière ni de bourgeoisie, ni de lutte des classes! Les partisans de cette théorie avaient donc tiré la conclusion que jusqu'à ce que les conditions pour la révolution aient mûri, les communistes devaient se limiter à la «préparation théorique», à connaître la «littérature» du bout des doigts, à «préserver leurs rangs», c'est-à-dire à se dérober à la véritable lutte afin que, lorsque le moment «rêvé» viendrait, ces bravaches «instruits» répandent leur savoir dans les rues et s'emparent du pouvoir!

Mais indépendamment de l'objectif et des orientations des chefs de file sur ce problème, il faut dire que le travail effectué pour l'étude de la part de cette littérature qui était vraiment marxiste allait jouer et joua effectivement

un rôle positif en armant de principes révolutionnaires la base saine des groupes.

Les membres du groupe de Shkodër étaient, en majeure partie, des hommes courageux, hardis. Malgré leurs dirigeants trotskistes. Zef Mala et Niko Xoxi, ils travaillaient pour organiser la lutte contre le fascisme. Il ne faut pas oublier qu'ils étaient sous la surveillance non seulement de la police de Zogu, mais aussi de la «police» du clergé catholique, qui constituait à Shkodër un danger en ce qu'il se collait aux gens comme la glu.

Zef Mala, chef du groupe, finit par devenir agent de la police zoguiste, dénonça tous les camarades ainsi que le travail de leur groupe. La police de Zogu arrêta les principaux camarades du groupe de Shkodër, les déféra en justice et les condamna à des peines diverses. Après l'occupation de l'Albanie Qemal, Vasil et autres s'enfuirent de prison, Qemal fut même blessé au bras pendant que les gendarmes le poursuivaient.

Quelle attitude adoptait le groupe de Shkodër envers l'occupant et les chefs de file trotskistes? Il faut dire que tous ses membres, de même que ceux du groupe de Korçe ainsi que la base du groupe des «Jeunes», étaient en bloc contre l'occupant et les quislings. Ils haïssaient le fascisme occupant et voulaient combattre. Ils n'hésitèrent pas à s'engager en masse dans des manifestations et à se lancer dans des actions. Mais, d'autre part, comme je viens de le souligner, la confusion n'était pas absente dans leurs rangs et cela à cause des «théories» pseudo-marxistes prônées par les trotskistes. Cette confusion allait disparaître par étapes dans le cours des événements qui évoluaient rapidement.

Tels étaient les bons et les mauvais traits du groupe de Shkodër. Il va sans dire que dans ces conditions ce groupe et celui de Korçe se querellaient et se combattaient pour «l'hégémonie», sur des questions comme «qui est le parti», «qui est en contact avec le Komintern», «qui suit

une juste ligne», «quel rôle doivent jouer la classe ouvrière et la paysannerie», «comment faut-il considérer la famille, le mariage, la propriété privée» et sur beaucoup d'autres questions et, sans aucun doute, leurs conceptions opposées sur ces questions nous divisaient, et ni d'un côté ni de l'autre on ne faisait de concessions. En plus, à part les questions de principe qui nous divisaient, la brutalité petite-bourgeoise de Koço Tashko nuisait à nos rapports, parce qu'il propageait l'idée qu'«il était inutile de tâcher de les contacter et de se rapprocher d'eux». Et c'était d'autant plus regrettable quand on l'entendait faire aussi allusion ainsi aux camarades du groupe de Shkodër qui avaient donné des preuves de bravoure et de résolution communiste devant les tribunaux de Zogu, comme c'était le cas de Vasil Shanto et Qemal Stafa.

Qu'était le groupe des «Jeunes»? Je ne vais pas faire son historique parce que le Parti l'a fait dans ses analyses, mais je veux souligner quelques vérités. Le groupe en question avait son centre à Tirana. Il avait aussi ses ramifications dans d'autres villes et en particulier à Vlore. Il était dirigé par deux «cinglés» anarchistes et trotskistes, Anastas Lula (Qorri) et Sadik Premte (Xhepi). A l'époque de Zogu, ces deux éléments se posaient en antizoguistes et pendant l'occupation en anti-italiens. Ils se posaient aussi en communistes, mais les «théories» qu'ils prêchaient n'avaient rien à voir avec le communisme.

Ces deux éléments semaient la confusion parmi les jeunes. Après le coup porté en 1937 à l'activité fractionniste et traîtresse d'Aristidh Qendro à Tirana, le groupe de Korçe considérait ces deux éléments comme ses membres et les mettait en contact avec les camarades du groupe qui poursuivaient leurs études ou étaient allés travailler à Tirana. Mais Anastas Lula et Sadik Premte, assimilant tout le bagage antimarxiste d'Aristidh Qendro et profitant

du localisme du groupe de Korçe qui ne déploya pas comme il fallait son activité dans tous les milieux où il y avait des jeunes, réalisèrent leur fraction au sein du groupe de Korçe.

Avec le temps cette fraction qui, en apparence, maintenait ses contacts avec le groupe de Korçe, accentua son activité scissionniste et, au début de 1940, se déclara comme un groupe à part. C'était l'époque où nous travaillions et luttions pour aplanir les divergences avec le groupe de Shkodër et nous parvînmes même à créer une sorte de «Comité central» commun entre le groupe de Korçe et celui de Shkodër.

Je ne vais pas m'étendre plus longuement sur le fond de cet accord que, dès la réunion de la fondation du Parti, nous avons qualifié à juste titre d'accord d'en haut, une espèce de greffe social-démocrate, mais je veux seulement souligner que précisément lorsque fut créé, disons, ce Comité central commun on découvrit l'existence aussi d'un autre groupe jusqu'alors camouflé. C'était le groupe des «Jeunes». Son apparition au grand jour, l'attaque qu'il lança contre le groupe de Korçe ainsi que tout son arsenal antimarxiste rendirent bien plus ardu le travail entamé pour le règlement des désaccords.

A Tirana Anastas Lula et Sadik Premte maintenaient des contacts avec beaucoup de jeunes qu'ils avaient nourris et fanatisés avec des théories de bandits, amorales et trotskistes. Ils canalisaient le courage et la résolution antizoguistes et plus tard antifascistes et anti-italiens de ces jeunes gens et jeunes filles dans des actions de gangsters et d'anarchistes. Mais ces pratiques n'étaient le fait que de quelques jeunes de ce groupe et uniquement de Tirana, qui se firent et demeurèrent même plus tard les lieutenants de Qorri et de Xhepi dans leurs idées et leurs actions. Mais tous les autres membres du groupe des «Jeunes», à Tirana, à Korçe et surtout à Vlore, n'étaient pas comme

eux. Avec leurs slogans trotskistes, Anastas Lula et Sadik Premte réussirent à organiser seulement une lutte fractionnelle contre le groupe de Korçe qu'ils qualifièrent de groupe non communiste, mais ils ne parvinrent pas à éteindre ni même à atténuer sa lutte contre Zogu et contre les occupants. Et c'était là pour eux leur «talon d'Achille». La base du groupe des «Jeunes» était en général saine, patriote à l'extrême, courageuse, antizoguiste, anti-italienne et attaché au communisme. En particulier à Vlore, bien qu'il en fût originaire, Xhepi ne parvint pas, et du reste il n'osa même pas, à freiner l'action contre le fascisme et les occupants italiens parce qu'il avait face à lui le communiste résolu, antizoguiste et antifasciste Hysni Kapo[3], un camarade qui jouissait d'une influence décisive à Vlore, qui était à la tête d'un grand nombre de jeunes camarades de la ville, de l'Ecole de Commerce et des villages.

Aussitôt après la fondation du Parti, Hysni Kapo devint le pilier de la nouvelle organisation du Parti communiste qui s'édifiait à Vlore et, avec ses camarades et sous la direction du Parti, il lutta pour mettre fin définitivement à l'influence funeste de Xhepi et de Qorri qui tentèrent d'organiser une fraction adverse. La lutte d'Hysni Kapo contre eux pour défendre le Parti récemment créé était comme un appel à liquider une fois pour toutes les vues et les pratiques trotskistes des chefs de file de l'ancien groupe des «Jeunes» et de certains de leurs successeurs qui ne s'assagirent pas même après la fondation du Parti.

Quant au groupe du «Zjarri» et quelque autre groupe je n'en parlerai même pas parce que ces groupes n'avaient rien de marxiste et leurs chefs de file étaient des provo-

---

3 Hysni Kapo (1915-1979), un des dirigeants les plus remarquables du Parti et de l'Etat albanais, membre du Bureau politique du CC du PTA depuis 1946, secrétaire du CC du PTA (1956-1979); Héros du Peuple et du Travail socialiste.

cateurs manifestes. La fondation du Parti les démantela définitivement.

Telle était donc, dans les grandes lignes, la situation des principaux groupes communistes en Albanie au moment où nous, en travaillant légalement à la boutique «Flora», intensifions nos efforts pour aboutir à un accord avec nos «adversaires», qui auraient dû être en fait nos compagnons de lutte pour le même idéal...

Aux moments où nous avions intensifié plus que jamais nos efforts pour trouver un langage commun et aboutir à un rapprochement définitif entre les groupes, un important événement allait exercer son influence révolutionnarisatrice sur le mouvement communiste et antifasciste en Albanie comme sur toute la vie politique internationale: les hordes hitlériennes lancèrent, le 22 juin 1941, leur lâche attaque contre l'Union soviétique.

L'agression hitlérienne contre l'Union soviétique suscita une grosse émotion parmi tous les groupes et tous les communistes albanais. Avant même le déclenchement de cette attaque, il nous avait fallu livrer une lutte acharnée contre la propagande fasciste et les pseudo-démocrates qui, en faisant une fausse interprétation du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique, calomniaient celle-ci affirmant qu'«elle s'était alliée à l'Allemagne hitlérienne», que «les communistes albanais ne devaient pas combattre l'occupant fasciste parce que l'Italie est l'alliée de l'Allemagne hitlérienne avec laquelle l'Union soviétique avait signé un pacte de non-agression».

Il nous incombait, à nous communistes, de combattre la propagande fasciste et en même temps d'éclairer tous les esprits, non seulement de nos proches, mais aussi de certains camarades des groupes qui ne comprenaient pas les raisons de la signature du pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne hitlérienne.

L'attaque barbare hitlérienne contre l'Union soviétique non seulement nous ébranla mais montra clairement que c'était nous et non pas nos ennemis qui avions eu raison, que Staline n'avait jamais trahi le communisme ni l'Union soviétique. L'entrée en guerre de l'Union soviétique accrut notre espoir et notre confiance dans la victoire. La lutte du peuple albanais contre le fascisme serait désormais forte d'un autre appui important: la lutte des peuples soviétiques dirigés par Staline contre le nazisme allemand. Maintenant les communistes albanais et notre peuple, qui n'étaient pas restés les bras croisés, intensifieraient encore plus leur lutte qui battrait son plein dans tout le pays. Tous devaient combattre les occupants et les quislings. Les communistes, les groupes devaient définitivement laisser de côté leurs querelles et leurs rancœurs...

Outre leurs divergences, les groupes communistes étaient alors séparés aussi par l'observance d'un rigoureux secret, chaque groupe veillait avec fanatisme et jalousie sur ses propres membres et ne permettait pas facilement qu'ils entrent en contact avec ceux d'un autre groupe. Surtout les chefs craignaient qu'on ne leur «enlève» les membres! Cette «crainte» n'était pas sans fondements. Des éléments trotskistes et fractionnels comme Aristidh Qendro, Niko Xoxi, Zef Mala, Anastas Lula, Sadik Premte et autres s'étaient fait une règle dans leur action de mener un travail de subversion au sein des autres groupes, pour les diviser, à partir de positions antimarxistes, et leur «enlever» leurs membres.

Les éléments sains du groupe de Korçe et quelques camarades du groupe de Shkodër, comme Qemal, Vasil et d'autres, avaient une tout autre idée et agissaient différemment à ce propos. En cherchant à entrer en liaison entre nous, nous ne songions nullement à «rallier» à nous tel ou tel membre d'un autre groupe. Non, nous partions du principe juste que nous étions tous des communistes, nous

étions des camarades animés des mêmes idéaux, nous combattions pour une cause commune, et, nous devions donc discuter et nous lier uniquement au nom de ces idéaux suprêmes et non pas à des fins mesquines et sectaires de groupe ou de fraction.

C'était précisément le mobile qui m'animait lorsque je demandais avec insistance à Koço Tashko de rencontrer Vasil Shanto et Qemal Stafa, et c'était ce même mobile qui poussa ces deux derniers à prendre l'initiative de me rencontrer. Heureusement, après l'occupation fasciste du pays, les communistes de la base, membres de divers groupes, commencèrent à se mettre en contact et à s'entretenir entre eux dans les lieux de travail, dans les écoles, etc., en véritables communistes et à se lancer dans des actions communes, des manifestations de protestation, des grèves, et cela en dépit des conseils et des recommandations de certains de leurs chefs de file fractionnistes et trotskistes. Avec le temps ces liaisons des communistes par le bas se consolidèrent et s'élargirent, ce qui constituait à coup sûr un facteur important pour la fondation même du Parti.

Désormais, je rencontrais de temps en temps Vasil Shanto et Qemal Stafa. Lors de ces rencontres nous aplanissions toujours plus les divergences essentielles entre nos groupes jusqu'à ce que, petit à petit, nous finîmes par nous accorder en principe sur le fait que dans un avenir proche nos groupes fusionneraient et nous déciderions de fonder le Parti communiste d'Albanie. Comme je viens de le souligner, le premier pas vers cette union historique devait consister dans les actions et les initiatives communes qui, particulièrement d'août 1941 à 8 novembre 1941, s'intensifièrent toujours plus. L'accord sur l'envoi de membres des deux groupes au Détachement de Peza eut à cet égard une grande importance. Quoi qu'il en fût, il restait encore beaucoup à faire tant pour rallier les autres groupes à no-

tre but que pour aplanir davantage les divergences antérieures ou celles qui voyaient le jour. C'est pour cela que nos rencontres avec Vasil durant cette période devinrent toujours plus fréquentes...

Nous-mêmes, en tant que groupe, avons organisé une série de réunions de travail et nous sommes bien préparés pour la grande réunion projetée des représentants des trois groupes communistes et à laquelle participeraient également les camarades Miladin et Dušan.

Nous décidâmes, d'abord et surtout, de faire établir que le premier jour de la Réunion devait être considéré comme le jour historique de la fusion des groupes et de la fondation du Parti communiste d'Albanie; quant aux discussions, elles pouvaient et devaient, à partir de cette base, continuer tant qu'il le faudrait, jusqu'à ce que tous les problèmes et les divergences existantes fussent tirés au clair. Je m'arrêtai assez longuement sur cette question parce que j'étais persuadé que nous ne devions nous rendre à une réunion commune sans être décidés à atteindre le grand objectif qu'étaient la fusion des groupes et la fondation du Parti communiste.

«Nous ne devons permettre ni à nous-mêmes ni aux autres, dis-je aux camarades, de nous rendre à cette réunion seulement pour nous accuser et nous quereller entre nous, mais nous devons y aller pour aboutir à une juste conclusion.»

Je proposai de demander à Miladin de recueillir aussi l'approbation des autres pour que la Réunion, dès le début, adopte en principe la décision de fonder le Parti communiste d'Albanie. Puis nous pourrions continuer de discuter entre nous en tant que membres d'un parti constitué. Cette décision était nécessaire, car dans les autres groupes il se trouverait des éléments qui ne souhaitaient pas la fondation du Parti, notamment des individus comme Anastas Lula et Sadik Premte, mais peut-être aussi d'autres. En

tant que trotskistes, ils étaient contre cette organisation, et ils avaient intérêt à ce que la scission continue et s'accentue. Tous les camarades se rallièrent à ma proposition.

La seconde question dont il fut décidé dans notre groupe était la façon de présenter les problèmes. Nous nous accordâmes sur le fait que nous devions soutenir dans un esprit vraiment communiste et non pas dans un esprit de groupe la juste ligne politique, idéologique et organisationnelle du groupe de Korçe, reconnaître les défauts de notre travail et accepter les justes critiques des autres, les accepter sans agacement ni colère. Sur chaque critique qui nous serait adressée, nous nous consulterions et prendrions position. Nous devions critiquer avec force et sans hésiter toutes les vues antimarxistes, trotskistes, liquidatrices de tous les groupes et les chefs de file qui avaient joué un rôle néfaste dans le mouvement communiste albanais...

Nous nous préparions tous pour cette journée qui devait constituer le plus grand événement historique de notre peuple. Beaucoup d'entre nous vivaient dans la clandestinité parce que la réaction en rage sévissait partout, mais nous continuions le travail commencé avec un nouvel optimisme, avec un grand espoir qui multipliait nos forces. Malgré la terreur exacerbée, notre lutte populaire s'était amplifiée. Les manifestations, les grèves, les distributions de tracts, les coups de main organisés contre les occupants et les quislings devenaient toujours plus fréquents.

Le 28 octobre approchait, c'était la date de la «Marche sur Rome» ainsi que l'anniversaire du jour où, en 1940, le peuple grec avait été attaqué par les fascistes italiens, attaque que nous avions dénoncée en répandant des tracts dans les rues l'année d'avant.

Nous décidâmes d'organiser le 28 octobre 1941 une grande manifestation contre les occupants et le gouvernement quisling de Vërlaci. Notre groupe proposa d'en-

treprendre une grande action commune avec les autres groupes à laquelle le peuple et la jeunesse participeraient largement et qui aurait à sa tête des membres de tous les groupes communistes. Les camarades du groupe m'autorisèrent à rencontrer Vasil Shanto et Anastas Lula pour réunir «la commission d'action» (dont nous avions décidé en principe la constitution, mais que nous n'avions jamais réunie). Lorsque je leur parlai de la manifestation que nous devions organiser, Vasil l'approuva sans hésiter tandis que Qorri, en mâchant ses mots, dit qu'il fallait réunir la commission et en discuter.

Nous réunîmes la commission. Etaient présents Vasil Shanto, Anastas Lula, Mustafa Gjinishi, Mustafa Kaçaçi et Hasan Reçi. J'avançai ma proposition et on se mit à en discuter. Vasil Shanto et Mustafa Kaçaçi l'approuvèrent immédiatement. Mustafa Gjinishi aussi y était favorable, mais il fit observer qu'il fallait faire attention, car ils pourraient ouvrir le feu sur nous, etc. Hasan Reçi, bouffi et indolent, ne se décidait pas, tandis qu'Anastas Lula hésitait. Assurément il était contre, mais il ne pouvait le dire. Nous décidâmes d'organiser la manifestation et de partir du cinéma «Rex» où les fascistes prononceraient le discours de circonstance. Nous remplirions le cinéma de nos gens, qui, à peine la réunion ouverte, lanceraient les mots d'ordre «A bas le fascisme!», etc., briseraient les fauteuils et sortiraient dans la rue en scandant des mots d'ordre antifascistes et entonnant des chants patriotiques. Dehors les attendraient d'autres camarades et des patriotes. Il fut décidé que chaque groupe organiserait sa propre action pour aller à la manifestation comme un seul corps et nous nous séparâmes. A peine sortis, Anastas Lula, comme nous l'apprîmes plus tard, avait rencontré Xhepi qui l'attendait et lui avait dit:

«Avertis les camarades de ne pas organiser la manifestation».

Mais ils ne parvinrent pas à empêcher les membres de leur groupe d'y participer.

Cela était dans la ligne du travail de sape et de sabotage de ces éléments ennemis camouflés, qui, durant cette période comme avant et après la fondation du Parti, nous créèrent de graves et continuels obstacles et difficultés.

Le fait est qu'au cours de cette période ils semblèrent soutenir l'idée de la collaboration entre les groupes. Ils acceptèrent de prendre part à la Réunion constitutive et aux actions communes organisées à la veille de cet événement. Il y avait beaucoup de raisons à cela et elles sont connues mais je dois souligner une chose: Anastas Lula et Sadik Premte se «rallièrent» à nous non point parce qu'ils avaient dans leur conscience un brin de communisme, non parce qu'ils étaient affligés du sort de leur patrie qui souffrait dans l'esclavage, ni parce qu'ils se souciaient de la cause de la lutte de notre peuple. Au contraire, ils se dérobaient à ces problèmes cardinaux. Ce furent les circonstances, la situation qui les obligèrent à prendre ce parti. En premier lieu ce fut la base de leur groupe, les communistes sains et tous les jeunes révolutionnaires sous leur égide, qui, spontanément et sous l'influence des événements, des communistes et des sympathisants des autres groupes, rallièrent l'idée des actions communes et l'idée de la fondation le plus tôt possible du Parti. Au cours de cette période, Anastas Lula e Sadik Premte se rendirent compte qu'ils seraient rejetés par la base même du groupe s'ils ne s'unissaient pas à ce courant. Aussi s'y joignirent-ils, mais, par malheur, ils le firent comme des agents subversifs. Cela ne devait pas tarder à être confirmé.

D'autre part, les camarades du groupe de Shkodër menèrent un travail intense pour faire admettre l'idée de la collaboration et de la création du Parti. Comme on le sait, les deux groupes, celui de Shkodër et celui des «Jeunes», avaient abouti à un accord, mais si, au début,

cette collaboration était fondée sur des bases fausses et antimarxistes, par la suite et surtout vers la seconde moitié de 1941, le groupe de Shkodër, tout en assainissant la situation en son propre sein, influa sur le groupe des «Jeunes» pour que celui-ci également eût une plus claire vision de la perspective. A l'automne de 1941, en particulier en octobre, Anastas Lula et Sadik Premte se rendirent compte qu'ils ne devaient pas rester à l'écart. Le travail mené par notre camarade Miladin Popović, qui au cours de cette période prit plusieurs fois contact avec les camarades du groupe des «Jeunes» et notamment avec Anastas Lula et Sadik Premte, joua un rôle important dans cette affaire.

Ainsi ces deux éléments se rallièrent à l'idée commune de la création du Parti mais à contre-cœur, parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, mais aussi avec de sombres desseins de sabotage.

Leur tentative de saboter la grande manifestation du 28 octobre 1941 s'inscrivait entre autres dans ces desseins. Mais en cette occasion aussi ils échouèrent dans leurs menées.

Ce fut une grande, une puissante manifestation, fougueuse, comme nous l'avions prévue. Elle fut le théâtre d'une empoignade sanglante avec les carabiniers et la milice fasciste. La manifestation eut un écho extraordinaire, elle fut la pierre de touche de l'union des communistes albanais et démontra la force intarissable de notre peuple, sa haine du fascisme et des quislings et sa résolution de les combattre.

Cette importante résistance qui ne cessait de croître, dirigée par les communistes, la dénonciation de l'occupant et de ses instruments avaient discrédité le gouvernement quisling de Vërlaci. Maintenant l'Italie fasciste avait besoin d'une main forte, d'un criminel chevronné et éprouvé pour écraser le peuple, «exterminer les communistes» et les patriotes en masse, pour faire de la démagogie non pas

à partir de positions «féodales et antipaysannes» avec la figure politique de Vërlaci, mais à partir de positions «nationalistes et démocrates». Et l'Italie fasciste trouva cette main criminelle dans la personne de Mustafa Merlika (Kruja), nommé premier ministre un mois plus tard au lieu et place de Vërlaci destitué.

Ce collaborateur barbare, en sa qualité de sénateur fasciste, s'était signalé par sa haine et son comportement féroce à l'égard des communistes et du peuple, ainsi que par ses spéculations sur les sentiments patriotiques des Albanais de Kosove, pour piller les richesses du peuple de cette région dans l'intérêt de la bourgeoisie marchande fasciste albanaise en cours de création et des sociétés italiennes qui spoliaient le peuple albanais. Dans ses discours non publiés et dans les conférences tenues dans les cinémas, Mustafa Kruja menaçait les communistes de la force des armes et appelait les «nationalistes démocrates» du genre d'Ali Këlcyra et compagnie, qui s'alimentaient depuis longtemps dans le râtelier italien, à collaborer. En tant que premier ministre, il entendait remplir les prisons avec nos camarades et des patriotes, faire pendre et tuer des gens en masse, renforcer la milice fasciste albanaise et en faire un instrument aux mains de la milice fasciste italienne. Mais notre résistance et notre lutte s'enflammaient toujours plus. C'est ce que confirma aussi la puissante manifestation du 28 octobre 1941 organisée et dirigée par les communistes albanais.

Le lendemain je fus obligé de passer dans la clandestinité. Ce fait aussi a son histoire.

Dans la matinée du 29 octobre des carabiniers firent irruption dans la boutique «Flora». Deux d'entre eux bardés de cartouchières et leurs étuis de révolver ouvert, entrèrent dedans tandis que les autres restèrent dehors. A ce moment nous nous rendîmes compte de la grave erreur que nous avions commise. Nous avions pensé que dans la

grande confusion de l'affrontement de la journée précédente, parmi ces centaines et milliers de manifestants qui avaient fait trembler Tirana, les fascistes ne nous avaient pas identifiés. Et voilà maintenant nous, presque tous, les «employés» de «Flora», nous trouvions pris dans un piège terrible.

«Enver Hoxha! cria l'un des carabiniers. *Dove è Enver Hoxha?»*

Pilo et Ilo Dardha qui se trouvaient derrière le comptoir sentirent les serviettes se glacer dans leurs mains. Il se fit un moment de silence, mais entre-temps je m'étais repris et, de la caisse du «propriétaire associé», j'allongeai la tête et avec «gentillesse» tentai l'unique subterfuge possible:

«Il est là, attendez un moment, s'il vous plaît, je vais l'avertir», leur dis-je d'une voix calme et faisant des gestes d'«empressement» extrême comme si je brûlais du désir de rendre service aux *pépinos!*

J'avais atteint la cible. Ils me crurent. J'entrai dans l'arrière-boutique en appelant à voix haute: «Enver, on te demande», ouvris rapidement le portillon de derrière qu'on laissait ouvert pour des cas pareils, et sortis dans une ruelle étroite. Je sautai dans le jardin d'une vieille femme qui vivait seule et de là, ayant passé le «quartier des bergers», je traversai «tranquille», mais les yeux bien ouverts, le grand boulevard. Au bout de quelques instants, lorsque j'entrai dans le quartier populaire, je fus sûr qu'il n'était resté entre les mains des fascistes que mon nom.

Je dis adieu à ma chère «Flora», notre petite boutique modeste, où pendant près de deux ans nous avions vendu légalement des cigarettes et des saucissons alors que clandestinement nous nous préparions pour la révolution. «Flora» était une petite boutique, avec des murs de briques et de pisé mais entre ces murs nous, une poignée de jeunes fils du peuple, nous nous étions réunis tête à tête et avions

discuté avec fougue de nos affaires de communistes, nous avions rendu compte de ce que nous avions réalisé et élaboré des plans pour effectuer un travail encore plus important et plus fructueux: nous y avions aplani tant de divergences avec les camarades des autres groupes communistes; nous étions sortis de là avec des tracts et chargés de missions concrètes pour divers endroits de la capitale et d'autres centres du pays. J'y avais rencontré mes camarades inoubliables, des patriotes et des révolutionnaires, Vasil Shanto, Qemal Stafa, Misto Marne, Mihal Duri, Dulle Keta et des dizaines d'autres jeunes gens et jeunes filles du peuple.

Et voilà que maintenant je devais la quitter, je devais mettre fin à ma «légalité». Mais je ne regrettai pas cette séparation. D'une manière ou d'une autre, cela ne pouvait manquer de se produire parce qu'il apparaissait clairement que la vague de l'insurrection populaire montait et que l'heure de la grande décision approchait. La seule chose qui m'angoissait et m'inquiétait pendant toute cette journée était le sort de mes camarades. Mais, tard dans la nuit, dans la base clandestine où je m'étais installé, je vis Pilo entrer et je sursautai de joie. Il était d'excellente humeur.

«Ç'a été vraiment bien joué, dit-il. Tu n'as laissé aux *pépinos* que du crottin», et il m'expliqua en détail la confusion et la rage des carabiniers lorsqu'ils se rendirent compte qu'ils avaient été roulés. Heureusement on n'avait rien fait à nos camarades. Apparemment, leurs noms n'étaient pas encore inscrits sur les listes de la gendarmerie fasciste.

Nous nous mîmes tout de suite au travail. Le temps pressait, le 8 novembre approchait.

Cette nuit-là, la veille du 8 novembre 1941, nous nous dirigeâmes vers la petite maison qui nous attendait. Je

ne m'arrêterai à décrire dans ces souvenirs la maison où fut fondé le Parti communiste d'Albanie, car elle est désormais un monument remarquable de notre pays, que connaissent tous les Albanais, grands et petits, ainsi que des milliers d'amis, de camarades et de visiteurs étrangers. Toutes les ruelles environnantes étaient surveillés par des camarades armés, bien déterminés et calmes, qui montaient la garde. Une enquête minutieuse avait été préalablement menée sur les habitants de ces maisonnettes. Il y logeait des familles pauvres d'ouvriers, d'apprentis et de patriotes.

Dans l'obscurité de la nuit, nous entrâmes en file indienne, en bon ordre et en silence. A l'intérieur toutes les fenêtres étaient tapissées de couvertures. Aucune lumière n'était visible. On n'entendait pas le moindre bruit. La clandestinité totale. Nous entrâmes dans la petite maison avec de grands espoirs, avec une joie et une confiance indicibles dans nos cœurs, mais, disons-le sans ambages, pris aussi d'une étrange sensation, d'un brin d'angoisse. Sûrement, chacun de nous qui venait là avec le grand désir de voir fonder le Parti, se demandait: «Comment iront les choses? Atteindrons-nous notre but sacré?» Nous y trouvâmes Miladin, Dušan, Vasil et Qemal. Nous nous embrassâmes avec les camarades yougoslaves et avec les autres. Mais, à dire la vérité, avec les camarades du groupe de Shkodër ce fut une embrassade encore plus chaleureuse. Avec les chefs de file des «Jeunes» la rencontre fut tiède, mais sans aucun signe d'hostilité.

Nous étions maintenant réunis. Notre groupe avait désigné pour participer à la Réunion les camarades Koço Tashko, Pilo Peristeri, Enver Hoxha, Koçi Xoxe et Sotir Vullkani. Nous étions tous là sauf Koçi Xoxe que nous avions envoyé à Korçe quelques jours auparavant pour qu'il mette au courant Miha et les autres camarades sur la plate-forme à laquelle nous avions décidé de nous tenir

à la Réunion constitutive, et qu'il donne les dernières instructions à propos d'une grande manifestation que nous avions décidé d'organiser à Korçe le 8 novembre. Du groupe de Shkodër étaient présents Qemal Stafa, Vasil Shanto, Kristo Themelko, Tuk Jakova et du groupe des «Jeunes» Ramadan Çitaku, Anastas Lula, Sadik Premte ainsi qu'un camarade de Kosove...

Le 8 novembre 1941, la première Réunion des représentants des trois groupes communistes commença ses travaux.

En tant que groupe plus ancien et plus important du mouvement communiste d'Albanie à l'époque, l'honneur revint au groupe de Korçe d'ouvrir la Réunion constitutive. Comme je l'ai déjà relevé, ce groupe me chargea de prendre la parole. Je me levai et dis:

«Camarades, c'est pour notre groupe de Korçe et, pour moi personnellement, un grand honneur qui nous est fait de prendre les premiers la parole».

J'étais très ému, mais petit à petit la «machine» se mit en marche.

«D'abord, entamai-je, j'invite les camarades ici présents à honorer la mémoire de tous les camarades communistes et des autres vaillants combattants, albanais et étrangers, qui sont tombés et tombent au champ d'honneur dans la lutte contre le fascisme pour la liberté des peuples. Honorons la mémoire d'Ali Kelmendi, de Mujo Ulqinaku et d'autres simples fils de notre peuple qui se battent les armes à la main contre les occupants fascistes, honorons la mémoire des héros de la Guerre d'Espagne, des héros de la grande Union soviétique qui, sans reculer devant le sacrifice suprême, luttent pour abattre le fauve nazi, honorons la mémoire de nos frères, les héros communistes yougoslaves tombés au champ d'honneur.»

Nous nous levâmes tous et observâmes une minute de

silence. Puis je remerciai de tout cœur le Parti communiste de Yougoslavie et son Comité central de l'aide qu'il nous prêtait par l'intermédiaire des camarades Miladin et Dušan, lesquels, avec nous, avaient lutté et apporté leur contribution pour réaliser la rencontre de ce jour.

Ensuite, comme en avait décidé notre groupe, je soumis à la Réunion sa proposition de fonder le Parti dès le premier jour, pour les raisons que j'ai susmentionnées, lorsque nous en avions discuté au sein de notre groupe, et qui sont reflétées aussi dans les documents du Parti. J'en ai déjà mentionné quelques-unes qui sont reflétées aussi dans d'autres documents, mais j'ajouterai certains détails tels qu'ils me reviennent à la mémoire:

«Camarades, poursuivis-je, je désire saluer au nom du groupe de Korçe la première Réunion commune des représentants des trois groupes communistes et les camarades qui en font partie. Nous souhaitons que cette réunion soit couronnée de succès. Quant à nous, nous avons la pleine conviction que les discussions qui se dérouleront à cette occasion seront fructueuses, mais pour cela, il est indispensable que nous fassions tous preuve de bonne volonté. Nous, les membres du groupe de Korçe, avons également la ferme conviction que vous aussi êtes venus ici non pas pour que nous nous disputions comme des ennemis, mais pour que nous discutions même âprement si cela est nécessaire, mais en communistes. Avant tout, il faut que notre travail soit fondé sur les principes, sur des principes qui doivent être purs et toujours conformes aux enseignements de nos grands maîtres, Marx, Engels, Lénine et Staline. Il faut que ces principes alimentent et dirigent, en premier lieu, nos pensées et nos actions politiques, idéologiques, organisationnelles et militaires, les nôtres et celles de tous les communistes albanais. En a-t-il été ainsi jusqu'à ce jour? Nous, membres du groupe de Korçe, nous déclarons dès le début que ces principes ont

été conçus et appliqués de manière différente par les groupes communistes. Quelque part ils ont été bien appliqués, ailleurs ils l'ont été à moitié, mais dans bien des cas aussi ils ont été gravement faussés. Nous nous sommes réunis ici précisément pour mettre à leur place les principes marxistes-léninistes, et pour rejeter, combattre et piétiner les autres, trotskistes, anarchistes et fascistes camouflés. Nous discuterons de tout cela et nous pensons que nous ne devons rien garder caché dans les recoins de notre conscience, mais mettre franchement sur la table tout ce que nous avons dans notre esprit et notre cœur, car s'est seulement ainsi que nous arriverons à nous entendre et à servir notre grande cause, dont dépend le présent et le futur de notre peuple et de notre patrie. La question de la libération du peuple et de la patrie doit passer avant tout, spécialement pour nous, communistes. Le but de notre vie a été et reste la lutte pour le bonheur du peuple. C'est pourquoi, camarades, penchons-nous d'abord sur le présent, puis nous nous occuperons du passé et, ensemble, nous tirerons les conclusions sur la manière d'organiser et de diriger notre lutte dans l'avenir.

«Chacun de nous sait bien que notre patrie est en détresse. Il y a plus de deux ans que le peuple albanais souffre sous le joug odieux du fascisme italien et du fait de la trahison des collaborateurs. C'est le satrape Ahmet Zogu, les gros propriétaires terriens et la bourgeoisie locale qui ont préparé le terrain à cette lourde servitude dont souffrent notre pays et notre peuple. Notre peuple n'a jamais courbé l'échine devant les étrangers et les satrapes du pays. Au contraire, il a toujours empoigné les armes, il s'est battu des siècles durant et l'a emporté sur les ennemis, il a été de nouveau asservi et s'est sans cesse redressé et a versé son sang à flots, ce qui prouve que les Albanais ne peuvent vivre que dans la liberté.

«L'occupation du pays nous a tous cruellement ébran-

lés. La libération de la patrie est devenue une idée fixe, qui a envahi nos cœurs et mobilisé nos énergies, mais l'occupant nous a trouvés, nous, communistes, divisés et en pleine discorde, et cela à un moment où la situation exigeait que nous soyons plus unis que jamais. Le pays était en éruption comme un volcan. Partout le peuple entier a déclenché de puissantes manifestations.

«Il est vrai que c'est à nous, communistes des divers groupes, qu'est incombée la grande tâche et l'honneur d'organiser ces manifestations et de nous mettre à leur tête, mais nous n'avons pas accompli notre devoir comme il se doit. Nous aussi avons crié avec le peuple: «Des armes, des armes, nous voulons des armes!», mais à qui les demandions-nous? A Ahmet Zogu, à ce bandit, à ce traître, qui a vendu la patrie et s'est enfui les valises pleines d'or pour échapper à la fureur du peuple? Ou aux fonctionnaires, aux officiers supérieurs et aux autres traîtres, qui s'apprêtaient à accueillir l'occupant avec des bouquets de fleurs?

«Nous, communistes, avons commis là une grave erreur. Nous ne devions pas demander des armes à ceux qui les détenaient, aux bourgeois et aux féodaux, car ils étaient nos ennemis, les ennemis du peuple. Ces ennemis ne pouvaient naturellement nous donner des armes, parce qu'ils en avaient besoin pour noyer dans le sang la résistance du peuple et soutenir l'occupant. Ce que nous aurions dû faire, par contre, c'est attaquer les arsenaux, prendre de force ce qu'ils renfermaient, armer le peuple, l'organiser en unités de guérilla et en détachements de partisans, et frapper l'ennemi partout où il se trouvait. Nous n'opposâmes pas dès le début cette résistance à l'envahisseur. Pourquoi? D'abord, parce que nous, communistes, étions désorganisés et divisés, nous ne concevions pas tous de la même manière la lutte contre l'occupant.

«Cette situation, la nôtre, faisait l'affaire des archio-

marxistes, des trotskistes, des agents de la bourgeoisie et du fascisme, qui en profitaient pour répandre encore plus facilement leurs théories hostiles, anticommunistes et anti-albanaises, par lesquelles ils visaient à nous maintenir désunis, comme ils l'avaient fait sous le régime zoguiste. Il y a plus de deux ans que les envahisseurs italiens, les quislings et les traîtres pseudo-démocrates s'emploient par tous les moyens à briser la résistance sans cesse croissante du peuple. Il est vrai que c'est nous, communistes, qui avons engagé le combat contre l'occupant, mais c'était là une lutte «sans effusion de sang». Nous disions aux gens: Ne vous inscrivez pas au Parti fasciste albanais, ne fréquentez pas les «Dopolavoro»[4] et «Dante Alighieri»[4] [5], ne saluez pas «alla romana» et d'autres recommandations de ce genre. Naturellement, nous faisions de la propagande contre l'envahisseur, nous ne manquions pas d'entreprendre de temps à autres de petits actes de sabotage ou de distribuer des tracts. Toutefois, sans vouloir entrer dans les détails, je dois ajouter que même cette sorte de lutte était menée de manière différente par les trois groupes et non pas comme il le fallait. D'aucuns la livraient sous l'influence des vues de leurs chefs archiomarxistes et trotskistes, comme Niko Xoxi, Aristidh Qendro, Andrea Zisi, Dhimitër Fallo, Zef Mala et d'autres, qui étaient et sont des provocateurs, des agents masqués du fascisme.

«En conséquence, nos groupes communistes, au lieu de s'appliquer à organiser la lutte et à l'engager comme il se devait, cherchaient à aboutir entre eux à une entente de type social-démocrate.

«Evidemment, il fallait tout d'abord créer l'unité et

4 En italien dans le texte: «Après le travail», organisation fasciste qui avait pour but de duper les travailleurs et la jeunesse.

5 Association pour propager la langue italienne et la culture fasciste.

jeter bas l'esprit fractionniste, mais cela ne pouvait être obtenu par un tel compromis, qui n'a rien apporté de constructif, car il n'a fait qu'élargir le champ de propagation des idées défaitistes, comme «nous ne sommes pas en mesure de commencer la lutte», «nous n'avons pas de prolétariat», «nous ne pouvons pas encore former un parti communiste», «il faut d'abord préparer des cadres» et d'autres mots d'ordre trotskistes de ce genre, qui n'annoçaient rien de bon et avaient leur source dans les officines des envahisseurs fascistes.»

Juste à ce moment, j'entendis le mouvement nerveux d'une chaise rompre le profond silence qui régnait. Anastas Lula se tenait à peine sur son siège. Je me tus un moment et je vis qu'il nettoyait ses lunettes avec le pan de sa veste. Puis, profitant de l'interruption de mon discours, Anastas intervint:

«Excusez-moi, dit-il furieux et en même temps ironique, mais je pense que nous devons respecter certaines normes. Nous avons fait l'honneur au représentant du groupe de Korçe d'ouvrir la Réunion et nous lui avons accordé la parole. Mais vous l'entendez? Il ne parle pas du groupe de Korçe. il parle de tous, au nom de tous ! Qu'est-ce que cela signifie?

— Non, lui répondis-je calmement, je ne prétends pas parler au nom de tous, mais au nom des camarades du groupe de Korçe et, sur leur recommandation, je veux d'abord soumettre à la Réunion une proposition qui me semble très importante et avoir un caractère de principe.

— Que sont ces propositions! fit tout de suite Sadik Premte, venant en aide à Anastas. Nous n'avons pas encore commencé les analyses.

— Un peu de patience, camarades Anastas et Sadik, je viens de commencer et nous aurons tous l'occasion de parler.» Et je poursuivis mon exposé: «Le passé des groupes communistes doit nous servir d'enseignement. Maintenant,

nous sommes en droit de nourrir de grands espoirs. L'oppression et la misère accablent de plus en plus le peuple. Il est prêt à combattre l'arme à la main. La jeunesse bouillonne. Nous, communistes, nous sommes convaincus que le peuple vaincra, que nous remporterons la victoire. L'Allemagne hitlérienne a attaqué la glorieuse Union soviétique, mais il est hors de doute que les peuples soviétiques et l'Armée Rouge, bien organisée et trempée dans la révolution par Lénine et Staline, finiront par lui rompre le cou. Nous devons organiser au plus tôt la lutte armée. Il nous appartient à nous, communistes de préparer, d'organiser et de diriger l'insurrection générale. Mais comment nous y prendre? Divisés en groupes, en désaccord sur beaucoup de points comme nous le sommes et où l'un tire à hue et l'autre à dia?

«Continuerons-nous, camarades, à cette réunion clandestine également, que nous tenons sous la menace d'un occupant, farouche qui a envahi notre pays, à nous quereller et à ne pas trouver un terrain d'entente comme cela siérait aux communistes devant la tempête qui s'annonce? Nous, du groupe de Korçe, nous pensons qu'il faut cesser d'agir ainsi. Est-ce cela que nous enseigne Marx? Et Lénine et Staline? Non, ils nous enseignent le contraire. Nous devons faire bloc contre l'ennemi, nous organiser, combattre sans pitié l'ennemi jusqu'à notre victoire complète.

«Luttons comme l'a fait de tout temps notre peuple, depuis Skanderbeg et même avant, tout au long de son histoire. Tout comme le peuple qui n'est jamais resté les bras croisés, battons-nous aussi pour avoir une Albanie libre, démocratique, sans envahisseurs ni traîtres, affranchie une fois pour toutes de la servitude et de l'exploitation. Et. dans ce but. unissons-nous comme des frères communistes animés par le même idéal. Nous ne pouvons plus aller de l'avant comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous ne pouvons ni ne devons continuer avec des com-

promis, comme celui que nous avons passé. Organisons tout, jugeons et agissons dans la voie de notre idéologie marxiste-léniniste, à l'exemple du Parti bolchévique. Cette idéologie doit servir de guide à cette réunion aussi, qui, à mon avis, ne peut atteindre les résultats escomptés, si elle s'en tient à l'esprit malsain des groupes.

«Afin de mettre un terme à cet esprit nocif, nous devons tout d'abord faire fusionner les groupes et former le Parti communiste d'Albanie. Sommes-nous ou non des communistes albanais? Voulons-nous ou non créer et avoir notre Parti communiste, qui dirigera le peuple dans la lutte, qui réalisera le programme minimum et maximum que nous fixerons? Répondons d'abord à ces questions fondamentales et, si nous sommes des communistes, discutons-en comme tels, avec un sens élevé des responsabilités, calmement et à cœur ouvert.» Je me tus un moment, respirai profondément pour surmonter mon émotion et repris à haute voix:

«Camarades, le groupe de Korçe fait la proposition suivante :

«Formons le Parti communiste d'Albanie sur la base des mandats que les camarades nous ont conférés avant de venir à cette réunion et, après avoir décidé au préalable, solennellement et unanimement la fondation du Parti communiste d'Albanie, poursuivons nos débats et nos discussions.

«Notre but final est la formation du Parti qu'exigent les développements objectifs, la classe ouvrière, les communistes, les moments historiques que vit actuellement notre pays, le peuple qui nous appelle à nous lancer dans la lutte avec lui. Nous ne pouvons plus, camarades, nous dérober à cet objectif fondamental. Le stade actuel et la situation présente exigent la formation au plus tôt de notre Parti communiste de type nouveau, léniniste-stalinien, comme avant-garde du Mouvement de libération nationale et de la lutte pour une Albanie démocratique et populaire.

«Le Parti que nous fonderons apportera une juste solution à tous les problèmes et à toutes les questions dont nous discuterons. Dorénavant nous, communistes, penserons, discuterons, déciderons et agirons dans un esprit nouveau, avec un style et des méthodes de travail différents parce que nous aurons notre parti à nous, le Parti communiste.

«Camarades, dis-je, je n'ai rien d'autre à ajouter pour l'instant», et sur ce je m'assis.

Je suivais attentivement chaque mouvement sur les visages tranquilles, silencieux et pensifs des camarades qui avaient écouté avec attention mon intervention. Seuls Anastas et Xhepi, à la différence des autres, donnaient des signes de nervosité pendant que je parlais et à la fin de mon exposé leurs visages s'étaient complètement assombris.

Nous fîmes une pause et fumâmes cigarette sur cigarette. Pour ma part, j'étais content mais aussi inquiet. J'étais préoccupé surtout de l'attitude de groupe de Shkodër et d'une partie des camarades d'Anastas et de Xhepi, parce que si nous étions unis Qorri et Xhepi seraient dans l'incapacité d'agir. Le Parti les écraserait. Durant la pause, je constatai que Miladin s'entretenait avec Qemal et Vasil tandis que Dušan parlait avec Anastas et Bace. De part et d'autre on parlait posément. Anastas restait la tête baissée mais de temps en temps il la levait et prononçait quelque mot tandis que Xhepi écoutait converser Dušan et Qorri. Qemal et Vasil étaient sereins et parlaient sans embarras avec Miladin. Je ne doutais pas qu'ils discutaient de la proposition que je venais de faire. Nous reprîmes la réunion.

Qemal Stafa demanda la parole. Les autres et moi l'écoutâmes attentivement. Je ne me souviens que des grandes lignes de son intervention. Il fit une juste introduction sur la lutte que les communistes devaient mener contre le fascisme, puis démontra théoriquement et avec des

exemples tirés de la vie ce qu'était le fascisme et les dangers qu'il présentait. Il dit que ce fléau était l'ennemi juré des peuples, des communistes et de la révolution. Il mentionna également quelques citations extraites du fameux rapport de Dimitrov.

«Quant à nous, poursuivit Qemal, nous n'avons compris et appliqué qu'en partie les instructions, les conseils et les directives du Komintern et de Dimitrov. C'est là une grave erreur de notre part. Voilà pourquoi nous, membres du groupe de Shkodër, nous faisons notre autocritique. Nous avons à adresser aussi des critiques au groupe de Korçe, mais je les tais pour le moment, car, d'accord avec Enver, je pense qu'il faut revenir plus tard sur ce problème».

Ces paroles me plurent et me réchauffèrent le cœur, parce que je compris que Qemal et ses camarades acceptaient notre proposition de créer le Parti communiste d'Albanie.

Puis Qemal poursuivit:

«Evidemment, en communistes que nous sommes, nous devons regarder les choses bien en face et tâcher de les juger correctement et avec réalisme, parce que, à dire vrai, à des degrés divers, nous n'avons pas considéré les questions comme de vrais communistes. Et il y a à cela plusieurs raisons que nous devons analyser pour dissiper toute confusion dans notre esprit. Nous devons éliminer la présomption et la tendance à l'intrigue qui se sont implantées chez certains et qui, à notre avis, ont créé cette grave situation de rivalité, où chaque groupe se considérait comme étant le parti, et prétendait être lié au Komintern. Même les groupes qui n'avaient pas de contacts avec lui tentaient d'en établir d'une façon ou d'une autre.

— Ils se cherchaient des sceaux, comme celui de Zisi, ce salopard, qui avait cru créer le «parti»! intervint Pilo en riant.

— Oui, c'est bien comme ça que les choses se passaient, approuva Qemal. Mais nous oublions que ce n'est pas avec un sceau que s'édifie le Parti, parce que le parti communiste n'est pas l'œuvre d'un sceau qu'on se procure, mais le résultat des efforts, de la lutte révolutionnaire qu'il mène à la tête des masses. Telle était la situation, poursuivit-il, mais personne ne soumettait son travail à une analyse saine de principes. Ces sentiments malsains ont suscité, comme on le sait, la lutte contraire aux principes qui s'est engagée entre nous. L'ennemi nous avait envahis et au lieu de l'attaquer nous nous querellions. Nous, du groupe de Shkodër, nous jugeons qu'il faut mettre fin à une telle situation. Pourquoi doit-elle prendre fin?»

Poursuivant son intervention, Qemal relia la question que nous débattions à la Guerre mondiale et à l'occupation du pays, à la nécessité absolue d'organiser la lutte armée. Lui aussi en arriva donc à la même conclusion que nous et, en achevant son allocution, il déclara fermement:

«Nous appuyons la proposition du groupe de Korçe, présentée par le camarade Enver Hoxha. Créons donc sans délai le parti communiste d'Albanie. Toute discussion et toute conclusion qui suivront n'auront lieu qu'une fois que le Parti aura été formé.»

Une joie indescriptible gonfla mon cœur. Je vis en Qemal un camarade de toujours, depuis notre enfance commune jusqu'à ce moment où nous discutions, dans cette pièce, d'une des questions les plus importantes dans l'histoire séculaire de notre peuple. Je voulais le serrer bien fort sur ma poitrine, lui et ses camarades. Il me sembla que tous les obstacles avaient été balayés, que le Parti allait sans faute se former.

J'attendis impatiemment la pause. Quand nous sortîmes, je m'approchai de Qemal, lui serrai la main, l'attirai à moi et lui donnai l'accolade. Nous nous embrassâmes en nous souhaitant: «Que vive dans les siècles notre Parti com-

muniste!». Puis j'embrassai Vasil, Tuk, tandis qu'Anastas se tenait à l'écart en fumant sans cesse et en ruminant dans sa tête ses plans diaboliques. Tous ceux de notre groupe serrèrent la main à Qemal. Par contre, Qorri et Xhepi, sombres de colère, ne bougèrent pas pour féliciter Qemal pas plus qu'ils ne bougèrent quand les camarades étaient venus me féliciter à la fin de mon intervention. Ramadan Çitaku, lui, s'approcha de Qemal, lui serra la main comme il avait fait avec moi...

Le repos fut de courte durée et nous regagnâmes la pièce des pourparlers. Il y faisait maintenant plus sombre, le crépuscule était venu en cet après-midi de novembre...

Nous nous assîmes et reprîmes nos travaux. Une petite lampe à pétrole éclairait à peine nos visages. Dans la cheminée, brûlait un bon feu. De temps à autre, Vasil et un autre camarade qui se trouvait près de lui, l'attisaient. Sur un trépied, des haricots cuisaient dans une marmite et leur ronronnement accompagnait l'intervention du sinistre Anastas Lula.

Pour autant que je m'en souvienne, il commença son intervention d'une manière différente de la nôtre:

«Nous nous sommes réunis, dit-il, dans le but d'analyser le travail accompli par les divers groupes communistes et de juger la ligne suivie par chacun d'eux, de définir celle qui a été juste et celle qui a été fausse. Bien entendu, notre groupe a beaucoup à dire à ce sujet, surtout en ce qui concerne le groupe de Korçe, et en particulier celui qui le dirige, Koço Tashko, l'un des principaux responsables de la scission. Mais nous, du groupe des «Jeunes», nous constatons que depuis une longue période il n'est pas seul à agir ainsi. Lui et certains autres camarades de son groupe ont nui à notre cause, ils se sont, toujours posés en législateurs du communisme, ils ont prétendu que seul leur groupe représentait le Parti et qu'eux seuls avaient des liens avec le Komintern».

Anastas commençait donc son intervention par des attaques, et avec le dessein de saboter notre travail. On voyait nettement qu'il n'avait pas changé un iota à sa ligne, même sur la forme. Son attitude était vraiment révoltante, mais nous devions garder notre sang-froid, car nous savions on ne peut mieux que c'était un sale provocateur. Koço rougissait et remuait nerveusement sur sa chaise. Anastas poursuivit :

«Dès qu'un camarade émigré politique rentrait de l'étranger, la direction du groupe de Korçe disait aussitôt qu'il avait apporté les directives du Komintern (Il entendait par là les directives parvenues en 1937 au Mouvement communiste albanais). Mais nous savions que revenaient aussi d'autres camarades, et non pas du groupe de Korçe, qui entretenaient des liens avec le Komintern et apportaient ses directives (Il faisait allusion à Andrea Zisi, un archio-marxiste venu de Grèce avec un sceau fabriqué à Athènes, portant gravé: «P.C.A., section du Komintern»). Qui devions-nous croire? Alors nous crûmes ce que nous dictait notre conscience de communiste et nous parut juste. C'est pour cela que nous commençâmes petit à petit à nous écarter du groupe de Korçe, pour finir par nous constituer en groupe à part en 1940. Le groupe de Korçe nous a taxés de scissionnistes, de fractionnistes, de trotskistes, d'archio-marxistes et d'autres qualificatifs diffamatoires de ce genre. Mais nous ne sommes pas tels, nous sommes de véritables marxistes révolutionnaires».

Koço ne put plus se retenir et dit à Qorri:

«Vous êtes des trotskistes et comment! Et même de la pire espèce!»

Anastas n'en demandait pas davantage. Il était prêt à riposter.

«Koço Tashko, ne m'interromps pas, tu t'es toujours comporté comme ça, tu as toujours été un arrogant.

— Toi, tu as été un «agneau», Anastas Lula, intervins-

je, et non seulement un agneau mais idéologiquement nous pouvons te qualifier d'«ange».

— Je viendrai aussi aux questions idéologiques, dit Anastas, parce que nous sommes réunis ici justement pour juger nos affaires dans l'aspect idéologique. Mais éclaircissons d'abord ces choses avant de conclure et de définir qui est dans le droit chemin, vous du groupe de Korçe ou nous.»

Immédiatement Qemal intervint et dit:

«Précise bien ce «nous». Qu'est-ce que tu entends par «nous»?»

C'était clair, Qemal Stafa séparait ainsi le groupe de Shkodër de celui des «Jeunes».

Anastas, inquiet d'être resté seul, sans allié, mais avec le sang-froid d'un serpent, répondit à l'intervention de Qemal:

«Naturellement, je veux parler de notre groupe, celui des «Jeunes». Mais, camarade Qemal, poursuivit-il, je n'arrive pas à comprendre pourquoi vous du groupe de Shkodër avez changé d'avis maintenant, car nos deux groupes étaient en parfaite unité d'idée et d'action. Nous avions l'entière conviction que nos prises de position politiques et idéologiques étaient communistes et justes. Nous, du groupe des «Jeunes», conservons notre conviction antérieure.»

C'était là une deuxième provocation de Qorri, cette fois à l'adresse du groupe de Shkodër. Il entendait les offenser, mais en même temps les menacer, pour qu'ils ne se détachent pas de son groupe.

Qemal lui répliqua sur-le-champ, très fermement:

«Sur plusieurs points nos deux groupes avaient des idées convergentes, mais ils divergeaient sur d'autres. Ce que nous avions en commun était le travail mené dans un esprit de cercle, un travail qui nous aveuglait et nous empêchait de voir les divergences entre nos deux groupes, car nous avions dirigé le fer de lance de notre lutte contre

le groupe de Korçe. Mais les communistes réfléchissent, ils voient les nouveaux horizons qui s'ouvrent devant eux, ce qui leur permet de juger correctement les situations et les grands événements en cours. Justement ce tournant dans nos jugements n'est pas le revirement d'un bourgeois, comme tu le penses, Anastas, mais un tournant de communiste, acheva Qemal.

— Tu as parlé juste, dis-je à Qemal, c'est ce que nous pensons nous aussi, les communistes du groupe de Korçe.»

Anastas était cloué le dos au mur. Mais le serpent a sept «vies» comme dit le peuple, il ne meurt que si on lui coupe une partie de la queue. Anastas Lula poursuivit:

«De toute façon, vous avez parfaitement le droit de changer d'avis (une nouvelle provocation, toutes ses interventions, tant que dura la réunion, étaient des provocations) mais nous aussi avons le droit de défendre nos opinions. Et notre groupe est contraire à la procédure que vous nous avez proposée, camarade Enver. Vous posez la question de façon erronée: au lieu de discuter d'abord et de voir ensuite si nous sommes d'accord ou non, s'il est opportun ou non de décider de la fondation du Parti, vous, du groupe de Korçe, vous nous proposez de fonder d'abord le Parti et de discuter ensuite.»

C'était là une nouvelle manœuvre diabolique d'Anastas Lula et de Sadik Premte pour saboter la fondation du Parti.

Il méritait une réponse tranchante, mais il ne fallait pas trop envenimer les choses avant la création du Parti. Nous devions tenir compte de ce fait non pas pour ménager ces deux trotskistes incorrigibles, mais les autres camarades du groupe des «Jeunes», qui s'étaient fourvoyés et deviendraient, sûrement, de bons membres du parti que nous allions former. En faisant trop monter la tension, on risquait de les faire abandonner la réunion et de permettre à leur groupe de nous dire comme argument: «Nous

n'avons pris aucun engagement». Au contraire, il fallait à tout prix éviter une telle éventualité et arriver à créer le Parti, ce qui était aussi la ferme volonté de tous les communistes de ce groupe, indépendamment des idées et des désirs de leurs chefs de file. Après la formation du Parti, nous pourrions engager des discussions même orageuses, car celles-ci auraient alors lieu dans le cadre du Parti et conformément à ses normes marxistes-léninistes.

C'est pourquoi, sans laisser Anastas poursuivre son travail de sape, j'intervins et dis:

«Camarade Anastas, la proposition du groupe de Korçe n'est nullement erronée. Elle est léniniste, elle ne va pas à l'encontre de la théorie et des normes qui régissent l'activité du Parti bolchévique fondé par Lénine. Si celui-ci était vivant ou si nous avions la possibilité de consulter Staline, ils nous conseilleraient sans faute:

«Formez au plus tôt le Parti communiste, car vous «avez perdu un temps précieux à des riens, faites une «autocritique bolchévique, fixez de nouvelles tâches et, en «tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, passez à l'attaque «et vous remporterez de brillantes victoires».

«D'où la nécessité de ne pas conditionner la création du Parti par les désaccords que nous avons eus jusqu'à ce jour, mais par les hautes tâches que nous impose la situation présente. Nous devons régler, aplanir nos différends par des discussions et des débats, sans toutefois mettre en cause la question «Formerons-nous ou pas le Parti?». La situation est mûre pour créer le Parti dans une unité parfaite, afin qu'il soit à même d'accomplir sa grande tâche: la libération de la patrie. C'est ce que nous pensons.

— Qui «nous»? intervint à l'instant Sadik Premte. Toi et tes quatres camarades ou nous tous?!

— Lorsque je dis nous, répondis-je à Xhepi, je ne pense sans aucun doute pas seulement aux quatre camarades du groupe de Korçe et à moi-même. Nous ne sommes

pas venus ici directement de la rue; nous sommes des envoyés ici. C'est nos groupes communistes qui nous ont envoyés et quand je dis «nous», je me réfère à tous les camarades communistes conscients de la base qui demandent à tout prix la fondation du Parti. Et sois certain, Sadik, que dans ce «nous» est comprise la partie la plus saine des membres de votre groupe, que toi et Anastas le vouliez ou non.

— Ce n'est pas vrai! Nous ne te permettons pas de parler au nom de nos camarades!» sursauta, tout fiel, Anastas Lula.

Pour ne pas envenimer encore plus les choses, je m'adressai calmement à Anastas et à Sadik et leur expliquai encore une fois la raison qui nous poussait à faire une telle proposition.

Qemal Stafa vint m'épauler:

«Camarade, dit-il, il ne faut pas considérer la grande question posée par le camarade Enver comme un simple désir et la volonté des camarades du groupe de Korçe. Non, c'est la volonté de nous tous, de tous les communistes, de tous les démocrates révolutionnaires. J'ai exprimé mon opinion, mais je veux souligner que le peuple exige que nous le guidions dans sa lutte; or si les groupes communistes sont divisés et nourrissent toutes sortes d'idées, ils ne peuvent pas jouer ce rôle. Seul un parti doté d'une unité marxiste-léniniste inébranlable peut le diriger. C'est pourquoi, Anastas, nous ne commettons aucune erreur si nous fondons d'abord le Parti et discutons ensuite.»

C'est tout ce que dit en substance Qemal et, se dirigeant vers moi, il ajouta aimablement:

«Excuse-moi, camarade Enver, de mon intervention...»

Toujours debout, je repris:

— Assurément, camarades, les groupes que nous représentons ont obtenu quelques succès, mais eux aussi ont tous

commis des erreurs. Je ne m'adresse pas seulement à vous, Anastas, mais aussi aux membres du groupe de Korçe ainsi qu'à ceux du groupe de Shkodër. Ces erreurs, nous n'entendons pas les cacher, au contraire, nous les condamnerons toutes d'où qu'elles proviennent. A cette réunion, que je considère comme historique, ne doit prédominer la volonté d'aucun groupe, mais la saine volonté marxiste-léniniste, la volonté de fer des communistes albanais qui sont déterminés à former le Parti et à combattre courageusement, avec un haut sentiment de sacrifice dans l'intérêt du peuple, jusqu'à ce que celui-ci secoue une fois pour toutes le joug des occupants, des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie du pays, il faut qu'y prédomine la volonté des communistes qui ont décidé de faire la révolution et de porter au pouvoir la classe ouvrière pour édifier le socialisme.

«Nous tous, camarades, savons le parti que nous voulons et devons créer, et de quels traits nous devons le tremper. J'ai déjà dit au début, mais je tiens à souligner encore que nous allons créer un parti de type léniniste-stalinien, où ne prédomineront plus l'esprit fractionnel et de cercle, comme cela a été le cas jusqu'à maintenant. Il faut absolument mettre un terme à cette situation! Notre jeune Parti que nous allons fonder doit reposer sur une unité de pensée et d'action et non pas sur la volonté de l'un ou l'autre de ses membres. Notre Parti s'en tiendra à une seule théorie, celle de Marx et de Lénine. Toute déviation à cet égard ainsi que ses auteurs seront punis avec rigueur. Au sein de notre Parti, la démocratie régnera dans l'expression des idées, mais la discipline et le centralisme y prédomineront également. Nous examinerons ces questions l'une après l'autre et prendrons les décisions afférentes, nous définirons également la structure du Parti, la forme de ses cellules et de ses comités. Pour cela, nous aurons aussi l'aide du camarade Miladin. C'est pourquoi, m'adressai-je de nouveau à Anastas, je pense qu'il n'existe aucune raison sérieuse qui

vous empêche d'approuver, comme l'ont fait les deux autres groupes, la proposition de fonder d'abord le Parti puis de discuter en qualité de membres du Parti et non pas comme membres de groupe, discuter dans l'esprit et sur les bases d'un parti communiste et non pas dans l'esprit des groupes communistes.»

Je terminai ainsi mon intervention et je m'assis. Les camarades proposèrent de faire une seconde pause.

Après cette pause, Ramadan Çitaku prit la parole. C'est à cette Réunion que je connus Bace pour la première fois. Il me produisit une bonne impression et j'éprouvai aussitôt de la sympathie pour lui. Peu loquace, il était sobre de gestes et fumait en aspirant la fumée de sa cigarette comme s'il voulait la porter au fond de ses poumons. Bien que jeune, il paraissait assez âgé, parce qu'il portait une moustache en brosse et c'est pour cela qu'on l'avait surnommé Bace[6].

De sa grosse voix il parla peu et dit en substance:

«Nous nous sommes réunis ici pour mettre un terme à nos préoccupations, car nous ne pouvons pas continuer à aller de l'avant comme nous l'avons fait jusqu'ici. Je suis pour la formation du Parti et j'approuve entièrement l'exposé du camarade Enver Hoxha. Je fais partie du même groupe qu'Anastas et Sadik, et pourtant je ne peux pas comprendre le raisonnement d'Anastas et suis convaincu que de nombreux camarades de notre groupe partagent mon avis. Quels inconvénients, si ce n'est des avantages, peut comporter la création du Parti au plus vite? Nous avons également des critiques et des autocritiques à faire, mais dès aujourd'hui je suis pour le Parti et non pour le groupe, c'est pourquoi je suis pour la fondation du Parti.»

Bace s'en tint là et s'assit. Ses mots étaient un autre coup porté à Qorri et à Xhepi, mais cette fois il provenait

6 Père, dans le parler du Nord de l'Albanie.

de celui dont ses camarades de groupe ne l'attendaient pas, d'un de leurs propres camarades.

Miladin prit ensuite la parole. Dušan traduisait son intervention et, de temps à autre, Bace y apportait des précisions. Il parla pendant près d'une heure. Il nous remercia d'abord de l'avoir libéré du camp de concentration et de la grande confiance que nous lui faisions tous. Il dit que cette confiance revenait au Parti communiste de Yougoslavie.

«Je suis membre de ce Parti, et il m'a ordonné de mettre, sur la proposition des communistes albanais, poursuivit-il, mon aide modeste et mon expérience, si petite fût-elle, d'internationaliste, au service du Parti communiste d'Albanie que vous allez former. Chez tous les camarades communistes albanais j'ai trouvé un amour infini et une sincérité de communiste à mon égard. Vous m'avez ouvert votre cœur et j'en ai fait autant. Nous nous connaissons depuis peu, mais tout se passe comme si nous étions de vieux amis. Et cette situation tient à ce que nous sommes des communistes, des internationalistes.»

Après avoir parlé de l'amour qu'il portait au peuple albanais, du respect qu'il lui inspirait, de sa bravoure, de son courage, de sa fidélité à la parole donnée et de son intelligence, «que je connais bien, dit-il, parce que j'ai vécu avec des Albanais en Kosove et au Monténégro», Miladin poursuivit :

«Vous m'avez mis au courant de la situation dans le mouvement communiste albanais, de l'existence des groupes qui agissent en son sein, des différentes vues qui s'y confrontent, des bons résultats, des défauts et des erreurs qui ont été enregistrés dans votre travail. Nous avons parlé ensemble à cœur ouvert. En camarade, en communiste, je vous ai exprimé quelques-unes de mes idées, qui peuvent ne pas être justes, car je ne prétends pas connaître comme vous l'état de votre pays et de vos affaires. Vous êtes à

même de savoir mieux que moi la situation de votre pays, de votre peuple, de vos groupes communistes non pas seulement en général, comme j'ai pu m'en faire une idée, mais en profondeur et de façon analytique. C'est à vous qu'il appartient d'analyser les choses et de prendre les justes décisions. Lorsque vous le jugerez opportun, je désirerais que vous me donniez la parole et me permettiez d'exprimer mon avis sur certains problèmes de principe que vous ne manquerez sans doute pas de soulever, de vous aider de l'expérience de mon Parti et de la manière dont il a résolu des problèmes analogues. Vous jugerez vous-mêmes si ce que je dirai est raisonnable ou non. Il n'appartient qu'à vous et à nul autre de prendre les décisions».

Nous écoutions très attentivement ce si précieux camarade, ce communiste si sincère.

Miladin brossa ensuite en quelques mots un clair tableau de la situation internationale. Il parla du rôle décisif de l'Union soviétique et du grand Staline, de la lutte des partisans en Yougoslavie, sous la direction de leur Parti communiste. Après avoir traité de l'importance qu'aurait la formation du Parti dans notre pays, il conclut:

«Je suis entièrement d'accord avec la proposition du camarade Enver Hoxha de créer au plus vite et avant toute chose le Parti communiste d'Albanie. C'est là un acte de grande portée historique, un acte juste politiquement, idéologiquement et organisationnellement. La situation maintenant mûre pour cela l'exige.»

Une grande joie éclairait nos visages. Notre camarade yougoslave, un communiste internationaliste, était, lui aussi, de notre avis. On fit une pause. Nous embrassâmes tous Miladin. Xhepi et Qorri en firent autant. C'étaient de bons signes. Nous nous mîmes à table avec un grand appétit et la joie dans le cœur. Comme mes camarades, moi aussi je ne sentais plus le poids de l'angoisse que j'avais ressentie au début. Le ciel s'était éclairci.

Après dîner nous reprîmes la réunion. Koço Tashko demanda la parole. Naturellement, au début il approuva la proposition sur la fondation du Parti, tâcha aussi de brosser un tableau théorique des luttes justes et injustes et nous pensions qu'il allait ainsi achever sans fracas, son intervention. Mais il oublia ce que nous avions décidé et se mit à faire des insinuations à l'encontre des autres groupes, justement sur les problèmes dont nous devions discuter après la fondation du Parti. Il fit bien de ne pas trop s'étendre sur ce sujet, car je fus sur le point d'intervenir. Cependant, son ton «doctoral» *embrouillé** et plein d'insinuations ne manqua pas de laisser une certaine froideur que Pilo Peristeri et Vasil Shanto qui parlèrent brièvement et clairement en faveur de la fondation immédiate du Parti communiste d'Albanie eurent vite fait de dissiper. Koçi Xoxe, Tuk Jakova et les autres camarades s'exprimèrent dans le même sens. A la fin, Anastas prit la parole suivi de Sadik Premte. Le silence se fit. Cette fois Anastas parla peu:

«Je retire, dit-il, ce que j'ai dit et je suis d'accord sur la proposition de la fondation du Parti communiste d'Albanie.»

Sadik Premte aussi se solidarisa avec les autres.

Il y eut un nouveau moment de silence. Beaucoup d'entre nous doutaient de la sincérité d'Anastas et de Sadik.

«Mettons-la aux voix, dit de sa place Koço Tashko. Tous ont exprimé leur opinion.

— D'accord, lui répondit Anastas Lula non sans amertume. Mais qui la met aux voix? Nous sommes tous égaux ici...»

Cela vraiment ne nous était pas passé par la tête. Mais Miladin se leva tout de suite.

---

* En français dans le texte.

«Camarades, dit-il, il ne s'agit ici ni de leaders ni de présidium. Le problème est très simple: la proposition peut être mise aux voix par celui même qui l'a faite.»

Alors je me dressai d'un bond et dis très ému:

«Camarades, sur la base de la proposition faite par le groupe de Korçe et des idées avancées par tous les assistants, je soumets au vote le projet de décision suivant: «Aujourd'hui 8 novembre 1941, les représentants des trois groupes communistes de Korçe, de Shkodër et des «Jeunes» réunis en séance plénière et après des discussions constructives dans un esprit communiste, se basant aussi sur les mandats que leur ont conférés leurs camarades des groupes, ont fondé le Parti communiste d'Albanie». Que celui qui est en faveur, lève la main».

Tous la levèrent. Personne ne vota contre, il n'y eut aucune abstension. Une joie indescriptible nous envahit. Le pas principal avait été fait. La tâche décisive que nous nous étions fixée en allant à cette réunion avait été couronnée de succès.

Alors je déclarai:

«Le Parti communiste d'Albanie a été fondé à l'unanimité. Vive le Parti communiste d'Albanie!»

Tous, heureux et émus, se levèrent et, le poing levé, à la lumière de la lampe à pétrole, nous entonnâmes à voix basse l'Internationale, puis nous applaudîmes le Parti communiste d'Albanie mais toujours en sourdine: «Vive le Parti bolchévique!», «Vive Staline!», «Gloire à Marx-Engels-Lénine!», «Vive le Parti communiste de Yougoslavie!», «A bas le fascisme!», «Vive notre peuple héroïque!», etc.

C'est ainsi que, dans la nuit du 8 novembre, vit le jour notre Parti, qui allait conduire le peuple albanais dans les plus grandes batailles de toute son histoire. Il naquit du sein même du peuple, de sa fougue et de son élan révolutionnaire qui ne sont jamais éteints dans les siècles, et

il naquit, comme un soleil éclatant, des ténèbres sinistres de la servitude et de la terreur fasciste, qui accablaient notre peuple et notre patrie.

Le lendemain et jusqu'au 14 novembre, les débats se poursuivirent. Tous les camarades participant à la réunion y prirent la parole. Les débats étaient substantiels, maintes fois même animés. On oubliait souvent que depuis le 8 novembre nous devions traiter les problèmes à partir des bases du Parti maintenant fondé, dans l'esprit de ce Parti et beaucoup d'entre nous continuaient de discuter avec l'ancienne passion propre aux groupes.

Koço Tashko prit la parole. Il tâchait d'accompagner ses propos de quelque citation introuvable de nos classiques, qu'il prétendait avoir apprise à Moscou. Naturellement Koço soutint la ligne du groupe de Korçe, ce qui était juste. C'est ce que nous fîmes tous lorsque nous prîmes la parole, mais Koço Tashko, mû par la passion de défendre cette ligne, attribuait à sa «direction» tous les côtés positifs du travail du Groupe de Korçe. Bien entendu, il manquait d'objectivité. Entre-temps il «oublia» de mettre en évidence les défauts et les erreurs du travail de ce groupe. L'autocritique qu'il en fit était timide et en ce qui le concernait, inexistante.

Koço traita aussi la question des directives du Komintern.

«Le groupe de Korçe, dit-il entre autres, a été le seul groupe communiste albanais qui les a adoptées et appliquées tandis que les autres groupes, loin d'y souscrire, les ont combattues âprement et animés par un esprit de cercle de la forme la plus blâmable.»

Sur ce chapitre, Koço entama ses critiques et ses attaques contre le groupe de Shkodër et le groupe des «Jeunes», critiques qui, en principe, étaient justes. Il s'en prit d'abord à l'ennemi du communisme, l'archiomarxiste Niko Xoxi, lequel, après avoir été condamné par le groupe

de Korçe, s'était rallié au groupe de Shkodër dont il était devenu l'un des chefs, et avec Zef Mala, ils organisèrent la lutte non seulement contre le groupe de Korçe mais aussi contre le marxisme, contre le Komintern et, bien entendu, contre l'Union soviétique et Staline. Il était logique que ces éléments suivent le chemin de Trotski et que le *Buletin jeshïl* (Bulletin vert) qu'ils publièrent ne soit qu'un chiffon trotskiste. Koço Tashko n'oublia non plus Aristidh Qendro, Anastas Lula et Sadik Premte. Il accusa Anastas Lula non seulement d'être un proche camarade des premiers, d'avoir créé au sein du groupe de Korçe la fraction appelée plus tard groupe des «Jeunes», mais aussi d'avoir embrouillé et entraîné le groupe de Shkodër dans une fausse voie.

Les interventions se poursuivirent ainsi, enflammées pendant toute la journée, l'une après l'autre, les interruptions étaient fréquentes, chacun s'exprimait avec feu et même avec dureté, outrepassant parfois la mesure dans ses expressions.

Anastas Lula prit la parole après Koço Tashko. Il attaqua avec rancœur, sans arguments, le calomniant, tout le travail du groupe de Korçe. Il alla jusqu'à attaquer Ali Kelmendi, le qualifiant d'impulsif et d'injuste pour les critiques et les sanctions à l'encontre de Niko Xoxi et d'Aristidh Qendro.

Nous ne pûmes supporter de voir attaquer Ali Kelmendi et nous oubliâmes que nous étions en pleine clandestinité.

«Anastas Lula, me mis-je à crier, prends bien garde parce que tu parles à partir de positions trotskistes et nous ne pouvons permettre à personne qu'on attaque la figure pure du militant le plus remarquable du mouvement communiste albanais et d'un camarade du mouvement communiste international. Nous ne te permettons pas de salir la figure de notre camarade communiste vétéran, qui nous a enseigné comment nous devions combattre Zogu, les

féodaux et la bourgeoisie, salir le nom de celui qui nous a transmis la parole de Dimitrov[7] et qui s'est battu jusqu'à sa mort sans cesser d'être honoré par le mouvement communiste international. Qui nous mets-tu, Anastas Lula, en face de ce grand communiste albanais? Les sales figures de ces deux archiomarxistes envoyés en Albanie par la réaction grecque la plus noire pour combattre le communisme?»

Pilo Peristeri, indigné à l'extrême, se leva et attaqua Anastas Lula avec clairvoyance et en se basant sur des faits, lui rappelant aussi ses actes immoraux ainsi que ceux de Sadik Premte qui avaient érigé ces actes en théories pseudo-marxistes.

«Ces théories et ces vues sont viles et diaboliques, lui criait Pilo. Les approuver, signifie faire dégénérer notre jeunesse pure, l'engager dans la voie de la corruption; avec tes théories, toi, Anastas, tu cherches à détruire la famille, son honneur! Nous, les communistes du groupe de Korçe, poursuivit-il, nous connaissons bien l'activité de sape de Niko Xoxi, ses basses intrigues pour nous diviser, mais grâce à Ali, à Miha et autres nous avons écrasé Niko Xoxi, et il est allé s'embrasser avec vous. Faites-en votre profit! Il a montré qui il était, un agent de Zogu qui a dénoncé à l'ennemi nos camarades ici présents Qemal Stafa, Vasil Shanto et autres.»

Puis parla Qemal Stafa, qui s'exprima avec correction et avec sagesse. Tant lui que Vasil et ses autres camarades étaient plus réalistes dans le jugement des situations, ils regardaient dans une autre optique les événements et les actions passés du groupe de Shkodër ainsi que sa collaboration avec le groupe des «Jeunes». Qemal, en substance dit:

---

7 Ali Kelmendi apporta en 1932 en Albanie les recommandations de Georges Dimitrov concernant la création d'un mouvement communiste en Albanie sur une plate-forme politique et organisationnelle plus saine.

«Nous rejetons les déclarations irresponsables de Koço Tashko et en général du groupe de Korçe selon lesquelles, nous, du groupe de Shkodër, ne serions pas des communistes mais des trotskistes. Non, poursuivit-il, nous sommes des communistes conscients et résolus, nous avons lutté avec conviction pour la propagation du communisme en Albanie et nous l'avons fait comme nous avons su le faire. Nous avons commis des erreurs dans notre travail, nous le savons et nous l'admettons, mais cela tient à l'infiltration au sein du groupe de Shkodër d'individus malveillants et anti-communistes comme Zef Mala et Niko Xoxi, qui profitèrent de notre manque de maturité pour propager dans nos rangs des idées et des opinions erronées, nuisibles, trotskistes. (Qemal les énuméra une à une honnêtement, en communiste). Mais peut-être le groupe de Korçe et Koço Tashko lui-même n'ont-ils pas commis d'erreurs? Il ne nous en a pas parlé, mais je vais le faire moi-même parce que c'est mon droit.»

Et Qemal déclara:

«Je condamne Anastas Lula, qui a émis ce jugement sur le camarade Ali Kelmendi. Je pense et je pensais auparavant déjà qu'Ali Kelmendi était un combattant communiste et bien que je ne l'aie pas connu, je le respectais et je le respecte comme communiste internationaliste venu de l'Union soviétique. Mais alors pourquoi le groupe de Shkodër n'a-t-il pas accepté les directives du Komintern? Nous nous sommes trompés.

— Que vous vous êtes trompés, on le sait, l'interrompit Koço Tashko. Mais pourquoi vous êtes-vous trompés? Dis-le-nous!

— Oui, lui dit Qemal, c'est ce que je vais faire, alors écoute-moi, camarade Koço, et il continua: Nous nous sommes trompés parce que vous aussi vous vous êtes trompés. Vous désiriez utiliser ces directives dans un esprit de cercle afin de mettre votre groupe au-dessus des autres.

Nous aussi, du groupe de Shkodër, nous étions bien entendu infectés et même assez de cet esprit et il est advenu, comme on le sait, que nous ne les avons pas acceptées. Nous avons tâché d'établir des contacts, mais nous sommes tombés sur des provocateurs. Et toi, Koço Tashko, as-tu fait en particulier quelque tentative pour nous convaincre, pour venir nous voir et discuter avec nous? Non, jusqu'à la fin. Tu sais seulement te poser en «personne importante» dotée d'«un grand savoir» et de «beaucoup de théories». Seulement Enver s'est approché de nous et a discuté avec nous amicalement, tandis que toi, tu ne l'as jamais fait.

— Je t'en prie, mon garçon, ne renie pas mon travail, s'irrita Koço. N'ai-je pas participé aux conversations que nous avons eues il y a un ou deux ans. quand nous avons même conclu un accord avec vous, et n'ai-je pas apporté ma contribution?

— Tu parles du compromis? dit brusquement et ironiquement Qemal à Koço. Ça fait deux jours que nous avons condamné et nous condamnons ici ce genre d'«accord» comme un sale compromis, privé de tout fondement.

— Comme un compromis social-démocrate, intervins-je. La pratique même l'a rejeté avant même que l'on se mette vraiment au travail.

— C'est juste, poursuivit Qemal. C'est pourquoi, camarade Koço, il ne te sied pas de nous dire avoir maintenu aussi des contacts avec le Komintern...

— J'en ai eu et comment! clama Koço.

— Alors tâche de ne pas le rabaisser. J'entendais dire qu'il ne te sied pas de te vanter d'actions passées qui ont été erronées. Nous aussi, avons pris part à ces actions comme le compromis que nous venons d'évoquer, mais maintenant nous dénonçons notre attitude passée. Je t'invite donc à réfléchir, à reconnaître toi aussi tes erreurs et tes fautes et celles du groupe de Korçe. Quant au groupe des «Jeunes», poursuivit Qemal, je suis d'avis, et je parle

au nom du groupe de Shkodër, que la base de ce groupe est saine comme la nôtre ainsi que celle du groupe de Korçe. Mais chez nous comme chez les autres se sont infiltrées des idées antimarxistes, trotskistes que, à présent, dans une nouvelle optique, nous voyons mieux. Tandis que toi, Anastas, et toi Sadik, qui as parlé avec le langage d'Anastas, vous ne vous montrez ni francs ni communistes. Vous éludez les questions. Pour nous, vous avez continué à commettre de graves erreurs, mais le pire c'est que vous ne faites pas le moindre effort pour les reconnaître.»

Qemal termina son intervention en les appelant à changer de voie.

Les débats et les interventions se poursuivaient ainsi chaque jour. Nous avancions dans nos analyses. Les critiques s'acheminaient sur une juste voie et étaient toujours mieux justifiées. Les autocritiques s'approfondissaient et petit à petit les erreurs communes et celles de chaque groupe en particulier étaient reconnues. Ainsi chaque jour le terrain était mieux débarrassé des scories. Les journées passaient denses de débats. C'était une grande école pour nous, une école que nous n'avions jamais vue. Chacun, dans ses interventions, exprimait son opinion sur la façon dont nous devions juger et agir à propos de tel ou tel problème à résoudre. Les fois où les camarades sont intervenus au cours des débats ne se comptaient plus. Pour ma part, j'ai pris plusieurs fois la parole, parfois pour de brèves répliques, parfois pour de plus longs commentaires. C'était aussi le cas des autres camarades.

Je me rappelle avoir pris la parole après Qemal et soutenu ses points de vue à propos de certaines questions. Le fond de mon intervention était le suivant:

«Je suis d'accord avec la critique du camarade Qemal à l'adresse de notre groupe de Korçe en ce qui concerne son sectarisme, l'absence d'un esprit amical plus sain et le manque de patience dans ses discussions avec les cama-

rades des autres groupes. Le camarade Koço n'a pas mis en évidence cette attitude erronée, mais pour ma part, je le souligne, nous devons reconnaître que cette façon d'agir nous à fait un grand tort dans le passé. Nous ne devons pas laisser passer de pareils agissements dans le Parti, nous devons nous en débarrasser, mais sans les reconnaître nous ne pouvons pas les combattre.

«Le sectarisme du groupe de Korçe s'est manifesté aussi dans son esprit de clocher notoire qui a nui à la propagation du travail du groupe et ne lui a pas permis d'établir des contacts sur une plus vaste échelle avec le mouvement communiste et démocratique partout dans le pays. Les camarades de Korçe ont influé sensiblement sur les camarades du groupe de Korçe qui ne sont pas de cette ville, dans le sens d'un travail plus ou moins clos et local. Ces vues et ces attitudes rétrécissent l'horizon du travail et la perspective, engendrent un sentiment d'autosatisfaction et d'égocentrisme, alimentent la présomption, spécialement chez ceux qui y sont enclins.

«Dans une telle situation, camarade Koço (je m'adressais à lui) notre groupe de Korçe a laissé le champ libre aux trotskistes Niko Xoxi, Aristidh Qendro et autres pour sortir de Korçe et prendre contact avec de jeunes révolutionnaires des autres villes de notre pays, sapant ainsi d'avance tout le travail indispensable et révolutionnaire que le groupe lui-même devait mener auprès d'eux de façon organisée. Qu'avons-nous fait à Tirana et à Shkodër? Qu'as-tu fait, camarade Koço à Tirana? Comment la fraction du groupe des «Jeunes» s'est-elle séparée de notre groupe de Korçe? N'avons-nous pas notre part de responsabilité dans ces erreurs, dans ces déviations et dans cette lutte stérile qui s'est livrée entre les groupes? Je pense que oui si nous analysons un peu plus à fond notre travail. Naturellement, je ne prends pas sur le compte de notre groupe ni sur le nôtre, individuellement, les erreurs

et les défauts des autres groupes et de leurs membres. Mais ces erreurs et ces défauts, nous devons les reconnaître dans la mesure où ils nous sont imputables et non pas nous en laver les mains.»

Poursuivant, j'abordai une autre question:

«Camarade Vasil et toi, Anastas Lula, m'adressai-je à eux, vous avez commis une grave erreur en rejetant dans vos groupes les directives du Komintern. Cela a porté un sérieux préjudice à l'assainissement du mouvement communiste en Albanie, a favorisé la pénétration du trotskisme dans nos rangs, a entravé aussi la lutte de masse organisée contre Zogu et son régime. Vous devez reconnaître ces erreurs.

— Nous, pour notre part, nous n'avons rien à reconnaître», intervint Anastas. Il était taillé comme ça. Il crachait son venin et se taisait, sans pousser plus loin son raisonnement.

«Comment? Vous ne voulez pas reconnaître vos erreurs! lança Sotir Vullkani. Dis-nous pourquoi!

— Dites-nous, vous plutôt, quand ces directives sont arrivées en Albanie!» répondit Anastas d'un ton triomphant et narquois.

Je saisis l'intention du vieux renard, et je lui répondis calmement :

«En 1937.

— Mais en 1937 nous n'étions pas une fraction et encore moins un groupe, observa Anastas d'une voix grave. Nous avons commencé à créer notre groupe en 1938 et nous nous sommes séparés en 1940. Alors, comment pouvons-nous être responsables de quelque chose qui s'est produit avant «notre naissance»?»

Il jeta un regard triomphant à ses camarades et se rassit sûr de nous avoir cloué le bec. Mais je ne le laissai pas savourer longtemps son «triomphe».

«Anastas Lula, lui dis-je, abandonne les sophismes

et les «arguments» d'un comptable médiocre et essaie de parler juste! Il est vrai que les directives du Komintern sont arrivées en Albanie en 1937, mais elles n'étaient pas valables seulement pour l'année en cours, elles concernaient toute la période que nous avions devant nous, par conséquent aussi l'époque de la création de ta fraction et l'époque de votre constitution ouverte en tant que groupe. Et leur essence, la nécessité impérieuse pour les communistes de nouer des liens avec les masses, le travail à mener auprès des masses, la création d'un large front antifasciste, tout cela était valable pour hier, comme pour aujourd'hui et pour demain. Sans gagner les masses à soi, sans créer des liens solides de tout le peuple, de toutes les forces autour du Parti, notre cause n'avancera pas. C'est ce que nous enseignent les grands dirigeants du prolétariat, c'est de cet esprit que sont pénétrées aussi les directives du Komintern. C'est pourquoi, Anastas Lula, je le souligne de nouveau, vous devez reconnaître la grave erreur que vous avez commise jusqu'à présent et empêcher qu'elle ne se renouvelle.

— Seul le groupe de Korçe les a acceptées et les a faites siennes, dit Koço fièrement.

— Il est vrai, poursuivis-je, que le groupe de Korçe ne s'est pas trompé en cela et nous devons en premier lieu à Ali Kelmendi le mérite d'avoir donné une juste orientation à notre groupe dès l'époque où il vint en Albanie. Nous avons accepté les directives du Komintern et nous avons tâché de les mettre en œuvre. Mais la question doit être jugée correctement: Comment avons-nous exécuté ces directives? Avons-nous liquidé totalement les anciennes cellules fermées, sectaires et avons-nous pénétré parmi les larges masses du peuple? Nous sommes-nous mis au travail pour créer dans leurs rangs de nouvelles cellules saines, combattantes et mettre sur pied un véritable détachement organisé non seulement des ouvriers de

Korçe mais de tout le pays? Camarade Koço, continuai-je m'adressant à lui, nous devons reconnaître publiquement que nous n'avons pas réalisé les tâches que nous avons assumées, il est vrai que nous avons dissous les cellules, mais celles que nous avons créées un peu plus tard étaient pareilles, presque identifiques aux précédentes avec de petites différences de personnes et de principes. Il est vrai que l'influence du groupe s'est fait sentir davantage parmi les masses, mais seulement dans la ville de Korçe. Il est vrai que la jeunesse de Korçe s'est mieux organisée et était sous l'influence du groupe, mais en dehors de la ville, à la campagne et dans les autres villes, les choses étaient laissées à leur libre cours. Avec les quelques petits noyaux que nous avons mis sur pied nous ne pouvons pas prétendre que notre groupe ait pris sérieusement en main et ait appliqué comme il se doit les grandes idées du Komintern. Nous ne pouvons pas nous décharger d'une grande responsabilité et ignorer ces faiblesses et ces lacunes. Les autres groupes, eux. ont agi en complète opposition avec les directives du Komintern, et, naturellement, leur responsabilité est majeure.

«Personnellement, soulignai-je, j'attache une grande importance à ces questions parce qu'elles ont eu des conséquences néfastes sur notre travail passé et si nous n'éliminons pas les défauts et les erreurs des groupes, notre Parti récemment fondé en souffrira beaucoup. Irons-nous de l'avant en conservant l'esprit de cercle dans notre Parti communiste? Non, absolument pas! Nous enterrerons cet esprit ici, dès maintenant, une fois pour toutes. Mais nous serions naïfs si nous pensions que dès lors tout ira comme dans du beurre. Non, nous devons combattre sans pitié l'esprit de cercle et les méthodes de travail malsaines, nous devons combattre sans hésiter les fractions et les fractionnistes. Nous devons sortir de cette réunion en ayant rejeté le sentiment de supériorité et d'infaillibilité de chaque

groupe et armés du sentiment de l'unité d'acier marxiste-léniniste du Parti communiste d'Albanie que nous venons de fonder.»

Quand furent expliquées les positions politiques, idéologiques et organisationnelles que nous avions prises contre le fascisme occupant et le gouvernement quisling, j'interrompis les interventions des camarades des divers groupes, et repris la parole:

«Nous, du groupe de Korçe, soulignai-je, avons dit et répétons que nous n'avons commis d'erreurs ni dans la ligne, ni dans les positions que nous avons adoptées et continuons d'adopter à l'égard du fascisme occupant. Les deux autres groupes, je veux dire leurs chefs, ont tenté, avec leurs vues erronées, et dans une certaine mesure y sont parvenus, de freiner l'activité antifasciste des camarades de la base, communistes, jeunes et autres.

— Cela veut dire, m'interrompit Sadik Premte, que toi aussi tu penses que le groupe de Shkodër et notre groupe des «Jeunes» n'ont pas été contre l'occupant fasciste italien. C'est une accusation...

— Je n'ai pas dit cela, lui répondis-je.

— Koço Tashko, lui, l'a dit ouvertement. Mais tes propos vont dans le même sens, poursuivit Sadik.

— Les choses ne sont pas du tout comme les présente Sadik Premte, dis-je en m'adressant à tous les camarades. Ce que je tiens à préciser, ce sont les points suivants:

«Si Koço Tashko avec ses interventions mal contrôlées et avec son nervosité a laissé entendre que les deux autres groupes n'ont pas pris position contre les occupants, je ne partage pas son avis. Nous tous, avec le peuple, nous nous sommes levés contre l'occupant et les traîtres, nous avons participé à des manifestations et avons demandé des armes pour nous battre, mais il faut reconnaître que nous n'étions pas en état d'organiser la lutte et d'attaquer l'ennemi dès les premiers jours. Plus tard, nous nous sommes repris, nous

avons mieux organisé la résistance et la propagande contre l'occupant, nous pensions plus sérieusement à la lutte, mais même alors tous les groupes ne réussirent pas à effectuer ce travail avec la même efficacité. A mon avis, le groupe de Korçe avait une vision plus correcte des problèmes et des tâches qui se posaient devant nous. Le groupe de Shkodër a été résolu dans la lutte contre l'occupant, il a été antifasciste, mais, comme je viens de le dire, ses chefs avaient une vision confuse de certaines importantes questions de principe. Quant aux chefs du groupe des «Jeunes», justement les deux camarades ici présents, Anastas Lula et Sadik Premte, leurs vues sur ces questions non seulement n'étaient pas claires mais sentaient l'anticommunisme et le trotskisme.

— Nous protestons encore! bondit Anastas. Vous nous accusez gravement Sadik et moi. Sur quoi fondez-vous vos accusations?

— Sur une série de points de vue et de slogans que vous avez adoptés et propagés», lui dis-je et je lui expliquai la teneur de son slogan défaitiste «le moment de nous battre n'est pas encore arrivé car nous n'avons ni organisation, ni armes», puis je dénonçai et condamnai les conceptions de chefs de file comme Aristidh Qendro, Andrea Zisi et autres, sur l'opportunité d'«adhérer au Parti fasciste albanais et à la *questura* pour apprendre ce qui se passe», sur «le fait de ne pas considérer comme une faute un aveu à la police», etc. En réalité, la base des groupes n'acceptait pas ces slogans, mais les chefs antimarxistes et agents de la bourgeoisie et de l'occupant que je viens de mentionner, réussissaient de mille manières à s'imposer aux camarades de la base et à les tenir en bride.

«Il nous a fallu, poursuivis-je, expliquer aux camarades du groupe de Korçe le Pacte de non-agression soviéto-allemand. C'est ce que nous avons fait également avec le peuple parce qu'il s'agissait d'une question délicate que

l'ennemi mettait à profit au maximum. Aussi avons-nous dû expliquer aux camarades le contenu et le but de ce pacte, les éclairer et les convaincre que l'Union soviétique était restée ce qu'elle avait été, la glorieuse patrie de Lénine et de Staline.»

Ayant expliqué cette question, j'indiquai que le groupe de Shkodër ne s'était pas montré très actif dans ce sens et celui des «Jeunes» pas du tout, qu'ils avaient, au contraire, utilisé le Pacte de non-agression pour étayer leurs théories trotskistes. «Voilà, disait Anastas, cela confirme que c'est nous et non pas vous qui avons raison quand nous disons que le moment de combattre n'est pas encore venu», «nous avons raison d'estimer qu'il faut attendre que le pays s'industrialise, que se crée le prolétariat pour ensuite fonder le parti», «de préparer d'abord les cadres, puis de nous lancer dans la lutte», «de préserver et de ne pas sacrifier les cadres» et d'autres sornettes de ce genre, maintenant connues de tous. Mais ce travail hostile mené par les chefs de file trotskistes des groupes empêchait la concentration des énergies communistes dans la résistance et dans la lutte. Ils poursuivirent leurs menées défaitistes même quand fut attaquée l'Union soviétique. Ils s'efforcèrent de saboter les grèves et les manifestations que nous réussîmes finalement à organiser ensemble avec le groupe de Korçe et le groupe de Shkodër.

Poursuivant mon intervention je parlai également de l'étroite collaboration que nous avions établi avec l'éminent patriote Myslim Peza et d'autres. Je soulevai en particulier la question de la paysannerie et fis ressortir l'importance de son rôle dans notre lutte de libération en montrant que le groupe de Korçe avait, sur le plan théorique, une vision correcte de cette question vitale, mais que dans la pratique il avait peu fait. Les autres, en théorie comme en pratique, la sous-estimaient, tandis qu'Anastas Lula et compagnie, avec leur théorie antiléniniste, abandonnaient la paysan-

nerie à la bourgeoisie et au fascisme. Je demandai que l'on fît une juste appréciation de toutes ces grandes questions parce que nous avions perdu beaucoup de temps et nous devions le rattraper.

Sur ces problèmes comme sur le reste, se déroulèrent des débats ardents. Le groupe d'Anastas s'agenouilla. Il fut contraint d'avouer à mi-voix qu'il s'était trompé «mais... que les choses n'étaient pas exactement ainsi...», qu'«en pratique c'était comme ça, mais...», une centaine de «mais». Tout cela avait pour seul but de nous tromper, mais comme la vie même l'a confirmé, c'étaient des écueils émergés ou immergés, c'étaient des mines mises sur le chemin de la résistance et de la lutte contre les occupants. Il fallait draguer cette route pour le Parti et pour le peuple, il fallait désamorcer les mines visibles et invisibles. C'est pourquoi ces jours-là, en ces moments orageux où se décidait le sort du peuple et de la patrie, les communistes albanais livrèrent une grande et dure bataille, et ils triomphèrent.

Les communistes des groupes qui assistaient à cette réunion furent débarrassés d'un amas d'idées funestes. Ils les exposèrent, en discutèrent librement et les condamnèrent, ils se firent des critiques sévères et profitèrent beaucoup de cette grande école. Et notre jeune Parti à peine fondé allait surtout en profiter beaucoup.

Comment serait ce Parti, comment s'organiserait-il, quel serait son programme minimal pour les moments que nous vivions? Tous les camarades des groupes qui prirent part à la discussion de ces questions vitales, exprimèrent leurs opinions qui concordaient dans les grandes lignes. Moi aussi, je traitai largement de ce problème dans mon intervention, qui se résumait en substance à ceci:

«Nous, camarades, nous avons décidé la chose majeure, principale, nous avons fondé le Parti communiste d'Albanie sur des bases marxistes-léninistes. Nous avons aussi discuté ouvertement des bons et des mauvais côtés des groupes

communistes. Certes nous avons critiqué les mauvais côtés, mais nous devons continuer la lutte pour ne pas permettre que se répètent ces erreurs ou d'autres analogues, pouvant apparaître sous d'autres formes ou dans d'autres circonstances, qui seront engendrées par la Lutte de libération nationale. Les bons côtés des groupes surtout les aspects positifs de leur travail doivent être mis au service du Parti et de la lutte, mais nous ne devons pas nous contenter du peu de résultats que nous avons obtenus. Dorénavant, pour renforcer l'unité du Parti, il ne faut permettre en aucune manière une discrimination entre ses membres indépendamment des groupes dont ils proviennent. Il n'y a et il ne doit rester de préjugés de groupe pas même dans les recoins de la conscience de qui que ce soit.

— C'est juste, intervint Vasil Shanto, et je propose que dorénavant l'on n'entende personne dire «Je suis membre de tel ou de tel groupe». Désormais il y a seulement des membres du Parti communiste d'Albanie.

— Pleinement d'accord, dis-je et je poursuivis: Il n'y a plus ni membres, ni chefs de groupes, ils n'existent plus. Dorénavant il y aura une direction du Parti, le Comité central et les comités régionaux. La fondation de notre Parti a liquidé les groupes une fois pour toutes, elle doit donc liquider aussi l'esprit et la pratique de leur travail. Avec l'élection du Comité central à cette réunion nous liquidons «le pouvoir et l'influence» des chefs des groupes communistes. Je répète encore une fois ce qu'a dit Vasil: Il n'y a plus de membres de groupe. Désormais, il y a seulement des membres du Parti communiste d'Albanie.

«Quels seront les soldats du Parti, c'est-à-dire ses premiers membres? Les camarades ici en ont discuté, d'autres en discuteront. A mon avis aussi, doivent être soldats de notre Parti les membres organisés des ex-groupes communistes de Korçe, de Shkodër et des «Jeunes», après avoir été passés au tamis. Nous devons donc prendre la décision

de dresser, à peine la réunion terminée, les listes exactes des membres des groupes le plus rapidement possible. Si je dis exactes, c'est que j'entends par là qu'il ne faut pas allonger les listes de gens qui ne se sont pas montrés actifs ou qui sont suspects, seulement pour augmenter le nombre de membres, afin de faire dominer tel ou tel groupe dans le Parti. Mais il ne faut pas non plus présenter des listes trops courtes en visant par là à dissimuler et à conserver des éléments actifs pour les engager dans une éventuelle activité de groupe en dehors du Parti. Ces listes doivent être remises le plus tôt possible au Comité central qui sera élu.

«Ici on a discuté beaucoup aussi des bases sur lesquelles sera édifié le Parti. A mon avis, notre Parti doit être édifié à l'exemple du Parti bolchévique, sur le plan idéologique comme sur le plan organisationnel. Selon cette expérience, pour autant que nous sachions, la base doit en être la cellule dans laquelle militeront les communistes. Les membres de la cellule en éliront le secrétaire, et les communistes au niveau de la région, ou leurs délégués, éliront le comité régional du Parti communiste d'Albanie. Pour le moment je pense que les cadres principaux des comités régionaux, le secrétaire politique et le secrétaire à l'organisation doivent être désignés par le Comité central jusqu'à ce que les conditions requises soient réunies pour qu'ils soient élus par les organisations mêmes du Parti dans chaque région. Quand nous aurons créé la situation adéquate, tout le Parti enverra ses délégués à la Conférence nationale qui, dans ces conditions, remplira la fonction d'un Congrès du Parti, en sera la plus haute instance dirigeante, qui définira sa ligne et élira le Comité central définitif.»

En ce qui concerne le fonctionnement, les normes et les principes du nouveau Parti, la réunion entendit des interventions animées concrètes ainsi que des propositions

valables. Chacun de nous se levait et parlait à son tour, exprimant son avis dans une brève intervention. A travers ces discussions et ces débats était élaborée la ligne du programme du Parti, les bases et les normes de sa structure. Ainsi, entre autres, nous soulignâmes que le centralisme démocratique, la critique et l'autocritique bolchéviques, ouvertes et sincères, devaient régner dans notre Parti. Il devait se guider dans toutes ses actions sur la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline. Notre Parti se déclarait contre les fractions et l'esprit de cercle qu'il combattrait sans pitié. Notre Parti encouragerait l'expression des opinions, mais c'est l'avis de la majorité qui prédominerait sur celui de la minorité; cette dernière devrait se soumettre à la majorité. Notre Parti devrait avoir une discipline d'acier, une unité marxiste-léniniste de pensée et d'action. Sans une discipline de fer et l'unité de ses rangs, notre Parti, qui se heurterait à un grand nombre d'ennemis, ne pourrait pas diriger avec succès la lutte.

Notre Parti combattrait toutes les idéologies et tous les courants antimarxistes. Mais, pour bien y réussir, il devrait s'employer avec énergie à élever le niveau idéologique et politique des cadres et de ses membres en leur faisant assimiler la théorie marxiste-léniniste.

Notre Parti devrait être l'avant-garde organisée de la classe ouvrière et considérer la paysannerie comme une classe amie et alliée de la classe ouvrière, il s'appuierait puissamment sur elle parce que notre paysannerie devait jouer un rôle important dans la Lutte de libération nationale et plus tard également.

C'était là un problème important que nous devions souligner et expliquer à tous les communistes. Notre Parti était fondé en tant que parti de la classe ouvrière qui serait guidé par l'idéologie marxiste-léniniste indépendamment du fait que cette classe était peu nombreuse dans notre pays, elle comptait un certain nombre d'ouvriers

salariés, d'apprentis et d'artisans, elle manquait d'une expérience qui se fût affirmée dans des luttes de classe syndicales.

Il y avait bien eu dans le passé des grèves d'ouvriers dans quelques villes de notre pays, mais elles étaient réduites et pas coordonnées entre elles en raison tant du petit nombre d'ouvriers que du manque d'une organisation syndicale et d'une bourgeoisie industrielle d'un certain niveau. Les grèves d'ouvriers, comme celles de Korçe, Kuçove ou Shkodër, avaient eu. certes, un caractère économique de classe mais elles avaient été dirigées contre l'Etat, contre le gouvernement et ses mesures répressives. La grève des ouvriers de Kuçove qui avait été conduite en même temps contre les capitalistes exploiteurs qu'étaient les concessionnaires italiens, avait eu un caractère de classe plus accentué. Quant à l'association «Puna» de Korçe, elle représentait la forme initiale d'organisation des ouvriers et des artisans de la ville pour défendre leurs intérêts économiques contre les patrons. Cette association n'avait nas manqué de lutter aussi pour ses droits démocratiques et politiques au point de faire descendre ses membres et sympathisants dans la rue où ils s'empoignèrent avec la gendarmerie de Zogu pour «le pain». Naturellement je ne vais pas m'étendre sur ce problème parce que le Parti a analysé cette question capitale dans ses grandes lignes et nos historiens et sociologues l'approfondiront à coup sûr avec leurs études, mais je tiens à souligner que, quand nous avons fondé le Parti, nous avions conscience des défauts et des faiblesses politiques, idéologiques et organisationnelles de la classe ouvrière, mais nous avions aussi conscience de ses traditions de combat, de son esprit révolutionnaire, de sa mission historique, et c'est pour cela que nous avons souligné à notre Réunion constitutive que notre Parti était un détachement d'avant-garde et organisé de la classe ouvrière.

Mais, cela étant, le Parti n'a jamais sous-estimé le rôle et le poids importants de la paysannerie dans la lutte et dans la révolution. Dès les premiers jours de son existence, le Parti tint compte du fait qu'avec la classe qu'il représentait il devait aussi s'appuyer sur la paysannerie pour combattre l'occupant. La paysannerie était exploitée au maximum, elle n'avait pas de terre ou n'en avait que fort peu, elle vivait dans les ténèbres moyenâgeuses et dans une misère sans pareille. A la misère séculaire de la paysannerie, due aux beys, aux féodaux et à la grande et petite bourgeoisie usurière, aux agas et aux grands propriétaires terriens, s'ajouta l'oppression de l'occupant italien, ravisseur de la liberté et de l'indépendance de la patrie, qui amenait ses colons et chassait la paysannerie de ses terres. Notre paysannerie héritait de grandes traditions révolutionnaires. elle avait lutté plus que les citadins contre les divers envahisseurs, contre leurs lois asservissantes, contre les impôts, etc. Les montagnes et les villages d'où nos paysans attaquaient les ennemis, avaient toujours été les nids de la résistance des luttes de libération. C'est dans la paysannerie que les éléments progressistes de la ville, des combattants de la plume ou du fusil, avaient leur principal appui. Certes, le savoir et l'instruction avaient surtout leur source dans les villes, mais quand il s'agissait de se battre l'arme à la main, les éléments progressistes et révolutionnaires des villes avaient pour alliée la paysannerie. Il est naturel qu'à ces moments, alors que la classe ouvrière n'existait pas, la paysannerie était l'objet d'influences diverses. La bourgeoisie naissante, d'une part, et les beys, les féodaux et les grands propriétaires terriens, de l'autre, tâchaient chacun de leur côté de la gagner à eux. Beys et féodaux, soutenus par les occupants ottomans et autres, maintenaient par la force leur domination sur la paysannerie bien qu'il leur arrivât souvent de ne pouvoir freiner la fougue de la paysannerie ardemment désireuse de se

battre contre les occupants et les féodaux. C'est ce qu'illustrent aussi nos chansons populaires, la glorieuse histoire orale de chaque époque.

Mais les éléments progressistes de la bourgeoisie des villes qui croissaient ainsi que les éléments progressistes et patriotes influents qui se détachaient de leur classe des beys et des féodaux, luttaient pour réveiller la paysannerie et rivalisaient avec la classe féodale dans les campagnes pour y miner son influence.

Certes, d'autres facteurs concouraient aussi à cette lutte que je viens d'ébaucher et notamment les diverses religions, dont les chefs aidaient les étrangers, mais aussi les classes exploiteuses des féodaux et de la bourgeoisie spéculatrice. Mais parmi les croyants, parmi le peuple de chaque religion, il y avait des courants libéraux, en particulier musulmans et orthodoxes, qui accentuaient l'inclination de la paysannerie vers la bourgeoisie progressiste. L'esprit patriotique révolutionnaire, la lutte contre la pauvreté et l'oppression ne poussaient pas notre paysannerie fière vers l'athéisme, tel que nous l'entendons, nous, les communistes, mais l'amenaient à penser «je pratique la religion parce que c'est comme ça que j'ai trouvé les choses, je suis né en appartenant à cette religion et c'est ainsi que je mourrai», etc. C'est justement sur ces masses, sur ces traditions que nous allions nous appuyer durant la grande lutte qui nous attendait, c'est pourquoi je soulignai dans mon intervention:

«Le Parti doit combattre le sectarisme et l'opportunisme dans les esprits comme dans les actions. Il faut grossir les rangs du Parti avant tout de sains éléments ouvriers mais aussi de paysans et d'autres combattants révolutionnaires. Tous ceux qui seront admis dans le Parti devront avoir donné des preuves, au cours de la lutte, de leur dévouement à la cause du Parti. Nous devons fermer les

portes du Parti aux espions et aux provocateurs masqués, aux fanfarons et aux lâches, aux éléments fractionnistes, anarchistes et intrigants qui tenteront de pénétrer dans ses rangs pour y fomenter des troubles et créer un terrain propice au travail trotskiste et antiparti.

«La lutte organisée contre les occupants et les traîtres doit occuper la place principale dans le programme de notre Parti. Notre objectif est l'insurrection armée générale, tout le peuple doit y être mobilisé, mais pour arriver à l'insurrection générale il est nécessaire de développer les formes les plus simples de combat, manifestations, sabotages. attentats, actions incessantes. Le Parti, dans les villes, doit organiser les guérillas et dans les villages les détachements de partisans et de volontaires de la liberté avec lesquels il mettra sur pied en cours de lutte les grandes unités qui formeront l'armée populaire. C'est pourquoi le Parti doit étendre son travail parmi les masses et mener partout une politique de grande ampleur pour mobiliser le peuple, tous les gens honnêtes, toutes les forces patriotiques et antifascistes dans la grande lutte. Tout le peuple doit être persuadé que la lutte armée est l'unique voie pour échapper à la servitude et qu'il sortira vainqueur de cette lutte. Le peuple doit se convaincre de la force du Parti et de la justesse de sa ligne. Notre jeune Parti doit se trouver à la tête de la lutte, là où le danger est le plus grand, où les sacrifices sont les plus grands, là est la place des communistes.

«Le Parti doit dire au peuple que Ton se bat pour qu'il prenne le pouvoir entre ses mains et qu'une fois cet objectif atteint, le Parti réalisera de grandes réformes économiques, culturelles, sociales. Le Parti dira au peuple: «La liberté se conquiert, elle ne se reçoit pas en cadeau». C'est pourquoi le Parti communiste d'Albanie qui a été fondé sera le parti qui dirigera la Lutte de libération nationale et le peu-

ple à la victoire. Telle doit être, dans les grandes lignes, la haute mission du Parti.»

Après avoir exprimé leurs opinions et discuté de ces problèmes importants, tous les camarades décidèrent unanimement que ces principes ainsi que les conclusions et les décisions de cette Réunion historique qui avait fondé le Parti communiste d'Albanie constituent la teneur de «la Résolution de la Réunion des principaux groupes communistes d'Albanie pour la création du Parti».

Puis vint le tour de la question finale: l'élection du Comité central. Au début, les camarades s'accordèrent sur la proposition que ce Comité soit provisoire jusqu'à la convocation d'une conférence nationale du Parti. Mais qui élirait-on? Ce n'était pas un problème simple à résoudre si l'on tient compte du fait qu'à cette réunion participaient des chefs des anciens groupes qui avaient toujours prétendu être à la tête de tout. Bien sûr ils souhaiteraient être encore à la tête du nouveau Parti. Et puis, lequel de ces chefs des anciens groupes serait «le principal» à la tête du Comité central? Le Parti communiste d'Albanie était né, mais le brouillard des groupes n'était pas dissipé ni ne pouvait être dissipé aussi vite de l'esprit et de la conscience de leurs membres. Aussi, plusieurs camarades, moi y compris, étions d'avis que les anciens chefs des groupes soient, à tout prix, écartés de la direction. Cette décision devait revêtir une importance exceptionnelle pour l'unité de la direction du Parti nouvellement créé, et par voie de conséquence, pour tout le Parti.

C'est précisément parce que nous avions jugé ainsi qu'il fallait à tout prix trouver le moyen d'écarter les chefs. Les possibilités existaient pour le faire. A part la période précédant la réunion, les 6 à 7 jours de débats à la réunion avaient servi à découvrir le vrai visage des chefs, ils avaient été critiqués plus que quiconque, et s'étaient

vu imputer la responsabilité des faiblesses constatées dans le mouvement communiste en Albanie.

Miladin, dans son rôle d'arbitre entre les groupes, fit une intervention intelligente:

«Camarades, je veux rappeler ici une idée ou proposition qu'a faite le camarade Tashko il y a quelque temps. Il a proposé que, en tant que chef de l'un des groupes, il ne soit pas élu au Comité central. Je considère que sa proposition est valable aussi pour les autres. Donc, considérant la proposition personnelle de Koço dans un cadre général, je suggère à la réunion de n'élire au Comité central provisoire aucun des chefs des anciens groupes, ni leurs présidents, ni leurs vice-présidents.»

Aussitôt, je me souvins qu'avant le début de la réunion, lors d'une rencontre à laquelle, à part quelques autres camarades, participait aussi Miladin Popović, lorsque nous étions en train de dire que les chefs des groupes avaient entravé l'union dans le passé et continuaient à l'entraver, Koço Tashko, avait rougi d'indignation et tout en colère avait dit:

«Si c'est moi qui l'ai entravée, alors écartez-moi. Mais ce n'est pas moi, ce sont ceux de Shkodër et des «Jeunes».»

J'étais sûr que Koço le disait simplement par démagogie, pour se montrer «magnanime», «attaché aux principes», pour donner l'impression qu'il «avait notre cause à cœur», etc. Et même, lors d'une de ses interventions à la réunion, il le répéta en passant.

En entendant Miladin prononcer ces mots, Koço Tashko resta pétrifié et balbutia:

«Mais entendons-nous bien... Je voulais dire...

— Tu l'as très bien dit, lui répondit Pilo, mi-sérieux, mi-plaisant. Je suis d'accord de ne pas élire les chefs.»

Anastas Lula et Sadik Premte continrent leur colère. Ils ne savaient pas à qui s'en prendre, à Koço ou à eux-mêmes. Seul Vasil Shanto accueillit la décision de la réu-

nion avec le calme et la magnanimité d'un communiste authentique et dévoué. Je ne me souviens pas qui proposa, ce qui conduisit à un «compromis», que les candidatures au Comité central soient préparées et présentées par une commission composée de trois personnes, de camarades qui avaient été plus ou moins à la tête des groupes et qui assistaient à cette réunion. On élut donc à la commission Koço Tashko, Vasil Shanto et Anastas Lula. Mais cette commission n'agit pas sans consulter les camarades participants à la réunion et chacun d'eux consulta non seulement les camarades de son groupe mais aussi les autres. Les candidats furent désignés compte tenu de leur passé, de leur rôle à la réunion, de leur origine de classe et dans une juste proportion entre ceux d'origine ou de condition ouvrière et les intellectuels. On tâcha également de maintenir jusqu'à un certain point, dans la mesure du possible, un certain équilibre en incluant au Comité central des représentants des plus sains des anciens groupes.

Ainsi, après avoir discuté de cette question et des caractéristiques de chacun, la réunion élut un Comité central provisoire composé de 7 personnes.

Pour assurer l'unité, il ne fut pas élu de président ou de secrétaire du Comité central.[8] Une égalité totale avait présidé à tout le travail, dans la préparation comme dans le déroulement de la Réunion pour la fondation du Parti. Aucun acte ne devait donner l'impression qu'un groupe avait plus de droits et d'avantages que l'autre.

Ainsi, après sept jours de travail intense, la réunion

---

8 Sur la base de faits historiquement connus et de documents officiels du Parti, la direction du Comité central (provisoire) fut confiée au camarade Enver Hoxha, qui fut élu secrétaire général du PCA à sa Première conférence nationale tenue du 17 au 22 mars 1943 à Labinot dans le district d'Elbasan. Cette conférence élut aussi le Comité central définitif composé de 15 membres et de 5 membres suppléants ainsi que le Bureau politique.

clôtura ses travaux par une grande victoire, la fondation du Parti communiste d'Albanie, doté d'une ligne juste et d'un programme clair.

Le cœur joyeux et pleins d'enthousiasme, nous nous mîmes au travail avec élan et optimisme.

Extrait de «Quand naquit le Parti», 3e éd. alb., Tirana, 1983

RÉFLEXIONS

15 juillet 1981

Nous, Albanais, notre peuple, notre Parti et notre pouvoir avons toujours été contre les guerres impérialistes, contre toute guerre injuste qui vise à ensanglanter les peuples, à les asservir et à les exploiter. Cette attitude tient à des raisons historiques concrètes. Toute sa vie durant, le peuple albanais a beaucoup souffert de guerres de cette nature, qui ont porté durement atteinte à sa liberté, à son indépendance nationale et à l'intégrité territoriale de son pays. Ces guerres l'ont saigné à blanc. De leur fait, il a connu l'exploitation et a vu son territoire morcelé. C'est une réalité indéniable.

Notre peuple a affronté ces conflits avec héroïsme, il s'est battu opiniâtrement contre des ennemis féroces sans jamais se rendre, pour défendre sa liberté, son indépendance, son intégrité, sa culture, son existence, tout ce qui a été et reste toujours sien. En même temps, au cours de ces combats, il a appris à mieux lutter, il a acquis l'expérience nécessaire pour comprendre les problèmes qui se posaient à lui, les objectifs, les tactiques, les plans et les complots de ses ennemis du dehors et du dedans, et il a su, sur cette base, édifier les tactiques de la résistance qu'il opposerait à ses ennemis et à leurs actions malfaisantes. Cela aussi est une réalité. Distinguer ses amis de ses ennemis, ses faux amis de ses vrais amis, est une question d'expérience. Notre peuple dit bien: «Qui subit,

s'instruit», et il dit encore: «Les eaux dorment, l'ennemi veille». Ce sont deux sentences, deux grands enseignements, qui ont leur racine dans la profonde philosophie du peuple, dont notre peuple lui-même a vérifié la justesse au cours de sa longue expérience et s'est guidé sur eux au long de son histoire millénaire.

La lutte d'un peuple pour sa survie comme nation, ne peut dépendre des combinaisons des autres Etats, grands ou petits, pas plus que de leurs intrigues diplomatiques. Elle dépend de la prise de conscience du peuple lui-même, qui lui permet de comprendre quels sont ses vrais droits et intérêts, de la confiance qu'il a en ses propres forces à tout moment et dans chaque situation pour défendre ces droits et ces intérêts avec une volonté d'acier, une logique saine et une lutte révolutionnaire. C'est seulement alors que la force du peuple devient invincible, qu'elle centuple et se déchaîne comme un ouragan.

C'est cette voie que nous, Albanais, avons suivie. L'histoire est là pour le confirmer. Si nous ne l'avions pas fait, nous n'aurions pas pu subsister, nos ennemis nous auraient assimilés et liquidés, nous n'aurions pas pu édifier la société la plus avancée, la société socialiste, où le peuple est au pouvoir. Muni de cette riche expérience de luttes et de combats pour la liberté, notre peuple, sous la direction du Parti, s'est battu, a triomphé et il a édifié la société albanaise nouvelle. Et maintenant, allant plus loin, déterminé à faire avencer cette société il ne permettra à aucun ennemi, quel qu'il soit, grand ou petit, ancien ou nouveau, de lui ravir sa liberté, son indépendance et ses conquêtes.

Nous savons que l'Albanie et son peuple sont la bête noire de beaucoup de cliques et de forces dans le monde, qui ne peuvent supporter que le peuple albanais existe, qu'il construise sa vie comme il en a décidé lui-même, et que la petite Albanie vive comme un Etat socialiste au

milieu d'un océan d'Etats capitalistes aux diverses étiquettes.

Mais elles ne peuvent rien contre l'Albanie socialiste. Les temps et le rapport des forces ont beaucoup changé en sa faveur et en faveur de son peuple. Certes, elle peut être l'objet d'une attaque du dehors, cela nous le savons et nous ne l'oublions pas, mais dans ce cas nous nous défendrons, nous savons comment résister et vaincre. Tout au long de son histoire, le peuple albanais a su se défendre. Notre Parti du Travail a encore renforcé et trempé l'unité de notre peuple dans sa lutte pour sa défense. Le marxisme-léninisme nous enseigne que les peuples qui se battent pour défendre leur liberté et leur indépendance mènent une guerre juste, et qu'ils sont donc invincibles. C'est le cas du peuple albanais. On a beau tenter de nous diviser, de prendre notre citadelle de l'intérieur, on n'y parviendra jamais tant que le peuple albanais sera dirigé par le Parti du Travail d'Albanie, véritable parti marxiste-léniniste. Notre citadelle n'est pas comme les châteaux de leurs rêves creux. Nous l'avons bâtie sur notre sol de nos propres mains et elle est cimentée du sang et de la sueur de ses fils et de ses filles. Ses murs sont sans failles, sans lézardes, car ils sont faits d'un matériau solide qui ne décrépit pas. Elle est en mesure de résister, comme elle l'a toujours fait, aux flots des guerres qui ont déferlé sur elle. Les ennemis impérialistes, social-impérialistes et autres, ont beau tenter de faire dévier notre Parti de sa voie comme ils l'ont déjà fait avec d'autres partis, ils n'y parviendront jamais, car le Parti du Travail d'Albanie n'abandonne à aucun moment, en aucune circonstance et sur aucune question le marxisme-léninisme et les normes léninistes de son action. Si notre Parti est pur et fort, cela est dû justement à son attitude ferme et à sa fidélité inébranlable au maxisme-léninisme, Il est étroitement lié au peuple pour le bien duquel il

existe, vit et combat, et qui lui a donné naissance. Le peuple voit chaque jour grandir le rôle dirigeant du Parti dans le développement du pays et l'élévation de son niveau de vie économique, social et culturel.

De toute évidence, le peuple albanais ne peut être que contre les guerres de rapine impérialistes. Il en a subi sur son dos les lourdes et terribles conséquences. Voilà pourquoi notre peuple et la République populaire socialiste d'Albanie sont pour l'instauration de la paix entre les peuples. Indépendamment de ce qu'en disent les véritables ennemis de cette paix, l'expérience pluriséculaire du peuple albanais et l'idéologie marxiste-léniniste, sur laquelle le Parti du Travail d'Albanie fonde toute son activité, attestent la justesse de l'attitude de notre peuple et de notre Parti en cette question fondamentale.

Notre peuple n'a jamais attaqué d'autres peuples, il n'a jamais envié leurs biens et n'y a jamais touché. Au contraire, bien que victime des visées malfaisantes et rapaces des cliques dominantes de certains d'entre eux, il ne leur a pas épargné son aide chaque fois qu'ils en ont eu besoin. Cela aussi est une réalité qu'aucune propagande ni démagogie ne peuvent couvrir. On peut bien déformer les faits historiques dans la presse et dans les livres, mais on ne peut jamais déformer la vraie Histoire, car elle survit au sein des peuples qui la vivent et se la transmettent d'une génération à l'autre.

Néanmoins, nous sommes conscients que la paix entre les peuples ne pourra être établie que s'ils mènent une juste lutte révolutionnaire contre ceux qui y sont hostiles parce qu'ils ne veulent pas les voir libres et souverains, ni affranchis des lourdes chaînes de l'esclavage et de l'exploitation barbares que les puissances capitalistes leur ont jetées au cou depuis des siècles. Sur ce point justement, les chemins objectifs des peuples qui aiment la liberté et ceux des brigands impérialistes oppresseurs et

exploiteurs divergent. C'est une lutte de classes qui se livre aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international. Dans cette lutte, les capitalistes de toutes les couleurs et de tout acabit, les ennemis des peuples s'efforcent de maintenir leur pouvoir d'oppression sur eux et de les dépouiller, alors que ces derniers se battent pour conquérir leurs droits et mettre fin une fois pour toutes à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les capitalistes ont leur idéologie à eux, qui les guide dans leurs guerres de rapine et injustes contre les peuples, mais les peuples aussi ont leur idéologie, le marxisme-léninisme, les idées immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline, qui les conduisent vers leur libération du capital.

C'est là qu'ont leur source les contradictions et la lutte entre les deux systèmes qui incarnent deux sociétés différentes, la société capitaliste et la société socialiste, aux objectifs et aux intérêts contraires, et qui s'opposent entre eux quant aux voies du développement futur de l'humanité. C'est sur cette idéologie qu'est également fondée la politique de divers Etats du monde aux systèmes sociaux différents. La politique des Etats bourgeois, capitalistes et révisionnistes, sert les intérêts de la classe qui y domine. Cette domination s'exerce à travers une structure et une superstructure qui oppriment et exploitent la classe ouvrière, la paysannerie et les autres masses travailleuses du pays. Elle se réalise aussi à travers les alliances de toute sorte que la bourgeoisie capitaliste et révisionniste noue avec les grands Etats capitalistes, impérialistes et social-impérialistes.

La puissance de l'infrastructure de divers Etats à système capitaliste qui se distinguent par quelques nuances dans leur forme de gouvernement et dans leurs appellations, varie en fonction des différences de niveau de leur potentiel économique et social dues à leur développement inégal. Les efforts déployés en vue d'éliminer ces différen-

ces dans leurs niveaux de développement et les conséquences qu'elles entraînent font surgir des contradictions au sein même de la classe bourgeoise au pouvoir, dont des couches et représentants divers s'efforcent, par des manœuvres politiques et démagogiques, de ne pas laisser le pouvoir leur échapper des mains. Ils couvrent leurs manœuvres extrêmement néfastes pour les peuples, du manteau des prétendues libertés démocratiques dans le cadre du système capitaliste, de la lutte que chacun d'eux mène «pour les droits électoraux des masses travailleuses» et qu'ils se livrent jusqu'au parlement à travers des partis aux différentes étiquettes. Mais ces partis n'ont ni ne représentent rien de démocratique. Leur «lutte» est une lutte de clans politiques et financiers, une lutte de phrases, une lutte de couloirs et de salons, qui ne fait que léser les intérêts des masses travailleuses et des électeurs. A peine entrés au parlement, les représentants de ces partis, les députés élus «par la voie d'élections libres et démocratiques», approuvent, au contraire, des lois entièrement favorables à la bourgeoisie et à ses énormes capitaux, des lois qui visent à perpétuer sa domination sur les masses travailleuses.

Si. dans la société capitaliste, divers courants politiques s'opposent entre eux et si les différents partis de la bourgeoisie se déclarent pour des réformes économiques, c'est pour s'assurer ou se partager le pouvoir et les gains immenses réalisés sur le dos des masses travailleuses, auxquelles ils cherchent à donner l'illusion de se battre soi-disant pour leurs intérêts, alors qu'en réalité ils ne cessent de les appauvrir, d'exploiter leur sang et leur sueur.

Dans la société bourgeoise capitaliste et révisionniste, le fossé qui sépare les oppresseurs des opprimés et les exploiteurs des exploités tend à s'approfondir toujours davantage. De tels rapports de classe existent également

entre les Etats capitalistes et révisionnistes. Les plus grands, ceux qui sont économiquement et militairement les plus puissants, dictent sous diverses formes leur loi aux plus petits. La dépendance économique que les premiers imposent aux seconds entraîne, bien entendu, la dépendance et la soumission politique de ceux-ci dans tous les domaines. L'indépendance de ces Etats n'est qu'une indépendance fictive qui figure dans leurs constitutions seulement pour les orner et pour duper les peuples. Il est indéniable qu'un grand nombre d'Etats capitalistes et révisionnistes sont liés actuellement aux superpuissances impérialistes et à leur politique à travers mille fils entremêlés et pas seulement dans le cadre d'organismes militaires comme l'OTAN et le Pacte de Varsovie, ou d'unions économiques monopolistes comme la Communauté économique européenne et le Comecon. Les autres Etats capitalistes et révisionnistes aussi, qui ne participent pas à ces blocs, dépendent dans la même mesure des grandes puissances et des superpuissances impérialiste et social-impérialiste. Ces Etats prétendument indépendants sont perpétuellement endettés envers les grandes puissances capitalistes. En conséquence, incontestablement, leur indépendance politique ne repose sur aucune base, car, on le sait, il ne peut y avoir d'indépendance politique sans indépendance économique. On en a d'ailleurs la preuve dans la pratique internationale passée et présente. Sans l'action de fer de cette loi capitaliste non écrite dans les rapports de subordination entre le bailleur de fonds ou de biens, sous forme de crédits ou de prêts, et l'emprunteur. la pression multiforme qu'exercent les plus grands sur les petits, les très riches et les riches sur les pauvres et les très pauvres n'existerait plus, la politique des Etats ne serait plus instable, ils ne s'opposeraient plus pour conquérir des marchés, il n'existerait plus de néo-colonialisme ni d'ingérence d'un Etat dans les affaires

intérieures d'un autre, comme c'est le cas actuellement aux quatre coins du globe, et cela jusqu'au déclenchement de conflits locaux armés et sanglants. La crise générale elle-même détermine la dépendance politique et économique réciproque des Etats capitalistes et révisionnistes.

Dissimuler aux yeux des peuples cette situation de soumission politique et économique, ne pas leur montrer les véritables raisons et les sources de cette instabilité politique qui règne en général dans le monde, ne pas leur dire ouvertement quels sont ceux qui les exploitent et les oppriment, leur dissimuler sous toutes sortes de formules politiques antisociales et antirévolutionnaires l'armement continu et à grande échelle des superpuissances et des puissances impérialistes ainsi que leurs préparatifs de guerre fébriles, c'est commettre un crime impardonnable envers l'humanité.

Il y a dans ce monde un tas de hérauts qui créent des «organisations pacifistes», où l'on discute à cor et à cri du désarmement et de la paix, en divisant les peuples en alignés et «non-alignés», en plusieurs «mondes», ou en pays développés et «sous-développés». Mais ils n'arrivent pourtant pas à empêcher les impérialistes et les social-impérialistes, qui ne se soucient guère des assemblées ou des réunions internationales, de poursuivre leur politique d'hégémonie et d'expansion. Ils maintiennent leur domination sur les autres peuples et les autres pays, se partagent les zones d'influence politique, économique et stratégique. s'assurent des gains immenses par la vente, à travers un commerce imposé, de stocks de marchandises et d'armements de toute sorte, pour en distribuer ensuite quelques miettes, sous forme de crédits et d'investissements, à certains Etats, ils appuient les gouvernements qui obéissent à leur politique impérialiste, qui asservissent les peuples de leurs propres pays et accordent aux superpuissances et aux Etats capitalistes développés des conces-

sions pour qu'ils exploitent leurs richesses nationales, se mettant ainsi sous l'entière dépendance des puissances impérialistes, du fait même des crédits que celles-ci leur accordent.

Actuellement, dans le monde, de multiples contradictions se développent, s'intensifient et s'exacerbent. De profondes et âpres divergences opposent les superpuissances entre elles, les superpuissances aux autres pays capitalistes industrialisés, ces superpuissances et pays capitalistes aux autres pays du monde aux systèmes et aux appellations différents, comme «pays en voie de développement», «pays sous-développés», «pays arriérés», «pays pauvres», etc. Tout cela ne fait qu'aggraver encore la situation générale. Le monde capitaliste et révisionniste est plongé dans une crise économique, politique et morale sans précédent.

La bourgeoisie capitaliste et sa consœur révisionniste mettent tout en œuvre pour faire retomber les conséquences de cette crise catastrophique sur le dos des masses travailleuses et des peuples de leurs pays et d'autres, de façon à ne rien perdre de leurs profits. C'est pourquoi cette crise pèse au premier chef sur les masses travailleuses qui, bien qu'étant les productrices des biens matériels, sont opprimées par la classe exploiteuse.

Cette tendance de la bourgeoisie aiguise encore plus les contradictions de classe qui l'opposent au prolétariat et aux masses travailleuses, approfondit le fossé qui sépare les riches des pauvres, aggrave les contradictions interimpérialistes, celles entre «alliés» dans les groupements capitalistes et révisionnistes, et entre la métropole et les pays coloniaux et semi-coloniaux.

La contradiction actuelle la plus grave et la plus aiguë est celle qui confronte le capitalisme mondial à la classe ouvrière et aux masses travailleuses de tous les

pays du monde. Sous les régimes capitalistes et révisionnistes cette contradiction est insoluble. Elle se manifeste par la lutte concrète pour la libération nationale et sociale, pour des réformes, par des grèves et des démonstrations de caractère politique et économique, ce qui a secoué jusque dans ses fondements la bourgeoisie capitaliste mondiale, fait croître les situations révolutionnaires et rapproché les révolutions.

Aujourd'hui, les deux camps ont recours à des formes de combat différentes dans l'arène internationale. On voit user de plus en plus de la violence, de la trique, de la démagogie, qu'elle soit capitaliste ou révisionniste. Dans l'arsenal de ses armes la bourgeoisie capitaliste, effrayée par la vague des révolutions, a ajouté la corruption des cliques agissant dans la clandestinité ou au pouvoir, la dégénérescence intellectuelle et morale, qui sont largement répandues. La bourgeoisie recourt beaucoup actuellement à son arme préférée en temps de crise, le terrorisme, par lequel elle cherche à souiller aux yeux du peuple révolté l'ardente aspiration à la libération du joug du capital et, identifiant le terrorisme à l'action des révolutionnaires authentiques, à effrayer les masses, à les détourner de la révolution, à préserver son régime d'oppression et à sortir de la crise grave et fatale qu'elle traverse sans trop de pertes.

C'est contre ces féroces mesures de violence de la bourgeoisie capitaliste que lutte par ses moyens le monde du travail, le monde qui demande la libération sociale et nationale.

Dans le chaos de la crise économique, politique et morale où ils se débattent, nos ennemis impérialistes et révisionnistes font beaucoup de bruit sur «la situation et la position isolées» de notre pays. Mais l'Albanie est-elle vraiment isolée du monde extérieur comme le prétendent

et voudraient la voir les révisionnistes de toutes les couleurs et les divers ennemis impérialistes?

La réponse dépend du point de vue de classe et politique d'où l'on considère cette question.

Pour nous, à partir de nos positions idéologiques et politiques, la République populaire socialiste d'Albanie n'a été, n'est ni ne sera jamais isolée. Nous entretenons des relations diplomatiques avec la majorité des Etats[1] du monde et rien ne nous empêche d'en nouer aussi avec d'autres. En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, c'est nous qui ne voulons pas avoir de relations avec eux. Quant à l'Angleterre et à la République fédérale d'Allemagne, elles doivent, la première, restituer à la République populaire socialiste d'Albanie l'or qu'elle lui a enlevé et la seconde l'indemniser des dommages de guerre qu'elle lui a causés.

Il en va de même de nos relations commerciales réciproques avec un grand nombre d'Etats capitalistes et révisionnistes. Nous faisons du commerce avec ces Etats sur la base du clearing ou du règlement «cash». Ici non plus il n'y a donc aucun isolement de notre part.

Avec beaucoup d'Etats capitalistes nous avons établi des relations dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la technique, quand elles conviennent à notre politique et quand l'autre partie y consent. L'extension de nos activités dans ces domaines dépend seulement des possibilités matérielles. Sous cet aspect non plus nous ne sommes donc pas isolés.

En ce qui concerne le tourisme, nous le développons, certes, mais pas dans la mesure et les formes ni dans les buts de profit et à la fois de propagation de leur mode de vie dégénéré, qui sont ceux des Etats capitalistes et

1 En 1986 l'Albanie entretenait des relations diplomatiques avec 105 pays.

révisionnistes. Nous ne pratiquons le tourisme qu'avec des amis et des sympathisants de l'Albanie socialiste, avec des gens honnêtes venant de pays et d'Etats qui observent une attitude amicale et correcte à notre égard. Chez nous le tourisme n'est pas une industrie ni un moyen de corruption et de vagabondage. Et justement parce qu'il n'est pas conforme à leurs vœux, nos ennemis prétendent que la République populaire socialiste d'Albanie est un pays «fermé, isolé». Mais nos ennemis impérialistes et révisionnistes ont-ils jamais dit du bien du peuple albanais et de l'Albanie? Se sont-ils jamais abstenus de couvrir de calomnies notre politique, notre histoire ancienne et nouvelle, nos victoires? Le peuple albanais et l'Albanie ne s'en sont pas plus mal portés. Au contraire, leur autorité et leur prestige n'en ont été que rehaussés. La vérité c'est que nous ne sommes ni ne serons jamais isolés. Nous n'avons cessé de faire comprendre aux impérialistes et aux révisionnistes que l'Albanie n'est pas une auberge à deux portes ouvertes à tout vent. Les villes, les montagnes, les plaines et les côtes de notre patrie socialiste elles-mêmes ne se prêtent pas à leur mode de vie et de pensée dégénéré et odieux.

Nous savons que les Etats révisionnistes, comme la Yougoslavie. l'Union soviétique, etc., et les Etats capitalistes considèrent notre pays comme isolé du monde extérieur, parce qu'il n'est pas entré et refuse d'entrer dans leur cercle, parce qu'il ne dépend pas économiquement. et politiquement d'eux, ne leur demande ni crédits ni prêts, parce qu'il ne permet pas que son indépendance et sa souveraineté soient foulées aux pieds, parce qu'il ne modifie ni son régime ni son idéologie, qui est marxiste-léniniste. Il en a été et il en sera toujours ainsi.

A en croire les gouvernants de certains de ces Etats, la politique indépendante de la République populaire socialiste d'Albanie en tout domaine et en toute circonstance

serait anachronique. Cela aussi, nous le comprenons. Pour eux, il est anachronique que notre Etat de dictature du prolétariat ne soit pas en crise et que la grande crise mondiale actuelle n'ait pas de prise sur lui, qu'il soit politiquement stable, que notre économie ne cesse de se développer, que nos prix ne montent pas, qu'il n'y ait chez nous ni chômage, ni émigration économique et politique, ni grèves économiques et protestations politiques, comme cela se produit aux quatre coins du monde, dans tous les Etats capitalistes et révisionnistes.

Oui, le cas de l'Albanie, avec le régime social dont elle s'est, dotée, est vraiment un cas isolé, mais en ce qu'elle se distingue des divers Etats, qui sont plongés dans une crise politique, économique et morale. C'est pourquoi, à la vue de la bonne et saine situation qui règne chez nous, ils ont raison de dire que nous sommes «isolés» d'eux et des maux de leur régime et de leur politique.

Par conséquent, l'Albanie, bien que petite, joue, par sa politique de principes indépendante, par son courage et ses succès, un double rôle, politique et social, dans l'arène internationale, en dénonçant, d'une part, le régime et la politique capitalistes et révisionnistes, et en assumant, de l'autre, un rôle constructif, révolutionnaire et stimulant pour les peuples du monde qui luttent pour leur libération du joug du capital.

C'est dans le cadre de ce grand rôle qui est le sien que l'on doit considérer la question de savoir si l'Albanie est ou n'est pas isolée.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie qui la guide, aiment les peuples du monde, ils les respectent et les défendent, et ceux-ci aussi pensent et agissent dans l'unité avec nous. La petite Albanie socialiste est devenue un exemple et une grande espérance pour les masses travailleuses. Dans ces conditions et ces circonstances, il n'est pas permis de parler d'un isolement

de l'Albanie. Ce sont les capitalistes, les révisionnistes, les impérialistes et les social-impérialistes qui sont isolés des peuples, discrédités à leurs yeux et haïs par eux. Ce sont eux qui cherchent en vain à présenter la République populaire socialiste d'Albanie comme étant isolée, à étouffer sa juste voix, à ternir ses victoires, ce qui, en définitive, s'inscrit dans leurs efforts pour isoler la théorie marxiste-léniniste elle-même, pour la considérer comme dépassée, anachronique. Toujours dans ce cadre, ils cherchent à démontrer que la «construction du socialisme» peut se réaliser» en étant guidée par n'importe quelle idéologie, réformiste, opportuniste, voire fasciste.

Ce n'est pas l'existence d'un petit pays et d'un petit peuple comme les nôtres qui préoccupe les Etats capitalistes et révisionnistes, mais de façon plus générale l'idéologie qui guide notre peuple et le fait que se construit chez nous une véritable société socialiste, qui ne connaît pas de troubles politiques et économiques et où se développe une culture saine. C'est la raison pour laquelle les ennemis des peuples cherchent à occulter la situation morale et politique saine et le progrès économique et social marquant et continu de notre pays.

Dans leur combat contre notre pays socialiste, les ennemis des peuples partent tous des mêmes positions de classe, et seule l'intensité de leur lutte varie. Toutefois, s'il est vrai qu'une certaine unité existe entre les ennemis du socialisme, entre les capitalistes et les révisionnistes, il est tout aussi vrai que des divergences et des conflits les opposent. Ces contradictions existent également entre les grands et les petits Etats, entre les plus développés, les moins développés et les sous-développés.

A l'époque actuelle de la grande crise du capitalisme, il existe entre les Etats capitalistes et révisionnistes une interdépendance politique et économique. Certes, les plus grands et les plus puissants sont moins dépendants à

l'égard des plus petits et des plus faibles, mais ils sont tous sensibles aux contradictions qui vont sans cesse s'aggravant entre eux. L'effet politique et économique de ces contradictions se manifeste dans les positions adoptées par chacun de ces Etats dans sa politique intérieure et dans ses relations avec les autres Etats.

L'époque présente peut être considérée comme l'époque de la déstabilisation totale du capitalisme, de son instabilité en politique et dans tous les domaines, de l'obscurité et de la confusion de ses perspectives d'avenir. L'idée qui y domine est celle d'une guerre généralisée, car c'est vers cela que l'on va à travers toutes les guerres impérialistes injustes, même locales, qu'attisent les impérialistes et les social-impérialistes dans leur conviction que c'est par la guerre que seront résolues les graves et profondes contradictions qui les rongent.

Les peuples ne peuvent ni ne doivent faire confiance à la politique des Etats capitalistes et révisionnistes ni à la démagogie de cette politique. Ce que les peuples doivent voir clairement à travers les faits concrets et l'épais brouillard avec lequel la superstructure du régime capitaliste et révisionniste couvre la vision des choses, déforme la réalité, trompe les gens et cherche à obscurcir la voie de la révolution, ce ne sont pas les formes extérieures de la structure des Etats capitalistes et révisionnistes, mais le contenu, l'essence de cette structure, voir quel est le détenteur de cette arme et quelle est la classe qu'elle sert.

C'est là certes un grand problème, complexe et difficile, mais non pas impossible à résoudre. Les forces qui se dressent contre le joug capitaliste sont plus grandes et plus puissantes que lui. Il faut seulement les réveiller, tremper leur conscience et les organiser sur le plan national et international. La devise qui fait la force du capitalisme est «diviser pour régner». Il opprime le plus faible

et lui barre toutes les voies d'opposition, le tient lié par mille fils pour l'asservir, sa vie durant, comme individu, comme peuple, comme Etat, pour l'exploiter au maximum, lui créer l'illusion qu'il vit dans un «monde libre», «démocratique», où il doit se contenter de sa vie misérable et en être reconnaissant à son patron. A cette devise, les peuples doivent opposer le célèbre mot d'ordre de Marx «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» qui est devenu la terreur de la bourgeoisie capitaliste à toutes les époques.

Rien dans ce développement chaotique et inégal n'avance sans lutte et sans de multiples affrontements entre oppresseurs et opprimés, entre exploiteurs et exploités. Les Etats capitalistes sont en compétition pour s'assurer la suprématie. Dans la plupart des cas, cette concurrence se développe sur un fond de désaccord. Dans chaque Etat, le plus fort, celui qui parvient à faire trébucher et à renverser ses adversaires, qui impose sa loi, qui les contraint à accepter sa politique de domination, apparaît le plus intelligent et le meilleur politicien. Mais comme il a à affronter deux types d'adversaires: ceux de sa propre classe pour des positions dominantes et des profits capitalistes, et le plus grand, la classe ouvrière et les autres masses travailleuses, qui, par toutes sortes de formes de lutte de classe, rongent de l'intérieur l'ordre capitaliste, y creusent des failles et lui infligent des défaites successives, lui non plus donc ne pourra se maintenir indéfiniment sur ses positions.

Dans sa soif de s'assurer des gains illicites, d'asservir les peuples et de manipuler sans scrupules leur sang et leur sueur, le monde capitaliste ne trouvera jamais la stabilité en aucun domaine. Indépendamment des progrès qu'elles ont réalisés grâce à leur combat et à leur labeur, les masses travailleuses n'ont part à aucun profit; s'étant polarisées, elles restent en tant que telles des adversaires

permanents de l'oppression inhumaine que leur fait subir la bourgeoisie capitaliste.

Dans cette réalité corrosive de défaites et d'instabilité économique et politique, les Etats capitalistes et révisionnistes cherchent à trouver une solution temporaire aux problèmes les plus brûlants et les plus épineux, mais les solutions qu'ils offrent ne sauraient être satisfaisantes, car elles sont unilatérales quant à leurs objectifs et s'appliquent sur un terrain agité par les remous populaires. Les profonds antagonismes existant au sein du capital et ceux qui opposent la bourgeoisie à la classe ouvrière et aux masses travailleuses rendent ces solutions antipopulaires, inefficaces.

Vue à travers ce prisme de classe, l'évolution actuelle du monde capitaliste découvre encore mieux dans toute sa réalité la politique pratiquée par le capital pour prolonger son existence ainsi que ses méthodes et tactiques dans sa lutte contre les peuples.

Chaque Etat du monde, quel que soit son régime social, a sa politique étrangère. Celle-ci est fondée sur certains principes qui ont un caractère de classe, qui incarnent et servent la classe au pouvoir et qui s'adaptent aux circonstances politiques créées dans le pays et à ses rapports avec les autres Etats, c'est-à-dire dans l'arène internationale. A certains moments et dans certaines circonstances, quelques-uns des Etats capitalistes ou révisionnistes adoptent une politique «indépendante», qui diffère sous certains aspects de celle des autres, une politique provisoire et conjoncturelle tendant à obtenir des concessions politiques, économiques et militaires déterminées. Les changements de cette politique dans la forme et parfois dans le fond reflètent la force ou la faiblesse de la classe bourgeoise au pouvoir ainsi que le degré d'influence d'un Etat sur un autre, qui est fonction de l'affaiblissement

ou du renforcement de leur potentiel économique et militaire respectif. La recherche à tout prix du profit et de la force, la stabilité ou l'instabilité de la situation chez eux, conduisent ces Etats capitalistes et révisionnistes à pratiquer une politique hésitante et qui penche vers le plus fort, le plus puissant. Cela conduit à la dépendance économique et politique d'un Etat bourgeois envers un autre ou au regroupement de certains Etats contre un groupement rival. Malgré les contradictions qui les opposent, ces Etats ont des éléments communs qui les poussent à s'appuyer mutuellement et, à la fois, des éléments divergents qui minent leurs rapports, qui engendrent des troubles, l'instabilité économique, des révoltes politiques et, en conséquence, affaiblissent leurs relations multilatérales ou bilatérales. Actuellement, ces phénomènes dans les rapports entre Etats capitalistes connaissent un développement irréfrénable et il sera difficile de les coordonner, de les harmoniser et de les stabiliser. Le régime capitaliste est tenaillé par une grave crise non seulement économique mais aussi politique.

Les rapports de production et la politique qui les sous-tend dans tous les Etats capitalistes pris isolément ou dans leurs relations entre eux, sont en mutation constante et catastrophique. Tout ce qui se produit dans n'importe lequel de ces Etats a des incidences inévitables sur les autres. Les métamorphoses, les changements, les crises économiques et politiques qui ont lieu dans un puissant Etat capitaliste ont des répercussions en chaîne sur tous les autres Etats dépendant de celui-ci, bien qu'ils s'en disent directement indépendants. Toutes sortes de théories, nuancées suivant les circonstances, les pays et leurs tendances, tentent de justifier ces phénomènes et ce développement chaotique. Ces théories portent toutes l'étiquette de «démocratiques», de «révolutionnaires» et elles sont étayées en pratique par la mise sur pied d'or-

ganisations aux appellations diverses, qui prétendent vouloir combattre les maux de notre temps. En réalité, le monde assiste actuellement à une lutte et à une rivalité des mauvais contre les mauvais. C'est ainsi que tous ne cessent de s'armer et à la fois de combattre pour le «désarmement», tous se prononcent «contre la guerre», mais chacun de son côté, par ses méthodes et ses moyens, qui sont souvent les mêmes, cherche à miner la paix; tous parlent de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, alors que, d'une façon ou d'une autre, par les armes, par la politique ou la diplomatie, par la «cavalerie du dollar» et des crédits divers, ils interviennent brutalement dans les affaires intérieures des autres. La bourgeoisie a élaboré sa méthode à elle de présentation de tous ces actes criminels et condamnables, une éthique particulière quant à la façon d'exprimer ses idées et ses objectifs déclarés ou secrets en politique et dans la pratique. Qui s'écarte de la forme et du fond de cette éthique est considéré comme «hérétique», «indésirable», comme un ennemi du «monde civilisé»!

Quiconque, individu, peuple, Etat ou classe qui n'est pas au pouvoir, doit à tout prix marcher dans la voie définie par l'oligarchie capitaliste, «omnipotente», la seule capable de trouver une «juste solution» à tout problème vital des Etats et des peuples. C'est précisément cette hégémonie absolue que l'impérialisme, le social-impérialisme et le capitalisme monopoliste mondial cherchent à conserver et à perpétuer dans la théorie et dans la pratique.

A notre avis, cette hégémonie doit être combattue et liquidée sans pitié. Il faut sortir du cercle vicieux de l'asservissement spirituel, économique et politique moderne. Cet asservissement moderne est l'œuvre inhumaine de la classe bourgeoise capitaliste et du régime économique et politique qu'elle a instauré. C'est la classe ouvrière de chaque pays, ce sont les larges masses travailleuses op-

primées et exploitées, qui détruiront cette hégémonie capitaliste. Le marxisme-léninisme doit les guider dans la révolution pour une vie nouvelle véritablement socialiste sans exploiteurs ni exploités.

L'Albanie socialiste est un produit de la révolution prolétarienne. Guidée par la théorie marxiste-léniniste, elle a construit la société nouvelle, socialiste. Le Parti du Travail d'Albanie s'est toujours fondé sur la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline et il l'a appliquée sans hésitation, sans détours ni crainte, en opposition et dans une lutte intransigeante avec les idéologies capitaliste et révisionniste.

Dans sa politique extérieure également, notre Etat de dictature du prolétariat se guide sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. C'est une politique de principes, immuable dans sa stratégie. Elle soutient le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du prolétariat mondial pour leur libération du capital, elle est donc hostile à ce dernier, hostile à sa politique d'oppression et d'exploitation, à sa structure et à son infrastructure, elle soutient la lutte des peuples pour leur liberté, leur indépendance, pour le progrès social et le socialisme, et se fonde sur leur solidarité. Elle est contre toute forme d'agression et d'intervention militaire d'un Etat contre un autre, contre l'exploitation coloniale, la tutelle, le diktat, l'hégémonie, l'oppression nationale et la discrimination raciale. Elle est fidèle au principe de l'autodétermination des peuples, de leur pleine souveraineté nationale et de l'égalité de tous les pays dans les relations internationales.

Les grandes orientations de la politique extérieure de la République populaire socialiste d'Albanie consistent donc dans le soutien aux mouvements de libération des peuples contre toutes les formes d'esclavage et d'exploitation exercées par les forces réactionnaires locales ou étran-

gères, dans l'opposition aux guerres impérialistes et à toutes les autres guerres injustes, dans la lutte pour le désarmement et la paix véritables, pour l'amitié entre les peuples et la dénonciation de leurs ennemis et des moyens que ceux-ci utilisent pour saper cette amitié et cette bonne compréhension entre les peuples.

La bourgeoisie réactionnaire capitaliste et révisionniste s'en prend à la République populaire socialiste d'Albanie mais celle-ci aussi s'en prend à elle. Les Etats bourgeois-capitalistes et révisionnistes considèrent notre juste politique révolutionnaire menée à partir des positions inébranlables de notre théorie, comme une ingérence dans leurs affaires intérieures, mais ils tiennent leur politique de complots et de sape contre les peuples, pour une politique non pas d'ingérence mais une politique juste et normale, qui s'est désormais affirmée dans l'opinion mondiale. En fait, il en est autrement. L'opinion mondiale, les larges masses des peuples n'acceptent pas les vues bourgeoises et révisionnistes qui couvrent le mensonge, l'oppression et l'exploitation. Les masses, qui approuvent notre attitude politique vis-à-vis de maints problèmes de caractère international, réfléchissent, analysent la situation, mettent en balance nos raisonnements et ceux de nos adversaires et finissent par appuyer et adopter nos positions. C'est là justement la grande et véritable raison de la préoccupation des antimarxistes et des révisionnistes modernes de toutes les couleurs. Sinon, ils ne calomnieraient pas les positions politiques justes de la République populaire socialiste et du Parti du Travail d'Albanie. Ils le font parce que notre politique menée à partir des positions de la classe ouvrière et du marxisme-léninisme, dénonce leur politique pseudo-marxiste fondée sur des positions capitalistes. Cette dénonciation permet aux masses travailleuses de se rendre compte que la structure et la superstructure des Etats révisionnistes sont, indépendam-

ment de leur forme extérieure, identiques à celles des Etats capitalistes. En fait, leur contenu et les résultats de leur action vont dans le même sens.

C'est justement parce que le Parti du Travail d'Albanie et notre Etat dénoncent et combattent par leur politique comme par l'exemple positif de la construction heureuse du socialisme en Albanie, l'ordre exploiteur (sous ses deux appellations de capitaliste et de révisionniste) qu'ils se sont acquis dans le monde le respect non seulement de la classe ouvrière mais aussi des éléments progressistes de la bourgeoisie, de la jeunesse et de l'intelligentsia.

La voix puissante du Parti du Travail d'Albanie inquiète beaucoup les révisionnistes modernes, car en politique et dans la théorie, elle s'élève contre leurs efforts pour faire passer le révisionnisme pour du «marxisme rénové» et approprié à notre époque, à un moment où, selon eux, il faut sauver la société capitaliste de la destruction, préserver la propriété privée des moyens de production, conjurer la révolution prolétarienne, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Les révisionnistes modernes n'aiment pas voir les marxistes-léninistes dénoncer cette action de sape à laquelle ils se livrent. C'est pour cela qu'ils considèrent la dénonciation de leurs théories antimarxistes, de leurs régimes économiques et administratifs ainsi que de leur politique intérieure et extérieure procapitalistes par notre Parti comme une intervention dans leurs affaires intérieures. Mais peu nous importe.

Notre Parti et notre Etat prolétariens n'ont cessé de déclarer publiquement, depuis les premiers jours de leur fondation, qu'ils poursuivraient une politique étrangère de principes et ouverte, de bon voisinage et de bonnes relations avec tous les Etats sur la base de l'égalité, du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires

intérieures d'autrui et de l'avantage réciproque. Et ils se sont tenus à cette politique sans jamais en osciller. Mais ils ont aussi clairement fait comprendre à qui veut les entendre, que cette politique ne signifie nullement une quelconque renonciation à la lutte résolue pour la défense de notre idéologie dirigeante, le marxisme-léninisme, à la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme rapaces, au soutien des justes luttes du prolétariat mondial pour sa libération sociale et des luttes de libération nationale des peuples contre le colonialisme et le néo-colonialisme.

Personne ni aucune force ne pourra empêcher le Parti du Travail et le gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie d'exprimer leur opinion aussi bien sur des problèmes et des événements politiques qui les intéressent directement et qui concernent les intérêts supérieurs de notre patrie socialiste, la République populaire socialiste d'Albanie, que sur des questions et des événements d'un caractère mondial plus général, car ces problèmes aussi sont l'affaire de tous et non pas seulement de certains.

Dans l'application conséquente d'une telle politique, notre Parti et notre Etat ne partent pas d'intérêts conjoncturels ni du souci de contenter ou de servir telle ou telle puissance étrangère, grande ou petite. Dans leur politique ils ne se laissent influencer par aucune d'entre elles, ils n'oublient jamais les principes de la stratégie fondamentale de défense de la liberté et des intérêts des peuples, de la cause du prolétariat mondial et de sa révolution. Ils ne modifient donc pas leur stratégie suivant les conjonctures. D'où la stabilité de notre politique et la justesse de nos attitudes.

Notre politique étrangère, nous ne l'imposons à personne. Il y a cependant dans le monde beaucoup de gens, voire des chancelleries, qui cherchent à connaître notre politique et nos prises de position, car ils y voient quelque

chose d'original qui manque à celle des autres Etats, fussent-ils capitalistes ou révisionnistes: le bien-fondé, la maturité et le courage d'exprimer ouvertement ses propres idées. Aucun Etat capitaliste ou révisionniste, en raison même de la complexité de ses assujettissements politiques et économiques, des influences religieuses et des contradictions de classe dont il souffre, ne peut pratiquer une telle politique, ouverte, juste et pondérée. L'Albanie socialiste, elle, ne souffre pas de cette complexité de facteurs contraignants et entravants et c'est précisément en cela que réside la force de son influence. Il en est d'autres qui ont du mal à comprendre notre politique et notre position, qui s'étonnent qu'un petit pays comme l'Albanie puisse appliquer une telle politique, comportant, selon eux, des éléments positifs authentiques que les autres ne peuvent pas dire, mais que les Albanais, eux, proclament bien haut.

Le Parti du Travail d'Albanie ne puise pas sa force dans le nombre de ses membres, mais dans l'idéologie marxiste-léniniste qui l'inspire et le guide. La République populaire socialiste d'Albanie est un Etat fort, non pas par l'étendue de son territoire ni par l'importance de sa population, mais par le fait qu'elle vit. qu'elle combat et qu'elle construit la société nouvelle, socialiste, elle est forte parce que le Parti et le peuple ne font qu'un, parce qu'ils sont conscients de leur action, de la voie qu'ils ont choisie et de la manière dont ils la parcourront. Ils voient clairement les grands problèmes cardinaux de la vie: assurer la construction du présent sans oublier le passé, en prévoyant et en préparant le futur.

D'aucuns penseront peut-être qu'une telle marche est temporaire, anormale, en rupture avec l'ordre des choses, qu'elle est liée à la vie et à l'action de certains dirigeants, qu'«on ne peut pas sortir» de l'ordre d'évolution instauré par la société bourgeoise capitaliste et ses sous-

fifres, les révisionnistes modernes. En cela aussi ils se trompent lourdement, car ils ne veulent pas voir, ils ne voient pas la grande force du socialisme et de notre doctrine triomphante marxiste-léniniste, qui détruit la vieille société et construit la société nouvelle. Ils ne connaissent pas le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, ils ne connaissent ni ne peuvent comprendre les liens moraux, spirituels et matériels qui se sont cimentés entre eux.

La grande instabilité de la société capitaliste plongée dans une crise qui a englobé tous les domaines, est précisément l'œuvre des peuples mécontents et de leur lutte contre le système asservissant, le résultat, sûrement aussi, de l'esprit que leur insuffle l'idéologie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, pour trouver la juste voie dans les ténèbres de l'époque moderne.

Nous, communistes albanais, sommes conscients des difficultés auxquelles nous nous heurtons et nous heurterons dans notre voie, mais nous sommes en même temps pleinement convaincus que nous les surmonterons avec succès car nous sommes dans la juste voie. Nous marchons d'un pas sûr et mesuré après avoir bien analysé les choses, et, conscients de la période où nous vivons, nous observons d'un œil critique marxiste-léniniste toutes les transformations et l'évolution que connaît le monde, nous cherchons non sans succès à les juger correctement, en en définissant les côtés positifs et les aspects négatifs, en mettant à profit les premiers et en combattant les seconds. Nous fondant sur notre stratégie révolutionnaire inébranlable, nous édifions nos tactiques, qui restent toujours fidèles aux principes et ne sont pas dictées par l'intérêt du moment.

C'est nous, communistes albanais, fils et filles de ce peuple, qui partageons ses joies et ses soucis, qui sommes la base la plus puissante de toutes les victoires remportées en commun par le peuple et le Parti du Travail d'Albanie. C'est en cela que résident les solides fondements

de nos succès dans les domaines politique, économique et culturel. Chez nous la société socialiste a été construite par un peuple ancien mais qui est à la fois jeune, plein de volonté, d'intelligence et de courage. L'histoire lui a appris à combattre pour sa liberté, pour une vie meilleure, pour la justice. Elle lui a également appris à distinguer les peuples de leurs dirigeants odieux et perfides qui les oppriment, à aimer les autres peuples, à vouloir leur bien et à ne jamais leur nuire, à ne jamais se faire un instrument entre les mains de certains pour opprimer les autres, mais à combattre pour ses droits et ceux d'autrui. C'est le Parti et son idéologie marxiste-léniniste qui ont infusé ces hautes vertus dans le sang pur de notre peuple, qui les ont raffermies en lui, et ont assuré par là sa prise de conscience.

Notre peuple est un peuple modeste et travailleur qui n'a pas coutume de se vanter. Il a compris que l'indépendance et les victoires conquises par les armes doivent être défendues par les armes et au besoin même par le sang et qu'il lui faut les porter encore plus avant par ses propres forces et ressources, par des efforts continus. Certains pensent que cela est irréalisable car, selon eux, on ne peut pas vivre sans les prêts et les crédits des capitalistes et des révisionnistes. Il n'en est rien. La liberté, l'indépendance véritables bien comprises par un peuple et bien assurées par sa direction, lui ouvrent la voie au bien-être, au développement, lui font prendre conscience de sa destinée. Les prêts et les crédits reçus de l'étranger n'ont jamais été ni ne sont dans l'intérêt des peuples. Ils ne leur apportent que des malheurs. C'est comme une corde autour de leur cou, ainsi que le démontre la vie quotidienne dans des pays voisins du nôtre ou plus lointains.

La voie radieuse suivie par le peuple albanais est celle de tous les peuples qui luttent pour leur libération nationale et sociale, pour le socialisme. Les peuples du monde qui combattent avec tous leurs moyens et sous toutes les

formes, sont les puissants alliés de la petite mais invincible Albanie socialiste. Cela raffermit les justes positions de notre politique marxiste-léniniste et grandit l'autorité de notre pays dans l'arène internationale. Dans ce cadre, nous devons renforcer sans arrêt notre Parti du Travail, notre République populaire socialiste, notre économie, améliorer le bien-être de nos masses travailleuses, élever leur niveau culturel et poursuivre la construction heureuse de la société nouvelle, socialiste.

Les Superpuissances

DE L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Extraits du rapport présenté au VIIIe Congrès du PTA

1er novembre 1981

I

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET LES TÂCHES DU PARTI

Notre économie socialiste entame ce nouveau quinquennat de son développement, dans une situation de stabilité, pleine de dynamisme et de grandes possibilités pour accroître et élargir encore la production sociale, pour élever son efficience sous tous les aspects.

Les principaux objectifs du 6e plan quinquennal ont été dans l'ensemble réalisés avec succès. Cela a permis de renforcer encore davantage la base matérielle et technique du pays, d'accroître les sources de matières premières et d'énergie, d'assurer de meilleures conditions en vue d'un développement harmonieux, impétueux et ininterrompu de l'économie. Au cours du dernier quinquennat, les forces productives ont poursuivi leur développement accéléré, le développement de l'économie dans le sens de son intensification s'est encore accentué et la révolution technique et scientifique a connu de nouveaux et importants progrès. L'industrie, l'agriculture et les autres branches de l'éco-

nomie ont encore avancé. En 1980, la production sociale s'était accrue de près de 25 pour cent et la production industrielle de plus de 34 pour cent par rapport à 1975, soit à un rythme 2 à 3 fois plus rapide que la population.

Grâce à l'application conséquente de la politique économique du Parti, des améliorations sensibles ont été apportées à la structure de la production industrielle et le poids spécifique des moyens de production s'est accru dans le total de la production. L'industrie a mieux satisfait les besoins de la population et son rôle a grandi dans le développement général de l'économie et dans la défense du pays.

Par rapport au 5e plan quinquennal, la production agricole s'est accrue de plus de 21 pour cent. L'agriculture a satisfait les besoins du pays en céréales panifiables, en produits alimentaires et en matières premières les plus indispensables, et elle a accru le volume des produits agricoles destinés à l'exportation.

Afin de réaliser les tâches du 6e plan quinquennal, notre Parti et notre Etat ont mieux mis en valeur les ressources et les possibilités intérieures du pays. Le développement de l'économie et de la culture a été financé de façon ininterrompue, quelque 300 ouvrages importants ont été construits et mis en service et les exportations ont augmenté de 51 pour cent.

La capacité économique croissante et la mise en œuvre d'une série de mesures de caractère économique et social ont garanti le niveau de bien-être déjà acquis de la population et ont conduit à son amélioration ultérieure. Les revenus réels par tête d'habitant se sont accrus tant à la ville qu'à la campagne. La circulation des marchandises de détail a augmenté d'environ 20 pour cent. Les conditions de logement de la population ont été améliorées et des mesures ont été prises en vue de l'extension des services sociaux. Près de 20 000 personnes

sont sorties de nos établissements d'enseignement supérieur, plus de 113 000 ont terminé leurs études secondaires, soit une augmentation de 57 pour cent par rapport au 5e quinquennat.

Ces réalisations dans le développement général, économique et social du pays prennent une signification particulière en regard de ce qui se produit dans le monde capitaliste-révisionniste, où la crise économique, avec ses lourdes conséquences pour les masses travailleuses et pour la vie du pays, a provoqué la stagnation et la récession. Ces réalisations marquent une grande victoire pour notre Parti et notre peuple.

Du haut de la tribune de ce Congrès, au nom du Parti et du peuple, je salue et félicite les ouvriers, les spécialistes et les cadres de la construction et de l'industrie qui, dans les difficiles circonstances que nous ont créées les révisionnistes chinois, répondant à l'appel du Parti et, assumant eux-mêmes le travail à accomplir, ont réussi à construire et à mettre en exploitation les grands ouvrages du 6e quinquennat, renforçant ainsi notre patrie socialiste.

En dépit des succès enregistrés, nous n'en sommes pas moins conscients de l'inexécution de certaines tâches du plan quinquennal. Le Parti, les organes de l'Etat et les collectifs de travailleurs ont analysé attentivement ces déficiences et en ont tiré des leçons pour éliminer les faiblesses et les défauts dans le travail d'organisation et de direction dans l'économie.

Les grandes réalisations d'importance historique accomplies jusqu'à ce jour dans tous les domaines ainsi que la riche expérience acquise dans le travail et la lutte de notre Parti et de notre peuple pour la construction et la défense du socialisme, constituent un puissant appui politique, économique et social pour la poursuite, avec assurance et hardiesse, de notre marche en avant.

Le Comité central, appliquant la ligne générale et la politique économique du Parti pour l'édification du socialisme, a préparé, à la suite d'un vaste travail d'étude et d'une large consultation populaire, le projet de directives du 7e plan quinquennal (1981-1985) de développement de l'économie et de la culture qu'il soumet à l'examen et à l'approbation du Congrès. La tâche fondamentale de ce plan est **«le développement général de l'économie, que nous réaliserons en comptant exclusivement sur nos propres forces, et qui sera fondé sur l'industrialisation socialiste plus poussée du pays, le renforcement et l'intensification de l'agriculture, l'accroissement de l'efficience économique, le développement de la révolution technique et scientifique et le perfectionnement des rapports de production socialistes, en vue de garantir et d'élever progressivement le bien-être matériel et le niveau culturel des masses travailleuses, de renforcer encore l'ordre socialiste et la capacité de défense de la patrie»**.

Cette tâche synthétise les orientations et les objectifs essentiels du développement de notre économie et de notre culture dans la mise en œuvre du 7e plan quinquennal, qui se distingue des précédents par une série de traits particuliers.

Ce plan est le premier plan quinquennal que nous réaliserons en comptant uniquement sur nos propres forces et possibilités. L'Albanie est aujourd'hui le seul pays au monde qui se développe et avance dans la voie du socialisme sans aides ni crédits d'aucune sorte de l'extérieur. C'est là pour notre peuple et notre Parti une grande mais glorieuse mise à l'épreuve, et nous sommes sûrs de la victoire, car, en nous guidant toujours sur les principes du marxisme-léninisme, nous sommes depuis longtemps préparés à ce pas décisif.

Le nouveau plan quinquennal comporte des tâches et des objectifs plus importants que ceux de tous les plans

antérieurs, objectifs et tâches qui sont scientifiquement fondés et pleinement réalisables. Le volume de la production sociale et des investissements du quinquennat 1981-1985 sera supérieur à celui des quatre premiers quinquennats pris ensemble, et celui de nos exportations augmentera dans des proportions encore majeures. Des tâches importantes sont également envisagées pour le développement de l'enseignement et de la culture, pour la santé, le logement et les divers services sociaux.

Dans la fixation de ces tâches et de ces rythmes, on a eu en vue tant les possibilités déjà existantes et futures de notre économie que les exigences de son développement et de l'emploi des nouvelles forces actives sur les fronts de travail, du renforcement de la défense du pays, de l'accroissement des réserves, de l'essor des secteurs socio-culturels, en ayant également le souci de satisfaire toujours mieux les demandes croissantes de la population. Un bon nombre de tâches de ce plan quinquennal, surtout celles qui concernent l'exploitation des réserves de pétrole et de minerais, la fixation des investissements, etc., ont également été considérées en liaison étroite avec le développement de notre économie dans les quinquennats futurs, lorsque nous serons confrontés à des besoins et à des demandes encore plus considérables.

Au cours du 7e quinquennat certaines importantes améliorations structurelles seront réalisées dans le domaine de la production, de la circulation des marchandises et de la consommation du peuple. Ces améliorations porteront sur les ressources énergétiques, la sidérurgie, l'industrie mécanique, l'agriculture, les transports, les finances, les objets de consommation courante, etc. Les améliorations prévues permettront d'intensifier l'économie, d'en accroître l'efficience, de la mettre mieux en mesure de satisfaire les besoins du pays et de faire front à l'encerclement et au blocus dont il est l'objet, ainsi qu'à la

pression de la crise économique du monde capitaliste et révisionniste.

Le développement et le renforcement de la base matérielle et technique du pays se réaliseront, comme toujours, en étroite liaison avec le perfectionnement des divers aspects des rapports économiques dans les villes et surtout dans les campagnes. Des mesures importantes ont été et sont mises en application pour développer plus avant le système coopératif et réduire la parcelle individuelle, pour étendre la spécialisation et la coopération, renforcer l'organisation et la direction de la production, mieux rattacher la rémunération du travail à sa quantité et à sa qualité, ainsi qu'aux économies réalisées et à l'accomplissement des tâches du plan. Ces mesures seront menées encore plus avant, en vue de renforcer continuellement notre ordre socialiste.

1. LE RENFORCEMENT DE L'INDUSTRIE, FACTEUR DÉCISIF DU PROGRÈS GÉNÉRAL DU PAYS

La politique économique du Parti a accordé et accorde toujours la première place à l'industrialisation socialiste du pays, qui s'est développé d'un quinquennat à l'autre comme un grand processus irrésistible. Elle a été et elle demeure un facteur décisif du progrès général du pays dans la voie du socialisme. La mise sur pied et le renforcement de notre industrie diversifiée, lourde et légère, solidement assise sur nos propres ressources et richesses et aux radieuses perspectives de développement, sont l'œuvre monumentale de notre Parti et de notre peuple, réalisée au prix d'un grand labeur, de sacrifices et d'un héroïsme sans pareil, c'est une œuvre d'importance historique pour les générations présentes et futures.

Au cours du 7e quinquennat notre industrie progres-

sera encore davantage et se développera sur un vaste front. Près de 46 pour cent du total des investissements de ce plan quinquennal seront affectés à cette branche. La politique du Parti pour le développement de l'industrie vise à en consolider la structure diversifiée en donnant, comme toujours, la priorité à l'industrie lourde; à préserver et à améliorer encore la balance active des ressources énergétiques, en accordant une importance particulière à l'industrie pétrolière; à développer plus avant l'industrie minière d'extraction et de transformation en entamant la mise en valeur de nouveaux minerais; à procéder à des améliorations sensibles dans la structure des moyens de production et des biens de consommation; à mettre l'industrie encore mieux au service de l'intensification de l'agriculture; à accroître les capacités productives existantes à travers leur réaménagement et modernisation.

Le Parti attache une attention particulière à l'industrie énergétique, à l'extraction du pétrole, du gaz naturel, du charbon et à la production d'énergie électrique. Nous avons créé un puissant système énergétique indépendant, qui satisfait les besoins croissants du pays en énergie électrique et dont l'exportation fournit d'importants revenus en devises. C'est là une grande victoire de la juste politique du Parti, un sûr appui pour le développement de l'économie nationale dans son ensemble.

Cette victoire doit être encore consolidée et menée plus avant, en premier lieu à travers des investissements et une production accrue, mais aussi en utilisant avec la plus grande parcimonie, un contrôle rigoureux et une gestion sage et prévoyante, toutes nos ressources énergétiques. La solution de ces problèmes requiert un travail bien organisé, discipliné, systématique, fondé sur de solides bases scientifiques et méthodiques. Le développement de cette branche névralgique, d'importance capitale et

stratégique, se pose comme un devoir impérieux, surtout dans les conditions de la crise énergétique mondiale.

Le pétrole et le gaz naturel extraits et traités occuperont la première place dans nos ressources énergétiques. C'est là une tâche considérable mais pleinement réalisable, car elle se fonde à la fois sur les gisements existants et sur les réserves connues et susceptibles d'être mises en valeur.

La réalisation des tâches qu'implique l'extraction du pétrole et du gaz naturel, ainsi que la rentabilité accrue des grandes dépenses engagées dans cette branche de l'industrie, exigent des pétroliers, des spécialistes et des cadres, qu'ils s'attachent avec un soin particulier à perfectionner les méthodes de prospection et d'extraction de ces produits, en se fondant entièrement sur les réalisations de la science, sur l'application d'une ferme discipline technique et dans le travail.

Les dépenses engagées pour l'extraction du pétrole et du gaz naturel le seront sur la base d'études approfondies et de haute responsabilité. Que toutes les mesures techniques, organisationnelles et matérielles requises soient prises pour accroître l'extraction du pétrole non seulement dans les nouveaux gisements, mais aussi dans les anciens, en utilisant mieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici les méthodes d'intensification et secondaires. Dans ce secteur vital nous devrons procéder avec économie, en nous fondant sur des réserves sûres et connues et exploiter le pétrole et le gaz sans le moindre gaspillage en pensant non seulement à aujourd'hui mais aussi à demain. Que les forces scientifiques et techniques s'engagent davantage à hâter la mise en exploitation hautement efficiente des sables bitumineux, cette grande richesse de notre pays qu'il faut introduire au plus tôt dans le circuit économique.

Le charbon, combustible d'usage massif et économi-

quement très avantageux, occupe une place importante dans les ressources énergétiques de notre pays.

Nous devons concentrer notre attention non seulement sur l'exploitation rationnelle des mines de charbon existantes, mais aussi sur l'ouverture et l'exploitation rentable de mines nouvelles. Il faudra développer les recherches de charbon à pouvoir calorifique plus élevé et transformable en coke, s'employer partout à substituer le charbon aux carburants liquides et à le consommer avec économie. Des mesures sont également à prendre pour enrichir les charbons et les agglomérer en briquettes, en vue d'accroître l'avantage économique de leur utilisation.

Afin d'aller au devant du besoin croissant de ce type d'énergie et d'exploiter intensivement les abondantes ressources hydriques de notre pays, des travaux d'envergure seront menés au cours de ce quinquennat pour achever la centrale hydro-électrique de Koman, qui sera la plus puissante de toutes celles construites jusqu'à ce jour et l'on préparera la construction d'autres centrales hydro-électriques, de plus ou moins grande taille, pour faire face non seulement à nos besoins immédiats et à plus long terme, mais aussi pour accroître nos exportations de ce type d'énergie.

La production et l'utilisation de l'énergie électrique doivent être considérées comme étant indissociables. Le Parti, les organes de l'Etat et les organismes économiques doivent s'employer à infléchir les conceptions des gens à ce sujet, à leur faire apprécier l'énergie électrique comme une grande richesse nationale qui doit être utilisée avec parcimonie et un contrôle rigoureux dans tous les domaines, en particulier dans celui de la production matérielle, où des normes étudiées scientifiquement doivent être établies pour chaque kilowat consommé.

Le 7e plan quinquennal ouvre de larges perspectives

à l'industrie d'extraction et de traitement des minerais utiles. A présent, des conditions ont été réunies pour augmenter aussi l'extraction d'autres minerais utiles, phosphorites, quartz, sel gemme, dolomites, olivines, bauxites, etc.

Nos besoins immédiats et à plus long terme nous dictent de développer l'extraction et l'enrichissement des minerais pauvres et d'accroître le degré d'exploitation de leurs éléments utiles pour augmenter la valeur de nos richesses minières et exploiter aussi les gisements, anciens ou nouveaux, de basse qualité, mais riches en réserves.

Une attention particulière sera attachée à la métallurgie en général, et à la sidérurgie en particulier non seulement pour mener plus à fond le cycle complet d'élaboration de nos principaux minerais, mais aussi pour alléger toujours plus notre économie du poids des importations. Aussi nos métallurgistes devront-ils mobiliser toutes leurs forces et toutes leurs aptitudes pour apprendre à connaître et à maîtriser, avec une discipline rigoureuse et sur des fondements scientifiques, la technologie de la fonte des minerais et de l'élaboration diversifiée des métaux, pour exploiter toute leur teneur utile, principale et accessoire, et réduire les dépenses de matériel et d'énergie, qui sont encore élevées. La poursuite des importants agrandissements entrepris au complexe métallurgique «l'Acier du Parti», la mise sur pied des usines de tubes de divers types, de tôle laminée et de produits carboniques, exigent des études approfondies et un travail intensif.

Maintenant que nous avons notre propre acier et que nous avons édifié une **puissante industrie mécanique**, les conditions créées permettent d'assigner à cette branche des tâches plus importantes. La production de l'industrie mécanique en 1985 sera de 43-45 pour cent supérieure à celle de 1980.

L'industrie mécanique a mené à bonne fin la tâche que lui avait fixée le VIIe Congrès du Parti pour la production de pièces détachées, satisfaisant 95 pour cent des besoins de notre économie en ces articles. Au cours de ce quinquennat, cette réussite doit être consolidée à travers une amélioration radicale de la qualité et le développement des services de remise en état des pièces de rechange.

Durant ce quinquennat, l'industrie mécanique s'engagera plus largement dans la production d'équipements et de machines pour la construction de nouvelles chaînes de fabrication et de nouvelles usines, pour des restructurations et agrandissements des capacités productives. Il faudra, pour ce faire, améliorer l'organisation et la direction de cette branche de l'industrie, établir sur des bases aussi scientifiques que possible la technologie d'élaboration, la planification, la coopération et la standardisation de la production.

Des mesures urgentes et complètes devront être prises surtout en vue de l'élaboration des projets technologiques et constructifs d'équipements et de machines pour les nouveaux établissements à mettre sur pied et les restructurations qui seront effectuées au cours de ce quinquennat. Une grande partie de ces équipements et machines seront produits pour la première fois dans le pays. En mettre au point les projets et les produire en temps voulu, tout en satisfaisant aux exigences de qualité, constitue une des tâches les plus ardues auxquelles sera confrontée notre industrie mécanique.

Pour acheminer l'industrie mécanique dans la large voie de la production de machines, il est indispensable d'assurer la qualification des gens qui y seront engagés et le développement de leur pensée créatrice, de former aussi des cadres supérieurs et moyens d'orientations étroites et dé spécialités particulières, en opérant à cette

fin les modifications afférentes aux programmes des écoles professionnelles et de l'Université.

L'industrie chimique connaîtra au cours de ce quinquennat un grand essor. Sa production se sera accrue en 1985 de 63-65 pour cent par rapport à 1980. On s'attachera particulièrement à augmenter la production d'engrais phosphatés et de produits chimiques pour la protection des plantes. Disposant maintenant d'une bonne quantité de produits fondamentaux et d'une série de résidus industriels et de composantes accessoires des minerais, les chimistes et autres spécialistes doivent se livrer à des études pour réaliser une gamme bien plus étendue de produits et de réactifs chimiques, afin d'en réduire au plus tôt l'importation. Les premiers pas accomplis dans la synthèse chimique doivent être également menés plus avant, en se fondant principalement sur les matières premières du pays et en visant à ce que les produits qui en seront tirés alimentent même, dans un avenir pas trop éloigné, nos exportations.

Le Parti a toujours eu en vue, dans le développement de l'ensemble de notre industrie, **la production accrue, en fonction des besoins de la population, des objets de consommation courante, en assurant la stabilité et l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses.**

En ce qui concerne les produits de l'industrie légère et alimentaire, il est nécessaire d'opérer un véritable revirement, de réaliser une amélioration radicale dans la structure des marchandises, dans l'éventail des produits, dans leur qualité, leur emballage et d'abaisser leur coût. Ce tournant ne peut être accompli que grâce à des mesures complètes et efficaces dans le domaine de l'organisation et de la gestion, de la planification et de la technologie de la production. Il convient avant tout de transformer totalement les conceptions artisanales, de

développer l'imagination et la pensée créatrices, d'agir avec adresse et promptitude pour opérer des transformations positives, pour ouvrir partout une large voie au nouveau.

D'importants investissements ont été faits pour la mise sur pied et le développement de l'industrie, et il a été formé toute une armée de travailleurs qualifiés et dévoués qui est un puissant appui pour le développement de ce secteur vital de notre économie.

La réalisation des grands objectifs que fixe le Parti exige que les travailleurs de l'industrie accroissent l'efficacité de la production et la productivité du travail, qu'ils élèvent leur créativité. Il leur incombe de mettre largement à profit les multiples capacités productives dont ils disposent et de prendre en charge le mieux possible les nouvelles unités industrielles et chaînes de fabrication qui seront achevées et mises en exploitation, ainsi que celles qui seront restructurées durant ce quinquennat. Avec hardiesse et détermination, en se fondant sur les résultats des études menées et sur les données de la science, ils devront promouvoir et moderniser la technologie de la production, en améliorer les indices qualitatifs et financiers.

Le peuple et le Parti sont fermement convaincus que les travailleurs de toutes les branches de l'industrie, conscients des situations que nous vivons, redoubleront d'efforts et intensifieront leur lutte pour la réalisation des objectifs et des tâches considérables que ce Congrès fixe en vue du développement et du renforcement de notre industrie socialiste.

2. INTENSIFIER LA PRODUCTION AGRICOLE ET PARFAIRE LES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES

Notre Parti a élaboré et appliqué une politique agraire marxiste-léniniste, en tenant compte des conditions historiques et des circonstances concrètes dans lesquelles notre révolution l'a emporté et notre pays s'est engagé dans la voie du socialisme. S'agissant d'un pays agraire très retardataire, notre Parti devait mener à bien deux tâches en même temps: la transformation socialiste des campagnes et le développement diversifié de l'agriculture. Il appartenait à l'agriculture de créer les possibilités de pourvoir à la subsistance des populations rurales et d'apporter une importante contribution à l'industrialisation du pays et à l'essor de l'économie nationale dans son ensemble. **Mais pour que ces tâches fondamentales fussent réalisées, notre agriculture devait se développer non pas dans n'importe quelle voie mais seulement dans la voie socialiste. sur la base de la grande production moderne, en étroite liaison avec les autres branches et secteurs de l'économie.**

Les transformations révolutionnaires et les progrès qui ont été accomplis dans l'agriculture représentent une des plus grandes victoires de la ligne et de la politique du Parti pour la construction du socialisme. Le bien-fondé de cette politique est illustré par le fait qu'en près de quatre décennies de pouvoir populaire, la production agricole dans notre pays s'est accrue et qu'elle continue de s'accroître près de deux fois plus rapidement que la population, que les revenus réels de la paysannerie, par tête d'habitant, ont augmenté d'un quinquennat à l'autre de 10 à 20 pour cent, et que, par rapport à 1960, la production agricole actuelle, calculée par unité de surface cultivée, est supérieure de 1,7 fois et, calculée par travailleur agri-

cole, de 1,6 fois. Bien que les tâches fixées par le plan n'aient pas été entièrement réalisées, la production annuelle moyenne au cours du 6e quinquennat a été supérieure de 21,4 pour cent à celle du 5e quinquennat.

Au cours du 7e quinquennat, le Parti, s'en tenant avec esprit de suite à sa politique agraire, a fixé de nouveaux objectifs plus considérables pour le développement de l'agriculture et le progrès de nos campagnes socialistes. Les tâches que le Comité central du Parti a définies dans le nouveau plan quinquennal visent, dans le secteur de l'agriculture, à: l'accroissement de la production afin de satisfaire toujours mieux la totalité des besoins alimentaires de la population et d'améliorer la structure de son alimentation; l'accroissement à une cadence accélérée de la production de matières premières destinées à l'industrie légère et alimentaire; la réduction graduelle dans nos importations de la part de produits alimentaires et de matières premières agricoles que nous faisons encore venir de l'étranger; l'augmentation du volume de nos exportations de produits agricoles traités et non traités; l'accroissement et le renforcement de nos réserves utiles. Grâce à la réalisation de ces objectifs et à d'autres mesures économiques et sociales, le bien-être de la paysannerie sera amélioré et les disparités entre la campagne et la ville encore réduites.

Ces grands problèmes du développement de notre agriculture concernent le présent et l'avenir du pays. C'est pour toutes ces raisons que l'agriculture occupera dans ce plan quinquennal une place particulière et plus importante que jusqu'à ce jour.

La première tâche de l'agriculture demeure, comme toujours, la production céréalière. Il nous faut chaque année couvrir les besoins en pain d'une population en croissance constante, satisfaire nos besoins accrus d'aliments concentrés et industrialisés pour l'élevage, ainsi que

d'autres besoins indispensables en grains. Ces problèmes ne peuvent être résolus à travers l'extension continue des surfaces ensemencées. Au contraire, l'accent doit être mis toujours plus sur l'élévation des rendements et l'amélioration de la structure des cultures céréalières. Cela devient encore plus nécessaire dans des conditions marquées par une forte croissance de la population et quand, de ce fait, les surfaces de terre cultivée par tête d'habitant tendent à diminuer. Aussi l'accroissement de 20 pour cent environ de la production céréalière, prévu pour le 7e quinquennat par rapport au quinquennat précédent, doit-il être assuré totalement par l'augmentation des rendements. Les tâches en ce domaine sont très sérieuses et elles exigent un soin exceptionnel de la part des organes du Parti, du pouvoir, de l'économie et de tous les travailleurs de l'agriculture.

De pair avec l'accroissement de la production céréalière. il convient de renforcer les mesures prises à tous les niveaux pour le stockage, l'élaboration, la conservation et l'utilisation des céréales, afin de prévenir les déchets et les pertes en ce domaine. En même temps, nous devons tendre à diminuer la consommation de pain par habitant dans les villes comme dans les campagnes. Il nous faut avancer dans cette voie suivant un programme scientifiquement conçu pour améliorer la structure de l'alimentation de la population, en augmentant la production et la consommation de légumes, de pommes de terre, de fruits et de produits animaux, etc. Il s'agit, sans abaisser le niveau de vie. et même en l'élevant, de fournir au peuple plus de lait, de viande, de légumes, etc., et de diminuer par là même la consommation de pain.

Aussi, parallèlement à l'accroissement de la production de légumes, de pommes de terre et de haricots par habitant et à la baisse de son coût, il convient de mener un travail mieux organisé pour étudier les demandes et les

goûts des gens et pour modifier la mentalité actuelle quasi artisanale sur la production, le transport, l'industrialisation et la vente de ces produits. Les objectifs assez poussés que prévoit ce plan pour les légumes, les pommes de terre et les haricots, requièrent l'adoption de multiples mesures agrotechniques, ainsi que la concentration et la spécialisation de la production, surtout autour des grandes villes, afin que les plans en soient accomplis en quantité, en types et dans les délais fixés, tout au long de l'année.

D'importants investissements ont été faits par l'Etat et les coopératives pour le développement des cultures fruitières. Toutefois, les investissements jusqu'à ce jour, surtout dans les coopératives, ont été relativement peu efficients et le poids spécifique de ce secteur dans la production agricole est encore relativement faible. Aussi, afin de mener à bien les tâches croissantes pour le développement des cultures fruitières, il apparaît nécessaire, en premier lieu, d'instaurer une plus juste appréciation de cette branche, de combattre les conceptions qui tendent à la déprécier et les marques de désintéressement pour cette importante richesse aux grandes perspectives pour notre pays. Il est nécessaire d'effectuer parfaitement tous les services que nécessitent les arbres fruitiers et les oliviers. et de créer des conditions appropriées pour une irrigation à grande échelle.

Les nouveaux investissements seront principalement affectés à compléter les plantations existantes et à réorganiser les vignobles déjà mis sur pied. Des études sur les cultures fruitières devront être entreprises et un grand travail mené pour accroître et améliorer les variétés nouvelles, il faudra tendre à créer des ceintures de diverses espèces d'arbres fruitiers autour des villes et, dans la mesure des possibilités, pratiquer aussi des investissements conjoints de l'Etat et des coopératives.

Les besoins du peuple et le développement d'une agri-

culture diversifiée exigent une amélioration de la structure des cultures industrielles. Il faudra les concentrer dans les districts et les exploitations qui ont obtenu de meilleurs résultats et les spécialiser dans ce sens, assurer des semences à forte productivité et à haut rendement, et appliquer la technologie avancée dans la production. En ce qui concerne les plantes industrielles, nous devrons nous en tenir à l'orientation selon laquelle il faut satisfaire toujours mieux les besoins de notre population et de notre économie grâce à la production nationale.

En ce qui concerne l'économie forestière, parallèlement aux mesures prises pour atteindre plus vite l'équilibre entre les coupes et la croissance naturelle de la végétation sylvestre, il faudra tendre à faire des forêts des exploitations complexes, où, à part l'obtention du bois, soient cultivés et recueillis des produits secondaires, des plantes oléagineuses et médicinales et y développer davantage la zooculture.

Les objectifs que fixe le nouveau plan quinquennal pour l'élevage exigent que les organes du Parti, de l'Etat et de l'économie ainsi que tous les travailleurs de l'agriculture attachent un bien plus grand soin à cette branche importante. En dépit des progrès accomplis, le niveau de la production et de la modernisation du secteur de l'élevage ne répond pas aux importants investissements effectués et aux besoins toujours croissants de produits animaux. A cette fin, il est nécessaire de modifier radicalement les conceptions et les attitudes qui ont eu cours jusqu'ici quant aux besoins et aux exigences que pose le développement d'un élevage à grande échelle, comportant une grande diversité d'espèces et reposant sur des bases scientifiques.

Le problème numéro un en ce domaine consiste dans la mise en œuvre d'un système complet et approprié de mesures pour doubler et tripler les rendements des cultures fourragères et la capacité des pâturages naturels,

pour accumuler et exploiter toutes les réserves et les sous-produits de l'agriculture, ainsi que pour appliquer une technologie plus avancée dans l'élaboration d'aliments concentrés et d'autres produits agricoles et industriels pour le bétail.

Nous continuerons d'engager des investissements et de prendre des mesures en vue de la mise sur pied de complexes modernes pour le renforcement de l'élevage, pour la production de viande et d'œufs, pour l'élaboration industrielle et l'ensilage des aliments destinés au bétail. Mais il faut avoir soin de faire ces investissements en temps voulu en s'assurant qu'ils produiront l'effet requis. D'autre part, on ne devra pas perdre de vue que l'élevage, cette grande richesse nationale, est, en majeure partie, concentré dans les coopératives agricoles qui comprennent aussi les troupeaux regroupant les bêtes de leurs membres. Aussi faut-il avoir bien soin d'assurer de bonnes conditions de reproduction de ce bétail, d'accroître les productions animales et d'en abaisser le prix de revient dans toutes les zones du pays.

Les progrès prévus par le 7e plan quinquennal dans l'agriculture seront réalisés, dans une plus grande proportion que jamais, à travers son intensification. La terre et toute la base matérielle et technique, relativement puissante et multiple, mise en place, devront être exploitées de façon plus efficace afin d'obtenir la plus grande quantité possible de produits végétaux et animaux avec le moins de frais possible.

Tout en fixant des tâches considérables pour une intensification accélérée de l'agriculture, nous devrons, à l'avenir également, persévérer dans nos efforts pour étendre les surfaces des terres mises en culture, car notre pays possède encore des terres à défricher dans les zones de collines et de montagnes, et de nouvelles étendues de terre peuvent aussi être récupérées grâce aux dessalements, etc.

L'intensification de l'agriculture nécessite entre autres

une harmonisation plus judicieuse et scientifiquement fondée de l'ensemble des facteurs humains, matériels, agrotechniques et naturels qui conditionnent la production agricole. C'est là un grand problème qui se pose à chaque exploitation, à chaque district et à chaque zone. Les spécialistes, les cadres et les travailleurs d'avant-garde à la base, les organismes économiques et de planification, mais aussi les institutions de recherche scientifique, ont ici un vaste champ d'études et d'action créatrice et novatrice.

Les investissements ainsi que les soins apportés à la terre doivent, à l'avenir également, constituer l'orientation principale de l'action à mener pour intensifier et accroître la production agricole. Cela exige l'application de mesures générales tendant à augmenter la fertilité du sol et à le protéger contre l'érosion, à enrichir et à améliorer les terres grâce à un amendement combiné et complet; cela exige aussi la production et l'utilisation de semences à haute productivité, résistantes aux maladies, aux agents nuisibles et autres facteurs naturels pernicieux.

Les nombreux problèmes qui concernent l'intensification de l'agriculture ne peuvent être résolus avec succès que si la production agricole est assise sur des bases rigoureusement scientifiques. Le 8e plénum du CC du Parti a défini des orientations et des directives très importantes à l'intention de tous les organismes scientifiques opérant dans l'agriculture, de la base au sommet. Les organisations du Parti, les organes de l'Etat et de l'économie ont pour première tâche de faire appliquer persévéramment ce programme. Il convient pour cela d'avoir une juste compréhension de l'importance et du grand rôle des recherches et des expérimentations scientifiques dans cette branche de l'économie et de prendre toutes les mesures organisationnelles requises afin que les résultats de ces études trouvent au plus tôt leur application dans la grande production.

Dans le cadre du travail qui sera accompli dans l'agriculture au cours de ce quinquennat, le Comité central du Parti propose au Congrès **l'application d'une série de mesures importantes en vue d'une intensification prioritaire de la production dans les plaines les plus fertiles du pays pendant une période de dix ans.** La première étape de ce programme, dont l'application est prévue durant le 7e quinquennat, s'étendra sur plus de 100 000 hectares de terres de la dépression côtière. Le but de cette action est d'accroître les productions végétales et animales dans les zones où le travail et les investissements ont un rendement plus prompt et plus élevé. Cela créera aussi des conditions favorables pour un plus rapide essor des coopératives et pour le passage graduel de la propriété de groupe à la propriété du peuple tout entier. En entreprenant cette action, on ne touchera pas aux investissements et aux ressources matérielles indispensables pour le développement de l'agriculture dans les autres zones du pays; au contraire, le travail sera poursuivi pour y développer et renforcer encore toutes les coopératives agricoles.

L'heureuse réalisation de cette grande tâche exige un travail attentif, bien programmé et organisé par le ministère de l'Agriculture, la Commission du Plan d'Etat, le ministère des Finances et les autres institutions centrales ainsi que par les organes du Parti et du pouvoir dans les districts qu'englobe la zone où sera mise en œuvre l'intensification accrue de l'agriculture.

Le niveau atteint dans le développement des forces productives et les nouveaux pas qui seront accomplis au cours du 7e quinquennat et par la suite, seront accompagnés et soutenus par le perfectionnement des rapports socialistes dans les campagnes. Le Comité central du Parti a étudié attentivement et a approuvé les initiatives révolutionnaires de la paysannerie pour une nouvelle ré-

duction de la parcelle individuelle dans les coopératives et pour le regroupement en troupeaux du bétail de leurs membres, et il ne cesse de prendre des mesures de tout genre pour appuyer comme il se doit ce processus progressif dans les campagnes. Le Parti apprécie hautement l'esprit révolutionnaire et l'ardent patriotisme de la paysannerie coopérée dans cette entreprise de particulière importance pour le renforcement du système coopératif dans notre pays.

Il est pleinement confiant que la réduction de la parcelle individuelle et le regroupement du bétail en troupeaux, conduiront à l'accroissement des productions agricoles et pastorales, que ces mesures garantiront une ultérieure élévation du bien-être de la paysannerie, qu'elles renforceront encore le sentiment de collectivisme socialiste. Ainsi, à mesure de l'accroissement de la production et de l'élévation du bien-être général de la paysannerie, la parcelle individuelle, en tant qu'exploitation auxiliaire provisoire, va petit à petit vers son étiolement, vers son extinction.

L'application du programme d'intensification accélérée de la production agricole dans les zones de plaines du pays y entraînera aussi des transformations importantes dans les rapports de production socialistes. Les investissements considérables que l'Etat engagera dans les coopératives de ces zones permettront d'accroître la part des moyens de production qui sont propriété d'Etat. Cela entraînera le rétrécissement graduel de la sphère des rapports de la propriété coopérative, jusqu'à sa conversion ultérieure en propriété du peuple tout entier. Mais, avant d'en arriver à cette phase, les coopérateurs, dans les zones où cette intensification sera accélérée, continueront d'être rémunérés sous les formes actuelles, en fonction des normes de rendement et à raison des journées-travail aujourd'hui en vigueur. Entre-temps, on s'emploiera à

faire en sorte que le niveau de leur rémunération atteigne graduellement celui des salaires des ouvriers des entreprises agricoles.

Parallèlement, se poursuivra le travail pour le renforcement des coopératives de type supérieur, dont certaines seront converties en entreprises agricoles. Ce sera là aussi une expérience féconde pour l'avenir. De nouvelles coopératives de type supérieur seront constituées dans les zones de plaines. Ce pourra être le cas aussi de certaines coopératives de zones de collines et de montagnes, et cela en fonction de leur niveau de développement et des possibilités de l'Etat.

Tout en projetant ces nouvelles mesures, le Parti accordera, à l'avenir également, une grande attention au développement et au renforcement des coopératives des zones de collines et de montagnes. Ces zones sont peuplées par une grande partie de la population du pays et il s'y trouve des surfaces considérables de terre cultivable. L'intensification accélérée de l'agriculture dans les plaines fournira à l'Etat de plus grandes possibilités matérielles et financières pour faire des investissements dans ces zones également et accroître l'aide qu'il leur prête.

Il faudra s'attacher aussi, avec une attention et un soin particuliers, à développer et à renforcer toutes les entreprises agricoles, en combattant les défauts et les faiblesses qui existent aujourd'hui dans un certain nombre d'entre elles. La directive donnée depuis longtemps par le Parti, pour que les entreprises agricoles soient à l'avant-garde, doit être mise en œuvre avec persévérance.

Les objectifs grandioses du nouveau plan quinquennal ouvrent de vastes perspectives de développement et de progrès à l'agriculture et à nos campagnes socialistes. Leur réalisation requiert la mobilisation et les efforts opiniâtres de tous les travailleurs de l'agriculture, le perfectionnement de la planification, de l'organisation et de

la gestion dans la production agricole comme à chacun de ses maillons successifs, dans les organes de stockage, de l'industrie légère et alimentaire, du commerce intérieur et extérieur. En particulier, des tâches importantes incombent au ministère de l'Agriculture, aux organes et aux institutions qui en dépendent pour se hisser à la hauteur des grands problèmes que pose ce Congrès pour le développement de l'agriculture.

L'heureuse réalisation des tâches posées dans l'agriculture constituera une grande victoire de la politique agraire du Parti, qui est diamétralement opposée à la politique suivie dans les pays révisionnistes, où l'agriculture s'est engagée dans une impasse. Dans ces pays, comme on le sait, la voie léniniste de la collectivisation a été depuis longtemps abandonnée. La forme du capitalisme collectif qui a été instaurée en Union soviétique et ailleurs s'accompagne maintenant à grande échelle de formes directes de propriété privée. Les exploitations individuelles privées sont regardées par les révisionnistes comme une base essentielle de la production de viande, de lait et d'autres produits agricoles, on leur confie même le bétail des kolkhozes et des sovkhozes pour le nourrir et l'élever, liquidant ainsi toute trace du système socialiste dans les campagnes. C'est cette voie qui a plongé l'agriculture de beaucoup de ces pays dans une crise profonde, où la pénurie d'aliments et de matières premières agricoles est devenue aujourd'hui un des problèmes les plus sérieux de la vie des masses travailleuses.

5. GARANTIR ET ELEVER GRADUELLEMENT LE NIVEAU DE VIE DE LA POPULATION

La construction de la société socialiste est un processus révolutionnaire multilatéral. Aussi le Parti a-t-il regardé le développement de la production sans le dis-

socier du renforcement de l'ordre social socialiste, de la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, et de leur éducation communiste, sans dissocier non plus le bien-être du peuple du renforcement de l'indépendance et de la capacité de défense de la patrie, le général et le collectif du particulier, le présent de l'avenir, le développement urbain du progrès rural.

Dans le développement de la production et de toutes les autres activités sociales, le Parti a toujours au centre de son attention l'homme travailleur, la satisfaction de ses besoins matériels et culturels. Au cours du 6e plan quinquennal également, bien que les tâches fixées n'aient pas été entièrement réalisées, le pouvoir d'achat et le revenu réel par tête d'habitant se sont élevés dans les villes comme dans les campagnes, l'approvisionnement en produits de consommation courante s'est accru graduellement, les conditions de logement des travailleurs ont été améliorées. Les prix des produits alimentaires et industriels, des combustibles, de l'énergie électrique, les loyers et tarifs des services à l'intention de la population n'ont connu aucune hausse. Le fonds social de consommation s'est accru de 20 pour cent, ce qui s'est traduit, pour chaque famille, par un gain annuel de 4 000 leks environ.

L'essor que connaîtront l'industrie, l'agriculture et les autres branches de l'économie au cours du 7e quinquennat permettra de garantir et d'élever encore le niveau de vie matériel et culturel de la population. En dépit du grand programme d'investissements et de dépenses engagés pour le développement de l'économie et l'augmentation de la norme d'accumulation, le revenu réel par tête de la population augmentera de 8-10 pour cent. Cet accroissement sera, dans les campagnes, deux fois plus rapide que dans les villes. Les produits de consommation courante augmenteront de 33-35 pour cent et les services à l'intention de la population, de 45-47 pour cent. Celle-

ci sera encore mieux approvisionnée en viande, poisson, œufs, légumes, pommes de terre et fruits. Des améliorations sont également prévues dans la structure des marchandises de consommation courante et dans la mise en vente d'articles durables, afin de faciliter les conditions d'existence et d'améliorer la qualité de la vie dans les familles.

Afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de bien-être, le travail et les efforts doivent porter en premier lieu sur les tâches visant à accroître la production et son efficience dans l'industrie, dans l'agriculture et dans les autres branches et secteurs. Il faudra, en particulier, être attentif aux exigences des lois qui régissent la production et la répartition, la circulation des marchandises et de l'argent en régime socialiste et y répondre. La productivité du travail doit augmenter plus rapidement que le revenu par tête d'habitant, le revenu national s'accroître plus vite que le pouvoir d'achat de la population, lequel doit être couvert non seulement globalement par la quantité des marchandises et des services, mais aussi par une structure adéquate des marchandises et services qui satisferont ses besoins. La violation de ces proportions entraînerait aussi des perturbations dans la circulation monétaire, laquelle ne peut être conçue et mise en œuvre sans être rattachée à la production, à la circulation des divers produits et marchandises, à la création et à la répartition des revenus.

Les travailleurs du commerce ont d'importantes tâches à remplir pour mieux servir la population et satisfaire ses exigences et ses besoins quotidiens. Ils doivent améliorer radicalement leur travail, collaborer plus étroitement avec les autres organes de l'économie, procéder à des études approfondies, organiser un commerce cultivé, élever leur rôle actif dans la production et dire halte aux produits de qualité médiocre. Tant le commerce d'Etat que les coopératives devront consacrer une attention particulière à la vente des produits alimentaires dans

les campagnes, afin d'appuyer comme il se doit les initiatives et les mesures prises récemment pour réduire encore la parcelle individuelle des coopérateurs et regrouper leur bétail en troupeaux.

L'amélioration des conditions de logement du peuple a été et demeure une question importante de la politique du Parti en matière de bien-être. Aujourd'hui quelque 80 pour cent de la population vivent dans des logements construits sous le pouvoir populaire. Au cours du 6e quinquennat, l'Etat et la population elle-même ont construit plus de 56 000 appartements et maisons d'habitation. Pour mieux résoudre les problèmes du logement qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, il est indispensable de hâter les rythmes de construction. C'est pourquoi le 7e plan quinquennal prévoit la construction de plus de 80 000 appartements et logements nouveaux où habiteront près de 400 000 personnes. Les loyers, bien qu'étant les plus bas au monde, n'ont pas été et ne seront pas relevés.

Les organes des services communaux ont de grandes tâches à remplir pour bien entretenir cette richesse qui s'accroît et se diversifie d'année en année. Mais il leur incombe des tâches encore plus importantes pour étendre les services à l'intention du peuple, pour en améliorer très nettement la qualité et en réduire le coût, et surtout pour élargir les services communaux et de réparations dans les campagnes. Les comités exécutifs des districts, qui souvent se concentrent principalement sur la réalisation des plans de production, devront assumer une plus grande responsabilité et témoigner plus d'intérêt à ces problèmes et à d'autres encore, qui concernent la vie quotidienne de la population.

L'instruction et la culture des travailleurs, la sauvegarde et la consolidation de leur santé ont été et demeurent au centre de l'attention de notre Parti et de notre Etat socialiste. L'élévation du niveau d'instruction et

de culture des masses constitue une condition et une base solide du progrès économique et social de tout le pays, du renforcement de la défense de la patrie, de l'amélioration continue des conditions de vie de la population. Les possibilités d'accroissement du savoir et de la culture représentent un grand potentiel pour la réalisation des plans actuels et futurs, pour le progrès technique et scientifique vers de nouvelles cimes. Aussi le 7e plan quinquennal prévoit-il un nouvel essor de l'éducation, de la culture et de la science.

Le nombre des élèves de l'enseignement secondaire s'accroîtra sensiblement. En dehors des enfants des villes cet enseignement englobera dans une mesure toujours croissante les enfants des campagnes. Les écoles secondaires professionnelles seront agrandies et spécialisées pour mieux répondre au développement impétueux de l'économie. à la création de nouvelles branches et à l'introduction de technologies nouvelles dans la production. Au cours des cinq années à venir quelque 160 000 personnes recevront leur diplôme de fin d'études dans toutes les catégories d'écoles secondaires, en regard de 113 000 pendant le quinquennat écoulé.

Un soin particulier sera consacré au développement de l'enseignement supérieur, où le nombre des étudiants augmentera de 45 pour cent par rapport au 6e quinquennat. De nouvelles spécialités seront créées, la qualification et la spécialisation postuniversitaires seront étendues.

Parallèlement à l'enseignement, de nouveaux pas en avant seront faits dans les divers secteurs de la culture afin que leurs activités pénètrent profondément parmi les masses et servent mieux leur éducation. La publication d'ouvrages politiques, scientifiques, techniques et artistiques sera encore accrue. Le tirage total des livres publiés sera supérieur d'un million d'exemplaires à celui atteint au cours du quinquennat précédent. Le cinéma connaîtra

un nouvel essor. Le réseau de radio-télévision sera élargi grâce à l'installation de stations de retransmission et de relais qui couvriront toutes les zones du pays. Au cours du 7e quinquennat la télévision commencera à émettre des programmes en couleur. De nouveaux musées seront mis sur pied dans les villes et les villages en vue de promouvoir l'éducation révolutionnaire et patriotique des travailleurs, cependant que les musées existants seront enrichis. Citons, entre autres importantes réalisations en ce domaine, le Musée historique national de Tirana, le Musée de Skanderbeg à Kruje et le Musée de la culture matérielle populaire à Shkodër.

Au cours de ce quinquennat les fonds destinés au développement de la culture physique et des sports seront encore accrus. On aménagera de nouveaux terrains de jeu et construira de nouveaux palais des sports et stades. Ces équipements contribueront à l'aguerrissement physique et à la récréation de la jeunesse, à sa meilleure préparation pour le travail et la défense. Les sportifs répondront à cette sollicitude que leur témoigne le Parti en réalisant de meilleures performances.

Sous le pouvoir populaire une véritable révolution a été accomplie dans le domaine de la protection de la santé du peuple. Le réseau des institutions sanitaires a beaucoup été élargi, le service médical n'a cessé de s'améliorer et les autres mesures tendant à la protection et à la consolidation de la santé du peuple ont été intensifiées. Au cours du 7e quinquennat on poursuivra dans cette voie féconde. Les mesures prophylactiques seront encore étendues et améliorées dans les villes et surtout dans les campagnes. Un soin particulier sera attaché à l'amélioration des services sanitaires afin d'élever la qualité des soins et de l'assistance médicale et de renforcer les mesures pour la protection de la santé de la mère et de l'enfant, d'abaisser la mortalité des enfants âgés de moins d'un

an. La décision consacrant la prolongation du congé pré et postnatal à près de six mois contribuera à cette fin.

Notre pays connaît une croissance dynamique de la population, une structure démographique où prédominent les couches jeunes et une population toujours active et fraîche. Le Parti s'est employé constamment à fonder l'étude et la direction des processus démographiques sur des bases plus scientifiques, afin que la population continue de croître à des rythmes adéquats.

Non seulement le chômage et l'émigration économique sont inconnus dans notre pays, mais le développement dynamique des forces productives et des activités sociales et culturelles y requièrent toujours de nouvelles forces de travail. Toutes les nouvelles forces, soit quelque 210 000 personnes qui accéderont au cours de ce quinquennat à la vie active, seront engagées principalement au travail dans la production. L'affectation de nouvelles forces de travail aux divers secteurs exige des études approfondies de la part de la Commission du Plan d'Etat, du Comité d'Etat pour le travail et les salaires, des autres départements ministériels, des comités exécutifs des conseils populaires des districts, et des entreprises et des coopératives agricoles elles-mêmes.

Naturellement, le Parti et l'Etat s'efforceront de créer des fronts de travail là où vivent les gens, mais cela dépend aussi beaucoup de la répartition des ressources et des richesses naturelles. Aussi les nouvelles forces de travail seront-elles en partie engagées là où le pays a besoin d'elles et où s'ouvrent les plus larges fronts de travail. Ce processus doit être mieux soutenu par l'essor des centres urbains, par le développement des transports, l'amélioration des conditions de travail, l'ajustement du système salarial de manière à stimuler l'embauche même dans les zones lointaines ou dans de difficiles conditions de travail.

II

RENFORCER SANS CESSE LE PARTI, AUGMENTER TOUJOURS PLUS L'EFFICACITÉ DE SON TRAVAIL

Notre Parti du Travail, indéfectiblement fidèle aux principes du marxisme-léninisme, a combattu avec détermination les ennemis du dehors et du dedans. Plongeant de profondes racines dans son peuple, qui lui a donné le jour et l'a élevé, il l'a guidé avec sagesse et clairvoyance, de victoire en victoire à chaque étape de la révolution et de l'édification socialiste du pays.

Notre Parti s'est aussi acquitté avec honneur des grandes tâches, difficiles et complexes, que lui avait fixées son VIIe Congrès. Dans la lutte et le travail qu'il a menés pour l'accomplissement de ces tâches le Parti s'est renforcé et cimenté encore plus lui-même, il a rehaussé son rôle de direction et son esprit combatif, révolutionnarisé la vie et l'activité de ses organisations de base, de ses instances et de ses membres, trempé l'unité d'acier de ses rangs et resserré ses liens étroits avec les larges masses du peuple.

La mobilisation générale des communistes et du peuple tout entier en vue d'appliquer les tâches que le Parti ne cesse de poser, les grands mouvements et actions révolutionnaires, ainsi que la magnifique solidarité populaire des gens de chez nous, sont une claire expression de cette unité monolithique du Parti et du peuple rassemblé autour de lui. Cette unité a été et demeure le facteur dé-

terminant, la clé de toutes nos victoires remportées dans l'édification socialiste et dans la défense de la patrie.

La lutte incessante qu'a menée et que mène le Parti pour révolutionnariser ses rangs grâce au travail d'élévation du niveau idéologique, politique et culturel de ses membres, à leur activité plus intense en tant que militants politiques et sociaux, et au renforcement de sa composition prolétarienne, a servi à le consolider et à rehausser son rôle de direction. Dans les rangs du Parti milite toute une armée de communistes qui se sont montrés irréductiblement fidèles à sa juste ligne dans toutes les situations que nous avons connues. Les communistes albanais ont, comme toujours, lutté et œuvré avec un courage et un optimisme révolutionnaires, ils se sont montrés d'excellents organisateurs, éducateurs et dirigeants des masses.

L'intensification de la lutte contre les manifestations de libéralisme et de bureaucratisme dans la vie des organes et des organisations de base du Parti, l'élimination des séquelles des menées hostiles dans certains secteurs de l'économie, dans l'art, la culture et l'armée, menées qui avaient pour objectif d'évincer le Pari de son rôle dirigeant, le respect et l'application de ses principes et de ses normes dans tous les domaines, ont encore élevé son esprit combatif, l'ont encore plus mûri, l'ont rendu plus apte et plus décidé à mettre en pratique les nouvelles et grandes tâches auxquelles nous sommes confrontés dans la voie de la construction socialiste du pays.

1. RENFORCER ET PARFAIRE ENCORE LE ROLE DIRIGEANT DU PARTI

L'expérience des quarante années d'existence de notre Parti atteste que seul un parti solidement fondé sur la science marxiste-léniniste peut devenir le véritable diri-

geant de la classe ouvrière, réaliser son hégémonie et garantir le triomphe de la révolution et l'édification de la société socialiste. Notre Parti s'est tenu et se tient toujours à la pointe de la lutte et du travail des masses, c'est lui qui dirige partout, dans la politique et l'idéologie, dans le pouvoir et l'économie, dans l'enseignement, la culture et les sciences, dans l'armée et dans tous les autres secteurs du pays. Aucun problème, simple ou complexe, actuel ou à long terme, ne saurait être résolu sans la direction du Parti. Cela a été et demeure pour nous une loi. C'est dans la direction unique et sans partage du Parti que résident la source de toutes les victoires de la construction socialiste et le gage le plus sûr de l'avenir radieux que nous édifions.

Ce n'est pas par hasard que le Parti se porte et se maintient à la direction. Il assure son rôle dirigeant grâce à sa juste ligne, à sa lutte et à son travail opiniâtres pour mettre en œuvre cette ligne. Se fondant sur la théorie de la classe la plus avancée de la société, le prolétariat, sur la doctrine marxiste-léniniste, sur les lois du développement matérialiste de la société, le Parti a une large vision, une pensée élaborée et scientifique, il voit clair en toute situation, il saisit le présent, prévoit l'avenir et sait prévenir les situations, en définissant et en appliquant toujours une stratégie et une tactique révolutionnaires qui répondent, aux intérêts de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Le Parti réalise son rôle de direction partout et en toute chose à travers ses organisations de base et ses membres. Mieux l'idéologie et la ligne politique du Parti en général, et chacun de ses décisions et directives en particulier, sont assimilées et appliquées par chaque organisation et chaque membre, plus le Parti et ses liens avec les masses se raffermissent, plus son rôle dirigeant s'élève à chaque maillon de l'édification socialiste. Cela

constitute une condition déterminante de l'accomplissement des grandes tâches qui se posent au stade actuel du développement du pays et dans la situation concrète où nous édifions le socialisme. Avec le Parti en tête, fort comme l'acier, vigilant et intrépide, la cause de la révolution et du socialisme est invincible.

Il importe en particulier de se former une conception plus claire et plus complète de la manière dont est mis en œuvre le rôle dirigeant du Parti à tous les niveaux et dans chaque domaine. Dans la pratique, certains comités, bureaux et organisations de base du Parti ont une conception étroite de cette question. D'aucuns pensent à tort que «le Parti, ce n'est que les appareils et les organes dirigeants» et non pas la grande masse organisée de la totalité des communistes. D'autres n'ont pas une parfaite compréhension du rôle dirigeant du Parti dans le système de dictature du prolétariat et, sous le mot d'ordre «Le Parti dirige tout», ils engagent les organisations, les comités du Parti et leurs dirigeants dans la solution concrète de menues questions de la production, de l'administration, de la technique, etc. Apparemment, tous ne comprennent pas comme il se doit que les affaires du Parti sont dirigées par tous les communistes, où qu'ils travaillent, que le Parti dirige en bloc, de façon organisée et centralisée, avec tous ses leviers, les organes d'Etat, les organismes économiques et les organisations de masse.

C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'organes et d'organisations du Parti attachent, lorsqu'il s'agit de traiter et de résoudre divers problèmes, une plus grande attention à leur côté technique et administratif qu'à leur aspect politique et idéologique, aux problèmes de la politique économique, culturelle ou militaire du Parti, au travail auprès des gens, ce qui est même leur tâche principale. Des jugements et des pratiques de ce

genre conduisent à la monopolisation des affaires, freinent l'initiative des cadres et des masses, suscitent la superposition de ces organes et organisations aux leviers du Parti ou l'éviction de ceux-ci, affaiblissent et étiolent le rôle dirigeant même du Parti.

Notre Parti a toujours conçu et rempli judicieusement son rôle dans le système de dictature du prolétariat. Aussi est-il très important de comprendre, et de traduire toujours mieux cette compréhension dans les faits, que le travail du Parti ne se réduit pas seulement à celui de ses organes et organisations de base, et encore moins à celui de leurs appareils. Les organes d'Etat, les organismes économiques, les commandements et les états-majors dans l'armée, les organisations de masse, tous les cadres et les travailleurs, qu'ils soient ou non communistes, font eux aussi un travail de parti, et cela parce que tous sont guidés par l'idéologie et la ligne du Parti, parce qu'ils appliquent les lois, les règlements et les plans de l'Etat, qui incarnent précisément cette ligne.

Cela ne diminue nullement, cela n'affaiblit pas l'entière responsabilité des organisations du Parti, leur rôle de direction pour tous les problèmes. Mais elles ne peuvent s'acquitter seules de toutes les tâches. C'est pourquoi les organisations du Parti fixent des tâches à ses leviers, elles les mobilisent, leur découvrent des perspectives, les dirigent dans leur travail, exercent leur contrôle sur eux et leur demandent des comptes sur le scrupuleux accomplissement de leurs tâches. Les instances et les organisations de base du Parti, à travers les communistes qui y militent, œuvrent à assurer la prise de conscience de ces leviers et à les mettre en mouvement afin qu'ils s'acquittent de façon révolutionnaire et avec esprit d'initiative des fonctions, des tâches et des responsabilités qui leur incombent.

Ces questions doivent être bien comprises non seule-

ment par les organisations du Parti, mais aussi par ses leviers et par chaque cadre. Le Parti a fixé à chacun ses tâches, ses compétences et ses responsabilités. Il donne ses orientations à tous, exerce son contrôle sur tous et demande des comptes à tous. Mais chacun doit assumer ses tâches, agir avec esprit d'initiative et persévérance et, selon les compétences qui lui ont été attribuées, dans le cadre de la ligne du Parti, assumer la pleine responsabilité des tâches qui lui ont été assignées dans le secteur qu'il dirige. De ce point de vue, on doit considérer comme erronées les tendances observées dans la pratique, chez certains organes d'Etat et organismes économiques, qui, dans leur prétendu souci d'assurer le rôle dirigeant du Parti, demandent l'avis et l'autorisation des organisations et des instances du Parti pour n'importe quoi, cherchent à légaliser leur action en se les associant. Mais ce n'est pas ainsi que l'on assure le rôle dirigeant du Parti, c'est là une tendance à partager les responsabilités avec l'organisation du Parti.

Les organes d'Etat et les organismes économiques, les organisations de masse et leurs cadres ne sont pas apolitiques, ils ne s'occupent pas seulement de questions techniques, agrotechniques, militaires, etc. Eux aussi travaillent et combattent en se fondant sur la ligne du Parti pour la mettre en pratique. Certes, l'organisation du Parti a sa part de responsabilité quand elle permet à certains dirigeants et administrateurs de ne pas accomplir la tâche qui leur a été fixée. Elle doit les aider, les orienter, les éduquer, les corriger, les placer aussi devant leurs responsabilités et, le cas échéant, remettre à leur place tous ceux qui cherchent à en faire à leur tête, que ce soit à l'ombre de l'organisation de base ou en se prévalant de leur qualité de membre du Parti. Ainsi les risques d'erreurs diminuent et les cadres grandissent en même temps que leur sentiment de responsabilité dans le travail.

Les organisations du Parti s'occupent et doivent s'occuper de toutes les questions, des problèmes de l'économie, de la culture, de la défense, de toute la vie du pays, sinon elles ne peuvent rester à la tête et diriger. Leur capacité consiste à savoir, à un moment donné, se saisir des questions essentielles, leur apporter des solutions judicieuses, bien fondées et argumentées, vérifier comment la ligne et les directives du Parti sont comprises et appliquées par les communistes, les cadres, les organes économiques et d'Etat, les organisations de masse, et leur demander des comptes quand ils ne s'acquittent pas de leur tâche. C'est de cela que l'organisation du Parti est directement responsable, c'est sur ces questions qu'elle doit porter le meilleur de son attention et non pas s'employer elle-même à résoudre de petits problèmes concrets pour la solution desquels le Parti a créé des organes et des organismes particuliers.

Le travail du Parti est au premier chef un travail auprès des gens, un travail d'éducation, d'explication, de mobilisation et d'organisation. Il ne faut jamais l'oublier, sinon le Parti s'écarte de sa tâche et de sa fonction dirigeante essentielle, il se convertit en un organisme opérationnel et assume des fonctions d'Etat. C'est là un grand danger pour un parti qui est au pouvoir. Nous avons depuis longtemps attiré l'attention sur ce danger afin de n'en jamais permettre l'apparition.

La force invincible de notre révolution, de l'ordre social socialiste, réside dans les masses du peuple, dans leur haute conscience politique, dans leur disposition et détermination à construire et à défendre le socialisme. C'est là l'œuvre glorieuse du Parti et cette œuvre le Parti se doit de la consolider et de la porter toujours en avant à travers son travail idéologique, politique et organisationnel.

Pour cela, il est nécessaire que les organisations du

Parti, tous les communistes, se fondent avec les masses et travaillent sans répit en leur sein, connaissent bien leur état moral et politique, se tiennent toujours au courant des problèmes qui les préoccupent, qu'ils leur expliquent les situations, les convainquent de l'importance des tâches à remplir, leur fassent clairement comprendre les directives du Parti et les lois de l'Etat. Il leur est demandé d'éduquer les masses selon la conception du monde et la morale communistes, de combattre toutes survivances et manifestations étrangères au socialisme, de veiller à la vie des masses, d'encourager et d'appuyer leur créativité et leurs initiatives, de les mobiliser et de les lancer dans des actions pour renforcer l'économie, la culture et la défense de la patrie.

2. ELEVER L'EFFICACITE DU TRAVAIL DU PARTI ET LE SENTIMENT DE RESPONSABILITÉ DE SES ORGANES ET ORGANISATIONS

Le stade actuel du développement impétueux et général, les tâches considérables et hardies posées et à résoudre exigent que le niveau et l'efficacité du travail du Parti à tous les échelons et dans tous les domaines soient portés à un plus haut degré. Le travail du Parti est vaste et multiforme, politique, idéologique, organisationnel, administratif, économique, psychologique, c'est un travail harmonisé et synthétisé qui doit être accompli en tant que tel. Son efficacité se mesure aux résultats concrets dans la réalisation des tâches au niveau de chaque secteur de l'activité sociale.

Dans la pratique, on constate parfois une conception étriquée du travail du Parti. Certains organes et organisations de base du Parti perdent de vue la perspective, se bornent à effleurer les problèmes, s'appuient seulement sur les connaissances pratiques, sans confronter leurs vues

avec l'expérience et la pensée avancées, avec les transformations intervenues dans la vie du pays et des gens. Ces manifestations sont, dans la plupart des cas, à l'origine de l'inexécution des plans économiques ou des carences constatées dans le travail de certaines entreprises et coopératives agricoles, ainsi que de quelque district.

De nos jours tout travail nécessite de la culture, du savoir, des compétences et des connaissances scientifiques. Nous répétons souvent que nous sommes obligés d'avancer sur des sentiers inexplorés, que nous sommes contraints de chercher et de créer. Or nous ne pouvons le faire avec succès sans avoir acquis des connaissances approfondies dans la théorie marxiste-léniniste et sans une étude et une synthèse scientifiques de la pratique révolutionnaire des communistes et des masses travailleuses. A l'heure actuelle, les problèmes de la production, de l'organisation du travail, de l'enseignement et de la culture, de la science et de la défense, ne peuvent être résolus judicieusement et avec bonheur sans de sérieuses études préalables. Des études de ce genre sont également nécessaires pour le travail de direction, d'organisation et d'éducation mené par le Parti. Les études et les synthèses élargissent l'horizon et ouvrent de claires perspectives aux organisations du Parti, aux communistes et aux travailleurs, elles aident à combattre les manifestations de routine, de formalisme et de superficialité, à créer de saines convictions et à définir correctement les mesures à prendre et les voies à suivre pour accomplir les tâches actuelles et à long terme.

Les organes et les organisations du Parti doivent mieux mettre à profit la pensée qualifiée des spécialistes, des activistes et des autres personnes compétentes que le Parti a formées dans chaque secteur. Il leur est demandé d'appuyer et d'inspirer la pensée scientifique avancée, de la faire servir à la parfaite réalisation des tâches. Ils

doivent combattre les manifestations de sectarisme et de sous-estimation de l'expérience et de la pensée avancées. Les communistes eux-mêmes doivent être les premiers à donner l'exemple. Un bon communiste s'attache à approfondir ses connaissances scientifiques, il s'instruit sans cesse lui-même et auprès des autres, il suit le développement de la société, il appuie le nouveau progressiste et pense à l'avenir.

Le travail du Parti ne se réduit pas à un travail d'agitation et de propagande en vue d'éclairer et de convaincre les gens, c'est aussi un travail d'organisation et de mobilisation pour faire appliquer sa ligne et ses directives. Le travail du Parti consiste à diriger, à éduquer et à mobiliser les communistes et les masses pour des actions révolutionnaires, à les faire penser, travailler et lutter en révolutionnaires.

Le Parti a combattu les pratiques étriquées dans le travail de certains organes et organisations de base, qui accordent plus d'importance aux réunions, aux rapports et aux débats répétés et prolongés qu'à la claire définition des tâches à accomplir et des mesures concrètes à prendre en vue de leur mise en œuvre. Cela explique pourquoi, dans un certain nombre de cas, dans tel ou tel secteur, malgré le grand nombre de réunions organisées pour analyser l'état de choses, les problèmes ne sont pas résolus et la situation reste inchangée.

L'expérience a montré que l'on résout les problèmes et accomplit les tâches fixées non seulement en faisant appel à la conscience des communistes et des travailleurs, mais aussi en accompagnant la réalisation des objectifs et le travail de persuasion des hommes, de mesures plus générales, d'un travail d'organisation et de direction concret, en exerçant un contrôle et en demandant à chacun de rendre compte de son travail. Les mesures politico-idéologiques et technico-organisationnelles constituent une

unité dialectique, elles éduquent et mobilisent les hommes et les lancent dans des actions révolutionnaires.

Le perfectionnement du rôle d'avant-garde des communistes a été et demeurera à l'avenir une des tâches principales des organes et des organisations de base du Parti. Dans les conditions actuelles en particulier, les communistes ont pour devoir de se montrer plus exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes pour être dignes de leur titre de communiste, de combattre toute manifestation étrangère au socialisme en eux-mêmes et chez les autres, d'être des éléments avancés à tous égards. Les membres du Parti doivent se signaler par leur détérmination révolutionnaire et leur participation active au combat quotidien pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie, ils doivent se porter sur le front le plus ardu et le plus important du travail et de la lutte, se montrer des organisateurs et des dirigeants de talent, et agir avec une pleine responsabilité en vue d'appliquer la ligne du Parti.

Les masses appliquent les décisions de l'organisation du Parti, elles suivent les communistes lorsqu'ils conforment leurs actes à leurs paroles, lorsqu'ils pensent, travaillent et se sacrifient dans l'intérêt des travailleurs, du socialisme et de la patrie. Etre communiste et révolutionnaire signifie assumer et accomplir de grandes tâches, ne pas marquer le pas, ne pas se contenter des rythmes ordinaires, lutter pour des progrès rapides sur tous les fronts, se rallier toujours au nouveau et le défendre.

Le travail du Parti est fructueux lorsque les organisations du Parti, tous les communistes, développent largement en eux l'esprit d'initiative, de création, d'innovation. A cet égard, on observe partout une expérience et de nombreux exemples positifs. Néanmoins, il est nécessaire que dans un certain nombre d'organisations du Parti, chez certains cadres et communistes des entreprises et des coopératives agricoles, des institutions et des dépar-

tements centraux, on combatte les pratiques attentistes, les lenteurs et les hésitations, le manque d'initiative dans la recherche d'une solution aux problèmes de leur ressort.

Les méthodes de travail, de direction et d'organisation ne sont pas données une fois pour toutes et immuables. La vie va de l'avant, notre société socialiste se développe sans arrêt, les conditions changent. Ce développement même exige de nous que nous soyons des créateurs et des novateurs, que nous mettions au point de nouvelles formes de travail, plus souples et plus variées, que nous les rénovions et les enrichissions sans cesse, afin de mieux répondre aux exigences de l'époque.

Un travail plus qualifié et plus efficace est nécessaire pour une analyse féconde des directives du Parti. C'est là une tâche fondamentale des organisations de base, de tous les communistes. Les directives du Parti expriment sa ligne, elles définissent les tâches qui incombent aux communistes et aux masses pour résoudre les divers problèmes. Une bonne expérience a été acquise dans le travail d'analyse des directives du Parti. Il faut toutefois combattre avec plus de force les manifestations de formalisme et de stéréotypie que l'on observe encore dans certains organes et organisations de base du Parti. Il arrive parfois que les directives et les décisions du Parti ne parviennent pas à la base, chez les hommes, avec le sérieux et la force qu'y ont mis le Comité central ou les comités du Parti des districts, elles sont transmises mécaniquement en bas, sans qu'il soit tenu compte des conditions concrètes dans lesquelles opère l'organisation du Parti, de sa situation et des tâches qu'elle doit accomplir.

Analyser fructueusement la directive du Parti, c'est expliquer sa nécessité et son importance du point de vue politique, idéologique et économique, définir les tâches qui se posent aux organisations du Parti, aux organisations de masse, aux organes du pouvoir, de l'économie, de la

culture, etc., et cela conformément aux conditions concrètes de chaque district, zone, secteur et collectif, c'est fixer les voies à suivre et les mesures à prendre pour l'accomplissement de ces tâches.

L'engagement des masses dans des actions révolutionnaires pour l'application parfaite et créatrice des directives revêt une importance décisive. C'est là, dans le feu de cette lutte, qu'est démontré le bien-fondé de la directive du Parti, que lui sont apportés les compléments et les corrections nécessaires. C'est dans l'action et à travers elle que les communistes et les masses consolident leurs convictions sur le bien-fondé des directives du Parti, qu'ils s'éduquent et se trempent, expriment leur esprit d'initiative révolutionnaire, conforment leurs actes à leurs paroles, assurent des cadences élevées de travail en vue d'accomplir leurs tâches en temps voulu et avec la qualité requise. L'action de masse sert également à combattre les méthodes bureaucratiques et technocratiques, les lenteurs, le goût de la vie douillette et l'autosatisfaction, elle sert à animer partout la vie, le travail, les hommes.

Le travail du Parti devient efficace quand ses organes et ses organisations sont entièrement responsables de l'application de sa ligne, de l'accomplissement des objectifs du plan d'Etat. Faute de sentiment de responsabilité il n'y a ni lutte ni efforts, il n'y a pas d'action révolutionnaire pour la solution des problèmes. On s'acquitte de ses tâches en luttant et travaillant avec dévouement et esprit de sacrifice, en s'y engageant totalement, en les réalisant jusqu'au moindre détail avec le souci de la qualité et de l'efficacité.

Il est de fait que l'immense majorité des organes et des organisations du Parti, des communistes et des cadres travaillent avec un sentiment de responsabilité élevé. Mais il se trouve aussi des organisations, des communistes et des cadres qui ne luttent pas opiniâtrement pour

surmonter les difficultés et les obstacles, et pour accomplir leurs tâches. Les manifestations d'indifférentisme et de justification non fondée, la tendance à estomper les défauts et les faiblesses, traduisent seulement un manque de sentiment de responsabilité.

Le Parti doit lutter pour élever le sentiment de responsabilité non seulement dans ses propres rangs, mais aussi dans les organes et les organismes qu'il dirige, chez tous les travailleurs et les cadres. En élevant le sentiment de responsabilité collective de chaque organe et organisation de base du Parti et de leurs leviers, et le sentiment de responsabilité individuelle de chaque communiste et cadre, on garantit un meilleur accomplissement des tâches, en tout temps et dans tous les domaines.

Le sentiment de responsabilité se renforce lorsque s'accroît la demande de comptes à l'égard de chacun et qu'un contrôle rigoureux est exercé sur l'accomplissement des tâches. En dépit des améliorations réalisées en ce sens, on constate encore des manifestations de libéralisme et des attitudes sentimentales, un esprit de justification, des manifestations de sous-estimation du contrôle, de formalisme et de superficialité dans l'exercice de celui-ci. Parfois le contrôle et la demande de comptes laissent beaucoup à désirer du fait que les tâches et les décisions ont un caractère général et sont, de ce fait, incontrôlables.

Tout communiste et membre d'une instance, indépendamment de son poste et de sa fonction, doit rendre des comptes et en demander minutieusement quand il s'agit de l'application de la ligne et des directives du Parti, de l'exécution des décisions de son organisation de base et dé l'accomplissement des tâches d'Etat. Cela est réalisé quand les communistes développent avec courage et sans hésitation l'autocritique ainsi que la critique envers quiconque ne réalise pas ses tâches, quand ils mènent une ferme lutte contre la pusillanimité, l'es-

prit vindicatif et l'indifférentisme petit-bourgeois. L'attitude autocritique des communistes envers leurs propres faiblesses, leur courage de critiquer et de demander des comptes, ont valeur d'exemple et constituent une grande source d'inspiration pour toutes les masses travailleuses.

Staline nous enseigne qu'un contrôle

> *«bien organisé est comme un projecteur qui permet à tout moment d'éclairer l'état du fonctionnement de l'appareil, de démasquer les bureaucrates et les paperassiers».**

Nous devons avoir cet enseignement constamment à l'esprit et le mettre en pratique de façon conséquente. Les organes et organisations du Parti ont pour devoir de vivifier et de renforcer le contrôle exercé par le Parti et par l'Etat, le contrôle ouvrier et celui des masses, de les développer sans interruption en les combinant entre eux. Le contrôle d'en haut, le contrôle parallèle ou celui d'en bas doivent absolument être plus opérants, accompagnés d'une aide concrète, ouvrir des perspectives, apprendre aux hommes à organiser leur travail, à se mobiliser et à affronter les difficultés dans l'accomplissement de leurs tâches.

3. APPLIQUER CORRECTEMENT LES CRITÈRES ÉTABLIS POUR L'ACCROISSEMENT DES RANGS DU PARTI

Notre Parti a toujours appliqué avec fermeté et de façon révolutionnaire des critères justes pour l'accroissement de ses propres rangs. Il s'en est trouvé renforcé et l'efficacité de son travail a été rehaussée.

---

* J. Staline, *Œuvres choisies*, éd. alb., pp. 418-419, Tirana 1979.

Le Parti se présente à ce Congrès avec des rangs grossis de communistes qui se battent résolument pour la cause du peuple, de la révolution et du communisme, qui sont des prolétaires par la pensée et par l'action. Actuellement, dans ses effectifs militent 122 600 adhérents, dont 38 pour cent environ sont des ouvriers, 29,4 pour cent des coopérateurs et 32,6 pour cent des employés. Les femmes représentent 30 pour cent du total des membres, soit une augmentation de 2,5 pour cent par rapport au précédent congrès. Le pourcentage des communistes dans la population est de 4,5 pour cent. Quant aux stagiaires, il en a été admis depuis le VIIe Congrès 24 363, et la part des ouvriers, des coopérateurs et des employés y est respectivement de 42,40, 40,43 et 17,17 pour cent. Les camarades femmes, elles, représentent 40,7 pour cent du total des stagiaires.

Dans leur immense majorité, les membres et stagiaires proviennent de la production et surtout de ses fronts les plus importants. Ce sont des travailleurs des plus méritants, politiquement et idéologiquement des mieux formés, dotés de hautes qualités et vertus morales, d'un niveau d'instruction élevé, des combattants d'avant-garde, participants actifs à l'édification du socialisme.

Se fondant sur l'expérience acquise et sur la situation actuelle, le Comité central estime qu'il convient, à l'avenir également, de s'en tenir, pour l'accroissement des rangs du Parti, à peu près aux mêmes rythmes et critères qui ont été suivis ces cinq dernières années:

Admettre en priorité des activistes provenant des rangs de la classe ouvrière, surtout de ceux qui travaillent dans les principales branches de la production, dans l'industrie lourde, d'extraction et de traitement, dans les chantiers de grands travaux.

Mieux s'employer à hâter la réalisation de l'objectif fixé par le VIIe Congrès afin que les communistes coopé-

rateurs occupent, à l'avenir, le second rang, après les ouvriers, dans les effectifs du Parti.

Admettre dans le Parti des éléments de la catégorie des employés et de l'intelligentsia dotés d'un haut niveau idéologique, politique et culturel, technique et scientifique, et provenant des secteurs les plus importants de la construction socialiste et de la défense.

S'attacher avec encore plus de soin à grossir la participation féminine dans le Parti.

L'application de ces orientations exige de la part des organes et des organisations de base du Parti un travail plus qualifié et mieux étudié en vue d'accroître les rangs du Parti. On doit combattre résolument les manifestations de formalisme et de bureaucratisme, tout souci exclusif de se conformer aux chiffres et aux pourcentages fixés.

La qualité des adhérents a été et demeure un facteur décisif dans la politique du Parti pour l'accroissement de ses rangs. Les stagiaires doivent être dotés d'un haut niveau de formation politique et idéologique, de grandes aptitudes et capacités, avancés dans leurs idées et leurs actions, posséder un vaste horizon culturel et technico-professionnel, jouir de la confiance et du respect des masses, avoir de l'initiative et se montrer des révolutionnaires conséquents. Nul ne doit être admis au Parti pour la simple raison que c'est un fils d'ouvrier, de paysan ou de communiste, ou pour les mérites de ses parents, chacun ne doit y être admis que pour ses mérites personnels. pour ses propres qualités et capacités. Et ces qualités et ces traits doivent être trempés encore plus par les organisations de base du Parti et par chaque communiste lui-même dans la lutte et l'action quotidiennes.

Le stage que doivent faire les futurs membres du Parti joue un grand rôle dans leur formation communiste L'expérience accumulée doit servir à accroître le rôle et

la responsabilité des organisations de base dans l'éducation idéologique et politique continue des stagiaires et dans leur trempe révolutionnaire. On doit combattre des pratiques observées dans certains cas, où l'on voit sous-estimer la période de stage et où les règles établies pour son accomplissement ne sont pas rigoureusement respectées.

III

LES TÂCHES DU PARTI EN VUE DE L'ÉDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

L'éducation de l'homme nouveau sous tous les aspects a été et demeure une question fondamentale de l'activité du Parti afin de promouvoir sans arrêt la construction de la société socialiste. Ce travail d'éducation a été mené sur un large front, il a été étroitement rattaché aux tâches de chaque étape du développement, aux problèmes engendrés par la vie et les situations concrètes. C'est ce qui a assuré et assure constamment le caractère actif, la grande force mobilisatrice et transformatrice du travail d'éducation du Parti et de ses leviers.

Les conditions dans lesquelles nous travaillons et luttons pour la construction et la défense du socialisme et les tâches que nous fixons à ce Congrès pour le développement économique et social du pays exigent que **le travail d'éducation du Parti soit porté à un niveau supérieur, qu'il soit mieux concentré sur certains problèmes essentiels immédiats et à long terme**, afin de créer chez les gens de chez nous de profondes convictions marxistes-léninistes, de promouvoir leur capacité professionnelle, de les doter d'une large culture et de belles vertus morales.

1. L'ÉDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS, FONDEMENT DE NOS SUCCES

L'Albanie est un pays où le socialisme se construit avec succès et se maintient sur la voie saine du marxisme-léninisme, où le développement de l'économie et de la culture, l'organisation et la direction du Parti et de l'Etat, la formation et la trempe de l'homme nouveau sont fondés sur les principes du socialisme scientifique. La voie qu'a parcourue notre pays n'a pas été une voie facile. Il a fallu à notre Parti et à notre peuple affronter d'innombrables difficultés, aller de l'avant sur des chemins frayés ou non frayés, sur des sentiers nouveaux et inexplorés.

L'infinie fidélité de notre Parti à l'égard de la doctrine immortelle de Marx. Engels, Lénine et Staline, sa capacité de la mettre en œuvre de façon créatrice, conformément aux conditions du pays et aux circonstances internationales complexes, sa détermination de préserver la pureté de ses principes contre les attaques et les déformations de la part de ses nombreux ennemis, intérieurs et extérieurs, ont été et demeurent la pierre fondamentale de tous les succès et victoires de notre peuple.

Le Parti a eu le souci permanent de faire en sorte que chaque pas accompli dans la voie de la révolution et dans la construction du socialisme fût bien mesuré, que les fondements de la nouvelle société socialiste fussent de nature à promouvoir son progrès continu et à tenir tête aux vagues et aux tempêtes de l'encerclement hostile impérialiste-révisionniste. C'est la raison pour laquelle la révolution et la construction du socialisme dans notre pays n'ont connu ni zigzags ni reculs, mais sont toujours allées de l'avant et ont enregistré victoire sur victoire.

L'exemple de l'Albanie est une expérience nouvelle dans l'histoire de la dictature du prolétariat, et il consti-

tue une précieuse contribution à la théorie et à la pratique du socialisme et du marxisme-léninisme.

Les communistes, les cadres, les travailleurs et en particulier la jeune génération doivent bien connaître le développement de notre pays dans la voie du socialisme, avoir l'idée la plus claire de notre point de départ et de la voie que nous avons parcourue, des difficultés que nous avons surmontées, de la ligne que le Parti a suivie et appliquée, et des fondements sur lesquels repose cette société construite au prix du sang, du labeur et de la peine de notre peuple héroïque.

La connaissance de cette voie glorieuse et de cette riche expérience donnera aux gens de chez nous une plus large vision de la société socialiste, de son stade actuel et de sa physionomie future, elle les fera travailler, avec une plus haute conscience et une conviction inébranlable, à cimenter toujours plus les victoires du socialisme, et à les porter constamment plus avant. Le Parti doit considérer cela comme une question capitale, car plus les fondements du présent sont solides, plus l'avenir socialiste et communiste de notre pays sera sûr.

Renforcer l'attachement au socialisme, la conviction de sa vitalité et de sa supériorité revêt une importance particulière dans les conditions actuelles, alors que le socialisme a été sapé dans beaucoup de pays et que les impérialistes, la bourgeoisie et les révisionnistes ont entrepris contre lui une campagne effrénée pour vilipender les idéaux révolutionnaires, semer le doute et l'incertitude quant à l'avenir socialiste de l'humanité. Ce n'est pas par hasard si le fer de lance de cette lutte a été dirigé contre notre doctrine triomphante, le marxisme-léninisme, sans lequel il n'y a ni ne peut y avoir de socialisme véritable.

Par ailleurs, il nous faut toujours avoir en vue le fait que les conditions dans lesquelles se construit le socialisme en Albanie sont extrêmement complexes. Notre Parti,

notre Etat et notre peuple luttent de front et tout seuls contre une force ennemie colossale, contre le monde capitaliste et révisionniste qui nous entoure. Les gens de chez nous ne doivent jamais sous-estimer ni oublier les dangers que fait courir à notre société socialiste la forte pression qu'exerce ce monde sur tous les plans, politique, économique, idéologique et militaire.

Notre devoir historique, national et international, est de nous tenir toujours tous debout, vigilants et prêts à affronter n'importe quelle situation, à défendre les victoires remportées et à faire avancer notre révolution et notre construction socialiste. Opposons à la diversion dangereuse des ennemis du socialisme notre fermeté et notre courage, l'unité d'acier du Parti et du peuple, notre travail inlassable pour le développement et le renforcement de l'économie et de la défense du pays. Afin de défendre le socialisme et de le porter sûrement toujours en avant, il est nécessaire avant tout de raffermir constamment un attachement sain et profond pour le socialisme, en tant qu'ordre social supérieur, auquel appartient inéluctablement l'avenir.

Nos gens, vivant et travaillant dans une société socialiste, s'éduquent selon ses normes et ses principes, qui s'incarnent dans les rapports économiques et sociaux, dans l'organisation et la direction de l'Etat et de toute la vie du pays, dans la législation et le mode de vie, dans le système éducatif et culturel, etc. La réalité socialiste elle-même ainsi que leur participation directe à l'œuvre de construction socialiste du pays éduquent les gens de chez nous et les aident à comprendre et à assimiler les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et du socialisme.

Mais les convictions et la conscience socialistes que l'on se forme dans la pratique de la vie ne suffisent pas pour s'assurer une juste orientation en toute situation,

pour comprendre à fond la politique du Parti et agir constamment avec des objectifs clairs. Ces convictions, si elles ne sont pas fondées sur une puissante base théorique, peuvent être ébranlées face aux diverses difficultés de la construction socialiste ou à la forte pression du monde capitaliste-révisionniste. Seul le marxisme-léninisme, qui constitue la base théorique du socialisme scientifique et de l'éducation communiste des travailleurs, est capable de créer des convictions profondes et stables. C'est le Parti, par son travail d'éducation, qui les inculque dans la conscience et l'esprit des masses.

Notre Parti a mené un travail intense pour l'éducation marxiste-léniniste des communistes et des masses. C'est précisément cet objectif que servent l'Ecole du Parti, les divers cours et formes d'éducation au sein du Parti et des organisations de masse, l'édition, la presse et tous les autres moyens de propagande. Le marxisme-léninisme s'apprend systématiquement dans les établissements de diverses catégories de l'enseignement d'Etat. Les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline ainsi que de nombreux documents et matériaux de notre Parti sont mis à la disposition des communistes, des cadres et des travailleurs.

La tâche qui se pose maintenant est de porter tout ce travail à un niveau supérieur, plus qualifié, afin de faire assimiler le mieux et le plus profondément possible les principes du marxisme-léninisme et les enseignements de notre Parti. L'essentiel, c'est de bien armer idéologiquement les gens de chez nous de la conception du monde et de la méthodologie marxistes, de les former judicieusement sur le plan théorique, pour qu'ils puissent résister et agir à tout moment et dans n'importe quelle circonstance, avec une entière conscience, en révolutionnaires conséquents, en combattants résolus pour la cause du socialisme et du communisme, et non pas de leur ensei-

gner simplement quelques thèses et conclusions marxistes.

Notre Parti et notre peuple se doivent d'aller constamment de l'avant, de résoudre de nouveaux problèmes. L'élaboration théorique et la solution pratique de ces problèmes exigent le développement continu de la pensée créatrice, fondée sur les principes fondamentaux et la méthodologie marxistes, ainsi que sur la synthèse de l'expérience acquise. Aussi est-il nécessaire que le marxisme-léninisme soit étudié, propagé et assimilé dans les écoles, dans le système d'éducation marxiste-léniniste des communistes et des masses, et dans toute la propagande du Parti, comme une doctrine vivante et créatrice, comme une science qui se développe et s'enrichit continuellement. Il faut, à cette fin, développer partout l'esprit critique et révolutionnaire, animer les discussions et les débats fructueux, combattre toute manifestation de rigidité et de dogmatisme, ouvrir une large voie à la pensée avancée et de parti, soumettre chaque phénomène à une analyse approfondie, à la solide logique marxiste.

L'élévation du niveau théorique est indispensable pour combattre avec succès les manifestations d'empirisme et de praticisme. Le fait est qu'il y a des communistes et des cadres qui font peu d'efforts pour assimiler la théorie, qui ont une étroite compréhension des problèmes et des tâches posés, des directives et des orientations données, qui les considèrent de façon simpliste et ne pénètrent pas leur contenu idéologique et politique, leur aspect théorique. En cette question, les mots de Staline restent toujours actuels :

> *«Plus élevés sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants occupés dans quelque domaine que ce soit du travail de l'Etat et du Parti, plus élevé et fécond est le travail lui-même, plus tangibles en sont les résultats; au contraire, plus bas sont le niveau politique et la conscience*

*marxiste-léniniste des militants, plus probables sont les lacunes et les échecs dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence.»**

Les lacunes dans la formation théorique générale mènent immanquablement à des conceptions et actions subjectivistes et volontaristes, qui s'opposent aux exigences des lois objectives, affectent la direction scientifique du travail, freinent et déforment les processus du développement économique et social, nuisent à l'éducation même des gens. Nous rencontrons souvent des manifestations de ce genre, mais elles sont surtout apparentes et nuisibles en matière de planification, d'organisation et de direction de l'économie.

La société socialiste est, certes, une société qui se construit de façon consciente, mais non pas selon la volonté et les désirs subjectifs des gens. En régime socialiste également, le développement obéit à des lois qui ont un caractère objectif. La particularité du socialisme réside dans la connaissance et l'utilisation consciente de ces lois conformément aux objectifs du Parti et de l'Etat socialiste. C'est ce qui constitue une des grandes supériorités du régime socialiste, qui assure un développement harmonieux et accéléré de l'économie et de la culture au profit des masses travailleuses.

Il en découle pour le Parti, l'Etat, les organisations de masse et tous les moyens de propagande, le devoir de concentrer, dans leur travail d'éducation, toute leur attention sur la connaissance des lois économiques objectives du socialisme, qui sont à la base de la politique économique du Parti. La connaissance approfondie des lois

* J. Staline, *Œuvres choisies*, éd. alb., pp. 509-510, Tirana 1979.

objectives et une action conforme à leurs exigences, permettent d'éviter les manifestations de subjectivisme, de mettre à profit les grands avantages du régime socialiste, d'asseoir la planification, la direction de l'économie et l'éducation même des gens sur des bases scientifiques.

On sait bien que l'homme, avec sa conscience, ses capacités et son expérience, constitue le facteur décisif de tout travail, de la réalisation de n'importe quelle tâche. C'est aussi pour cette raison que le Parti attache une importance primordiale au travail auprès des hommes, en vue de leur éducation, de leur trempe et de leur progrès continu. Mais l'action des hommes n'est fructueuse et ne peut atteindre les objectifs fixés que lorsque, à part le travail d'éducation, elle est soutenue comme il se doit par des mesures économiques, organisationnelles et administratives. Il faut voir des manifestations de subjectivisme dans les cas où les problèmes sont traités de façon unilatérale, où les causes des défauts et des faiblesses sont recherchées uniquement dans le travail idéologique et politique ou dans la méthode et le style de direction, où l'on pense qu'un état de choses peut être modifié et amélioré seulement par des débats et des réunions, sans actions ni mesures concrètes.

Dans l'élévation du niveau de la propagande du Parti, de tout son travail d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme, un rôle important revient aux sciences sociales. C'est seulement en se fondant sur des études et des synthèses scientifiques de l'expérience du Parti et des masses ainsi que sur les problèmes que pose la vie, que l'on peut mener un travail de persuasion approfondi et argumenté auprès des gens.

Nos sciences sociales ont fait des pas en avant et se sont développées dans la juste voie. Les travaux et publications en ce domaine ont apporté une précieuse contribution à l'étude de l'histoire du peuple et de sa cul-

ture, de l'expérience de la Lutte de libération nationale et des transformations socialistes, de la vie politique, économique et sociale du pays. L'Institut des études marxistes-léninistes près le Comité central a mené un travail de grande valeur pour l'élaboration de l'Histoire du Parti, la publication de nombreux matériaux et documents du Parti, pour l'étude des divers problèmes de la révolution et de la construction socialistes.

Il incombe aux institutions scientifiques, aux différents secteurs des établissements d'enseignement supérieur et à tous les cadres des sciences sociales de porter à un niveau plus élevé leur travail, d'étudier plus à fond les questions fondamentales de l'expérience et des perspectives du développement de notre pays, de les traiter à un haut niveau théorique et scientifique et de militer plus activement dans la lutte que mène le Parti pour l'éducation de l'homme nouveau.

La juste compréhension du rôle décisif des masses dans la construction de la société socialiste, constitue une question fondamentale de la conception communiste du inonde, de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Notre Parti n'a permis aucun écart par rapport à ce principe et c'est dans ce fait que réside l'une des raisons profondes pour lesquelles le socialisme en Albanie a été construit sur une juste voie et se développe avec succès.

La participation active des masses à l'administration du pays, à toute la vie sociale, constitue, comme l'a d'ailleurs démontré l'expérience de notre pays, une condition nécessaire et décisive de la sauvegarde et du renforcement du pouvoir populaire, de l'avance ininterrompue de la révolution socialiste, d'une défense puissante et invincible de la patrie.

Le rôle décisif toujours croissant des masses populaires dans notre société socialiste est l'expression la plus profonde et l'orientation fondamentale du développement

de la démocratie socialiste. De ce point de vue, la démocratie socialiste est non seulement une réalisation historique des masses populaires, acquise dans la lutte et la révolution, mais aussi une nécessité, une condition indispensable, une loi intérieure du développement de la société socialiste, une grande force motrice qui la fait avancer.

Le socialisme a libéré les gens de chez nous de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. L'affranchissement de la conscience des travailleurs des chaînes spirituelles propres aux sociétés exploiteuses, l'émancipation de la femme, qui participe sur un pied d'égalité avec l'homme à notre vie sociale, constituent une grande victoire historique. Nos gens jouissent de droits et de libertés démocratiques très étendus, comme le droit au travail, à l'instruction, le droit de vote et à l'éligibilité aux fonctions d'Etat et sociales, la liberté d'expression, de presse, etc., droits qui, dans notre pays, sont une réalité non seulement sanctionnée par la loi, mais aussi appliquée dans la pratique quotidienne. Toute la vie de notre pays, l'organisation et la direction de l'Etat, de l'économie, de l'enseignement et de la culture, et de la défense, sont édifiées de façon à assurer et à exiger la participation active des masses travailleuses.

Le Parti a depuis longtemps bien mis en évidence les dangers qui menacent le socialisme, si les organes du pouvoir et les cadres se coupent des masses, si les appareils se bureaucratisent, etc. Il a souligné que la lutte contre les manifestations et les déformations de ce genre doit être menée de façon continue, sans permettre qu'elles s'accumulent et se gonflent. Mais dans la pratique on observe des manifestations d'étroitesse et de formalisme dans la compréhension et l'application de la démocratie de masse et des rapports des cadres avec les masses. Dans certains cas, les administrations se superposent aux orga-

nes élus, certains cadres ne maintiennent pas d'étroits contacts avec les gens ou les consultent juste pour la forme. Il arrive que les assemblées des coopératives agricoles et les autres organisations de masse ne soient pas considérées et appréciées comme il se doit, que les normes établies pour la reddition de comptes devant les masses, non seulement par les élus, mais aussi par les cadres nommés, ne soient pas toujours respectées.

La propagande du Parti a pour tâche d'expliquer, avec de solides arguments à l'appui, que le rôle des masses n'est pas une question abstraite, qu'il se réalise à travers l'activité quotidienne du collectif, des unions professionnelles. des organisations de la Jeunesse, du Front et de la Femme, des conseils populaires et de tous les organes élus. Elle doit, en particulier, faire surtout comprendre politiquement et idéologiquement aux cadres la nécessité d'une liaison directe avec les masses, les ouvriers, les coopérateurs, la jeunesse, les femmes et toutes les couches du peuple. Les cadres doivent consulter largement les gens, recueillir leur avis, poser devant les masses les problèmes qui préoccupent le Parti et l'Etat, et trouver, de concert avec elles, les solutions les plus rationnelles.

Quand le Parti pose avec force la nécessité de prêter une oreille plus attentive à la voix des spécialistes, de mieux soutenir et appuyer leur pensée avancée afin d'établir la production sur des bases scientifiques, cela n'implique nullement une sous-estimation de la pensée avancée des masses et de leur riche expérience révolutionnaire. La révolution technique et scientifique ne peut se développer avec succès chez nous que si le potentiel intellectuel et scientifique des cadres et des spécialistes est étroitement lié et se fond avec la lutte et l'expérience générale des masses.

Dans l'application de la ligne de masse, il faut éviter toute simplification ou traitement purement formel de

cette ligne. Il est inadmissible que, au nom soi-disant de l'application de la ligne de masse, les gens soient bombardés de réunions infructueuses et portant sur des vétilles. Les réunions où ne sont pas résolus les problèmes préoccupants, où l'on n'aboutit pas à des conclusions et à des mesures concrètes pour modifier la situation, n'ont aucune valeur. Il ne faut pas permettre non plus que la ligne de masse soit utilisée comme un rideau de fumée pour cacher le manque de responsabilité, les défauts dans l'organisation et la direction des affaires, la non-application des compétences, des lois et des règlements établis.

Le Parti et les organisations de masse doivent veiller constamment à animer et à activer le contrôle des masses par en bas, y compris les groupes de contrôle direct ouvrier et paysan, auxquels il appartient d'être particulièrement attentifs à la gestion de la propriété socialiste, à l'activité des administrations, ainsi qu'au secteur des services à l'intention du peuple et pour la satisfaction de ses besoins.

Il est particulièrement important de bien comprendre que le contrôle des masses par en bas ne doit pas se borner ni se réduire à une seule forme, celle des groupes de contrôle ouvrier et paysan, mais qu'il doit être mis en œuvre beaucoup plus largement et sous des formes plus variées: en dressant les larges masses travailleuses, en leur faisant prendre conscience qu'elles sont les maîtres du pays, qu'elles ont leur mot à dire à propos de tout et de chacun. Dans le même temps, le Parti a souligné que les groupes de contrôle ouvrier et paysan ne peuvent ni ne doivent remplacer le contrôle des organisations du Parti, des organes d'Etat et des organisations de masse.

Il est nécessaire non seulement de comprendre et d'appliquer correctement la démocratie socialiste et le rôle des masses, mais aussi de les étudier plus à fond pour les parfaire sans cesse. Le but est d'empêcher le

processus de construction socialiste de se transformer en un processus bureaucratique et administratif et de faire en sorte qu'il soit constamment l'œuvre vivante et créatrice des larges masses travailleuses, sous la direction du Parti.

L'éducation de l'homme nouveau est l'une des plus grandes conquêtes du socialisme et l'une des garanties fondamentales de son développement continu. Les tâches historiques auxquelles notre Parti et notre peuple sont confrontés pour la construction socialiste du pays et pour tenir tête victorieusement à l'encerclement et à la pression du monde capitaliste-révisionniste, exigent des gens bien formés et trempés en tant que révolutionnaires conséquents, hautement dotés d'une conception du monde et d'une éthique marxistes-léninistes, des gens capables de faire face à la pression des idéologies des classes exploiteuses. Cela exige que la lutte idéologique contre toute survivance ou manifestation étrangère au socialisme dans la conscience de nos gens soit renforcée.

La lutte contre les mentalités et la psychologie petites-bourgeoises. qui ont de profondes racines dans notre pays, a été et demeure un important problème idéologique. Il e3t vrai que les profondes transformations socio-économiques accomplies, ainsi que le travail général du Parti pour l'éducation communiste des travailleurs, ont porté des coups rudes à la psychologie petite-bourgeoise et l'ont ébranlée jusque dans ses fondements. Mais bien que sa sphère d'action se soit considérablement rétrécie, on observe encore, dans diverses couches de la population, des mentalités, des attitudes et des actes petits-bourgeois. Les conceptions et les tendances petites-bourgeoises sont un grand mal, car non seulement elles empêchent l'éducation communiste des gens, non seulement elles freinent leur participation active à la construction socialiste du pays, mais elles risquent aussi d'entraîner toutes

sortes de flottements, elles servent de base à la propagation de l'idéologie bourgeoise et à une action de sape contre le régime socialiste lui-même.

La psychologie petite-bourgeoise se manifeste sous diverses formes et dans de multiples domaines. Ses survivances s'observent de façon plus marquée dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété, qui constitue d'ailleurs l'élément principal et déterminant de l'activité humaine.

Nos travailleurs des villes et des campagnes se caractérisent par une haute conscience dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété socialiste. C'est là un trait distinctif de notre homme nouveau, c'est une réalité qui saute partout aux yeux. Mais le socialisme, en tant que première phase de la société communiste, issu du régime d'exploitation capitaliste, a ses propres conditions et particularités de développement, qui laissent leurs traces dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété. Le socialisme, soulignait Lénine,

> *«...***ne** *peut* **pas encore***, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme».**

D'autre part, il importe d'avoir aussi en vue l'engagement, dans la production sociale et dans d'autres secteurs, de grandes masses de jeunes qui, malgré leur disponibilité et leur enthousiasme à travailler et à créer au nom du socialisme, n'ont pas encore bien acquis les aptitudes nécessaires pour leur travail et ne se sont pas trempés dans les difficultés de la vie.

Ce sont ces facteurs, ainsi que les faiblesses dans le travail de direction, d'organisation et d'éducation mené par les organisations du Parti et les organisations de

* V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 25, p. 559.

masse, les organes du pouvoir et de l'économie, qui sont à l'origine des attitudes étrangères observées à l'égard du travail et de la propriété socialiste.

C'est pourquoi le Parti insiste sur la nécessité d'élever le niveau et l'efficacité du travail de propagande et idéologique, afin de renforcer et de porter à un plus haut degré la conscience socialiste des ouvriers, des coopérateurs et des cadres dans leur attitude envers le travail et la propriété. Cela a été et doit demeurer l'un des fronts les plus importants du travail du Parti, des organes d'Etat et des organisations de masse, et en particulier des unions professionnelles.

Les mesures arrêtées par le Parti et l'Etat pour perfectionner les rapports de production socialistes, réduire encore la parcelle individuelle dans les campagnes, réajuster le système des salaires, la législation, la planification et la direction de l'économie, etc., ont créé des possibilités et des conditions nouvelles pour entreprendre un travail d'éducation plus vaste et plus approfondi parmi les masses travailleuses, pour leur inculquer de justes conceptions et attitudes vis-à-vis du travail et de la propriété, pour instaurer partout une atmosphère d'optimisme révolutionnaire et de mobilisation dans le travail.

Les communistes, les cadres, les travailleurs doivent prendre conscience du fait qu'ils vivent dans des situations nouvelles, intérieures et extérieures, qui s'accompagnent de tâches et d'exigences nouvelles. Devant nous se pose avec la plus grande force la nécessité de mobiliser tous les travailleurs afin de réaliser minutieusement les tâches du plan. Les situations que nous traversons et les grands objectifs du plan quinquennal exigent un rythme et un engagement nouveaux dans le travail, un sentiment de responsabilité plus élevé et une persévérance encore plus grande, ils exigent de nous que nous avancions à pas plus rapides, au pas dicté par notre époque.

Le travail d'éducation du Parti doit inculquer la profonde conviction que le travail et la propriété socialiste, sont les deux grands piliers sur lesquels s'appuient le développement de l'économie, de toute la vie du pays, son présent et son avenir. Dans ce domaine il convient de mener une lutte frontale et organisée contre les manifestations nocives, contre toute conception et attitude petite-bourgeoise et libérale, pour renforcer partout l'esprit d'organisation, d'ordre et de discipline.

Les tâches à remplir pour raffermir la conscience et la psychologie socialistes exigent qu'il soit consacré une plus grande attention à la connaissance des intérêts divers qui existent et agissent au sein de notre société, et au maintien de justes rapports entre eux. Engels soulignait que les rapports économiques de toute société se présentent avant tout comme des intérêts. C'est pourquoi on ne peut songer à satisfaire aux exigences des lois économiques et à raffermir l'attitude socialiste envers le travail et la propriété sans tenir compte de ces intérêts divers et surtout des intérêts économiques.

La primauté donnée à l'intérêt général sur l'intérêt de groupe ou personnel, aux intérêts à long terme sur des intérêts immédiats, aux intérêts fondamentaux de l'Etat sur les intérêts d'ordre ministériel ou local, a été un principe permanent de l'activité de notre Parti et de notre Etat dans la construction et la défense du socialisme. Ce souci a été et demeure une garantie contre tout écart par rapport à la juste voie marxiste-léniniste, à la théorie et à la pratique de la construction du socialisme.

Mais dans bien des cas l'intérêt personnel exerce encore une forte attraction, ce qui se traduit dans la tendance à prendre de la société plus qu'on ne lui donne, à courir après la quantité aux dépens de la qualité, etc.

Nul doute que l'existence de disparités de diverse nature, comme celles, par exemple, entre les villes et les

campagnes, les disparités dans les revenus des divers membres de la société, ou les discordances qui naissent entre les demandes croissantes des masses travailleuses et les possibilités réelles de les satisfaire, influe sur le maintien de phénomènes de ce genre. Mais ces facteurs ne peuvent pas pour autant justifier les diverses manifestations de la tendance à mettre l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général. Dans notre société socialiste toutes les possibilités existent pour limiter toujours plus les phénomènes étrangers au socialisme à travers le raffermissement du travail d'éducation des masses, le développement de la production et le perfectionnement des rapports économiques, ainsi que l'application rigoureuse des lois de l'Etat.

Cela se rattache avant tout au fait qu'en régime socialiste l'intérêt général ne s'oppose pas aux intérêts personnels des travailleurs. Lorsque nous parlons de la primauté de l'intérêt général, cela ne signifie nullement que l'on doive ignorer les intérêts personnels. En régime socialiste l'intérêt général n'est pas conçu comme un but en soi, mais pour servir à satisfaire les besoins légitimes des travailleurs, les exigences du bien-être du peuple. et à renforcer la capacité de défense de la patrie. La ligne du Parti est appliquée correctement et avec esprit de suite lorsque l'intérêt porté aux problèmes économiques et le souci de l'intérêt général ne sont jamais détachés du souci de l'homme, du souci de satisfaire ses exigences matérielles et spirituelles.

La juste harmonisation des intérêts de la propriété coopérative avec l'intérêt général de la société constitue un important problème non seulement économique, mais aussi idéologique et social. Le Parti doit combattre aussi bien les tendances parfois observées à se confiner dans le cadre des intérêts de groupe et à les considérer comme détachés des intérêts de toute la société, que les tendances

à porter préjudice aux intérêts de la coopérative, soi-disant au nom de l'intérêt général.

Ce problème concerne les rapports entre l'Etat et les coopératives agricoles, mais aussi le processus de transformation de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. La propriété coopérative est une propriété du même type que la propriété d'Etat, toutes deux sont socialistes, mais la propriété de groupe n'en représente pas moins un degré inférieur de la socialisation de la propriété. En menant un travail d'éducation vaste et bien réfléchi, le Parti doit expliquer à la paysannerie coopérée le caractère transitoire de la propriété de groupe ainsi que les voies conduisant à sa transformation en propriété du peuple tout entier. Chez nous, le processus de transformation de la propriété de groupe en propriété de toute la société s'est amorcé, et il tendra à s'accélérer toujours plus. Mais dans cette voie il convient de procéder graduellement, dans la mesure où se créent les conditions objectives et subjectives requises, en ayant en vue et en respectant les intérêts de la propriété de groupe.

La propagande du Parti doit traiter plus largement et plus à fond le caractère unique de notre économie et les problèmes qui se posent pour renforcer ce caractère. Dans ce cadre, il est nécessaire de mener une lutte résolue contre la tendance à tenir surtout compte d'intérêts étroits, au niveau ministériel, local ou de chaque entreprise. Les obstacles dressés à la spécialisation, à la concentration et à la coopération de la production, ainsi que les cas où l'on planifie la production, le rendement et la baisse du prix de revient en gardant des réserves, les demandes excessives d'investissements et de main-d'œuvre, etc., sont des manifestations d'intérêts étroits, qui freinent le développement de l'économie et portent préjudice aux intérêts généraux de l'Etat et de la société.

Le nouveau étant aujourd'hui devenu prépondérant dans notre société, les phénomènes de la psychologie petite-bourgeoise, les survivances du passé détonnent toujours plus et constituent un obstacle sérieux dans notre voie socialiste.

Le trait particulier de ces survivances est qu'elles sont très vivaces, qu'elles subsistent même quand les conditions qui les ont engendrées ont changé radicalement; elles revêtent des formes «nouvelles», elles se camouflent sous les normes socialistes et resurgissent là où elles trouvent un terrain favorable. En particulier, notre attention doit être retenue par certaines coutumes et pratiques surannées qui, malgré les coups rudes qu'elles ont déjà reçus, se manifestent à nouveau dans la façon de vivre, les rapports de famille, les attitudes à l'égard de la femme. Le Parti et ses leviers doivent travailler à renforcer et à consolider les principes et les conceptions socialistes, l'idéologie et la morale prolétariennes, à maintenir toujours vivant l'esprit des actions et des importants mouvements idéologiques de masse, mouvements qui ont pour but d'extirper toute survivance surannée et d'affirmer de nouvelles normes et coutumes socialistes. Cette lutte doit être menée avec sagesse et clairvoyance, afin que les normes et les conceptions nouvelles deviennent acceptables à toutes les consciences.

A cette fin, il est nécessaire de connaître à fond la psychologie des masses, de procéder à un travail d'éducation qualifié et différencié selon les couches et les régions, selon le type et le lieu de travail, selon les collectifs et les secteurs, les âges, le sexe, et même pour chaque personne en particulier. On ne peut bien pénétrer l'état d'esprit des masses de façon empirique, il faut pour cela mener des études approfondies et systématiques, en analysant le problème dans toute sa complexité, dans la situation actuelle et dans la dynamique de développement,

et en considérant dans leur ensemble les divers facteurs qui influent sur la formation de la conscience et de la psychologie des masses, notamment les conditions matérielles, les traditions et les usages rétrogrades, le développement de l'éducation et de la culture, le monde étranger capitaliste et révisionniste, etc.

Dans notre lutte sur le front idéologique n'oublions à aucun moment que les survivances du passé s'entrelacent avec les influences corruptrices de l'encerclement impérialiste-révisionniste, qui, bien que vantées comme étant «modernes», «progressistes», sont, quant au fond, tout aussi vétustes et néfastes, si ce n'est plus.

Notre pays est la cible d'une vaste agression idéologique, qui vise à dénigrer la réalité de l'Albanie socialiste et à répandre la confusion dans les esprits. Le Parti et ses leviers doivent se dresser comme des barrières puissantes et infranchissables face à cette agression et à ses influences sur les gens de chez nous. Ils doivent forger l'unité idéologique du peuple, tendre sa vigilance et sa lutte contre le libéralisme et toutes les manifestations étrangères au socialisme, de façon à éviter les cassures, les situations de quiétude et d'euphorie, et faire en sorte que les communistes, les cadres et tous les travailleurs s'en tiennent constamment aux principes et aux normes socialistes, à l'idéologie et à la morale prolétariennes.

La lutte contre les survivances et les manifestations d'idéologies, anciennes et nouvelles, étrangères à la nôtre, en vue de l'éducation communiste des travailleurs, couvre le front le plus vaste et le plus complexe de la lutte de classes qui se livre dans notre pays. Cette lutte revêt une importance et une acuité particulières dans les conditions actuelles, alors que notre pays avance dans la construction du socialisme en comptant uniquement sur ses propres forces, alors que, dans l'arène internationale, la lutte entre le socialisme et le capitalisme, entre le marxis-

me-léninisme et le révisionnisme, s'est exacerbée et que l'encerclement impérialiste-révisionniste et sa pression sur notre pays sont devenus encore plus féroces.

Le Parti doit œuvrer inlassablement à faire en sorte que les communistes, le peuple et les nouvelles générations soient éduqués dans l'esprit de la dictature du prolétariat et de la lutte de classe, qu'ils soient toujours vigilants et prêts à défendre le socialisme contre tout ennemi et danger, qu'ils combattent, dans leur propre conscience, dans leurs propres rangs, tout ce qui va à l'encontre de l'esprit et des principes du socialisme.

Mener correctement la lutte de classe signifie appliquer correctement la ligne marxiste-léniniste du Parti, adhérer en toute conscience et avec une profonde conviction aux principes du socialisme, travailler et lutter constamment pour le bien du peuple et de la patrie, sauvegarder et défendre le socialisme. Cela signifie également la mener sans déviations, de droite ou de gauche, opportunistes ou sectaires, qui sont dangereuses au même titre et lourdes de conséquences pour le Parti, l'unité du peuple, la société socialiste.

C'est seulement en menant correctement et sans déviations la lutte de classe, avec la vaste participation des masses travailleuses, dirigées par le Parti, que le présent sera toujours construit comme il se doit, qu'il reposera sur des fondements solides et que l'avenir de notre patrie et du socialisme sera assuré.

Le Parti a mis sur pied, au service de l'éducation des communistes, des cadres et des masses, tout un système de moyens de communication de masse, comme la presse, l'édition, la radio et la télévision, le cinéma, etc. Leur rôle est considérable, aussi doivent-ils élever constamment le niveau de leur travail, dans le contenu et dans la forme, pour répondre toujours mieux aux exigences croissantes des masses travailleuses.

IV

LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RPS D'ALBANIE

Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé de suivre avec attention le développement de la situation internationale et le cours des événements dans le monde. Il les a analysés de façon objective et avec réalisme, et en a tiré les conclusions appropriées en se guidant comme toujours sur les principes marxistes-léninistes. En tout cela, le Parti s'est fondé sur le fait que les processus mondiaux actuels exercent, à divers degrés, leur influence sur notre pays. Si nous suivons et analysons avec un intérêt particulier les situations internationales, c'est afin de n'être jamais pris au dépourvu, d'être toujours prêts à affronter victorieusement tout danger pouvant nous venir de l'extérieur, et de construire avec succès le socialisme. D'autre part, cela nous est également indispensable pour pouvoir accomplir correctement et efficacement notre devoir internationaliste de soutien à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance nationale, pour la démocratie et le progrès social, et contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale.

Vue dans son ensemble, la situation internationale actuelle est trouble, complexe et très tendue. D'importantes forces politiques et sociales s'opposent les unes aux autres. D'une part, l'impérialisme, le capitalisme et la réaction, porteurs de l'oppression, de l'exploitation et de la guerre, d'autre part, les peuples, les révolutionnaires et les démocrates, qui luttent pour la libération nationale et so-

ciale, pour l'émancipation de l'humanité. Cette vaste et profonde confrontation dans tous les domaines, qui est l'expression d'âpres conflits de classes et qui a embrassé tous les continents sans exception, a aggravé encore toutes les contradictions et la crise profonde qui s'est emparée du monde capitaliste actuel. **Tout témoigne que la situation actuelle dans le monde est grosse d'une conflagration générale et de guerres locales, de même qu'elle est grosse de luttes de libération et de révolutions.** L'évolution des événements montrera si l'impérialisme parviendra à conduire le monde à une nouvelle catastrophe ou si les peuples empêcheront la guerre d'éclater et sauveront l'humanité.

Dans cette situation, la lutte des peuples et la révolution sont à l'ordre du jour, non seulement comme une aspiration et un devoir immédiats pour la libération de l'oppression capitaliste et du joug impérialiste, mais aussi comme une nécessité historique pour mettre en échec les plans bellicistes de l'impérialisme et éviter une nouvelle conflagration mondiale.

L'impérialisme a été et demeure la source de toutes les agressions et guerres de rapine, la cause de tous les malheurs et misères qui ont existé et existent dans le monde. Les peuples ont payé de leur sang et de leur vie la soif insatiable de conquête, d'exploitation et de domination mondiale des impérialistes. La lutte que se livrent actuellement les superpuissances impérialistes et les grandes puissances capitalistes pour des marchés et des zones d'influence atteste justement ce caractère immuable de l'impérialisme, sa nature et ses objectifs.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique sont dressés l'un contre l'autre, ils sont engagés dans une course à l'agression et à l'invasion d'autres pays. Dans plusieurs régions du monde, la lutte entre les deux superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans excepter la Chine impérialiste et les autres

puissances capitalistes, a pris de nouvelles et vastes proportions. Chacune de ces puissances s'efforce de s'assurer une supériorité économique, politique et militaire sur l'autre, d'occuper de nouvelles positions stratégiques. Bien que l'incendie d'une guerre mondiale ne se soit pas encore déclaré, les dangereux foyers locaux qui se sont allumés peuvent tourner en brasier d'une grande conflagration impérialiste mondiale. Le Moyen-Orient et à nouveau l'Indochine en témoignent très clairement. Cette rivalité, cette politique des superpuissances, compliquent encore plus la situation et apportent dans les relations internationales un élément de tension lourd de conséquences.

Certes, tout en constatant que la rivalité entre les superpuissances et l'aggravation de leurs contradictions constituent la source principale des conflits internationaux actuels et du danger de guerre, nous ne pouvons ne pas noter aussi leurs efforts pour aboutir à des compromis, à des accords, et même à des alliances provisoires. La tendance aux affrontements et aux conflits entre les impérialistes a toujours eu pour pendant leurs tentatives pour s'accorder aux dépens des peuples.

Mais une atmosphère de confiance réciproque ne peut jamais s'instaurer entre Etats impérialistes. En raison même de leur nature agressive, ils agiront ouvertement ou sournoisement l'un contre l'autre. C'est là la dialectique des rapports entre impérialistes.

Les superpuissances se sont efforcées jusqu'ici de maintenir un certain équilibre entre elles, de respecter mutuellement leurs zones d'influence, d'avancer au même pas dans la course aux armements. Elles ont tâché d'éviter une guerre directe entre elles, mais maintenant, par suite de la crise et de leur développement inégal, cet équilibre tend à se rompre.

Leur expansion ne trouve plus d'espaces vides sur lesquels elle puisse s'étendre. Tout nouveau pas de l'une

d'entre elles se heurte aux intérêts de la partie adverse avec le risque d'une réaction imprévisible. D'où les déséquilibres et les dangers d'affrontements armés qui pourraient conduire l'humanité à une guerre impérialiste générale.

Naguère il fut possible de signer le traité de non-prolifération des armes atomiques, qui assurait aux Etats-Unis et à l'Union soviétique le monopole de ces armes, et de conclure même les accords SALT, qui établissaient l'équilibre entre les deux superpuissances concernant ces armes. Maintenant les deux parties sont prises d'une fièvre d'armement effréné, qui les a aveuglées et leur a fait perdre toute logique. La mégalomanie et l'arrogance des superpuissances, qui s'imaginent pouvoir faire impunément la loi dans le monde entier, sont mitigées de leur crainte réciproque et de la terreur que leur inspire la révolution.

Les intérêts des superpuissances et ceux des peuples ne s'accordent ni ne se rencontrent à aucun moment et en aucun cas. La survie de l'impérialisme exige l'asservissement des peuples, et la libération des peuples exige l'effondrement de l'impérialisme.

La politique des classes réactionnaires, qui, pour préserver leur pouvoir et tromper les masses, s'appuient sur tel ou tel Etat impérialiste, en qualifiant l'un de bon et l'autre de méchant, l'un d'ami des peuples et l'autre d'ennemi, l'un de pacifique et l'autre de belliciste, est fort nocive et doit être combattue jusqu'au bout. Les superpuissances, chacune séparément ou toutes ensemble, sont les ennemis les plus féroces de la liberté et de l'indépendance des peuples, les défenseurs et les garants des régimes réactionnaires, elles soutiennent le joug étranger qui pèse sur les nations, attisent les querelles et les conflits qui opposent ces dernières entre elles. Leur politique constitue un danger direct qui risque de jeter l'humanité dans une troisième guerre mondiale.

Aussi, aujourd'hui comme par le passé, la lutte de toutes les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques pour dénoncer et déjouer les plans des superpuissances impérialistes en vue de piller et d'asservir les peuples, devient une nécessité historique, une condition et un devoir pour défendre leur liberté et leur souveraineté, pour faire triompher la révolution, pour éviter la guerre et assurer la paix.

Tous les peuples, d'une manière ou d'une autre, sous une forme ou une autre, ont à souffrir de l'ingérence ou sont menacés par la politique agressive de l'impérialisme américain, qui est la plus grande puissance capitaliste de notre époque et le principal rempart du système bourgeois-impérialiste. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il acquit la prééminence sur les autres puissances impérialistes et devint le principal prétendant à la domination mondiale, l'impérialisme américain n'a cessé de faire couler à flots le sang de tous les peuples qu'il a attaqués directement ou à travers ses instruments dociles. La main de l'impérialisme américain a toujours été présente dans chaque processus contre-révolutionnaire qui s'est produit dans le monde, dans chaque putsch fasciste ou renversement de la démocratie, dans chaque attaque contre la révolution et le socialisme. C'est cet impérialisme qui a fait de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, de l'arbitraire et du diktat une pratique courante dans la vie internationale, qui a fait de l'agression et de la menace d'agression l'essence de sa politique, de toute son action.

L'histoire n'a pas connu de plus grand et de plus insatiable spoliateur des richesses et de la sueur des peuples, que le capital américain. Les sociétés capitalistes américaines qui ont planté leurs griffes sur tout le globe, foulent aux pieds de la façon la plus barbare la souveraineté des nations et font la loi dans maints pays. Parallèlement aux capitaux, l'impérialisme américain exporte son mode de vie, la corruption et la dégénérescence, l'esprit de cos-

mopolitisme décadent et il incite à la soumission servile aux étrangers.

L'impérialisme américain a couvert le globe de ses bases militaires, qui sont les principaux supports de la guerre et de l'agression. Il poursuit une politique de renforcement des blocs militaires existants et de mise sur pied de nouveaux blocs, grâce auxquels il assure sa domination sur ses partenaires, menace d'étouffer par le fer et par le feu la révolution et la lutte des peuples, et défend par la force le système d'oppression et de violence capitalistes.

Actuellement, l'impérialisme américain s'est mis à appliquer une ligne plus dure, plus agressive et plus aventureuse dans sa politique extérieure. Il s'appuie toujours plus sur sa puissance militaire. La nouvelle politique de Reagan en est un clair témoignage.

L'impérialisme américain cherche maintenant à rassembler toute la réaction et les forces contre-révolutionnaires mondiales dans une croisade unique sous l'égide américaine, contre la révolution, le socialisme, la liberté, l'indépendance et la souveraineté des peuples, contre les droits démocratiques des gens. Presque toutes les zones où l'on extrait du pétrole et des matières premières essentielles, toutes les voies maritimes des océans, tous les points stratégiques du globe, sont pour lui des «zones des intérêts américains». L'impérialisme américain déclare officiellement qu'il interviendra par les armes pour défendre ces «intérêts», et il avance ouvertement un programme concret d'expansion de son pouvoir politique et militaire dans le monde entier. La création de la «force de déploiement rapide», de cette grande armée d'agression, prête à agir là où l'enverra le Pentagone pour établir par le fer et par le feu la domination des Etats-Unis, est une preuve incontestable de ce nouveau cours adopté.

Cette ligne se traduit également dans la nouvelle «doc-

trine» de Washington inaugurée par Carter et développée plus avant par Reagan, selon laquelle la paix dans le monde et la sécurité des peuples peuvent être garanties par «l'accroissement de la puissance et de la supériorité américaines». En réalité, cette «doctrine» provoque et rapproche la guerre générale impérialiste. L'accumulation sans précédent d'armes de divers types, depuis les armes conventionnelles jusqu'aux bombes atomiques de centaines de mégatonnes, l'excitation de l'esprit militariste, la mobilisation totale pour assurer à tout prix la supériorité militaire des Etats-Unis sur leur rivale soviétique, entretiennent dans les milieux dirigeants américains l'idée que la guerre est non seulement inéluctable, mais même nécessaire.

Tout cela annonce que le monde sera confronté à une intensification de la politique agressive de l'impérialisme américain, qui accroîtra ses ingérences dans les affaires intérieures des autres pays et, surtout, mettra toujours plus en action son potentiel militaire.

Dans ces conditions, toute concession ou recul face à l'impérialisme américain, toute illusion sur un éventuel adoucissement de sa politique, comportent de sérieux dangers pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté des peuples.

La politique hégémoniste et expansionniste de domination mondiale, le cours aventureux de préparation et d'excitation à la guerre caractérisent également aujourd'hui le social-impérialisme soviétique, devenu plus agressif dans sa stratégie globale et surtout dans la manière dont il l'applique.

Depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie, la politique de l'Union soviétique a pris un caractère militariste toujours plus marqué, qui se traduit dans le recours à la force armée pour la réalisation de ses objectifs expansionnistes. Les interventions militaires se sont succédé. Après la Tchécoslovaquie ce fut le tour de l'Angola, du Yemen, de l'Ethiopie,

de l'Erythrée, où les Soviétiques sont intervenus par d'autres forces interposées. Finalement vint l'Afghanistan, qui marque le début de la grande marche du social-impérialisme soviétique vers le Sud, où se trouvent les plus riches ressources énergétiques du monde, les plus importants nœuds stratégiques, les zones où s'affrontent et se heurtent les rivalités impérialistes les plus aiguës.

La politique de l'Union soviétique a revêtu les mêmes traits agressifs, expansionnistes, bellicistes que celle des Etats-Unis. Cela s'observe clairement dans l'identité de leurs objectifs et dans le parallélisme de leurs voies. L'Union soviétique cherche à acquérir des bases militaires hors de ses frontières, elle noue avec d'autres pays des alliances politiques et militaires afin de s'en servir comme de supports pour étendre sa domination sur les peuples et affronter l'impérialisme américain. Elle ne se laisse pas distancer non plus dans la course aux armements. Les Soviétiques disposent déjà d'un important arsenal militaire, qu'ils augmentent et perfectionnent sans cesse dans leurs préparatifs de guerre. L'économie soviétique militarisée a été mise au service des plans de conquête de cette nouvelle superpuissance impérialiste.

Il en est résulté que l'Union soviétique a été démasquée aux yeux des peuples comme une puissance impérialiste féroce, qui menace et met en danger ouvertement leur liberté et leur indépendance.

Malgré tout, il est des gens et certaines forces politiques dans divers pays, qui continuent à nourrir des illusions sur l'Union soviétique, qui se font une image erronée de son régime et ont une confiance naïve en sa politique. Cela est dû non seulement au fait que l'Union soviétique spécule beaucoup sur son passé socialiste et qu'elle cherche à faire passer sa politique de rivalité avec les Etats-Unis pour une politique anti-impérialiste, mais aussi à plusieurs autres facteurs. Le principal d'entre eux est que l'expansion sovié-

tique se réalise généralement à travers la pénétration dans les mouvements anti-impérialistes et libérateurs, l'instrumentalisation et la mise à profit de ces mouvements. Les faits ont montré que cette expansion a eu pour victimes non seulement ceux qui ont cru en l'«aide internationaliste» de l'Union soviétique, mais aussi ceux qui comptaient sur son «aide» et sur l'alliance avec elle pour s'opposer à l'impérialisme américain et aux autres impérialismes ou pour s'en affranchir.

Il faut dénoncer en particulier la démagogie pacifiste de l'Union soviétique, les slogans khrouchtchéviens de la «coexistence pacifique», la propagande trompeuse révisionniste, qui cherche à persuader les peuples que c'est seulement à travers la prétendue détente entre les superpuissances que la guerre peut être évitée, que la paix et même leur indépendance nationale et les transformations sociales chez eux peuvent être assurées. Les peuples, certes, ne sont ni pour l'accroissement de la tension, ni pour l'aggravation des conflits, ni pour l'emploi de la force dans le règlement des questions internationales. Mais la prétendue détente que prêchent les révisionnistes soviétiques n'a rien à voir avec la garantie de la paix et de la sécurité internationale, qui sont menacées précisément par les deux superpuissances impérialistes.

La détente, tambourinée par les révisionnistes soviétiques et autres, n'est rien d'autre que l'ancienne théorie impérialiste de l'équilibre et de l'harmonie entre les grandes puissances. Les théories de la «détente», de l'«équilibre» ou du «bipolarisme», identiques quant à leur contenu, et qui ne diffèrent que par quelque nuance sur le plan de la forme, visent à garantir aux superpuissances leurs zones d'influence respectives, à ériger en loi internationale leur diktat dans les problèmes mondiaux, la soumission complète et inconditionnelle des autres pays aux deux supergrands,

l'abandon par ces pays de leurs intérêts et de leur souveraineté.

La politique impérialiste-révisionniste de guerre, d'oppression et d'exploitation s'est heurtée à la grande résistance du prolétariat et des peuples du monde. Les peuples se rendent compte des intrigues, des manœuvres, de la stratégie et de la tactique des féroces superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique révisionniste, et ils ne restent pas les bras croisés.

Le monde est aujourd'hui témoin du fait que la lutte de la classe ouvrière et des peuples opprimés et exploités par le capital international et l'impérialisme a pris de vastes proportions et revêtu des formes variées, sans aucun précédent dans le passé. La classe ouvrière et tous les exploités combattent, d'une manière ou d'une autre et avec plus ou moins d'intensité, toutes les forces capitalistes dominantes, nationales ou internationales, qui les exploitent, les appauvrissent et les oppriment économiquement et moralement.

Dans tous les pays capitalistes, la résistance de la classe ouvrière aux attaques de la bourgeoisie et sa lutte pour défendre le niveau de vie et les droits démocratiques se sont intensifiées. Les grèves et les manifestations non seulement deviennent plus fréquentes, mais la participation des ouvriers y atteint des chiffres qui n'ont pas de précédent. Les ouvriers grévistes aux Etats-Unis, en Angleterre, en RF d'Allemagne, en Italie, en France, en Espagne et ailleurs se comptent par millions. Ces grèves et manifestations revêtent toujours plus un caractère militant. En témoigne entre autres le fait que dans maints pays d'Europe et d'Amérique les appareils de la violence bourgeoise ont été contraints de faire usage de leurs armes et d'entrer en collision avec les ouvriers, sans parler ici des autres mesures de limitation et de répression qui y sont prises. Les cas où les ouvriers, désobéissant aux syndicats bourgeois,

descendent dans la rue contrairement aux vœux et à la volonté des bonzes syndicalistes, tendent à se multiplier.

Dans la période actuelle la lutte des travailleurs est dirigée surtout contre les conséquences de la crise économique, dont la bourgeoisie cherche à rejeter le fardeau sur le dos de la classe ouvrière. Les masses travailleuses, elles, se sont dressées contre cette nouvelle injustice et cette nouvelle forme de spoliation, et cherchent à se décharger de ce fardeau sur les patrons. Elles luttent pour garder leurs postes de travail et maintenir le niveau de leur salaire réel, elles luttent contre l'inflation et le renchérissement de la vie. et pour l'augmentation des fonds destinés aux services sanitaires, à l'éducation, à l'assistance sociale, etc.

Dans cet affrontement quotidien entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, se découvrent et se démasquent la démagogie sociale et politique du capitalisme, l'opportunisme et l'action de sabotage de la social-démocratie. du révisionnisme et des syndicats qu'ils dirigent. Ce dépit et cette révolte qui frappent, sous des formes et à des degrés divers, la bourgeoisie capitaliste et révisionniste, constituent une attaque directe et cuisante contre les forces obscures de la guerre, qui cherchent à détruire l'humanité.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes la classe ouvrière est aujourd'hui liée par les nombreuses chaînes que lui ont mises l'Etat bourgeois et les divers partis. Mais cet état de choses ne peut durer indéfiniment. L'exacerbation des contradictions entre le travail et le capital, et en général l'oppression capitaliste et impérialiste, accélèrent l'élévation du niveau de conscience politique et de classe du prolétariat, et le persuadent que seules la lutte de classe, la révolution peuvent le sauver de l'oppression et de l'exploitation.

Parallèlement à la croissance et à l'extension de la lutte de la classe ouvrière, on observe à l'heure actuelle un éveil général des peuples opprimés, un raffermissement de leurs

sentiments nationaux et un ardent désir de liberté, d'indépendance et de souveraineté. Les mouvements de libération des peuples ont grandi en ampleur et en qualité, leur caractère anti-impérialiste, anti-social-impérialiste et anti-néo-colonialiste s'est encore accentué.

La lutte du peuple iranien, qui s'est dressé dans la révolution, qui a balayé de son balai de fer le chah et son régime moyenâgeux, et chassé ses patrons américains, a infligé un rude coup à l'impérialisme. Les Etats-Unis ont subi en Iran une grave défaite politique à laquelle ils ne sont en mesure de remédier ni par la voie diplomatique ni par les chantages économiques, pas plus que par les interventions militaires, comme celle qui échoua piteusement à Tabas. En Iran, l'impérialisme américain a perdu l'une de ses plus importantes sources de pétrole, des profits colossaux, il a perdu la confiance que lui faisaient, comme à un protecteur invulnérable, ses «alliés» arabes du golfe Persique. Le compromis égypto-israélien de Camp David a été ébranlé des désaccords ouverts et larvés se sont manifestés entre les partenaires de l'OTAN.

La lutte des peuples arabes contre leurs envahisseurs israéliens et leurs patrons américains a gagné en ampleur et en intensité. Au centre de cette lutte, le peuple héroïque palestinien livre, dans des conditions extrêmement dures et depuis des décennies, une bataille titanesque pour recouvrer sa patrie qui lui est niée, pour assurer ses droits afin de vivre libre et indépendant sur son propre sol. Le peuple d'Afghanistan se bat avec vaillance et courage contre les social-impérialistes soviétiques et leurs instruments locaux pour recouvrer son indépendance nationale.

Les peuples d'Amérique latine s'empoignent dans une mêlée sanglante avec les dictatures fascistes qui se maintiennent au pouvoir avec l'aide directe de l'impérialisme américain. Le mouvement révolutionnaire et libérateur y grandit et s'y approfondit, et dans bien des cas il par-

vient à défaire l'ennemi et à remporter la victoire. On en a le plus récent témoignage dans le triomphe de la révolution au Nicaragua, qui a renversé l'un des régimes les plus réactionnaires du continent, celui de Somoza, dans l'éclatement de la révolution au Salvador, etc. Dans l'arrière-cour» des Etats-Unis soufflent maintenant de violents ouragans, qui ne peuvent être arrêtés ni par les armes ni par les dollars.

Le continent africain non plus n'est pas calme. Grâce à une lutte longue et opiniâtre, la quasi-totalité des pays africains ont conquis tour à tour leur indépendance nationale. La population noire du Zimbabwe a réussi, par sa lutte armée, à conquérir ses droits, que lui niait une minorité réactionnaire d'anciens colonisateurs. Mais la Namibie et le peuple d'Afrique du Sud, qui continue de vivre dans la ségrégation et ne jouit d'aucun droit, ne sont toujours pas libérés. Les peuples d'Afrique n'ont pas pactisé et ils ne voudront jamais pactiser avec le racisme. Son existence les outrage et les indigne tous.

Les luttes de libération nationale, le sang versé par les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, reflètent leur haine et leur révolte contre l'exploitation capitaliste et le joug impérialiste. Ces luttes confirment les thèses de Lénine sur l'impérialisme, en tant que capitalisme en putréfaction, veille des révolutions prolétariennes. Elles montrent que l'impérialisme va vers l'abîme, qu'il n'est plus en mesure de freiner l'élan révolutionnaire des peuples qui ont le courage de se dresser contre lui et qui ne craignent ni les pressions, ni les chantages, ni les interventions impérialistes, même armées.

L'aggravation de la situation internationale et le danger de guerre deviennent encore plus aigus du fait de la grave crise économique, politique et idéologique qui s'est emparée aujourd'hui du monde capitaliste et révisionniste. La crise économique actuelle est l'expression la plus claire et

la plus concrète de l'exacerbation de la crise générale du capitalisme. Alors que celle des années '30 avait surtout frappé les Etats-Unis et les grands pays développés, la crise actuelle a entraîné dans son tourbillon tous les pays capitalistes sans exception, qu'ils soient ou non développés. Son ampleur et sa profondeur sont dues à un certain nombre de nouveaux facteurs du développement du système capitaliste après la Seconde Guerre mondiale, comme la concentration et l'internationalisation toujours plus poussées du capital, la domination quasi exclusive du dollar dans le système financier mondial, l'extension de l'activité des sociétés multinationales et leur part toujours grandissante dans la production mondiale, l'augmentation démesurée des dépenses improductives, surtout pour les armements.

Sur l'apparition et le développement de la crise actuelle ont influé, et même dans une mesure considérable et déterminante, une série de facteurs, comme les luttes de classe et de libération, l'affaiblissement général des positions de l'impérialisme consécutif à la destruction du système colonial et à la naissance de dizaines de nouveaux Etats qui luttent, à des degrés divers, pour accéder à leur complète indépendance politique et économique.

De même que les crises précédentes, la crise actuelle est une crise de surproduction, elle est un produit et un phénomène inévitable du système capitaliste. A la différence des autres, elle se prolonge et l'on ne note aucun signe qui en annonce la fin.

L'économie capitaliste continue de stagner, dans certains pays on observe des phénomènes de récession ou une croissance négligeable. Le rétrécissement des marchés a eu pour effet la baisse des exportations à l'échelle mondiale. Les capacités productives dans les grands pays industrialisés sont toujours moins exploitées. Le chômage, dans ces pays, affecte 25 millions de personnes. L'inflation est en hausse constante.

Comme toute autre crise, mais dans une mesure accrue, la crise actuelle a montré que le système bourgeois, indépendamment des formes extérieures qu'il peut revêtir au cours de son évolution, est incapable de garantir une croissance harmonieuse de l'économie, d'assurer le travail et le pain à tous les travailleurs, de conjurer les catastrophes économiques et la destruction des forces productives et des richesses nationales créées avec la sueur et le sang des travailleurs.

La crise actuelle est la crise et l'échec du capitalisme monopoliste d'Etat. Le mécanisme régulateur de l'économie par l'Etat monopoliste a non seulement montré son incapacité de conjurer les crises, mais s'est même ajouté aux autres facteurs qui accroissent les difficultés économiques. Il a été ainsi démontré que les interventions de l'Etat monopoliste et la programmation capitaliste ne sont pas à même de supprimer la concurrence, de garantir le plein emploi et de surmonter les obstacles à la reproduction sociale élargie.

La crise actuelle a porté un coup rude au modèle de la société capitaliste de «consommation». Avec elle, ont également fait faillite les théories économiques du capitalisme actuel, propagées et appliquées dans tous les grands pays capitalistes et dont se sont inspirés aussi un certain nombre de pays révisionnistes pour leurs réformes économiques.

Or, la crise actuelle a montré clairement non seulement la putréfaction de la forme classique du système capitaliste, mais aussi de la forme de capitalisme instaurée en Union soviétique, qui n'est au fond que le capitalisme monopoliste d'Etat avec ses superstructures. Cette forme capitaliste d'oppression et d'exploitation des travailleurs n'a pas pu davantage éviter les secousses dans l'économie, le dérèglement des forces productives, la récession, la baisse du niveau de vie des masses travailleuses, la propagation des plaies créées par la société bourgeoise.

Pour caractériser dans ses grandes lignes l'économie capitaliste et révisionniste actuelle à l'échelle mondiale, nous dirons qu'elle est en proie à un marasme qui entraîne la dégradation toujours plus marquée des rapports sociaux à l'intérieur et des relations d'Etat à Etat. Elle a pour trait saillant une attaque générale toujours plus intense contre le niveau de vie des travailleurs et leurs droits. Dans tous les pays ou presque, les fonds affectés à la Santé publique, à l'instruction, aux allocations familiales, aux pensions de retraite, etc., ont été sévèrement réduits.

Parallèlement à l'aggravation de la situation économique des travailleurs, dans la plupart des pays capitalistes on entend réclamer toujours plus un gouvernement «fort» afin d'imposer à la population des mesures anti-ouvrières et de contenir l'essor de la lutte de classe qui ne cesse de monter. Dans certains pays ont lieu des putschs militaires, il y sévit le terrorisme et l'anarchisme, organisés par les gouvernements bourgeois capitalistes au pouvoir, une contrebande colossale, des vols organisés à l'échelle nationale et internationale, une poussée effrayante et irrésistible de la corruption politique, morale et physique. Le fascisme frappe à la porte de nombre de pays.

La crise présente a montré qu'à tous les niveaux et sous tous les aspects, l'analyse du capital par Marx et les conclusions de Lénine sur l'impérialisme non seulement demeurent justes, mais constituent aussi une base scientifique essentielle pour comprendre les actuels processus sociaux du monde capitaliste et les tendances de leur développement.

La crise économique et le cours agressif des superpuissances ont aggravé toutes les contradictions entre les puissances impérialistes et porté un coup rude à leurs blocs et alliances. Les rapports économiques, politiques et militaires dans les divers groupements impérialistes et révisionnistes sont ébranlés. Les membres des groupements de l'Ouest et

de l'Est tâchent, chacun pour sa part, de mettre à profit les failles créées et de trouver des prétextes pour se dérober aux engagements, traités et accords existant entre eux. De nouveaux conflits et rivalités se sont fait jour s'ajoutant aux anciens. Et cela est surtout manifeste dans le bloc occidental.

La politique américaine du gros bâton à l'encontre des peuples s'accompagne aussi d'un sévère tour de vis à l'égard des partenaires et des clients des Etats-Unis. L'impérialisme américain demande à l'Europe, au Japon et à la Chine non seulement de collaborer avec lui dans tous les domaines, mais encore de se soumettre complètement à lui. Il cherche à obliger ses alliés de l'OTAN à accroître leurs budgets militaires, à accepter l'installation sur leurs territoires des nouvelles fusées américaines «Pershing» et «Cruise», il veut les empêcher d'avoir une politique distincte, de flirter ave: l'Union soviétique ou avec les Arabes. Mais la situation actuelle dans le monde et la position des Etats-Unis eux-mêmes ne sont plus celles du temps de Truman et du plan Marshall.

Aujourd'hui la supériorité de la puissance politique et économique des Etats-Unis sur celle de l'Europe occidentale tend à diminuer. Le Marché commun et le Japon les menacent de leur puissante concurrence. Si, en 1950, la production industrielle des USA représentait les deux tiers de la production industrielle mondiale, elle n'en constitue plus aujourd'hui que le tiers. A l'époque, les Etats-Unis disposaient de la moitié des réserves monétaires mondiales, alors qu'ils n'en détiennent plus aujourd'hui que 7 pour cent. Le leadership de l'impérialisme américain s'est beaucoup affaibli et il est toujours plus difficilement accepté.

Les pays européens membres de l'OTAN ont maintenant organisé et renforcé leur potentiel économique au dedans et au dehors, ils ont consolidé leur arsenal de guerre

et ont mis sur pied leur organisme réactionnaire, le Marché commun. Celui-ci a tendance à s'opposer autant que possible au diktat américain, à freiner l'expansion américaine sur les marchés des pays qui en sont membres, à concurrencer le marché américain et à étendre ses propres marchés. Chacun des grands pays d'Europe occidentale s'emploie à reconstituer et à raffermir sur une grande échelle ses propres zones d'influence.

La stratégie des monopoles européens vise à faire de l'Europe une superpuissance d'abord économique, puis politique et plus tard militaire. Et c'est précisément en ces domaines que l'Europe s'empoignera avec les superpuissances et les autres puissances impérialistes.

Aux yeux des. Etats-Unis, la Chine, et avec elle le Japon, sont des pions très utiles sur l'échiquier de la situation actuelle. Certes, la Chine est un partenaire plus faible que l'«Europe unie», mais, plus que celle-ci, elle a besoin de l'Amérique, car elle est à couteaux tirés avec l'Union soviétique. C'est pour cela que l'impérialisme américain a décidé de lui fournir d'abondants armements, y compris des armes offensives. Dans le même temps, il fait pression sur le Japon pour que celui-ci accroisse son budget militaire, son armée et ses armements.

Désormais, en Extrême-Orient, a pris corps, entre les Etats-Unis, le Japon et la Chine, une nouvelle alliance impérialiste qui constitue un nouveau danger de guerres locales ou de conflagration générale. A part l'impérialisme américain, qui a toujours considéré les grands espaces du Pacifique comme des zones soumises sans discussion à son influence, on voit maintenant le Japon, superpuissance économique animée de nouvelles visées impériales, avancer à son tour des prétentions hégémonistes. Ce sont des desseins similaires que nourrit dans cette zone la Chine, qui rêve d'instaurer sa domination exclusive en Asie et en Océanie. Et les Etats-Unis, de leur côté, s'efforcent de diri-

ger les tendances expansionnistes de la Chine et du Japon vers l'Union soviétique.

Afin de contrebalancer le front américano-sino-nippon en Asie et de lui faire échec, l'Union soviétique cherche à pénétrer en Afrique, au Moyen-Orient, au Pakistan, en Indochine et, si possible, en Inde, alors qu'en Europe elle s'efforce de maintenir la «détente» avec les pays du Marché commun et suit une politique de rupture des fronts. En d'autres termes, elle met tout en œuvre pour battre en brèche l'encerclement dont elle est l'objet, diviser le bloc militaire qui se prépare et se déploie sur ses deux flancs, en Europe et en Asie, et s'assurer des positions stratégiques dominantes dans l'éventualité d'une guerre. Mais l'Europe non plus, sérieusement menacée par l'Union soviétique, ne veut pas se trouver en danger. Elle préfère pousser les autres, surtout le front sino-japonais, à se mesurer à l'Union soviétique et à tirer pour elle les marrons du feu.

Au surplus, elle a ses problèmes intérieurs, qui souvent la paralysent. L'«Europe unie» n'est pas unie en soi. Le parlement de Strasbourg ne trouve aucune solution aux nombreux problèmes de l'«Europe unie» ni aux contradictions qui rongent le Marché commun. Les querelles, les rivalités, les oppositions d'intérêts des Etats entre eux s'accroissent à un point tel qu'elles mettent en péril l'existence même de ce Marché.

Les contradictions et les désaccords se sont beaucoup exacerbés aussi dans la prétendue communauté socialiste. Dans les situations difficiles qu'elle connaît, l'Union soviétique n'est pas en mesure de satisfaire les demandes de ses alliés pour un développement normal de leur économie. Réduits depuis des années au rôle d'appendices de l'économie soviétique, ces pays sont obligés de suivre ses fluctuations, ses caprices.

Des frictions et des dissensions s'y manifestent aussi en raison de la tendance des pays satellites à se rapprocher

de l'Occident et à collaborer avec lui. L'Union soviétique s'efforce d'enrayer ce rapprochement et de maintenir les pays d'Europe orientale enchaînés à elle. Elle tâche pour cela de consolider par tous les moyens le Pacte de Varsovie, le Comecon et les autres organismes d'intégration économique et politique, de renforcer ses garnisons militaires cantonnées dans ces pays, etc. Quand elle n'y parvient pas par la douceur, elle recourt aux chars, comme elle l'a fait en 1968 en Tchécoslovaquie.

Les récents événements de Pologne, qui ont conduit ce pays au bord de la catastrophe économique et y ont suscité de grandes secousses sociales et politiques, attestent au mieux la gravité de la situation dans la «communauté socialiste» et les profondes contradictions qui la rongent. Tout cela est une conséquence de la ligne suivie par le parti révisionniste polonais pour la restauration du capitalisme, de la soumission totale du pays à l'Union soviétique, de l'ouverture des portes aux capitaux occidentaux, de l'endettement de la Pologne, qui atteint le chiffre énorme de 27 milliards de dollars. C'est là qu'ont aussi leur origine les révoltes de la classe ouvrière et des travailleurs polonais.

La révolte des ouvriers en Pologne a confirmé deux questions capitales et d'importance de principe. Elle a montré que la force de la classe ouvrière est en mesure d'abattre un pouvoir réactionnaire, qu'il soit révisionniste ou capitaliste.

Elle a témoigné d'autre part que le facteur subjectif, la force politique qui dirige la classe ouvrière joue un rôle décisif. Dans le cas de «Solidarité», la classe ouvrière est manipulée et dirigée par l'Eglise catholique et la réaction polonaise et mondiale, qui luttent pour instaurer, à travers une voie pleine de dangers et de tragiques imprévus, un autre régime révisionniste capitaliste. Si, par contre, le facteur subjectif consistait dans un authentique parti com-

muniste marxiste-léniniste, la classe ouvrière polonaise accomplirait une révolution prolétarienne et instaurerait la dictature du prolétariat.

La voie à suivre par la classe ouvrière et le peuple de Pologne, ainsi que par tous les autres pays révisionnistes, pour échapper à l'exploitation capitaliste et à l'oppression étrangère, n'est ni la conciliation avec le régime révisionniste au pouvoir et l'assujettissement au social-impérialisme soviétique, ni l'union avec le capital et la réaction occidentale. L'unique voie capable d'assurer et le développement de l'économie, et la liberté et l'indépendance du pays, et le rétablissement du socialisme est celle de la lutte ouverte et résolue des masses populaires, sous la conduite de la classe ouvrière, avec à sa tête un véritable parti marxiste-léniniste.

L'aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes ainsi qu'entre elles et leurs partenaires dans les blocs militaires et économiques, conduit toujours plus à de nouveaux conflits et tensions, à des guerres de caractère local et général pour un nouveau partage des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence. C'est là une loi du développement du capitalisme.

Mais les contradictions et les conflits interimpérialistes suscitent aussi l'affaiblissement du système impérialiste dans son ensemble et à certains de ses maillons en particulier. Les forces révolutionnaires conscientes doivent savoir mettre à profit les situations créées par ces contradictions afin de mobiliser les masses, d'assurer leur prise de conscience et de les dresser dans la lutte et la révolution.

A l'heure actuelle, le système néo-colonialiste mis sur pied par l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale connaît lui aussi une grave crise. Pour maintenir leur domination politique et économique sur les anciens pays colonisés, s'assurer l'exploitation maximum de leurs richesses et freiner la croissance des mouvements pour la liberté et la libération des peuples, les impérialistes ont imaginé

et mis en œuvre de nouvelles formes d'oppression et d'asservissement, toujours plus trompeuses et sophistiquées.

A travers le système de crédits, de prêts, d'aides et de fonds divers, ils ont fait de ces pays des débiteurs permanents à la merci de leurs créanciers, qui leur demandent, pour les sommes prêtées, non seulement leurs titres de propriété, mais même leur âme. Parallèlement au système de crédits et d'aides, on a vu croître les multinationales, qui sont devenues non seulement des concessionnaires monopoleuses de l'exploitation des mines, des gisements de pétrole, de l'énergie électrique, du commerce de gros, des communications, etc., mais aussi des centres politiques auxquels sont liés les divers groupes au pouvoir dans ces pays. Les grandes banques, aux noms ronflants, comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Fonds européen de développement, sont devenues des états-majors du néo-colonialisme international pour la domination et l'exploitation des pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance. Ce sont ces centres financiers et politiques qui, de concert avec les multinationales, organisent et fomentent les coups d'Etat, qui renversent des gouvernements et leur en substituent d'autres, provoquent des guerres locales chaque fois que les intérêts du grand capital le demandent. Ces conflits sont devenus un gros business pour la vente d'armes et un vivant polygone d'essais.

Mais parallèlement à cette exploitation sauvage et multiforme, les anciens pays colonisés ont connu, dans leurs structures économiques et sociales, des changements résultant des investissements qui y ont été faits, de l'introduction de nouvelles techniques et technologies, de l'extension des communications, etc., à quoi les impérialistes ont eu recours pour piller plus à fond et plus vite les richesses du sol et du sous-sol de ces pays. Cela a conduit aussi, dans chacun de ces pays, à la formation de nouvelles couches sociales, comme la bourgeoisie nationale, les différentes

catégories ouvrières et une nouvelle intelligentsia nécessaire dans les secteurs économique, politique et administratif.

Le progrès a ouvert les yeux à bien des gens de ces couches, surtout de la nouvelle intelligentsia, qui ne s'accommodent plus des formes et des méthodes mises en oeuvre pour opprimer et exploiter leur peuple.

Le niveau de conscience nationale et révolutionnaire s'est élevé partout. C'est ce qui ressort clairement aussi de l'extension du mouvement des divers pays et forces qui luttent pour l'établissement de leur souveraineté nationale sur leurs propres richesses, pour la réévaluation de leurs matières premières et sources d'énergie, pour l'égalité dans les échanges et l'avantage réciproque dans le commerce international, pour la modification du système monétaire international établi par l'impérialisme, pour la limitation et la suppression du pouvoir économique monopoliste des sociétés multinationales, etc. Ce mouvement a aggravé la crise économique actuelle et en particulier la crise de l'énergie et des matières premières, qui s'est abattue sur le monde capitaliste et révisionniste.

C'est avec le pétrole pillé aux autres peuples et avec les matières premières achetées à bas prix, que les grandes puissances capitalistes ont mis sur pied leurs empires industriels. La consommation parasitaire et incontrôlée des sources d'énergie et des matières premières du monde entier a créé aujourd'hui une situation critique dans ce secteur fondamental du développement de l'économie de chaque pays.

Certes, il y a des sources d'énergie et des matières premières, mais on ne les trouve plus à bas prix. Les grandes puissances impérialistes et capitalistes ne sont plus actuellement en mesure de garder la haute main sur les sources de matières premières et d'imposer leurs prix. Leurs pressions pour le maintien du bas prix du pétrole et

des matières premières se heurtent à la résistance des pays producteurs, qui se sont éveillés et défendent leurs propres intérêts, qui demandent à se développer, à investir dans l'industrie, l'agriculture et d'autres secteurs de leur économie nationale.

La résistance et la lutte des peuples dominés par le néo-colonialisme pour défendre leurs droits, leurs richesses et leur souveraineté nationale, sont un processus irrésistible, qui croîtra et se développera encore dans l'avenir.

L'impérialisme, avec son système d'oppression et d'exploitation néo-colonialistes, ressent profondément ce danger, aussi fait-il l'impossible, ici par la démagogie et la mystification, là par la force, pour réprimer ce mouvement, pour en émousser le mordant progressiste et révolutionnaire, pour le faire dévier et l'engager dans une impasse. D'autre part, afin de mystifier les peuples des pays opprimés et dépendants et de maintenir à tout prix en vie ce système pourri, ses défenseurs cherchent à donner l'impression à l'opinion publique internationale que ces pays sont entièrement libres et souverains, qu'ils ont le droit de dire leur mot «en toute indépendance» dans les divers organismes internationaux, et même d'être en désaccord avec les superpuissances et de les contredire.

L'impérialisme a stimulé et encouragé la création de divers mouvements et théories visant à donner cette impression. Tel est entre autres le mouvement des «non alignés». Sa vocation fondamentale était de prôner la non-participation à des blocs politiques et militaires et de défendre les intérêts des pays économiquement sous-développés contre la politique dès superpuissances. Or, maintenant que la rivalité entre les superpuissances s'est accentuée, que la crise a réduit leur champ de manœuvre, il apparaît clairement qu'un bon nombre de pays «non alignés» se rallient à l'une ou à l'autre des superpuissances. Avec la division de ce mouvement et l'apparition de nombreux

conflits entre les divers pays dits non alignés, on a vu s'effondrer aussi les théories démagogiques échafaudées à grand-peine par les divers leaders qui ont prétendu devenir les dirigeants et idéologues de ce mouvement, surtout les yougoslaves. Actuellement, ce n'est plus qu'un mouvement aux contours mal définis, *fluide** et flottant, qui se ranime ou s'éteint au gré des conjonctures et selon les intérêts des superpuissances.

Il fut un moment où apparut la théorie chinoise des «trois mondes», qui prit en fait la défense du néo-colonialisme et, en particulier, de la domination américaine dans le monde. Mais elle a fondu comme neige au soleil. Elle a eu tôt fait de brûler ses cartouches. Notre Parti a démasqué et fustigé cette théorie réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Ces dernières années, un grand tapage est mené autour de ce qu'on appelle un «nouvel ordre économique international», censé devoir résoudre la multitude des problèmes qui préoccupent aujourd'hui les pays économiquement sous-développés, comme les problèmes de l'industrialisation, de l'alimentation et de la transformation des structures de la production. Diverses théories ont été échafaudées à propos de ce «nouvel ordre», des schémas et de longs projets ont été présentés, suivis même d'actions concrètes, comme le prétendu dialogue Nord-Sud, la Conférence des soixante dix-sept et les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies.

Mais les années passent et rien de substantiel n'est réalisé, car les impérialistes et les néo-colonialistes ne renoncent pas à leurs privilèges et à leurs positions dominantes. Il ne reste que les résolutions stériles des diverses réunions internationales et les décisions d'en tenir de nouvelles.

---

* En français dans le texte.

Que les rapports économiques internationaux doivent changer, cela est indispensable. C'est là le vœu et l'exigence des peuples qui combattent pour secouer les chaînes du néo-colonialisme. Mais quelle est la voie à suivre pour y parvenir? Les révisionnistes et autres opportunistes prétendent qu'on peut y arriver par la propagande, à travers l'éducation des capitalistes, grâce à des négociations. Chercher à faire croire que l'on peut réaliser un nouvel ordre économique international avec des sermons, ce n'est pas seulement perdre le sens des réalités, c'est aussi une mystification néfaste. La juste voie à suivre est la lutte des peuples pour défendre leurs droits jusqu'au bout, leur ferme opposition au pillage néo-colonialiste, la prise en charge et la gestion souveraine de leurs richesses nationales par eux-mêmes. Ce n'est qu'ainsi que les pays sous-développés peuvent imposer aux grandes puissances impérialistes et capitalistes leurs justes exigences d'égalité dans les échanges économiques, de coopération fondée sur l'avantage réciproque, etc.

Les grandes et moins grandes puissances impérialistes croient avoir en main les destinées des peuples et de l'humanité, elles agissent dans cet esprit et échafaudent à ce sujet des théories, à partir de quoi elles cherchent à assujettir les peuples. Ces puissances agressives sous-estiment la force des peuples. Elles ont les yeux voilés et se refusent à voir que chaque pas des peuples en avant pour s'opposer à l'oppression et au double asservissement, du dehors et du dedans, est une brèche qui s'élargira toujours plus dans le mur de la prison capitaliste et impérialiste.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique s'évertuent à apparaître comme deux superpuissances invincibles. Certes, ils possèdent un grand potentiel militaire et économique, ils exercent leur influence et s'ingèrent dans les affaires intérieures des autres peuples et Etats, mais la possession d'armes, de dollars ou de roubles, ne

confère pas à une puissance l'invincibilité. Il faut considérer les superpuissances impérialistes telles qu'elles sont en réalité, sans les sous-estimer, ni non plus les surestimer. Elles sont puissantes et féroces, mais elles sont aussi en putréfaction, vermoulues, dégénérées, et leurs fondements sont ébranlés.

Le capital mondial fait de gros efforts pour échapper à la crise, aux luttes de libération des peuples, à la révolution, ce terrible étau qui l'a pris à la gorge et qui l'étrangle. Mais il n'y a pas pour lui de salut possible, car c'est le système capitaliste lui-même qui engendre ses propres crises politiques, économiques et idéologiques, qui les alimente et les approfondit à l'extrême. Pour sortir du chaos que crée le capitalisme, pour échapper une fois pour toutes à l'oppression et à l'exploitation capitalistes, pour secouer le joug étranger néocolonialiste et la domination de la réaction, il n'y a pas d'autre voie que la révolution, le renversement de l'impérialisme et du capitalisme.

La lutte des peuples et du prolétariat contre leurs ennemis ira de l'avant. C'est un processus historique objectif qu'aucune force au monde ne peut arrêter.

Du fait des situations complexes et difficiles qui se sont créées et se créent dans le monde, notre Parti et notre Etat socialiste ont pour tâche de maintenir toujours éveillée leur vigilance révolutionnaire et de prendre des mesures pour le renforcement général de notre économie et de notre défense, de l'unité du peuple et de la conscience politique des gens. Ces situations exigent également que notre politique extérieure soit active, qu'elle serve toujours mieux la défense des intérêts de la patrie et des conquêtes du socialisme, le progrès de la cause de la révolution, de la libération des peuples et de la paix dans le monde, qu'elle soutienne tous les processus qui contribuent à l'émancipation et au progrès de la société humaine actuelle.

Notre politique extérieure, en tant que politique d'un Etat socialiste, d'une société véritablement libre et sans classes exploiteuses est une politique révolutionnaire et internationaliste. Elle est affranchie du moindre signe d'étroit nationalisme bourgeois, de chauvinisme, d'exclusivisme national ou de dédain des autres peuples. Le peuple albanais éprouve du respect pour tous les peuples et il veut leur bien à tous.

La République Populaire Socialiste d'Albanie s'en tient solidement au principe selon lequel tout peuple a le droit de choisir lui-même sa voie de développement, de décider lui-même souverainement de son destin.

L'Albanie socialiste, en tant que pays entièrement libre, dit ouvertement ce qu'elle pense, sans hésitation et avec la plus grande franchise. Elle applique une politique étrangère souveraine, en ce qu'elle n'est pas conditionnée par des pactes politiques, des traités militaires ou des organisations économiques fermées. Elle ne fonde pas son développement économique et politique, sa défense et son avenir, sur les crédits, les emprunts et les aides des autres Etats, mais sur ses propres forces.

De ce fait, la voix de l'Albanie a été et demeure une voix libre, réaliste et objective dans un monde où la dépendance économique et l'assujettissement de nombreux Etats envers les grandes puissances impérialistes entravent et déforment toute pensée et toute action indépendantes.

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le VIIe Congrès du Parti, notre Etat, se fondant sur les principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage réciproque, a étendu ses relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec un nombre toujours croissant d'Etats et constamment intensifié ses échanges avec eux dans divers domaines. Aujourd'hui la République Populaire Socialiste d'Albanie entretient des relations diplo-

matiques avec 95 Etats, en regard de 74, lors du VIIe Congrès du Parti.

La politique de notre Parti et de notre Etat socialiste a été et sera toujours en faveur du renforcement continu des relations sincères, d'amitié et de collaboration avec tous les peuples attachés à la liberté et à la paix, avec tous ceux qui luttent contre la politique agressive et hégémoniste des impérialistes. Elle est pour le développement d'une collaboration sincère avec tous les pays qui observent à son égard une attitude bienveillante et correcte.

Notre Parti et notre pays sont contre toutes les pratiques impérialistes et néo-colonialistes d'inégalité, de discrimination et de diktat de grand Etat dans les relations internationales. Nous sommes pour que les relations entre Etats, grands ou petits, soient affranchies de toute pression et de tout diktat économique, politique et militaire et qu'elles servent leur développement économique, culturel et social, le renforcement de l'amitié entre les peuples et les Etats souverains, ainsi que la sauvegarde et la consolidation de la paix dans le monde.

Notre Etat socialiste a été et est toujours en faveur d'un développement normal et libre du commerce international sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque. Notre pays est pour des échanges commerciaux équilibrés, sans discriminations ni mesures restrictives, aussi s'est-il prononcé contre les rapports inégaux dans les échanges commerciaux, contre la manipulation des prix et en général contre les machinations et les tentatives de quiconque vise à exploiter les relations commerciales comme un moyen de pression pour dicter sa volonté et ses conceptions politiques à un autre Etat.

Nous ne confondons pas les échanges commerciaux avec l'acceptation d'aides et de crédits. Ce sont là deux choses bien distinctes, qui n'ont pas de liens entre elles.

Le commerce extérieur, tel que nous le concevons et

le pratiquons, laisse à l'Etat albanais toute liberté d'action et de décision, il le laisse libre de dire son mot, comme il le pense, de construire le pays par ses propres forces, comme il le souhaite.

Notre pays a conclu une série d'accords culturels avec de nombreux pays et il entretient des échanges réguliers dans le domaine de l'art, de la culture, de la science, du sport, etc. Ces échanges ont contribué à la connaissance réciproque, par nos peuples, de leurs réalisations et de leurs progrès. Notre peuple apprécie et met à profit tout ce que les autres peuples ont de bon et de progressiste. L'expérience et la culture progressistes sont le trésor de l'humanité entière. Dans le même temps, nous nous efforçons de faire connaître aussi aux autres peuples les valeurs de notre culture, qui est tout aussi progressiste qu'elle est ancienne.

C'est la politique intérieure et extérieure de principes et indépendante de notre Parti et de notre Etat socialiste, c'est leur juste attitude dans les questions internationales, c'est leur lutte aux côtés des peuples et contre l'impérialisme qui ont renforcé la position internationale de l'Albanie, et qui ont accru son prestige.

La parole de l'Albanie est écoutée et son action est jugée avec respect par les peuples et les travailleurs des divers pays, car elles concordent avec leurs intérêts et leurs aspirations. Aussi les peuples et l'opinion progressiste mondiale apprécient et approuvent cette politique, des pays et des Etats à systèmes sociaux différents la suivent avec intérêt et sympathie, alors qu'elle est l'objet des attaques de la réaction et des révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves, etc.

Notre Parti et notre Gouvernement, et cela est naturel et compréhensible, ont attaché un soin particulier à nos rapports avec les pays voisins et, dans un cadre plus large, avec les pays européens. Nos attitudes à leur égard sont connues et elles ne changent pas. La politique extérieure de

l'Albanie en tout temps et en toute situation a visé à contribuer dans la mesure du possible au renforcement de la paix et de la sécurité internationale sur notre continent, au raffermissement de la collaboration entre les peuples qui en font partie. Nous avons déclaré et nous déclarons encore que la participation de la majorité des pays d'Europe aux blocs politiques et militaires des superpuissances constitue le malheur du continent. C'est là qu'ont leur origine les divisions et les scissions en Europe, les tensions et les fréquents affrontements entre divers pays de ce continent.

La politique qui tend à persuader les peuples européens qu'en se mettant sous les parapluies atomiques des superpuissances, ils verront leur liberté, leur indépendance nationale et la paix générale garanties, est une politique très néfaste et une mystification. Cette politique n'assure pas ces objectifs, au contraire elle les sacrifie. Le fait est qu'au nom d'une sécurité future a été sacrifiée la sécurité présente, la souveraineté a été tronquée, la liberté d'action et l'indépendance dans les prises de position d'un bon nombre d'Etats de l'Est et de l'Ouest dans l'arène internationale ont été restreintes.

Comme gage d'indépendance, de souveraineté et de paix, les pays européens se voient offrir la Déclaration d'Helsinki. Nous avons exprimé ouvertement notre attitude à l'égard de la Conférence d'Helsinki et de cette prétendue sécurité européenne. L'Albanie socialiste n'a pas participé à cette conférence et elle l'a dénoncée comme une farce montée par les deux superpuissances afin d'assurer et de renforcer leurs zones d'influence respectives en Europe, de légitimer et de perpétuer leur domination sur ce continent. Les événements qui se sont produits en Europe et autour d'elle, depuis la Conférence d'Helsinki jusqu'à ce jour, ont pleinement confirmé et justifié l'attitude de l'Albanie. Le temps a montré que le prétendu «esprit d'Helsinki», la «coopération pacifique», la «libre circulation des hommes et des

idées», etc., ne sont rien d'autre que des paroles creuses pour mystifier les peuples européens, pour alimenter chez eux l'illusion que le danger de guerre est éloigné, que leur salut réside dans le maintien du statu quo impérialiste en Europe.

Notre point de vue est que seule l'opposition résolue à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, la liquidation des blocs militaires et l'éloignement d'Europe des armes atomiques et des troupes étrangères peuvent assurer la paix sur ce continent.

Les problèmes des Balkans sont les mêmes que ceux qui préoccupent l'Europe en général, mais ici, en raison de la position stratégique de cette péninsule et des anciennes querelles, les conflits sont plus aigus et les dangers plus graves.

La situation devient encore plus compliquée du fait que les superpuissances, partant de leurs intérêts hégémonistes et de leur dessein de faire des Balkans une «poudrière permanente», s'efforcent de susciter les passions et les sentiments chauvins, d'opposer les peuples et les pays de la péninsule les uns aux autres, d'empêcher le développement normal et dans un sens positif de leurs relations réciproques, de saper le raffermissement de l'amitié entre les peuples voisins.

Les dangers dans les Balkans sont accrus notamment du fait de la participation de certains pays aux blocs militaires et économiques des superpuissances, de l'existence de bases militaires étrangères, de l'autorisation donnée aux flottes américaine et soviétique d'entrer et de mouiller dans leurs ports et eaux territoriales, etc.

De pareils développements créent des tensions et sont lourds de dangers pour les peuples balkaniques. Ces développements, dans tous les domaines et sous tous les aspects, vont à l'encontre des efforts et des vœux sincères des peuples des Balkans pour l'établissement de la confiance,

de l'entente et d'une collaboration authentique entre les pays de notre péninsule.

La République Populaire Socialiste d'Albanie estime qu'actuellement on ne peut mieux servir les véritables aspirations des peuples des Balkans, la paix et la stabilité dans cette zone qu'en empêchant les superpuissances impérialistes d'intervenir dans les affaires intérieures des pays de notre zone et en accomplissant des démarches concrètes et constructives en vue du développement positif de rapports fondés sur la politique de bon voisinage. La situation dans les Balkans s'améliorerait beaucoup si les pays balkaniques s'engageaient officiellement à ne pas permettre aux superpuissances d'utiliser leurs territoires pour menacer et mettre en danger un autre pays voisin. L'Albanie socialiste, à l'avenir comme par le passé, s'en tiendra avec esprit de suite à cette politique et elle ne ménagera aucun effort pour que le respect réciproque et une véritable compréhension président à ses rapports avec les Etats voisins.

C'est sur ces principes et sur ces buts que l'Albanie s'est guidée aussi dans ses relations avec la Yougoslavie. Elle a été prédisposée et s'est employée à entretenir avec elle des rapports normaux et corrects de bon voisinage, notamment dans le domaine commercial, dans celui des transports, des échanges culturels et dans d'autres domaines d'intérêt réciproque.

Dans nos relations avec la Yougoslavie nous sommes partis et nous partons toujours du fait que nos peuples vivent depuis des siècles côte à côte, que leurs destinées historiques ont souvent été communes, que lorsque les envahisseurs ont attaqué l'un d'eux ils n'ont pas épargné l'autre. C'est la raison pour laquelle, indépendamment des contradictions idéologiques et politiques qui ont existé et qui existent entre nos deux pays et qui sont désormais notoires, indépendamment de la polémique idéologique qui

a été et est menée par les deux parties, nous avons cherché et nous cherchons toujours à vivre dans la paix et dans des rapports de bon voisinage avec la Yougoslavie, sans ingérence réciproque dans nos affaires intérieures, et dans le respect mutuel de nos droits.

La politique de l'Albanie socialiste envers la Yougoslavie a toujours été constante, inchangée dans ses fondements et dans ses principes. Si dans les relations albano-yougoslaves il y a eu des hauts et des bas, des améliorations et des durcissements, cela n'a pas été de notre fait mais de celui des milieux dirigeants yougoslaves. L'aggravation actuelle dans les rapports entre la RPS d'Albanie et la RSF de Yougoslavie est, elle aussi, la conséquence des actions chauvines des autorités de Belgrade envers la population de Kosove et de la nouvelle campagne hostile qu'ils ont lancée contre notre pays.

En ce qui concerne la République populaire socialiste d'Albanie, les prises de position et les comportements des Yougoslaves à son égard ne la feront pas bouger de ses principes, ils ne la feront pas changer de voie. Elle souhaite que les relations d'Etat dans divers domaines entre nos deux pays se développent normalement. Mais cela dépendra de l'attitude de la Yougoslavie envers l'Albanie socialiste et de la manière dont seront traités les Albanais de Kosove et des autres régions de Yougoslavie.

Le problème des Albanais qui vivent sur leurs terres en Yougoslavie n'est pas le problème d'une «minorité» venue ou établie quelque part dans une zone «vide», comme une émigration économique, ni provoquée par le déferlement de l'Empire ottoman, ni par la croissance naturelle démographique des Albanais qui inquiète les nouveaux Malthus grands-serbes. Les Albanais de Yougoslavie constituent une ethnie, un peuple formé dans les siècles, qui possède son histoire, sa langue, sa culture, un peuple autochtone, qui, comme on le sait, a été démembré et arraché à

sa mère patrie par les grandes puissances impérialistes qui l'annexèrent à la Yougoslavie. Cela, nul ne peut le cacher. Toute autre interprétation est arbitraire, c'est une falsification grave et néfaste de l'histoire.

Le peuple albanais n'a laissé le soin de définir la mère patrie de l'ethnie albanaise ni aux envahisseurs fascistes ni à nul autre. Les Albanais se sont battus sans répit dans les siècles contre des ennemis farouches et très nombreux pour défendre leur identité nationale et leur propre existence. Dans toutes ces guerres, dans la défaite comme dans la victoire, dans les longues années de servitude, dans toute son histoire, le peuple albanais n'a jamais perdu son identité et sa conscience nationales, sa cohésion et son unité. En toute circonstance, il les a manifestées avec une vitalité exceptionnelle et exemplaire.

Les grands empires et les grandes puissances ne sont pas parvenus à supprimer l'ethnie compacte des Albanais, ils n'ont pas réussi non plus à l'assimiler, à altérer sa culture, sa langue, ses usages et ses coutumes. L'existence même du peuple albanais le prouve. L'histoire atteste que, sans aucun appui des puissances étrangères, qui lui ont toujours été adverses, il a combattu victorieusement pour la liberté de sa nation et pour sa cohésion, pour la défense de son indépendance d'Etat souverain, de sa culture et de ses droits naturels et légitimes. En toute occasion, c'est seulement de haute lutte et par son sang versé qu'il est parvenu à remporter la victoire.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie ont lutté côte à côte et en étroite fraternité d'armes contre les envahisseurs fascistes italiens et allemands. Les Albanais qui vivent en Yougoslavie se sont battus eux aussi avec héroïsme avec nous et avec tous les peuples de Yougoslavie contre les mêmes ennemis. Non seulement ils ont combattu côte à côte avec eux, mais notre Armée de libération nationale

est allée à l'aide des partisans yougoslaves et de nos frères kosoviens et, sur leurs terres, ont versé leur sang les fils et les filles du peuple albanais. Nous avons agi, comme nous l'enseignait le Parti communiste d'Albanie, avec une haute conscience et un esprit internationaliste élevé. Nous pensions que c'était ainsi que les peuples de nos deux pays conquerraient leur liberté, que serait supprimée la servitude et réparées les erreurs tragiques de l'histoire passée. Nous pensions qu'après la victoire tout serait résolu par la voie marxiste-léniniste. Les partis communistes qui dirigeaient la lutte de libération nationale dans les deux pays en étaient le gage. Mais notre conviction à propos du «communisme» et de l'«internationalisme» des dirigeants yougoslaves, notre confiance en leurs paroles ne furent pas confirmées. En fait, la direction du Parti communiste de Yougoslavie ne considéra jamais de façon juste et dans la voie marxiste-léniniste la question de l'avenir des Albanais de Yougoslavie, elle allait donc la résoudre, comme elle la résolut effectivement, de façon erronée et fausse, dans la voie nationaliste et chauvine, entièrement antimarxiste.

La solution erronée de cette grande question de principe commença dès la deuxième réunion du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie, tenue à Jajce en novembre 1943, où les régions albanaises de Yougoslavie furent utilisées pour ajuster les dimensions territoriales et les proportions démographiques des républiques de la Fédération, en particulier de la Serbie, de la Macédoine et du Monténégro. L'avenir des Albanais de Yougoslavie fut décidé a priori, d'en haut, sans l'approbation et l'autodétermination des populations albanaises de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, et sans la moindre concertation avec l'alliée des peuples de Yougoslavie, directement intéressée à cette question, avec l'Albanie populaire. La direction du Parti communiste

de Yougoslavie, en opposition avec «la politique d'égalité nationale» proclamée à la seconde réunion de l'AVNOJ, enfreignit iniquement la volonté des Albanais de Yougoslavie, exprimée à la réunion de la première Conférence constitutive du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la Métohie, tenue à Bujan du 31 décembre 1943 au 2 janvier 1944, et qui était parfaitement conforme au droit d'«autodétermination jusqu'à la sécession» des peuples qui composaient la Yougoslavie et définie dans les documents fondamentaux du Parti communiste et du Mouvement de libération nationale yougoslaves.

En ce qui concerne la concertation avec l'Albanie populaire pour le règlement de ce problème historique, la direction yougoslave la considérait a priori comme inutile. Elle était contre une telle concertation, parce qu'elle savait qu'une discussion de principe, marxiste-léniniste et amicale, entre les directions de nos deux pays, en tenant compte aussi de la volonté librement exprimée des Albanais vivant sur leurs terres en Yougoslavie, conduirait à une solution juste et non pas chauvine, arbitraire et nationaliste, comme celle que la direction yougoslave apporta à ce problème.

Après la guerre, en 1946, une délégation de notre pays que je présidais, effectua une première visite officielle en Yougoslavie. Dans les discussions qui eurent lieu à cette occasion avec Tito, celui-ci chercha à savoir ce que je pensais du règlement de la question de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie. J'exprimai la position de la partie albanaise, en soutenant que la Kosove et les autres régions peuplées d'Albanais appartenaient à l'Albanie et qu'elles devaient lui être restituées. Les Albanais avaient lutté pour avoir une Albanie libre et souveraine, à laquelle devaient maintenant être rattachées les autres régions albanaises de Yougoslavie. Le président Tito me répondit: «Je suis d'accord avec votre point de vue, mais pour le moment nous ne pouvons pas faire cela, car les Serbes ne nous

comprendraient pas». Cette promesse solennelle de Tito sur ce grand problème de principe ne fut suivie d'aucune action de la part des Yougoslaves. Ils étaient de mauvaise foi en tout.

Le règlement erroné de Jajce, le démembrement des terres albanaises et le refus de laisser les Albanais exprimer librement leurs aspirations, constituent l'erreur fondamentale. de caractère nationaliste et chauvin, de la direction yougoslave, qui fut suivie d'autres erreurs tout aussi graves à propos des droits légitimes et naturels des Albanais, qui sont maintenant taxés de «chauvins», de «nationalistes», d'«irrédentistes» par les grands-Serbes. C'est dans ce règlement très erroné et antiléniniste de la question nationale en Yougoslavie et surtout du problème de l'entité albanaise de près de 2 millions d'habitants, quasi l'équivalent de la totalité de la population de la RPS d'Albanie, qu'ont leur source les récents événements de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie.

Le chauvinisme serbe, monténégrin et macédonien, dès le début, poursuivit envers les Albanais une politique nationaliste farouche, d'oppression et de discrimination dans tous les domaines, dans l'instruction, la culture, l'économie, etc.

Même dans la période où nos deux pays et nos deux partis entretenaient de bonnes relations, les Yougoslaves traînaient le problème des Albanais de Yougoslavie comme un boulet. Les revendications et les plaintes des Albanais n'étaient même pas examinées, elles n'étaient pas résolues politiquement par la voie de la bonne compréhension, mais par la violence, par de féroces mesures administratives. Les Albanais étaient accusés de nationalisme et cela était fait pour camoufler le chauvinisme et le nationalisme serbes. Rien ne peut couvrir et justifier les représailles sanglantes contre les Albanais en 1945, en 1968 et encore en 1981, leur discrimination, la pauvreté dans laquelle ils

ont été laissés, l'oppression nationale, les grandes restrictions et différenciations dans le domaine de l'instruction et de la culture. La disgrâce du groupe grand-serbe de Ranković en 1966 et, plus tard, de l'autre groupe grand-serbe de Nikezić, marque la période de la démagogie politique des titistes envers la Kosove et les Kosoviens. La nécessité d'équilibrer les diverses forces au sein de la Fédération conduisit à une révision formelle du statut de la Kosove, qui, de simple région de la Serbie, fut promue région «autonome» de cette république.

Au gré ou contre le gré des Serbes, cette nouvelle situation permit aux Albanais de Yougoslavie, et surtout aux Kosoviens, d'étendre leur enseignement, de mettre sur pied l'Université de Prishtine, de développer leur culture, d'apprendre l'histoire de leur peuple, d'établir des contacts et des relations éducatives, culturelles et économiques avec l'Albanie, aux termes des lois de la Fédération et des accords officiels passés entre la RPSA et la RFSY. Mais la base économique de la Région autonome socialiste de Kosove n'en demeura pas moins très faible, elle fut négligée. Ses richesses furent encore exploitées sans scrupules par les autres républiques de la Fédération et surtout par la Serbie. Toutes les «solutions» qui furent proposées avec un grand bruit durant cette période étaient inconsistantes, conjoncturelles, et elles ne profitaient qu'à Belgrade et à Skoplje. Selon le cas, sans le dire ouvertement, elles étaient considérées soit comme des «concessions opportunistes de Tito», comme cela se produisait avec les Serbes, soit comme des «victoires remportées grâce à Tito», comme la claironnaient des dirigeants albanais de la Région autonome socialiste de Kosove. Quant aux masses d'Albanais, elles ne se firent pas beaucoup d'illusions, car ce qui leur était concédé était infime en regard des grands droits qui leur avaient été ravis et qui leur étaient niés.

Les événements qui ont eu lieu après la mort de Tito

ont montré à quel point la voie dans laquelle a été résolue la question nationale en Yougoslavie et en particulier la question des Albanais, était erronée et antimarxiste. A leurs demandes légitimes dans le cadre de la Constitution, la direction chauvine serbe et toute la direction yougoslave ont porté un coup pesant et sanglant, à la suite des manifestations qui ont eu lieu en Kosove, en mars et en avril de l'année en cours. Maintenant plus que jamais, à la situation économique misérable qui pèse sur les Kosoviens et tous les Albanais de Yougoslavie s'ajoute l'oppression nationale féroce. Ils ont vu instaurer la loi de la terreur, jeter sur eux la police et l'armée serbes, les prisons se remplir de jeunes gens et de jeunes filles. Les mesures qui ont été et qui sont prises tendent non seulement à supprimer tout droit légitime et même ce peu d'avantages apparus dans le développement de l'enseignement et de la culture, mais aussi à dénationaliser les Albanais de Yougoslavie. Et c'est là l'œuvre de ceux qui prétendent respecter les documents de la Conférence d'Helsinki sur les libertés et les droits de l'homme. L'opinion mondiale ne doit pas rester indifférente, elle doit s'alarmer de cette situation dramatique de la population albanaise vivant en Yougoslavie.

Qu'ont demandé en fin de compte les Albanais dans les manifestations de masse qu'ils ont organisées dans les divers villes et villages de Kosove?

Les Albanais de Yougoslavie ont demandé plus d'une fois par leurs manifestations pacifiques et même en dehors de celles-ci, qu'il soit remédié à leur situation constitutionnelle, économique, sociale et culturelle, qu'elle soit définie dans une juste voie, dans le cadre des lois de la Fédération, ils ont demandé que leur soit reconnu le statut de République dans la RFSY. Ils n'ont demandé ni la séparation d'avec la Fédération, ni l'union avec l'Albanie. Mais personne n'a fait cas des justes et légitimes revendications des

étudiants, des ouvriers, des paysans et des intellectuels kosoviens. Qui pis est, comme chaque fois qu'ils ont présenté de ces justes et légitimes demandes, ils ont été qualifiés de nationalistes, ils ont été persécutés et réprimés dans le sang.

Mais ces problèmes peuvent-ils être résolus ainsi à notre époque? Absolument pas. Il est impossible de maintenir dans la pauvreté et la misère un peuple dont la terre est prospère et pillée par d'autres. Il est impossible de maintenir sous la terreur des chars et des baïonnettes un peuple courageaux, comme le sont les Albanais. Il est impossible de déformer ou de supprimer son histoire et sa culture antiques. Il est impossible de lui faire perdre ses sentiments patriotiques et son amour de la mère patrie.

Si la direction yougoslave actuelle continue d'avancer dans la voie qu'elle a choisie et qu'elle suit, les oppositions des Albanais se poursuivront, s'accroîtront et s'aggraveront encore plus. Seule une solution bien réfléchie de la question nationale envisagée sans passions par les deux parties, une solution qui soit acceptée et approuvée par le peuple de Kosove, peut liquider cette situation très compliquée, qui n'a pas été créée par les Kosoviens. mais par le chauvinisme grand-serbe. Les Kosoviens ont proposé la solution la plus juste et la plus appropriée dans ces situations difficiles pour la Yougoslavie et pour eux-mêmes. La demande de reconnaissance du statut de République à la Kosove dans le cadre de la Fédération est juste, elle ne porte pas atteinte à l'existence de la Fédération. Les dirigeants serbes et yougoslaves, au lieu de raisonner, ont envoyé leurs chars, ils ont fait couler le sang du peuple et maintenant ils se livrent, à une grande échelle, à la fameuse différenciation, c'est-à-dire à une enquête policière pour établir qui était pour et qui était contre les manifestations. Cette façon d'agir, en recourant d'abord à la terreur, puis soi-disant à la «différenciation», revient à tenter d'intimider les masses,

qui ne se laissent pas intimider, à supprimer le patriotisme, qui ne peut être supprimé, à entretenir l'illusion que l'on a normalisé la situation, alors qu'on a provoqué la rancœur et la colère, à s'imaginer qu'après avoir épuré le pouvoir des «nationalistes» et autres, on y a mis en place «des hommes de confiance», alors qu'on a jeté dans une résistance silencieuse le peuple tout entier, qui élévera demain avec encore plus de force sa voix contre les cruautés dont il est victime. Cette situation, les dirigeants yougoslaves ne veulent pas la comprendre.

C'est parce que nous disons ouvertement ces vérités et que nous demandons que le problème de la Kosove et de tous les Albanais de Yougoslavie, auquel a été apportée une solution erronée, soit réétudié calmement et qu'il ne soit pas recouru à la violence et à la terreur, parce que nous demandons qu'il soit mis fin aux persécutions et que les fils et les filles de Kosoviens soient libérés des prisons, la RPS d'Albanie se voit accusée de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie et même de susciter des troubles en Kosove et ailleurs! Et comment susciterait-elle ces troubles? A travers les relations éducatives et culturelles officielles! On va même jusqu'à accuser la RPS d'Albanie d'avoir fait cause commune avec la réaction politique albanaise en exil, que nous avons combattue et que nous combattons de toutes nos forces.

La République populaire socialiste d'Albanie ne s'est, jamais ingérée dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est le contraire qui s'est produit. Les révisionnistes yougoslaves ont comploté pour liquider la direction du Parti communiste d'Albanie et pour encadrer l'Albanie dans la Fédération yougoslave en tant que septième république, en s'imaginant qu'ils auraient pu résoudre une fois pour toutes par cette voie annexionniste et impérialiste le problème de toute la nation albanaise. Mais ces complots ne sont pas parvenus à leurs fins et ils n'y parvien-

dront jamais. L'Albanie n'est ni ne deviendra jamais un moyen de règlement pour apaiser les conflits et les contradictions entre les clans yougoslaves. Elle a pour maître son peuple, un peuple plein de vitalité, courageux et patriote, qui n'a peur de personne.

L'Albanie n'a jamais avancé de revendications territoriales à l'égard de la Yougoslavie, on ne peut trouver aucune demande de rectification de frontières dans ses documents. Mais, tout en adoptant cette attitude, nous n'avons pas nié, ni ne nierons jamais le fait qu'en Yougoslavie vit une grande partie de la nation et du peuple albanais. Nous avons défendu et nous défendrons, à l'avenir aussi, de toutes nos forces et dans la voie marxiste-léniniste, les droits légitimes de nos frères albanais de l'autre côté de la frontière, et cela ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est notre droit indéniable.

La question de Kosove est une tragédie. Les autorités yougoslaves doivent cesser la terreur et les persécutions contre les Albanais, renoncer à l'oppression nationale et leur reconnaître tous les droits qui leur reviennent. Pour apporter à ces problèmes une solution juste, elles doivent discuter calmement, avec sang-froid et sur un pied d'égalité avec la population albanaise de Yougoslavie.

La République populaire socialiste d'Albanie a attaché une importance particulière au renforcement de ses rapports amicaux avec la Grèce. Ces dernières années, ces rapports se sont développés encore dans tous les domaines. Les échanges commerciaux se sont étendus et se développent avec succès à l'avantage des deux parties. La collaboration dans le domaine de la culture, les échanges de groupes artistiques, les visites réciproques de gens de l'art, de l'enseignement et de la science, ont contribué à mieux faire connaître à chacun de nos peuples les réalisations et les progrès de l'autre. Ils ont également servi à consolider

l'ancienne amitié traditionnelle qui unit nos deux pays. Convaincu que les rapports d'amitié et de bonne compréhension entre l'Albanie et la Grèce répondent pleinement aux aspirations et aux intérêts communs de nos peuples, la RPS d'Albanie, à l'avenir également, ne ménagera pas ses efforts pour les élargir et les développer.

Nous sommes heureux de constater que. de leur côté, le gouvernement et le peuple grecs se montrent disposés et souhaitent que les rapports entre nos deux pays progressent sur la base de l'amitié et d'un esprit de bon voisinage. Les sentiments du peuple albanais et ceux du peuple grec concordent en maints domaines, nos deux peuples se veulent mutuellement du bien et ils se réjouissent réciproquement de leurs progrès, en partant du principe selon lequel chacun est maître chez soi et dans ses affaires. L'amitié entre le peuple albanais et le peuple grec est une amitié stable, elle se renforcera et s'épanouira sans cesse dans l'intérêt de nos deux peuples, de la paix et de la sécurité dans les Balkans. Les tentatives de quiconque pour saper cette amitié, échoueront. Nous sommes convaincus que maintenant les conditions sont réunies et les possibilités créées pour que. d'un commun effort, soient éliminés tous les obstacles et ouverte une large voie au développement de rapports fructueux et mutuellement avantageux entre nos deux pays amis.

En ce qui concerne l'Italie, nous sommes prêts à œuvrer pour développer des rapports normaux avec elle, conformément aux aspirations et aux intérêts de nos deux peuples voisins. De nombreux liens ont existé entre l'Albanie et l'Italie dans divers domaines, comme le commerce, les transports, les échanges culturels, etc. Nos peuples ont toujours souhaité vivre dans la paix et l'amitié entre eux. Bien que les chemins de l'histoire les aient parfois séparés et rendus hostiles l'un à l'autre, ils se sont efforcés de se

rapprocher, de collaborer et de renforcer l'atmosphère de confiance et de compréhension réciproques.

Les possibilités d'un progrès ultérieur des rapports albano-italiens existent. Notre vœu est que l'on avance dans la bonne voie, mais cela dépend également de la prédisposition et de l'intérêt de la partie italienne à collaborer avec l'Albanie dans un nouvel esprit, dans l'amitié et l'égalité parfaite.

Les rapports qu'entretient notre pays avec la République de Turquie se sont développés et se développent toujours plus dans un esprit d'amitié et de collaboration. La bienveillance et le respect mutuels croissants entre nos deux peuples et pays créent une base solide pour l'extension et le renforcement futurs de ces rapports.

Au cours de leur histoire, le peuple albanais et le peuple turc ont entretenu des liens amicaux et ont eu de l'affinité entre eux. Le peuple turc, qui possède une histoire et une culture antiques, a éprouvé un profond respect pour les valeureux combattants d'Albanie, pour les savants, les philosophes, les hommes d'Etat, les architectes, les écrivains et les poètes albanais ou d'origine albanaise, qui ont apporté leur contribution aux efforts du peuple turc pour le progrès.

Le peuple albanais voue une admiration et un respect particuliers à la figure de Mustafa Kemal Ataturk, cette personnalité et cet homme d'Etat éminent, qui, avec un grand courage et inspiré par la pensée démocratique progressiste. a libéré la Turquie et son peuple courageux du complexe de l'empire des sultans qui le portait à asservir les autres peuples, qui a consolidé l'unité et l'indépendance véritables de la nation turque, et a engagé la Turquie dans la voie de la démocratie et du progrès.

Le peuple albanais a connu les sentiments bienveillants de Kemal Ataturk à l'égard de l'Albanie, et son opposition au roi Zog, à ce tyran du peuple albanais.

L'amitié sincère du peuple turc pour le peuple albanais et la noble inspiration d'Ataturk s'observent très clairement dans l'accueil fraternel des centaines de milliers de nos frères kosoviens, qui furent chassés de leurs terres de Yougoslavie. Nous remercions le peuple frère turc de cette attitude et de son amitié pour le peuple albanais, qui la lui rend bien.

Les rapports amicaux entre notre pays et la République française ont été marqués par de nouveaux pas positifs. Nous apprécions les efforts des sympathisants toujours plus nombreux de l'Albanie en France pour renforcer l'amitié entre nos deux peuples. Le peuple albanais éprouve à son tour des sentiments d'amitié et de respect pour le talentueux peuple français, dont il estime les traditions révolutionnaires et les progrès.

Comme par le passé, nous souhaitons sincèrement que les rapports entre notre Etat et l'Autriche, la Suède, la Finlande, la Norvège, le Danemark, la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Portugal se développent et s'étendent encore dans le sens positif et amical qu'ils ont pris ces dernières années.

Les gouvernements anglais qui se sont succédé après la Seconde Guerre mondiale, ont observé à l'égard de la nouvelle Albanie, des attitudes hostiles et antidémocratiques. Par ailleurs, ils ont ravi l'or albanais, enlevé par les hitlériens, et ils continuent aujourd'hui encore de l'exploiter dans leur intérêt sans se soucier de le restituer à celle à qui il revient, à l'Albanie socialiste.

Peut-il être question, dans ces conditions, de relations diplomatiques entre la République populaire socialiste d'Albanie et l'Angleterre? Le gouvernement anglais doit immédiatement rendre à l'Albanie cet or avec les intérêts qui lui reviennent du fait de son exploitation arbitraire. Que personne ne mette en doute que l'Albanie

socialiste défendra ses intérêts et luttera contre les injustices qui lui ont été et qui continuent de lui être faites.

Il n'existe pas d'obstacles insurmontables empêchant l'établissement de relations diplomatiques entre la République populaire socialiste d'Albanie et la République fédérale d'Allemagne. Nous estimons qu'avec un esprit de compréhension de la part des deux parties sur certaines questions restées en suspens depuis la Seconde Guerre mondiale, cette situation pourrait être réglée.

Les profonds désaccords de principes, idéologiques et politiques de notre Parti et de notre Etat avec les pays de l'Europe de l'Est, sont notoires. Sans renoncer à la lutte contre le révisionnisme moderne, nous sommes pour le développement normal de nos rapports avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Bulgarie et la Hongrie, pour des échanges commerciaux sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque.

Le peuple albanais est lié d'une amitié sincère et ancienne avec les peuples frères arabes. Nous avons soutenu et nous soutiendrons jusqu'au bout et énergiquement la juste lutte des peuples arabes pour la libération de leurs territoires occupés par les agresseurs sionistes israéliens et pour le rétablissement de tous les droits légitimes du peuple martyr palestinien. L'héroïque peuple palestinien et sa représentante légale, l'Organisation pour la libération de la Palestine, ont eu et auront constamment dans la République populaire socialiste d'Albanie et dans son peuple, des amis sincères et des défenseurs résolus de leur juste cause nationale.

C'est avec une satisfaction particulière que nous constatons le développement amical des rapports entre notre pays et l'Algérie, la Syrie, l'Irak, la Libye, le Liban, la Tunisie, l'Egypte et d'autres pays arabes. Nous désirons que ces rapports se concrétisent et se développent davan-

tage. De même, la République Populaire Socialiste d'Albanie est pour des rapports amicaux avec la République islamique d'Iran et elle ne ménagera pas ses efforts pour les développer et les renforcer.

Le peuple albanais et son gouvernement ont salué et soutenu la juste lutte des peuples africains pour extirper radicalement le colonialisme et le racisme du continent africain et ils ont appuyé les peuples et les pays africains épris de liberté dans leurs efforts pour faire obstacle à la politique et à l'activité agressives, néo-colonialistes et spoliatrices de l'impérialisme. La République Populaire Socialiste d'Albanie entretient avec la Tanzanie, la Guinée, le Mali, la Zambie, le Zimbabwe et d'autres Etats amis d'Afrique, des relations amicales et elle souhaite que ces relations se développent encore.

Notre pays entretient aussi de bons rapports avec un certain nombre de pays d'Asie. Nos relations avec la République Socialiste du Vietnam, le Laos, la République Démocratique Populaire de Corée se développent dans la voie amicale et nous exprimons notre vœu de les voir encore se raffermir.

Quant au Cambodge, notre Parti et notre Etat ont dénoncé les actions sanguinaires de la clique de Pol Pot, instrument des social-impérialistes chinois. Nous souhaitons au peuple cambodgien de surmonter le plus vite possible les difficultés qu'il rencontre, et, dans une liberté totale et sans aucune «tutelle», de décider lui-même de son destin et de son avenir.

Il est désormais notoire qu'entre notre pays et la Chine n'existent plus que des relations diplomatiques purement formelles et aucun autre rapport concret. Cette situation a été créée non pas de notre faute. Elle est la conséquence de la politique et de l'activité hostiles antialbanaises de la direction chinoise.

L'établissement de relations diplomatiques avec le Japon

crée les conditions requises et ouvre la voie au développement du commerce entre les deux pays.

La République Populaire Socialiste d'Albanie entretient des relations normales avec le Mexique, le Pérou, l'Argentine, le Panama et d'autres pays d'Amérique latine. Elle est prête à établir des relations du même genre avec d'autres Etats de ce continent, qui sont pour un rapprochement amical et pour des échanges commerciaux et culturels avec notre pays.

Notre pays n'entretient ni n'entretiendra aucun rapport avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui sont les ennemis les plus féroces de la liberté et de l'indépendance des peuples, de la paix et de la sécurité dans le monde. Comme par le passé, nous poursuivrons toujours avec fermeté notre lutte pour la dénonciation de leur politique et de leurs menées agressives et hégémonistes.

La République Populaire Socialiste d'Albanie œuvrera, à l'avenir également, à développer dans un sens positif ses relations internationales. Dans cet esprit, elle ne ménagera pas ses efforts pour apporter aussi au sein de l'Organisation des Nations unies et des autres organisations internationales, sa contribution à la défense des intérêts et des aspirations des peuples.

La politique extérieure de principes suivie par notre Parti et notre pays traduit les aspirations du peuple albanais et jouit de son soutien total et illimité. Le Parti luttera. à l'avenir également, pour appliquer avec esprit de suite et fermeté cette politique qui assure au peuple sa liberté, son indépendance et sa souveraineté nationales.

V

LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME, ET LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET DE LIBÉRATION A L'ÉTAPE ACTUELLE

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le VIIe Congrès, notre Parti, fidèle, comme toujours, au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, a poursuivi sans répit la lutte contre le révisionnisme moderne. La critique idéologique et politique du révisionnisme khrouchtchévien et chinois, du révisionnisme yougoslave et ouest-européen, a été poussée plus avant, les conditions historiques et socio-économiques de l'apparition et de la diffusion de ces courants ont mieux été mises en évidence, le processus de dégénérescence des partis communistes qui se sont engagés dans la voie du révisionnisme, leurs erreurs et leurs compromis en matière de stratégie et de tactique ont été analysés à fond. A la lumière des faits passés et présents, notre Parti a démontré la liaison existant entre le révisionnisme moderne et la stratégie adoptée par l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale en vue de détruire le socialisme et de réprimer la révolution et le mouvement de libération des peuples.

Ces analyses et conclusions ont servi à notre Parti à mieux connaître les dangers que le révisionnisme fait peser sur le socialisme et la dictature du prolétariat dans notre pays, et à prendre les mesures les plus appropriées et les plus efficaces pour les conjurer. Elles ont servi également à promouvoir l'éducation des communistes et des masses, à élever leur niveau de formation théorique et à tremper

davantage leur conscience révolutionnaire. La connaissance plus approfondie de la stratégie et de la tactique de l'impérialisme et du révisionnisme a accru l'efficacité de notre lutte en soutien à la cause du prolétariat et des peuples.

Le bien-fondé de la voie que notre Parti a choisie dès le début pour s'opposer au révisionnisme et pour le combattre jusqu'au bout est démontré chaque jour davantage par la dégénérescence politique et la profonde crise idéologique du révisionnisme moderne, par la grave situation économique et l'impasse dans lesquels se sont fourrés les partis révisionnistes et les pays où ils sont au pouvoir.

Lorsque notre Parti entama la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, les partis communistes qui s'étaient ralliés à Khrouchtchev se présentaient plus ou moins comme un bloc, suivant une seule ligne, celle du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, après vingt ans, ils sont désunis et divisés en de nombreux courants et fractions, ils s'affrontent et s'empoignent entre eux, ils sont étouffés par le nationalisme bourgeois et l'opportunisme social-démocrate. Ces partis anciennement communistes se sont soit convertis en partis authentiques de la nouvelle bourgeoisie dominante dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, soit intégrés dans les structures de l'Etat bourgeois, comme cela a été le cas dans les vieux pays capitalistes. La crise du révisionnisme moderne est une manifestation directe de la crise du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise dans son ensemble.

La trahison révisionniste et la restauration du capitalisme dans une série de pays anciennement socialistes ont créé une grande confusion autour du problème du socialisme, qui est au centre de la lutte idéologique menée aujourd'hui dans le monde. Il s'agit, pour les révisionnistes, de présenter la société capitaliste restaurée dans leurs pays comme une société socialiste pure, comme un «socialisme réel», «avancé» et même «très avancé». Cette confusion est

encore accrue du fait que beaucoup de partis et de forces politiques, qui sont fort distants du socialisme scientifique, se réclament du socialisme, et aussi que la bourgeoisie et sa propagande s'évertuent à déformer les véritables idéaux socialistes, afin de détourner les masses de la lutte pour le triomphe de ces idéaux.

Faire la lumière sur cette question, et fixer une nette ligne de démarcation entre le socialisme authentique et le pseudo-socialisme, est d'une importance capitale pour l'heureux développement de la lutte de la classe ouvrière et des masses travailleuses. La révolution, si elle n'a pas une claire vision de la société socialiste, et ne s'en tient pas aux principes et aux lois générales du socialisme, reste à mi-chemin. La révolution peut bien s'accomplir, mais lorsque la vraie perspective socialiste lui fait défaut, elle risque de dévier, et la lutte et les sacrifices consentis pour son triomphe peuvent s'avérer vains.

Le premier courant du révisionnisme au pouvoir qui se soit fixé pour tâche de miner le socialisme a été le révisionnisme yougoslave, qui est apparu à un moment clé de la lutte entre le socialisme et l'impérialisme.

Le révisionnisme yougoslave a des racines profondes. Il n'est pas apparu en 1948 et ne s'est pas manifesté comme une réaction contre le «stalinisme» ni comme une conséquence de l'action du Kominform. Il est le résultat des conceptions bourgeoises qui existaient déjà auparavant dans le Parti communiste de Yougoslavie et qui ne disparurent pas au cours de la lutte de libération nationale.

La Yougoslavie nouvelle ne pouvait être édifiée sans une orientation claire et une maturité politique fondées sur la théorie scientifique du socialisme. Cette œuvre considérable ne pouvait être accomplie que par un parti communiste puissant s'en tenant à de sains principes marxistes-léninistes. Certes, il existait un parti communiste en Yougoslavie, mais il ne possédait pas tous les traits d'un vrai

parti communiste, et il ne les a pas acquis davantage durant la lutte. Au contraire, après la guerre, il a perdu même ceux qu'il possédait, lorsqu'il fut appelé par les circonstances à construire la Yougoslavie nouvelle dans la voie socialiste.

Si l'on écoute les vantardises des titistes et de la bourgeoisie yougoslave, on pourrait croire qu'un tel parti a existé et même qu'il existe encore. Nous-mêmes, communistes albanais, comme beaucoup d'autres, sommes tombés dans ce jugement euphorique, en particulier durant la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération. Une telle appréciation répondait à une certaine logique, elle se rattachait à la lutte héroïque des peuples de Yougoslavie, qui avait été conduite par le parti communiste.

Après la libération de la Yougoslavie, dans la théorie et les prises de position politiques comme dans la construction du socialisme, se firent jour de grands écarts par rapport aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Dans ses relations avec les pays socialistes également, en particulier avec l'Albanie, on constata de la part du Parti communiste de Yougoslavie de graves déviations, une arrogance et une présomption étrangères à un parti communiste.

Il était évident que cette voie aboutirait à la scission, comme il en fut effectivement, et cela non point par la faute du Kominform, ni de Staline, ni non plus du «stalinisme», comme les révisionnistes yougoslaves et leurs amis appellent le marxisme-léninisme. Le conflit avec le Kominform était le résultat des contradictions entre les vues libérales et opportunistes de la direction yougoslave et les conceptions marxistes-léninistes sur l'édification de l'Etat et de la société socialistes. Tito et ses compagnons donnèrent à leur opposition à la théorie marxiste-léniniste la couleur d'une opposition d'abord à Staline, puis au système socialiste soviétique.

Le tournant titiste devait s'opérer, comme il s'opéra effectivement. Les titistes empruntèrent le cours menant au capitalisme, en adoptant et inaugurant une «nouvelle» structure économique et sociale et une nouvelle forme de gouvernement d'Etat appropriée au cours antisocialiste, qu'était le système de l'«autogestion ouvrière». En fait, ce n'était pas un système nouveau, et ce n'était ni un système socialiste, ni une création yougoslave. Il tirait son origine du proudhonisme et de théories anarchistes, comme celle de Bakounine et Kropotkine, si durement démasquées en leur temps par Marx, plus tard par Lénine, puis encore par Staline.

Le tournant yougoslave vers le capitalisme fut l'objet, d'une publicité effrénée, d'un hosanna indescriptible et de louanges exaltées à l'adresse de «Barabbas». La déviation yougoslave fut claironnée comme une «ère nouvelle», un «nouveau sillon» tracé par Tito pour la construction d'un «socialisme spécifique», «humain». Ce tournant fut appuyé et financé par l'impérialisme et le capitalisme mondial. La mégalomanie panyougoslave se gonfla à l'extrême et la Yougoslavie fut présentée comme «un champion et un exemple pour les peuples du monde dans leur lutte de libération».

Tout le «système d'autogestion», dans sa forme et dans les appellations de sa structure et superstructure, devait se poser en «marxiste». Mais, en fait, il était tout à fait opposé à Marx et à la théorie et à la pratique du léninisme.

Le premier coup porté le fut au pouvoir de démocratie populaire, qui était une forme de dictature du prolétariat, mais qui, en Yougoslavie, ne fut jamais défini ainsi. Les révisionnistes yougoslaves justifièrent cette action en prétendant que le pouvoir des conseils populaires, qui avait été instauré durant la lutte et qui avait vécu jusqu'en 1948, ne pouvait plus être maintenu sous cette forme avec toutes ses prérogatives. Il devait être remplacé par les «conseils

ouvriers», le premier étant, selon eux, un pouvoir étatiste-bureaucratique, qui engendre «la bureaucratie et la couche de la nouvelle bourgeoisie», et les «conseils ouvriers», par contre, un pouvoir plus proche de la théorie de Marx. A travers eux, ce sont prétendument «les ouvriers eux-mêmes qui dirigent et gouvernent directement», sans l'intermédiaire de l'Etat, dont il résulterait, selon la logique de la direction yougoslave, qu'il ne leur appartient pas. Le rôle de l'Etat yougoslave actuel se réduit donc à celui de «garant- que ce «nouveau système» ne sera pas touché, désintégré, et pour cela, la Fédération a la haute main sur l'armée, l'UDB et la politique extérieure, et rien d'autre.

Ainsi le «système d'autogestion» a décentralisé, libéralisé et miné le pouvoir de la dictature du prolétariat. L'Etat était l'Etat des «prolétaires» et il est devenu celui des «ouvriers», il était «issu de la lutte, issu de la base», alors que le «nouveau système», soi-disant exigé par le développement «dialectique», a été instauré d'en haut par Tito et Kardelj.

Le rôle dirigeant du parti dans ce système devait être liquidé et en fait il s'est étiolé. Au parti a été laissé seulement un rôle falot d'éducation. Il n'a plus aucune voix au chapitre. En apparence, le parti n'a pas disparu, mais en réalité il a cessé d'exister. On l'a baptisé «Ligue des communistes», pour le rapprocher par là le plus possible de l'appellation de Marx, mais en fait pour l'écarter le plus possible du rôle que Marx et Lénine assignent au parti communiste.

Les titistes présentent la question comme si, avec l'«autogestion». la Yougoslavie s'est engagée dans une étape de développement qui la rapproche de la société communiste. A partir de là, ils prétendent que l'Etat va vers son extinction et que le parti ne peut plus assumer le rôle et les fonctions qui étaient les siens dans la période de passage du capitalisme au socialisme.

Bien plus, l'«autogestion», selon eux, a éliminé aussi la lutte de classes à l'intérieur du parti, en Yougoslavie même et en dehors d'elle. En vérité, Tito, Kardelj et leurs tenants ont modifié la direction de la lutte de classe. S'ils l'ont menée et la mènent, c'est pour défendre leur système «autogestionnaire», contre les «tenants du Kominform», les «staliniens», les «dogmatiques», etc. En fait, il s'agit ici d'une lutte des éléments capitalistes contre les révolutionnaires, du système capitaliste contre le système socialiste, de l'idéologie bourgeoise contre le marxisme-léninisme.

Les théoriciens yougoslaves se livrent à des spéculations filandreuses sur la propriété des moyens de production. Selon eux, la propriété socialisée des moyens de production qui existe dans le système «autogestionnaire» constitue la plus haute forme de propriété socialiste, alors que la propriété d'Etat en serait la plus basse. Cette dernière, prétendent-ils, peut être définie comme une sorte de capitalisme d'Etat qui donne naissance à une nouvelle caste bureaucratique, laquelle, en fait, dispose collectivement du droit de propriété. La propriété d'Etat, sous le socialisme non plus, concluent-ils, n'élimine pas l'aliénation dont l'ouvrier est l'objet de la part du capital. Le rapport capitaliste profit-salaire est remplacé par le rapport accumulation d'Etat-salaire. En d'autres termes, selon eux, dans les deux systèmes sociaux l'ouvrier reste un salarié.

C'est là une thèse trotskiste bien connue et depuis longtemps démasquée et réfutée. Dans la véritable société socialiste, où la propriété collective est dirigée par l'Etat de dictature du prolétariat, avec la large participation effective et organisée de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses selon le principe du centralisme démocratique. et où de grands décalages conduisant à la création de couches privilégiées ne sont pas permis dans la répartition du produit social, l'ouvrier n'est pas salarié, il n'est pas exploité. On en a pour preuve la réalité de l'Albanie socia-

liste, où la classe ouvrière est la classe au pouvoir, qui, sous la conduite de son Parti marxiste-léniniste, dirige l'économie et toute la vie du pays, dans son intérêt et dans celui du peuple tout entier.

L'«autogestion» yougoslave, qui est soi-disant centrée sur l'ouvrier, n'est qualifiée d'ouvrière qu'en théorie, en fait, elle est anti-ouvrière, anti-socialiste. Ce système, indépendamment du grand bruit que font les titistes à son propos, ne permet à la classe ouvrière ni de diriger ni de gérer.

En Yougoslavie toute entreprise «autogestionnaire» est un organisme enfermé dans son activité économique, alors que la politique de gestion est entre les mains de son groupe dirigeant, qui, comme dans tout autre pays capitaliste, manipule les fonds d'accumulation, décide des investissements, des salaires, des prix et de la distribution de la production. On prétend que toute cette action économique et politique est approuvée par les ouvriers à travers leurs délégués. Mais c'est là une duperie et un grand bluff. Ces prétendus délégués des ouvriers font cause commune avec la caste des bureaucrates et des technocrates au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. Ce sont les gérants de profession qui font la loi et définissent la politique dans l'organisation «autogestionnaire», de la base au sommet, dans la république. Le rôle de direction et de gestion, le rôle économique, social et politique des ouvriers et de leur classe est réduit au minimum, pour ne pas dire qu'il a été totalement supprimé.

Encourageant le particularisme et l'esprit de clocher, au niveau de la république et de la région jusqu'à celui de la commune, le «système autogestionnaire» a liquidé l'unité de la classe ouvrière, il a dressé les ouvriers les uns contre les autres, tant sur le plan individuel en alimentant l'égoïsme, que sur le plan collectif, en encoura-

geant la concurrence entre les entreprises. Dans la même ligne, on a sapé aussi l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, celle-ci étant elle-même morcelée en petites exploitations privées et exploitée par la nouvelle bourgeoisie au pouvoir. Tout cela a instauré l'autarcie dans l'économie, l'anarchie dans la production, dans la répartition des profits et des investissements, dans le marché, dans les prix, engendrant une inflation et un chômage d'énormes proportions.

L'existence de la classe ouvrière à la direction du système «autogestionnaire ouvrier» en Yougoslavie est une illusion, une utopie. Dans ce système, la classe ouvrière n'est pas à la direction, elle n'a pas l'hégémonie. La dictature du prolétariat y a été liquidée, la direction de la classe ouvrière, le Parti communiste, ou la Ligue des communistes, comme le parti s'appelle dans ce pays, ne dirige ni le pouvoir, ni l'économie, ni la culture, ni la vie sociale.

Dans ce système de confusion générale ce sont d'autres qui se sont emparés des positions politiques dominantes et dirigeantes. C'est la nouvelle caste des bureaucrates politiques et des technocrates, issue de la couche de l'intelligentsia embourgeoisée et de l'aristocratie ouvrière. Elle est à cent lieues de toute morale prolétarienne et n'est assujettie à aucun contrôle politique.

Cette nouvelle couche bureaucratique se vante à grand bruit d'être l'ennemie de la bureaucratie étatiste, alors qu'elle est elle-même une bureaucratie encore plus néfaste et elle fleurit et se renforce dans un système économique décentralisé, qui préserve et développe la propriété privée.

L'«autogestion ouvrière», qui a pour fondement l'idéologie de l'anarcho-syndicalisme, a produit le nationalisme au niveau de chaque république, qui a élaboré jusqu'à des lois et règlements particuliers pour défendre ses intérêts étroits. Le monopole économique des républiques, qui

se réduit au monopole de leurs entreprises et de leurs trusts, s'est converti en fait en un pouvoir politique et un nationalisme républicain, qui se manifeste au niveau non seulement de chaque république, mais aussi de chaque région, commune et entreprise. Chaque individu, chaque groupe, chaque république s'efforce de s'enrichir le plus possible et le plus rapidement sur le dos des autres.

Le nationalisme bourgeois s'est installé confortablement en Yougoslavie et le mot d'ordre «union-fraternité», qui était juste au cours de la lutte de libération nationale, lorsqu'on se battait contre les occupants et la réaction du pays pour une société nouvelle fondée sur le marxisme-léninisme, est resté, dans le système yougoslave actuel, qui divise et désagrège tout, un slogan creux et sans effet. «L'union et la fraternité» des peuples, des nations et des nationalités, des républiques et des régions ne peuvent se réaliser que dans un véritable système socialiste guidé par l'idéologie marxiste-léniniste.

L'union fédérative yougoslave n'a pas été édifiée sur des bases marxistes-léninistes, et l'on devait nécessairement voir naître comme on l'a vu, des antagonismes nationaux. C'est le système lui-même qui engendre ces contradictions, qui alimente le séparatisme des nations et des nationalités, des républiques et des régions.

Les copieux crédits accordés par le capitalisme mondial ont aussi agi dans ce même sens. Le fait qu'ils ont été affectés à satisfaire les goûts et les caprices bourgeois et mégalomanes de la caste au pouvoir, leur répartition inégale et sans critères sains entre les diverses républiques, ont créé, entre les républiques et les régions, des dénivellements économiques et sociaux, ce qui accentue encore plus les antagonismes nationaux.

Le système d'«autogestion» n'aurait pas fait long feu s'il n'avait pas été aidé par deux facteurs: par l'antisoviétisme de la direction yougoslave, en fait par son antimar-

xisme et antiléninisme grâce auquel elle s'est assuré le soutien politique de toute la réaction mondiale, et par l'appui économique des pays capitalistes sous forme de crédits considérables et multiformes. Malgré tout, ces deux facteurs ne sont pas parvenus à sauver ce système antisocialiste. Au contraire, ils l'ont affaibli encore davantage et l'ont poussé vers la faillite économique et politique.

Kardelj et Tito rejetaient la faute pour l'échec de ce système et pour tous les maux qu'il a engendrés sur l'«insuffisant perfectionnement» du système lui-même, sur «le niveau encore insuffisamment élevé» de la conscience des travailleurs, sur l'existence de la bureaucratie, etc. Ils s'étaient bien rendu compte de la faillite de leur système antisocialiste, mais ils ne pouvaient plus reculer. Aussi, toutes les mesures que prit Tito de son vivant concernant la direction de la Fédération et des républiques après sa mort, ne sont-elles que des palliatifs. Avec Tito et Kardelj n'est éteinte aussi l'euphorie sur le système «autogestionnaire». Les successeurs de Tito se trouvent dans un grand désarroi et ils ne savent pas comment faire pour se tirer de la situation difficile dans laquelle est plongé leur pays. Maintenant la Yougoslavie titiste s'est engagée dans une crise grave et générale de ses structures et superstructures, dans une crise économique et à la fois politique et morale.

Le révisionnisme soviétique a été et demeure le courant le plus dangereux du révisionnisme moderne. Il garde, plus que toute autre variante révisionniste, les masques socialistes et la phraséologie léniniste afin de couvrir la réalité capitaliste actuelle de l'Union soviétique et sa politique extérieure impérialiste et agressive. C'est un révisionnisme qui a pris le pouvoir dans un Etat qui est en fait une grande puissance et qui dispose d'abondants moyens et possibilités pour exercer son influence dans le monde et agir avec une grande force et dans de multiples directions.

De même que les autres courants révisionnistes, le révisionnisme khrouchtchévien a eu son processus d'éclosion et de croissance pour aboutir à sa forme actuelle de révisionnisme total, qui déforme toutes les questions de la théorie marxiste et de la pratique socialiste. En tant que phénomène social, le révisionnisme khrouchtchévien a ses racines et ses causes idéologiques, sociales et historiques.

Le Parti du Travail d'Albanie a procédé à une analyse marxiste approfondie de ces causes. Il en a dégagé des conclusions et a adopté une série de mesures pour barrer les accès à l'apparition d'un phénomène régressif similaire dans notre pays. Mais il nous faut nous saisir toujours mieux de ce problème, pour faire en sorte que le révisionnisme ne passe jamais en Albanie.

Le groupe Khrouchtchev, dès le début, se fixa pour but principal de liquider la dictature du prolétariat, de saper les bases de la société socialiste, d'engager l'Union soviétique dans la voie capitaliste et d'en faire une superpuissance impérialiste. Maintenant tout le monde voit bien la grande transformation contre-révolutionnaire qui s'est produite en Union soviétique. Il n'y a plus que la bourgeoisie et l'impérialisme qui citent encore ce pays comme étant communiste. Et s'ils présentent l'Union soviétique actuelle capitaliste comme un pays socialiste, c'est pour discréditer le marxisme-léninisme et le socialisme authentique.

Le révisionnisme khrouchtchévien est l'idéologie et la politique du capitalisme d'Etat, lequel domine toute la vie du pays. Le retour de l'Union soviétique au capitalisme devait nécessairement avoir ses particularités, et le régime capitaliste y revêtir des formes propres. Ces particularités et ces formes sont déterminées par le fait que le capitalisme y a été restauré à la suite du renversement du socialisme, comme un processus régressif, au contraire du processus progressif que constitue le passage de l'ordre féodal renversé au capitalisme de type classique.

La particularité fondamentale de ce type de capitalisme est qu'on y a préservé beaucoup de formes socialistes en matière de propriété, d'organisation et de direction, mais le contenu en a été radicalement transformé. Aujourd'hui en Union soviétique les moyens de production sont en fait propriété capitaliste d'Etat ou collective, car ils sont utilisés dans l'intérêt de la nouvelle classe bourgeoise qui a accédé au pouvoir, la classe qui précisément s'approprie le travail des ouvriers et des paysans.

Les anciennes lois, traditions et pratiques ont été remplacées par de nouvelles, qui laissent la bureaucratie de l'Etat et du parti libre d'exprimer et d'appliquer sans obstacle sa propre volonté. Elle a utilisé les nouvelles compétences qu'elle a acquises par suite des réformes économiques, pour assurer et augmenter les revenus et les privilèges des diverses castes dirigeantes, pour conserver le pouvoir et se défendre contre les manifestations de mécontentement et les révoltes de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Certes, la propriété d'Etat demeure et les usines n'ont pas été distribuées à des particuliers, les kolkhozes sont restés des exploitations collectives communes et les banques n'ont pas été remises à des actionnaires, mais la répartition du produit social, sa destination, ont complètement changé.

Bien que l'on prétende appliquer le principe de la rémunération selon le travail, en réalité, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie s'approprient la plus-value créée par les ouvriers et les paysans. Cette spoliation à grande échelle est présentée comme un type de stimulant matériel visant soi-disant à encourager l'activité productive, le travail scientifique et la création artistique, etc. En vérité il s'agit là d'une exploitation typiquement capitaliste.

Afin de frayer la voie à la restauration du capitalisme, les révisionnistes khrouchtchéviens s'en sont pris aux thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste sur la pro-

duction marchande et à l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. En théorie et dans la pratique, ils ont identifié la production marchande socialiste avec la production capitaliste et, sur cette base, réformé tout le mécanisme économique. Graduellement, les entreprises économiques, mais aussi bon nombre d'institutions, ont acquis une plus grande indépendance à l'égard du plan d'Etat. Les directeurs des entreprises et des diverses institutions se sont vu attribuer des droits et des pouvoirs étendus pour diriger et manipuler la production et la répartition, embaucher et licencier des ouvriers, distribuer les bénéfices, etc. Le financement centralisé des entreprises existantes par l'Etat a été limité et la pratique de l'autofinancement et des crédits étendue.

Les révisionnistes soviétiques prétendent que leur économie est dirigée et se développe sur la base de plans élaborés suivant le principe du centralisme démocratique. Or le plan d'Etat, tel qu'ils le conçoivent en théorie et l'appliquent dans la pratique, n'est ni ne peut être en aucune manière un plan de véritable économie socialiste. En Union soviétique cohabitent le centralisme bureaucratique de type monopoliste et un large libéralisme économique à la base. On cherche à donner l'image d'une direction planifiée de l'économie, alors que dans la pratique on a laissé le champ libre aux lois et aux catégories économiques du mode de production capitaliste.

La consommation parasitaire a pris des proportions d'une ampleur sans précédent. Le rapport entre les rémunérations des ouvriers et celles des administrateurs bureaucrates et technocrates de la production, calculé sur la base du salaire nominal, est de plus de 1 à 10, mais si l'on y ajoute les revenus provenant de la distribution des bénéfices et des gratifications de toutes sortes, et autres privilèges sans nombre, cet écart s'accentue encore. Ces différences dans les salaires et dans le niveau de vie sont à peu

près analogues à celles qui existent entre les administrateurs bourgeois et les ouvriers dans les pays occidentaux.

Etant donné que la rétribution de la valeur de la force de travail se forme, dans une proportion de 35 à 40 pour cent, de manière décentralisée, à travers la distribution des bénéfices, que les normes de rendement du travail ne sont pas uniques ni appliquées de manière centralisée, que le stimulant matériel en faveur de la nouvelle bourgeoisie a la priorité absolue et que l'inflation, surtout en raison de la militarisation de l'économie qui engloutit un tiers du revenu national, ne cesse de croître, la société a, fondamentalement, perdu tout contrôle véritable sur la mesure du travail et de la consommation, ces deux clés essentielles d'une économie socialiste.

Ces mesures et une série d'autres de caractère capitaliste, qui ont été tant vantées comme un développement créateur de la théorie et de la pratique économiques marxistes-léninistes, avaient pour but de saper les bases de l'économie socialiste et elles y sont parvenues.

Les conséquences de ce cours apparaissent dans la vie quotidienne du peuple soviétique. Les articles de première nécessité manquent sur le marché, l'inflation, le chômage, la fluctuation de la force de travail se sont aggravés, on constate une hausse déclarée et non déclarée des prix des diverses marchandises. Le secteur privé de l'économie s'est étendu, les portes ont été ouvertes au capital monopoliste étranger, et l'on voit fleurir le marché noir, les spéculations, les abus, les pots-de-vin et les fraudes.

La réalité soviétique actuelle témoigne que ce processus ne va pas vers «la suppression des distinctions de classe» et «la création d'une nouvelle unité sociale», comme le proclament les révisionnistes khrouchtchéviens-brejnéviens, mais vers une profonde différenciation sociale entre la nouvelle classe bourgeoise, composée de la couche des bureaucrates et des technocrates, et les larges masses

travailleuses, qui se trouvent dans la situation d'une force simplement productive. Le fossé entre elles va constamment s'approfondissant à mesure que s'élève le degré d'exploitation des travailleurs et que s'accroissent les avantages de la bourgeoisie. Cette situation a engendré toute une idéologie et une politique, qui s'attachent à justifier et à défendre ce nouveau système d'exploitation capitaliste.

Le pouvoir des soviets n'est plus des soviets, des ouvriers et des paysans. Il s'est détaché d'eux et est devenu une force distincte, qui leur est étrangère. Sur le plan de la forme également, les révisionnistes khrouchtchéviens ont déclaré la dictature du prolétariat liquidée. Ils ont baptisé l'Etat, Etat du peuple tout entier, justement pour masquer le fait qu'il n'est plus effectivement du peuple, mais une dictature de la nouvelle bourgeoisie soviétique. Son caractère capitaliste apparaît clairement dans toute sa politique intérieure et extérieure, qui sert les intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir. L'Etat soviétique, qui dispose des principaux moyens de production et dirige toute l'économie, s'est transformé en un représentant et un défenseur des intérêts de la classe dominante.

Pour garder leurs masques socialistes et «prouver» que l'Union soviétique est un pays socialiste, les révisionnistes soviétiques déclarent qu'il n'y a chez eux qu'un seul parti, le parti communiste, et que son rôle dirigeant est sanctionné par la Constitution. Le fait qu'un parti dirigeant est unique et que son pouvoir sans partage est reconnu par la loi, ne le rend pas communiste. Dans beaucoup de pays bourgeois il n'y a qu'un seul parti dominant. Le caractère d'un parti politique n'est pas défini par sa position dans l'Etat. Il est déterminé en premier lieu par la classe à laquelle il appartient et les forces qu'il sert, par l'idéologie sur laquelle il se guide et la politique qu'il poursuit.

Le Parti communiste de l'Union soviétique est actuel-

lement le représentant direct de la classe bourgeoise au pouvoir, c'est au nom de celle-ci qu'il exerce le pouvoir, qu'il sert le développement et le renforcement de l'ordre capitaliste restauré. Il n'a de communiste que le nom. L'appellation de communiste que ce parti a conservée et les quelques phrases marxistes et mots d'ordre socialistes qu'il invoque ont un caractère hypocrite et purement démagogique. Cela fait partie de sa propagande trompeuse, qui vise à maintenir les masses dans les ténèbres, à leur faire croire qu'elles vivent en régime socialiste, et non pas dans une société capitaliste d'oppression et d'exploitation. Par tradition, pour se camoufler ou par simple inertie, beaucoup de partis ont gardé les appellations de «démocratique», «populaire», «socialiste», etc., alors que ce sont des partis typiquement bourgeois et réactionnaires.

La politique révisionniste et capitaliste qui est appliquée en Union soviétique a ranimé les anciens démons de l'empire tsariste, comme l'oppression nationale, l'antisémitisme, le racisme slave, le mysticisme religieux orthodoxe, le culte des castes militaires, l'aristocratisme de l'intelligentsia, le *tchinovnisme** bureaucratique, etc. Les théories des révisionnistes soviétiques sur la prétendue création d'une «nouvelle communauté historique», du «peuple soviétique unique» ont été inventées précisément pour dissimuler cette réalité pleine de profondes contradictions sociales, de classe et nationales.

La force dominante aujourd'hui en Union soviétique est l'armée. La militarisation effrénée de la vie du pays, la lourde charge des dépenses militaires, qui ont atteint des chiffres astronomiques et ébranlent toujours plus l'économie soviétique, en déforment le développement, appauvrissent le peuple.

La restauration du capitalisme dans le pays ne pouvait

* Du russe *tchinovnik*, fonctionnaire bureaucrate de la Russie tsariste.

pas ne pas conduire à un grand bouleversement dans la sphère des relations internationales et de la politique extérieure du Parti communiste et de l'Etat soviétiques. Le révisionnisme khrouchtchévien s'est converti graduellement en une idéologie et une politique de nouvelle superpuissance impérialiste, qui justifient et soutiennent l'expansion, l'agression et les guerres pour instaurer sa domination sur le monde. C'est cette idéologie et cette politique qui ont engendré les théories tristement célèbres de la «souveraineté limitée», de la «division internationale du travail», de l'«intégration économique, politique et militaire» des pays de la prétendue communauté socialiste, théories qui ont mis un carcan à ces pays et en ont fait des Etats vassaux. Ces relations, Brejnev, au XXVIe Congrès du PCUS, les a qualifiées de «relations entre peuples», pour dépouiller ainsi ces pays de toute identité nationale et étatique.

Afin d'atteindre ses objectifs expansionnistes et néo-colonialistes, le social-impérialisme soviétique a créé une théorie selon laquelle aucun pays ne peut se libérer et se défendre contre l'impérialisme ni se développer de manière indépendante sans l'aide et la tutelle soviétiques. Il spécule sur le slogan de l'«aide internationaliste» pour entreprendre des agressions et piller les richesses des autres pays.

Toute la politique extérieure expansionniste, hégémoniste et agressive de l'Union soviétique social-impérialiste est une preuve et un témoignage de plus du fait que l'ordre soviétique est un ordre capitaliste, car seul un tel ordre peut poursuivre une pareille politique dans l'arène internationale. Comme l'a dit Lénine, la politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure et toutes deux ensemble sont l'expression concentrée des rapports économiques existant dans un pays donné. Les masques socialistes et communistes que les révisionnistes soviétiques s'efforcent encore de conserver, leur sont

déchirés chaque jour par leur réalité capitaliste et par la politique social-impérialiste qu'ils poursuivent.

Quant au temps qu'il faudra pour que prenne fin cette grande mystification du peuple soviétique, qui croit vivre en régime socialiste, pour que la classe ouvrière soviétique cesse de se bercer d'illusions, cela dépend de beaucoup de facteurs, intérieurs et extérieurs. Les événements de Pologne sont annonciateurs des situations qui attendent les pays où règne le révisionnisme khrouchtchévien. Le fait est qu'en Pologne a éclaté un conflit de classes entre les travailleurs et la classe bourgeoise au pouvoir, représentée par le parti révisionniste. Indépendamment du fait qu'elle a été manipulée par les forces de droite, la révolte de la classe ouvrière polonaise atteste bien que celle-ci a pris conscience de sa position de classe opprimée et exploitée, que le pouvoir existant en Pologne appartient à une classe antagoniste de la classe ouvrière, que le socialisme y a été trahi. Après la Pologne à qui le tour? Les processus de différenciation de classe couvent dans tous les pays révisionnistes. Les conflits de classe se durcissent rapidement. Et à cet égard l'Union soviétique elle-même, bien qu'elle semble le plus stable d'entre eux, ne fait pas exception. Les plaies qu'y a ouvertes la restauration du capitalisme ne peuvent être guéries que par le renversement du révisionnisme et la restauration du socialisme.

Notre Parti a mené une grande lutte, ouverte et de principes, contre le révisionnisme chinois, contre l'idéologie, la politique, les prises de position et les actions du Parti communiste chinois. Le révisionnisme chinois est un courant opportuniste dans le mouvement communiste mondial, et la pensée-maotsétoung, qui en est le fondement, une idéologie aux traits archaïques, un amalgame des anciennes théories de Confucius et de Mencius avec de nouvelles théories paraphrasées, sans liaison organique et structurelle, teintées d'une phraséologie marxiste. La pensée-mao-

tsétoung constitue une idéologie hégémoniste tendant à la domination mondiale, fondée sur un bagage de théorèmes et d'idées hétérogènes, contradictoires et pragmatistes. C'est dans les eaux de cette idéologie que voguait la barque chinoise, louvoyant entre la droite et la gauche, à la dérive, lorsque la Chine entreprit la construction du nouvel Etat chinois issu de la lutte de libération. C'est là qu'ont leur origine les flottements que connaît la Chine et le caractère mal défini de son système politique et économique.

La théorie sur laquelle se guidait la Chine nouvelle n'était pas le marxisme-léninisme. Les coups de pinceau marxistes sur la façade donnaient la fausse impression qu'il y existait certains traits du socialisme scientifique. Ils empêchaient de distinguer clairement les déviations continuelles.

Lorsque, en Chine, on affirmait le rôle de la dictature du prolétariat, sous celle-ci se cachait et se développait la dictature des groupes rivaux et des personnalités. Lorsqu'on affirmait le rôle dirigeant du Parti, cela dissimulait une organisation chaotique et l'inexistence de son rôle dirigeant. Lorsqu'on parlait de l'hégémonie de la classe ouvrière, le rôle dirigeant était en fait laissé à la paysannerie, car c'était son idéologie petite-bourgeoise qui dominait. Lorsqu'on parlait de modification des structures de classe, fondamentalement rien ne bougeait.

L'économie chinoise avançait en boitant lourdement, sans orientations ni perspectives claires, en dépit de l'existence d'un certain plan, qui était loin cependant d'avoir un caractère scientifique et était encore moins fondé sur un système centralisé. Au reste, il n'avait même pas les traits d'un plan décentralisé. L'économie chinoise avançait par inertie.

Cette organisation et cette idéologie sans colonne vertébrale étaient dominées par l'idée de l'hégémonisme du grand Etat chinois, qui «était appelé par l'histoire» à repré-

senter le nouveau modèle de société socialiste, à représenter «le marxisme-léninisme des temps nouveaux», qu'était la pensée-maotsétoung.

Dans cette évolution de la Chine nous devions discerner que sous l'habit de la «révolution» se cachait la contre-révolution, que sous le manteau de la pensée-maotsétoung se cachait l'antimarxisme, se cachait un courant du révisionnisme moderne qui exigeait des formes et des structures politiques, idéologiques, organisationnelles et étatiques appropriées au «continent chinois» et à ses aspirations capitalistes et impérialistes.

L'«anti-impérialisme», l'«antisoviétisme», l'«antiaméricanisme» dans la Chine de Mao Tsétoung, alternaient au gré des conjonctures. Il ne s'agissait pas de convictions idéologiques, ce n'étaient pas des attitudes de principes, mais des manœuvres visant à équilibrer les pouvoirs dominants dans le monde, un jeu de bascule avec les puissances politiques et militaires impérialistes pour le renforcement de la Chine sur l'échiquier mondial.

C'est avec ces conceptions, avec ces attitudes éclectiques et opportunistes, tant sur le plan intérieur de la Chine, que sur le plan extérieur, que fut menée la «Révolution culturelle prolétarienne» des «gardes rouges» et que se développe actuellement la «révolution» revancharde des vieillards réactionnaires et de tous les débris de la vieille Chine. C'est sur cette base que fut élaborée la théorie malheureuse des «trois mondes» et des «alliances de ces trois mondes», et que la Chine opéra dans sa politique internationale les tournants si marqués aux conséquences très dangereuses pour la paix mondiale.

Il fallut à notre Parti un certain temps pour s'apercevoir de cette voie antimarxiste du Parti communiste et de l'Etat chinois, avec lesquels nous entretenions de bonnes relations amicales. Pour notre Parti, l'essence théorique et politique de cette amitié était d'une haute importance,

comme l'étaient aussi la lutte pour la sauvegarde de la pureté du marxisme-léninisme et la question du socialisme et de la révolution.

Au début, nous avons mené une polémique de principes à travers des débats, dans un esprit de camaraderie, mais progressivement, et en raison des attitudes antimarxistes de la Chine, ce conflit s'est durci. De la part du Parti du Travail d'Albanie, c'était une lutte sans défaillance, mais aussi une lutte inégale et ardue. Si nous n'avions pas mené cette lutte, nous aurions mis en péril la construction du socialisme en Albanie.

La portée de la lutte du Parti du Travail d'Albanie réside en ce qu'elle a renversé deux mythes, celui de la Chine comme un pays où se construisait le socialisme, et celui de la pensée-maotsétoung en tant que marxisme-léninisme de notre époque. Dans cette lutte, notre Parti, pour défendre les principes, a bravé toutes les difficultés économiques qui pouvaient être créées au pays.

La pensée-maotsétoung, tant vantée comme «un nouveau développement scientifique du marxisme-léninisme», devait immanquablement influencer, comme elle l'a fait effectivement, le mouvement communiste international et certains partis marxistes-léninistes en particulier. Ces partis, ne pouvant, en raison de multiples circonstances, procéder à une analyse approfondie de ce courant idéologique révisionniste, voyaient en la grande Chine et en Mao Tsétoung les guides de la révolution prolétarienne, ils croyaient avoir en eux des soutiens résolus à leur lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, des appuis naturels des justes luttes de libération nationale des peuples.

Il fallait donc mener une lutte de principes et résolue pour détromper ceux qui s'étaient fourvoyés. Et le Parti du Travail d'Albanie engagea cette lutte. C'est là un fait vécu et attesté tant du vivant de Mao Tsétoung qu'après sa

mort. Cette lutte, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes yougoslaves, n'a pas isolé l'Albanie socialiste dans le monde. Bien au contraire, le Parti du Travail d'Albanie et la République populaire socialiste d'Albanie ont renforcé encore plus leurs positions intérieures ainsi que leurs positions internationales.

D'autres partis marxistes-léninistes frères ont également participé avec intelligence et détermination révolutionnaire à la lutte pour défendre le marxisme-léninisme et la révolution, et battre en brèche l'idéologie pseudo-marxiste de la pensée-maotsétoung, apportant une précieuse contribution à ce combat.

La dénonciation de la Chine comme un pays non socialiste et de la pensée-maotsétoung comme une théorie anti-marxiste, a dissipé une dangereuse illusion dans le mouvement marxiste-léniniste international, comme c'avait été le cas pour le révisionnisme soviétique, le révisionnisme yougoslave et les autres courants réactionnaires révisionnistes.

Tout camouflage, toute falsification, toute déviation par rapport à la théorie scientifique du marxisme-léninisme ne saurait faire long feu. Tôt ou tard, de telles pratiques seront démasquées, car elles sont en opposition avec les idéaux de la classe ouvrière, des peuples qui luttent pour leur libération, pour la démocratie véritable, pour le socialisme, pour une société sans exploiteurs ni exploités.

Les développements actuels en Chine, toute la politique intérieure et extérieure de la direction chinoise, confirment que les analyses et les conclusions du Parti du Travail d'Albanie étaient parfaitement exactes et justes. La direction chinoise a laissé le champ libre au développement de l'économie capitaliste, elle a ouvert les portes à l'afflux des capitaux étrangers asservissants, elle s'est unie en une étroite alliance avec l'impérialisme américain et la réaction internationale la plus noire. La Chine s'est déclarée

ouvertement une puissance impérialiste agressive qui prétend à l'hégémonie dans le monde. Elle est devenue un des principaux centres de la contre-révolution mondiale, et elle lutte par tous les moyens pour entraver la libération des peuples, étouffer la révolution. Le révisionnisme chinois s'affirme aujourd'hui comme un courant ouvertement réactionnaire, il a rompu tout lien non seulement avec les mouvements révolutionnaires et de libération, mais aussi avec tous les mouvements démocratiques et progressistes. En toute occasion, il se range aux côtés des forces les plus ténébreuses, les plus obscurantistes et fascistes dans le monde.

Le désordre, le désarroi, la confusion et les affrontements qu'a connus et que connaît la Chine sont la conséquence directe de la pensée-maotsétoung. La critique que les dirigeants chinois adressent aujourd'hui à Mao Tsétoung n'a rien à voir avec la critique marxiste que nous lui faisons. Elle ne porte pas sur le contenu de ses idées, que les actuels dirigeants chinois conservent et appliquent dans la pratique. Leur critique est l'expression de la lutte pour le pouvoir entre les divers groupes maoïstes rivaux. Ces groupes ne peuvent rejeter Mao Tsétoung, car tous trouvent dans ses idées un appui et une justification à leurs actions. Mais sans s'affranchir de la pensée-maotsétoung, le prolétariat et le peuple chinois ne pourront trouver la juste voie qui conduit au socialisme.

A l'avenir également, le Parti du Travail d'Albanie poursuivra de manière conséquente sa lutte de principes pour dénoncer totalement le révisionnisme chinois, pour tracer une ligne de démarcation claire et nette entre le marxisme-léninisme et les idées antimarxistes de Mao Tsétoung. Sans dénoncer et réfuter la pensée-maotsétoung, sans combattre et extirper toute trace de son influence dans le mouvement révolutionnaire, on ne peut songer sérieusement à combattre le révisionnisme chinois ni le

révisionnisme moderne dans son ensemble, le mouvement marxiste-léniniste ne peut se consolider et se développer comme il se doit, ni la cause de la révolution être conduite en avant avec succès.

A mesure que s'aggravent les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme et que s'approche la vague de la révolution, se découvre toujours plus le visage anti-marxiste et contre-révolutionnaire de l'autre courant révisionniste, de l'eurocommunisme.

L'eurocommunisme est le produit de la dégénérescence des partis communistes qui se sont engagés dans la voie du révisionnisme, de la scission qui s'est produite dans le camp révisionniste, par suite de la prépondérance que le nationalisme bourgeois a acquise en son sein.

C'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière nourrie de quelques miettes des profits de la bourgeoisie. L'eurocommunisme, l'idéologie la plus pure du réformisme bourgeois, joue un rôle de «cinquième colonne» au sein du mouvement ouvrier.

Les eurocommunistes, qui étaient parmi les plus fervents adeptes de la campagne contre Staline, pour soi-disant revenir à Lénine, se sont maintenant unis ouvertement au chœur de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates pour mettre en cause Lénine et le léninisme. Le terme même d'«eurocommunisme» est une expression qui implique un écart par rapport au marxisme-léninisme, la négation des lois générales de la révolution et de l'édification de la société socialiste. Les eurocommunistes ont exhumé et remis en circulation les vieilles théories opportunistes de Lassalle et de Bernstein, de Kautsky et de la IIe Internationale, qu'ils vantent comme étant le dernier mot du développement créateur du marxisme de nos jours. L'attaque frontale et ouverte, menée à partir de positions anticommunistes, contre les enseignements fondamentaux du marxisme-lé-

ninisme est l'aboutissement logique de tout le révisionnisme moderne, de tous ses courants.

Les thèses des eurocommunistes sur l'Etat capitaliste au-dessus des classes, sur la démocratie pour tous, sur la voie pacifique, parlementaire, démocratique vers le socialisme, sur les réformes de structure dans le cadre de la constitution bourgeoise, etc., ont pour seul but de saboter la révolution, de défendre et de perpétuer l'ordre capitaliste. Lorsque les révisionnistes italiens, français, espagnols parlent de «compromis historique», de «bloc historique des gauches», etc., ou lorsqu'ils s'efforcent d'entrer dans les gouvernements bourgeois, ils le font non pas pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, non pas pour liquider l'ordre capitaliste, mais pour le préserver de la révolution et pour assumer eux-mêmes la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils cherchent à se substituer dans ce rôle à la social-démocratie, désormais compromise et discréditée aux yeux des masses comme la servante déclarée de la bourgeoisie.

Alors qu'ils fardent le capitalisme, les eurocommunistes manifestent une hostilité ouverte contre le socialisme. Selon eux, il n'a pas existé à ce jour et il n'existe toujours pas de socialisme véritable. Pour eux, le «vrai socialisme» est celui qu'ils ont inventé eux-mêmes, ce qu'ils appellent «socialisme démocratique», «socialisme pluraliste», ou «troisième voie».

Le «socialisme», tel que l'imaginent les eurocommunistes, est un socialisme sans dictature du prolétariat, sans direction indivisible du parti communiste, sans théorie marxiste-léniniste. Dans ce socialisme, le pouvoir appartiendra à toutes les classes, divers partis accéderont à la direction selon les suffrages qu'ils auront recueillis aux élections, l'idéologie marxiste cohabitera avec toutes les autres idéologies bourgeoises, petites-bourgeoises et religieuses. Dans ce socialisme des eurocommunistes existeront

diverses formes de l'économie, la propriété socialisée et l'initiative privée, les capitaux impérialistes et les sociétés multinationales.

Dans cette société donc, qualifiée de pluraliste, s'entrelaceront et coexisteront dans une paix et une harmonie parfaites diverses classes, diverses idéologies, divers types de propriété, des éléments socialistes et capitalistes dans l'économie et la politique, à la base et à la superstructure, dans toute la vie de la société. Mais une telle société hybride capitaliste-socialiste n'a jamais existé et elle ne peut jamais exister. Elle ne peut exister que dans l'imagination des eurocommunistes. Le socialisme et le capitalisme sont deux ordres sociaux qui s'excluent mutuellement. La société nouvelle prônée par les eurocommunistes n'est rien d'autre que la société capitaliste actuelle teintée de socialisme.

L'apparition de l'eurocommunisme a été vantée à grand bruit par la bourgeoisie, qui espérait voir son idéologie réformiste reléguer dans l'ombre l'idéologie révolutionnaire du marxisme-léninisme. Elle espérait que l'eurocommunisme connaîtrait une grande diffusion, qu'il deviendrait un drapeau sous lequel s'uniraient tous les révisionnistes, de l'Ouest et de l'Est. Mais l'échec a été complet. Au sein même de chaque parti eurocommuniste, les fractions et les divisions se sont accrues, et les divers partis ont engagé entre eux la lutte pour le leadership. Les querelles et les divisions avec les autres partis révisionnistes se sont encore accentuées. Le parti de Marchais a abandonné le camp eurocommuniste et il se rapproche toujours davantage des révisionnistes soviétiques. Le Parti communiste d'Espagne est divisé en diverses fractions, en eurocommunistes orthodoxes et hétérodoxes, en prosoviétiques et antisoviétiques. Quant au parti de Berlinguer, il traverse une grave crise idéologique et politique. Qui plus est, les partis eurocommunistes ont beaucoup perdu de l'influence qu'ils avaient parmi les masses, ce qui se constate aussi

dans les défaites qu'ils ne cessent de subir dans les consultations électorales, qu'ils considèrent comme leur cheval de bataille.

Les idées du socialisme authentique ont été et demeurent une grande force d'inspiration, de mobilisation et d'organisation de la lutte révolutionnaire des masses.

Aujourd'hui point n'est besoin d'inventer de nouveaux «socialismes», ni de copier les prétendus socialismes des révisionnistes modernes, comme le soviétique, le yougoslave, le chinois et d'autres, qui n'ont de socialiste que le nom.

Quant à savoir ce qu'est le socialisme, ce qu'il représente et ce qu'il réalise, comment on accède à la société socialiste et on l'édifie, il y a longtemps que cette question est élucidée. Il existe une théorie et une pratique du socialisme scientifique. Cette théorie nous est enseignée par Marx, Engels, Lénine et Staline. Quant à la pratique du socialisme, nous la trouvons dans la riche expérience de l'édification du socialisme en Union soviétique à l'époque de Lénine et de Staline, nous la retrouvons aujourd'hui en Albanie aussi, où la société nouvelle est édifiée selon les enseignements du marxisme-léninisme.

Assurément, le socialisme, comme l'a dit Lénine, prendra dans les divers pays des aspects différents et y aura des particularités découlant de leurs conditions mêmes socio-économiques, de la voie dans laquelle s'y développe la révolution, de leurs traditions, des circonstances internationales, etc. Mais les principes fondamentaux et les lois générales du socialisme restent inébranlables et ils sont inéluctables pour tous les pays.

Les marxistes-léninistes étudient attentivement les processus révolutionnaires dans leurs pays, ainsi que les conditions nationales et internationales dans lesquelles ces processus se développent. Ils ne sont dogmatiques ni dans la théorie ni dans la pratique. Pour eux, le marxisme-

léninisme, en tant que conception matérialiste dialectique du monde, est une doctrine vivante, créatrice et en développement continu.

Les marxistes-léninistes ne sont ni conservateurs ni fanatiques, comme les en accusent les révisionnistes et les bourgeois. Au contraire, ce sont les éléments les plus progressistes, des combattants résolus contre tout élément suranné et régressif. Ils se maintiennent fermement sur les positions du nouveau et luttent de toutes leurs forces pour sa victoire. Ce sont les révisionnistes et tous les autres opportunistes qui sont des conservateurs et des réactionnaires, et qui, en tant que valets de la bourgeoisie, défendent une cause perdue, défendent un ordre ancien, d'oppression et d'exploitation. C'est précisément cette position réactionnaire qui a engagé le révisionnisme moderne dans une crise profonde.

Affranchir la conscience du prolétariat et des peuples des influences entravantes du révisionnisme, propager le marxisme-léninisme, qui indique la seule voie juste de la lutte et de la victoire, est aujourd'hui un devoir primordial pour promouvoir le processus révolutionnaire dans chaque pays et à l'échelle mondiale.

Cette tâche est rendue encore plus actuelle par la révolte et les mouvements de masse toujours croissants, par le réveil de la conscience de classe et nationale des peuples, par les grands bouleversements économiques et sociaux auxquels le monde est confronté.

Tous les ennemis s'efforcent de détourner les masses de la révolution. La bourgeoisie, la social-démocratie, les révisionnistes modernes et les opportunistes de toutes les couleurs n'épargnent pas leurs efforts pour tromper la classe ouvrière et les masses, semer la confusion idéologique et la division, répandre le pessimisme et le fatalisme, susciter chez le peuple la méfiance envers la révolution et le socialisme, et engendrer la psychose selon

laquelle le capitalisme et l'impérialisme ne peuvent être brisés et vaincus. Le seul problème pour ces ennemis consiste à faire en sorte que le capitalisme prenne un «visage plus humain», par quoi ils entendent que les grands capitalistes pourront continuer de dominer, mais en laissant quelques miettes au petit peuple. A ce chœur viennent se joindre les idéologues bourgeois, les apologistes de l'impérialisme soviétique, les tenants de la théorie des «trois mondes», du «non-alignement», du dialogue Nord-Sud, le pape et les bonzes des syndicats.

La classe ouvrière européenne est l'objet d'une puissante pression. La prédominance du réformisme a entravé ia croissance du mouvement ouvrier en Europe, l'empêchant de devenir un véritable mouvement révolutionnaire. Il n'a pas pris pleinement conscience du fait que pour transformer sa condition il lui faut détruire le système capitaliste et instaurer la société socialiste.

Mais le prolétariat européen ne peut continuer d'obéir indéfiniment aux chefs de file syndicalistes et aux partis sociaux-démocrates et révisionnistes, qui ressassent que le développement des structures bourgeoises existantes, de la voie parlementaire et des réformes, ou encore l'«Europe unie», permettront d'assurer un avenir meilleur aux masses travailleuses. L'oppression, la violence, l'exploitation sauvage, le chômage, la drogue, la dégénérescence, l'inflation, qui sévissent dans les pays d'Europe, ne peuvent freiner la révolte des forces saines des peuples européens contre le pouvoir du capital. L'«Europe unie» n'est qu'une solution éphémère, une création de la politique réactionnaire capitaliste, qui, tôt ou tard, se heurtera à des difficultés multiples de divers ordres. Aussi viendra l'heure où la révolte de la classe ouvrière d'Europe atteindra un degré tel qu'elle exigera absolument une solution révolutionnaire.

Dans ces conditions, il est de première importance que les communistes et non-communistes, les hommes progres-

sistes et toutes les masses du peuple comprennent bien que leur véritable ennemi est le capitalisme, et qu'il doit et peut être renversé par la lutte révolutionnaire. Ainsi se dissipera tout pessimisme, et le courage et la confiance dans la victoire grandiront. La science de Marx et Lénine accroît encore cette confiance du prolétariat et des masses et la rend inébranlable.

Le parti et le prolétariat qui se préparent pour la révolution et la prise du pouvoir, s'efforcent de bien analyser et maîtriser les situations, de définir scientifiquement le caractère et les étapes de la révolution dans chaque cas concret et, sur cette base, d'élaborer la stratégie et les tactiques appropriées. Ils étudient avec la plus grande attention les divers courants révolutionnaires populaires qui se heurtent au capitalisme et à ses partis, ils jugent leurs orientations, le rapport des forces dans la situation concrète et, à partir de là, définissent et appliquent les différentes tactiques efficaces qu'il convient d'employer pour conduire les masses populaires dans la voie juste et victorieuse, pour faire affluer des milliers de ruisseaux dans le grand fleuve de la révolution, où se noiera la bourgeoisie capitaliste.

Le parti et le prolétariat ne vont pas seuls à la révolution. La société bourgeoise comprend aussi d'autres couches opprimées qui abhorrent l'ordre capitaliste, des forces progressistes dans la paysannerie, dans la jeunesse, d'autres éléments démocrates et épris de liberté qui ne supportent pas l'exploitation. Les communistes rapprochent d'eux toutes ces forces et tous ces éléments, ils nouent avec eux des alliances sur diverses questions et pour des objectifs déterminés. Les marxistes-léninistes ne sont ni sectaires ni libéraux, ce sont des révolutionnaires inflexibles sur les principes, mais souples quant aux tactiques. Les fronts que les partis marxistes-léninistes forment avec les autres forces progressistes dans les pays capitalistes contre la bourgeoisie,

contre le fascisme et l'impérialisme, s'inscrivent dans la stratégie de la révolution. Dans chaque alliance et dans chaque front, le parti garde sa personnalité, même quand, pour des raisons objectives, il ne dirige pas lui-même cette alliance ou ce front.

Le problème clé dans les pays capitalistes a été et demeure l'unité du prolétariat. La bourgeoisie s'efforce de serrer le prolétariat dans un étau de fer, de l'empêcher d'avancer dans la voie que l'histoire lui a tracée pour le renversement des exploiteurs, pour le renversement du pouvoir du capital. Un de ces étaux est constitué par les syndicats qui, dans la plupart des cas, sont soumis à la bourgeoisie. Les communistes non seulement travaillent à pénétrer et à pousser de solides racines dans la classe ouvrière, mais ils luttent aussi pour réaliser son unité. Aujourd'hui, alors que la crise a jeté sur le pavé des dizaines de millions d'ouvriers et que des millions d'autres se dressent dans des grèves et des manifestations pour leurs revendications économiques et politiques, il est plus facile d'organiser et d'unir les travailleurs dans la lutte contre le capital.

L'unité de la classe ouvrière se réalise à travers la lutte et des actions révolutionnaires concrètes pour la satisfaction des revendications économiques et politiques du prolétariat. A cette fin, les marxistes-léninistes œuvrent à amener les syndicats existants à se soustraire à la domination des agents de la bourgeoisie, des révisionnistes et des sociaux-démocrates, et à se faire des instruments de la lutte contre l'ordre exploiteur. Parallèlement, selon les conditions et les besoins, ils créent aussi de nouveaux syndicats révolutionnaires.

La jeunesse est également une force puissante, qui aspire et œuvre à la transformation de la société injuste capitaliste, c'est une force qui aime le nouveau et le progrès. Seuls le marxisme-léninisme et la révolution lui

ouvrent cette voie, seuls ils peuvent sauver les masses de la jeunesse de la dégénérescence politique et sociale où les conduit la bourgeoisie, leur découvrir la perspective d'une vie nouvelle, pure et heureuse, où peuvent éclore et s'épanouir pleinement leurs énergies inépuisables au service de la société et du progrès. Le mouvement de la jeunesse ne se fortifie et ne peut atteindre ses objectifs que lorsqu'il se fond dans le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le processus révolutionnaire actuel a rendu encore plus aigu le problème de l'attitude à l'égard de l'armée bourgeoise, qu'il faut considérer non point comme une force qui fera la révolution, mais comme une force à désagréger et à désintégrer, afin qu'elle soit incapable de s'opposer à la révolution. Les communistes travaillent à ce que lorsque se déclenchera la révolution, les masses de soldats, qui sont des fils du peuple, refusent d'obéir à la caste des officiers, tournent leurs armes contre les forces réactionnaires au pouvoir et s'unissent aux insurgés, comme elles l'ont fait en Iran.

La révolution est le premier devoir de la classe ouvrière. Mais la révolution se prépare dans la lutte pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels qui préoccupent chaque jour les masses travailleuses. Ce sont ces actions, ces batailles quotidiennes qui élèvent le niveau de conscience de la classe ouvrière, qui renforcent son organisation et son union, qui la préparent et la conduisent à la révolution. C'est dans ces batailles que le parti se lie aux masses et en prend la tête. Les véritables partis de la classe ouvrière sont des partis des actions révolutionnaires.

Afin d'intimider les masses et de préparer l'avènement du fascisme, le grand capital encourage aussi le terrorisme, qui a pris, dans plusieurs pays, d'inquiétantes proportions. A travers le terrorisme, la bourgeoisie cherche aussi à

flétrir le véritable mouvement révolutionnaire, à fourvoyer divers éléments qui se révoltent contre l'oppression qu'elle exerce. A dessein, elle identifie la lutte révolutionnaire avec le terrorisme, afin de faire croire aux masses que les communistes aussi, les patriotes et les révolutionnaires qui luttent contre l'oppression nationale et sociale, sont des terroristes et des anarchistes, qui pratiquent l'assassinat et le pillage. Les véritables révolutionnaires sont, dans la théorie et la pratique, contre le terrorisme et l'anarchisme.

La classe ouvrière et les masses travailleuses dans les pays capitalistes sont confrontées toujours plus au problème national, devenu actuellement fort aigu. La social-démocratie et les révisionnistes nient l'existence d'un tel problème dans les pays capitalistes développés, comme ceux d'Europe occidentale, le Japon, le Canada, etc. Ils se refusent à voir que, par suite de l'offensive des sociétés multinationales, patronnées par l'impérialisme américain, l'élargissement des compétences supranationales des blocs militaires et des organismes économiques internationaux, l'extension des bases et l'installation des armes américaines sur leurs territoires, limitent toujours plus leur souveraineté nationale, restreignent l'action politique indépendante de leurs pays, les convertissent graduellement en Etats vassaux.

C'est à la classe ouvrière qu'il appartient d'assumer la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, que la bourgeoisie et le courant social-démocrate et révisionniste ont abandonnée. Le prolétariat des pays d'Europe et celui des autres pays ne doit pas se laisser tromper par la propagande des Etats-Unis, de l'Union soviétique ou de la Chine, lorsque chacun d'eux agite pour son compte l'épouvantail du danger que la superpuissance rivale fait courir à leur liberté et à leur indépendance nationale. Cette propagande tend à leur ravir cette liberté et cette indépen-

dance et à établir la domination impérialiste de telle ou telle superpuissance.

Les facteurs de classe et nationaux constituent aussi un grand problème dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir. En particulier, on ne peut, dans ces pays, atteindre la libération sociale sans secouer le joug du social-impérialisme soviétique, qui y a établi son entière domination économique, politique et militaire.

L'impérialisme américain et les autres puissances capitalistes occidentales font semblant de soutenir le mouvement ouvrier et national dans ces pays, ils feignent d'y appuyer les aspirations libératrices des peuples. C'est de la démagogie et un simulacre néfaste qui vise à tromper les prolétaires et les masses travailleuses. La bourgeoisie impérialiste cherche seulement à détacher ces pays de la zone d'influence du social-impérialisme soviétique et à les intégrer dans sa sphère de domination.

La question de la révolution prolétarienne est indissolublement liée au développement du mouvement de libération des peuples. Les luttes de libération nationale actuelles ont pour trait important que l'éveil politique pour la conquête et la défense de la liberté et de la pleine indépendance nationale s'accompagne d'un éveil social. Les mouvements actuels des peuples opprimés sont dirigés toujours plus non seulement contre l'impérialisme étranger, mais aussi contre ses officines à l'intérieur de chaque pays. Le fait est que les peuples des pays opprimés, en dépit de leur retard économique et social, font preuve d'une grande vitalité et apportent une contribution importante à la révolution démocratique anti-impérialiste, qui fraye la voie à la révolution prolétarienne.

Les insurrections populaires d'«inspiration islamique», comme la bourgeoisie et les révisionnistes aiment à définir ces mouvements pour en nier le caractère anti-impérialiste et révolutionnaire, méritent une attention particu-

lière. C'est un fait que, dans les pays musulmans, il y a des mouvements insurrectionnels, mais les interprétations qu'en donnent la bourgeoisie et les révisionnistes sont malveillantes et dénigrantes. Elles cachent des visées d'asservissement à l'égard des peuples de ces pays.

Nous, marxistes-léninistes, continuons d'affirmer que la religion est l'opium des peuples. En aucun cas, nous ne modifierons notre point de vue sur cette question. Et la religion musulmane, dans son contenu, ne diffère pas des autres.

Les larges masses des peuples musulmans dans les divers pays se sont dressées et se dressent dans la lutte non pas pour la question religieuse, mais pour la libération nationale et sociale. La croyance religieuse a un poids relatif et ne prime pas la politique. Les gens de ces pays croient à l'islamisme et le respectent, mais lorsqu'il est porté atteinte aux intérêts vitaux du peuple, à la liberté et à l'indépendance du pays, ils se soulèvent pour combattre l'agresseur, même si c'est un coreligionnaire. Ce n'est pas l'inspiration religieuse qui provoque les révoltes et le réveil révolutionnaires des peuples, mais les conditions politiques et sociales, l'oppression et le pillage impérialistes, la pauvreté et les souffrances qui pèsent sur eux.

Les Arabes et les autres peuples musulmans sont des combattants valeureux et dotés d'une antique culture. Par leurs révoltes et leurs luttes anti-impérialistes, anticolonialistes et antiféodales, ils montrent qu'ils sont attachés au progrès et à la liberté. S'ils ne l'étaient pas, ils ne se dresseraient pas dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, contre la double oppression, intérieure et extérieure.

Dans les régions habitées par les peuples musulmans, les impérialistes et les social-impérialistes se trouvent dans une situation difficile. Et leurs fantoches tout autant. Les faits dans ces régions témoignent d'une situation révolu-

tionnaire, d'un grand mouvement social de ces peuples, indépendamment de ce qu'au premier abord ces mouvements ont un caractère religieux et qu'ils sont suivis à la fois par des croyants et des incroyants.

Aujourd'hui dans maints pays existent ou sont en train de se créer des situations révolutionnaires, mais la révolution socialiste ne se pose pas partout comme une tâche immédiate. D'autres mouvements de caractère démocratique, anti-impérialiste et de libération se développent aussi dans le monde. Ils s'intégrent tous dans le processus révolutionnaire mondial, ce sont des guerres justes qui affaiblissent le front impérialiste et contribuent à accélérer les processus révolutionnaires, qui frappent et font pourrir encore plus le système capitaliste. Aussi comme nous l'enseigne Lénine, la classe ouvrière, la classe la plus progressive, et son parti communiste doivent appuyer et soutenir activement ces luttes et en assumer la conduite. Même si, au début, cette classe et son parti n'ont pas affirmé leurs positions dirigeantes, ils n'en doivent pas moins se tenir à la pointe de la lutte et des sacrifices, car ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront prendre la tête du mouvement et réaliser ses objectifs, ce n'est qu'ainsi que pourra être frayée la voie à la croissance de la révolution démocratique, populaire, anti-impérialiste et à sa conversion en révolution socialiste.

Dans leur lutte pour la libération nationale et sociale, la classe ouvrière et les masses travailleuses se heurtent chaque jour à la violence sauvage de l'impérialisme, de la bourgeoisie et des forces de la réaction. Dans ces conditions, elles sont contraintes de répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire, dont les formes varient nécessairement selon les conditions de chaque pays et l'évolution des situations. Dans certains pays, cette violence a pris ou peut prendre la forme de l'Insurrection armée. Les marxistes-léninistes considèrent

cette question avec un très grand sérieux. Ils luttent tant contre les attitudes nihilistes que contre l'aventurisme petit-bourgeois, ils démasquent et rejettent tant les thèses maoïstes sur «l'encerclement des villes à partir des campagnes», etc., que les théories pseudo-marxistes qui nient le rôle décisif des masses populaires dans la lutte et le rôle dirigeant des partis marxistes-léninistes.

Les temps que nous vivons sont pour nos partis marxistes-léninistes des temps révolutionnaires. Les jeunes partis marxistes-léninistes grandissent et se trempent dans le monde entier, leur rôle et leur action croissent constamment, leurs liens avec la classe ouvrière et les masses ainsi que leur influence parmi elles se raffermissent. Dans nombre de pays et diverses régions du monde, de nouveaux partis ont vu le jour. Toutes les conditions sont réunies pour qu'il s'en crée aussi là où n'existent pas encore de véritables partis révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est un devoir militant impérieux des éléments révolutionnaires les plus conscients du prolétariat.

La situation objective favorable ne relègue nullement dans l'ombre les problèmes aigus et les tâches considérables auxquels les marxistes-léninistes sont confrontés. En fait, nos forces sont en croissance continue et les situations évoluent en faveur de la révolution, mais la réaction aussi agit. La bourgeoisie, la social-démocratie et les divers révisionnistes, en dépit de leurs contradictions profondes et irréconciliables, s'unissent et agissent de concert en une chose: dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution. Ils s'efforcent de semer la méfiance et la crainte parmi les masses du peuple pour les détourner de la révolution et du socialisme, de porter atteinte et de nuire aux partis marxistes-léninistes dans des pays particuliers et au mouvement communiste révolutionnaire dans son ensemble.

Auparavant, lorsque la pensée-maotsétoung exerçait son influence dans nombre de partis, les impérialistes et les social-impérialistes étaient plus tranquilles, car ils savaient que ce courant révisionniste menait son action de sape dans le mouvement marxiste-léniniste. Maintenant que ce courant a été démasqué, les ennemis cherchent à semer la confusion en répandant toutes sortes de théories pseudo-marxistes, à diviser et à affaiblir les partis en y suscitant une lutte de fractions, à manipuler sous diverses formes et à entraîner sur des positions révisionnistes des éléments hésitants et insuffisamment formés.

Or les partis marxistes-léninistes sont désormais forts d'une riche expérience dans la lutte contre les divers courants antimarxistes et mieux armés contre la tactique utilisée par la bourgeoisie et les révisionnistes. Cette expérience les aide à poursuivre avec succès la lutte contre les ennemis, à accroître leur vigilance, à élever constamment le niveau idéologique et politique de leurs membres, à les armer de la théorie marxiste-léniniste. La lutte révolutionnaire a appris aux partis marxistes-léninistes à renforcer leurs liens avec les masses, à s'introduire dans les diverses couches sociales et à les organiser, à exploiter et à combiner correctement le travail légal et le travail clandestin, en combattant aussi bien les manifestations de légalisme et de libéralisme bourgeois, que celles de sectarisme étroit et de travail en vase clos.

Face à l'activité coordonnée des impérialistes et des révisionnistes contre le marxisme-léninisme, et alors que le prolétariat et les peuples poursuivent leur lutte révolutionnaire, le renforcement ultérieur de l'unité du mouvement marxiste-léniniste est une nécessité impérieuse.

La force du mouvement communiste marxiste-léniniste international réside dans la justesse des idées pour lesquelles il combat et dans son unité. Les partis marxistes-léninistes sont guidés dans leur lutte par les enseignements

de nos grands classiques, ils mettent à profit le riche héritage multiforme du Komintern, ils s'appuient sur l'expérience de leur lutte contre la trahison révisionniste, ils tiennent compte de l'expérience négative des partis qui ont dégénéré vers le révisionnisme. Tous ces enseignements et cette expérience constituent un précieux trésor idéologique, politique, organisationnel, théorique et pratique, pour tremper et renforcer les partis et le mouvement marxistes-léninistes à tous égards.

Les rencontres et les entretiens entre partis frères constituent une précieuse contribution au renforcement de l'unité du mouvement marxiste-léniniste. Ainsi procède-t-on à un échange d'expérience très fructueux, qui aboutit à des évaluations communes des situations et à une unité de pensée et d'action. L'expérience d'un seul parti ne peut suppléer à l'expérience de nombreux partis, au contraire, ce sont les expériences de tous les partis marxistes-léninistes qui rendent le mouvement invincible.

Le Parti du Travail d'Albanie, fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, s'est efforcé et s'efforcera toujours d'apporter sa contribution au renforcement de l'unité du mouvement marxiste-léniniste et de la collaboration entre partis frères.

Notre Parti du Travail tient à honneur, dans la grande lutte historique pour la cause du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme, de se ranger aux côtés des autres partis marxistes-léninistes, qui sont au même titre des détachements du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Les communistes albanais et notre peuple tout entier apprécient infiniment la solidarité, l'amour et la confiance que les partis marxistes-léninistes frères, le prolétariat et les peuples révolutionnaires et épris de liberté, témoignent au Parti du Travail et à l'Albanie socialiste. C'est là pour nous un puissant soutien et un grand encouragement. En toute circonstance et dans toutes les situa-

tions, notre Parti et notre peuple lutteront pour s'acquitter dignement de leurs tâches nationales et internationales, pour construire avec succès le socialisme en Albanie et pour défendre avec feu la cause révolutionnaire des prolétaires et des peuples.

Rapport au VIIIe Congrès du PTA

LES MENÉES ANGLO-AMÉRICAINES EN ALBANIE

Souvenirs

(Extraits)

Dans les siècles passés et jusqu'à ce jour, le peuple albanais n'a cessé d'être en butte aux attaques des gouvernements successifs de Grande-Bretagne, des gouvernements impériaux antérieurs puis des derniers gouvernements royaux. Les tories et les divers courants politiques qui maintenaient sur pied l'empire, puis, par la suite, les deux partis, le parti conservateur et le parti travailliste, qui se sont succédé au gouvernement, ont toujours, dans leurs multiples tractations avec les autres grandes puissances pour préserver l'hégémonie mondiale du «lion britannique», considéré l'Albanie comme un objet de marchandage.

Les gouvernements anglais, qui ont tous veillé à la domination du capital britannique sur le monde et sur les peuples, non seulement n'avaient jamais reconnu l'Albanie, pas plus que beaucoup d'autres pays, comme un Etat et comme une nation, qui, en menant d'âpres combats et en consentant d'immenses sacrifices, a lutté dans les siècles contre les divers occupants pour sa liberté et sa souveraineté, mais ils considéraient même les habitants de ce «pays des aigles» comme un peuple sauvage, barbare, sans culture, en un temps où celui-ci, bien que petit en nombre, se montrait indomptable et non moins cultivé que le peuple d'Ecosse ou de Cornouailles.

Un long temps devait s'écouler avant que quelques

rares publicistes, quelque chercheur dilettante, ou certain grand poète de l'époque romantique, comme Byron, ne viennent éclairer tant soit peu le peuple anglais sur l'Albanie et les Albanais, sur leur culture, leur caractère ferme et généreux, leur hospitalité et leur bienveillance à l'égard de leurs hôtes, ainsi que sur l'esprit de combat, farouche et inflexible, qui les a toujours animés face à des ennemis féroces et nombreux.

L'Angleterre, par sa politique impérialiste, asservissante et colonialiste, exerçait sa domination sur de nombreux pays et peuples. Elle se livrait à mille perfidies pour mettre la main sur les richesses du monde, pour engraisser ses lords et barons, et rehausser la «gloire» et la puissance de l'empire. Telle une mauvaise herbe, elle se répandait dans de multiples pays. Sous le couvert de la science, elle envoyait des missions explorer l'Afrique et d'autres contrées, et ces «savants» anglais y plantaient le drapeau de John Bull, puis venaient après eux les régiments des lords, qui écrasaient les révoltes des Cipayes et occupaient l'Inde, venaient les Kitchener, qui exterminaient les Boers par le fer et par le feu. Lord Beaconsfield (Disraëli) et Gladstone ajoutèrent même aux nombreux titres de la reine Victoria celui d'impératrice des Indes. Ce colonialisme pillait les richesses fabuleuses de l'Inde, les pierres précieuses de Birmanie et d'Afrique du Sud, spoliait ces contrées de leur or et asservissait spirituellement, économiquement et physiquement leurs peuples. Et l'Angleterre utilisait les hommes de ces pays subjugués comme de la chair à canon pour ses propres desseins.

Dans ses guerres coloniales contre les autres puissances impérialistes, l'Angleterre envoyait tomber en première ligne les formations indiennes comme celle des lanciers du Bengale, les Afghans et d'autres peuples asservis, qu'elle conduisait au combat comme des moutons à l'abattoir. Et ces guerres coloniales étaient menées pour

que les plaines d'Angleterre puissent se transformer en terrains de golf pour les lords, pour que le pain de la métropole et toutes les matières premières nécessaires à son industrie puissent y affluer de ses colonies, sur lesquelles, comme le chante Kipling, l'auteur du «Livre de la jungle», cet ardent défenseur de l'expansion et du colonialisme britanniques, *chantre** de l'empire, «le soleil ne se couche jamais». En fait, cet empire appliquait la loi de la jungle. Tout était et devait être mis à son service. La bourgeoisie anglaise alla jusqu'à invoquer la théorie scientifique de Darwin pour légitimer ses crimes monstrueux. La dénaturant, elle inventa le «darwinisme social» pour «justifier» la suppression ou l'assimilation d'un petit peuple par un peuple plus nombreux et plus puissant, soutenant ainsi la conception réactionnaire selon laquelle «les gros poissons mangent les petits».

Dans ces conditions et par ces méthodes, l'Angleterre, à travers aussi son Intelligence Service, pénétrait partout, découvrait des gisements de pétrole, occupait la Perse et d'autres pays, s'opposait aux visées de la Russie tsariste, défendait l'empire ottoman même lorsque celui-ci fut effectivement devenu «le malade du Bosphore»; elle s'associait à l'Allemagne de Bismarck au Congrès de Berlin en 1878, s'attaquait dans son seul intérêt au Traité de paix de San Stefano, veillait très jalousement à sa maîtrise de la Méditerranée. à ses positions stratégiques dans les Dardanelles, à Suez, à Gibraltar, gardait le golfe Persique, et, intronisée «reine des mers», se faisait la promotrice de la politique des canonnières. C'est ainsi qu'elle provoqua l'«incident de Fachoda» et maints autres faits de ce genre.

Dans cette Angleterre, devenue l'une des principales puissances colonisatrices, où les ducs roulaient sur l'or et les duchesses se couvraient de bijoux, on imagine le peu

* En français dans le texte.

d'importance qui pouvait être accordée à l'Albanie, à sa lutte héroïque pour sa liberté et son indépendance.

A chaque moment clé de notre histoire, et particulièrement lorsque le peuple albanais se battait héroïquement, les armes à la main, contre l'empire ottoman, l'Angleterre se rangeait toujours du côté de la Turquie. Au Congrès de Berlin, le Premier ministre anglais, favori de l'impératrice Victoria, lord Beaconsfield, qui devait, de retour à Londres, déclarer pompeusement qu'il avait apporté une «paix dans l'honneur», ne daigna point, pas plus du reste que le chancelier allemand, le prince de Bismarck, fondateur du IIe Reich, entendre la délégation albanaise que la Ligue de Prizren[1] avait envoyée à Berlin pour revendiquer et défendre les droits de notre peuple. A ces moments difficiles, alors que ce peuple tant éprouvé avait pris les armes et s'insurgeait contre les Turcs et les chauvins serbes, chiens couchants des impérialistes, pour lutter contre le démembrement de sa patrie entre Serbes, Monténégrins, Turcs et autres et accéder à l'autonomie, Bismarck et Disraëli répondaient dédaigneusement à nos glorieux grands-pères: «Nous ne nous intéressons pas à quelques chaumières albanaises».

Plus tard, les délégués de notre peuple, Ismail Qemal et Isa Boletini, se rendaient à Londres et demandaient à Edward Grey, ministre des Affaires étrangères, de soutenir l'Albanie. «Nous ne permettrons pas, lui dit notre grand homme d'Etat, Ismail Qemal, que l'Albanie soit démembrée. Nous prendrons les armes comme nous l'avons

---

1 A la veille du Congrès de Berlin, qui devait revoir les dispositions du Traité de San Stefano, le 10 juin 1878, dans la ville de Prizren, les délégués de toutes les régions d'Albanie décidèrent la création d'une union politique et militaire, qui prit le nom de «Ligue albanaise de Prizren» et lutta pour l'autogouvernement, l'union nationale et la défense de l'intégrité territoriale de l'Albanie, menacée par les visées chauvines des Etats voisins.

toujours fait et nous nous battrons». Le ministre anglais fit la sourde oreille.

Les prédécesseurs de Lloyd George à Londres, puis lui-même et ses suppôts à Versailles, amputèrent l'Albanie, et il fallut que nos pères, comme toujours, empoignent les armes pour lutter contre les occupants. Après la Première Guerre mondiale également, les Anglais se trouvèrent aux premières loges pour intriguer contre l'Albanie et ils y fourrèrent en même temps leurs mains et leurs espions de l'Intelligence Service. Mais ils ne parvinrent pas à détourner de son objectif le soulèvement de Vlore en 1920, qui rejeta les troupes italiennes d'occupation à la mer.

L'Intelligence Service avec le ministre de Grande-Bretagne en Albanie, Eyres, mirent tout en œuvre pour affaiblir le Gouvernement démocratique de Fan Noli en 1924 et obtenir de lui la concession de la prospection du pétrole à Patos, Ardenice et ailleurs.

Ahmet Zogu. qui, après avoir accédé au pouvoir avec l'aide des impérialistes, s'intitula par la suite roi des Albanais, mena envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ainsi qu'envers d'autres pays, la politique de la «porte ouverte» et conclut avec eux accords et traités. Ces deux puissances impérialistes visaient à s'assurer le contrôle de notre côte, qui commande le canal d'Otrante, elles voulaient faire de l'Albanie une tête de pont pour pénétrer dans les Balkans et exploiter ses richesses naturelles. Zogu leur reconnut le statut de «nation la plus favorisée», ce qui facilita l'entrée de leurs capitaux en Albanie. Allant plus loin dans ce sens, il accorda à l'«Anglo-Persian Oil Company» le monopole quasi total de l'exploitation du pétrole en Albanie et conclut avec l'Angleterre un accord commercial provisoire, qui fit place, en 1931, à un traité de navigation et de commerce, fondé sur la «réciprocité» et la clause de «la nation la plus favorisée». Pour se faire une idée de la «réciprocité» dont il s'agissait là, il suffit de rappeler

qu'en 1932 l'Albanie importa d'Angleterre des marchandises pour une valeur de 1 586 200 francs-or et n'en exporta seulement que pour 6 665 francs-or. Le ministre anglais en Albanie, Sir Robert Hodgson, qui devint dans les années '30 le conseiller intime de Zogu, appliqua fidèlement la politique antialbanaise de son gouvernement. L'impérialisme britannique, par le truchement de ses officiers, Percy, Sterling, Hill, Cripps, etc., attachés à Zogu, usait, tout comme lui, du fouet, de la prison et de la potence, pour étouffer tout mouvement du peuple albanais. Avec l'aide de ses amis et la connivence des Anglais, l'Italie de Mussolini, après avoir partagé avec eux les zones d'influence, s'assura la concession du pétrole albanais, jusque-là aux mains de l'«Anglo-Persian».

Avec les Etats-Unis aussi, Zogu entretenait des rapports de la même nature. Il sanctionna légalement le statut de la «nation la plus favorisée» reconnu au gouvernement américain par une lettre du gouvernement albanais de juin 1922, qui lui remettait pratiquement les clés du pays. C'était là un des documents les plus honteux et les plus funestes pour notre indépendance. Il faut dire que l'Amérique, pour sa part, ne reconnut jamais à l'Albanie le droit au statut de la «nation la plus favorisée». Six mois après son accession au pouvoir, Zogu donnait à bail pour deux ans à la «Standard Oil Company of New York» 51 000 hectares de terre pour 30 000 dollars et abaissait les droits de douane pour les importations américaines.

En outre, il ouvrit les portes aux agents de l'espionnage américain, qui venaient en Albanie en qualité de missionnaires, comme par exemple Kennedy, ou de philantropes et d'éducateurs, comme Ericson et Harry Fultz, ce dernier directeur de l'école technique de Tirana, cadre important des services de renseignements américains. Ces gens-là, et d'autres avec eux, ne se bornaient pas à un travail d'indicateurs, mais, comme les sabotages de Maliq,

de Kuçove (aujourd'hui Qyteti Stalin) et le procès des députés traîtres devaient, entre autres, le révéler après la libération, ils avaient préparé leurs gens à agir, ouvertement et en sous main, contre le peuple albanais et le pouvoir populaire qu'il érigerait.

Les impérialistes anglo-américains, ces ennemis farouches et jurés du peuple albanais, ont toujours utilisé notre pays comme une monnaie d'échange dans leurs transactions internationales. Lorsque le satrape Zogu était au pouvoir, ils s'efforcèrent de s'assujettir directement l'Albanie sur le plan économique, politique et militaire, mais ils se heurtèrent à la concurrence d'autres pays capitalistes, surtout à celle de l'Italie fasciste. Dans les années '30, la crise générale du monde capitaliste et le partage des zones d'influence entre les grandes puissances impérialistes, mais surtout la pénétration en grand du capital italien en Albanie, eurent pour effet d'affaiblir les liens économiques entre l'Albanie, d'une part, et la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de l'autre. Zogu, s'étant fait l'instrument direct du fascisme italien, lui ouvrit les portes toutes grandes pour la colonisation du pays, qui fut le prélude de son occupation. Mais le temps devait démontrer que les Anglo-Américains ne renonceraient jamais à leurs visées sur notre pays, même si, et naturellement dans des desseins déterminés, ils avaient laissé l'Italie libre d'agir en Albanie.

Néanmoins, c'est avec satisfaction que le gouvernement anglais voyait Zogu se faire le laquais et l'agent de Mussolini. L'Angleterre avait intérêt à ce que l'Italie occupe l'Albanie car, finançant le fascisme italien et le nazisme allemand, elle projetait de les lâcher comme une meute contre l'Union soviétique.

L'attitude indifférente de Chamberlain, lorsque Mussolini assaillit notre pays le 7 avril 1939, vint certifier que c'était bien là le plan de l'Angleterre. Le Premier britan-

nique, qui était parfaitement au fait de ce qui devait se produire, alla ce jour-là à la pêche. C'était bien lui qui avait approuvé l'«Anschluss», qui avait signé l'accord de Munich, qui avait bradé la Tchécoslovaquie, avant de remettre enfin à Churchill les clés de la défense de l'empire.

En déclarant, le 6 avril, devant la Chambre des communes, que la Grande-Bretagne n'avait «aucun intérêt direct» en Albanie, le Premier anglais laissait à Mussolini les mains libres pour réaliser ses visées à l'encontre de notre pays. Cette attitude de l'Angleterre faisait parfaitement l'affaire de l'Italie, en ce qu'elle sanctionnait ses intérêts particuliers en Albanie.

Le jour de l'invasion de l'Albanie par les chemises noires, Mussolini envoya à son homologue britannique un télégramme pour lui dire que les événements d'Albanie n'influeraient pas sur les rapports entre leurs deux pays, ni n'affecteraient le statu quo en Europe et dans le monde. Et cela se produisait un an après que, dans le cadre de la rivalité impérialiste, à la veille d'une guerre imminente, la Grande-Bretagne et l'Italie avaient conclu un accord pour le maintien du statu quo en Méditerranée. Mais de quelle valeur était la signature d'un tel accord entre loups impérialistes! L'histoire abonde en exemples montrant que les accords et traités entre puissances impérialistes ne sont que des expédients, des compromis pour une réconciliation passagère, mais qu'ils sont violés dès que les situations changent et que prévalent d'autres intérêts.

Au lendemain de l'agression contre l'Albanie, le gouvernement anglais entra en marchandage avec l'Italie sur le dos du peuple albanais. En compensation du retrait des troupes italiennes d'Espagne et de la garantie de l'indépendance de la Grèce, la Grande-Bretagne reconnut l'occupation fasciste de l'Albanie.

M'étendre sur le cours de la Seconde Guerre mondiale serait superflu, mais je pense qu'il convient d'en évoquer

certains moments clés comme toile de fond des menées des missions anglaises en Albanie à l'époque de la Lutte de libération nationale.

On sait que les efforts de l'Angleterre de Chamberlain et de la France de Daladier pour soi-disant émousser l'appétit d'«espace vital» de Hitler, s'avérèrent vains. Le chiffon de papier qui sortit de la rencontre de Munich et que Chamberlain, à sa descente d'avion, agita aux yeux du peuple anglais comme un «document historique» garantissant prétendument la paix, n'était qu'un drapeau blanc que l'Angleterre hissait devant le nazisme agresseur.

La bourgeoisie anglaise et française espérait bien que la machine de guerre hitlérienne se tournerait contre l'Union soviétique et elle mettait tout en œuvre pour l'y pousser.

L'Angleterre pensait faire d'une pierre deux coups: elle entendait frapper à la fois l'Union soviétique et le IIIe Reich. Mais les événements ne suivirent pas le cours qu'elle souhaitait.

La France bourgeoise repoussa la démarche de l'Union soviétique pour assurer, conformément aux traités, la défense de la Tchécoslovaquie par les armes. Face à la menace de l'Allemagne hitlérienne, Staline proposa à l'Angleterre et à la France de former un front commun, mais ces deux puissances capitalistes dédaignèrent cette proposition salvatrice, dans l'espoir, comme je viens de l'évoquer, que Hitler attaquerait l'Union soviétique. C'est alors que l'Union soviétique conclut avec l'Allemagne un traité de non-agression. C'était un traité nécessaire en ce qu'il lui permettait de gagner du temps pour mieux préparer sa défense.

La guerre menée par Hitler prit un cours différent de celui qu'avaient envisagé les impérialistes anglais et français. Après avoir attaqué et envahi la Pologne, Hitler se tourna en effet contre la France, qui capitula presque sans se battre. Il se préparait à attaquer aussi l'Angleterre, de-

meurée seule en guerre face à l'Allemagne nazie. Mais celle-ci mesura ses forces, surtout ses forces aériennes et navales et, violant le Traité de non-agression, fit volte-face et se rua lâchement contre le pays des Soviets.

L'Allemagne hitlérienne plantait ses griffes sur tous les pays capitalistes d'Europe et menaçait les Iles britanniques elles-mêmes. Les colonies anglaises et les possessions américaines dans le Pacifique tombaient l'une après l'autre aux mains du Japon militariste. Dans ces conditions, effrayés par les proportions redoutables que prenaient les foudroyantes attaques allemandes et craignant aussi, en cas de défaite de l'Union soviétique, de voir l'Allemagne accroître encore sa puissance et rendre toute résistance à ses assauts encore plus difficile, les chefs impérialistes jugèrent indispensable de réaliser un équilibrage des forces, et. sérieusement cette fois, l'Angleterre, puis les Etats-Unis, se virent contraints de se tourner vers l'Union soviétique pour coordonner la lutte contre le fascisme. Ainsi fut créée la coalition antifasciste anglo-soviéto-américaine contre le fléau nazi, qui attaqua et occupa aussi la Yougoslavie et la Grèce. Entre-temps, le peuple albanais s'était dressé dans la lutte contre l'Italie fasciste, qui nous avait déjà attaqués et occupés.

Dans sa Lutte antifasciste de libération nationale, le peuple albanais n'était pas seul. Il avait à ses côtés en premier lieu l'Union soviétique, avec Staline à sa tête, et aussi tous les peuples du monde qui luttaient contre le fascisme, y compris les peuples anglais et américain. Nous étions membres de la grande coalition antifasciste, de l'alliance de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Nous devions considérer cette alliance comme bénéfique et nécessaire, et la soutenir en vue d'exterminer le fauve nazi; c'est pourquoi nous expliquâmes son importance au Parti et au peuple.

Dans l'appréciation de cette alliance nous ne devions

nous montrer ni sectaires, ni libéraux, mais, tout en la. jugeant bénéfique dans le cadre de la lutte contre le nazisme, nous ne devions jamais perdre de vue ce que représentaient pour notre peuple les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, ne jamais oublier leur nature féroce, oppressive, capitaliste et colonialiste, ne jamais oublier les plaies innombrables dont notre patrie souffrait de leur fait. Mais nous devions faire confiance à notre Parti, à notre peuple, à nos armes, à l'Union soviétique et à Staline. Il nous fallait conquérir notre liberté de haute lutte, au prix de sacrifices et du sang versé, et ne jamais laisser les ennemis du dehors jouer comme par le passé avec le destin de notre pays et de notre peuple.

Dans un de ses discours, Churchill avait lancé le mot d'ordre: «Mettre l'Europe en feu!» Il visait par là deux objectifs: d'abord faire combattre le fascisme allemand par les peuples en les «aidant» par l'envoi d'armes et de missions militaires; ensuite, organiser à travers ces missions, là où elles seraient parachutées, la réaction pro-anglaise, combattre les partis communistes et les fronts de libération nationale conduits par ces partis. Autrement dit, alors qu'on déclarait vouloir «mettre l'Europe en feu!», le vrai but était d'éteindre le feu qui avait été allumé et de faire en sorte que les missions anglaises envoyées partout réalisent les objectifs qui leur étaient dictés par le War Office, le Foreign Office et l'Intelligence Service. Ce qui était recherché, c'était donc que les peuples, et aussi les communistes, sortent de la guerre affaiblis, la réaction renforcée, en sorte que les alouettes tombent toutes rôties dans la bouche des Anglais.

Que le lecteur me permette de faire un très bref historique des plans qui étaient élaborés à Londres contre notre Lutte de libération nationale avant la venue des missions anglaises en Albanie.

Dès le mois d'octobre 1939, afin de recueillir sur place des indications sur la situation dans notre pays, le gouvernement anglais avait nommé un consul général ayant son siège à Durrës. Mais Londres ne se contenta pas de cet acte qui équivalait à une reconnaissance de fait du nouveau statut de l'Albanie. Au printemps 1940, elle demanda à ses services de renseignements à Belgrade de lui préparer un rapport sur l'évolution des événements en Albanie et donna l'instruction de créer auprès de la Section «D» un bureau pour notre pays. Cette mission fut confiée à Julian Amery, qui s'était occupé jusque-là de la presse et de la propagande à la Légation britannique en Yougoslavie. Celui-ci prépara son rapport avec l'aide de Gani et de Seit Kryeziu, de la famille féodale des Kryeziu de Kosove, éléments corrompus, espions fieffés, qui avaient souvent changé de patrons et s'étaient mis maintenant au service des Britanniques.

Des sections analogues pour l'Albanie furent créées, l'une à Athènes, avec pour conseillère l'ancien agent anglais, Madame Hasluck, une autre au Caire, auprès du quartier général allié, avec pour chef le major Cripps, ancien instructeur de la gendarmerie de Zogu. Ainsi l'Intelligence Service tissait son réseau tout autour de l'Albanie et se préparait à y introduire ses agents. Le bureau pour l'Albanie de la section «D» prit directement contact avec divers éléments, émigrés albanais, anciens «amis» de l'Angleterre, «monarchistes», «républicains», «intellectuels libéraux», etc., qui vivaient en Yougoslavie, il les rassembla autour de lui et créa une espèce d'organisation, dénommée «Front uni», avec tous ces éléments qui rêvaient de renouveler les faits de 1924, lorsque la réaction extérieure et intérieure avait organisé l'entrée de Zogu en Albanie.

Cette fois, Zogu, après avoir, comme un bandit de grand chemin, couru plusieurs capitales d'Europe avec l'or qu'il avait pillé, alla finir à Londres avec toute sa suite. Le

gouvernement britannique le jugeait une fausse carte, car il était discrédité, ne jouissait pas de la sympathie du peuple albanais et n'avait dans le pays aucun parti qui le soutînt. Londres avait été informée de cet état de choses par son consul général à Durres, si bien que, à un moment, Zogu fut sur le point d'être expulsé d'Angleterre. Mais, flairant le danger, il fit savoir aux gouvernants anglais qu'il entendait, à la tête des Albanais à l'étranger, se mettre au service des plans militaires des alliés. A la suite de quoi, le Foreign Office reconsidéra son attitude. Il lui permit de séjourner en Angleterre, à la condition qu'il ne se livrerait à aucune activité politique sans sa permission. Les caisses remplies d'or que Zogu avait emportées avec lui peuvent avoir joué leur rôle dans ce retournement. Malgré tout, le gouvernement anglais se réservait le droit d'utiliser la carte de Zogu en un moment plus opportun. Londres pensait qu'il pourrait servir de figure pour rallier autour de lui divers éléments qu'elle utiliserait pour ses intérêts en cas de défaite du nazisme allemand et si des conditions favorables se présentaient à nouveau.

Quoi qu'il en fût, les Anglais, pour le moment, ne pouvaient pas se servir de lui. Il leur fallait travailler en sous main avec quelqu'un d'autre pour arriver jusqu'à lui. A part les Kryeziu, les Britanniques avaient jeté leur dévolu, en tant que personnage adéquat à cette manœuvre, sur Abaz Kupi, qui était «contre» les Italiens et pour Zogu. Londres donna ainsi l'instruction à la Section «D» à Belgrade, désormais dénommée «Spécial Operations Executive» (SOE), de prendre contact avec lui. Amery se rendit à Istanbul et, de concert avec Sterling, un autre ancien instructeur de la gendarmerie de Zogu, qui opérait maintenant en Turquie, eut une entrevue avec Abaz Kupi. Après un court marchandage, Amery repartit avec lui pour la Yougoslavie, d'où il devait l'introduire en Albanie, avec nombre d'autres «patriotes» et «politiciens», pour

organiser d'anciens officiers de Zogu, des bayraktars, etc., dans la «lutte contre l'occupant»!

Entre-temps, craignant d'être chassé d'Angleterre, et n'étant pas au fait des plans qui se tramaient, Zogu, pour donner aux alliés des preuves de sa fidélité, proposa à Londres d'ouvrir un front de combat à Salonique en se mettant lui-même à la tête des Albanais se trouvant à Istanbul. Redoutant une confrontation politique avec la Grèce, Londres demanda l'assentiment du gouvernement grec. Le Premier ministre Metaxa refusa, torpillant par là le plan de Zogu. Ainsi, Zogu, ce soldat servile de la Grande-Bretagne, resta de nouveau dans l'attente.

Au SOE de Belgrade, les choses allaient maintenant plus vite. Autour de cette officine s'étaient rassemblés de nombreux éléments, entre autres, à part les frères Kryeziu et Abaz Kupi, Muharrem Bajraktari et Xhemal Herri. La plupart d'entre eux étaient des hommes de Zogu. Un beau jour, on retrouva aussi auprès du SOE le «communiste» Mustafa Gjinishi, dont la présence réjouit beaucoup les Anglais. La direction du bureau pour l'Albanie au SOE de Belgrade était maintenant passée aux mains d'Oakley Hill, qui avait séjourné huit ans en Albanie comme organisateur de la gendarmerie de Zogu.

Jugeant la situation favorable à des actions dans le pays même, Hill, à la tête d'une force réduite composée d'éléments qu'il avait lui-même soudoyés et regroupés, entra en Albanie en avril 1941. Tout cela était soi-disant fait pour «sauver» l'Albanie du joug des fascistes italiens, mais en réalité le but de cette action était de créer les conditions requises afin que notre pays fût intégré plus tard dans la sphère d'influence anglaise, et de prévenir la formation éventuelle d'un autre centre de résistance, qui échapperait au contrôle des Anglais, combattrait l'occupant et neutraliserait l'influence de la Grande-Bretagne. Mais dans la situation difficile qui se créa particulièrement à

la suite de l'entrée des Allemands en Yougoslavie, où l'armée ne leur résista pas plus d'une semaine, le lieutenant-colonel Hill vit échouer son plan. Il fut donc contraint de réunir pour la dernière fois à Tropoje les chefs du petit groupe avec lequel il était entré en Albanie, chargeant chacun d'eux de tâches spéciales: Gani Kryeziu devait agir dans la Kosove, Abaz Kupi irait à Kruje près du gouvernement de Tirana, quant à Mustafa Gjinishi, il s'infiltrerait dans les rangs des dirigeants communistes albanais. Leur travail, pour l'heure, consisterait à combattre sous le masque d'un «ardent patriotisme» et, dès que les conditions auraient mûri, à dresser leurs cornes comme les escargots après la rosée.

Cependant que ces «patriotes», chacun avec une bourse de livres sterling en poche, s'éparpillaient en Albanie, Hill rentra à Belgrade et se rendit «avec tous les honneurs-aux Allemands. Grâce à l'intercession de la Légation américaine en Yougoslavie, il devait, au bout d'un certain temps, se retrouver sans dommage à Londres.

La résistance et la lutte armée de notre peuple contre l'occupant fasciste, qui avaient commencé dès le 7 avril 1939, se poursuivirent sans relâche, s'étendirent et se renforcèrent encore, surtout à la suite de la formation, le 8 novembre 1941, du Parti communiste d'Albanie. Après cette date historique, la lutte du peuple albanais s'engagea dans une nouvelle phase. Plus âpre, solidement organisée, elle éprouvait toujours plus les occupants, les quislings et les traîtres, ce qui n'alla pas sans susciter des inquiétudes dans le monde bourgeois.

Au cours de l'année 1942, le Foreign Office s'était mis à manifester un plus grand intérêt pour la question albanaise. Il avait appris la création du Parti communiste d'Albanie et, vers la fin de 1942, son intérêt se mua en préoccupation, surtout quand il fut informé que le Parti communiste d'Albanie avait organisé la Conférence de Peza,

qu'il dirigeait le Front de libération nationale et que le Mouvement de libération nationale prenait une grande ampleur. Et cet état de choses venait après la déclaration de Churchill selon laquelle «le Gouvernement de sa Majesté a la cause de l'Albanie fort à cœur». L'alarme était donnée. Le SOE, à Istanbul, avait proposé la création, avec l'aide des Anglais, d'un gouvernement albanais; il insistait pour que ce gouvernement comprît aussi parmi ses membres Gani bey Kryeziu et Mehmet Konica. Par le truchement de Mihajlović, avec qui il collaborait, il fut envoyé à Muharrem Bajraktari une lettre lui disant que c'était à lui qu'il appartenait de conduire la lutte et l'assurant que Zogu ne rentrerait pas en Albanie.

Les événements se précipitaient. En novembre 1942, les Alliés débarquaient en Afrique du Nord. Le 17 décembre, le ministre anglais des Affaires étrangères lisait, devant la Chambre des communes, une déclaration, déjà approuvée au début de décembre par le Cabinet de Guerre, et faisant état du «vœu» du gouvernement anglais de voir l'Albanie libérée et son indépendance rétablie, et aussi du futur examen de la question des frontières à la Conférence de la Paix. Le gouvernement soviétique fit, lui aussi, une déclaration exprimant son sincère désir de voir l'Albanie libérée et son indépendance rétablie, tout en évoquant avec sympathie notre lutte contre l'occupant et en en faisant l'éloge. Le gouvernement des Etats-Unis émit également une déclaration à ce sujet. Ces déclarations constituaient sans aucun doute un appui moral et politique apporté à notre Lutte de libération nationale, une promesse d'indépendance pour le pays à la fin de la guerre et elles aidaient à renforcer la position internationale de l'Albanie en un temps où tous les peuples s'étaient dressés dans la lutte contre le fascisme et le nazisme.

La situation révolutionnaire en Albanie suscita des débats dans les milieux londoniens qui s'intéressaient à la

question albanaise. Néanmoins, ils étaient réconfortés et encouragés de voir que leurs amis, Abaz Kupi et Mustafa Gjinishi, avaient réussi entre-temps à s'introduire dans le Front de libération nationale, et que, en dehors de ce Front et comme contrepoids à son influence, avait été créée une organisation qui s'était intitulée «Balli kombëtar» (Front national) et avait pour chefs de file des personnes connues de l'Intelligence Service, féodaux, grands propriétaires terriens, gros commerçants, bayraktars, intellectuels bourgeois, prélats, et autres ennemis jurés des communistes.

Dans ces circonstances, l'Angleterre décida d'envoyer des missions militaires en Albanie. Leur but devait être de se faire sur place une idée exacte de la situation, d'envoyer des renseignements exacts à leur centre et de l'informer sur l'atmosphère qui régnait ici, d'apprendre ce qu'il en était réellement du Mouvement de libération nationale, de nouer des liens avec le Balli kombëtar, d'aider les «amis» envoyés par le SOE et, surtout, sous le couvert des «aides», de tout mettre en œuvre, comme partout ailleurs, pour faire échouer la révolution populaire.

C'étaient là les objectifs essentiels des missions anglaises qui vinrent en Albanie, qui par voie de terre à travers la Grèce, qui par les airs.

Dans ces souvenirs j'évoque précisément la lutte perfide que ces missions nous ont livrée, d'ailleurs sans aucun succès, car notre Parti et notre peuple ont annihilé chacune de leurs actions, chacun de leurs plans. L'amère histoire du passé ne devait pas se répéter et elle ne s'est pas répétée.

Notre Parti et notre peuple ont vaincu les fascistes italiens et les nazis allemands de haute lutte, ils sont venus à bout de l'impérialisme américano-anglais grâce à une résistance héroïque et à une diplomatie ferme et avisée, qui s'inspirait du marxisme-léninisme et qui s'appuyait sur la grande expérience du peuple lui-même et de ses grands hommes au cours des temps...

Notre lutte contre l'occupant allemand et la réaction locale qui collaborait avec lui, se poursuivait avec âpreté et gagnait toujours plus en ampleur. A l'époque, au printemps 1944, l'initiative des opérations était, dans l'ensemble, passée aux mains de notre Armée de libération nationale[2]. Celle-ci était sortie des combats acharnés et des innombrables épreuves de l'hiver 1943-1944, plus aguerrie et mieux préparée aux dures batailles qui l'attendaient contre l'occupant et ses instruments albanais. Selon les ordres de l'état-major général, elle passa partout à l'attaque et lança l'opération connue sous le nom d'«offensive du printemps». De puissantes brigades de choc, à part les bataillons, les détachements et les commandements locaux, avaient été formées, et leurs opérations contre l'ennemi étaient constamment couronnées de succès. Partout dans les zones libérées, les conseils de libération nationale, mis sur pied en tant qu'organes du pouvoir populaire, se montraient fort actifs. Dans les zones occupées et dans les villes également, avaient été créés des conseils clandestins, en tant qu'organes de combat qui rassemblaient toutes les forces populaires antifascistes et aidaient la Lutte de libération nationale.

Les gouvernements quislings tombaient comme les feuilles à l'automne. Aux éléments compromis avec les Italiens se substituèrent des hommes qui avaient travaillé sous le manteau, les chefs du Balli kombëtar et des autres courants réactionnaires, qui entrèrent à la régence, au gou-

---

2 Dans le rapport hebdomadaire du 8 mars 1944 sur la situation en Albanie, il était notifié au Foreign Office:
«9. La résurrection des partisans est due à la souplesse de manœuvre et à l'habileté des brigades de l'ALN, dont la plupart, avait-on rapporté un mois auparavant, étaient, soit mises en déroute par les opérations allemandes, soit vouées à mourir de faim. La force des partisans réside apparemment dans leur discipline, leur énergie et la clarté de leurs buts, qualités qui manquent singulièrement à leurs adversaires nationalistes.» *(F.O. 371/43550-3372. PRO. Extrait de la photocopie de l'original déposé aux AIH, Tirana.)*

vernement et aux autres organes dirigeants quislings, devenant ainsi des collaborateurs déclarés.

L'Allemagne hitlérienne, consciente d'avoir perdu la guerre, n'en devait pas moins défendre les forces qu'elle gardait encore en Albanie contre nos attaques réitérées, retirer toutes ses troupes de Grèce et maintenir en même temps ouvertes ses voies de communication harcelées par nos brigades et nos divisions. Aussi les Allemands lançaient-ils contre nous des attaques de plus ou moins grande envergure, terrorisant et incendiant des régions entières. Ils étaient appuyés par la réaction albanaise, ballistes, zoguistes, bayraktars et quislings, qui avaient été auparavant pro-italiens et étaient maintenant devenus pro-allemands, projetant avec eux, en conjuguant leurs forces, d'exterminer les communistes et l'Armée de libération nationale. La réaction soutenait son alliée, l'Allemagne, l'armée nazie, et en même temps préparait «l'avenir», c'est-à-dire la prise du pouvoir après le départ des forces allemandes.

Tout en combattant l'ennemi sans répit, nous suivions avec vigilance les manœuvres des quislings, du Balli kombëtar, des zoguistes; nous ripostions à leurs actions par les armes, en contre-attaquant, nous annihilions leurs plans en menant parmi le peuple une propagande intense, opposée à la propagande nazie qui proclamait à grand bruit que l'Allemagne avait toujours été et qu'elle demeurerait l'amie du peuple albanais, que l'armée allemande n'était chez nous que de passage et que chacune de ses actions avait pour but de renforcer la liberté de l'Albanie et son indépendance! Cette démagogie s'accompagna de mesures soi-disant «albanaises», de la constitution d'une «assemblée nationale», de l'organisation d'une «gendarmerie albanaise», car «la milice fasciste albanaise n'était pas albanaise», etc.

Les Anglais avaient échoué dans leurs intrigues. Voyant leurs plans constamment percés à jour et réduits à néant, ils pensèrent pouvoir arranger les choses en nous lançant

quelques armes de plus. Mais nous ne nous laissions pas prendre à leur jeu. Je recommandais à nos commissaires et à nos commandants: «N'ayons aucune illusion, ni aucun espoir que les Anglais nous lanceront des armes. Ne comptons pas sur eux. N'ayons confiance qu'en nous-mêmes, dans le Parti, dans le peuple et dans notre Lutte de libération nationale. Attaquons l'ennemi, mettons-le en déroute, enlevons-lui armes, munitions, vêtements et vivres. C'est seulement ainsi que nous créerons nos propres arsenaux. Nous n'avons rien à attendre du ciel. Nous continuerons de demander des armes aux Anglais parce que ce sont nos alliés, mais ce qu'ils nous envoient ne représente rien en regard de l'ampleur de notre lutte». Au cours de réunions, j'expliquais aux commissaires: «Les Anglais et les Américains sont, certes, nos alliés dans cette guerre, car ils se battent contre les Allemands, mais nous ne devons jamais penser qu'ils soutiennent sincèrement notre lutte. Ils ne veulent pas nous armer, parce qu'ils savent qu'en le faisant ils creusent la tombe de leurs vrais amis. Ils veulent nous voir nous croiser les bras, cesser de combattre, et nous affaiblir, afin de pouvoir mieux nous asservir demain.» Aussi appelai-je les camarades à la lutte, à une lutte sans répit, à une politique juste, à une diplomatie révolutionnaire et à la vigilance, à une vigilance de tous les instants!

Deux ou trois mois après la capture du général Davies[3], les Anglais demandèrent à déléguer auprès de notre état-major général un autre représentant, un certain Palmer, de grade major, mais qui ne tarda pas à être promu lieutenant-colonel. Je donnai notre agrément et, en avril 1944, il se lança en parachute, dans la région de Korçe, si j'ai

3 Edmund Davies, chef de la mission anglaise dépêché par le ministère britannique de la Guerre en octobre 1943 auprès de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale albanaise (Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie,* éd. fr., pp. 85-181, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982)

bonne mémoire. Il était accompagné du chef de son état-major, d'un radio et de quelques autres officiers.

Comme son attitude future le fit apparaître, il devait avoir reçu comme instruction d'afficher un «visage plus aimable», de ne pas trop ergoter, de ne pas se montrer arrogant comme McLean[4], ni seulement un militaire comme le général, qui se révéla n'être nullement un simple militaire, bien qu'il n'eût cessé de le prétendre jusqu'au moment de sa reddition aux Allemands.

Palmer se présenta à moi le sourire aux lèvres. C'était un homme d'une quarantaine d'années, d'une certaine prestance, avec un visage aux traits fins et des yeux éveillés et rieurs. Après les salutations d'usage, il me dit qu'il était venu remplacer le général Davies auprès de l'état-major de l'armée de partisans et qu'il contribuerait, dans la mesure de ses moyens, au renforcement de l'amitié entre nos deux pays et nos armées alliées contre le même ennemi, l'Allemagne hitlérienne, ajoutant encore d'autres boniments de ce genre. Je lui répondis moi-même par des généralités. Je lui demandai également si les Anglais avaient l'intention de nous aider en armes et en habillement, ce qui était pour nous un problème très important, qu'il avait, lui fis-je observer, oublié d'évoquer. Je lui dressai aussi un bref tableau du peu d'aides qu'ils nous avaient parachutées.

«Votre Shakespeare, lui dis-je, a écrit une comédie intitulée «Beaucoup de bruit pour rien». Mais ce qui se joue

---

4 Bill McLean, officier de liaison anglais. Il vint en Albanie en avril 1943 comme représentant du quartier général des forces alliées en Méditerranée auprès du Conseil général de libération nationale. A l'automne de la même année il rentra à Londres et en avril 1944 retourna en Albanie, attaché aux forces réactionnaires afin de les aider dans leur lutte contre les forces de libération nationale (Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie,* éd. fr., pp. 29-71, 293-313, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982).

aujourd'hui sur le dos de notre peuple assoiffé de liberté dépasse les limites de la comédie et du drame, c'est une terrible tragédie. Un petit peuple comme le nôtre se bat pour la victoire sans reculer devant aucun sacrifice, il vous demande seulement des armes, rien d'autre, et vous, vous faites beaucoup de bruit à propos de ce que vous lui envoyez, alors qu'en fait nous ne voyons tomber que peu, très peu, quasiment rien de cette aide tant vantée». Palmer se mit à rire, encore qu'il n'eût cessé d'avoir le sourire aux lèvres. Apparemment, on avait choisi intentionnellement ce type souriant pour éviter d'envenimer davantage les choses avec nous.

«Je pense que, maintenant que nous avons débarqué en Italie, nous serons en mesure de mieux pourvoir à vos besoins. Vous devez comprendre que nous avons aussi nos difficultés», chercha-t-il à m'expliquer.

Dans son maintien, son comportement et son parler, Palmer était beaucoup plus pondéré, plus sérieux et plus affable que tous les officiers anglais que j'ai connus durant la guerre. Il prétendait nourrir de la sympathie pour notre lutte, mais n'approuvait certainement pas notre combat, pas plus que nos prises de position politiques; seulement, ne pouvant rien y changer, il ne manifestait pas ouvertement sa désapprobation comme McLean, ni ne proférait de mensonges flagrants comme le général Davies.

J'ai souvent eu des débats avec lui et lui ai même parlé parfois sur un ton irrité des attitudes des autres missions anglaises, du quartier général allié en Méditerranée et du général Wilson, mais, en bon Anglais, il ne perdait jamais son calme, il prenait des notes, réfléchissait bien avant de me répondre et le faisait avec tact et diplomatie. Naturellement, la question des armes était une pomme de discorde entre nous. En fait, nous n'avions jamais fondé d'espoirs sur eux en ce sens et nous n'attendions même pas qu'ils nous en parachutent. Si nous insistions sur cette question, c'était surtout pour leur mettre en évidence les menées de

sabotage et autres auxquels ils tentaient de se livrer à nos dépens.

Les frictions que nous avions avec les Anglais en raison de l'insufissante quantité d'armes qu'ils nous envoyaient s'aggravèrent encore. Finalement, Palmer vint me soumettre une proposition du quartier général en Méditerranée à ce sujet. A ses dires, celui-ci, en vue de résoudre vite et bien la question des fournitures d'armes de la part des Alliés, nous proposait d'envoyer une délégation militaire à Bari pour qu'elle y présente nos demandes.

Après avoir examiné et discuté longuement cette proposition avec les camarades, je fis appeler Palmer et lui communiquai notre décision. Il parut se réjouir du «succès» qu'il avait obtenu et, satisfait, il me dit: «Maintenant je crois que tout va s'arranger». Pour ma part, j'étais convaincu que rien ne se ferait. Et, effectivement, mes prévisions s'avérèrent. Notre délégation revint avec des promesses, mais les mains vides.

Palmer se sentait souvent très gêné et il attendait que soient lancés quelque part quatre ou cinq fusils pour venir à moi tout souriant m'annoncer la bonne nouvelle.

Sur le front soviétique, le front principal de la guerre, où se scellait la défaite totale de l'Allemagne hitlérienne, les Allemands étaient mis gravement en déroute. L'Armée Rouge avait pénétré dans les Balkans et elle faisait marche vers l'Ouest. Les Anglo-Américains avaient débarqué en Italie. Les forces allemandes se trouvaient en difficulté dans l'Apennin, alors que les Alliés progressaient très lentement. Les armées de Kesselring battaient en retraite, cherchant apparemment à se retrancher derrière les Alpes comme derrière un ultime rempart. Il n'était plus possible à la Wehrmacht de maintenir ses forces disséminées en Grèce. La seule issue pour elles était de se retirer à travers la en Bosnie, au Sandjak, en Serbie, Croatie, Slovénie, et Macédoine et l'Albanie pour se regrouper au Monténégro,

déboucher ensuite en Autriche, où elles opéreraient leur jonction avec les forces de Kesselring qui se repliaient vers les Alpes.

Notre état-major général, analysant à fond la situation de la guerre dans son ensemble et prévoyant l'évolution des événements, ordonna à notre Armée de libération nationale de multiplier ses attaques contre les forces allemandes et ballistes. Il lui fixa aussi pour tâche de mieux tremper et armer nos brigades de choc, de créer de grosses unités de combat, des divisions, puis des corps d'armée, car de dures batailles étaient à prévoir contre les nazis allemands, qui, tout en se retirant, ne manqueraient pas de lancer, avec la rage du désespoir, de farouches attaques pour nous éprouver, nous anéantir et garder ainsi les voies ouvertes à leur retraite.

Le Parti prévoyait également que le jour de la victoire était proche. Il fallait donc se préparer à la libération de la patrie, qui nous coûtait tant de sang, de larmes et de sacrifices. Il fallait renforcer partout les conseils de libération nationale. Il était également devenu indispensable de tenir un grand congrès où seraient prises d'importantes mesures politiques, organisationnelles, militaires, en rapport avec la situation intérieure et la politique extérieure. Ce Congrès aurait à définir les formes légales du pouvoir populaire, à ériger le nouvel Etat de démocratie populaire et à en renforcer la direction. Par une décision unanime, adoptée par une grande assemblée (la première assemblée populaire), élue démocratiquement, il fallait barrer légalement la voie à toute tentative du dehors pour former un soi-disant gouvernement albanais en exil, etc.

Nous posâmes ces problèmes et d'autres questions actuelles au Plenum du Comité central du Parti, qui se tint vers la mi-mai à Helmës, dans la région de Skrapar. Il adopta les décisions afférentes et donna des directives pour la période à venir. Ces directives prescrivaient de pour-

suivre avec encore plus d'acharnement la Lutte de libération nationale contre l'occupant et les traîtres, de déclencher contre eux une offensive frontale jusqu'à leur anéantissement complet, jusqu'à la libération de toute l'Albanie, de mettre sur pied et de renforcer le pouvoir politique, administratif et législatif, partant, d'instaurer le pouvoir de démocratie populaire dans tout le pays. Ces questions furent posées et discutées également au Congrès de Përmet[5] et elles se matérialisèrent dans les décisions qui y furent prises.

Les tâches fixées étaient imposantes. Naturellement, nous savions bien, et le Parti l'avait expliqué clairement aux partisans et au peuple, que notre chemin n'était pas parsemé de roses, que nous aurions encore beaucoup de sang à verser, beaucoup de difficultés à surmonter et de sacrifices à consentir. Nous ne parviendrions à nos fins que de haute lutte, et la victoire viendrait du bout du fusil et de la politique juste, de principes, marxiste-léniniste, du Parti.

L'armée hitlérienne et la réaction étaient les deux principaux ennemis que nous devions vaincre et liquider ensemble, définitivement, totalement, et nous menions contre eux une lutte à mort. La réaction, quislings, ballistes, zoguistes, bayraktars et pseudo-démocrates, nous combattait, comme je l'ai dit, par les armes aux côtés des Allemands, afin de se trouver organisée et en mesure de s'emparer du pouvoir lorsque nous aurions bouté ceux-ci hors du pays. A cette époque, notre Armée de libération nationale s'était considérablement renforcée. La réaction voyait clairement que nous avions mis l'occupant à bas et qu'il sentait le sol trembler sous ses pieds. Nous allions non seulement chasser l'ennemi hors de notre patrie, mais aussi le pourchasser en combattant au-delà de nos frontières d'Etat.

---

5 Il tint ses assises du 24 au 28 mai 1944 dans la ville de Përmet.

A mesures que les nazis subissaient de nouvelles défaites et que la Lutte de libération nationale se renforçait chez nous et dans d'autres pays, l'impérialisme anglo-américain se faisait plus menaçant. C'était un ennemi féroce, il se masquait de slogans démocratiques, il se disait «antifasciste», mais en fait il était perfide, il menait une action très néfaste, toujours sous le manteau, et cherchait à profiter de la situation pour instaurer son hégémonie sur les peuples du monde. Beaucoup oubliaient cet ennemi, le sous-estimaient, alors que le Parti communiste d'Albanie et sa direction ne relâchèrent jamais leur vigilance à son encontre. A tout moment, nous étions sur le qui-vive pour déjouer ses plans et nous les avons déjoués l'un après l'autre. Les Anglais accentuaient leur pression contre nous, et nous, nous durcissions nos poings contre eux.

Ils avaient appris les préparatifs que faisait le Parti pour organiser le Congrès de Përmet et ils en étaient extrêmement préoccupés. Aussi envoyèrent-ils un émissaire, un officier supérieur, le lieutenant-colonel Leake, rencontrer leur agent, Mustafa Gjinishi, et lui donner des directives pour saboter le Congrès. (J'ai évoqué cet épisode de la lutte secrète que nous livraient les Anglais dans la partie de mes souvenirs où je parle de Mustafa; je ne m'y arrêterai donc pas ici).*

Les pressions, les chantages et les interventions brutales des Anglo-Américains à l'encontre de notre Mouvement de libération nationale s'intensifièrent encore pendant l'été et surtout l'automne 1944. Et cela pour plusieurs raisons. Les décisions du Congrès de Përmet, notamment celles interdisant le retour de Zogu en Albanie, refusant de reconnaître tout autre gouvernement dans le pays ou en exil et annulant tous les accords conclus par Zogu avec eux au détriment des intérêts de notre peuple, les contrarièrent

* Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie*, éd. fr., pp. 182-236, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

profondément. Mais ce qui les fit surtout enrager, c'était, d'une part, le fait que les délégués exprimèrent leur reconnaissance envers l'Union soviétique et l'Armée Rouge de Staline, qui, ayant brisé l'armée hitlérienne, poursuivait son avance triomphale vers l'Allemagne et, d'autre part, notre dénonciation publique des tentatives des Alliés anglo-américains pour fourrer leur nez dans les affaires intérieures de notre pays.

Le puissant élan de notre lutte, l'offensive générale de notre Armée de libération nationale et le cours victorieux de cette action dans le Nord, alarmèrent les milieux dirigeants de Londres et de Washington. Avec la Yougoslavie de Tito et avec la Grèce, ici à travers Santos et leurs autres agents infiltrés dans le Parti communiste grec, ils avaient réussi à arranger les choses. Mais avec la petite Albanie, où la tâche, s'imaginaient-ils, leur aurait été plus facile, ils faisaient chou blanc, elle leur glissait entre les mains. Dans ces circonstances, ils se virent contraints de réétudier la question et d'élaborer de nouveaux plans, plus subtils.

Entre-temps, dans le Nord, les forces de partisans menaient de furieux combats contre les occupants et la réaction. Nos brigades s'étaient heurtées aux troupes allemandes et ballistes dans les régions de Dibër et de Kukës. Le commandement de la Ière division de choc nous avertit que ses munitions étaient épuisées. Plus de dix jours s'étaient écoulés depuis que Palmer m'avait promis un prochain parachutage d'armements.

Je fis appeler de nuit le chef de la mission anglaise à notre quartier. Calmement, mais d'un ton froid et tranchant, je lui dis:

«Monsieur Palmer, je vous ai présenté il y a un peu plus de quinze jours une demande de fournitures d'armes, de munitions et d'obus de mortiers. Vous savez bien pourquoi nous avions besoin d'urgence de ce matériel, je vous

ai confié à quoi nous entendions l'employer. Je vous ai dit aussi où nous pensions opérer, et cela afin que ces armes, comme nous en sommes convenus, soient jetées au lieu et au jour que nous avons fixés d'un commun accord. Vous avez accueilli ma demande avec un sourire et m'avez dit que vous la transmettriez immédiatement au quartier général allié en Meditérranée, au général Wilson. Quatre jours plus tard, vous êtes venu m'annoncer que notre demande avait été acceptée et que les armes seraient parachutées au moment et au lieu fixés. Sur la foi de quoi, nous avons aussitôt avisé, donné l'ordre à nos forces de passer à l'action et elles ont maintenant engagé les combats. Vous n'avez pas tenu parole, monsieur Palmer, et, du fait de ce manquement, notre Armée est gravement éprouvée. Si vous ne prenez pas aussitôt des mesures afin que les armes promises nous soient envoyées, nous considérerons cela comme un geste hostile qui cause un grand tort à une armée alliée. Si les armes ne nous sont pas lancées au plus tôt, non seulement nous vous accuserons de ce manquement devant l'opinion antifasciste mondiale, mais nous prendrons aussi des dispositions sévères à l'égard de toutes les missions anglaises se trouvant dans nos régions».

Palmer fronça les sourcils, ce qu'il faisait rarement, mais, avec son flegme britannique, il reprit vite un air souriant, et comme pour se justifier et m'adoucir, il me dit:

«Monsieur Hoxha, vous perdez votre calme...»

Je ne pus me retenir et l'interrompis:

«Vous voudriez peut-être que je me réjouisse, que je ne m'indigne pas, que mon sang ne s'échauffe pas quand mes camarades se font tuer en combattant?

— Je me rends bien compte de la situation difficile dans laquelle vos forces et nous-mêmes nous nous trouvons, me répondit-il, mais je pense et je suis même certain

que notre quartier général en Méditerranée est tout à fait disposé à vous aider. Ce sont sans doute les conditions atmosphériques qui l'en ont empêché. Quoi qu'il en soit, monsieur Hoxha. j'ai pour devoir d'informer à nouveau mes supérieurs de ce que vous venez de me communiquer et j'insisterai de mon côté pour que les munitions vous soient envoyées.»

C'était là un ultimatum que je signifiais au chef de la mission anglaise. Je résolus d'éviter toute rencontre avec lui jusqu'à ce qu'il vînt m'informer que les armes étaient arrivées. Et je m'en tins à cette résolution. Nous avions décidé, au cas où ces armes ne nous seraient pas parachutées. de renvoyer la mission anglaise de notre état-major. Ils n'avaient pas intérêt à nous pousser à cette extrémité. Au reste, ils avaient lieu de redouter un tel acte de notre part, car ils devaient avoir appris à nous connaître. A peine trois ou quatre jours plus tard, on me fit savoir que Palmer demandait à me rencontrer. Les camarades, après avoir défait les forces allemandes et ballistes, m'avaient informé du parachutage des armes. Le lieutenant-colonel vint donc me voir et, souriant comme toujours, me dit :

«Monsieur Hoxha, notre vœu à tous deux a été exaucé, les armes ont été parachutées.

— Les camarades me l'ont fait savoir, lui dis-je. Je vous remercie, en particulier, de vos efforts dans ce sens. Etant sur place, vous connaissez mieux la situation que ceux qui se trouvent en Italie». Palmer fut très satisfait et, après avoir pris le thé et mangé des fruits que je lui offris, il s'en fut, de très bonne humeur.

Les impérialistes anglo-américains avaient en main deux ou trois atouts qu'ils entendaient utiliser au moment opportun. Les derniers temps, la carte la plus prometteuse pour eux semblait devenir celle du féodal de Kosove, Gani Kryeziu, qui, disait-on, se préparait à créer un «gouver-

nement», du moins pour l'Albanie du Nord. Mais nous eûmes tôt fait de leur brûler aussi cette carte dans les mains.

Nous nous trouvions à Odriçan dans la région de Permet. Le gros de nos forces effectuait avec succès des opérations dans l'Albanie centrale et septentrionale. Le 20 septembre 1944, je reçus du camarade Manush Myftiu un radiogramme urgent m'informant que les forces de la Ve brigade avaient encerclé la bande de Gani Kryeziu, capture Seit Kryeziu, Llazar Fundo, alias Zaï Fundo, et Simcox, l'officier anglais qui leur était attaché, et qu'elles les gardaient à vue dans l'attente de nos instructions sur ce qu'elles devraient faire d'eux. Le lendemain, Gani Kryeziu fut capturé à son tour.

Il va sans dire que cette nouvelle nous réjouit. Ces ennemis de la Lutte antifasciste de libération nationale, du Parti communiste d'Albanie et du communisme international allaient finalement devoir rendre compte de leurs méfaits. Après avoir lu cette dépêche, je voyais défiler devant mes yeux, comme sur un écran, toutes les infamies dont était remplie la vie de ces hommes, je me remémorais leurs menées, tout ce que je les avais vu faire et ce que j'avais entendu dire sur leur compte.

Zaï Fundo était né dans une famille de commerçants de Korçe, qui se posaient un peu en «archontes». Démocrate dans sa jeunesse, il avait fait partie de la société progressiste «Bashkimi» et participé au début des années '20 au mouvement antiféodal.

S'étant engagé dans l'activité politique, il donna l'impression d'avoir pris un autre chemin que celui de sa famille, de «s'être rallié à la démocratie contre les féodaux».

Lorsque Zogu, avec l'aide des puissances étrangères, rentra à Tirana, les principaux soutiens du Gouvernement de Fan Noli émigrèrent à l'étranger. Zaï Fundo fit de même. Il se retrouva finalement en Union soviétique avec un

groupe d'Albanais, comprenant, entre autres, Ali Kelmendi et Koço Tashko.

Quelques années plus tard, nous devions apprendre par Ali Kelmendi que Zaï Fundo avait trahi le communisme, qu'il était devenu un renégat, un dangereux trotskiste, très roué, mais que, ne s'étant pas trouvé en Union soviétique lorsque ses menées et ses vues trotskistes furent découvertes, il avait réussi à échapper aux épurations mises en œuvre contre les trotskistes, les boukhariniens et autres renégats. Il errait maintenant en Suisse, en France et ailleurs, où, en tant que figure marquante de la 4e Internationale trotskiste, il menait une lutte farouche et ouverte contre le communisme, contre Staline, contre l'Union soviétique, et s'était mis au service de plusieurs Etats impérialistes qui organisaient les sabotages et la lutte contre l'Union soviétique. Nous ne fûmes donc pas surpris de le retrouver au service des Anglais. Il était même retourné en Albanie à la veille de l'occupation fasciste avec la permission du gouvernement de Zogu, après lui avoir donné des assurances de ne pas s'occuper de politique. Mais Zaï Fundo n'était pas revenu sans arrière-pensée. Ce n'était pas un émigrant économique ni un simple émigrant politique, il était «connu» comme antizoguiste et antiféodal et surtout comme «communiste».

La résistance de notre peuple contre le régime de satrape de Zogu se ranimait, les groupes communistes grossissaient leurs rangs et étendaient leur action, l'Italie fasciste avait planté ses griffes sur notre patrie et elle en préparait l'invasion. La situation en Europe était trouble. Le nazisme allemand et le fascisme italien faisaient claquer leurs bottes et cliqueter leurs baïonnettes. Les guerres de rapine avaient commencé.

Ce fut précisément en ces temps agités, que Zaï Fundo, tel un loup recherchant le brouillard, rentra en Albanie, sans doute envoyé par les services secrets étrangers pour

préparer le terrain à l'ennemi, saboter la création du Parti communiste d'Albanie et la résistance armée du peuple albanais.

Nous comprenions bien le danger que présentait ce renégat et nous prîmes donc les mesures requises pour le combattre à fond. Je me chargeai de le démasquer parmi les instituteurs, professeurs et lycéens, et en même temps de déceler ses manœuvres et ses méthodes de travail, de voir chez qui il établirait ses points d'appui et comment il jetterait ses filets. D'autres camarades se chargèrent d'expliquer aux ouvriers et aux paysans qui était ce traître. Nous fûmes dès le début très attentifs aux menées de cet élément connu dans la bourgeoisie marchande, dans l'intelligentsia libérale et «démocratique» de Korçe. Il lui serait difficile de s'infiltrer parmi les ouvriers de la ville, car il était depuis longtemps grillé à leurs yeux. Quant aux campagnes, s'il devait tenter d'y nouer des liens, il serait contraint de le faire à travers les beys «libéraux» et les agas. Avec à notre tête la vieille garde du groupe communiste de Korçe, nous nous mîmes donc à l'œuvre pour le neutraliser.

De son côté, il s'attela systématiquement à la tâche. Il n'entra en rapport qu'avec des gens que le préfet et ses agents ne suspectaient pas, légalisant ainsi son activité, selon les «promesses» qu'il avait données avant de rentrer en Albanie.

Il établit des liens avec les chefs de la bourgeoisie marchande de Korçe, eux-mêmes reliés aux beys et aux agas musulmans, qui étaient plus en contact avec les villages et comptaient parmi les éléments les plus fidèles de Zogu et de ses sbires. Il se lia aussi avec des gens qui formaient l'opinion de l'«élite musulmane» de Korçe, et qui devinrent de ses amis les plus proches. Il trouva également un appui parmi certains intellectuels de la ville surtout parmi les pro-fascistes. Nous eûmes tôt fait de percer ses

menées, car nous surveillions attentivement aussi bien ses rencontres en ville que ses fréquentes visites dans des familles.

Il nous était difficile d'apprendre de quoi il parlait avec ces gens, mais nous le découvrions parfois à travers leurs propres fanfaronnades. Zaï se posait en «politicien habile», en «homme de grande culture». Il leur disait qu'il «était pour des réformes, mais pour des réformes modérées, car le temps des réformes profondes n'était pas encore arrivé», que «le pays était attardé sur le plan de l'instruction», etc. Jamais cependant il ne se mettait à disserter sur ce qu'il convenait de faire. Il «disait du bien» de la jeunesse, évitait les discussions directes sur l'Union soviétique et sur Staline et déclarait: «Je suis communiste, cela, tout le monde, même le préfet le sait, je ne peux pas le cacher» (!)

Nous nous réunissions de temps en temps, informions les camarades sur ses agissements et, après les débats, prenions la décision de le démasquer plus à fond comme ennemi des ouvriers, ennemi de la véritable réforme agraire, qui devait apporter le salut à la paysannerie, etc. Naturellement, Zaï et ses amis n'appréciaient guère cette lutte que leur livraient les «bolchéviks», comme ils nous appelaient. Au reste, cela n'était pas non plus du goût de Koço Tashko, qui se posait en «chef» de notre groupe. Lui aussi tâchait de nous empêcher de frapper Zaï Fundo, sous prétexte que celui-ci était animé de «sentiments antifascistes»! Mais nous poursuivions notre action.

Ses «sentiments antifascistes», Zaï Fundo eut l'occasion de me les exprimer à moi aussi quand il m'aborda une fois dans la rue, à Korçe. J'en profitai pour lui déverser tout ce que j'avais dans le ventre sur son compte. Je l'abreuvai de toutes les épithètes qui lui revenaient: trotskiste, ennemi du socialisme et de Staline, ennemi du peuple albanais, etc. Je ne l'ai plus revu depuis.

En effet, peu après l'occupation italienne, il disparut. On n'entendait plus parler de lui, on ne savait pas où il était, ce qu'il faisait, s'il était dans la clandestinité ou non. Peut-être avait-il été chargé de quelque mission secrète par l'occupant ou par un groupe «nationaliste» ou trotskiste? Il nous fallait absolument tirer cela au clair.

Finalement, nous parvînmes à apprendre qu'il se trouvait dans la «clandestinité» en Kosove, où il s'était rallié aux chefs de la réaction kosovienne, aux frères de Ceno beg Kryeziu de Gjakove, Gani et Seit. Ceux-ci avaient formé une bande et, selon les informations dont nous disposions, une mission anglaise leur avait aussi été attachée. Cette mission ne relevait pas de ses consœurs se trouvant dans les autres zones d'Albanie, ou, si elle ne relevait, cela nous était gardé secret.

Comme on le sait, durant l'occupation italienne, les territoires de Kosove furent soumis au pouvoir des Italiens, et ainsi fut créée, à des fins démagogiques, la «grande Albanie», l'«Albanie ethnique». Pour nous, il était évident que le fascisme ne se souciait guère de l'Albanie et des Albanais, et qu'il était guidé en cela par son seul intérêt. C'était là un encouragement donné à la réaction albanaise à servir encore mieux son patron fasciste italien. Elle devait pouvoir ainsi s'assurer d'encore plus importants avantages économiques. Les quislings albanais, en collaboration avec la réaction fasciste kosovienne, organisèrent en effet, sous la direction des Italiens, le pillage systématique de la Kosove. Mais, en claironnant que «la Kosove était finalement rattachée à la mère patrie», les fascistes italiens, tout comme le feraient après eux les nazis allemands, escomptaient pouvoir duper le peuple albanais et. avec lui, les Albanais de Kosove, en leur faisant valoir que leur rêve avait été réalisé, qu'ils le devaient au fascisme et que, par conséquent, selon eux, «ce n'était pas l'Italie qu'ils devaient combattre, mais les communistes». Et nous et nos frères de Kosove, à

part quelques notables qui n'avaient guère l'Albanie au cœur, nous combattîmes cette démagogie du fascisme. Le peuple albanais ne se laissa jamais tromper par cette propagande abjecte et néfaste. Notre Parti et le Front de libération nationale adoptèrent des attitudes fermes et justes sur ce problème capital. Le peuple nous comprit et nous suivit, alors que la réaction et ses chefs nous combattirent jusqu'au bout.

C'est de cette dernière catégorie, c'est-à-dire des chefs de file de la réaction, que faisait partie la famille kosovienne des Kryeziu. Ceux-ci étaient connus en Kosove comme des féodaux réactionnaires, oppresseurs et exploiteurs des paysans, adversaires des puissants mouvements de libération des Kosoviens contre les Turcs et les Grands-Serbes. Les Kryeziu, les Draga et d'autres se trouveraient constamment en opposition non seulement camouflée, mais aussi ouverte avec la lutte et les combats révolutionnaires d'Isa Boletini, Bajram Curri, Hasan Prishtina, Azem et Shote Galica, etc., pour la libération de l'Albanie.

Ceno beg Kryeziu, l'aîné des frères et chef de la famille, était l'ami et l'agent des grands-Serbes, du roi des Serbes, Croates et Slovènes, qui régnait aussi sur la Kosove, l'ami et l'agent de Pašić, alors Premier ministre yougoslave. Il servit consciencieusement ses patrons serbes sur le dos de l'Albanie. Il fut un des principaux auxiliaires et agents de liaison d'Ahmet Zogu, lui-même agent des Serbes à l'époque. Chassé d'Albanie par la révolution de juin 1924, Zogu ne perdit pas son temps en Yougoslavie. Ayant obtenu le consentement et l'appui direct de Pašić et du roi Alexandre, il rentra avec Ceno beg en Albanie. En retour, il céda aux Serbes, comme je l'ai déjà dit, les terres albanaises de Vermosh et Saint Naum, et donna pour épouse à Ceno beg Kryeziu une de ses sœurs.

Ainsi, en même temps qu'Ahmet Zogu, rentra aussi en Albanie, comme membre honoré de sa famille, Ceno beg,

agent des Serbes, qui devait surveiller les manœuvres politiques de son «illustre» beau-frère et le maintenir sous la bride de ses patrons. Mais le futur roi de carnaval était d'une ruse sans bornes. Il avait décidé de changer de râtelier. Devant les «brillantes» perspectives que lui ouvraient ses tractations avec l'Italie fasciste, il n'avait plus que faire des Serbes et de leur agent, Ceno beg, son «cher» beau-frère, qui avait ses entrées au palais. Aussi un beau matin, à Prague, Ceno beg fut tué par des inconnus. Zogu s'en montra très «chagriné» et dans sa «cour» on observa le deuil! Mais personne, et surtout pas les Serbes et les Kryeziu, ne fut dupe de cette comédie. Ceno, éliminé, fut remplacé par Gani beg, lui aussi agent des Serbes, féodal anti-albanais, prêt à servir le prince ou le patron le plus offrant.

A l'époque de l'occupation allemande, un beau jour, Gani beg Kryeziu, se posant en patriote, «prit le maquis avec sa *tchéta** contre l'occupant», mais c'était une résistance imaginaire et «de principe» car en fait sa *tchéta* ne tira pas un coup de fusil, n'eut pas le moindre accrochage avec lui. Ce qui nous étonnait toutefois, c'était que Radio-Londres et la feuille de chou «Mundimi»[6] de Bari parlaient beaucoup des «combats» imaginaires de cette *tchéta* et de son commandant. Gani Kryeziu avait avec lui deux commissaires: l'officier anglais Simcox, agent de l'Intelligence Service, et le trotskiste de la 4e Internationale, Zaï Fundo. Ensemble, ils constituaient un trio de l'Intelligence Service. Gani était aussi accompagné de son frère, Seit, qui se posait en social-démocrate, mais qui était pieds et poings lié aux services secrets anglais. La *tchéta* de Gani Kryeziu, quand elle se voyait dans de mauvais draps en Kosove, passait en Albanie, dans le district de Tropoje et de Kukës.

---

* Détachement d'hommes armés.

6 Publiée par les Anglo-Américains en albanais, elle faisait de la propagande en déformant les faits en leur faveur. Elle était lancée en Albanie par les airs.

Gani, Zaï et les Anglais avaient pour tâche de combattre les partisans, de saboter notre Lutte antifasciste de libération nationale et d'établir de solides liens avec Muharrem Bajraktari, Cen Elezi, Fiqri Dine et d'autres chefs réactionnaires de l'Albanie du Nord. Avec ceux-ci, ils prépareraient le terrain pour le lendemain de façon à être prêts à s'emparer du pouvoir à l'heure de l'effondrement de l'Allemagne. Naturellement, ils fondaient leurs espoirs sur l'Angleterre, pensant bien qu'elle interviendrait militairement dans les Balkans, et que les forces de partisans, «épuisées» par leurs combats avec les Allemands, seraient «facilement liquidées». L'histoire, selon eux, se répéterait. Ils créeraient aussi un «gouvernement» et, finalement, les féodaux régneraient encore sur le pays et sur notre peuple. Ils se disaient: «Réservons-nous, ménageons-nous, n'allons pas à la bataille et gardons nos forces vives et fraîches pour le jour où il nous faudra prendre le pouvoir». Voilà ce que pensaient et projetaient la réaction et les Anglais. Mais ils avaient mal fait leurs calculs. Notre Parti déjoua leurs plans.

La *tchéta* de Gani Kryeziu était dans l'incapacité d'agir sans être repérée par nos forces, qui pourchassaient et frappaient sans répit les Allemands et les chefs réactionnaires de l'intérieur.

Nous découvrîmes donc que Gani et Zaï, avec un petit détachement et l'officier anglais qui leur était attaché, munis d'émetteurs de radio, s'efforçaient, à travers la réaction kosovienne et les bayraktars de l'Albanie du Nord, de créer un mouvement contre notre Parti et notre Lutte antifasciste de libération nationale. Nous donnâmes l'ordre à nos forces de retrouver leurs traces, de les poursuivre, de les capturer et d'annihiler leur action avant qu'ils ne l'eussent bien engagée. Gani Kryeziu agissait dans la clandestinité, il se dérobait à nous et, lorsqu'il se sentait menacé par nos partisans, il passait en Kosove où il avait

ses points d'appui. Quant à nous, nous ne pouvions y circuler librement en raison des intrigues des Yougoslaves, surtout de Vukmanović Tempo, et nous étions contraints de surveiller les entrées de la *tchéta* de Kryeziu par nos frontières. En vue de quoi, nous avions donné à nos forces l'ordre spécial et très secret de veiller attentivement à ses mouvements et de s'en rendre maîtres dès qu'elle pénétrerait sur le territoire albanais.

L'ordre avait été exécuté. Les traîtres avaient été capturés, Zaï Fundo, Seit Kryeziu et le major anglais Simcox, au mont de Dobrej, Gani beg Kryeziu, dans la plaine de Bytyç, où leur «quartier général de combat» avait planté ses tentes, apportées d'Angleterre. Je devais apprendre plus tard les circonstances de sa capture, mais il n'y a pas lieu de les relater ici.

Entre-temps, était arrivé chez nous le colonel Velimir Stojnić, accompagné d'un major nommé Nijaz Dizdarević, et d'une ou deux personnes de rang inférieur. Ils venaient auprès du CC de notre Parti et de notre état-major à titre de délégués de Tito, du CC du PCY et de l'état-major général yougoslave, à des fins de «liaison», en vue d'un «échange d'expérience» de combat et de travail de parti.

A l'époque, nous les considérions comme des amis, car ils se posaient en communistes, ils n'avaient pas encore été démasqués ni n'avaient montré ouvertement leur visage de renégats du marxisme-léninisme. Néanmoins, certains signes que nous observions dans leurs actions éveillaient nos soupçons. Nous avions eu aussi des divergences de principes avec eux, mais nous ne pouvions imaginer qu'ils fussent allés si loin et tombés aussi bas pour collaborer en sous main avec les Anglais à notre détriment.

Nous les rencontrâmes pour la première fois à Helmës. Ils nous mirent au courant de la situation en Yougoslavie et, à notre tour, nous leur parlâmes de l'état de choses dans

notre pays. Dès notre première entrevue et même après une série d'entretiens, nos impressions, les miennes et celles de Miladin Popović, que nous appelions Ali, ne furent pas très enthousiastes.

«Ils ne nous ont pas dit grand-chose, lui fis-je observer, nous savions déjà tout ce dont ils prétendent nous instruire et nous l'avons mis en œuvre.

— Il n'y a pas que cela, dit Miladin. Le ton autoritaire, l'arrogance et la présomption de Velo (Stojnić) me chiffonnent. Il prétend tout savoir et a l'air de vouloir nous nourrir au biberon. Mais s'ils croient nous en imposer, ils se trompent fort, ils doivent se comporter avec nous en camarades.

— L'autre, lui dis-je en pensant à Nijaz Dizdarević, me paraît plus intelligent et plus malin.

— C'est aussi mon impression, mais on verra bien.

— Garde la tête froide, recommandai-je à Miladin, car tu auras souvent l'occasion d'être en contact avec eux. Quand tu te verras en difficulté, interromps la discussion et dis-leur: «C'est à Enver et non pas à nous de décider».»

Nous nous entendîmes donc dans ce sens avec Miladin Popović, ce camarade yougoslave sincère, ce communiste authentique, qui vouait un amour ardent et pur à notre Parti et à notre peuple. Mais nos rapports avec Velimir Stojnić ont une longue histoire. Je n'évoquerai ici que nos frictions avec lui et ses gens à propos de l'affaire de Gani et Seit Kryeziu, et aussi de Zaï Fundo et de l'officier anglais.

A peine reçu le radiogramme nous annonçant leur capture, nous nous réunîmes et délibérâmes de l'affaire. Les faits à leur charge à tous étaient flagrants. Par radiogramme, nous donnâmes à nos camarades dans le Nord l'instruction de déférer Zaï et les Kryeziu devant un tribunal militaire à mettre sur pied. Quant à leur bande, ils devaient la désarmer et, après avoir effectué un travail politique d'éclaircissement auprès des hommes qui la com-

posaient, les renvoyer chez eux. Le major Simcox, lui, serait remis à une mission anglaise sur notre territoire. Ali se rendit à la maison où s'était établi Velimir Stojnić pour le mettre au courant de ces faits et de notre décision.

J'attendais Ali depuis des heures pour déjeuner, quand finalement, je le vis revenir, l'air furieux.

«Qu'est-ce qu'il y a? lui demandai-je.

— Que peut-il bien y avoir d'autre avec eux? Ce sont des salauds. Ils ne sont pas d'accord sur notre décision. Ils disent que, si nous ne l'annulons pas, ils rompront les relations avec nous, ramasseront leurs frusques et retourneront en Yougoslavie.

— Comment peuvent-ils en arriver là pour un renégat et ces traîtres de féodaux?

— Voilà qu'ils le peuvent, fit-il. Je n'ai pas pu m'entendre avec eux et je suis reparti en leur disant: «Cette «affaire concerne les Albanais, venez en parler avec Enver «et le persuader». Ils vont donc venir te voir.

— D'accord», lui dis-je.

Velimir Stojnié et Nijaz Dizdarević arrivèrent à l'heure fixée, Miladin était avec moi. Nous nous saluâmes, nous serrâmes la main et je leur offris des cigarettes. Velo fumait, Dizdarević non. Nous étions calmes, eux feignaient de l'être.

C'est moi qui engageai la conversation, en leur indiquant qu'Ali m'avait rapporté comment ils jugeaient l'affaire de ces hommes que nous avions capturés.

«J'en ai été surpris, leur dis-je, car l'intérêt de nos deux partis et de notre lutte commune exige que ces ennemis soient châtiés sévèrement, comme ils le méritent.»

Je me souviens, comme si cela s'était passé hier, que Velimir Stojnić, qui avait un teint pâle, blanchi encore plus par la poudre qu'il se mettait, s'assombrit. Le regard farouche, il se leva et me dit:

«En notre qualité de représentants de Tito et du Comité

central du Parti communiste de Yougoslavie, nous ne permettons pas qu'ils soient fusillés.

— Je suis très surpris, leur répliquai-je, de vous voir défendre ainsi ces ennemis. Mais vous ne savez peut-être pas bien qui ils sont. Nous entendons les déférer devant le tribunal militaire, qui les jugera. Des types pareils méritent une balle dans la tête», et je me mis à leur exposer leurs antécédents.

Velimir Stojnić m'interrompit:

«Inutile de nous parler d'eux, nous les connaissons, et si vous donnez l'ordre de les faire juger et fusiller, nous romprons nos relations avec vous et regagnerons la Yougoslavie.

— Vous commettez une grosse erreur, lui répondis-je, en mettant en balance nos rapports fraternels et communistes avec l'attitude envers ces ennemis, ces féodaux, qui ont sucé le sang du peuple de Kosove, et envers un renégat de l'Internationale communiste, un trotskiste, un ennemi de l'Union soviétique et de Staline, un ennemi de notre peuple et de notre Parti.

— Je ne discute pas ici de ce qu'ils sont, insista-t-il, mais vous devez nous les remettre, car ce sont des Kosoviens. C'est une question de principe, nous avons notre parti, notre front, nos lois, nos tribunaux. Ces hommes doivent nous être livrés et c'est à nous de décider ce que nous ferons d'eux. Sinon, nous partons.

— Nous ne romprons pas pour eux nos relations avec les peuples de Yougoslavie qui se battent contre, le nazisme, lui déclarai-je. Mais quand vous dites que ce sont des Kosoviens, vous vous trompez. Seuls Gani et Seit Kryeziu sont de Kosove et, puisque vous aimez tellement ces tristes sires de beys, prenez-les et gardez-les. Quant à Zaï Fundo, qui n'est ni ressortissant yougoslave, ni domicilié en Yougoslavie, ni d'origine yougoslave, mais de Korçe, il ne doit pas, selon votre propre raisonnement, vous revenir.

— Ils sont ensemble, dit Velimir Stojnić, et ils ont leur centre en Kosove.

— Oui, mais nous les avons capturés pendant qu'ils agissaient contre notre Parti et notre Front sur le territoire albanais. Toujours d'après votre façon de voir, si nous capturions le quisling Xhafer Deva, nous devrions, du moment qu'il est de Kosove, vous le livrer afin que vous le jugiez pour les crimes qu'il a perpétrés en Albanie! Non, vraiment, cela ne tient pas. Au reste, poursuivis-je, je ne pense pas que le PC de Yougoslavie et Tito (à l'époque nous n'avions aucun doute là-dessus, loin de là) en jugent comme vous. Néanmoins, du moment que vous faites dépendre nos relations fraternelles de l'attitude à adopter envers ces traîtres, ces féodaux, nous vous les livrerons et je donnerai l'ordre que cela soit fait immédiatement. Quant à Zaï Fundo, qui est un ennemi du Parti communiste d'Albanie et du Parti communiste de Yougoslavie, il sera jugé et, si le tribunal partisan décide qu'il doit être fusillé, il le sera sur-le-champ.»

Velimir quitta ainsi la maison du père Mehmet, où je logeais, après avoir sauvé de la mort les féodaux Gani et Seit Kryeziu, agents des chauvins serbes et des Anglais, ennemis de notre Lutte.

Après lui, je reçus la visite de Palmer[7]. Apparemment, l'envoyé de Tito et celui de Londres s'étaient entendus entre eux. Ce dernier aussi, mais d'un ton plus modéré, me

---

7 Le quartier général du SOE à Bari en Italie, transmettait le 8 octobre 1944 à la Mission «Consensus II» en Albanie le message suivant: «...Llazar Fundo a été capturé avec Simcox et Seit... Il peut être en grand danger. Nous insistons pour que vous fassiez tout le possible afin qu'il soit libéré et évacué en Italie. Nous sommes persuadés que Fundo est sincèrement pro-britannique. Ses connaissances sur les Balkans, l'Europe centrale et l'organisation du parti communiste le rendent plus qu'utile pour l'ISLD». *(Intelligence Service Liaison Department) (Signais from S.O.E. Headquarters in Bari, Italy to Mission Consensus II, May-Oct. 1944; Nr. 60 pp. 122-123).*

pria de libérer les Kryeziu, Fundo et Simcox. Il ajouta même, pour me persuader:

«Mon général, libérez-les, nous vous enverrons des armes.

— Pour ce qui est de vos «aides», lui répondis-je, nous savons depuis longtemps qu'elles se réduisent à des mots. Vous-même m'avez annoncé à maintes reprises que les avions britanniques nous lanceraient du matériel de guerre à Staravecke et ailleurs. Des avions, c'est vrai, ont survolé notre pays, mais non pas pour nous apporter des aides. Ils l'ont fait à d'autres fins. Nous les voyons franchir nos frontières du côté de Korçe vers la Grèce.

— Oui, se justifia-t-il, mais c'est parce qu'ils ont rencontré de la résistance et ont été contraints de changer de route.

— Je sais fort bien pourquoi ils ont changé de route, lui dis-je, mais, de toute façon, nous sommes rassasiés de pareils boniments. Vous me parliez de ces hommes que nous avons capturés dans le Nord. J'ai signifié notre réponse au représentant yougoslave sur la question des deux traîtres kosoviens. Pour ce qui est de Zaï Fundo, nous déciderons nous-mêmes ce que nous ferons de lui. Quant à votre officier, j'ai donné l'ordre qu'il vous soit remis. Je pense que maintenant vous êtes bien édifié. C'est tout ce que j'avais à dire», et je me levai pour lui faire comprendre que je n'avais pas de temps à perdre avec lui.

Je fus supris de cette «coïncidence». Nous ignorions que Tito avait depuis longtemps accordé ses violons avec Churchill. Nous savions bien que le fils du Premier britannique avait été attaché à Tito. Nous étions également au courant des liens de ce dernier avec Subašić et de son voyage en Italie, où il avait eu des entretiens avec des personnalités anglaises, mais nous ne savions pas ce qu'il avait mijoté et mijotait encore avec les Anglais.

Ainsi cette affaire prit fin honteusement pour les Yougoslaves et les Anglais. Je donnai l'ordre au camarades de remettre Gani et Seit aux forces de partisans yougoslaves. Quant à Zaï Fundo, je prescrivis de le traduire en justice et de le juger sévèrement, ce qui fut fait.

Ce n'était là qu'une facette du vaste travail hostile que les Yougoslaves menaient contre notre Parti à la veille de la libération de notre patrie et qu'ils devaient poursuivre plus tard contre lui, contre notre République populaire et le socialisme en Albanie. Et Velimir Stojnić et son compère, Nijaz Dizdarević, étaient précisément ceux que Tito avait chargés de mener cette activité hostile, qui allait s'intensifier encore davantage à Berat. Mais c'est là une autre longue histoire, dont je traiterai dans un écrit à part.*

Toujours à ce propos, je m'arrêterai un peu sur l'affaire des Kryeziu, car il n'y fut pas mis un terme avec cela.

A Berat, où nous devions tenir l'importante réunion du 2e plénum du CC du Parti, alors que Velimir Stojnić et Nijaz Dizdarević, avec Nako Spiru, Koci Xoxe, Sejfulla Maleshova, Pandi Kristo et d'autres, se préparaient dans la coulisse à saper la juste ligne du Parti, je reçus la visite de Velimir Stojnić accompagné de Seit Kryeziu.

Stojnić me le présenta.

«J'ai connu Seit Kryeziu quand j'étais étudiant à Paris, lui dis-je. Je ne sais pas s'il se souvient de moi.

— Oui, fit Seit, je me souviens bien de vous».

Velimir Stojnić me dit alors:

«Seit est venu ici sur la recommandation de Tito, qui vous prie de l'aider à passer à Bari, car il est chargé d'obtenir des Alliés (entendez des Anglais) des armes pour Kosove». C'était clair. Gani Kryeziu ne perdait pas son

---

* Voir Enver Hoxha. *Les Titistes,* éd. fr., pp. 188-228, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

temps et les Anglais non plus. Ils avaient attaché un Kryeziu à Tito et ils envoyaient l'autre à l'étranger, peut-être à Londres.

«Comment s'y rendra-t-il et quel genre d'aides voulez-vous de nous? lui demandai-je. Nous n'avons pas de ligne avec Bari.

— Tout a été arrangé par l'état-major yougoslave avec le quartier général allié en Méditerranée, me répondit Stojnić.

— Très bien, lui dis-je, du moment que ces affaires cnt été réglées, il ne nous reste qu'à l'aider à atteindre notre littoral sud.»

Tout cela devait s'expliquer mieux par la suite, lorsque nous percerions à jour l'ennemi dangereux, l'officine active de l'impérialisme, qu'était le titisme yougoslave. Mais, à travers leurs actions qui allèrent de bassesse en bassesse, nous avions déjà senti et constaté leur hostilité farouche contre nous.

Nombreux étaient ceux qui ne voyaient pas le combat acharné que nous menions contre les Anglais, contre leur lutte secrète et leurs plans perfides envers nous. Notre Parti devait donc faire preuve d'une grande détermination, d'une vigilance aiguë et agir sans la moindre défaillance. Il s'acquitta avec honneur et succès de cette mission ardue, mais glorieuse, et il para à tous les dangers qui se dressaient sur son chemin. Après l'«ultimatum» que m'adressa le général Wilson, et ma réponse[8], nous attendions leur réac-

8 En juillet 1944, le général Wilson, commandant des forces anglo-américaines en Méditerranée, envoya au général-colonel Enver Hoxha, commandant en chef de l'ALNA, un ultimatum le sommant de cesser toute opération militaire contre les bandes armées de la réaction dans le Nord de l'Albanie et de se reconcilier avec elles. Cet ultimatum fut rejeté par le camarade Enver Hoxha, et les forces de l'ALNA poursuivirent les combats dans le Nord du pays.

tion. Nous nous tenions sur le qui-vive, prêts à contre-attaquer.

Les Anglais ne tardèrent pas à agir. Ils se mirent à exercer sur nous de nouvelles pressions, encore plus néfastes pour l'indépendance de notre pays. Comme on le sait, les Alliés occidentaux avaient promis d'ouvrir le second front en Europe dès 1942. En 1943, ils ne l'avaient toujours pas fait. Ils ne s'y résolurent qu'en juin 1944, alors que l'Allemagne hitlérienne courait irrémédiablement vers l'abîme. Sous prétexte que cette action s'inscrivait dans le même plan, ils voulurent aussi débarquer en Albanie. Et c'est ainsi qu'ils entreprirent leurs tentatives dans ce sens.

Notre Parti se rendit bien compte que, par ces tentatives de débarquement, les Anglais n'avaient pas pour but de combattre les Allemands en Albanie, car cette fâche était menée à bien par l'Armée de libération nationale albanaise, qui se montrait parfaitement capable de libérer le pays sans l'aide des forces armées des «amis». Leur seul objectif était de planter leurs griffes sur l'Albanie. Notre Parti s'opposa à ces tentatives et, comme je le développerai plus loin, il rejeta fermement les propositions successives des «Alliés» de débarquer leurs troupes dans notre pays, à l'endroit, au moment, dans la mesure et de la manière qui leur conviendraient. C'était là un terrible danger qui menaçait notre pays.

Nous avions la ferme résolution d'y résister, quitte à soutenir une confrontation armée avec notre alliée «sincère». Le Parti ne pouvait permettre la répétition du 7 avril 1939 ni du massacre de Borove martyre. Nous décidâmes qu'«il ne serait permis à aucune armée étrangère, même alliée, d'agir à sa guise dans notre pays». L'Albanie avait maintenant pour maître le peuple avec son Parti à sa tête et son armée de libération nationale. La situation évoluait de jour en jour. Les nazis allemands vivaient

leurs derniers moments. Nos forces armées les harcelaient partout. La réaction ne savait pas où se terrer. Tirana subissait chaque nuit les coups de nos armes et la seule voie de retraite des Allemands passait par Shkodër. C'était aussi le chemin par où s'enfuiraient les réactionnaires, mais il était pour eux plein de dangers.

La première tentative. Comme je l'ai indiqué, la réponse de notre état-major général aux pressions des Anglais et à leur mise en demeure de ne pas frapper leurs amis en Albanie, avait fait échec à leurs plans. A la suite de quoi, ils pensèrent amener des troupes à proximité de Tirana à la veille de sa libération. Les Britanniques escomptaient par là nous imposer, de concert avec les réactionnaires, la mise en œuvre de leur grand objectif et, s'ils n'y parvenaient pas, pouvoir tout au moins escorter les chefs traîtres, Lumo Skendo, Abaz Kupi et autres, vers un de nos ports, où ils les embarqueraient pour l'Italie et ailleurs.

Palmer vint, avec cette idée en tête, me rendre visite à notre base d'Odriçan. Arborant son sourire habituel, il se mit à me dire que les Huns, c'est ainsi que les Anglais appelaient souvent les Allemands, étaient à l'agonie, que le front des Alliés ne cessait de s'étendre et il me fit d'autres considérations de ce genre. J'attendais de voir où il voulait en venir et, d'abord, je le laissai parler, car je devinai que ce n'était là qu'un préambule. Finalement, après avoir tourné autour du pot, il en vint au fait:

«Monsieur Hoxha, me dit-il, j'estime que nous avons jusqu'à présent collaboré fructueusement. Naturellement, nous avons eu aussi des désaccords, mais ce sont des choses qui arrivent, même entre amis. De toute façon, nous sommes des alliés dans la défense d'une grande cause et nous luttons, vous et nous, depuis tant d'années sur le même front contre le même ennemi. Nous nous sommes

battus et continuons de nous battre avec acharnement en nous entraidant. Pour notre part, nous nous sommes efforcés de vous soutenir en vous envoyant des armes et des munitions, encore que, je le reconnais, en quantité insuffisante. Notre quartier général a pensé accroître dorénavant son aide et il propose de vous envoyer, outre des armes, une aide en *tommies*, encadrés dans des commandos, que nous pourrions, si vous le permettez, parachuter dans les régions de Peza, Ishem et Darsi. Ainsi nos deux armées alliées fraterniseront et, ensemble, frapperont et anéantiront plus vite ce fléau. A travers cette aide que nous vous offrons, nous pensons apporter aussi un appui aux Yougoslaves, nos amis et les vôtres, car cela aura pour effet de réduire le nombre d'Allemands qui traverseront leurs territoires.»

Palmer avait terminé son laïus. Ce fameux sourire que je commençais à trouver écœurant s'était figé sur son visage et il semblait vouloir me dire: «Voyez quelle bonne nouvelle je vous apporte!»

J'allumai une cigarette et me mis à réfléchir. Accepter sa proposition aurait conduit au premier stade de l'invasion anglaise. De toute façon, je devais lui répondre en le payant en sa monnaie: sourire pour sourire.

«Je remercie beaucoup votre quartier général et vous-même, lui dis-je, en souriant moi aussi, de cette offre d'aide concrète, et même en *tommies*, que vous voulez parachuter autour de Tirana. Il est vrai que nous avons été et que nous sommes alliés pour une grande cause commune. Certes, j'en conviens, l'Angleterre se bat, mais le peuple albanais se bat lui aussi et il a même entamé sa lutte contre les puissances de l'Axe avant la Grande-Bretagne, il l'a engagée tout seul et c'est ainsi qu'il la poursuit. Quand nous avons été envahis par l'Italie, l'Angleterre a fait la sourde oreille. Nous avons poursuivi la lutte pieds-nus, mal vêtus et affamés, mais sans jamais fléchir. L'ennemi

nous a brûlé des villages, des villes et des régions entières, il a tué beaucoup de nos compatriotes, mais nous aussi avons fait un carnage dans ses rangs. Nous lui avons livré une lutte sans quartiers, nous sommes venus à bout des Italiens, et nous sommes en train d'en faire autant avec les nazis. Vous-mêmes et nos autres alliés avez eu à combattre aussi sur d'autres fronts. Cela, nous le savons, mais ici, et je haussai le ton, *sur notre sol, le peuple albanais a mené et mènera seul sa guerre jusqu'au bout*. Quand nous vous disions que le peuple était avec le Front de libération nationale, qu'il était et qu'il est avec nous, ses fils authentiques, vous ne nous croyiez pas. Vous voyez maintenant ce qui se passe. Le peuple entier s'est dressé. Dans le feu de la bataille nous avons créé une armée puissante, invincible et, maintenant que s'annoncent pour nous des jours meilleurs, vous me proposez de faire venir vos troupes sur notre sol! C'est un peu comme «la moutarde après dîner». Non, monsieur Palmer, nous n'acceptons pas votre proposition. Il n'y a pas de raisons pour que vous parachutiez des troupes chez nous. Vous voyez de vos yeux les dimensions qu'a prises notre lutte, vous voyez qu'il y a longtemps que nous avons dépassé la phase des actions isolées pour nous engager dans une guerre frontale contre les nazis et leurs collaborateurs. N'est-ce pas vrai?

— Oui, c'est exact, mais...»

Il s'apprêtait à insister, mais je le coupai:

«A Peza, à Darsi, à Ishem et partout ailleurs, nous avons des forces en abondance, nous n'avons pas besoin d'aide en hommes, en commandos et ne permettrons donc pas que vous en parachutiez. Les missions que vous avez ici vous suffisent. Nous ne nous sommes jamais fait faute de vous fournir des renseignements sur nos combats et sur tout ce qui concernait l'ennemi. Transmettez donc à votre quartier général mes remerciements et à la fois notre refus catégorique de votre offre.»

Palmer prit congé sans mot dire.

J'avertis aussitôt Peza et donnai l'ordre, au cas où l'on verrait descendre des parachutistes, de faire feu sur eux et de les anéantir. Ce plan diabolique des Anglais n'était pas sans rapport avec la proposition que m'avait avancée naguère Mustafa Gjinishi de créer, à Peqin, Darsi et ailleurs, des brigades qui ne relèveraient pas du commandement de Myslim Peza. J'avais alors rejeté cette proposition. Et voilà que l'écheveau se démêlait. Ces forces de Gjinishi étaient destinées, dans son esprit, à collaborer avec les commandos anglais.

La deuxième tentative. Quelque temps plus tard, Palmer vint me voir à nouveau pour me proposer le débarquement symbolique d'un petit commando sur notre côte sud, cette fois à Spilé, dans la région de Himare. Je lui demandai:

«Pourquoi voulez-vous faire ce débarquement?

— Pour mieux illustrer notre action commune, me répondit-il, et pour anéantir la garnison allemande cantonnée à Spilé, qui n'a du reste aucune importance militaire, mais qui surveille les mouvements de nos navires.

— Je sais que cette garnison est sans importance, lui dis-je, quoi qu'il en soit, je vous donnerai notre réponse dans deux ou trois jours, dès que j'aurais reçu des informations plus détaillées sur la situation là-bas.»

J'en discutai avec les camarades et nous décidâmes cette fois d'accorder aux Anglais une satisfaction, d'autant que cela ne présentait pas de danger pour nous. Je donnai donc l'ordre à nos forces de la côte sud de prendre position à Pilur, Nivice-Bubar, Llogara et, si les Anglais étaient mis en danger au cours de leur attaque, d'aller à leur secours.

Je fis appeler Palmer et lui notifiai notre accord. Je le prévins aussi que l'opération devait avoir pour seul objectif la garnison allemande et que, l'action terminée, les forces britanniques devaient se rembarquer. Il ne leur se-

rait pas permis de se répandre dans la région ni de s'y établir à leur guise. C'était un ordre catégorique.

«Menons cette action ensemble, proposai-je à Palmer.

— Je vous remercie, me dit-il. Nous la ferons seuls.

— De toute façon, lui indiquai-je, les nôtres seront dans les parages et garderont les issues afin qu'aucun nazi ne sorte de la souricière et qu'ils soient tous exterminés comme des rats. Nous serons là pour couvrir votre débarquement, puis votre rembarquement après votre coup de main», ajoutai-je pour bien lui faire comprendre que nous ne plaisantions pas sur les ordres que nous donnions.

L'action fut donc exécutée. Les Allemands capturèrent neuf Anglais et faillirent liquider totalement le commando. Mais notre XIIe brigade, étant intervenue, mit en déroute la garnison allemande, libéra Himare et délivra les prisonniers. Les débris du commando rembarquèrent et repartirent dans la direction d'où ils étaient venus.

C'est plus tard seulement, après la tentative suivante, celle du débarquement de commandos anglais à Kakomé, dans la région de Saranda, que nous devions comprendre pourquoi ils avaient effectué ces actions, qui étaient pour eux sans intérêt et sans importance stratégique.

La troisième tentative. Cette fois encore, ce fut le même scénario. Palmer vint me voir et, après un bref préambule, avança sa proposition. Je lui demandai:

«Quel intérêt avez-vous à entreprendre une telle action ? Le petit contingent de troupes allemandes cantonné à Saranda est destiné à être liquidé, il ne peut plus s'enfuir que par mer et nous comptons l'y rejeter bientôt, pour libérer ainsi définitivement le Sud.

— Justement, dit Palmer, si nous vous demandons de mener ensemble cette action, c'est parce que de cette manière nous barrons la voie de retraite aux forces allemandes en déroute pouvant venir de Grèce.»

Cette tentative aussi devait connaître la même fin que celle de Spilé.

Après en avoir délibéré à l'état-major général, nous fîmes part de notre décision aux camarades Kahreman Ylli et Gafur Çuçi, leur donnâmes des instructions claires sur la manière dont ils devraient engager la discussion avec les Anglais, sur ce qu'ils devraient leur dire et ce qu'ils devraient faire. Nous leur prescrivîmes de mettre en évidence qu'ils parlaient au nom d'une armée régulière, ce que notre armée était effectivement. Et nous ajoutions: «Ne permettez pas aux Anglais de faire le moindre pas au-delà de ce que prévoient ces instructions».

Puis je fis appeler Palmer.

«Nous acceptons, lui dis-je, d'attaquer ensemble la garnison allemande de Saranda, mais nous-mêmes attaquerons par terre et vous par mer. A peine l'action terminée, vos forces devront se retirer.»

Il hocha la tête, apparemment mécontent, mais il n'en considérait pas moins comme un «succès» que nous ayons consenti à cette action conjuguée.

L'action fut donc menée. Des forces de nos XIVe, XIIe et XIXe brigades se jetèrent sur l'ennemi. Après trois jours de durs combats, elles l'anéantirent et libérèrent Saranda. Plus de 150 Allemands furent faits prisonniers, entre autres leur commandant, qui avait le grade de colonel. Les commandos anglais, dont les «combats» s'étaient bornés à quelques tirs d'artillerie dirigés contre la forteresse de Lekurs et le monastère de Butrint, entrèrent aussi en «triomphateurs» dans la ville libérée. Les Anglais, cependant, avaient subi des pertes importantes, car, pour la plupart, ils étaient venus par mer; nos pertes, en revanche, étaient réduites.

Or, une fois l'opération achevée, notre commandement à Saranda me fit savoir que le commandement des forces britanniques lui avait demandé de lui remettre le colonel allemand pour qu'il l'envoie en Italie, ce qui, prétendait-il,

«donnerait à la bataille de Saranda plus de retentissement»; il m'informait aussi que les soldats anglais se comportaient comme des voyous, qu'ils brisaient les vitres, raflaient les marchandises dans les magasins et les emportaient sur leurs navires, en sorte que des heurts armés entre Anglais et partisans étaient à craindre. Le commandement anglais avait demandé de pousser l'«attaque» plus en profondeur, vers Delvine et Gjirokastër, afin que les Britanniques y défilent devant le peuple en libérateurs ! Mais nos camarades lui avaient objecté que ces régions étaient déjà libérées et qu'il ne leur restait plus maintenant qu'à se rembarquer. A la suite de quoi, le commandement anglais avait proposé au commandement partisan d'attaquer ensemble Corfou.

C'étaient là des questions très sérieuses et lourdes de dangers. Nous avisâmes notre commandement de recommander aux partisans de garder leur calme, de conserver la ville, de renforcer leurs positions au Col de Gjashte, à Butrint, à Bogaze, de tenir l'artillerie prête à l'action sur les collines dominant Saranda et au monastère de Butrint, d'être en alerte et de suivre attentivement tout mouvement sur mer. A l'apparition d'autres navires anglais, ils devraient nous prévenir aussitôt et, au cas où ces bâtiments s'approcheraient de la côte, attendre notre ordre, cependant que les forces partisanes tireraient des coups de semonce. J'ordonnai de conduire sous escorte le colonel allemand à Berat.

D'autre part, je fis appeler d'urgence Palmer et protestai énergiquement contre les exigences du commandement anglais ainsi que contre les honteux comportements de ses soldats. Je lui dis que notre mission conjointe avait été accomplie, que Saranda était libérée et que, conformément à notre décision commune, les forces anglaises devaient se retirer au plus tôt.

Palmer feignit d'être indigné du comportement des

soldats britanniques et il me dit qu'il aviserait afin de les faire rembarquer immédiatement.

Nous attendions que les Anglais s'en aillent, mais ils ne bougeaient toujours pas. Ils renvoyaient leur départ d'un jour à l'autre. Apparemment, ils avaient l'intention de rester et de garder Saranda comme une base sur la côte et sur le territoire albanais[9]. Mussolini aussi avait beaucoup aimé cette perle de notre pays, au point qu'il lui avait donné le nom de sa fille, la baptisant «Porto Edda». Mais les temps avaient changé. La perle avait maintenant un maître.

Je fis appeler Palmer à plusieurs reprises pour protester auprès de lui. Il m'assura qu'il avertirait son centre de faire ordonner le retrait de leurs forces. Finalement, la mesure fut comble. Nous ne pouvions en supporter davantage. Je lui présentai un ultimatum en lui recommandant de le transmettre aussitôt au quartier général allié en Méditerranée. «Si les commandos anglais, lui dis-je, ne se retirent pas de Saranda à la date fixée, les partisans engageront le combat contre eux».

Je commandai à nos forces d'être en état d'alerte dans l'attente d'un ordre de frapper les Anglais et de leur donner à entendre que nous avions pris toutes nos mesures et étions décidés à les rejeter à la mer. Ils furent pris de panique.

Vint Palmer, qui me proposa:

«Nos forces sont prêtes à se retirer. Nous vous deman-

---

9 Aussitôt après le débarquement des commandos anglais dans la zone de Saranda, le 29 septembre 1944, Bari mandait entre autres au Foreign Office: «2. Le développement futur de l'opération dépend d'un certain nombre de facteurs qui ne sauraient être déterminés pour le moment. Mais il se peut que, si tout va bien, nous soyons en mesure de prendre solidement pied sur le sol albanais tout comme à Corfou.» *(Radiogramme n° 722, F.O. 371/43572-3584. PRO. Extrait de la photocopie de l'original déposé aux AIH, Tirana.)*

dons cependant de leur permettre de ne pas se rembarquer, mais de s'en aller par Delvine, Muzine, Dropull et Pogon.»

Le plan diabolique des Britanniques était manifeste. Ils voulaient se poser en libérateurs, susciter des troubles dans la minorité grecque, se joindre aux forces de Zerva et se répandre dans nos zones libres où bon leur semblait.

«En aucune manière nous ne permettons que votre brigade emprunte cette voie, lui dis-je. Elle doit repartir immédiatement par le même chemin qu'elle a pris pour venir, par mer. Je vous avertis: ne faites aucune tentative de passer par nos lieux fortifiés, car on vous y frappera et, dans ce cas, vous n'aurez à vous en prendre qu'à vous. Nous sommes résolus à nous défendre et à défendre la souveraineté de notre pays. Nous vous avons considérés comme des amis et nous souhaitons que vous le restiez. Vous n'avez donc qu'à appliquer immédiatement la décision que nous avons prise en commun.»

Finalement, les Anglais se rembarquèrent et... déguerpirent. C'est précisément en ces journées d'octobre que leurs troupes débarquèrent en Grèce, où le pays se trouvait dans une situation analogue à la nôtre, au seuil de la libération. Ils y entrèrent librement aux termes de l'accord de Caserta, où fut scellé l'ensevelissement des victoires du PC grec, de l'EAM et de la liberté du peuple grec.

Les objectifs de ces débarquements avaient échoué grâce à l'œil vigilant et à la détermination de notre glorieux Parti.

Malgré ces échecs, les Anglais ne renoncèrent pas à leurs tentatives d'intervention dans notre pays. Après la formation du Gouvernement démocratique d'Albanie, le 22 octobre 1944, nous séjournâmes quelque temps à Berat. Les missions alliées s'y trouvaient aussi. Les maisons où logeaient les Anglo-Américains avaient été transformées en de véritables guêpiers. Il entrait et sortait de leurs portes

toutes sortes de gens; on y distribuait et recevait des données secrètes, y élaborait de nouveaux plans.

«L'Anglais est venu me voir, m'informa le camarade Spiro Moisiu.

— Qu'est-ce qu'il t'a dit? Rien de neuf sur la reconnaissance de notre Gouvernement?» Il y avait plusieurs jours que nous avions remis aux missions étrangères, à l'intention de leurs gouvernements, une demande de reconnaissance de notre Gouvernement démocratique[10]. Mais elle était tombée dans l'oreille d'un sourd.

«Non, me répondit le général Moisiu, il n'y a pas fait la moindre allusion, il m'a dit seulement que nous devrions faire réparer l'aérodrome de Kuçove, car ils se proposent d'y faire descendre des avions chargés d'aides pour la population.

— Et toi, que lui as-tu répondu?

— Je lui ai dit que, pour le moment, nous n'étions pas en mesure de le réparer, car nous avons d'autres préoccupations plus pressantes. «Nous vous aiderons», m'a-t-il dit, et nous sommes convenus que j'en parlerais avec vous.

— Je suis d'accord, seulement il nous faut bien comprendre quels sont leurs buts. Quant à ce qu'il a dit à propos des «aides» qu'ils comptent nous envoyer, nous imaginons

---

10 Dans une lettre à Molotov en date du 30 octobre 1944, l'ambassadeur britannique à Moscou, Archibald Clark Kerr, lui disait:

«Cher M. Molotov,

1. Mon gouvernement m'a chargé d'informer le Gouvernement soviétique que, dans la situation actuelle confuse qui règne en Albanie il n'entend pas reconnaître le «Gouvernement provisoire» mis sur pied là-bas par le parti du F.L.N.

2. Mon gouvernement espère que le gouvernement soviétique adoptera la même attitude.

3. La même communication est adressée au gouvernement des Etats-Unis. *(F.O. 371/43564-3530, n° 2179. PRO. Extrait de la photocopie de l'original déposé aux AIH, Tirana.)*

bien la bile qu'ils se font pour notre peuple. C'est plutôt à notre pétrole qu'ils pensent. Apparemment ils se disent qu'en nous donnant quelques livres sterling, ils se serviront de cet aérodrome comme s'il était à eux».

Le danger existait. Naguère, Kuçove avait été une concession de l'«Anglo-Persian Oil Company», qui l'avait cédée à bail à la société italienne AIPA pour 99 ans. L'Italie étant maintenant réduite aux extrémités, ils pouvaient penser que c'était l'occasion de la reprendre, cette fois sans verser un sou.

Le camarade Spiro revint et me dit, très indigné:

«Votre prévision, camarade Enver, s'est avérée. L'Anglais est retourné me voir et il m'a dit sans la moindre pudeur: «Voilà 40 livres pour vous aider. Faites-nous «savoir quand vous aurez terminé de réparer l'aérodrome «pour que nous y fassions atterrir nos avions».

— Ne t'inquiète pas, camarade Spiro, lui dis-je, maintenant, nous les connaissons sous toutes les coutures, nous en avons soupé de leurs «aides».»

Spiro reprit:

«Cet argent, lui ai-je dit, suffit à peine à nourrir pendant «deux jours ceux qui y travailleront, vous pouvez le rem«pocher. Nous réparerons l'aérodrome quand nous le juge«rons opportun et quand nous en aurons besoin.»

Sur ce, il s'était séparé du «philanthrope» anglais.

Nous ne savions pas encore que le lieutenant-colonel Palmer, par l'intermédiaire de Tarasconi, directeur de l'AIPA de Kuçove, avait mis la main sur les «clés» du pétrole. C'est par la suite que nous devions découvrir cet acte et le dénoncer.

Pour réaliser leurs buts de rapine, les Anglais sollicitèrent également l'appui des Etats-Unis, à titre d'alliés.

Nous disposions d'indications selon lesquelles une mission américaine avait été attachée à Skënder Muço, l'un des

chefs de file du Balli kombëtar, à Dukat, dans la région de Vlore. Celui-ci se posait en «patriote» et entendait, paraît-il, créer le «parti social-démocrate», dont on ne devait même pas voir l'ombre. Jouant sur les deux tableaux, il s'était mis au service à la fois des Anglo-Américains et des Allemands. Mais ces derniers découvrirent son jeu et l'éliminèrent.

Vers la fin d'avril ou au début de mai 1944, je ne m'en souviens pas bien, se présenta à notre état-major, à Helmës, le lieutenant Thomas Stefan accompagné de deux de ses adjoints. De petite taille, corpulent, il devait avoir un peu plus de la trentaine. Il parlait tantôt anglais tantôt albanais, mais s'exprimait mal dans l'une comme dans l'autre de ces langues, et semblait avoir toujours la bouche pleine. Il était fort bavard, mais de ses lèvres ne sortaient que peu de paroles sensées. A notre première rencontre, il me dit:

«Je suis envoyé par le quartier général de nos Forces de l'air, comme officier de liaison auprès des partisans albanais.

— Quand vous êtes-vous mis en route? demandai-je.

— Oui, justement, messieurs, ce sont là les aléas de la guerre. Il y a longtemps que nous sommes partis, mais nous avons été obligés de passer quelques mois d'abord à Karabouroun dans le Dukat, puis comme hôtes de monsieur Muço, mais celui-ci...

— Nous en sommes au courant, l'interrompis-je. Il a récolté ce qu'il a semé. Nous l'avons invité plusieurs fois à se rallier à notre Mouvement de libération nationale, mais il n'a pas voulu... et il a fini par se faire tuer comme un chien dans un fourré...

— Nous sommes tous trois d'origine albanaise, se hâta de dire Thomas Stefan, pour détourner la conversation. Nous sommes originaires de Korçe.

— Nous nous en réjouissons, lui répondis-je, et nous espérons qu'entre Albanais nous nous entendrons bien.

— Oui, messieurs, mais je dois dire qu'avant d'être Albanais, je suis d'abord Américain, et c'est en tant que tel que je comprends ma mission.

— Mais quelle est votre mission? lui demandâmes-nous.

— Comme officier de liaison, je dois assurer les contacts entre vous et mon quartier général, à qui j'enverrai périodiquement mes rapports. Le général Stawell m'a spécialement chargé de suivre l'action de vos services de renseignements, notamment en ce qui concerne les plaques d'immatriculation et d'autres informations sur l'ennemi, qui nous aideront à soutenir les actions de vos formations de combat contre l'occupant.»

Voilà donc quelle était la «mission» de cet Albanais bâtard, qui se vantait à nous si insolemment d'être «d'abord Américain». Mais nous savions qu'il avait été envoyé pour jeter de la poudre aux yeux aux proches des émigrants économiques albanais aux Etats-Unis et pouvoir leur dire: «Voilà, nous sommes venus, nous aussi, aider le peuple albanais». En fait, il était venu préparer le terrain et ses quartiers à l'infâme mister Fultz, qui devait organiser complots et chantages contre notre pouvoir populaire dès les premiers mois de notre Libération.

Cet ancien policier, que les Américains avaient promu capitaine, rassembla autour de lui las «élèves» et «garçons» de Fultz, qui avait mis sur pied le bureau du OSS* américain pour l'Albanie à Bari.

Anglais et Américains pensaient que leurs affaires marcheraient «dans l'huile» et ils poursuivaient leur action. Mais le Parti riposta à leurs plans du tac au tac, il les combattit et les annihila tous l'un après l'autre. Le Parti menait son action en ayant pour seul souci les intérêts du peuple albanais, de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté de notre patrie bien-aimée.

---

* Office des Services Stratégiques.

A la suite de la libération de l'Albanie, les missions de Palmer et de Thomas Stefan disparurent en même temps que les chefs de file de la réaction. Elles devaient céder la place à celles du général anglais Hodgson et des Américains Jacobs et Fultz, qui auraient pour tâche d'organiser l'opposition politique, l'intervention économique, à travers l'UNRRA,* et les menées de sabotage contre la reconstruction de notre pays...

L'affrontement de cette activité hostile, qui telle une longue chaîne ininterrompue, a été menée par les ennemis du dehors en collusion avec la réaction intérieure et que je me suis efforcé, autant que j'ai pu, d'évoquer ici brièvement, ne constitue qu'un fragment de l'histoire jalonnée de combats de notre héroïque Parti. La lutte contre ces menées et les succès que nous y avons remportés n'en ont pas moins eu une grande valeur pour l'époque où ces événements se sont produits et ils sont restés riches de précieux enseignements pour notre Parti dans la voie qu'il suit pour défendre la liberté, l'indépendance du pays, la dictature du prolétariat et le socialisme en Albanie.

Les amères leçons de l'histoire nous ont fait aiguiser constamment notre vigilance et c'est à cela que nous devons d'avoir pu déceler, démasquer et réduire à néant les plans diaboliques de nos faux amis.

L'attitude juste, révolutionnaire et conséquente du Parti communiste d'Albanie, durant la guerre et dans les premières années qui suivirent la Libération, face à la politique et aux interventions hostiles, antialbanaises, des Anglo-Américains comme envers tout autre problème, a joué un rôle salvateur pour l'obtention de l'indépendance complète du pays et sa consolidation. Par la suite, l'expérience acquise dans cette confrontation devait nous servir, comme elle

* United Nations Relief and Rehabilitation Administration (Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction).

nous a effectivement servi, à définir et à appliquer constamment une politique juste, de principe, ouverte et conséquente envers nos amis et nos ennemis de toutes sortes. Lorsque notre Parti prit la tête de la Lutte antifasciste de libération nationale, il était jeune, à peine formé. Il a grandi, s'est renforcé et trempé dans la bataille, il a acquis une riche expérience et s'est pétri de la science marxiste-léniniste. Cela l'a rendu invincible, capable de déceler et d'affronter avec succès les dangers qui le menaçaient à toutes les étapes de la révolution. S'il s'était abandonné au sommeil, s'il s'était endormi sur ses lauriers, lui-même et l'Albanie socialiste n'existeraient plus.

La Lutte de libération nationale constitue une des pages les plus glorieuses de l'histoire de notre peuple, mais ce fut aussi une des plus grandes preuves de la maturité politique et idéologique de notre Parti, de la justesse de sa ligne marxiste-léniniste. Le Parti a inspiré les masses citadines et rurales, il leur a fait prendre conscience, il les a amenées à s'unir, à empoigner les armes contre les occupants nazis-fascistes et les traîtres au pays et à remporter la victoire. Sous la conduite du Parti, au prix d'immenses sacrifices, notre peuple a chassé de son sol les occupants étrangers, il a dévoilé et démasqué les menées souterraines des «Alliés» et de leurs amis, il a dressé une barrière infranchissable contre leurs plans secrets, il a renversé les classes réactionnaires et instauré, pour la première fois dans son histoire, son propre pouvoir. Ce que l'on conquiert au prix du sang et de la sueur versés, par ses sacrifices, est précieux et très cher à chacun; aussi avons-nous embelli et renforcé l'Albanie pauvre et exsangue du passé pour en faire une dame que le monde entier respecte, une citadelle inexpugnable du socialisme et du communisme sur les côtes de l'Adriatique. Sa force invincible a résidé et réside toujours dans la juste cause qu'elle défend. Cette cause, notre Parti l'a assumée et il a su la défendre avec maîtrise

et clairvoyance. C'est la cause d'un peuple qui agit et bâtit sa vie en toute liberté.

Notre pays ne s'en prend vainement à personne, mais il n'a pas permis ni ne permettra à qui que ce soit de s'ingérer dans ses affaires intérieures, de venir troubler la vie libre et heureuse que nous édifions et dont nous jouissons. C'est parce qu'elle soutient et poursuit une telle politique, que des centaines de millions d'hommes de par le monde admirent, respectent et soutiennent l'Albanie socialiste. Mais il est aussi des gens, les impérialistes et leurs laquais, qui prétendent que nous nous sommes isolés du «monde civilisé». Ces messieurs se trompent. Tant l'amère histoire du passé de notre pays que la réalité du «monde» que l'on nous vante, nous ont convaincus et nous convainquent toujours plus que ce monde n'est nullement un «monde civilisé», mais un monde où les plus grands et les plus forts oppriment et dépouillent les plus petits et les plus faibles, où l'argent et la corruption font la loi, où triomphent l'injustice, la bassesse et le poignard dans le dos.

Les transformations de l'Albanie socialiste sont très profondes, ses victoires sont imposantes, notre force est invincible, mais nous n'en devons pas moins avoir toujours présentes à l'esprit les leçons de l'histoire. Le Parti et le peuple doivent être constamment sur le qui-vive, ne jamais oublier les menées hostiles du dehors ou du dedans. Qu'ils ne nourrissent pas la moindre illusion que les impérialistes et les capitalistes puissent changer de nature, devenir raisonnables. pacifiques, renoncer à leurs desseins. Qu'ils ne s'imaginent jamais que la lutte de classes entre nous et nos ennemis extérieurs et intérieurs puisse s'atténuer tant soit peu.

Nous avons souffert du fait des occupants, nous avons souffert aussi du fait de nos faux amis, mais ce n'est pas pour cela que nous nous sommes isolés, comme on nous en accuse. Nous restons vigilants à l'encontre de nos ennemis

extérieurs et intérieurs et nous prenons de puissantes mesures de défense. Certes, nous sommes déçus par l'action de nos faux amis, mais nous avons une entière confiance en des centaines de milliers d'amis et de sympathisants de l'Albanie socialiste. Nos amis et sympathisants ont été et restent très nombreux dans le monde entier. Notre lutte longue et intransigeante contre des amis perfides, leurs menées féroces et leurs visées de sape ne nous ont *jamais* fait perdre confiance en nos vrais amis. Nos amis ont toujours éprouvé la force de la «bessa», de la fidélité de l'Albanais à la parole donnée, alors que nos ennemis, eux, ont éprouvé à leurs dépens les effets de sa colère et de sa lutte sans quartier.

Nous sommes entièrement convaincus que, grâce à une attitude courageuse et révolutionnaire, dans une unité de pensée et d'action avec les marxistes-léninistes authentiques, dans l'amitié avec les peuples opprimés et exploités ainsi qu'avec les gens honnêtes et progressistes du monde entier, nous tiendrons tête victorieusement à tous les blocus et à toutes les tourmentes, d'où qu'elles viennent. Le bon droit est de notre côté, l'avenir nous appartient. Cela nous donne le courage et la force de dire la vérité ouvertement et franchement, de répondre avec fermeté à quiconque nous sourit hypocritement, à quiconque garde le poignard caché dans son sein et le fiel dans son cœur. Notre politique ne varie pas au gré des conjonctures. Elle ne se fonde pas sur une diplomatie d'ombres et de coulisses mystérieuses, ni de tractations souterraines, pas plus que sur la diplomatie du rouble et du dollar. Ce n'est pas non plus une politique qui ouvre les portes, sans distinction, aux amis et aux ennemis. Nous n'avons permis ni ne permettrons jamais au loup d'entrer dans notre bergerie. Nous n'avons et n'aurons pour lui que des balles; peu nous importe d'être accusés de nous isoler du «monde civilisé». Un peuple et un parti qui édifient le socialisme, qui défendent une cause qui est celle

de tous les peuples du monde, ne peuvent s'isoler pour le seul fait qu'ils ne permettent pas que l'on touche à leur liberté et à leur indépendance conquises au prix du sang versé.

Le peuple avec le Parti de la classe ouvrière à sa tête doivent continuer de faire preuve d'une vigilance de tous les instants, ne jamais se laisser tromper par quelque «bonne parole» de la réaction, ne jamais penser que les ennemis puissent «atténuer leur lutte» contre nous, ne jamais se laisser duper par les conjonctures internationales qui se créent en en faisant une fausse appréciation. Ces conjonctures, nous les mettons et les mettrons à profit, mais sans jamais céder d'un pouce devant nos ennemis, devant les milieux de la bourgeoisie réactionnaire et révisionniste, et en veillant bien à ce que notre juste attitude marxiste-léniniste révolutionnaire ne se «libéralise» jamais.

Tout en remettant à leur place nos ennemis de tout poil, nous devons, comme toujours, aimer les amis de l'Albanie socialiste, les respecter, les aider, et le faire avec un juste jugement marxiste-léniniste, avec une logique de fer et jamais pour la seule raison que «ce sont nos amis». Dans la vie il y a amis et amis, c'est pourquoi nous devons savoir bien discerner entre eux. L'Albanie est un petit pays, un navire qui vogue au milieu d'un océan agité de grosses vagues, aussi devons-nous veiller à ce qu'il ne chavire pas, bien le diriger, ne pas perdre le nord, faute de quoi il sombrera dans les flots de cet océan en furie.

La classe ouvrière et son Parti doivent avant tout compter sur leurs propres forces, ne jamais oublier les intérêts du peuple, se fonder toujours sur ses capacités créatrices, sur son jugement, solliciter constamment son avis, mais jamais de façon purement formelle.

Le renforcement continu de notre Etat de dictature du prolétariat, l'extension et la consolidation de la démocratie socialiste dans notre pays, son essor économique et social

continu et sur tous les plans sont les garants de notre présent et de notre avenir. C'est à ces conditions que l'Albanie restera invincible et que l'ennemi ne passera pas. La mise sur pied d'une économie puissante et indépendante, capable de mener à bien toutes les tâches complexes de l'édification socialiste et communiste par ses propres moyens, en mesure de tenir tête victorieusement aux pressions et aux blocus impérialistes et révisionnistes et de rester hors d'atteinte de la crise mortifère qui tenaille le monde capitaliste-révisionniste, est une condition indispensable de l'existence d'une Albanie socialiste libre et indépendante.

Notre force réside dans la ligne juste, révolutionnaire du Parti, dans l'unité indestructible entre le Parti et le peuple, unité qui repose sur notre doctrine révolutionnaire, le marxisme-léninisme. Contre cette force ne pourront que s'écraser tous les complots et toutes les attaques de nos ennemis, se déchirer tous les masques des faux amis de l'Albanie. Les gens de chez nous doivent être réalistes en toute chose, en matière politique et économique, en matière d'investissements et de dépenses. Ils doivent avoir constamment en vue que pour parer aux dangers, il importe d'aviser à l'avance et de ne pas se laisser prendre au dépourvu. Et pour éviter d'être pris par surprise, il est indispensable de combattre en soi à la fois l'euphorie, l'autosatisfaction et l'optimisme non fondé.

Les ennemis de notre peuple peuvent bien le «plaindre» de n'être jamais sorti de la guerre! La vie même est un combat. Quand on le gagne, elle devient belle et prospère; quand on continue de se battre pour la défendre, elle ne se ternit jamais et vaut la peine d'être vécue. C'est là un grand enseignement de notre histoire. C'est également ma conviction inébranlable, une conviction que le Parti, avec son idéologie, le marxisme-léninisme, a pétrie en moi, et que mon peuple m'a inculquée. Ce parti et ce peuple, je les ai servis et je les servirai sans rien épargner, toute ma vie,

en luttant, comme leur soldat fidèle, l'arme à la main, la flamme révolutionnaire au cœur et l'idéologie marxiste-léniniste à l'esprit, contre tous leurs ennemis extérieurs et intérieurs, contre les ennemis de la classe ouvrière, du socialisme et du communisme.

J'ai la pleine conviction que notre Parti, notre classe ouvrière et notre peuple seront toujours debout, toujours vigilants, toujours à l'assaut révolutionnaire pour vaincre les difficultés de croissance, conjurer et surmonter tous les dangers éventuels.

Dans cette voie, leur présent et leur avenir radieux sont fermement assurés.

Extrait de «Les Menées anglo-américaines en Albanie», éd. alb., Tirana, 1982.

DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Panorama

Février 1982

Nous devons tirer de la situation internationale actuelle quelques conclusions qui nous servent à bien saisir le cours des événements dans le monde et en même temps à prendre les mesures adéquates au moment voulu.

A son VIIIe Congrès, notre Parti a analysé la situation internationale, portant de justes appréciations sur son évolution, sur ses perspectives et sur les causes qui en sont à la base. La vie et les événements ne cessent de confirmer le bien-fondé de cette analyse ainsi que des justes positions de principes adoptées par le Parti du Travail d'Albanie sur les problèmes internationaux et la politique extérieure de notre Etat.

Les réactions dans le monde diplomatique et les nombreux articles favorables de la presse mondiale montrent que les travaux de notre Congrès ont été partout suivis avec beaucoup d'intérêt par nos amis, par les gens progressistes et les masses laborieuses, mais aussi par certains de nos ennemis qui ont pu lire le rapport du Comité central. C'est là une occasion très avantageuse pour la consolidation des positions internationales de notre Parti et de notre pays. La communauté internationale constate une fois de plus que, indépendamment des situations, la

politique de notre Etat, que cela plaise ou non à certains, est une politique de principes, ferme et conséquente. Le monde apprécie le fait que la République populaire socialiste d'Albanie est un pays qui ne dépend de personne et qui mène une politique indépendante, sans se laisser influencer par qui que ce soit, le seul pays au monde qui ne doit rien à personne, qui construit le socialisme en comptant sur ses propres forces, et remporte ainsi sans cesse de nouvelles victoires dans tous les domaines, tout en se préparant à faire face à toute agression éventuelle. Bref, la politique extérieure de notre Parti et de notre Etat a trouvé un écho positif partout dans le monde, elle est considérée comme une politique réfléchie et suscite le respect de tous. Nous devons raffermir encore cette situation favorable par nos justes attitudes politiques, par une analyse marxiste-léniniste des événements qui ont cours dans le monde, par nos correctes prises de position socialistes dans nos relations avec les autres Etats, etc.

La crise économique générale et partant, la crise politique ne cessent de s'aggraver, déferlant sur tous les continents et tous les pays du monde, à l'exception de l'Albanie, phénomène étonnant et irréel pour les autres, mais très naturel et réel pour nous. Quoi qu'il en soit, il y a dans le monde de petits Etats et des gens progressistes qui connaissent et comprennent la République populaire socialiste d'Albanie et veulent suivre son exemple.

Actuellement, la situation internationale est explosive et lourde de dangers pour les divers peuples et pays du monde. Les deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, sont plongées dans une profonde crise politique et économique. Cela étant, elles se livrent à une concurrence effrénée pour s'assurer chacune la supériorité sur l'autre surtout dans des domaines vitaux comme celui des armements, tout en s'efforçant de conjurer la confrontation armée entre eux. En même temps, elles

n'ont jamais cessé leurs préparatifs en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Ces préparatifs fébriles, qui leur coûtent des investissements colossaux et qui aggravent encore leur propre crise économique et celle de leurs alliés, ainsi que d'autres pays, répandent la psychose de la guerre et épouvantent leurs alliés respectifs, ce qui profite aux super-Grands dans leurs efforts pour imposer leur politique à ceux-ci et à d'autres pays.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique luttent actuellement pour préserver et étendre leurs zones d'influence, pour renforcer le néo-colonialisme. Les guerres locales fomentées par les deux superpuissances et leurs alliés défraient aujourd'hui la chronique. On trouve de ces foyers de guerre un peu partout dans le monde: en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et en Amérique latine, au Moyen-Orient et ailleurs.

Une autre réalité de nos jours consiste dans le fait que si les deux superpuissances et le capitalisme mondial exploitent sans pitié les peuples et intriguent contre eux, les occupent militairement ou sous d'autres formes, ils ne se sentent cependant plus aussi sûrs qu'auparavant, ils n'obtiennent pas les avantages qu'ils souhaitent et ne parviennent pas à créer les situations qui leur conviennent. Partout dans le monde, tantôt par les armes, tantôt par les grèves politiques et économiques, tantôt par des attitudes hostiles, ouvertes ou silencieuses, les peuples mettent le capitalisme mondial en difficulté.

Dans son ensemble, cette résistance active et incessante constitue une force grandissante contre le néo-colonialisme et les forces agressives impérialistes et révisionnistes. Ainsi les Etats-Unis et l'Union soviétique ont des arrières peu sûrs, et de plus leurs alliances militaires et économiques connaissent une crise profonde.

La grave situation internationale, les crises et les multiples dangers auxquels les peuples du monde sont con-

frontés les ont conduits à accroître leur vigilance, leur sentiment d'autodéfense, de résistance et à multiplier leurs revendications à l'endroit de ceux qui les gouvernent, les oppriment et les exploitent. Le monde capitaliste et révisionniste se heurte actuellement à un opposition toujours accrue des masses travailleuses. Cette situation se reflète dans les moments politiques que nous vivons. Ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique ne sont en mesure d'établir leur hégémonie sur le monde. Actuellement les deux superpuissances cherchent à sortir de la crise par des moyens inefficaces, qui, loin de la résoudre, l'aggravent et peuvent conduire au déclenchement d'un conflit mondial.

La situation actuelle a pour traits les efforts intensifs des deux superpuissances pour rejeter les effets de la grave crise économique qui tenaille leurs pays sur le dos d'autres Etats, qu'ils soient ou non membres du Pacte de Varsovie ou de l'OTAN. Une telle façon d'agir déstabilise les alliances, crée de graves contradictions au sein de chacune d'elles, et provoque des déséquilibres politiques, économiques et militaires dans chaque bloc et entre les deux alliances agressives elles-mêmes.

La crise économique a engendré aussi dans les deux camps adverses une crise politique et militaire. Actuellement, on assiste à un phénomène connu et propre au capitalisme, où le plus fort cherche à imposer sa volonté et sa loi au plus petit, au plus faible et aux autres en général. Pratiquement, dans cette situation de déstabilité, l'Union soviétique s'efforce d'établir son hégémonie totale sur les pays membres du Pacte de Varsovie, et les Etats-Unis sur ceux de l'OTAN. Cet objectif est difficile à atteindre pour l'une comme pour l'autre des deux superpuissances, mais les difficultés sont moindres pour l'Union soviétique que pour les Etats-Unis.

Il existe entre ceux-ci et leurs partenaires européens de graves désaccords économiques, politiques et militaires.

Ces différends s'observent à la fois dans les rapports avec la CEE sur des questions économiques et dans le cadre de l'OTAN sur des questions militaires. Mais des divergences existent également entre les Etats-Unis et chacun de leurs partenaires et alliés européens. On comprend donc pourquoi l'administration Reagan use de menaces quasi ouvertes pour intimider les pays de l'Europe occidentale par la suprématie militaire soviétique. C'est à travers ce slogan que les Etats-Unis cherchent à camoufler leurs efforts pour l'installation des missiles de moyenne portée «Pershing-2» et «Cruise» en Europe et à rejeter une part accrue des dépenses militaires de l'OTAN sur les autres pays membres. L'Allemagne de l'Ouest, qui possède un potentiel économique et militaire des plus importants, si ce n'est le plus important des pays membres de l'OTAN, ne se soumet ni à la volonté ni à la politique de Reagan.

D'autre part, le gouvernement de Bonn, en opposition avec la politique américaine, déclare ouvertement que ce sont les taux d'intérêt élevés des Etats-Unis qui sont à la base de la crise actuelle, et non point la question polonaise. C'est pourquoi, Bonn, bien qu'étant mêlé dans cette affaire, refuse de se rallier à la politique de sanctions économiques de Reagan contre la Pologne et l'Union soviétique. Les divergences entre Bonn et Washington sont sérieuses et lourdes de conséquences pour la politique de la CEE, rongée qu'elle est par la crise et les désaccords entre ses divers membres. Ces divergences ont aussi de graves retombées au sein de l'OTAN.

Les rapports entre l'«Union européenne» et les Etats-Unis sont entachés de graves divergences politiques, économiques et monétaires. Actuellement, elle tend à devenir un groupement capitaliste, travaillé naturellement par de multiples contradictions entre les pays qui la composent et dressé face aux Etats-Unis. Dans ces circonstances, ceux-ci ont poussé l'Italie à proposer la conclusion d'une sorte

de traité politique et économique entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. Mais, après les pourparlers Haig-Colombo, cette proposition italienne ne suscite ces derniers temps aucun écho, ce qui atteste la profondeur des divergences entre l'«Union européenne» et les Etats-Unis.

En effet, la politique de Washington en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Amérique centrale n'arrive pas à se raccorder comme il faudrait avec la politique des alliés ouest-européens, qui, de leur côté, nourrissent des ambitions différentes de celles des Etats-Unis. Les alliés européens veulent préserver l'OTAN pour contrecarrer la pression militaire et politique du Pacte de Varsovie, ils préservent également leurs rapports économiques dans la situation si compliquée qu'a créée la grande crise de l'économie capitaliste et des sociétés multinationales, mais en même temps ils s'opposent par des nuances assez marquées aux Etats-Unis.

La question polonaise, qui a pour origine la faillite politique et économique de l'Etat révisionniste polonais, la politique soviétique d'oppression ainsi que la crise du Comecon et du Pacte de Varsovie, ont offert un champ d'action aux Etats-Unis, aux Etats occidentaux et à toutes les forces réactionnaires dans le monde, au premier chef au Vatican et à l'Eglise catholique polonaise. Sur cette question. on est amené aux conclusions suivantes: Par l'intermédiaire de l'Eglise polonaise et de «Solidarnosc», la question polonaise a tourné à une crise aiguë qui a conduit à l'instauration du pouvoir militaire dans ce pays, au bâillonnement temporaire de «Solidarnosc» et a limité dans une certaine mesure l'action omnipotente et ouvertement hostile de l'Eglise dans ce pays; le pape s'est fait le ministre des Affaires étrangères de l'Eglise polonaise et de la réaction mondiale; les efforts des Américains pour pousser l'Union soviétique à intervenir *manu militari* en Pologne,

afin que Moscou se discrédite et s'engage dans une aventure militaire et politique analogue à celle de Tchécoslovaquie, se sont soldés par un échec. En vertu même du Pacte de Varsovie, l'armée soviétique se trouvait déjà en Pologne, mais les Soviétiques ont préféré tirer les fils de la coulisse et laisser l'armée polonaise brandir le poing. La propagande et les grandes grèves en Pologne, les homélies quotidiennes du pape, les menaces et les sanctions de Reagan n'ont pas eu le succès escompté. En outre, les pays d'Europe occidentale ont refusé de souscrire sans réserve à la politique américaine en Europe et aux mesures concrètes demandées par les Etats-Unis. Ils s'en sont tenus à leur politique de négociations et de non-aggravation de leurs rapports avec les pays révisionnistes de l'Est, et ont même intensifié leurs liens avec eux et l'Union soviétique. Les Etats de l'Europe occidentale, et en premier lieu la République fédérale d'Allemagne, ont fait de gros investissements dans ces pays, ils leur ont accordé des crédits et des prêts très considérables et, de ce fait, ils n'entendent guère renoncer ni aux profits ni à l'influence que ces moyens leur assurent dans ces pays.

Afin d'intimider les Européens «rétifs», une aile de l'extrême-droite américaine brandit devant eux la «doctrine de Monroe». Mais l'isolationnisme actuel américain est un non-sens dans le mécanisme compliqué du capitalisme mondial. Dans la société actuelle de consommation, une politique isolationniste serait fatale pour les Etats-Unis et leurs partenaires.

Le Comecon, lui aussi, est rongé par des contradictions énormes et insolubles. La désintégration totale de cet organisme est empêchée uniquement par la présence militaire des Soviétiques qui font la loi dans tous les pays membres du Pacte de Varsovie. L'Union soviétique et ses alliés sont très lourdement endettés envers les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et les autres pays

capitalistes. L'économie des pays du Comecon est en pleine banqueroute. On y assiste, comme en Occident, à une montée galopante de l'inflation, du chômage et des prix. Les pays de l'Est manquent même des biens de première nécessité. L'OTAN comme le Pacte de Varsovie sont ébranlés à l'intérieur. Ces secousses sont plus apparentes chez la première, et plus amorties chez le second, sur lequel est suspendue l'épée de Damoclès soviétique.

Actuellement les traités et les accords internationaux connaissent des fêlures dues à la conjoncture créée par la confrontation des deux superGrands et de leurs partenaires. La Conférence d'Helsinki s'est avérée sans effet et la réalité des choses nous donne toujours plus raison de l'avoir démasquée à temps. Cette Conférence, tout comme la récente conférence de Madrid ainsi que la théorie de Tito et des Yougoslaves sur «le monde non-aligné», etc., a fait un honteux fiasco. Comme l'a dit notre Parti, les deux superpuissances, le capitalisme mondial, manipulent toute la vie internationale afin d'étouffer la révolution. Les interventions et invasions des Soviétiques en Afghanistan et en Angola, des Américains au Salvador, l'agressivité d'Israël, le conflit Iran-Irak, la crise polonaise, la guerre de guérillas en Irlande du Nord, la catastrophe économique et politique de la Yougoslavie titiste et jusqu'à l'avènement au pouvoir des partis socialistes dans certains pays européens, sont autant d'éléments qui montrent la pourriture du capitalisme mondial, la confusion qui règne dans la situation internationale actuelle grosse de révolution. Les mesures adoptées par le capitalisme mondial, la terreur dont il use, les manœuvres et les manipulations des partis bourgeois, y compris des partis révisionnistes, qui se sont convertis en de simples partis sociaux-démocrates de second ordre, n'arrivent pas à apaiser la colère des masses, qui s'opposent toujours plus fermement, et même par les armes, à cette politique.

Il convient de souligner que la Yougoslavie titiste en particulier n'est plus au bord du gouffre, mais déjà dedans. Les conflits politiques et nationaux entre les divers clans dans ce pays sont manifestes et ils le deviendront toujours plus. La crise économique a atteint son paroxysme. La Yougoslavie est criblée de dettes, et on ne paie pas ses dettes en en contractant de nouvelles. Elle souffre d'un très fort chômage, l'inflation y est galopante, et les prix, qui montent en flèche, sont inabordables pour les simples travailleurs.

Le clan grand-serbe est puissant, mais, pour des raisons tactiques, il est obligé de céder la conduite des affaires au clan croato-slovène, mieux en mesure de stabiliser la situation à travers une ouverture vers l'Occident. Actuellement, l'Occident suit avec inquiétude le rapprochement des grand-Serbes avec l'Union soviétique.

La population de Kosove et les autres Albanais qui vivent sur leurs territoires en Yougoslavie continuent d'être l'objet d'une répression féroce. Mais les Albanais sont en train d'intensifier leur résistance, ils se défendent avec énergie et s'opposent fermement aux iniquités et à la terreur grande-serbe, macédonienne et monténégrine. La juste résistance des Albanais de Kosove a fait de cette question un problème international préoccupant en défaveur de la Yougoslavie. Malgré cela, la terreur et les tentatives de dénationalisation des Albanais continuent. Mais les Serbes ne parviendront jamais à réaliser leurs sombres desseins.

La solution avancée par le VIIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie sur la question de Kosove et des autres Albanais vivant sur leurs terres en Yougoslavie, était la plus juste. Les grands-Serbes et la République socialiste fédérative de Yougoslavie rejetèrent ce règlement, alors que l'opinion mondiale le jugea juste et l'approuva. Les Yougoslaves, par leurs actions hostiles aux Kosoviens et à la République populaire socialiste d'Albanie, se sont dé-

masqués aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Leurs calomnies et leur hostilité envers la République populaire socialiste d'Albanie se sont soldées par un honteux échec. Nous l'avons emporté, car nous défendions une cause juste. La République populaire socialiste d'Albanie et la politique de notre Parti ont vu leur prestige accru dans l'arène internationale, ce qui a encore consolidé nos positions. Aujourd'hui la parole de l'Albanie est écoutée avec sympathie et sa politique suivie avec attention.

Il est très important pour nous d'avoir l'opinion progressiste internationale de notre côté, d'accroître auprès des divers gouvernements des pays du monde avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques, le respect pour la juste politique marxiste-léniniste de notre gouvernement.

Le monde progressiste nous admire et nous respecte pour notre fermeté, notre courage, notre esprit d'indépendance et notre correction dans nos relations avec les autres, pour notre honnêteté et pour la voie marxiste-léniniste que suivent notre peuple et notre Parti dans la construction du socialisme en République populaire socialiste d'Albanie. Aussi, le Parti et nous-mêmes, sa direction, devons consolider toujours plus cette victoire, qui, comme l'a souligné notre VIIIe Congrès, ne peut être raffermie que si nous préservons dans toute sa pureté la ligne de notre Parti marxiste-léniniste. Employons-nous donc de toutes nos forces, sagement et avec le plus grand soin, à renforcer encore la situation intérieure et extérieure de notre pays.

Les Superpuissances

NE DISSOCIONS PAS L'INTENSIFICATION PRIORITAIRE DE LA PRODUCTION AGRO-PASTORALE DANS LES ZONES DE PLAINES CHOISIES DE L'INTENSIFICATION DE NOTRE AGRICULTURE DANS SON ENSEMBLE

Extrait de l'intervention à la réunion du Bureau politique du CC du PTA[1]

24 avril 1982

La directive que notre Parti a donnée à son VIIIe Congrès sur l'intensification prioritaire de la partie principale de la zone de plaine du littoral exige que nous procédions à une analyse approfondie pour mener un travail mieux étudié, surtout maintenant que nous matérialisons cette directive dans les faits. Encouragés par les décisions du VIIIe Congrès du Parti, les travailleurs de notre agriculture se sont partout attelés à la tâche pour atteindre les objectifs du 7e plan quinquennal. Dans la zone concernée, on voit réaffirmer et mettre en œuvre les directives du Parti sur l'intensification prioritaire de notre agriculture.

---

1 Cette réunion fut consacrée à la discussion du rapport du ministère de l'Agriculture présenté par le Conseil des ministres «Sur le travail effectué et les mesures adoptées en vue de l'application de la directive du VIIe Congrès du Parti sur l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale dans la zone de plaine fixée à cet effet».

Toutefois, l'étude que nous examinons aujourd'hui nous amène à conclure que nous avons certes lancé les idées directrices sur l'intensification de notre agriculture, mais que toutes les questions n'ont pas été comprises correctement, que, partant, l'on avance par à-coups dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la définition des moyens financiers encore à investir à cette fin ainsi que d'autres problèmes.

Après les interventions que nous venons d'entendre, je tiens à expliquer une fois de plus comment il faut comprendre la directive donnée sur l'intensification de la production agro-pastorale dans cette zone et, toujours à ce propos, réétudier et analyser le document afférent à toutes les instances depuis les cellules de base afin d'élucider ce problème et de définir clairement les mesures à prendre lors d'une prochaine réunion du Bureau politique...

Premièrement, les organes de l'Etat et les organismes économiques doivent bien savoir que si le Parti a donné la directive d'intensifier l'agriculture en priorité dans la zone de plaine du littoral, cela ne veut pas dire que l'intensification agricole ne concernera que cette zone-là. Concevoir cette intensification aussi étroitement, serait politiquement erroné et économiquement inefficace. Du point de vue politique, cela engendrerait un état d'esprit malsain dans la paysannerie coopérée des autres zones. Les paysans peuvent se dire: «Pourquoi favorise-t-on les coopérateurs de la zone de plaine du littoral et n'avons-nous pas les mêmes avantages?» C'est à quoi nous devons nous attendre entre autres, si nous ne portons notre attention que sur cette zone en négligeant tant soit peu les autres. Du point de vue économique non plus, nous ne pourrons atteindre les objectifs fixés pour l'accroissement des produits agro-pastoraux en concentrant notre effort exclusivement sur la zone de plaine du littoral, qui ne comprend qu'environ 100 000 hectares, alors que nous disposons dans le reste du pays de quelque

600 000 à 700 000 hectares de terre cultivée par l'immense majorité de notre paysannerie coopérée...

C'est sous cet angle qu'il faut considérer aussi la répartition de la base matérielle et technique. Dans le document que vous nous avez présenté, vous envisagez d'accroître la dotation de la zone hautement intensifiée de 970 tracteurs et de 266 moissonneuses-batteuses, en un temps où le reste, c'est-à-dire 600 000 à 700 000 hectares, ne recevra que 316 tracteurs et 174 moissonneuses-batteuses, autrement dit le tiers du nombre des engins dont bénéficiera la zone hautement intensifiée, aujourd'hui plus mécanisée que les autres. C'est pourquoi je crois qu'il faut faire très attention et ne pas penser que c'est maintenant la cocagne et que, puisque la production agro-pastorale sera intensifiée dans la zone en question, nous pourrons la doter d'environ trois fois plus de machines agricoles que les autres zones de nos campagnes, qui ont elles aussi des tâches, et pas des moindres, à réaliser pour accroître la production. Nous devons avoir ce souci bien présent à l'esprit, car nous avons l'habitude de nous emballer pour des idées nouvelles, comme c'est le cas quand arrivent de nouveaux tracteurs et camions et que tout le monde veut se débarrasser des vieux engins et en acquérir des neufs. C'est plus ou moins cette attitude que l'on entendait adopter à l'égard de la priorité de l'intensification agro-pastorale dans la zone de plaine.

Pour le présent quinquennat, les moyens financiers et nécessaires ont été affectés au développement de notre agriculture. La zone concernée est inscrite dans l'ensemble du plan quinquennal du développement de l'agriculture conformément aux directives du VIIIe Congrès du Parti, elle occupe une place importante dans ce plan qui doit être réalisé coûte que coûte, et même dépassé dans tout le pays...

L'intensification de la production agro-pastorale est

en soi une idée très avancée et d'une très grande portée, mais à la fois un problème très complexe. Disposons-nous de tous les moyens nécessaires pour traduire rapidement dans les faits cette idée si importante? Les calculs rélèvent que nous n'en possédons qu'une partie. Aussi, si nous n'analysons pas à fond ce projet avancé, si nous ne définissons pas comment et où nous pourrons nous procurer ces moyens, ceux ou d'autres équivalents que nous pourrons obtenir sur place, etc., l'intensification de la production agro-pastorale peut être retardée, ou alors elle progressera mais sans atteindre les objectifs fixés en temps voulu, car la voie à parcourir comportera aussi des obstacles.

Afin de réaliser le projet de l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale sur une superficie d'environ 100 000 hectares, il faut entre autres creuser des canaux. Pour cela, on a besoin d'excavateurs et d'autres engins. La question se pose tout naturellement de savoir où on les trouvera et si on peut les produire chez nous. En outre, il faut des tubes, du ciment, du gravier, des pierres, des moyens de transport motorisés, il faut donc une base matérielle considérable. Il est donc nécessaire de construire également des routes. Aussi le ministère de l'Agriculture doit-il bien examiner ce problème et informer le gouvernement que l'intensification de la production agro-pastorale sur les 100 000 hectares prévus, laquelle sera nécessairement réalisée, le sera suivant le plan prévu, à raison d'un certain taux pour chaque année, non sans avoir exigé les moyens matériels nécessaires à cette fin. Il faut que, parallèlement aux branches et aux secteurs intéressés, le Comité central du Parti et le gouvernement veillent eux aussi à l'application des directives et des orientations données et à l'accomplissement des tâches fixées, et cela afin que la base trouve en eux un soutien et que ces directives et orientations soient mises en œuvre dans la pratique.

Prenons par exemple les problèmes que pose le ciment. Ce produit est utilisé et demandé partout, non seulement dans notre pays, mais aussi à l'étranger. Une partie de notre production de ciment est destinée à l'exportation, ce qui est juste, car si nous n'exportons pas, nous ne pourrons pas non plus importer; en effet, il ne peut y avoir d'importations sans exportations préalables. Toutefois, il faut bien nous dire que si la quantité de ciment exporté venait à être utilisée dans nos campagnes pour construire des canaux de drainage, d'irrigation, etc., cela serait très avantageux. La question se pose alors de savoir ce que nous devons faire pour couvrir nos propres besoins en ciment et à la fois pour en exporter. Avant tout il faut à coup sûr chercher à accroître, par exemple, les capacités de production de la cimenterie de Vlore. Pour y parvenir, il nous faut de nouveaux tambours, etc. J'ai pris le ciment seulement comme exemple, car nous avons à résoudre des problèmes de ce genre dans bien d'autres secteurs pour pouvoir répondre aux besoins de l'intensification de l'agriculture dans tout le pays.

Un autre problème fondamental, qui ne me semble pas avoir été bien compris, est celui de la nécessité de créer une base matérielle dans la dépression côtière. Ce problème ne doit pas être traité en bloc ni d'une manière uniforme, mais faire l'objet d'une étude concrète à partir des rendements obtenus par chaque exploitation agricole. Cela nous conduira à la juste conclusion que la base matérielle planifiée ou nécessaire en ce qui concerne cette zone, ne doit pas être, si l'on peut dire, répartie proportionnellement à chacun, mais d'une manière différenciée, en en accordant une grande part aux exploitations et aux secteurs qui ont de bas rendements, mais qui disposent des conditions requises pour les porter au niveau des rendements prévus dans cette zone ou déjà obtenus par des exploitations, des secteurs ou des équipes avancés...

Ainsi, sur les quelque 100 000 hectares où la production agro-pastorale sera intensifiée prioritairement, nous pouvons, au cours de 7e quinquennat, nous abstenir de pourvoir, vu leur base matérielle déjà accrue, disons 35 à 40 000 hectares, où la production agro-pastorale a déjà été intensifiée avec les moyens dont on a disposé jusqu'à aujourd'hui. Les moyens qui viendront s'ajouter à ceux existants seront utilisés pour accélérer l'intensification de la production agro-pastorale sur le reste de la superficie cultivée et faire en sorte que cette intensification soit partout plus ou moins du même niveau. Naturellement, l'intensification ne connaît aucun terme, mais nous devons faire nos comptes comme nous venons de le dire, sinon nous risquons de nous tromper.

Sur les quelque 100 000 hectares où la production agro-pastorale sera intensifiée prioritairement, il est certaines mesures que toutes les exploitations agricoles devront prendre absolument indépendamment du niveau respectif de leurs rendements. Le drainage des terres en est une. Ces travaux ne devront jamais être interrompus. Il se peut que dans les exploitations qui obtiennent des rendements élevés ces travaux aient été menés à bien et dans ce cas nous n'avons rien à dire, mais dans celles où ils ne l'ont pas été, il faut absolument qu'ils le soient. Là encore, c'est à nous de décider. L'irrigation des terres dépend de notre potentiel économique et matériel. Si nous sommes en mesure de le faire, il faudra irriguer de manière satisfaisante toute la zone où la production agro-pastorale sera intensifiée. En ce qui concerne la fertilisation des terres, la mécanisation des travaux, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et les autres machines agricoles, des différenciations s'imposent.

Venons-en maintenant plus concrètement et plus longuement au mot d'ordre que nous avons lancé et arrêtons-nous-y: «Viser des objectifs avancés». A cet égard,

c'est à la conscience des coopérateurs qu'appartient le rôle primordial, mais les machines, les semences, l'irrigation, etc., jouent aussi un rôle important. C'est pourquoi toutes les exploitations qui ont obtenu des rendements élevés dans une zone ou une coopérative donnée doivent, indépendamment de leur volonté d'aller toujours de l'avant, prendre des mesures pour favoriser les autres zones et coopératives. Ainsi, nous devons laisser telle exploitation qui a obtenu des rendements élevés continuer pendant un certain temps à s'en tenir aux 70 quintaux de maïs à l'hectare qu'elle a obtenus, et nous contenter de la voir, grâce à son expérience et à sa base matérielle, consolider sa stabilité et obtenir d'encore meilleurs résultats.

Nous avons réussi sur quelques parcelles de la zone où la production agro-pastorale sera prioritairement intensifiée, à obtenir de très bons rendements grâce aux moyens affectés à cet effet. Si nous prenons certaines mesures, comme nous devons le faire, en vue d'intensifier la production agro-pastorale dans telle ou telle partie de la zone en question, et cela demandera non pas un mais cinq ans, et si l'aide en matériels n'est pas uniforme mais différenciée conformément aux besoins de chaque secteur de la zone concernée, une partie de celle-ci obtiendra les rendements prévus à la fin de la troisième ou de la quatrième année du quinquennat et nous verrons finalement toute la zone obtenir les rendements fixés. Que l'on comprenne bien ce que je dis. Quand, dans la zone en question, nous déterminerons les superficies où sera intensifiée la production agro-pastorale, nous le ferons à raison des moyens que nous leur fournirons. Dans la zone précitée, les conditions ne sont pas partout les mêmes: ici, certaines conditions sont favorables; là, elles sont relativement favorables; ailleurs, elles le sont moins. Nous commencerons par les superficies les moins favorisées, pour finir par les plus favorisées en passant par celles qui ne le sont que relativement.

Ainsi, à la fin du quinquennat, la production agro-pastorale de toute la zone sera intensifiée à un degré supérieur.

Ce n'est donc pas un travail à mener confusément, il demande à être bien étudié. Pour l'accomplir, nous devons faire appel concrètement aux spécialistes de la base, et leur contribution est déterminante. Il est indispensable de bien écouter ces spécialistes et de discuter posément et sérieusement avec eux. Ce n'est qu'ainsi que nous, à la direction du Parti, serons sûrs de nos acquis et pourrons, comme dit le peuple, «mesurer notre vol à nos propres ailes». Nous devons être sûrs de nos «ailes», car la situation internationale est problématique, et l'on ne peut aller de l'avant avec des promesses qui s'avèrent impossibles à tenir. Nous disposons de grandes possibilités, mais des réserves restent encore à exploiter. Nous devons vivre à l'heure de la situation internationale et nous rendre bien compte des gros dangers qui menacent notre pays. Nous devons nous montrer très rigoureux, précis et révolutionnaires dans l'accomplissement des tâches qui nous incombent, c'est la condition du succès. Un jour ou l'autre, nos ennemis peuvent se livrer à des provocations contre nous, c'est pourquoi nous devons dès maintenant avoir accumulé des réserves. Pensons donc aussi aux temps difficiles.

Nous devons avoir une vision d'ensemble du travail que nous avons à mener dans l'agriculture. Et c'est une action très complexe. Quand nous prenons des mesures pour accroître une production, nous devons nous montrer très précis et non pas juger sur des moyennes. Si nous agissons ainsi, les moyennes s'en trouveront élevées. Si ces moyennes restent au même niveau, on en conclura que les forces et les moyens supplémentaires engagés pourraient être mieux utilisés ailleurs. Nous ne vivons pas dans l'abondance. Ne l'oubliez pas! Nous consentons des sacrifices d'un côté pour satisfaire un besoin urgent de l'autre, surtout dans l'agriculture, qui est la base de notre économie.

C'est pourquoi, dans le projet de résolution qui sera présenté au Bureau politique, cette question doit être bien étudiée avec précision et concision; nous devons connaître à l'avance le nombre d'hectares où la production agro-pastorale sera intensifiée et le nombre de ceux où elle l'est déjà. Cela doit donc être bien défini. Il faut également préciser les produits que fourniront les zones en question sur un nombre d'hectares donné et les rendements qui y seront obtenus la troisième, la quatrième et la cinquième année du quinquennat. Autrement dit, certains points doivent être précisés dans le projet de résolution afin que l'on en tienne compte dans le travail à mener pour la réalisation de cette tâche, car c'est la décision prise qui orientera ce travail. Les rendements à obtenir doivent être fixés non pas à partir du rendement moyen[2] obtenu à l'échelle nationale, mais à partir de ceux qui sont envisagés pour les zones où la production agro-pastorale sera prioritairement intensifiée. La décision que nous prenons pour cette zone a donc un caractère tout particulier...

Je répète une fois de plus que le problème de l'agriculture demeure dans sa totalité. Les plans fixés doivent être réalisés et il faut aussi les dépasser, car nous avons de nombreuses possibilités et réserves pour ce faire. Nous devons bien comprendre que ces réserves doivent être mises au jour indépendamment de la décision que nous prendrons. Ce que nous faisons dans ce sens est un effort supplémentaire. Il faudra réaliser ces objectifs sans dépouiller les collines et les zones où l'intensification de la production agro-pastorale n'est pas prévue, au contraire, il faudra les aider en promouvant là aussi une intensification de la production.

L'intensification de notre agriculture s'est engagée

2 En 1985, le rendement de blé était en moyenne et à l'échelle nationale de 30,6 quintaux à l'hectare.

avec sérieux dans une bonne voie. Il faut la poursuivre et ne pas se contenter des rendements obtenus dans la production de blé et de maïs hybride, travailler encore dans les cultures céréalières et autres, mais surtout dans le secteur de l'élevage. Pour ce qui est de l'intensification de l'élevage, je tiens à souligner qu'il est nécessaire de poursuivre le travail mené dans les cultures fourragères pour en fournir non seulement la zone en question mais encore tout le pays. Le plan de production pastorale doit être réalisé compte tenu des rendements fixés et, pour ce faire, il faut absolument intensifier la base alimentaire. Les mesures arrêtées pour intensifier la base alimentaire dans certains autres districts où nous avons concentré du bétail, doivent être mises en œuvre. Dans le district de Lezhe, par exemple, le nombre du bétail doit augmenter, et il nous incombe par conséquent d'intensifier la base alimentaire de l'élevage dans ce district. Mais où trouverons-nous cette base alimentaire? Celle qu'offrent les plaines et les collines de ce district est-elle suffisante? Certainement pas. Il nous faut alors prendre les mesures qui s'imposent à cet effet.

Ce problème n'est pas dissocié des autres problèmes que pose l'intensification de la production agro-pastorale. Cette intensification doit concerner aussi en partie les cultures fourragères, ainsi du reste que les cultures maraîchères. Les légumes sont très importants pour l'alimentation de l'homme, ils permettent d'économiser le pain. Nous devons attacher une attention particulière à leur production. Nous augmenterons, certes, la production céréalière, mais nous devons manger moins de pain et plus de légumes, de fruits et de produits animaux. Pour pouvoir manger des légumes, nous devons en produire en grande quantité; à cette fin, nous devons veiller à obtenir, par exemple, un rendement de 400 quintaux de tomates par hectare. Pour obtenir ce rendement, nous devons faire des investissements. Nous avons aussi fait d'importants inves-

tissements pour l'élevage des vaches, certaines d'entre elles ont été bien entretenues, d'autres ont dégénéré. Les semences aussi dégénèrent, car elles ont un cycle déterminé. Nous devons produire de bonnes semences, des semences hybrides en grande quantité et de bonne qualité pour satisfaire nos besoins et ceux de nos exportations, les besoins de notre marché intérieur et de la production de conserves, etc. Cela aussi s'inscrit dans le cadre de l'intensification de la production agro-pastorale.

La conclusion que nous devons dégager de tout cela est la suivante: sur la base de notre plan quinquennal, qu'il nous incombe d'accomplir, nous devons prendre des mesures pour intensifier la production agro-pastorale dans les plaines de certaines zones afin que celles-ci atteignent le niveau des zones les plus avancées non seulement dans la production de mais, de blé, de coton et de haricots, dont il est question dans l'étude présentée, mais aussi dans les cultures fourragères et maraîchères. En ce qui concerne les moyens que nous destinons à l'intensification de ces cultures, il ne faut pas oublier que les cultures maraîchères demandent non seulement des tracteurs, mais aussi d'autres moyens motorisés: c'est pourquoi il faudra introduire dans cet ensemble de machines agricoles qui comprennent déjà des moissonneuses-batteuses et des tracteurs, d'autres appareils de faible poids qui facilitent la plantation, le serfouissage, la récolte et le transport des légumes.

Venons-en maintenant aux cultures fruitières. Nous avons depuis longtemps donné notre aval à la construction de quelques ateliers ou fabriques dans certaines agglomérations le plus proches possible de la grande production fruitière et maraîchère, car cela permet d'éviter les transports superflus. Nous jugeons donc qu'il serait opportun de réétudier cette question considérée et de formuler sans délai des propositions concrètes à cet égard.

Vous voyez bien tous les problèmes que comporte

l'agriculture. Contrairement à ce que pensait Mehmet Shehu, qui se croyait compétent en tout, elle ne peut pas être envisagée globalement. Les problèmes qu'elle comporte sont multiples et nous ne pouvons les résoudre tous à la fois, malgré toute notre bonne volonté. C'est pourquoi un ordre rigoureux doit présider à toutes les études et les estimations qui la concernent...

Nous devons, à mon sens, concevoir l'agriculture et les besoins de la population dans leur complexité. **L'essentiel est de créer l'abondance et de réunir les conditions les plus appropriées pour réaliser scientifiquement cette abondance, grâce à des assolements et des concentrations conformes aux exigences de la science et aux conditions du sol.** La concentration et la spécialisation des cultures qui seront largement pratiquées dans cette zone, apportent, comme l'a démontré l'expérience avancée de la coopérative agricole de Plase, des changements dans le développement de l'économie, mais aussi dans la vision des choses. Les vieilles conceptions cèdent la place aux nouvelles, aux conceptions de la grande production socialiste. C'est par cette voie que l'on combat également la vieille mentalité de l'autarcie, qui se traduit, souvent, par le souci de pratiquer, dans une seule et même exploitation toutes les cultures; et il y a quelques années cette tendance était encore plus marquée même au niveau des équipes d'agriculteurs. La lutte menée naguère contre la «mosaïque» des cultures sur des superficies réduites, doit l'être aujourd'hui contre les manifestations d'autarcie sur de plus grandes surfaces.

Bien entendu, notre économie et, dans le cadre de celle-ci, notre agriculture socialiste sont dirigées suivant un plan unique d'Etat. Pour saboter l'expérience de Plase, Mehmet Shehu et consorts, ces ennemis de notre Parti, allaient jusqu'à dire: «Il faut choisir: ou bien une structure des cultures qui obéisse à un plan, ou bien Plase avec sa rotation des cultures». Alors que se sentant aux abois et re-

doutant de voir ses vils agissements percés à jour, Mehmet vint me dire un jour: «Nous ferons de toute l'Albanie une Plase»...

L'application sur une vaste échelle de l'expérience de Plase ne pouvait certes pas se faire d'un coup de plume, mais nous avons déjà indiqué que nous avons laissé traîner les choses pour mettre en pratique cette expérience. Pour pouvoir l'appliquer partout, il faut effectuer certaines manœuvres dans les semailles des diverses cultures. Une exploitation agricole peut-être dispensée d'une culture qui, pour les besoins des rotations, sera assignée à une autre. On peut manœuvrer également ainsi entre deux exploitations surtout lorsqu'elles sont attenantes dans la zone en question. Dans ce cas, nous disent les spécialistes, on peut mettre au point des schémas de rotation communs aux deux exploitations même si celles-ci sont indépendantes quant à l'organisation. C'est surtout possible pour certaines cultures d'appoint, comme, par exemple, la luzerne, qui accroissent la fertilité du sol, la quantité d'humus et la teneur en éléments nutritifs.

Cette marge de manœuvre, à mon avis, est partielle et possible seulement au niveau des tâches du plan à l'échelle du district et surtout du pays. Chaque exploitation agricole doit s'y intéresser davantage, mais ce sont les districts et le ministère de l'Agriculture en collaboration avec la Commission du Plan d'Etat qui doivent y jouer un rôle particulier.

Je pense qu'il faut envisager aussi sur un plan plus étendu l'application des schémas scientifiques des rotations des cultures ainsi que la lutte contre l'autarcie. Prenons, par exemple, les oignons. Nous disons qu'il faut produire le plus d'oignons possible. «Pourquoi produire plus d'oignons? nous demanderait un coopérateur. Moi, j'ai besoin de céréales panifiables». «Eh, bien, doit-on lui répondre, si les oignons sont de bonne qualité, s'ils sont bien conservés,

on peut les exporter et se procurer d'autres aliments avec l'équivalent de leur valeur. Ou bien encore, si les conditions le permettent, on peut cultiver sur ces terres-là la luzerne, car on obtiendra ainsi plus de viande, de lait, de cuir, etc.» J'entends par là qu'il ne faut pas consommer tout ce que l'on produit, il faut aussi en exporter une partie pour importer ce que nous n'arrivons pas à produire chez nous. Naturellement, nous devons avant tout nous suffire en pain et autres denrées alimentaires essentielles. Toutefois. si nous arrivons, en mettant à profit comme il convient les conditions existantes, à exporter de la viande, nous nous doterons de moyens nous permettant d'importer quelque produit qui nous manque. Et si nous avançons à ce rythme-là, avec courage et en appliquant les acquis de la science je crois que nous ne manquerons plus de rien. Nous produirons le nécessaire sur place et aurons même des excédents à exporter. Nous disposerons ainsi d'une grande force économique et pourrons manœuvrer sur le marché international pour assurer le développement continu de notre industrie, de notre agriculture et des autres branches de notre économie.

La mise sur pied des coopératives agricoles de type supérieur a été une mesure importante entre autres que nous avons prise pour résoudre les problèmes posés par le développement et le progrès de notre agriculture dans la voie du socialisme. Maintenant que nous nous sommes engagés dans la phase la plus avancée de l'intensification de la production agro-pastorale, il s'agit de définir dans quelle catégorie nous classerons ces coopératives, si nous les considérerons ou non comme étant au niveau de cette intensification. L'Etat continuera-t-il à les aider comme auparavant ou doit-il accorder cette aide aux autres coopératives afin de les élever au niveau des premières? Les coopératives de type supérieur ont déjà atteint un bon niveau de développement, certaines d'entre elles ne le cèdent en

rien aux entreprises agricoles, d'autres en sont fort proches et il en est même qui les ont dépassées. Dans les coopératives de type supérieur, les investissements de l'Etat conjugués à leurs propres investissements ont permis de les porter au niveau exigé pour la zone prioritairement intensifiée, l'Etat ne doit donc plus y faire autant d'investissements qu'il en a faits jusqu'à présent. C'est pourquoi les fonds prévus à cette fin doivent être répartis de façon différenciée en fonction des besoins réels. Les fonds accordés par l'Etat aux coopératives de type supérieur leur ont été très profitable, la contribution directe de l'Etat à leur développement a donné de bons résultats. Désormais elles ne recevront qu'une partie de ces fonds, mais l'Etat n'en exigera pas le remboursement. Comme ces fonds ont été judicieusement utilisés, que ces coopératives ont atteint un stade de développement avancé et que le niveau de vie de leurs membres s'est élevé, il faut leur fixer un taux d'accumulation différent de celui des autres coopératives et les amener à faire plus d'investissements puisés dans leurs propres ressources. Quant aux autres coopératives, l'Etat peut et doit les aider davantage.

Aussi, au moment où sera décidée la répartition des fonds et fixée l'aide qu'accordera l'Etat, il faudra tenir compte du niveau élevé, du stade de développement et des rendements des coopératives de type supérieur si proches des rendements et des revenus des entreprises agricoles de la zone où la production agro-pastorale a été ou sera intensifiée. Il faut bien se dire que notre Etat de dictature du prolétariat ne travaille pas seulement pour les coopératives de type supérieur et pour que celles-ci soient seules à améliorer la vie de leurs membres. Notre Etat pense également aux autres coopératives. Mais les coopératives de type supérieur doivent conserver le niveau atteint et même l'élever, car elles en ont tous les moyens.

L'intensification prioritaire de la production agro-

pastorale dans la zone de plaine **ne doit pas entraver en quoi que ce soit le régime actuel des coopératives agricoles**. Je m'explique. On envisage, par exemple, d'intensifier la production dans la plaine de Ndroq. Naturellement, des investissements y seront faits à cette fin. Mais la zone montagneuse de cette coopérative continuera de se développer grâce à l'aide que l'Etat ne cessera d'y apporter. Dans cette zone aussi on tendra à intensifier la production. La répartition des revenus par journée de travail et la constitution des différents fonds se feront conformément aux règlements du statut des coopératives. C'est un important problème à résoudre dans le domaine des rapports de production.

On a évoqué également ici **le problème de la production sur place des machines et des équipements agricoles**. Quand on parle d'intensification de la production on entend que pour la culture du maïs, par exemple, il faut obtenir 60 à 70 q/ha sur une superficie de plus de 10 000 ou d'environ 20 000 hectares, et que cette superficie augmentera encore disons de plusieurs milliers d'hectares quand, pour accroître le nombre du bétail, on aura besoin d'encore plus de maïs. Sur des superficies de cet ordre de grandeur, la récolte ne pourra plus se faire avec les moyens utilisés aujourd'hui. D'autre part, nous ne pourrons pas faire venir de l'étranger toutes les moissonneuses et autres machines nécessaires pour la récolte du blé, du maïs, des fruits. Alors comment faire? Il faut donc nous mettre à construire nous-mêmes des moissonneuses, etc. Nous sommes en mesure de le faire, sauf pour les moteurs de ces machines (encore qu'il existe chez nous quelques usines électromécaniques qui peuvent en fabriquer). L'agriculture comporte aussi nombre d'autres problèmes qui n'ont pas été étudiés en temps voulu et qui doivent l'être maintenant. Si je le dis, c'est que mieux vaut tard que jamais et que dans les prochaines années nos campagnes bénéficieront de conditions encore plus favo-

rables; puis nous serons confrontés à d'autres problèmes, car nous aurons besoin d'un nombre croissant non seulement de moissonneuses, mais aussi de tracteurs.

A part, bien entendu, le complexe des autos et des tracteurs de Tirana, nous devons arrêter et mettre en œuvre des mesures tendant à renforcer toutes les usines de machines agricoles. Outre l'usine de machines agricoles de Durrës, il faudra peut-être restructurer aussi les autres usines de ce genre, mais y a-t-on pensé et dans quelle mesure les conditions requises à cet effet ont-elles été réunies? J'ai entendu dire ici que les usines de machines agricoles des districts engagent une bonne part de leurs capacités dans la production de pièces détachées et d'équipements destinés à l'industrie. Or. cela me semble peu judicieux. Si cela tient seulement au fait que ces usines relèvent du ministère de l'Industrie et des Mines, il faudra alors reconsidérer leur statut et préciser si elles doivent dépendre de ce ministère-là ou du ministère de l'Agriculture.

Dans le cadre de l'intensification en question, l'accroissement de la production agro-pastorale partout en Albanie posera **un grand problème à nos transports, qui risqueront d'être déficitaires**. Nous lisons dans les journaux que l'on continue à transporter beaucoup de marchandises à la fois par le rail et par la route, qu'il y a encore, dans les transports, des chassés-croisés et allées et venues inutiles. C'est pourquoi l'utilisation rationnelle des moyens de transport dont nous disposons constitue aussi une grande réserve pour l'agriculture.

Il est également nécessaire de produire davantage de chars et chariots. Mais l'atelier de Shijak, exception faite de quelque initiative locale, est seul à s'occuper de ce travail, ce qui ne suffit pas à satisfaire tous les besoins du pays en ce genre de moyen de transport; aussi doit-on en élargir la production, surtout dans les districts riches en bois d'œuvre.

Outre les chariots, il est nécessaire d'intensifier le transport automobile et, comme vous le suggérez, nous pouvons importer un certain nombre de camions; il faut toutefois avoir en vue que nous devons épargner chaque pouce de terrain. Or, naturellement, une partie du sol restera improductive, s'il faut, pour transporter les produits de la terre, construire de routes. Là aussi, il faut bien faire les comptes; pour compenser les pertes de terrain dues à la construction de ces routes, il sera nécessaire d'élever les rendements des cultures. Malgré tout, il faut admettre que ces nouvelles routes sont nécessaires, car le transport des produits végétaux par camion est plus rapide et les pertes sont moindres.

Je voudrais également soulever un autre problème que l'on a déjà abordé mais pas résolu. Il s'agit **des contrats passés entre les ministères concernés et les coopératives**. Les organismes du ministère du Commerce intérieur et du ministère des Industries légère et alimentaire passent bien entendu des contrats avec les coopératives agricoles, mais ces contrats n'obéissent pas aux mêmes règles et ne prévoient pas les mêmes sanctions sévères que dans ceux conclus avec les entreprises agricoles. Il en résulte que ces organismes ne drainent pas régulièrement certains principaux produits agricoles, notamment les légumes et les fruits. Je pense que cette question doit être considérée plus attentivement qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Je suis même d'avis que les coopératives doivent mettre sur pied un secteur qui s'occupe de la distribution et de la commercialisation des produits, et dont relèvent aussi les contrats et les problèmes qu'implique leur exécution.

Si chaque coopérative dispose d'un secteur ou d'un bureau de ce genre, elle sera à même de s'adresser aux organismes du ministère du Commerce intérieur et du ministère des Industries légère et alimentaire pour leur de-

mander de passer avec elle des contrats sur la quantité des différents produits agro-pastoraux à prélever, des contrats qui prévoient des sanctions sévères pour les deux parties. Si les biens produits ne sont pas pris en livraison, les dommages constatés seront payés par ceux qui ne l'auront pas fait, de même que les coopératives devront payer si elles ne livrent pas leurs produits dans les délais prévus par les contrats. Or, jusqu'à présent du moins, une telle pratique n'existe pas. Si les organismes du commerce demandent aux coopératives de leur transporter les produits depuis les champs jusqu'à leurs entrepôts, ils devront payer les frais de transport si les moyens utilisés à cette fin, les chariots et autres, appartiennent aux coopératives. Tout cela doit figurer également dans les contrats. Si l'on agit ainsi on encourage la production, sinon, quand les produits ne sont pas pris en livraison et s'avarient, les coopérateurs peuvent penser que leurs efforts sont vains.

Il est aussi une autre question à reconsidérer, celle des standards des produits agro-pastoraux. Il peut arriver et il arrive effectivement qu'une partie de la production ne réponde pas aux exigences des exportations ni aux standards requis par le marché intérieur, car les produits peuvent être un peu comprimés. Ce n'est pas une raison pour jeter ces marchandises au rebut, au contraire, il faut prendre des mesures pour les traiter industriellement, ou bien les acheter aux organismes de commerce à un prix un peu inférieur, en préservant naturellement les intérêts de l'Etat, mais non pas aux dépens des paysans, et vendre ces produits à des prix abordables à la population.

J'ai mis l'accent sur certains de ces problèmes, mais ils ne devront pas tous figurer dans l'étude à réélaborer sur l'intensification prioritaire de la production dans la zone de plaine. Nous déciderons au Bureau politique des problèmes fondamentaux que nous avons débattus ici. Quant aux

autres problèmes, il incombe au gouvernement, aux organes d'Etat et aux organismes économiques de prendre des décisions et des mesures concrètes en vue d'appuyer le grand programme d'intensification de notre agriculture établi par le VIIIe Congrès de notre Parti.

A propos du 7e plan quinquennal

LE MARXISME-LÉNINISME NOUS EST NÉCESSAIRE COMME L'AIR QUE NOUS RESPIRONS ET LE PAIN QUE NOUS MANGEONS

Extraits de l'intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA[1]

26 avril 1982

Le camarade Enver Hoxha s'enquit d'abord du jugement des camarades de l'Ecole du Parti sur les programmes, les cours, les séminaires, les étudiants, les enseignants ainsi que de leur niveau de formation pédagogique et scientifique. Après s'être informé de ces questions et de l'influence de l'action hostile de Fiqret Shehu dans la méthode de travail de l'Ecole du Parti, le camarade Enver Hoxha a dit:*

Pour faire de l'Ecole du Parti une institution authentiquement révolutionnaire, comme le devoir nous en incombe, nous devons bien réfléchir sur la manière de la révolutionnariser, de combattre certains préjugés et méthodes surannées. Ce sont des problèmes que le corps enseignant de cette Ecole pourra traiter encore plus à fond. Quand aux mesures que vous prendrez à cette fin, vous devrez consulter, camarade Jorgji[2], non seulement le camarade Ramiz [Alia] ou

1 A cette réunion fut discuté le rapport «Elevons le niveau du travail d'éducation marxiste-léniniste à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine», dans les cours du Parti et les formes d'éducation».

* Voir pp. 593-622 du présent volume.

2 Jorgji Sota, à l'époque, sous-directeur de l'Ecole du Parti «V. I. Lénine».

le camarade Foto [Çami], mais, en premier lieu, les étudiants de l'Ecole du Parti qui sont des cadres et des travailleurs du Parti.

La voix du Parti est déterminante. L'étudiant à l'Ecole du Parti qui y est venu de la base et connaît bien cette dernière, donnera une plus juste solution au problème de la théorie qu'il apprend à cette école et dira ouvertement: «Camarade professeur, le cours que vous nous faites nous entre par une oreille et nous sort par l'autre. Vous devez changer votre méthode de travail, parce que, quand je retourne à la base, j'oublie tout cela et la théorie que j'apprends ici ne se rattache pas bien à la pratique sur le terrain» et d'autres choses encore.

C'est pourquoi, considéré du point de vue organisationnel, pédagogique, etc., le travail accompli jusqu'à ce jour à l'Ecole du Parti ne l'a pas été de la manière et dans la mesure requises. Je ne veux pas dire par là que vous êtes restés les bras croisés et que vous n'avez pas du tout travaillé, mais nous devons mieux regarder en face les défauts que l'on y observe!

J'ai recommandé aux camarades du Comité central d'aller effectuer un contrôle à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine» pour voir ce qu'y faisait Fiqret Shehu, laquelle considérait cette école comme «sa zone sacrée» et, en fait, lorsque les camarades de l'équipe de l'appareil du Comité central y sont allés, l'ennemie Fiqret Shehu les a reçus avec hauteur. Le camarade Foto Çami a insisté et lui a dit «je viens ici de la part du Comité central du Parti».

«Mais pourquoi, lui a-t-elle demandé, qu'y a-t-il à redire ici?

— Peu importe, lui a répliqué le camarade Foto, le Comité central fera son travail de contrôle». C'est donc pour cela que les camarades du Comité central sont venus ici, mais vous vous êtes tus et n'avez pas posé les problèmes comme il fallait.

On a dit ici qu'il faut remanier les programmes de l'école, mais dans quel sens? On a parlé aussi d'esprit scolaire. Mais, qu'entendez-vous par ce terme et qu'est-ce que vous devez faire pour éliminer cet esprit? Comme nous venons de l'apprendre ici, après avoir suivi les cours, les étudiants préparent le résumé des textes qu'ils étudient, et naturellement y dépensent beaucoup de temps, mais il se peut que ce résumé soit préparé par un étudiant qui le passe ensuite aux autres. Si l'on procède ainsi, ceux qui trouvent le travail tout prêt ne font rien, ils dorment si l'on peut dire.

Pour pouvoir assurer une participation active des étudiants aux séminaires et y animer les débats, les enseignants doivent avoir eux-mêmes de plus vastes connaissances sur la vie du Parti, la connaître plus à fond. Ils éviteront à la fois ainsi que les cours et les séminaires soient entachés d'un esprit scolaire.

Cet esprit qui les afflige est dû à certains facteurs. Un enseignant, par exemple, prépare un cours sur un sujet théorique du marxisme-léninisme qu'il traite chaque semaine ou chaque année, selon le programme. En sa qualité d'enseignant, il peut être chargé de traiter chaque année vingt thèmes, qui constituent un cycle entier. Il lui faut les étudier absolument, mais pour y éliminer l'esprit scolaire et animer les débats entre les étudiants au cours des séminaires, il doit entrer en contact avec la vie du Parti, enrichir son cours de problèmes auxquels on est confronté dans la pratique. C'est ainsi qu'il parviendra à éviter l'esprit scolaire. Voilà pourquoi les enseignants doivent bien connaître la vie. Qu'est-ce qui les empêche d'apprendre à le faire? On a dit ici que les enseignants de l'Ecole du Parti participent aux réunions des instances des comités du Parti des districts, aux plenums et réunions des actifs du Parti, etc., et, de retour à l'Ecole, ils discutent de l'expérience qu ils en ont rapportée. Et l'appareil du Comité central,

vous a-t-il prêté son aide? Dans la négative, pour quelle raison? Qu'est-ce qui a fait défaut? L'intérêt ou la disposition de divers secteurs de l'appareil du Comité central ou bien ceux-ci ont sous-estimé le travail qu'ils devaient faire à l'appui de l'Ecole du Parti et du système d'enseignement marxiste-léniniste dans son ensemble, ou bien la raison doit-elle en être recherchée ailleurs?

Vous avez dit avoir tiré certaines conclusions des pratiques pédagogiques que les étudiants de l'Ecole du Parti font dans les districts. C'est bien, mais attention, parce que votre mission n'est pas, dans ces pratiques, de relever les défauts que vous y constatez dans le travail du Parti et d'en mettre au courant le Comité central, comme vous l'avez fait jusqu'à maintenant. Non, le rôle du Parti ne consiste pas en cela. Il en va autrement si vous observez un cas où il y a violation de la ligne du Parti ou que les étudiants qui ont terminé leurs études dans votre école n'appliquent pas dans la vie ce que vous leur avez appris. En pareil cas, vous pouvez informer l'appareil du Comité central, et cela nous intéresserait.

La pratique pédagogique que vos étudiants font pendant un mois dans les districts vise d'autres objectifs. Elle aide, en premier lieu, les étudiants à ne pas se couper de la vie, à se lier plus étroitement à la base, à la production et à ne pas perdre le sens du travail du Parti dans la vie. Autrement dit. ils observent la mise en œuvre de la théorie marxiste-léniniste transmise à travers les directives du Parti, qui ne sont pas communiquées à la base à travers l'Ecole du Parti, mais par les canaux du Parti. A cet égard, nous disons que les étudiants que l'on envoie de la production à l'Ecole du Parti, ont appliqué les directives du Parti, c'est-à-dire qu'ils ont avancé dans la voie du marxisme-léninisme même avant de venir à cette école; qu'ils possèdent des fondements théoriques et pratiques, alors qu'à l'école ils perfectionnent et étendent encore leurs connais-

sances. Durant la pratique, ils s'instruisent et tout à la fois instruisent. C'est ainsi qu'il faut comprendre cette question, je crois que cela est clair.

J'avais encore une autre question à traiter. La réunion d'aujourd'hui où nous sommes en train d'analyser l'élévation du niveau du travail d'éducation marxiste-léniniste des cadres à l'Ecole du Parti «V.I.Lénine», aux cours du Parti et aux formes d'éducation, portera essentiellement son attention sur l'Ecole du Parti. En réalité, ce n'est pas à vous, enseignants de l'Ecole du Parti, qu'il appartient de diriger les cours et les formes d'éducation du Parti, mais aux comités du Parti des districts et de l'armée. Toutefois, les participants à ces cours et formes d'éducation du Parti seront peut-être un jour vos étudiants, et cela me pousse à vous poser les questions suivantes: Vous est-il jamais passé par la tête quand vous vous rendez à la base pour une période de la pratique, de contrôler le travail qu'on y mène pour l'éducation marxiste-léniniste dans les cours du Parti et les formes d'éducation? Avez-vous quelque suggestion quant à la manière de les développer? Les programmes y sont-ils bien conçus? Le comité du Parti du district ou de l'armée suit-il attentivement le travail qu'on y mène? Vous assurer de cela n'est pas un devoir qui vous incombe, mais cela peut vous être utile à titre d'information. Je pense que cet intérêt et cette information vous seront nécessaires, parce que les étudiants de l'Ecole du Parti sont justement ceux qui ont déjà suivi ces cours de parti et ces formes d'éducation.

Je pense également que le Parti doit attacher une très grande importance à ces cours et à ces formes, car, outre la pratique qu'on y exerce, on y acquiert aussi des connaissances théoriques. Des discussions y ont lieu qui ont un caractère authentiquement révolutionnaire et nous devrons œuvrer à renforcer encore ce caractère. Quand nous disons que ces formes d'éducation doivent avoir un caractère ré-

volutionnaire, cela signifie qu'elles doivent être conduites sur la base de la ligne marxiste-léniniste du Parti. Les participants aux cours trimestriels perfectionnent encore leurs connaissances théoriques.

Comme je viens de le souligner, vous devez avoir une idée du travail effectué dans ces cours pour l'éducation marxiste-léniniste des communistes, et reconsidérer les parties du programme que vous jugerez nécessaire de revoir. Shkodër, par exemple, est une ville industrielle, mais étant un district frontalier, sa situation est particulière. C'est également une ville où le clergé catholique a eu une puissante influence. En fait, cette influence n'existe actuellement plus, on n'y mène plus aucune activité religieuse, mais il ne faut pas oublier que l'influence et les préjugés religieux subsistent. Alors, outre le secteur de l'éducation auprès du comité du Parti du district concerné qui doit, pour sa part, exercer son contrôle, s'informer et prendre des mesures relatives à ces questions, vous aussi, de l'Ecole du Parti, vous devez œuvrer dans ce sens, car dans votre école aussi il y a des cadres venus de ce district. Ainsi, vous vous mettrez au courant du travail des cours trimestriels du Parti à Shkodër, des thèmes que l'on y traite de même que dans les formes d'éducation. C'est alors seulement que vous pourrez suggérer aux camarades de Shkodër les problèmes de l'éducation marxiste-léniniste sur lesquels ils doivent concentrer leur attention, car c'est aux comités du Parti des districts qu'il appartient de diriger ces cours. Vous pouvez même aller au Comité du Parti du district et poser là ces problèmes. Avez-vous fait tout cela? Si vous l'avez fait, je vous dirai bravo!

C'est la nécessité de veiller à l'éducation marxiste-léniniste qui nous a poussés à trouver de telles formes de travail, d'aide et de contrôle. C'est ce que nous enseigne la théorie marxiste-léniniste. Dès lors que vous avez déjà

pratiqué ces formes de travail, vous pouvez les poursuivre, mais bien sûr en les perfectionnant davantage.

L'Ecole du Parti, à mon avis, n'a pas pour mission de former des *tchinovniks* ni des employés, ni non plus des permanents du parti. Nous envoyons à l'Ecole du Parti «V.I.Lénine» aussi bien qu'aux cours et formes d'éducation du Parti, des cadres du Parti et de ses courroies de transmission, pour qu'ils apprennent notre théorie marxiste-léniniste, qui leur servira de boussole pour s'orienter à mieux remplir les fonctions que leur a assignées le Parti.

Pour ce qui est des permanents du Parti et de tous les instructeurs, ils sont tous nommés, c'est-à-dire que ce sont des employés, tandis que les secrétaires des organisations de base du Parti sont élus. S'ils sont aujourd'hui secrétaires, demain ils pourront cesser de l'être, et quelqu'un d'entre eux peut devenir directeur d'usine et un autre sera élu à sa place secrétaire du Parti. Il se peut que celui-ci ne soit pas sorti de l'Ecole du Parti, mais le comité du Parti du district ou le Comité central juge judicieux de l'élire au poste de premier secrétaire du comité du Parti du district, du fait que ses qualités permettent de penser qu'il sera parfaitement capable de diriger le travail du Parti dans le district. Ainsi donc, ni l'Ecole du Parti ni les cours du Parti ne préparent des permanents du Parti. Ceux qui sont désignés à ces postes le sont sur d'autres bases. Eux aussi, même s'ils sont sortis ou non de l'Ecole du Parti, peuvent passer dans des secteurs où ils sont nécessaires et être remplacés par d'autres à leurs postes antérieurs. Ils travaillent aux postes où ils sont désignés par le Parti. Seul un petit pourcentage du total des instructeurs et des permanents du Parti est envoyé à l'Ecole du Parti. C'est ainsi qu'il faut comprendre la fréquentation de l'Ecole et des cours du Parti.

C'est moi-même qui ai proposé la suppression du système d'appréciation par des notes à l'Ecole et aux cours du

Parti, parce qu'à l'une comme aux autres ceux qui y sont envoyés sont choisis, et ils comprennent l'importance de l'éducation marxiste-léniniste, et, par conséquent, pour nous la note n'a pas d'importance, la différenciation par les notes ne doit pas y exister. Naturellement, les enseignants doivent s'intéresser à faire en sorte que tous ceux qui suivent cette école ou les cours du Parti, des Unions professionelles et de l'Union de la Jeunesse, assimilent le programme d'études qui y est développé. Il n'est donc pas nécessaire de les apprécier par des notes comme on le fait dans les écoles d'Etat. A l'Ecole du Parti ils acquerront des connaissances sur le marxisme-léninisme et travailleront tous sur divers fronts pour s'acquitter des tâches que leur a assignées le Parti. Il est vrai que tous ceux que le Parti envoie à cette Ecole sont sélectionnés, mais ceux-ci aussi, de leur côté, doivent justifier la confiance que le Parti leur a faite, à travers une discipline rigoureuse et une juste compréhension de l'enseignement et de l'assimilation des connaissances que l'école leur fait acquérir. Puis, ce sera le plenum, le bureau du comité du Parti du district, le Bureau politique ou d'autres organes, dont ils dépendent, qui les affecteront à divers postes.

De quelle manière ces organes prennent-ils leurs décisions? Sur quels critères? D'après ce que je sais, ils se fondent sur les appréciations que l'Ecole fait de chaque étudiant. Ces appréciations doivent être la résultante des jugements de tous les enseignants de l'Ecole du Parti, et on n'agira pas comme l'a fait l'ennemie Fiqret Shehu, elles ne doivent pas non plus être préparées par un seul enseignant. Donc, à mon avis, chaque enseignant doit mettre en lumière les traits caractéristiques du travail et de la conduite de chaque étudiant, puis, sur la base du jugement de tous ses collègues, est préparé un document qui doit être signé par le directeur de l'école.

Donc, notre but est l'éducation marxiste-léniniste des

communistes sous toutes les formes et de toutes les manières. Nous pouvons dire que, sur la base des programmes approuvés par le Secrétariat du Comité central du Parti, nous avons défini ce que nous devons enseigner à ces personnes et nous avons bien fait. A mon sens, les compléments apportés aux programmes sont justifiés, seulement il faut réaliser ce que les camarades ont dit, à savoir rattacher plus étroitement l'école à la vie, à la pratique. A mon avis, pour bien apprendre Marx et Lénine, deux ans et peut-être même trois vies, la moyenne de vie chez nous étant de 68 ans[3], ne suffiraient pas. Qu'est-ce que j'entends par là? J'ai à l'esprit l'attention à attacher aux matériaux recommandés aux étudiants de l'Ecole du Parti. Le programme d'études prévu est très chargé et si l'on recommande aux étudiants d'étudier l'*Anti-Dühring* d'Engels en entier ou le *Matérialisme et Empiriocriticisme* de Lénine ainsi que d'autres œuvres de nos classiques, nous devons être réalistes et reconnaître qu'ils ne pourront le faire comme il se doit.

Certainement, les études à l'Ecole du Parti doivent se fonder sur les œuvres des classiques, sinon, ce ne serait pas une école de parti.

Comme on le sait déjà, Lénine a combattu avec vigueur bon nombre d'idéologues et de philosophes idéalistes et opportunistes, pétris de toutes sortes d'idées et de vues antimarxistes erronées. En lutte contre eux, il a écrit de gros ouvrages, dans lesquels il explique, avec arguments à l'appui, la fausseté de leurs idées et de leurs théories. Nous connaissons tous cette grande lutte que Lénine a menée contre les divers courants opportunistes. La question se pose: est-il indispensable de recommander aux étudiants d'entrer dans des détails? Les œuvres de Lénine sont une grande leçon pour nous, car nous pouvons y puiser des analogies, mais les étudiants ne peuvent pas assimiler en peu

3 En 1987 l'espérance de vie en Albanie a dépassé les 71 ans.

de temps toutes les idées reflétées dans ces œuvres. Il nous faut donc recommander aux étudiants les extraits qui se rattachent aux thèmes qu'ils ont à développer et insister pour qu'ils assimilent bien ces leçons, car elles les aideront dans la vie. Il faut, par conséquent, recommander aux étudiants d'étudier les matériaux des classiques qui illustrent le thème qu'ils traitent, afin que l'étudiant qui termine l'Ecole du Parti et a une expérience de travail puisse facilement procéder à des analogies dans la lutte contre les courants actuels contraires à notre idéologie. N'oublions non plus que tous ceux qui viennent à l'Ecole du Parti n'ignorent pas totalement ces questions.

Tout d'abord parce qu'ils vivent dans un pays socialiste et sont éduqués, depuis leur enface, suivant l'éthique et la morale communiste, marxiste-léniniste.

Ensuite, avant d'aller à l'Ecole du Parti, ils ont fréquenté diverses autres écoles, dont les programmes sont fondés sur les grandes lignes théoriques du Parti, sur notre théorie qui oriente l'étudiant dans la ligne marxiste-léniniste du Parti. Même à l'Université et dans les autres écoles supérieures, toutes les études reposent sur une base scientifique et sont fondées sur le marxisme-léninisme.

Troisièmement, ils ont participé aux formes d'éducation des organisations de masse, comme le sont celles de l'UJTA, des UPA et de l'UFA, qui non seulement mènent une vie révolutionnaire comme organisations, mais mettent aussi sur pied des cours d'éducation marxiste-léniniste.

Enfin, la presse, la radio, la télévision et tous les autres moyens de communication de masse qui jouent un rôle puissant pour l'éducation des gens, exercent leur influence sur eux. Les étudiants de l'Ecole du Parti vivent dans notre pays socialiste et sont entourés par notre propagande et notre agitation marxistes-léninistes. A l'Ecole du Parti, ils renforcent davantage leur éducation marxiste-léniniste.

Les propositions faites dans le document soumis au Se-

crétariat du Comité central du Parti ne sont pas claires. Pourquoi proposez-vous qu'il y ait à cette école à la fois un cours pour les cadres dotés d'enseignement supérieur et un autre cours parallèle pour les cadres moyens? Non, je n'approuve pas qu'il soit créé un cours particulier pour les cadres supérieurs ni que leurs études à cette Ecole durent deux ans. Je ne dis pas qu'on n'envoie pas de cadres supérieurs à l'Ecole du Parti, mais nous y avons institué des cours d'un an d'économie politique et de philosophie. S'il apparaît nécessaire d'ouvrir encore un cours d'un an pour certains cadres dotés d'enseignement supérieur, nous pourrons le faire.

Je pense que les cadres qui ont terminé leurs études supérieures ne doivent pas étudier le même programme que les cadres moyens, mais étudier plus à fond le marxisme-léninisme. Pourquoi les cadres qui ont une expérience de travail longue de cinq, dix ou douze ans, doivent-ils perdre deux ans? Si nous avons besoin de philosophes ou d'économistes, nous pouvons envoyer des cadres dotés d'enseignement supérieur suivre des cours d'un an de philosophie ou d'économie politique, tandis que pour les autres cadres dotés d'instruction supérieure que l'on pense envoyer à l'Ecole du Parti en même temps que les autres cadres dotés d'enseignement secondaire, on pourrait ouvrir un autre cours parallèle. Je pense qu'il n'est pas juste que les cadres qui ont terminé leurs études supérieures fassent deux autres années d'études à l'Ecole du Parti. Calculons un peu la durée du cycle d'études d'un cadre supérieur. Après être sorti du lycée il va à la Faculté et fait huit ou neuf années d'études sans calculer ici l'école de huit ans. Si nous l'envoyons suivre deux ans encore à l'Ecole du Parti cela lui fera dix-huit ans d'étude dans sa vie. A mon avis, ce n'est pas judicieux ni rationnel.

On a suggéré ici d'écourter la durée des cours à l'Ecole du Parti. C'est avantageux, car les étudiants de cette école

sont dotés de culture, et si dans les matériaux que vous leur offrez vous introduisez de la phraséologie, ils sont à même de comprendre que c'est superflu et peuvent dire: «Donnez-nous ici l'essentiel, pour nous aider à avancer dans la juste voie».

Des matériaux qui nous ont été présentés ainsi que des interventions des camarades j'ai tiré la conclusion que l'on vise à faire terminer l'Ecole du Parti par un grand nombre de cadres dotés d'enseignement supérieur. Je ne m'y oppose pas, mais je pense qu'à cette école nous devrons envoyer plus d'ouvriers, qui ont terminé leurs études secondaires, mais pas de ceux qui n'ont terminé que le cycle de huit ans.

Pourquoi est-ce que je suggère d'envoyer à l'Ecole du Parti beaucoup plus d'ouvriers dotés d'enseignement secondaire? C'est que par l'intermédiaire de l'école nous dotons la classe ouvrière d'une forte éducation marxiste-léniniste. Les ouvriers doivent dominer à l'Ecole du Parti et nous ne devons pas les considérer comme ne parvenant pas à comprendre la théorie marxiste-léniniste. Juger ainsi serait une erreur. Les ouvriers comprennent bien le marxisme-léninisme, même mieux que ceux qui ont terminé leurs études secondaires et qui n'ont jamais travaillé dans la production. Nous devons envoyer à l'Ecole du Parti des ouvriers qui ont travaillé, des années durant, dans des secteurs difficiles de la production, comme les forges, les usines, les mines et les scieries. Nous ne faisons pas d'eux des permanents du Parti, mais en les envoyant à l'Ecole du Parti nous élevons le niveau idéologique de la classe ouvrière.

Une telle pratique doit devenir courante non seulement à l'Ecole du Parti mais aussi dans les cours du Parti des districts et de l'armée: là aussi nous devons appliquer le même critère tandis que la participation aux formes d'éducation doit être générale.

Le fait qu'un cadre doté d'enseignement supérieur est

d'un niveau plus élevé que les autres ouvriers participant aux cours trimestriels, doit l'inciter à mieux comprendre son rôle d'éducateur de la classe ouvrière, à travers sa participation aux débats, il encourage les ouvriers et les aide à atteindre un niveau idéologique plus élevé. Si l'on juge opportun d'envoyer à l'Ecole du Parti un de ces ouvriers qui participent aux cours trimestriels, il faudra considérer la question.

Animé du dessein de voir dispenser à tous une éducation marxiste-léniniste aussi bonne que possible, je me pose la question suivante: «Pourquoi empêcher les cadres dotés d'instruction secondaire de suivre l'Ecole du Parti par correspondance et y admettre uniquement des cadres supérieurs?» Je soulève ce problème car dans le document qui nous est présenté il est souligné entre autres: «...en principe, l'Ecole du Parti par correspondance ne doit être fréquentée que par des cadres dotés d'instruction supérieure». Ce n'est pas parce qu'un cadre doté d'instruction supérieure possède des méthodes plus efficaces pour apprendre les cours, qu'il assimile mieux la matière, il s'agit aussi de faire en sorte que les cadres dotés d'instruction secondaire apprennent le marxisme-léninisme.

On peut faire suivre le cours de la jeunesse par les cadres de la jeunesse, mais il faut que le Parti exerce son contrôle sur ce travail. Si l'on pense que les personnes qui participent aux cours de la jeunesse travailleront auprès de la jeunesse, ils ne le feront que pendant quelques années, car au bout d'un certain temps ils quitteront cette organisation. Le cours annuel que ces cadres font pour travailler auprès de la jeunesse ne devra pas les empêcher de suivre l'Ecole du Parti.

A l'Ecole du Parti nous pouvons mettre sur pied d'autres cours réguliers ou par correspondance, qui pourront durer, suivant leur importance, trois, quatre ou cinq mois.

Nous avons travaillé et avons accompli tant de réalisa-

tions, mais, comme je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises, le travail du Parti est à la fois très attrayant et scientifique mais en même temps très rigoureux du point de vue organisationnel. Il ne s'agit pas ici de l'initiative que les communistes doivent avoir à propos d'autres questions, mais il faut à tout prix que les organes dirigeants du Parti soient au courant de la vie du Parti, qu'ils exercent leur contrôle, car c'est seulement de cette façon qu'ils arriveront à connaître la situation. Le contrôle ne doit pas consister seulement dans le travail mené par des équipes. A mon avis, cette forme du travail est bénéfique, car naturellement une fois de retour, les équipes informent le Secrétariat du Comité central ou le Bureau politique des résultats de leur contrôle. Dans leurs rapports, ils soulèvent des problèmes de caractère général, mais y traitent aussi de questions caractéristiques, particulières, positives ou négatives, spécifiques à un district donné. Mais ce n'est pas tout. La vie quotidienne du Parti est faite de maintes voies que le Parti doit connaître pour les utiliser de la manière la plus bénéfique et les vivifier.

A ce propos, il convient que les instructeurs et les secteurs de l'appareil du CC du Parti ne cessent de perfectionner leur méthode de travail et leur activité.

Maintenant nous avons dans nos organisations de base des camarades instruits en mesure de tenir de façon satisfaisante les protocoles des réunions. Il y a aussi dans nos organisations des membres qui n'ont pas l'instruction nécessaire. mais en général, ce sont des gens bien formés et même les membres des organisations de base du Parti dans les campagnes, agronomes, instituteurs, etc., sont des intellectuels.

Le plan de travail d'un instructeur du comité du Parti doit comprendre le contrôle de la vie du Parti dans un certain nombre d'organisations de base, mais, même en dehors de cette répartition, il doit toujours contrôler la vie du Parti

dans toutes les organisations de base où il se rend. Mais va-t-il ou non à la base? Je ne dis pas qu'il doit y aller chaque jour, mais je n'approuve pas non plus qu'il aille une fois par mois dans quelque organisation parce que s'il procède ainsi, il ne s'acquittera pas convenablement de sa tâche.

Chaque instructeur doit se rendre au moins une fois par mois dans dix ou quinze organisations de base et participer à leurs réunions, ou bien il peut consulter d'abord le protocole de la réunion du mois précédent, y relever certaines questions caractéristiques et leur donner des conseils sur la façon de procéder dans l'avenir. De retour au Comité central, il apporte les notes qu'il a prises lors de la réunion de telle ou telle organisation de base. L'instructeur du Comité central du Parti aussi bien que l'instructeur du Comité du Parti du district doivent être prêts, à tout moment, à rendre compte devant le Bureau politique ou le bureau du Comité du Parti du district, chaque fois que ceux-ci le leur demanderont, de la vie du Parti dans les organisations de base, de la situation dans telle ou telle zone. Il peut leur être demandé d'apporter aussi les protocoles de ces réunions, mais je pense qu'ils sont en état, même sans ces protocoles, grâce aux notes qu'ils ont prises, de rapporter sur la situation dans les organisations de base où ils se sont rendus. Procède-t-on, oui ou non, de cette façon? Doit-on ou ne doit-on pas procéder ainsi? Dans l'affirmative, les instructeurs doivent-ils contrôler des zones déterminées? Ce partage en zones ne signifie nullement qu'un instructeur n'aille pas dans la zone affectée à un autre et vice versa. Cela signifie que chaque instructeur doit se sentir responsable de la zone qui lui a été assignée, et cela au même titre, par exemple, que le cadre du secteur de l'agriculture pour son activité spécifique. Il pourra participer aussi à des équipes. Il se peut que dans quelque district ce travail marche bien, néanmoins je pense qu'il convient de revenir

sur ces questions, car dans certains districts le travail cloche. C'est ainsi, par exemple, que quelqu'un a dit ici qu'on a abandonné le système de répartition des zones entre instructeurs. En apparence ce problème a un caractère purement organisationnel, or en fait je pense qu'il s'agit d'un problème de caractère à la fois politique et idéologique, dont le juste règlement contribue à l'éducation générale des communistes.

J'avais une autre question à traiter. Nous avons pris une décision au terme de laquelle le premier secrétaire du comité du Parti du district doit convoquer, une fois par mois, les secrétaires des organisations de base du Parti, pas tous à la fois, mais par groupes, pour les mettre au courant de la situation intérieure et internationale. A ces réunions, le secrétaire du comité du Parti doit leur parler des problèmes actuels de l'économie, de la mobilisation des travailleurs dans les entreprises ou coopératives agricoles du district et mettre en lumière le travail méritoire de tel ou tel secrétaire d'organisation de base. Ce sont les instructeurs du comité du Parti qui lui fournissent ces données, car ils connaissent l'état des choses dans les divers secteurs à travers l'étude qu'ils ont faite des rapports et des protocoles des réunions de leurs organisations de base ou ont participé eux-mêmes dans leurs réunions. Il met également au courant les secrétaires des organisations de base du Parti de la situation politique et des principaux événements qui ont eu lieu dans le monde. A travers ces réunions, donc, le premier secrétaire tient au courant de la situation les organisations de base du Parti du district.

C'est tout ce que j'avais à vous dire sur cette question.

Je vous remercie, camarade Jorgji, et vous prie de transmettre mes salutations à tous les enseignants et étudiants de l'Ecole du Parti. Recommandez-leur au nom du Bureau politique et en mon nom propre de ne plier devant

aucune difficulté, d'assimiler des connaissances à travers l'étude des matériaux du Parti et du marxisme-léninisme, qui est devenu actuellement, plus que jamais, une nécessité absolue comme l'air que nous respirons et le pain que nous mangeons.

Rapports et Discours 1982-1983

TABLEAU DES MENÉES DE L'AGENT DE L'ENNEMI MEHMET SHEHU

Discours prononcé au 4e plenum du CC du PTA[1]

24 septembre 1982

L'enquête menée après son suicide (le 18 décembre 1981) et des documents dont dispose le Parti ont révélé que les Américains avaient déjà recruté Mehmet Shehu quand il fréquentait l'école technique américaine de Tirana, dirigée par Fultz. Sur l'ordre de ce dernier, Mehmet Shehu alla poursuivre ses études dans une école militaire en Italie. Il fut également envoyé en Espagne toujours sur l'ordre des services secrets américains.

Après la défaite de la lutte antifasciste en Espagne, Mehmet Shehu gagna un camp de réfugiés en France, où il passa trois ans, alors que nombre de ses camarades s'évadèrent. Durant ce séjour dans ce camp, il fut également recruté par l'Intelligence Service. Par la suite, deux officiers, un de la Gestapo et l'autre du SIM italien, le retirè-

1 Le 4e plenum du Comité central du PTA, réuni le 24 septembre 1982, écouta le discours du camarade Enver Hoxha, premier Secrétaire du Comité central du PTA, qui y présenta un «Tableau des menées de l'agent de l'ennemi Mehmet Shehu», l'approuva unanimement et décida qu'il fût analysé par toutes les organisations de base du Parti. Cette décision fut appliquée immédiatemment et deux ou trois jours après le Parti tout entier en fut mis au courant et y souscrivit entièrement.

rent de ce camp pour l'amener en Italie, où il fut retenu pendant deux mois, avant d'être livré, à Durrës, à l'espion infâme Man Kukaleshi, qui le remit en liberté vingt jours plus tard. Mehmet Shehu se rendit aussitôt à Mallakastër où il se lia avec l'organisation de notre Parti.

Au cours de la Lutte de libération nationale, Mehmet Shehu et sa femme, Fiqret Sanxhaktari, furent recrutés comme agents des Yougoslaves, par Dušan Mugoša[2], qui les affubla respectivement des pseudonymes de **MISH** (**M**ehmet **I**smail **Sh**ehu) et **FISARI** (**Fi**qret **Sa**nxhaktar**i**).

Les documents écrits de la main de Mehmet Shehu et maintenant découverts prouvent que, bien que ne s'étant pas trouvé en novembre 1944 à Berat, il avait, avec Koçi Xoxe et Nako Spiru, participé[3] au complot.

Au cours de la lutte déjà, Mehmet Shehu avait manifesté des signes de mécontentement, car lors de la Ière Conférence nationale du PCA, qui se tint en mars 1943 à Labinot. il n'avait été élu que membre suppléant du Comité central, et à Përmet, au Congrès antifasciste de libération nationale, en mai 1944, n'avait pas été promu général comme l'avaient été certains autres qu'il mésestimait.

Mehmet Shehu voulait qu'on oubliât les erreurs qu'il n'avait cessé de commettre en violant la ligne du Parti et en contrevenant aux ordres de l'état-major. Il avait été critiqué pour cela à plusieurs reprises, et il est maintenant

2 Celui-ci avait commencé à entreprendre Mehmet Shehu au printemps et pendant l'été de 1943, lorsqu'ils étaient à Vlore, mais il devait pousser encore plus loin son action quand tous deux s'«arrangèrent» pour se trouver ensemble dans la Ière Brigade de choc. Mugoša y recruta également Fiqret Sanxhaktari et, à ses fins d'agent, s'entremit pour la fiancer avec Mehmet Shehu.

3 Cela apparaît, entre autres, dans la lettre du 10 décembre 1944 que Mehmet Shehu adressait à Koçi Xoxe et dans laquelle il évoque avec enthousiasme le tournant antiparti de Berat. Voir Enver Hoxha, *Les Titistes (Notes historiques)*, éd. fr., pp. 620-621, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

clair qu'il agissait ainsi délibérément. C'est ainsi qu'il recourut à la terreur dans les villages que traversait la Ière Brigade pour discréditer le Parti et les forces de partisans, érigea en légende l'«incursion» de deux bataillons de la Ière Brigade qui allèrent au secours de l'état-major général encerclé par les Allemands et les ballistes. Or, loin de l'avoir sauvé, Mehmet Shehu perdit à dessein deux semaines (au lieu de deux jours), engageant les forces de la Brigade dans des passages dangereux, causant ainsi la perte d'un grand nombre d'héroïques combattants de cette brigade. Il s'opposa à l'ordre de l'Etat-major général enjoignant à la Ière Division de franchir le Shkumbin et de faire marche vers le Nord. S'il le fit, c'est que cet ordre était contraire à la stratégie des Anglo-Américains qui voulaient garder, avec le soutien de leurs agents, Abaz Kupi, Muharrem Bajraktari et les autres chefs de clan, leur influence dans le Nord de l'Albanie.

Mehmet Shehu vint donc combattre en Albanie, non pas comme communiste et partisan, mais comme un mercenaire envoyé par les Anglo-Américains pour les aider à réaliser leurs plans futurs dans le pays. Après son suicide, on a trouvé dans son coffre-fort un programme écrit de sa main à l'époque de son retour en Albanie, et qui était purement et simplement un programme démocratique-bourgeois où il n'était guère question de socialisme et de parti communiste, mais de plusieurs partis, c'est-à-dire le programme que s'efforcèrent de mettre en œuvre les missions anglo-américaines et les groupes réactionnaires qui les soutinrent dans la période qui suivit la libération de notre pays.

Au lendemain de la libération, Mehmet Shehu, soit pour satisfaire ses ambitions carriéristes, soit sur l'ordre des services secrets américains, se mit aussi au service du major Ivanov, chef de la mission militaire soviétique en Albanie et agent du contre-espionnage soviétique, auquel il remettait des rapports secrets contre la direction de notre Parti

communiste et sa ligne, et demandant une intervention des Soviétiques ou de Tito (qu'il qualifiait de grande figure) pour changer la situation en Albanie, car avec Enver Hoxha, les choses ne pouvaient plus marcher.

Dans ce contexte on comprend mieux les manœuvres funambulesques et les attitudes contradictoires de Mehmet Shehu au cours de la Lutte de libération nationale et après la Libération, avant et après les 8e[4] et 11e[5] plenums (de 1948) du Comité central, tantôt en soutien aux thèses yougoslaves, tantôt en opposition, mais toujours à l'ombre des conseillers soviétiques.

Au 8e plenum, Nako Spiru fut dénoncé et condamné comme ennemi par les Yougoslaves et Koçi Xoxe, tandis que Mehmet Shehu fut qualifié d'«antiyougoslave». Déstitué de son poste de chef de l'Etat-major général de l'armée, il fut nommé ministre des Communications[4 5 6].

A la suite des lettres du PC(b) de l'Union soviétique au Parti communiste de Yougoslavie, vint le 11e plenum du CC de notre Parti et Mehmet Shehu s'empressa de se poser en partisan de la juste ligne de notre Parti qui soutenait l'Union soviétique et Staline. A la suite des lettres

---

4 Ce plenum, réuni en février 1948, a été qualifié de tâche noire dans l'histoire glorieuse du PCA. La juste ligne de notre Parti y fut gravement violée, et l'indépendance et la souveraineté nationales directement compromises. Les agissements hostiles des titistes et de leurs agents conduits par Koçi Xoxe y atteignirent leur paroxysme, et celui-ci, en arborant le drapeau du «sauveur» du Parti, avança, comme plate-forme, les thèses antimarxistes et antialbanaises du CC du PCY.

5 Réuni du 13 au 24 septembre 1948, ce plenum mit fin à toutes les déformations et les erreurs dans la ligne politique et organisationnelle du Parti, il marqua le début d'un grand tournant dans la vie de celui-ci et pour les destinées du pays. Il rétablit l'unité à la direction du Parti et rehaussa considérablement son autorité.

6 A l'époque Belgrade insistait pour que Mehmet Shehu ne fût pas entièrement éliminé, mais qu'il lui fût, au contraire, concédé un portefeuille ministériel!

du PC(b) de l'Union soviétique, du 11e plenum et du Ier Congrès de notre Parti et jusqu'à la mort de Staline (1948-1953), Mehmet Shehu, publiquement, parlait et travaillait dans l'esprit de la ligne du Parti, défendant l'Union soviétique et Staline, dénonçant Tito et sa clique comme des agents de l'impérialisme, comme le faisait notre Parti tout entier.

Après la mort de Staline, l'équipe qui accéda au pouvoir condamna Beria, le chef du KGB soviétique, pour une foule de violations de la légalité. Nous demandâmes à Mehmet Shehu de regarder si des erreurs n'avaient pas également été commises dans les organes de notre ministère de l'Intérieur, dont il assumait la direction. Mehmet Shehu craignit alors de voir découvrir ses liens avec le KGB et d'avoir à subir le même sort que Beria. Il se rendit donc chez l'ambassadeur soviétique, Lévitchkine, l'assura de sa fidélité à la nouvelle équipe khrouchtchévienne promue au pouvoir, puis sollicita la protection soviétique, car, selon ses dires, «Enver Hoxha le soupçonnait» et il en était très inquiet. Lévitchkine, de son côté, lui conseilla de venir me parler pour tirer sa situation au clair et l'assura de son soutien. Il vint du reste lui-même me voir, me fit part des préoccupations de Mehmet Shehu et me dit qu'il lui avait recommandé de s'expliquer avec moi. Deux ou trois semaines passèrent et Mehmet Shehu n'était toujours pas venu. Dans un entretien que j'eus avec Lévitchkine, celui-ci me demanda si j'avais parlé avec Mehmet Shehu. Je lui répondis qu'il n'était pas venu et que je n'avais pas l'intention de le convoquer car c'était lui qui devait se présenter et faire une profonde autocritique; que je considérais qu'il avait commis une erreur en se rendant chez Lévitchkine avant d'avoir d'abord parlé avec moi, en ma qualité de Secrétaire général du Parti et dont il avait à se plaindre. Lévitchkine s'inquiéta et «ordonna» à Mehmet Shehu de se présenter à moi. Ce

dernier m'envoya d'abord Fiqret Shehu pour tâter mon pouls. Elle était venue apprendre de moi «ce qu'avait Mehmet pour paraître si préoccupé» (comme si elle n'en savait rien). Je lui répondis que «nous n'avions rien contre lui, mais qu'elle ferait bien de lui demander plutôt s'il avait quelque chose contre nous».

Mehmet se rassura ainsi que nous n'avions rien découvert de son activité secrète et ne nourrissions aucun soupçon en ce qui le concernait. Poussé par Lévitchkine, il finit donc par venir me voir, fit son autocritique, qu'il renouvela d'ailleurs devant le Bureau politique et le plenum du Comité central, reconnaissant avoir commis une grave erreur en étant allé voir l'ambassadeur soviétique pour se plaindre à lui du Secrétaire général du Comité central, au lieu d'en discuter avec celui-ci et de soulever le problème à la direction du Parti.

Plus tard, en une autre circonstance. Mehmet Shehu fut encore effrayé et fort inquiet: Sokrat Bufi, un cadre du Parti qui poursuivait à ce moment ses études à Moscou, écrivit une lettre au Comité central pour lui dire, entre autres, que «Mehmet Shehu est un provocateur...». Mehmet Shehu, furibond, demanda instamment au Secrétariat et au Bureau politique du Comité central, et plusieurs fois à moi-même. de faire arrêter et condamner Sokrat Bufi. Nous rejetâmes cette suggestion, car elle allait à l'encontre des normes du Parti, qui n'envisageaient pas une telle mesure pour une simple critique à l'adresse d'un dirigeant du Parti. Sokrat Bufi ayant été nommé vice-président d'un comité exécutif de district, Mehmet Shehu fut à nouveau rongé par le doute que nous n'eussions découvert quelque chose de ses méfaits; il était sur des charbons ardents, vivait et travaillait dans l'angoisse.

L'accession de Khrouchtchev au pouvoir et le XXe

Congrès du PC de l'Union soviétique amenèrent la réconciliation des révisionnistes soviétiques avec les titistes. En collaboration et en unité, les deux parties ourdirent des plans et se mirent à agir pour changer la situation au sein du mouvement communiste et ouvrier international, surtout dans les anciens pays de démocratie populaire. en faveur des visées révisionnistes de Khrouchtchev et de l'agent de l'impérialisme, Tito. Ils tentèrent de réhabiliter en Albanie leur groupe d'agents, Koçi Xoxe et compagnie, comme ils l'avaient fait en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et ailleurs, mais chez nous ils échouèrent. Et la direction yougoslave et Souslov nous demandèrent officiellement de réhabiliter Koçi Xoxe, c'est-à-dire de retourner au 2e plenum de Berat, d'accepter les soi-disant erreurs de notre Parti dans sa ligne et ses relations avec les Yougoslaves, ce qui pourtant, à l'époque même, avait été à la connaissance du chef de la mission soviétique en Albanie, le major Ivanov, ami intime du chef de la mission yougoslave dans notre pays, le colonel de triste renom, Velimir Stoïnić, qui organisa dans les coulisses le premier complot titiste au 2e plenum du Comité central à Berat.

Dans le cadre de l'activité fébrile de Khrouchtchev et de Tito après le XXe Congrès, leurs agents en Albanie, avec Mehmet Shehu, Beqir Balluku et Fiqret Shehu à leur tête, en étroite collaboration avec les ambassades yougoslave et soviétique dans notre pays, organisèrent un complot pour faire dévier la Conférence du Parti de Tirana, cela avec le vieil objectif de renverser la direction saine du Parti, de réhabiliter les éléments antiparti et ennemis du peuple, Koçi Xoxe et consorts, de changer la ligne, et aller au Congrès de notre Parti qui devait bientôt se réunir suivant la voie que Khrouchtchev et Tito ainsi que le XXe Congrès du PC de l'Union soviétique nous avaient montrée. Il fallait

condamner non seulement Staline mais aussi ceux qui poursuivaient dans sa voie. Le groupe de comploteurs de la Conférence de Tirana fut démantelé. Certains furent exclus du Parti, d'autres (qui avaient des relations avec l'ambassade yougoslave, car, quant à l'ambassade soviétique, nous ne disposions à l'époque d'aucune donnée à son sujet) furent déférés devant la justice. Mais les principaux s'en tirèrent. Mehmet Shehu et Beqir Balluku (ce dernier était le délégué du Comité central à cette conférence), cachèrent leurs pattes, «condamnèrent» les comploteurs, tandis que Fiqret Shehu, à l'époque première secrétaire du Comité du Parti de Tirana «jura» qu'elle n'avait été au courant de rien, que l'on avait agi «derrière son dos», qu'elle s'était enfermée chez elle pour rédiger le rapport, etc. Fiqret fut destituée de son poste de premier secrétaire et il lui fut infligé un blâme, qui fut inscrit dans son dossier. A l'époque, nous ne savions rien non plus de Feçor Shehu, lequel, comme il apparaît maintenant, avait été recruté par l'UDB et servait d'agent de liaison entre l'ambassade de Yougoslavie et Mehmet Shehu et sa femme. Ce dernier maintenait lui-même des liens directs avec l'ambassade d'Union soviétique, ce qui lui était facile, vu les bonnes relations que nous entretenions à l'époque avec l'Union soviétique.

Dans la situation créée à la suite de l'échec du complot khrouchtchévien-titiste à la Conférence de Tirana et de la dénonciation résolue et ouverte que notre Parti fit des événements de Pologne, et surtout de ceux de Hongrie, l'UDB de Tito-Ranković donna l'ordre à ses agents Liri Gega, Dali Ndreu et Panajot Plaku de s'enfuir en Yougoslavie, pour créer ainsi une opposition à l'étranger et pouvoir nous combattre par la bouche de ces derniers. Les deux premiers furent arrêtés avant d'avoir pu franchir la frontière, alors que Panajot Plaku, aidé par Mehmet Shehu et ses collabora-

teurs dans l'Armée et la Sûreté[7], réussit à passer notre frontière d'Etat et travailla pendant un certain temps dans une radio prétendument clandestine, qui déversait à partir du territoire yougoslave l'ancien fiel des titistes contre notre Parti et notre pays. Mais les révisionnistes yougoslaves devaient vite se persuader qu'ils ne pouvaient rien contre nous **du dehors** et ils préparaient des plans pour rapatrier Panajot Plaku, afin que celui-ci, en collusion avec les autres agents et ennemis camouflés, s'efforçât, **de l'intérieur**, de mettre en oeuvre les complots et les plans de subversion yougoslaves et soviétiques. Ils sollicitèrent à cette fin l'aide de Khrouchtchev, espérant que celui-ci ferait pression sur nous et nous persuaderait de laisser rentrer Panajot Plaku en Albanie. Conscient des avantages de cette situation, Khrouchtchev s'empressa de collaborer avec Tito, comme il l'avait fait dans les affaires polonaise et hongroise et pour la déviation de la Conférence du Parti de Tirana (en 1956), etc., et il ne manqua pas de s'entremettre pour nous «réconcilier» avec le traître. Il nous dit que dans un premier temps, il jugeait opportun de l'accueillir en Union soviétique, Plaku lui-même en ayant du reste exprimé le désir dans une lettre qu'il lui avait envoyée.

«C'est un traître, répondis-je à Khrouchtchev, et si jamais vous l'acceptez dans votre pays, notre amitié avec vous s'en trouvera atteinte. S'il vient chez vous, vous devrez nous le remettre pour que nous le fassions pendre sur la place de Tirana».

Les révisionnistes soviétiques, voyant qu'ils avaient échoué en Hongrie et ailleurs et la situation leur échapper dans le mouvement communiste et le camp socialiste, se retirèrent de quelque manière de la lutte de subversion

7 Il s'agit des ennemis du Parti et du peuple Beqir Balluku, ancien ministre de la Défense, et Kadri Hazbiu, ancien ministre de l'Intérieur.

menée de concert avec Tito. Celui-ci, en effet, les entraînait dans le bourbier révisionniste toujours plus profondément qu'ils ne l'avaient pensé, et ils se mirent à appuyer ouvertement les positions du Parti du Travail d'Albanie, faisant même publier quelques-uns de ses articles, etc. Tito, de son côté, intensifia plus que jamais ses attaques, et, directement, dans son discours tristement célèbre de Pula où il condamna le «culte» d'Enver Hoxha, appela à renverser la direction de notre Parti.

Juste à ces moments-là, Khrouchtchev et ses complices, loin de développer et de raffermir la lutte contre le titisme, s'engagèrent plus à fond dans la voie de la collaboration avec Tito, prouvant par là toute la fausseté de leur «appui» à notre Parti. La collaboration de Khrouchtchev avec les révisionnistes yougoslaves apparut clairement dans leur attitude à l'égard des éléments hostiles comme Dali Ndreu, Liri Gega et Panajot Plaku. Lorsque nos organes prirent sur le fait Dali Ndreu et Liri Gega et les conduisirent sur le banc des accusés, les Yougoslaves bondirent, mais Khrouchtchev aussi eut la même réaction. Il envoya d'urgence un radiogramme à l'ambassadeur soviétique à Tirana, Krilov, lui demandant d'intervenir auprès de moi-même pour que ces ennemis et ces traîtres ne soient pas condamnés. Cela se passait précisément en ces journées de novembre 1956, où, comme je l'ai rappelé, Tito prononça son discours tristement célèbre de Pula, appelant ouvertement, entre autres, à renverser la direction du PTA et à me condamner. Khrouchtchev nous envoya Krilov avec deux instructions principales : il devait nous convaincre, d'abord, de ne pas répondre durement au discours de Tito, ensuite, de ne pas condamner les agents capturés qui comparaissaient devant le tribunal du peuple. Nous répondîmes promptement et à Khrouchtchev, et à Tito: concernant la première recommandation nous publiâmes aussitôt dans la presse des articles, en déchargeant toutes nos batteries contre Tito, le titisme et le discours

de Pula; quant à la seconde, nous infligeâmes aux agents et aux traîtres la condamnation qu'ils méritaient.

Le Parti du Travail d'Albanie poursuivit opiniâtrement sa lutte idéologique et politique contre le titisme. Au cours de cette lutte nous eûmes à nous heurter aussi, parfois directement, parfois indirectement, aux révisionnistes khrouchtchéviens (La lettre de Khrouchtchev annonçant son intention de rendre visite à Tito; la défense de Staline de notre part, à un moment où les autres le condamnèrent; notre refus de nous rapprocher de Belgrade sur le plan souhaité par Khrouchtchev; l'exposition ouverte de nos points de vue à propos de Tito et de son groupe lors de quelques réunions que nous eûmes avec Khrouchtchev et Souslov, ce qui les irritaient à tel point que Khrouchtchev nous dit avec irritation «Où voulez-vous nous conduire, dans la voie de Staline?»; nous menions une forte propagande contre le révisionnisme yougoslave et en même temps attaquions indirectement, sur le plan idéologique, les vues que faisaient répandre Khrouchtchev et sa clique; à la conférence des partis communistes et ouvriers, en 1957, nous adoptâmes une attitude résolue contre le titisme que nous définîmes une officine de l'impérialisme, ce qui fut inclus dans la déclaration). Nos divergences avec la direction soviétique ne cessaient de s'aggraver et nous allions vers la confrontation qui eut lieu à Bucarest en juin 1960.

Pendant l'été 1960, Liri Belishova, avec une délégation parlementaire, se trouva à Pékin, à un moment où s'y tenait la réunion de la Fédération syndicale mondiale. A l'encontre de toute règle et norme de parti, à cette réunion les contradictions entre Chinois et Soviétiques se manifestèrent au grand jour. Contrairement à la position de notre Parti, qui ne voulait pas se prononcer prématurément sur ces divergences, Liri Belishova se rendit à l'ambassade d'Union

soviétique et y rapporta tout ce que lui avaient dit les Chinois. A Pékin même, comme au cours de son voyage vers Moscou, nous lui fîmes parvenir deux lettres, où nous lui reprochions son attitude à Pékin et lui expliquions la position qu'elle devait adopter à Moscou. Mais, en agent des Soviétiques qu'elle était, au lieu de suivre les conseils de la direction de notre Parti, elle eut un entretien avec Kozlov et remit même nos lettres aux khrouchtchéviens. Quand nous lui demandâmes ces lettres, elle prétendit «les avoir brûlées».

De retour en Albanie, Liri Belishova prit contact avec le camarade Hysni [Kapo] et lui dit: «Ne mêlons pas le camarade Enver à ces confrontations», mais Hysni la dénonça. Elle avait rencontré aussi Mehmet Shehu, à qui elle conseilla: «Ne parle pas de Khrouchtchev, car il finit par apprendre tout ce qu'on dit de lui». C'est fort tard seulement que Mehmet Shehu se vit contraint de ne nous en mettre au courant, lorsqu'il vit que la direction du Parti condamnait Liri Belishova. Quant aux autres pressions que Liri Belishova a peut-être exercées sur lui on ne peut que faire des conjectures.

On ne sait pas non plus ce que Kossyguine lui a dit lorsqu'il était hospitalisé à Moscou. Mehmet Shehu nous a raconté que Kossyguine s'était efforcé de le persuader qu'il fallait dénoncer la Chine, mais, que, lui-même «s'étant mis en colère», était rentré en Albanie. Or maintenant il apparaît que Mehmet et Fiqret Shehu avaient été invités à une réunion chez Mikoyan, où étaient présents, je crois, et Andropov, et le chef de la Sûreté, Chelepine, qui se sont entretenus pendant quatre heures avec eux.

Cependant Mehmet Shehu voyait bien que la direction de notre Parti ne tolérerait plus les sombres desseins de Khrouchtchev contre le marxisme-léninisme et le mouvement communiste et ouvrier international. Notre Parti élabora sa plate-forme quant à l'attitude qu'il adopterait à

Bucarest, en se réservant le droit d'exprimer ses vues à la conférence régulière de tous les partis (en novembre 1960 à Moscou). Mehmet Shehu se trouva alors à la croisée des chemins: comment ferait-il pour ménager et les uns et les autres? Il n'avait pas intérêt à se dresser contre la direction du Parti, car il aurait subi le même sort que Liri Belishova et les autres ennemis antiparti, il ne pouvait donc suivre la voie que lui conseillaient ses patrons soviétiques.

C'est à cette époque que Mehmet Shehu partit pour New York à la tête d'une délégation gouvernementale à l'ONU. Il fit le voyage à bord du paquebot anglais «Queen Elisabeth». Nous savions que Tito aussi avait pris le même bateau, mais nous ne pouvions imaginer que Mehmet Shehu pût le rencontrer. Or nous apprenons que Harry Fultz de la CIA et Randolph Churchill, une personnalité de l'Intelligence Service qui se présenta comme journaliste, étaient aussi à bord. Voyant l'équipe qui accompagnait Mehmet Shehu, les hommes actuellement incarcérés, comme participants de son groupe (Llambi Ziçishti, Llambi Peçini, Gani Kodra et je ne sais qui) il ressort que Mehmet Shehu, avait très facilement, au cours d'une semaine de voyage, eu des rencontres et des entretiens avec Tito, Fultz et Churchill, dont il était l'agent, qu'il leur avait exposé la situation et les positions de notre Parti, les frictions qui se faisaient jour dans nos relations avec l'Union soviétique et l'attitude que la direction de notre Parti pensait observer à Moscou.

La stratégie des trois réseaux, yougoslave, américain et anglais concordant, ils suggérèrent à leur superagent de «soutenir» sans réserve les prises de position de la direction de notre Parti, qui devaient conduire à la grande division et à la rupture avec l'Union soviétique. Ils n'avaient rien à perdre à ce que nous appuyions la Chine; bien au contraire, cette «amitié» avec leurs propres amis secrets pro-américains, pro-titistes (c'était le cas de Chou En-laï, Liu

Shao-chi et Deng Xiao-ping) servait leurs plans stratégiques à plus long terme (visant à nous entraîner dans le sillage de la politique libérale de la Chine, qui devait être inaugurée à la suite de la rencontre Nixon-Chou En-laï, et qui se traduisait aussi par les conseils que ce dernier donna à Beqir Balluku de fonder son action sur une alliance entre la Yougoslavie, la Roumanie et l'Albanie), etc.

Mehmet Shehu rentra des Etats-Unis plein de «courage» et il se fit plus catholique que le pape, il se montrait irréductible dans la «défense» de la ligne de notre Parti contre les plans et les positions de Khrouchtchev et de la direction révisionniste soviétique. Il organisait même des «scènes» pour se faire valoir et bien consolider la confiance que nous lui faisions. En novembre 1960, à la Conférence des 81 partis à Moscou, il nous proposa de quitter la demeure où nous avaient installés les Soviétiques, car, disait-il, «ils sont capables de nous empoisonner» (Il avait surtout peur pour lui-même). Quand nous nous fûmes transférés au siège de notre ambassade à Moscou, il «transmit» aux Soviétiques, à travers les appareils d'écoute qu'ils avaient installés et que nous découvrîmes, un ardent message, exaltant notre Parti et son Premier secrétaire, sans manquer de se répandre en invectives à l'adresse de ceux qui surveillaient sans scrupule leurs proches amis, comme l'étaient le Parti du Travail d'Albanie et ses dirigeants. Mehmet Shehu s'opposa avec insistance à ce que nous rentrions en bateau par la mer Noire, et organisa notre voyage par chemin de fer à travers l'Autriche et l'Italie. Nous étions d'accord avec ces mesures, car nous aussi, nous nous méfions des Soviétiques, mais s'il afficha ce grand zèle c'était pour tout à la fois raffermir la confiance que nous avions en lui et se garder lui-même. Malgré tout, il ne pouvait ne pas être inquiet, car la «trahison» qu'il perpétrait envers ses patrons

soviétiques, en se révélant un agent indocile, pouvait lui coûter la tête.

Quelques insinuations et quelques piques à cet égard ne devaient pas manquer. J'ai évoqué dans «Les Khrouchtchéviens» ce que m'avait dit Kossyguine: «Il y a dans votre parti des ennemis.»* Mais lorsque j'appelai Mehmet Shehu pour qu'il me traduise mieux cette phrase, Kossyguine cloua son bec et ne l'ouvrit que pour me dire: «Vous ne m'avez pas bien compris». J'y ai évoqué aussi les pressions qu'exerçaient sur nous les militaires soviétiques qui eurent même un débat avec Mehmet Shehu. Nous sommes maintenant en mesure de donner une explication différente de la réplique de Khrouchtchev à la dernière entrevue que nous eûmes avec lui, lorsqu'il nous dit «C'est comme ça que Macmillan a voulu parler avec moi» et que Mehmet Shehu avait bondi. Nous suspendîmes l'entretien. Apparemment, celui-ci, en entendant Khrouchtchev évoquer le nom de l'Anglais Macmillan, craignit qu'il ne lui rouvrît une plaie qui lui aurait fait très mal.

Après la Conférence des 81 partis, Khrouchtchev et compagnie s'efforcèrent de réparer la dégradation qui s'était produite dans nos rapports. Ils essayèrent de le faire à notre IVe Congrès[8], ils le tentèrent aussi par leurs lettres qu'ils nous envoyèrent et par le truchement des Chinois et autres. Ils eurent aussi recours aux pressions économiques et militaires, mais échouèrent sur toute la ligne. Nous gardâmes une ferme attitude. Nous chassâmes les Soviétiques de la Base de Vlore, eux nous coupèrent leurs aides économiques et militaires et allèrent jusqu'à rompre leurs relations diplomatiques avec nous.

---

* Voir Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens, Souvenirs,* 2e éd. fr., p. 470, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

8 Le IVe Congrès du PTA tint ses assises du 13 au 20 février 1961.

Cependant, notre Parti poursuivait dans la voie du marxisme-léninisme et Mehmet Shehu «approuvait» sa ligne. Il affichait d'ailleurs beaucoup son rôle dans cette situation et, aux yeux des Américains et des Yougoslaves, se posait sûrement comme étant l'inspirateur de cette voie. Américains et Yougoslaves, du fait même des plans qu'ils avaient tramés et des liens secrets qu'ils entretenaient avec lui, étaient au courant de la réalité des choses, et les réseaux occidentaux, pour leur part, consentaient à ce que leur «fiston» lance ses foudres contre eux dans ses phrases comme «Nous dansons dans la gueule du loup», etc., etc. Ils étaient prêts à avaler des couleuvres, pourvu que leur agent poursuivît son ascension et pût enfin tourner la barre de notre Parti et de notre Etat vers l'Occident.

Les Soviétiques perdirent patience, ils virent qu'ils perdaient la partie. D'abord ils décidèrent de prévenir leur agent. Ainsi, Khrouchtchev déclara dans un discours public «La direction albanaise s'est vendue pour 30 deniers». Un peu plus tard, un journal italien traita de ce sujet et, enfin, les Soviétiques décidèrent de liquider leur agent, déjà en fait liquidé par les autres réseaux rivaux, selon là pratique courante dans la jungle impérialiste et révisionniste. Le Comité central du PC de l'Union soviétique envoya au Comité central de notre Parti une lettre, accusant Mehmet Shehu d'agent de l'impérialisme. Cette lettre nous est parvenue juste au moment où nous étions à couteaux tirés avec les khrouchtchéviens et que Mehmet Shehu se prononçait très hostilement contre eux. Tous ces faits nous empêchaient de douter de lui. Nous lûmes la lettre au Bureau en sa présence et la rejetâmes comme une basse provocation de Khrouchtchev visant à nous diviser. Mehmet Shehu poussa un profond soupir, il avait franchi le gué.

Des documents trouvés à la suite de son suicide il res-

sort qu'il était aussi un agent de l'Intelligence Service. Sur ces documents figurent son nom et certains pseudonymes codifiés comme BAB-008, etc. Il en ressort également qu'il avait reçu de l'argent pour les services qu'il avait rendus. Le centre de l'Intelligence Service conseillait de le laisser tranquille, ce qui signifiait qu'il était un agent potentiel, de ceux qu'on laisse, comme on dit dans le langage des réseaux d'espionnage, «en sommeil», pour les utiliser à un moment opportun.

Parmi ces documents se trouve aussi la lettre que Mehmet Shehu adressait au lendemain de la Libération au major de l'espionnage soviétique Ivanov, où il blâmait sans ménagement la ligne de notre Parti ainsi que les cadres fidèles qui défendaient cette ligne, et surtout le Secrétaire général Enver Hoxha, Hysni Kapo, etc. Cette lettre témoigne que, outre les liens d'agent secret qu'il entretenait avec les Yougoslaves, Mehmet Shehu en avait noué avec des patrons encore plus puissants.[9]

(Après son suicide on a trouvé également dans son coffre-fort une note de sa main, évoquant une lettre qu'il avait écrite à Ivanov).

Pour s'afficher sous une fausse image, Mehmet Shehu continuait avec zèle la «lutte» contre les révisionnistes soviétiques, mais en étant animés de desseins différents, tout à fait opposés aux nobles objectis de notre Parti, qui s'employait à défendre le marxisme-léninisme et les intérêts supérieurs de notre peuple et de notre patrie socialiste.

Vinrent alors les événements de Tchécoslovaquie d'août 1968 et notre Parti décida de dénoncer le Pacte de Varsovie, de retirer aussi *de jure* notre pays de ce pacte

9 Sur l'ordre de Harry Fultz, représentant officiel de la mission américaine à Tirana, Mehmet Shehu, s'engageant plus profondément dans la voie de la trahison, au lendemain même de la Libération, s'aboucha aussi avec les services secrets de l'Union soviétique.

de triste renom, qu'il avait quitté *de facto* depuis la fin de 1960. Ce fut Mehmet Shehu, en sa qualité de Premier ministre, qui prononça le discours annonçant cette décision et, à coup sûr, il fit passer cela aux yeux de ses patrons comme une victoire personnelle.

Les services secrets américains et les réseaux qui y étaient reliés, au premier chef le titiste, s'imaginèrent que l'Albanie était demeurée isolée et sans défense. La Chine était loin et ils jugèrent le moment venu où notre pays tournerait enfin ses regards vers l'Occident.

En 1972, Mehmet Shehu, accompagné de la même équipe qu'au cours de son voyage vers l'ONU, avec cette fois, sa femme. Fiqret Shehu, se rendit à Paris pour s'y faire opérer. Dans la capitale française il prit contact avec une personnalité de la CIA, qui lui dit: «Qu'est-ce que tu attends, le temps passe, tu dois agir!»

Mehmet Shehu lui rendit compte de la situation et des complots en préparation (par Beqir Balluku, Abdyl Këllezi et consorts). La CIA lui recommanda de passer à l'action, mais sans se compromettre lui-même. Elle lui soumit trois procédés pour éliminer Enver Hoxha 1) un accident d'auto; 2) un attentat au fusil à longue portée et 3) un lent empoisonnement, laissant à Mehmet le choix.

Par le truchement de Feçor Shehu, il reçut les mêmes instructions de l'UDB, qui était en parfaite collusion avec la CIA.

A Paris, on lui remit aussi un poste de radio émetteur et récepteur sophistiqué, qu'il fit installer chez lui et mettre en état de marche par son fils aîné qui était ingénieur électronicien.

En fait, Mehmet Shehu devait faire de tous les siens un nid d'agents, une famille de serpents. Comme on l'a déjà dit, Fiqret Shehu avait été recrutée pendant la guerre par Dušan Mugoša, et avait le pseudonyme de FISARI, sans parler d'autres soupçons sur ses agissements éventuels

durant l'occupation en Italie, où elle avait suivi un cours d'un ou deux ans, et sur ce qu'avait pu faire avec elle Liri Gega (et Smith[10]) lorsqu'elle travaillait à ses côtés au Ier Corps d'armée. Il y avait longtemps que Mehmet Shehu avait fait de son second fils son complice, et, à la faveur des voyages de celui-ci à l'étranger (surtout lorsqu'il se rendit pour des études en Suède), il le mit en contact avec la CIA et se servit de lui comme d'un agent de liaison. Quant à son cadet et à sa femme, il les fit entrer en contact avec une ambassade étrangère à Tirana.

Mehmet Shehu reçut donc de la CIA l'ordre de préparer un plan concret pour renverser la situation en Albanie en faveur de l'Occident. Il devait, pour cela, mettre en action et encourager dans ce sens les agents que lui-même connaissait déjà ou d'autres qu'il ne connaissait pas, quels que fussent leurs patrons, Yougoslaves, Grecs, Anglais. Italiens, etc., mais sans se compromettre en personne.

C'est ainsi que fut entreprise l'exécution de ce complot ramifié, organisé en sous-main par Mehmet Shehu:

1. L'action hostile de Fadil Paçrami et de son groupe dans le domaine de la culture, des arts et de la radiotélévision, tendait à faire dégénérer la ligne du Parti dans ces secteurs. Mais, comme on le sait, le Parti eut tôt fait de frapper ce groupe et son action. Mehmet Shehu s'empressa de s'en laver les mains, il tonnait même contre les gens de l'art et la jeunesse, afin de mieux réaliser ainsi ses objectifs antiparti, tout comme il l'avait fait au cours de la lutte, et de dégrader aussi les rapports et les liens du Parti avec ces couches.

2. En 1973 entra en action le groupe de Beqir Balluku

10 Officier de la mission militaire britannique en Albanie, agent de l'Intelligence Service, ami de Liri Gega et de Mustafa Gjinishi. Au cours de la Lutte de libération nationale, il fut attaché auprès de l'état-major de la Ière Division de l'ALNA.

qui préparait un putsch militaire fondé sur ses thèses sinistres de la «théorie de l'esquive», de l'abandon du littoral et des villes aux agresseurs impérialistes, aux patrons de Mehmet Shehu. Beqir Balluku fut totalement démasqué. Il fut même laissé en plan par Petrit Dume et Hito Çako, qui étaient dans le coup. Mehmet Shehu, à la tête du complot, et qui en tirait les fils dans la coulisse (il apparaît maintenant que tous ces plans avaient été approuvés par lui), s'efforça de sauver Petrit Dume et Hito Çako. Ceux-ci comptèrent beaucoup sur lui pour «sauver leur tête», comme on le vit au plenum du Comité central[11] qui se réunit alors et ne le dénoncèrent pas, mais, lui-même, craignant de se compromettre, ne put assurer leur salut.

3. Mehmet Shehu, cette fois plus directement, mit en mouvement ses hommes, Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela, pour des menées de sabotage dans le domaine économique surtout dans le secteur du pétrole et de l'agriculture, pour désorganiser l'économie du pays, en commençant à y organiser et à y introduire les formes autogestionnaires yougoslaves.

Mais, comme on le sait, il échoua sur les trois tableaux.

Au cours de toute cette période, Tito, qui suivait attentivement la situation, pensa que, disposant d'un agent à lui à la direction de notre Parti et de notre Etat, après la chute de Ranković en Yougoslavie et la dénonciation des massacres qu'il avait commis à Kosove, ainsi qu'après la situation créée par notre retrait du Pacte de Varsovie, il pouvait desserrer un peu la vis à la Kosove et dans ses rapports avec nous. La Kosove commença à respirer un peu, des écoles albanaises y furent ouvertes, l'Université de Prishtine mise sur pied, des relations culturelles établies entre nous et de fréquentes visites réciproques organisées. [11]

11 Le 5e plenum du Comité central du PTA se réunit du 25 au 26 juillet 1974.

Tito et compagnie caressaient leur ancien rêve d'influer, à travers leur action en Kosove, sur les forces libérales en Albanie et de rendre ainsi possible l'union de l'Albanie avec la Kosove dans le cadre de la Yougoslavie. Lorsque les dirigeants de Kosove disaient à Tito que «les Albanais excitent les sentiments nationalistes et vous vilipendent», il leur répondait: «Qu'est-ce que ça peut vous faire, c'est moi qu'ils insultent, qu'ils continuent de le faire...». Si Tito réagissait ainsi, c'est qu'il savait qu'il avait Mehmet Shehu en Albanie, lequel, après ses trois échecs, s'était mis à regrouper de nouveaux comploteurs, surtout au ministère de l'Intérieur, avec Feçor Shehu et certains autres.[12] Quoi qu'il en fût, Mehmet Shehu avait besoin d'un certain temps pour ourdir de nouveaux complots.

Sur ces entrefaites, Tito mourut. En Yougoslavie s'instaura une situation d'insécurité politique et économique. La crise capitaliste mondiale frappait durement ce pays, qui étouffait sous ses dettes. La situation en Kosove, plus que partout ailleurs, était dramatique à cause de la répression grande-serbe, du chômage, des sombres perspectives des travailleurs, qui voyaient toute une autre situation dans leur mère-patrie, en Albanie socialiste. Ainsi, au lieu que ce fût la Kosove qui servît de pont à la pénétration de l'autogestion et de la dégénérescence idéologique titiste en Albanie, c'est l'Albanie qui lui montra le véritable visage, le visage radieux du socialisme qui y fleurissait. Et elle le fit à la faveur de rapports et de contacts normaux bilatéraux et non pas à travers des menées secrètes, tout d'abord parce que ces pratiques étaient étrangères à la ligne de notre Parti, et ensuite parce que le réseau yougoslave (avec Feçor Shehu) était à la direction des organes du ministère

12 Comme il apparut par la suite, Kadri Hazbiu, ancien ministre de l'Intérieur, ennemi du Parti et du peuple, était lui aussi le plus proche collaborateur de Mehmet Shehu.

de l'Intérieur. Voilà pourquoi les «thèses» des Yougoslaves sur la prétendue ingérence de l'Albanie, par le truchement de ses agents, dans l'organisation des manifestations en Kosove, sont dénuées de tout fondement. Les services secrets américains et yougoslaves commencèrent à craindre que la Kosove n'échappât à leur contrôle et que l'Albanie, peut-être en collaboration, comme ils le pensaient, avec la Bulgarie et l'Union soviétique, ne s'y ingérât.

C'est à ce moment qu'eurent lieu en Kosove les manifestations[13] qui alarmèrent les grands-Serbes et l'UDB yougoslave. Les titistes furent contraints de prendre des mesures draconiennes, y envoyèrent des troupes et réprimèrent les manifestations en recourant aux chars. Des centaines de personnes furent tuées ou blessées. Un grave incendie dangereux éclata qui menaçait la situation intérieure de la Yougoslavie, déjà vacillante tant à cause des crises économiques qu'à cause des crises politiques. Ces féroces mesures de répression eurent un grand retentissement dans l'opinion internationale. L'Albanie observa une attitude très nette, à la fois ferme et sage.

Non contents de soutenir calomnieusement que ces manifestations avaient été encouragées par l'Albanie, les Yougoslaves s'empressèrent de prendre aussitôt des mesures immédiates pour «discréditer» la direction «stalinienne» albanaise, pour perturber et renverser la situation saine en Albanie et désorienter les forces patriotiques et révolutionnaires de Kosove.

Ils demandèrent à leur agent, Mehmet Shehu, de passer à l'action. L'UDB collaborait avec la CIA et connaissait les directives de celle-ci en vue de la liquidation d'Enver Hoxha. Aussi demanda-t-elle à Mehmet Shehu d'envoyer d'urgence sa femme à Paris. Les manifestations eurent

13 En mars et en avril 1981.

lieu en mars 1981 et elle se rendit à Paris en avril. Un envoyé du «Boîteux» (pseudonyme de Mugoša, qui était mort, mais dont la mission subversive «survivait») se présenta à elle et lui remit le poison qu'ils devaient employer immédiatement pour éliminer Enver Hoxha.

Fiqret Shehu et Mehmet Shehu, s'étant concertés sur le moment et la manière d'exécuter le procédé le plus opportun parmi ceux que leur avait suggérés la CIA, avaient choisi le lent empoisonnement, qu'ils appliqueraient à la faveur des visites réciproques que nous nous faisions. Etant donné les conditions dans lesquelles je me déplaçais, ils renoncèrent à organiser un accident d'auto, et quant à. l'attentat par balle, ils estimèrent qu'il aurait fait trop de bruit, qu'il comportait des dangers et des suites imprévus.

Mehmet Shehu se trouva pris au dépourvu par le procédé que lui imposèrent les Yougoslaves, lui demandant d'agir sans délai. Il prit peur, et rechigna à cette mise en demeure. Aussi fit-il appel à son grand patron, la CIA. Fiqret Shehu se mit à faire le tour des capitales européennes, Vienne, Stockholm, Copenhague. A Stockholm et au Danemark elle rencontra des représentants de la CIA et leur soumit le jugement de son mari, qui contredisait l'action hâtive telle que la suggéraient les Yougoslaves et pour laquelle lui et ses hommes n'étaient pas préparés: l'empoisonnement ou toute autre liquidation physique d'Enver Hoxha devaient être renvoyés à mars 1982 (pendant les vacances de fin d'hiver) et, en attendant, ils pourraient entreprendre quelque action susceptible de provoquer la division au sein du Parti et d'encourager les éléments libéraux. Le représentant de la CIA consulta d'abord son centre et. à la deuxième entrevue, qu'ils eurent au Danemark, Fiqret Shehu reçut l'approbation du procédé suggéré par son mari.

Dans ces circonstances. Mehmet Shehu fiança son fils avec une jeune fille dont la famille comptait six ou sept

criminels de guerre, tous réfugiés à l'étranger, et notamment l'agent notoire de la CIA, Arshi Pipa. Ces fiançailles ne pouvaient ne pas attirer l'attention de l'opinion publique. C'est à quoi elles visaient en effet. C'étaient des fiançailles sensationnelles et si le Parti ne s'y opposait pas, cela frayerait la voie à la division, au laxisme dans d'autres secteurs aussi, dans le Parti, la jeunesse, etc. Si le Parti ne l'acceptait pas, des mesures seraient prises à l'encontre de Mehmet Shehu, naturellement pas une peine d'emprisonnement, il serait destitué de son poste, écarté ou même exclu du Parti. Cela ferait du bruit et les Yougoslaves utiliseraient cette circonstance pour atteindre leurs objectifs de propagande, pour discréditer la direction du Parti du Travail d'Albanie et surtout Enver Hoxha, qui, comme ils le ressassaient sans arrêt, «élimine», à l'instar de Staline, ses collaborateurs.

Mais les plans de Mehmet Shehu ne se réalisèrent pas selon ses prévisions. Le Parti intervint sur-le-champ, les fiançailles furent rompues, Mehmet Shehu fut critiqué pour avoir commis cette grave erreur politique, on lui demanda de faire une profonde autocritique, afin de clarifier les facteurs qui l'avaient conduit à cette erreur et il fut décidé d'en discuter après le VIIIe Congrès du Parti. Il ne s'y attendait pas. Il chercha à commettre quelques autres erreurs: il négligea totalement le rapport qu'il devait préparer pour le VIIIe Congrès du Parti, le présenta en retard et avec des erreurs politiques flagrantes, en sorte que le Bureau politique le rejeta. Mehmet Shehu demanda à faire son «autocritique» à propos des fiançailles de son fils devant le VIIIe Congrès (son but était d'y provoquer des troubles), mais cela lui fut refusé. Au Congrès il prit à dessein une mine «sombre et contrite», ce qui ne manqua pas de frapper les délégués et les téléspectateurs, si bien que cela donna lieu à des perplexités.

Entre-temps, la situation en Kosove devenait menaçante. Les Yougoslaves étaient dénoncés aux yeux de l'opinion publique internationale, cependant que l'autorité de notre pays allait grandissant. Les Yougoslaves virent qu'il ne s'était rien produit ni avant ni après le Congrès. Mehmet Shehu présenta son rapport, il fut même élu au Bureau politique, aucune mesure ne fut prise contre lui, comme le souhaitaient les Yougoslaves, qui espéraient le voir dégradé ou destitué de ses fonctions dans l'Etat. Après le Congrès, il se peut que Mehmet Shehu ait informé les Yougoslaves que rien n'avait changé dans la manière dont il était traité, même après qu'il eut remis son autocritique. A ce qu'il avait cru comprendre des discussions que nous avions eues avec lui, la sanction qui serait prise contre lui aurait plutôt un caractère interne, de parti. Mais cela ne faisait l'affaire ni des titistes, ni des grands-Serbes, ni de l'UDB yougoslave, qui attendaient et exigeaient à tout prix de voir se créer la pagaïe en Albanie. A la veille donc de la réunion du Bureau politique, où devait être traitée la grave faute politique de Mehmet Shehu, l'ambassade de Yougoslavie à Tirana, appliquant des instructions reçues de Belgrade, envoya son agent de liaison, Feçor Shehu, chez Mehmet Shehu pour lui notifier l'ordre pressant de l'UDB «de tuer coûte que coûte Enver Hoxha», même au cours d'une réunion, et «au prix de sa propre vie». Du fait de la situation en Kosove, l'UDB et la clique titiste et grande-serbe se trouvaient dans de si vilains draps et leurs perspectives semblaient si sombres, qu'elles décidèrent de sacrifier leur grand atout, leur superagent, quitte à susciter quelque événement spectaculaire susceptible de «secouer les fondements» de l'Albanie socialiste et du Parti du Travail d'Albanie!

Le 16 décembre 1981, à 22 heures, Feçor Shehu se rendit chez Mehmet Shehu et lui transmit l'ordre de leur centre d'espionnage.

Le 17, les débats commencèrent à la réunion du Bureau politique. Tous les camarades, anciens et nouveaux, prirent la parole et dénoncèrent vigoureusement Mehmet Shehu pour avoir fiancé son fils avec une jeune fille dont la famille comptait six ou sept criminels de guerre. Ils se déclarèrent insatisfaits de son autocritique et lui demandèrent de bien réfléchir pour tirer au clair l'origine de cette faute, lui posèrent de nombreuses questions, lui rappelèrent les erreurs qu'il avait commises depuis la Lutte de libération nationale, sa tendance à se hisser au-dessus du Parti, ils mirent l'accent sur sa présomption et son extrême arrogance à l'égard des cadres et de presque tous ses plus proches collaborateurs au gouvernement, au Bureau politique, etc. (L'enregistrement sur magnétophone de tous ces débats, dès le lendemain du suicide de Mehmet Shehu, a été entendu dans son intégralité au plenum du Comité central et aux actifs du Parti).

La critique des membres du Bureau politique était vigoureuse, franche, bolchévique, mais la seule sanction proposée fut qu'un «blâme fût porté dans son dossier de membre». C'est dans ce même esprit que moi aussi j'avais préparé mon intervention où je dressai un historique des erreurs commises par Mehmet Shehu depuis la Lutte (le plenum du Comité central et les assemblées de cadres du Parti ont entendu aussi par la suite mon intervention telle que je devais la faire après celles des autres camarades). Mais, comme il était très tard, je n'ai pas pu prendre la parole le même jour. La réunion fut donc renvoyée au lendemain, mais on dit à Mehmet Shehu de réfléchir profondément cette nuit-là parce que «son alibi (des fiançailles) ne tenait pas».

Mehmet Shehu fut alarmé par ce que je venais de lui dire, il soupçonna que le crime qu'il préparait n'eût été découvert. Le «vaillant» Mehmet Shehu réfléchit toute la nuit pour trouver un moyen d'échapper à cet étau et fina-

lement il conçut un plan et résolut de l'appliquer. Apparemment, voici ce qu'il dut penser: «De toute façon, je suis perdu, il faudra sauver ce qui peut être sauvé», et il décida, à l'exemple de son ami Nako Spiru, de se suicider, en s'imaginant que le Parti l'enterrerait avec tous les honneurs, et blanchirait cet «homme d'Etat», ce «dirigeant légendaire-, ce «partisan de la guerre d'Espagne», en disant que «le coup était parti par mégarde» (comme il le suggérait dans la lettre qu'il a laissée) et qu'ainsi son passé, et avec lui sa famille, seraient sauvés.

Sa femme et lui jetèrent le poison dans les toilettes et chargèrent leur fils aîné de démonter et de faire disparaître les pièces compromettantes du poste de radio qu'il avait installé. (Leur fils en avait gardé quelques-unes chez lui, parce qu'il ne fut pas arrêté). Après les dépositions de Fiqret Shehu à propos de ce poste de radio, son fils aîné avoua les faits au juge d'instruction mais lorsqu'il fut laissé libre d'aller chez lui pour remettre les pièces de radio qu'il avait gardées, il se suicida, pour ne pas dire tout ce qu'il savait et avait fait (mais que sa criminelle de mère avait déjà avoué).

Fiqret Shehu, en agent qu'elle était (elle qui feignait de pleurer et de s'effrayer pour rien), accepta avec sang-froid et cynisme le suicide de son mari, pourvu qu'elle et ses fils fussent sauvés et avec eux leur passé «historique».

Mais ils avaient fait leurs comptes sans leur hôte. Dès qu'on me communiqua le dernier acte de Mehmet Shehu, je proposai de dénoncer son suicide, parce que c'était une action digne d'un ennemi, et le Bureau politique m'approuva, unanime. La direction du Parti, le Parti et notre peuple entier ont jugé ce suicide un acte hostile et ont pris une position révolutionnaire à son encontre. Après cela, notre Parti et notre peuple ont poursuivi avec enthousiasme, et même plus résolument et dans une unité encore plus

solide, leur travail pour l'exécution des décisions du VIIIe Congrès du Parti.

L'UDB et la CIA restèrent gros Jean comme devant. Le KGB s'en réjouit. Les agences étrangères de presse relatèrent le fait tel que nous l'avions transmis: «Mehmet Shehu s'est suicidé au cours d'une crise nerveuse». Il y eut bien, çà et là, quelque commentaire, payé en sous-main par les Yougoslaves. Mais ceux-ci non plus ne purent exploiter cet acte à leurs fins dans leur presse officielle. Ils se contentèrent de charger un journal des étudiants de Zagreb de décrire le «drame» qui avait eu lieu à la réunion de la direction albanaise (selon la version projetée par l'UDB). «...Mehmet Shehu, selon ce journal, aurait tiré avec un revolver de fabrication chinoise, de tel ou tel calibre(!), mais les camarades d'Enver Hoxha l'auraient abattu. On ignore le sort d'Enver Hoxha...».

Scénario de western avec une fusillade, comme dans les *saloons* de l'époque! Que voulez-vous! On prend parfois ses désirs pour la réalité! La carte que la CIA et l'UDB croyaient avoir en ce superagent, a été brûlée[14] pour rien, ou. comme on le dit chez nous, «pour de la crotte de chien».

L'Albanie a toujours soutenu la Kosove et la popula-

---

14 Mehmet Shehu et son dangereux complot, de même que les autres agents et groupes de conspirateurs antérieurs, ont été démasqués grâce à la force et à la vigilance du Parti et de sa direction avec à leur tête le camarade Enver Hoxha et en aucun cas par la Sûreté d'Etat, qui avait été dirigée successivement par les agents actifs et secrets, surtout de l'UDB yougoslave, Koçi Xoxe, Mehmet Shehu, Kadri Hazbiu, Feçor Shehu, entre autres, qui, pendant près de quatre décennies, avaient dissimulé au Parti les indications recueillies sur les menées des autres espions, camouflant ainsi les crimes qu'ils perpétraient eux-mêmes contre notre pays et notre peuple. La mise à nu et le démantèlement de ce complot étaient un coup écrasant qui faisait échec aux plans diaboliques des impérialistes et des révisionnistes contre l'Albanie socialiste.

tion des autres régions albanaises de Yougoslavie dans la défense de leurs droits légitimes, mais la Kosove et tous les Albanais qui se sont dressés dans des manifestations, ne peuvent imaginer l'aide immense qu'ils ont prêtée à l'Albanie, en contraignant l'UDB yougoslave à brûler la carte de son ultime «grand espoir» de renverser la direction marxiste-léniniste en Albanie, cette direction qui n'avait jamais cessé de dénoncer pas après pas la trahison titiste, l'autogestion, le non-alignement, cette officine abjecte de l'impérialisme américain, anglais, de la réaction internationale, de la social-démocratie et de je ne sais quoi d'autre.

En même temps que Mehmet Shehu, les officines des impérialistes, des social-impérialistes et d'autres, notamment l'UDB yougoslave, ont essuyé un coup dont ils ressentiront longtemps les effets. La grande tumeur a été extirpée et le corps sain du Parti épuré. Mais le Parti est conscient que de petits microbes qui y demeurent peuvent contaminer certaines cellules et que des microbes nouveaux peuvent se faire jour dans son corps sain.

Nous ne devons donc jamais relâcher notre vigilance. La vigilance et le travail sont indispensables; il faut du travail pour réaliser les plans, améliorer le bien-être des masses; du travail pour tremper davantage l'unité du Parti et du peuple autour de lui, du travail pour renforcer la défense de la patrie, un travail inlassable, et de la vigilance, toujours de la vigilance pour préserver les victoires remportées au prix de tant de sang versé et de sacrifices pour préserver la liberté, l'indépendance, les victoires du socialisme.

Il ne faut pas oublier que l'ennemi ne dort pas, que ces victoires, nous les avons remportées en nous fondant sur une juste ligne marxiste-léniniste, tout en demeurant fidèles aux idéaux du socialisme et du communisme, à l'exemple de nos grands classiques, Marx, Engels, Lénine

et Staline et à travers la lutte de classe à l'intérieur du pays et dans les rangs du Parti ainsi que contre les ennemis de l'extérieur, les impérialistes et les social-impérialistes, la réaction internationale et leurs réseaux d'agent.

L'appel du Parti a toujours été et demeure:

«Travail et vigilance» pour le bien du peuple et l'avenir des générations nouvelles!

Vive le Parti!

Gloire au marxisme-léninisme !

Toujours vigilants, t. 2

TRAVAIL ET VIGILANCE POUR RAFFERMIR ENCORE NOTRE POUVOIR POPULAIRE

Discours électoral[1]

10 novembre 1982

Chers camarades électeurs et électrices,

Je suis très heureux de me trouver parmi vous, chers habitants de notre capitale bien-aimée, et je viens vous remercier du grand honneur que vous m'avez fait en me désignant comme votre candidat député à l'Assemblée populaire. La confiance que vous me témoignez revient à notre glorieux Parti, qui nous a apporté les jours radieux dont nous jouissons aujourd'hui et qui nous guide avec un esprit lucide et d'une main sûre vers un avenir encore meilleur et plus beau. C'est le Parti qui nous a appris à nous, ses fils, à combattre et à œuvrer pour la liberté et l'indépendance de la patrie; c'est lui qui nous a fait épouser la cause de la classe ouvrière; c'est lui qui nous a donné l'intelligence et la force pour servir la cause de l'édification du socialisme en Albanie.

C'est pourquoi, à cette heure solennelle comme à tout autre moment, alors que nous nous préparons à voter pour le renouvellement de notre Assemblée populaire, nos

1 Prononcé devant les électeurs de la circonscription 210 de Tirana.

pensées les meilleures, nos sentiments d'amour et de profonde reconnaissance vont au Parti, à sa juste ligne, à sa fidélité inébranlable envers le marxisme-léninisme.

Il y aura bientôt quatre décennies que nous vivons et travaillons libres dans notre patrie. Lorsque nous jetons un regard en arrière sur la voie parcourue, nous éprouvons tous une grande joie pour les succès obtenus et à la fois une fierté légitime pour la peine que se sont donnée et la sueur qu'ont versée les gens de chez nous. Cette période demeurera dans notre histoire comme celle où se sont manifestés dans toute leur force la vitalité et l'élan de notre peuple, son esprit combatif et son opiniâtreté au travail, sa grande soif de s'instruire et son esprit de progrès. Ce sont là de hautes vertus que le Parti a su mettre en lumière et convertir en une grande force motrice qui a rendu possible la rapide et heureuse réalisation de toutes les grandes transformations socio-économiques que nous avons vécues. C'est leur attachement à la liberté et leur esprit révolutionnaire, ce sont les leçons qu'ils ont tirées de l'amer passé, lorsque l'Albanie souffrait sous l'oppression et le joug étrangers, qui ont poussé les gens de chez nous à se rassembler comme un bloc autour de notre Parti et, sous sa direction, à combattre et à déjouer les complots et les interventions des impérialistes et la trahison des révisionnistes modernes, yougoslaves, soviétiques et chinois.

Pour nous tous, pour notre peuple tout entier, les élections à l'Assemblée populaire sont une occasion de nous rencontrer et de converser ensemble pour dresser le bilan du travail accompli et examiner les tâches qui nous attendent.

Les nouvelles élections trouvent l'Albanie sûre de ses destinées, solidement campée sur ses deux jambes, avec une claire vision de sa perspective et son avenir assuré. Jamais le peuple albanais n'a été aussi uni qu'aujourd'hui dans ses intérêts, dans ses vues politiques et idéologiques,

dans les normes morales et les comportements sociaux qui sont les siens. Cette unité d'acier, forgée par notre Parti dans les batailles héroïques de la libération du pays et dans les grandes transformations socialistes, est aujourd'hui le fondement du pouvoir populaire, de la liberté et de l'indépendance de la patrie, et elle les rend inébranlables et invincibles. C'est cette unité, cette grande force monolithique, qui a fait front aux ennemis féroces et a réduit à néant leurs intrigues et leurs complots.

C'est contre cette unité du Parti et du peuple que s'est écrasé aussi Mehmet Shehu, un des traîtres et des ennemis les plus dangereux de l'Albanie socialiste. Critiqué à maintes reprises par le Parti pour ses lourdes fautes, il était parvenu à se camoufler. Des pièces venues au jour et des témoignages irrécusables certifient que déjà avant la guerre il s'était mis au service des renseignements américains. Durant la guerre et après, Mehmet Shehu combattit et agit en Albanie comme mercenaire des étrangers et sous leurs ordres. Quand il était déjà à la Ière Brigade, il avait été recruté aussi par les services secrets yougoslaves (l'OZNA, aujourd'hui l'UDB), puis par le KGB soviétique, qu'il a servis avec zèle. Selon les recommandations et les instructions des centres d'espionnage étrangers, en particulier de la CIA et de l'UDB, lui-même et le groupe de comploteurs liés à lui, dont l'instruction de l'affaire est actuellement en cours, ont travaillé à détruire le Parti et le pouvoir populaire, et à mettre l'Albanie sous le joug étranger.

Afin de mettre en œuvre les plans de subversion et de brigandage fixés par leurs patrons de Washington, de Belgrade et d'ailleurs, Mehmet Shehu et ses acolytes s'étaient préparés à commettre de graves crimes. Mehmet Shehu avait reçu l'ordre de l'UDB yougoslave de tuer le Premier secrétaire du Comité central et d'autres dirigeants du Parti et de l'Etat, ainsi que de réprimer par des me-

sures de terreur tous ceux qui se dresseraient contre cette grande trahison. S'ils n'ont pas pu agir pour réaliser leurs desseins criminels, cela tient à la grande peur qu'ils avaient du peuple et du Parti, de leur unité d'acier, qui ne permet à aucun ennemi, si rusé et perfide qu'il soit, de faire le moindre pas. Mehmet Shehu ne parvint jamais à faire dévier et à déformer la ligne du Parti, car, s'il l'avait tenté, il aurait été aussitôt démasqué.

Pris entre ces deux feux: l'exigence de l'UDB, qui voyait le sol brûler sous ses pieds en Kosove, et la peur de l'unité du Parti et du peuple, il ne resta à Mehmet Shehu qu'une issue, celle, honteuse, du suicide.

La grande union de notre peuple a sa source dans la juste ligne du Parti, qui a toujours incarné et exprimé lès aspirations historiques des masses. Le peuple rêvait de vivre libre et indépendant dans son pays, de suprimer l'exploitation et l'oppression sociale, de surmonter le retard séculaire. Il demandait l'émancipation générale de la société albanaise, la libération de toutes les forces créatrices, le libre développement des capacités et des talents réprimés par les régimes passés. Il voulait être maître dans son pays et avoir des rapports d'égal à égal avec les autres nations.

Ces aspirations, notre peuple, sous la direction du Parti, les a pleinement réalisées. Elles sont maintenant devenues une réalité vivante que nous voyons, touchons et vivons chaque jour. L'Albanie socialiste est un pays et un Etat entièrement libre et indépendant, qui ne doit rien à personne. Elle n'accepte ni ne connaît les tutelles et les diktats, les ingérences et les emprunts, dont souffrent non seulement beaucoup de petits, mais aussi de grands Etats. Jamais la position internationale de l'Albanie n'a été aussi forte qu'aujourd'hui.

Dans un laps de temps relativement très court, l'Albanie, de pays pauvre, qui souffrait même de la faim, est devenue un pays couvert de plaines bonifiées et irriguées, et où

foisonnent les usines et les combinats, les mines et les centrales hydro-électriques, les écoles et les instituts scientifiques. Les gens de chez nous ont un niveau de formation politique et idéologique élevé, ils sont instruits et cultivés, capables de mener à bien par leurs propres moyens toutes les tâches nécessaires pour le progrès du pays et la défense de la patrie. Chez nous croît et s'éduque une jeune génération révolutionnaire et patriote, qui, à coup sûr, portera toujours plus en avant le flambeau de la révolution, qui élèvera toujours plus haut la gloire de notre patrie socialiste.

Si notre peuple a réussi à atteindre ces brillants résultats. s'il est allé et va de l'avant, c'est que, dans son développement économique et dans les autres domaines, il s'est entièrement appuyé sur ses propres forces, et que notre Parti, dans toute son action, a appliqué de manière créatrice et fidèlement les principes du marxisme-léninisme. En Albanie, le marxisme-léninisme a donné une grande preuve de sa force révolutionnarisatrice et transformatrice quand il est appliqué de façon juste et conséquente.

Aujourd'hui, grands et petits chez nous voient de leurs propres yeux et sentent dans leur cœur l'esprit de justice du pouvoir populaire, la supériorité indiscutable et la vitalité de notre ordre social socialiste.

Grâce aux efforts, au labeur et au talent créateur de notre peuple, et en nous fondant sur nos ressources naturelles et financières, nous avons mis sur pied une industrie entièrement nouvelle et diversifiée, puissante et moderne, judicieusement répartie sur tout le territoire du pays.

Nous éprouvons une fierté légitime en voyant s'élever des géants comme notre complexe métallurgique et notre système énergétique unique avec ses centrales sur le Drin, des puits et des raffineries de pétrole, des usines chimiques et des combinats de textiles, des dizaines de mines, de combinats et d'usines d'élaboration des métaux, ainsi que de nombreux autres établissements imposants.

Par nos propres produits industriels, nous parvenons maintenant à couvrir les besoins indispensables de notre population, dont la consommation va sans cesse s'élargissant, nous faisons face aux exigences de notre économie qui se développe de manière dynamique, nous satisfaisons aux exigences du renforcement de la capacité de défense de la patrie. L'industrie est désormais devenue la source principale de l'accumulation socialiste et des revenus provenant de nos exportations. C'est un facteur primordial qui nous permet de nous appuyer exclusivement sur nos propres forces.

C'est à notre Parti que revient le mérite d'avoir rattaché étroitement la création et le développement de notre industrie au développement et au progrès de notre agriculture et de nos campagnes dans la voie du socialisme. Nous en tenant à la ligne définie par le Parti, notre agriculture socialiste s'est renforcée continûment, elle tend résolument à s'intensifier toujours plus et à obtenir des rendements élevés. Les plaines bonifiées et aménagées, les collines et les montagnes transformées en terres à céréales et en plantations d'arbres fruitiers, la création d'un système complexe d'irrigation, l'accroissement du cheptel et la modernisation de l'élevage, la mise sur pied d'un vaste parc de machines agricoles, voilà quelques-unes des réalisations qui ont radicalement transformé l'aspect de notre agriculture.

La puissance de notre agriculture socialiste et ses progrès sont également attestés par le fait qu'en dépit de la sécheresse exceptionnelle de cette année, la production de blé et de maïs a été supérieure à celle de toute autre année postérieure à la Libération. Notre agriculture assure maintenant de façon indépendante l'alimentation de la population, les matières premières nécessaires aux industries légère et alimentaire et d'importantes sources d'accumulation et de devises. Nos campagnes socialistes sont peuplées

et florissantes, leur mode de vie se rapproche toujours plus de celui des villes.

Un vaste système de transports a été mis en place avec des voies ferrées qui s'étendent sur des centaines de kilomètres, avec un parc automobile bien fourni et une flotte maritime en développement continu. Ce système a permis de renforcer le caractère unique de notre économie et a considérablement ranimé la vie économique et sociale du pays.

Le développement de notre économie, le progrès de la vie matérielle, intellectuelle et spirituelle ont été accompagnés et appuyés par une véritable révolution dans le domaine de l'enseignement et de la culture, de la formation des cadres, de la science et de la technique. Nos hommes, guidés par le Parti, ont toujours considéré leur travail et leur action dans le cadre de la grande cause, que sont pour eux la garantie des victoires socialistes et le renforcement de la capacité de défense de notre patrie bien-aimée.

Il y a quatre ans, à la veille des élections de la précédente législature, nous dénonçâmes publiquement la trahison des révisionnistes chinois et leurs agissements hostiles à l'Albanie. Nos ennemis espérèrent alors que l'Albanie socialiste s'agenouillerait et qu'elle solliciterait une aide de l'étranger. Mais ils se sont trompés dans leurs calculs. Il s'est trouvé aussi des observateurs impartiaux qui ont pensé que nous ne pourrions pas nous passer de l'aide et des crédits de l'étranger.

Le temps a démontré que l'Albanie ne s'est ni inclinée ni agenouillée, mais que, le front haut, elle est allée de l'avant par ses propres moyens et sans l'aide de personne, et qu'elle l'a même fait plus rapidement et en allant plus loin. Mais il n'en est pas de meilleure preuve que les faits.

Au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, des dizaines d'établissements industriels, agricoles, et so-

cio-culturels, ainsi que de nouveaux ouvrages dans le secteur des communications, ont été mis en exploitation. C'est à la période de la précédente législature qu'appartiennent l'entrée en service de la centrale «la Lumière du Parti» de Fierze, le deuxième haut-fourneau, la fabrique de coke et l'usine de matériaux réfractaires au complexe métallurgique «l'Acier du Parti», l'usine de ferrochrome de Burrel, l'usine de fusion du cuivre à Laç, la voie ferrée Laç-Shkodër, la capacité doublée de la grande sucrerie de Maliq, la construction de huit gros réservoirs d'irrigation, comme ceux de Gjanç à Korçe et de Tapize à Tirana, d'Izvor à Tepelene, etc., la construction du Musée historique national et de plus de 53 000 logements et maisons d'habitation, où ont été logées plus de 250 000 personnes dans nos villes et nos campagnes.

Rien qu'au cours des quatre dernières années, quelque 160 000 personnes ont été pourvues d'un emploi, principalement dans la production, ce qui a permis d'engager au travail toutes les nouvelles forces actives. Nos finances ont renforcé leur stabilité, rendant possible l'affectation de près de 40 pour cent des fonds du budget de l'Etat à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, au développement de l'Education et de la Santé, au vaste système d'assurances sociales et de retraites et à d'autres services d'utilité sociale. Dans l'Albanie socialiste, il n'y a pas de chômage, il n'y a pas d'inflation, il n'y a pas d'impôts qui frappent la population. Et les loyers sont extrêmement bas.

La nouvelle baisse des prix[2] d'une série de produits de

---

2 Il s'agit de la baisse, en juin 1982, des prix de détail de certains biens de consommation courante, baisse qui se traduisit pour la population par un gain de 75 millions de leks par an, ainsi que de la réduction de 8 à 15 pour cent de 135 tarifs de réparation et de service.

Les baisses périodiques des prix de détail des marchandises et des tarifs des services assurent annuellement à la population un bénéfice d'environ 4 milliards de leks.

consommation courante et des tarifs des services communaux est une nouvelle manifestation de la sollicitude du Parti pour le bien-être du peuple, de la force de notre économie et de la juste voie dans laquelle s'acheminent les processus économiques et sociaux dans notre pays socialiste.

Les résultats que nous avons obtenus deviennent encore plus évidents, si l'on a en vue que tous les pays capitalistes et révisionnistes sont frappés par une grande dépression dans leur économie, par la récession, le chômage, la hausse des prix, une forte inflation et une baisse du niveau de vie.

La crise économique mondiale actuelle est, dans son essence, semblable à toutes les crises antérieures. Ces crises, comme l'a expliqué Marx et comme l'a confirmé l'histoire, constituent des phénomènes inévitables du système capitaliste. Ce qu'il y a de nouveau dans la crise actuelle, c'est qu'elle a démontré la faillite des théories et des pratiques bourgeoises et révisionnistes inventées pour les conjurer. Il a été prouvé dans la réalité des choses que tenter de stimuler la production en accroissant artificiellement la consommation intérieure, en amenant toute la population à s'endetter auprès des monopoles, est lourd de conséquences catastrophiques pour tout le pays. On a vu s'effondrer les vanteries creuses sur l'élévation du niveau de vie au travers des emprunts, comme c'est le cas en Yougoslavie, où les gens se voient contraints de passer cet hiver sans chauffage, à part d'autres gros manques de produits de consommation courante et de première nécessité.

De même, la pratique consistant à fonder l'essor économique d'un pays sur les emprunts contractés à l'étranger, qui a été claironnée pour un temps aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est comme la voie du salut de l'humanité, s'est révélée une stratégie d'asservissement des pays pauvres et

faibles par l'impérialisme et les grandes puissances industrialisées.

De grands progrès ont été accomplis dans le domaine de l'instruction et de la culture, de la technique et de la science. Le grand soin témoigné par le Parti à ces secteurs ainsi que les efforts déployés par le pouvoir populaire pour promouvoir leur essor ont donné de brillants résultats. Notre système d'enseignement est au nombre des plus avancés, des plus démocratiques et des plus populaires dans le monde. Nos enfants, où qu'ils se trouvent, se voient tous offrir la possibilité de suivre le cycle intégral d'enseignement de huit ans. Les écoles secondaires se sont étendues jusque dans les campagnes, où elles attirent un grand nombre toujours croissant d'élèves. De multiples possibilités ont également été créées pour permettre à chacun de poursuivre ses études secondaires et supérieures dans les établissements du soir.

Une création littéraire et artistique saine de contenu et variée dans sa forme, enrichit la vie spirituelle des gens de chez nous. La littérature, la musique, les arts plastiques, le cinéma, le théâtre, la télévision, etc., guidés par le Parti, accomplissent un important travail d'éducation politique et idéologique et jouent un grand rôle dans la formation du caractère socialiste des hommes, dans l'implantation des normes de la morale communiste.

Le Parti a attaché une attention particulière à l'assimilation et au développement de la science et de la technique dans notre pays. En dépit de la tradition relativement pauvre dans ces secteurs, cet intérêt du Parti a permis aux gens de chez nous, talentueux et assoiffés de savoir, d'apprendre et d'appliquer avec compétence les techniques compliquées qu'exige l'essor rapide et moderne de l'économie et des autres secteurs. La mise sur pied d'un nombre considérable d'institutions particulières se consacrant à la recherche, la création de bureaux technologiques, de nom-

breux groupes d'étude, etc., attestent l'ampleur prise chez nous par le travail scientifique, ainsi que son caractère indispensable pour notre économie et toute notre société. Dans le même temps, le Parti a œuvré et il œuvre afin que tous chez nous, dans leur pratique journalière, se guident sur les études et les méthodes scientifiques dans la production, l'organisation, la direction et partout.

Les grands changements réalisés dans la capitale de notre patrie bien-aimée sont un vivant témoignage, entre autres, de la force du pouvoir populaire et de la vitalité de notre ordre social. Durant ces années, Tirana s'est complètement transformée. Sa population, aujourd'hui huit fois plus nombreuse qu'au moment de la Libération, vit, pour plus des 4/5, dans des habitations nouvellement construites. Le nombre des élèves des écoles secondaires est à lui seul supérieur à la population de la capitale avant la guerre. Aujourd'hui, 70 000 personnes y travaillent et font œuvre de création, fournissant un cinquième de la production industrielle du pays. Et toutes nos villes et nos villages ont connu une transformation et une rénovation analogues.

Les perspectives ouvertes par le VIIIe Congrès du Parti promettent à notre peuple un avenir encore plus heureux et prospère. La nouvelle législature de l'Assemblée populaire coïncide dans le temps avec la mise en œuvre du 7e plan quinquennal. Nous disposons de toutes les possibilités humaines, matérielles et financières pour aller, au cours de cette période, résolument de l'avant et obtenir de meilleurs résultats dans tous les domaines. A coup sûr, grâce à notre labeur persévérant, nous obtiendrons plus de pétrole et de minerais, plus d'acier, plus d'énergie électrique, de céréales et d'autres produits végétaux et animaux, plus de produits industriels de consommation courante, et tout cela d'une meilleure qualité.

Notre économie se renforcera encore davantage, et

les forces productives connaîtront un nouvel essor. Des centaines d'importants établissements économiques et socio-culturels seront construits. Notre industrie s'enrichira de gros établissements comme la centrale hydroélectrique de Koman, une usine de lubrifiants, une usine de nickel et de cobalt métallique. La métallurgie du ferrochrome verra sa production doubler, plusieurs usines d'enrichissement des minerais et de transformation des produits agricoles et pastoraux seront mises sur pied et des agrandissements et restructurations seront réalisés aux combinats textiles, aux fabriques de bonneterie, etc.

De même, on entreprendra la construction d'un bon nombre d'importants établissements de métallurgie ferreuse et non ferreuse, d'hydro-énergétique, de matériaux de construction, etc. Ainsi notre industrie, encore renforcée, jouera mieux son rôle décisif dans le progrès général du pays.

L'agriculture sera engagée plus largement et sur des bases scientifiques dans la voie de son intensification, ouvrant ainsi de grandes perspectives à l'accroissement de la production agro-pastorale, au développement ultérieur de la vie socialiste dans nos campagnes et au renforcement de l'indépendance du pays. L'intensification de la production portera prioritairement sur une vaste zone de plaines. De gros investissements seront faits pour le travail du sol, l'irrigation, la mécanisation, l'accroissement et l'amélioration des plantations d'arbres fruitiers, d'agrumes et d'oliviers.

Comme vous en êtes au courant, conformément au 7e plan quinquennal et aux décisions du dernier plenum du Comité central du Parti, tout un programme sera mis en œuvre pour développer encore notre système de transports, et en priorité le transport ferroviaire, désormais étendu aux principaux secteurs du mouvement de marchandises et de voyageurs.

La réalisation des objectifs tendant au développement

de la production garantira et fera encore progresser le bien-être du peuple dans les villes comme dans les campagnes. L'approvisionnement du marché en produits industriels et alimentaires sera constamment amélioré, la structure de l'alimentation du peuple aussi, d'importants investissements seront faits dans le logement et une série d'autres mesures seront prises afin d'élever encore le bien-être de la population dans tous les aspects de son existence.

Comme toujours, le Parti et notre Etat socialiste veilleront avec soin à l'élévation du niveau d'instruction et de culture des travailleurs, à la sauvegarde et au renforcement de leur santé. De nouveaux progrès seront également accomplis dans les divers secteurs de la culture, afin que leur action s'étende profondément dans les masses et serve le plus largement possible leur éducation.

En toute situation et en tout temps, le Parti et le pouvoir populaire ont attaché la plus grande attention à la défense de la patrie. Aujourd'hui notre pays possède une défense puissante qui garantit sa liberté et son indépendance conquises au prix de tant de sang versé et de sacrifices, ainsi que son travail pacifique. Cette défense, nous avons pour devoir de la cimenter encore plus afin d'être toujours parfaitement aptes et prêts à vaincre tout ennemi qui tenterait de porter atteinte à notre intégrité territoriale et à notre souveraineté nationale.

L'unité de notre peuple est une unité d'acier. Notre situation intérieure est saine. C'est ce que vient aussi attester le décret du Présidium de l'Assemblée populaire, qui sera promulgué demain, en vertu duquel nombre de détenus condamnés pour délits divers sont graciés ou bénéficient d'une réduction de peine.

Les élections à l'Assemblée populaire ont toujours été une manifestation de notre démocratie socialiste, du caractère populaire de notre Etat. Les gens de chez nous sont,

dans leur totalité, toujours allés avec enthousiasme aux urnes, ils ont tous toujours voté pour les candidats du Front démocratique, parce qu'ils étaient conscients et convaincus d'exprimer par là leur amour pour le Parti et leur fidélité à sa ligne, leur appui unanime au pouvoir populaire, leur condamnation des ennemis du dehors et du dedans, leur détermination d'avancer avec hardiesse et le front haut dans la voie radieuse du socialisme.

C'est ce qui s'est produit jusqu'ici. C'est ce qui se produira aussi aux présentes élections. La participation électorale et le vote pour les candidats du Front démocratique sont une expression de la maturité politique et idéologique, de la conscience de classe et patriotique, du sentiment de responsabilité de chacun pour les destinées du pays.

Chers camarades,

Nous vivons actuellement une situation internationale assez tendue, lourde de dangers et de menaces pour la liberté et l'indépendance des peuples, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Cette situation est le résultat de l'intensification de la politique et de l'action agressives des superpuissances impérialistes et d'une résurgence des diverses forces réactionnaires, fascistes et bellicistes.

Aux Etats-Unis comme en Union soviétique, on voit prévaloir toujours plus un cours militariste et aventureux de politique étrangère, appliquer une stratégie d'interventions militaires directes comme un moyen pour assurer l'expansion et l'hégémonie politique et économique de ces superpuissances dans le monde. Maintenant, leur offensive générale a pour cible non seulement les peuples et les pays qui ont été en dehors des zones de leur domination, mais aussi leurs partenaires les plus proches dans les alliances militaires et les blocs économiques.

Dans ces situations, les peuples, naturellement, ne restent pas les bras croisés. Les forces révolutionnaires, patriotiques, démocratiques et pacifiques, partout dans le monde, opposent une résistance ouverte et résolue à la politique agressive et inhumaine de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. En Afghanistan, au Proche-Orient, au Salvador, etc., on se bat les armes à la main pour reconquérir la liberté foulée aux pieds et l'indépendance perdue. Le peuple d'Iran fait de gros efforts pour défendre sa révolution contre les menaces et les chantages des superpuissances. Dans tous les pays capitalistes, sans exception, la résistance de la classe ouvrière pour la défense de ses droits démocratiques et de ceux du travail, conquis dans de longues batailles de classe, a connu un important essor. La lutte de nombre de pays pour leur souveraineté nationale sur leurs matières premières et pour un développement indépendant se développe, croît et ne cesse de s'amplifier.

Ces luttes et ces batailles constituent aussi les facteurs principaux qui battent en brèche le système capitaliste et impérialiste mondial, qui provoquent les crises dans les alliances capitalistes et exacerbent les contradictions interimpérialistes, qui freinent et empêchent la réalisation des plans asservissants et bellicistes de l'impérialisme.

Notre Parti et notre gouvernement suivent comme toujours avec attention les divers processus qui se développent dans le monde et en tirent les conclusions appropriées sur les attitudes à adopter à leur égard et qui répondent aux exigences de la défense et de la sécurité de notre Etat et de notre pays. Nous sommes conscients que les situations dans le monde ne sont jamais stagnantes, immobiles. Elles sont en mutation continue et elles évoluent dans le bon ou dans le mauvais sens, selon le rapport des forces de classe, le développement des diverses contradictions, des crises, etc.

Actuellement, en Europe, dans la Méditerranée, au Proche-Orient et dans les Balkans, la politique hégémoniste et les interventions brutales des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique tendent à créer de nouvelles tensions et de nouveaux conflits, qui mettent directement en danger la paix et la sécurité de beaucoup de pays de ces zones.

Les pays d'Europe occidentale et orientale sont pris dans l'étau des deux superpuissances qui cherchent maintenant à leur enlever non seulement leurs richesses, mais aussi leur âme. A très juste titre, dans beaucoup de pays, les larges masses populaires se sont dressées dans des manifestations de protestation contre l'installation chez elles d'armes atomiques américaines et soviétiques et elles demandent obstinément leur éloignement de notre vieux continent. Elles sont conscientes qu'Américains et Soviétiques, en mettant ces pays sous leur parapluie atomique, cherchent à les maintenir toujours politiquement et économiquement subjugués et à faire de toute l'Europe de la chair à canon pour leurs intérêts de superpuissances.

L'envoi d'unités militaires de certains pays européens au Liban aux côtés de celles des Etats-Unis, indépendamment de la manière dont il peut être justifié, constitue un précédent très dangereux d'intervention militaire directe dans les affaires intérieures d'Etats indépendants. Cette action est, en quelque sorte, un retour à l'ancienne politique des grandes puissances européennes, qui, sous le prétexte d'«apaiser les troubles», de «rétablir l'ordre», envoyaient des troupes dans divers pays pour y établir leur domination.

Notre Parti considère que la paix et la sécurité en Europe, dans la Méditerranée ou au Proche-Orient, le développement et la prospérité des Etats européens, la défense de leur culture, de leurs traditions et de leur civilisation, ne peuvent être assurés et renforcés que si l'on s'oppose à la politique hégémoniste de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, si on ne leur

donne aucune possibilité de mettre à profit les liens politiques, économiques, etc., existant avec eux, pour frapper et attaquer les autres pays, pour mettre en danger la liberté et l'indépendance des peuples, la paix et la sécurité internationales.

Ni le Pacte atlantique, ni le Pacte de Varsovie, ni les bases militaires installées dans les divers pays, pas plus que les armes atomiques des superpuissances, ne peuvent garantir la défense des pays européens, leur développement libre et indépendant, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Ces pays ne se les assureront que s'ils démantèlent ces pactes et renvoient les soldats américains et soviétiques chez eux, s'ils brisent et mettent en pièces les chaînes politiques, économiques et militaires auxquelles Washington et Moscou ont lié l'Europe.

C'est ce qui doit être fait aussi dans les Balkans, où les superpuissances, profitant des situations difficiles créées dans quelque pays, ont commencé à bouger, à exercer diverses pressions et à demander de nouvelles concessions en leur faveur. La paix et la sécurité dans les Balkans sont menacées par l'octroi de bases militaires ou de diverses facilités aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, elles sont menacées par l'endettement obérant envers les superpuissances, ce qui comporte de multiples dangers non seulement pour l'indépendance du pays endetté, mais aussi pour ses voisins. On sait que quand on a hypothéqué sa maison et que l'on est insolvable, il vient un jour où le prêteur vous enlève non seulement la bâtisse mais aussi le terrain sur lequel elle est construite.

Les peuples des Balkans ont beaucoup souffert dans le passé et ils ne souhaitent pas voir la carte de leur péninsule se modifier en faveur de telle ou telle superpuissance. Aussi les Etats balkaniques ne doivent-ils permettre en aucun cas et d'aucune manière aux puissances impérialiste

de se fourrer dans les Balkans, d'y troubler la paix et la sécurité des divers pays.

Actuellement, la situation au Proche-Orient est devenue très inquiétante. La nouvelle agression israélienne contre le Liban, organisée, financée et encouragée par les impérialistes américains, a créé des menaces et des dangers directs non seulement pour les peuples de la zone environnante, mais aussi dans un plus vaste rayon.

Israël, profitant de la grande aide américaine et des divisions des peuples arabes, se fait encore plus provocant et cherche à détruire tour à tour tous les pays qui condamnent l'annexion des terres arabes et le génocide appliqué contre le peuple palestinien si éprouvé.

La politique et l'activité expansionnistes d'Israël au détriment des peuples arabes sont encouragées et favorisées aussi par la politique de l'Union soviétique, par ses marchandages et ses complots dans la coulisse aux dépens de ces peuples.

Après Camp David, Israël attaque le Liban. Maintenant, il cherche à soumettre la Jordanie et menace de guerre la Syrie. De qui ce sera le tour demain? De l'Irak, de l'Arabie Saoudite ou de l'Iran? Les états-majors américain et israélien y pensent et y travaillent. Mais les vaillants peuples arabes permettront-ils à Israël et à son patron américain d'agir comme bon leur semble à leur dépens? Ces peuples resteront-ils ainsi divisés pour que ceux-ci puissent les vaincre et les opprimer un à un comme ils sont en train de le faire?

Nous pensons que cela ne se produira jamais. Les peuples arabes sont des peuples épris de liberté et aux très anciennes traditions guerrières, des peuples qui ont apporté à l'humanité toute une civilisation. A coup sûr trouveront-ils la force nécessaire pour s'unir et empêcher les agresseurs sionistes d'occuper leurs terres et d'exterminer leurs gens. Si longue que soit la lutte, si grandes que soient

les difficultés et si importants les sacrifices exigés, la victoire appartiendra à ces peuples. Avec eux est le bon droit, avec eux est toute l'humanité progressiste. Notre peuple a toujours été aux côtés des peuples arabes frères et de leur juste cause, aux côtés de l'héroïque peuple palestinien. A l'avenir aussi, la juste lutte des Arabes et des Palestiniens aura le soutien total et sans réserve du peuple albanais.

En Amérique latine, ces temps derniers, surtout après l'accession de Reagan au pouvoir, on observe une accentuation de l'intervention américaine ainsi que des intrigues des Soviétiques. Les peuples d'Amérique latine ripostent à cette offensive en accroissant leur résistance aux plans d'asservissement impérialistes. Le peuple albanais a soutenu et il soutient la lutte des peuples latino-américains, ce qu'il a manifesté à propos du conflit des Malouines, où nous soutenons les droits incontestables du peuple argentin.

Notre peuple, tout en luttant pour la construction du socialisme chez lui, pour la défense de sa liberté et de son indépendance, encourage et soutient activement la lutte des peuples contre l'impérialisme et la réaction. Dans le même temps, nous considérons la lutte des peuples pour leur liberté et leur indépendance comme notre propre lutte, comme un grand soutien pour notre cause.

Camarades.

Au VIIIe Congrès de notre Parti ont été définis et formulés clairement les principes sur lesquels se guide la politique extérieure de notre pays, ainsi que nos positions à l'égard des grands problèmes internationaux actuels, à l'égard de pays particuliers, comme envers les diverses forces et divers mouvements politiques dans le monde. Cette politique, aujourd'hui comme par le passé, bénéficie du plein soutien de notre peuple, en ce qu'elle exprime ses

idées et ses vœux, qu'elle défend les intérêts supérieurs de la patrie.

Notre peuple soutient cette politique, parce que c'est une politique entièrement indépendante, influencée par aucune restriction venant de l'extérieur, de quelque nature qu'elle soit. La voix de l'Albanie dans les relations internationales en est la propre expression. C'est une des raisons pour lesquelles on l'écoute, on la respecte et l'on en tient compte.

Nos prises de position sont connues. Nous avons dit et nous répétons que nous n'aurons aucun rapprochement ni aucune réconciliation avec l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, qui sont nos plus grands ennemis et ceux de tous les peuples. Nous nous opposerons avec fermeté à leurs visées hégémonistes et démasquerons sans répit leurs plans d'agression. Nous estimons, et le cours des choses l'a confirmé, que la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, et le refus de toute conciliation avec eux constituent une condition indispensable de la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance de la patrie, de notre progrès dans notre voie socialiste.

En ce qui concerne les autres Etats, indépendamment de leur système social, tels la France, les pays Scandinaves, la Suisse, la Belgique, la Hollande, etc., nous sommes pour des relations normales avec eux, sur la base de la non-ingérence, de l'égalité et de l'intérêt réciproque. Nous sommes pour que ces relations contribuent au développement économique, culturel et social des deux parties, au renforcement de l'amitié entre les peuples et les Etats souverains et, dans le même temps, au maintien et au renforcement de la paix dans le monde.

Notre pays a été et est toujours pour le développement du commerce international, qu'il considère comme une activité utile et nécessaire à chaque pays. Mais nous demandons

à tous nos partenaires que ce commerce soit fondé seulement sur l'avantage mutuel et l'égalité complète et qu'il soit libre de toute pression et discrimination. A plus forte raison, nous ne pouvons accepter que les relations commerciales soient utilisées comme un moyen pour intervenir dans nos affaires intérieures ou pour nous imposer des conceptions politiques et idéologiques qui nous sont étrangères. Le commerce, pour nous, n'est rien de plus que ce que désigne ce terme, c'est-à-dire un échange libre et équilibré de marchandises, et nous ne le confondons jamais avec l'acceptation de crédits, ce qui, pour nous, est tout autre chose.

L'Albanie socialiste, les gens de chez nous, tiennent en très haute estime les réalisations progressistes de la culture, de la science et de la technique de chaque pays, toutes les valeurs qui servent le développement et le progrès de l'humanité. Nous sommes donc pour des échanges culturels normaux avec les autres pays, pour la connaissance réciproque des réalisations progressistes et démocratiques dans ce domaine, sans discriminations ni préventions.

Notre pays attache, comme c'est naturel, une attention particulière à ses relations avec les Etats voisins. Cette attitude s'est inspirée et s'inspire du désir de vivre avec ces pays en bon voisinage, d'entretenir toujours avec eux des relations fructueuses et d'édifier une collaboration normale, qui soit basée sur les principes de l'égalité complète et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'un l'autre, du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, des échanges fondés sur l'avantage mutuel.

Nous entretenons avec le peuple italien de bonnes relations et nous ne le confondons pas avec les fascistes de Mussolini qui nous ont brûlés et tués. Dans mes notes du temps de guerre j'ai plaisir à relire ce que j'évoque de l'entretien que j'eus, au village d'Arbana, dans les environs

de Tirana, avec le général d'armée Azzi, lorsque, après la capitulation des forces mussoliniennes, il se rendit en toute confiance, avec tous ses hommes, à notre état-major général de partisans et au peuple albanais. «Je suis reconnaissant au peuple et aux partisans albanais, me dit-il, d'avoir sauvé et hébergé des milliers de mes soldats, fils du peuple italien. Le peuple italien et moi n'oublierons jamais cet acte de générosité. Je resterai, jusqu'à ma mort, m'affirma encore le général Azzi, l'ami du peuple albanais». Et en effet il le resta.

Les régimes de nos deux pays sont en opposition entre eux, nous avons nos lois et notre mode de vie, l'Italie a les siens. Malgré tout, nous entretenons avec elle des relations commerciales et culturelles normales que nous sommes prêts à élargir à notre avantage mutuel et sans ingérence dans les affaires de l'un l'autre. Si quelque gouvernement italien considère ces relations comme étant sans intérêt pour lui, il peut agir comme bon lui semble, cela ne nous gâtera pas grand-chose. Mais nous pensons, au contraire, que nos relations sont utiles pour les deux parties. Nous ne sommes pas un pays isolé et fermé, nous avons quoi vendre et quoi acheter comptant, à l'Italie comme à beaucoup d'autres pays.

Une communauté d'Albanais d'Italie aux glorieuses traditions nous lie aussi au peuple italien. Ni les Italiens ni nous ne devons jamais oublier les paroles louangeuses de Garibaldi sur les Albanais et les Albanais d'Italie et la haute estime qu'il avait pour eux.

Des Albanais vivent depuis cinq siècles en Calabre et en Sicile. Cette communauté a donné à l'Italie et à l'Albanie des hommes éminents. Vivant en amitié au milieu du peuple italien, les Albanais d'Italie ont conservé dans les siècles leurs coutumes et leur langue. Cette communauté qui nous rapproche du peuple italien est un facteur d'amitié.

Le peuple albanais et le peuple turc s'aiment beaucoup.

Nous ne pratiquons l'«amour diplomatique» avec personne. Ce n'est pas dans la coutume de l'Albanais. Mais quand nous donnons notre parole, nous la tenons, nous ne tournons pas avec le vent. Ceux qui trompent notre amitié et notre bonne foi, nous les dénonçons. La grande et sincère amitié qui nous lie au peuple turc frère ne s'est jamais démentie. Les diverses formes de régime ne l'ont jamais ébranlée, car elle est fondée sur les bons sentiments de nos peuples, sur les liens fraternels et de sang de centaines de milliers d'Albanais, qui vivent, travaillent, se marient, ont des enfants, meurent et trouvent leur sépulture dans la même terre que les Turcs.

Nous avons honoré et honorons toujours profondément le grand guide du peuple turc, Mustafa Kemal Atatürk, cet éminent démocrate, qui abattit l'empire ottoman et le khalifat et créa la Turquie nouvelle démocratique. Que tous les pseudo-démocrates et pseudo-socialistes qui oppriment les peuples, qui bafouent leurs droits et maintiennent en vie le colonialisme, édulcoré de belles paroles, prennent exemple sur Kemal Atatürk, qui trancha le «nœud gordien» de l'empire ottoman. Nous souhaitons cimenter constamment l'amitié qui nous unit au peuple turc frère et la développer dans tous les domaines.

Nous aimons et respectons le peuple grec, car ce peuple aussi nourrit envers le peuple albanais les mêmes sentiments d'amitié que nous lui vouons. Nous sommes francs entre nous. Aucun de nous deux ne veut le mal de l'autre, mais au contraire, son bien. Les liens qui nous unissent sont des liens historiques pétris du sang versé en commun contre les mêmes envahisseurs. Et nous ne confondons pas les sentiments du peuple grec avec ceux des chauvins.

Nous développerons encore les relations d'amitié que nous entretenons avec le peuple grec. Le peuple grec qualifie les capitaines albanais de la révolution grecque de 1821, qui se battaient sous le commandement d'Ypsilanti,

d'*arvanites painemenoi* et de *pallikaria arvanites*.* Capo d'Istria et les tsars russes, les rois serbes et les voïvodes moldaves trahirent la révolution grecque, mais les Arvanites, avec à leur tête Marko Botsaris, Ali pacha de Tepelene et les Tchaparaï, lui restèrent fidèles jusqu'à la mort.

Le gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie et les gouvernements grecs, de droite, de la démocratie nouvelle, ou socialiste, ont toujours considéré l'amitié entre nos deux peuples comme une exigence politique impérieuse. Mais, malheureusement et sans aucune raison, depuis quarante ans, en Grèce est maintenue en vigueur la prétendue «loi de l'état de guerre avec l'Albanie», une loi absurde, sans fondements, que condamnent et le peuple grec et le peuple albanais et l'opinion mondiale. Toute personne raisonnable et réaliste en Grèce comprend qu'une pareille loi empêche de raccourcir les voies menant à un développement encore plus amical de nos relations avec Arta, Preveza, Janina et la Grèce en général.

Je n'avais pas l'intention d'évoquer aujourd'hui nos rapports avec la Yougoslavie, car nous avons défini tant et tant de fois les positions de notre Etat à l'égard de ce pays et nous nous en tenons à ce que nous avons dit. Mais je m'y vois contraint, car les chefs de Belgrade ont non seulement fait la sourde oreille à ce que notre Parti et notre gouvernement ont mis en évidence, mais, par tous les moyens de la propagande et de la diplomatie, ils ont monté une vaste campagne de calomnies et d'attaques contre l'Albanie socialiste et sa politique claire comme le jour. Pendant quarante années, pour ne pas remonter plus loin dans le temps, les chefs de Belgrade ont poussé les Slaves du Sud, et en particulier les Serbes, à vivre dans une inimitié permanente avec les Albanais qui peuplent leurs propres territoires en Yougoslavie, ainsi qu'avec l'Albanie indépen-

* En grec: glorieux Albanais et valeureux Albanais.

dante et socialiste. Cette hostilité envers les Albanais, ce chauvinisme féroce, ce mépris, cette tendance et cet appétit irréfrénables à annexer l'Albanie, leur sont ataviques. Et ce qui rend cet état de choses encore plus dangereux, c'est que les autres peuples slaves du Sud n'ont pas le courage d'endiguer ce flot de sauvagerie.

A l'époque de la Lutte de libération nationale nous avons aimé sincèrement les Yougoslaves, nous avons respecté Tito et l'avons honoré plus qu'il ne le méritait. Nous avons envoyé de grosses unités de partisans combattre côte à côte avec les unités de partisans yougoslaves et de Kosoviens albanais en Yougoslavie méridionale et centrale. Des centaines et centaines de fils et de filles héroïques d'Albanie sont tombés ou ont été blessés pour la libération de la Yougoslavie, alors que maintenant un chien serbe du nom de Sinan Hasani vient jeter de la boue sur leur sang. Il va jusqu'à dire que ce sont les Yougoslaves qui ont formé notre Parti, qui ont organisé la Lutte de libération nationale albanaise et qui ont tout donné à l'Albanie. Mais il n'a qu'à aboyer, il est payé pour cela.

De même que Tito par le passé, ses successeurs refusent toujours la main amicale que nous leur tendons et ils ont tout fait pour nous la couper. Pendant quarante années de suite, Tito et ses tenants, ouvertement ou à travers leurs réseaux secrets, se sont évertués à détruire l'Albanie socialiste, à saper notre Parti et à éliminer physiquement les principaux camarades de notre direction. C'est ce qu'ils ont tenté de faire aussi par le biais de leur vieil agent, le traître Mehmet Shehu. Mais tous leurs complots ont échoué et échoueront toujours.

Autrefois, le roi serbe Karagjorgjević, avec les services des bandes grandes-russes de Wragnel, fit rentrer en Albanie le bandit Ahmet Zogu, son agent, qui, perpétrant une haute trahison envers la patrie, offrit à la Yougoslavie, pour prix de cette aide, Saint Naum de Pogradec et le

Vermosh. C'est ce que cherchent à faire encore aujourd'hui les chefs de file de Belgrade à travers les bandes de criminels et de terroristes d'un certain Lek Zogu[3], un voyou et trafiquant d'armes, de drogue et de femmes, auquel, chose étrange, un pays ami du nôtre prête asile, permet d'accorder des interviews à la presse et d'appeler au renversement du pouvoir populaire en Albanie. Nous disposons d'éléments prouvant que ce sont les titistes yougoslaves qui ont envoyé sur notre côte le groupe de bandits conduits par Xhevdet Mustafa, anéantis sans pitié avant même d'avoir eu le temps de reprendre leur souffle et de voir le soleil d'Albanie. Le monde apprendra en temps voulu plus de détails sur ces faits et les desseins qu'ils recouvrent. Mais ce qui est lourd de dangers, c'est que les Yougoslaves, violant la souveraineté de deux pays qui nous sont amis, et à leur insu, ont préparé et envoyé chez nous des bandits. Entraîner des bandes de terroristes et les envoyer dans un autre pays constitue un acte criminel grave et condamnable dans la pratique des relations internationales.

A présent, tout ce que nous voulons dire aux titistes yougoslaves c'est: ne jouez pas avec le feu, car, s'il s'allume, vous vous y brûlerez vous-mêmes. Quant à nous, nous nous défendons et savons nous défendre, nous savons nous battre et vaincre n'importe quel ennemi. Mais nous ne voulons pas suivre la voie obscure et grosse de dangers qui est la vôtre. Malgré tout, si vous nous y obligez, nous vous riposterons. Mais nous disons aux dirigeants yougoslaves de ne pas poursuivre dans cette voie sans issue et si dangereuse pour nos deux pays, pour les Balkans, et peut-être aussi pour l'Europe. Vous, peuples slaves du Sud, vous êtes responsables d'avoir permis aux grands-Serbes d'attiser le feu, au lieu de les ramener à la raison et de les contraindre à

3 Fils de l'ex-roi Ahmet Zogu.

changer de voie, à s'en tenir aux principes et aux pratiques du bon voisinage avec l'Albanie socialiste et à se comporter de façon normale et pacifique avec les Albanais vivant en Yougoslavie.

Nous sommes convaincus qu'il se trouve des éléments progressistes chez les autres peuples slaves du Sud, et chez les Serbes eux-mêmes. Il n'est pas d'autre solution à cette question que celle d'un tournant politique dans les attitudes envers l'Albanie et les Albanais vivant en Yougoslavie. Nous poursuivrons quant à nous dans la voie définie par le VIIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, dont le rapport principal a été lu à l'envers par les dirigeants yougoslaves. Nos propositions étaient aussi sages que pacifiques, alors que votre voie est hérissée de dangers pour la Yougoslavie, que nous voulons voir rester telle qu'elle est. Vous, dirigeants yougoslaves, vous ne prenez pas au sérieux nos paroles, qui sont l'expression des sentiments sincères du peuple albanais. Vous n'aurez qu'à en pâtir. Le monde vous imputera une lourde responsabilité.

Les gouvernements de certains pays d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique jouent avec nos sentiments et nos intérêts. Nous leur déclarons que l'on ne peut plus jouer comme auparavant avec l'Albanie et ses intérêts. Le temps est à jamais révolu où l'on pouvait facilement fouler aux pieds les destinées de notre pays, ou mutiler et démembrer l'Albanie.

Comme toujours, nous continuerons de soutenir de toute la force de nos cœurs nos frères albanais vivant sur leurs territoires en Yougoslavie dans la défense des droits que leur reconnaît la Constitution. Les Yougoslaves comme l'opinion mondiale ne doivent nourrir aucun doute à ce propos. Cette pratique est reconnue par le droit international et c'est ainsi qu'agissent tous les Etats qui ont des minorités en dehors de leurs frontières.

Au VIIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie nous

avons clairement défini notre attitude envers la Yougoslavie et nous nous en tenons fermement à cette attitude. Ce ne sera jamais de notre fait que la Yougoslavie connaîtra la destruction ou la désagrégation. Nous sommes pour la stabilité de la Fédération. Quant aux chauvins grands-serbes, macédoniens et monténégrins, nos paroles pacifiques leur entrent par une oreille et leur sortent par l'autre. Le chauvinisme et la mégalomanie leur ont troublé la vue. Quand nous avons fait appel à la raison et à une logique saine, ils ont poursuivi leur action de terreur des plus féroces contre les Albanais vivant sur leurs territoires en Yougoslavie. Ils ont jeté en prison des milliers d'héroïques jeunes gens et jeunes filles de Kosove, qu'ils torturent barbarement et à qui ils collent mille épithètes outrageantes. Nous disons aux Yougoslaves de libérer ces jeunes, car l'Albanais ne peut supporter longuement de pareilles atteintes à l'honneur de ses fils et filles, de pareilles atteintes à leurs droits. Qu'ils ne dépassent pas la mesure, car la riposte qu'ils recevraient pourrait être très cuisante.

Toute la Kosove et les régions albanaises de Yougoslavie sont l'objet d'une sauvage pression chauvine et militaire. Actuellement s'y développe à grande échelle ce qu'on appelle là-bas la «différenciation», qui consiste à pousser les Albanais à dénoncer leurs frères au profit des forces obscures serbes. Mais les Kosoviens ne sauraient accepter de suivre cette voie de la honte, car elle les conduirait à la lutte fratricide et les Grands-Serbes ne feraient qu'en rire et s'en frotter les mains.

Les Serbes encouragent la vendetta entre Albanais. La misère et la mort se sont abattues sur la Kosove. Les gens ne savent pas où sont leurs fils et leurs filles. L'intelligentsia albanaise est fauchée, elle est outragée, humiliée, jetée sur le pavé. De pareilles persécutions ne se sont produites que sous l'Inquisition. Non, le peuple albanais qui vit en Yougoslavie ne permettra pas de voir bafouer son

patrimoine national, qui lui est sacré. Jamais et nulle part L'Albanais n'a plié l'échine ni tourné le dos à l'ennemi lorsque, sa liberté et ses droits légitimes sont foulés aux pieds.

Vous, messieurs de Belgrade, vous avez envoyé en Kosove 60 000 soldats serbes pour écraser et tuer des Kosoviens, et pour intimider l'Albanie socialiste. Vous ne nous faites pas peur, nous sommes prêts, dressés comme un bloc. Vous parlez le langage de la force, alors que nous voulons employer celui de la raison. Mais nous aussi savons parler le langage de la force.

L'Albanie est un nœud névralgique et stratégique. L'Europe doit en tenir compte. Certains se moquent de nos fortifications, alors qu'ils s'arment eux-même jusqu'aux dents d'armements de toutes sortes; d'autres sous-estiment notre force. Tant pis pour eux. Certains journalistes, qui écrivent pour des pots-de-vin, certains politiciens de café, et. les. Grands-Serbes au premier chef, par leurs «analyses et plans stratégiques», insinuent et cherchent à faire croire que dans telle ou telle conjoncture, et même dans toutes les conjonctures, l'Albanie serait engloutie par les Russes, qu'elle pencherait vers les soviets, etc.

Nous disons aux Grands-Serbes, à: ces amis certains et camouflés des Russes, que pour attaquer l'Albanie et atteindre notre côte de l'Adriatique, deux voies s'offrent aux révisionnistes russo-bulgares. L'une passe par le Vardar et la Kosove, l'autre par le canal d'Otrante. Dans le premier cas, il n'y a pas de doute que toute la population albanaise, qui vit en Kosove et dans d'autres régions de Yougoslavie, de Skoplje et Kaçanik, de Tetove et Gostivar, jusqu'au Lap et à la Plava-Gucia, accueillera les agresseurs à coups de fusil. Toute la Yougoslavie aussi prendra feu et, si les envahisseurs révisionnistes russo-bulgares parviennent à. atteindre nos Alpes, ils y arriveront dans le même état que les nazis allemands au sortir de Stalingrad.

Dans le deuxième cas, pour ce qui est du canaL d'Otrante, c'est nous, Albanais, qui en avons les clés. L'île de Sazan et la presqu'île de Karaburun sont, et je le dis sans crainte de dévoiler un secret, des rocs couverts de fer et de béton que la flotte de guerre soviétique ne peut franchir.

Si nos ennemis russo-bulgares et autres tiennent à s'engager dans de pareilles aventures, ils doivent savoir que les Albanais ne constituent pas un Etat de trois millions, mais une nation de six millions d'hommes. Au cours de la Seconde Guerre mondiale notre peuple était numériquement petit, mais, bien que seul face à l'ennemi et mal armé, il vainquit et liquida un nombre considérable de divisions de fascistes italiens et de nazis allemands. Maintenant les temps ont changé et en faveur de l'Albanie socialiste. C'est pourquoi nous disons: Bas les mains de l'Albanie!

L'Albanie ne menace personne, elle souhaite vivre en amitié avec les autres pays, mais si ses droits et ses frontières sont atteints, elle ripostera à quiconque avec la même violence. De même, elle répliquera de la façon la plus sévère aux injustices et aux offenses dont elle serait l'objet de la part de certains.

Je dis cela en toute franchise et c'est la ferme conviction de notre peuple tout entier. Nous disons ce que nous pensons, d'autres n'ont pas manqué de dire du mal de nous, et ils recourent même aux calomnies. Nous ne disons rien qui ne soit pleinement fondé et n'usons pas de calomnies. C'est en cela que réside notre force, aussi les peuples progressistes éprouvent-ils du respect pour l'Albanie socialiste, tout comme nous en ressentons pour eux. Nous les remercions de tout cœur de leur attitude juste et bienveillante.

Messieurs les dirigeants yougoslaves s'arrogent bien le droit d'élever la voix contre les «injustices» dont les Macé-

doniens de Pirini et de l'Egée, ainsi que les toutes petites minorités macédoniennes en Albanie, seraient respectivement l'objet de la part des Bulgares, des Grecs et des Albanais, alors que nous, selon eux, nous, n'aurions pas un droit analogue. Lorsque nous défendons les droits de nos frères dans le cadre de la Fédération, ils nous accusent de nous «ingérer dans leurs affaires intérieures»; et non contents de fouler aux pieds ces droits, ils font tuer les Albanais, les mettent en prison, les obligent à émigrer, et envoient à leur place, dans leur pays natal, des colons serbes et monténégrins.

C'est monsieur Stambolić qui a lancé le slogan de «la Kosove ethniquement pure» que réclamaient soi-disant «les nationalistes albanais». En fait, ce n'est pas là un slogan des Albanais, mais des Grands-Serbes, qui l'ont lancé afin de noyer la Kosove dans le sang. Cette politique de terreur effraya à juste titre les Serbes et les Monténégrins, qui se mirent à quitter la Kosove à cause de la peur et de la misère qui régnent dans cette région. Ce crime, les Grands-Serbes veulent maintenant l'imputer aux Albanais, alors qu'ils sont eux-mêmes responsables de la transplantation des Serbes et des Monténégrins.

Ces derniers temps, les Yougoslaves, aidés par leur grande amie, la Russie, battent le rappel des «Macédoniens de l'Egée», partout où ils se trouvent, pour s'en servir comme d'une avant-garde en direction de la Grèce. Un beau matin nous entendrons dire qu'Alexandre le Grand également aurait été un Slave. Et pourquoi pas au fond? Il y a bien un précédent: Vassilievsky, l'«historien» grand-russe au XIXe siècle. Dans son livre sur Byzance, il écrit noir sur blanc que les Grecs actuels, puisqu'ils sont orthodoxes, sont des Slaves. Ce ne sont donc pas les descendants des anciens Grecs de l'Antiquité qui ont laissé à l'humanité une de ses plus brillantes civilisations. L'air de rien et avec une entière conviction de chauvin grand-russe, Vassilievsky

affirme dans son livre que «les Grecs actuels sont d'origine slave».

C'est ainsi qu'agissent également les chauvins vorio-épirotes et certains dignitaires de l'Eglise grecque qui, s'appuyant sur les statistiques du Phanar datant de l'époque du sultan Hamid II, considèrent comme Grecs tous les chrétiens orthodoxes d'Albanie. Et il y a près de 80 ans que ces prétendus Grecs sont toujours 400 000. Le nombre, donc, de ces prétendus Grecs vorio-épirotes, selon eux, n'augmente ni ne diminue, ils ne naissent ni ne meurent. De même, prétendent-ils, dans les «prisons albanaises», en tout temps et en toute saison, languissent toujours 28 000 Vorio-Epirotes. Mais pour le malheur de ces prêtres grecs, qui n'ont rien à voir avec leur peuple, je peux dire en toute responsabilité au peuple et au gouvernement grecs qu'il n'y a dans toute l'Albanie que 33 minoritaires grecs qui, pour divers délits, dont quatre seulement politiques, purgent des peines légères. Comment cela s'explique? Parce que les minoritaires grecs sont de bonnes gens, des gens honnêtes, tout comme le peuple grec lui-même, parce qu'ils jouissent des mêmes droits que les citoyens albanais, parce que tout chez eux est entre leurs mains. Dans le Parti comme dans l'administration, tous les cadres y sont des minoritaires. Dans chacun de leurs villages il y a une école primaire, une école secondaire agricole et, à Gjirokastër, une école pédagogique en langue grecque. Tous les autres cadres également, docteurs, agronomes, vétérinaires, économistes, enseignants, sont des minoritaires; partout l'on trouve des maisons de la culture. Les revenus des minoritaires sont au nombre des plus élevés dans notre pays. Nous, Albanais, nous vivons en frères avec les minoritaires grecs dans notre patrie commune. Non, messieurs les chauvins vorio-épirotes, la minorité grecque en Albanie ne languit pas, elle chante et prospère.

Quant à la question du culte, vous n'avez pas de raison

de vous en soucier. Croire ou ne pas croire est un droit qui appartient à chacun, c'est une question de conscience, qui ne dépend ni des institutions ni de la volonté des prêtres musulmans ou orthodoxes, ou encore du Pape de Rome.

Je lis régulièrement la presse grecque et j'y ai vu quelles questions certains journalistes grecs et ouest-allemands ont posées aux habitants de la minorité grecque dans notre pays et lès réponses qui leur ont été données. Un de ces journalistes a demandé à une vieille femme minoritaire:

«Ou sont votre église et votre *papas*?»

Elle lui a répondu:

«Ni l'église ni le *papas* ne m'ont sauvée des agas et des beys. Tant que ceux-ci régnaient, ils ne m'ont ni donné à manger ou à boire, ni apporté la lumière électrique ni instruit mes fils et mes filles. Tous ces bienfaits, c'est la Lutte de libération nationale, c'est mon Parti du Travail qui me les ont donnés. C'est pour cela que j'aime le Parti et non-pas le *papas*».

Le journaliste lui a encore demandé:

«Mais à qui vas-tu te confesser?»

A nouveau la vieille lui répondit avec malice :

«Mon fils m'a dit: «Jours de la vie en ce monde, mère; «quant au jour où tu passeras dans l'«autre», si tu as des «péchés, rejette-les tous sur moi et mon Parti.»»

Il y a de par le monde des centaines de millions de gens qui n'ont pas de croyance religieuse, pourquoi donc s'étonne-t-on qu'il en soit ainsi dans l'Albanie socialiste?

Notre Etat, de par la volonté de son peuple, est un Etat athée et il n'y a pas de force morale ni matérielle qui puisse lui imposer quoi que ce soit d'autre. Notre peuple est martre de ses destinées et de ses sentiments. Les cris poussés par les chauvins vorio-épirotes ne troublent nullement la minorité grecque en Albanie socialiste, même si ceux-ci sont encouragés et payés en sous-main par quelqu'un d'autre qui n'est pas le peuple grec frère.

Camarades,

Les nouvelles élections à l'Assemblée populaire ont lieu à la veille d'un important événement, la célébration du 70e anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale.

Le peuple albanais, tous les Albanais, où qu'ils se trouvent, ont toujours commémoré avec une grande joie le 2 novembre 1912, ce jour marquant où Ismaïl Qemal, le sage vieillard patriote, hissa à Vlore le drapeau national albanais et proclama l'indépendance du pays.

En fêtant ce glorieux anniversaire, nous évoquons les luttes légendaires menées à travers les siècles par le peuple albanais pour la liberté et l'indépendance de sa patrie, ses efforts titanesques pour conserver et développer sa langue et sa culture, son ardent amour de sa terre et de ses traditions.

Les patriotes albanais, même dans les conditions les plus difficiles, même aux moments les plus graves, ont tenu allumé le flambeau du patriotisme, fermement confiants que notre peuple aussi connaîtrait immanquablement des jours heureux. Ils ont droit à toute notre reconnaissance et à celle de nos générations futures. L'œuvre de ces patriotes sera toujours pour nous une source d'inspiration et de mobilisation. Elle nous invite à défendre avec abnégation la liberté et l'indépendance de la patrie, à servir toujours le peuple avec dévouement et jusqu'au bout, à travailler inlassablement pour le plus grand bien et l'honneur de notre Albanie bien-aimée.

Permettez-moi de profiter de la célébration du 70e anniversaire de la proclamation de l'indépendance pour saluer notre peuple tout entier ainsi que tous les Albanais patriotes dans le monde et leur adresser mes meilleurs vœux à l'occasion de ce jour si cher à nos cœurs.

Les élections à l'Assemblée populaire ont lieu à un

moment où dans le pays tout entier le travail bat son plein afin que les décisions du VIIIe Congrès du Parti et les importants objectifs du 7e plan quinquennal soient traduits dans les faits. Que ces élections soient pour nous une source d'inspiration et une incitation à renforcer encore l'unité d'acier de notre peuple autour du Parti, à nous mobiliser et à travailler avec un élan accru, avec un esprit de discipline et avec intelligence, afin d'appliquer partout le mot d'ordre militant du Parti: «travail et vigilance», et de rendre notre pouvoir populaire toujours plus fort, notre Albanie socialiste toujours plus belle, plus riche et plus heureuse.

Vive notre peuple!

Vive le Parti du Travail d'Albanie!

Vive notre pouvoir populaire!

Pour le pouvoir populaire

LES TITISTES

Notes historiques

(Extraits)

La décision de nouer des liens internationalistes avec le Parti communiste de Yougoslavie, prise pendant l'été 1941 par les communistes albanais, montrait la maturité atteinte à l'époque par le mouvement communiste en Albanie. Les meilleurs représentants des groupes communistes de ce temps-là avaient, dès 1939, engagé la lutte contre l'occupant fasciste. De même qu'ils avaient décidé avec courage de passer sur leurs querelles et leurs divisions pour aller résolument vers la fondation du Parti communiste d'Albanie, ils s'élevaient aussi au-dessus des vieilles inimitiés, des querelles et du profond fossé qui s'étaient créés durant les siècles dans les relations de notre pays avec nos voisins yougoslaves.

Il est indiscutable et généralement admis que les rapports entre nos deux pays, avant 1941, offraient un triste tableau, et c'est encore peu dire. Dans l'ensemble, ces rapports étaient tissés de drames et de tragédies des plus sombres, d'agressions, de massacres et de pillages, de sang et de crimes, perpétrés au grand jour dans l'Europe «moderne», sur les terres et aux dépens d'un peuple petit, mais vaillant et indomptable, du peuple albanais.

Les peuples, et le peuple albanais moins que tout autre, n'étaient pas responsables de ce lourd héritage accumulé au long de décennies entières. La responsabilité en retombait sur la politique de conquête et antialbanaise des rois de Serbie et des princes du Monténégro, sur la politique de violence, d'expansion et de génocide, que, avec l'encouragement ouvert ou secret des grandes puissances de l'époque, ils avaient pratiquée envers le peuple et les territoires albanais.

Il n'est pas nécessaire, pour illustrer cette politique, de remonter très loin dans l'histoire. Chacun connaît la nouvelle et grande tragédie qui se joua sur le dos du peuple albanais, particulièrement depuis la seconde moitié du siècle passé.

Quand il parut évident que «le malade du Bosphore» était moribond, le peuple albanais vit croître rapidement ses espoirs et ses possibilités de conquérir son indépendance, cette indépendance qu'il demandait par les armes depuis des siècles, et il redoubla d'efforts dans son combat pour rapprocher le plus possible ce jour tant souhaité. Mais juste quand l'heure semblait proche où l'Albanie secouerait le joug ottoman, de nouveaux ennemis, féroces et animés des mêmes desseins que les Osmanlis, jugèrent le moment venu de jeter leurs griffes sur notre petit pays. Les souverains d'Italie et d'Autriche-Hongrie, de Grèce et de Serbie, du Monténégro et de Bulgarie se précipitèrent pour arracher, chacun pour son compte, le plus gros morceau possible de ce qu'ils appelaient la «périphérie de l'empire ottoman». C'était là une bien lourde et pénible «récompense» dont ses voisins gratifiaient le valeureux et indomptable peuple albanais, qui avait versé son sang à flots en dressant un mur puissant contre l'avance des hordes ottomanes vers l'Europe. C'était une profonde ingratitude envers ce peuple, qui, soutenant les peuples voisins dans leurs batailles pour se défendre des attaques ottomanes comme dans leurs

mouvements de libération, n'avait pas hésité à envoyer ses fils les meilleurs faire don de leur vie comme s'ils défendaient la liberté de leur propre peuple.

En particulier, les hordes serbes et monténégrines, encouragées par les cliques réactionnaires de l'époque, se ruèrent sur les terres albanaises, tuant, pillant et saccageant tout ce qu'elles trouvaient devant elles. Les chroniques de l'époque sont remplies de faits des plus atroces. Sous le feu de nombreux ennemis, qui se battaient, parfois chacun de son côté, parfois de concert, pour se partager le butin, le peuple albanais fit front à la situation nouvelle par une lutte sans répit. Mais le rapport des forces était tel que les populations albanaises, après avoir versé des flots de sang, étaient contraintes d'abandonner, la mort dans l'âme, des parties entières de leur patrie à la frontière serbe et monténégrine. Outre des milliers d'Albanais tués, ou qui virent leurs foyers brûlés, des dizaines de milliers d'autres furent arrachés à leurs terres et refoulés vers le Sud, d'autres encore émigrèrent dans d'autres pays d'Europe ou d'Asie. De données sûres il ressort qu'à la fin du siècle passé, du fait de l'occupation serbe, monténégrine et autrichienne des régions les plus périphériques de Kosove. quelque 300 000 Albanais furent transplantés de force et s'établirent dans les profondeurs du seul vilayet de Kosove et de Shkodër.

Ce génocide sans exemple et cette menace croissante qui pesait sur toute l'Albanie ne pouvaient que susciter un profond sentiment de révolte dans tout le pays et le dresser pour faire front à la fois à l'Ottoman et «*au Shkia*[1] encore plus sinistre que l'Ottoman», comme notre peuple qualifiait l'occupant serbe à l'époque. La célèbre Ligue al-

1 Terme que la population de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie utilise pour désigner les chauvins serbes, monténégrins et autres, dans sa haine de leur politique d'oppression et d'exploitation envers elle.

banaise de Prizren fut fondée et elle déploya son activité historique ineffaçable précisément dans cette grave période, se fixant pour but de lutter à la fois pour la conquête de la liberté et de l'indépendance de la nation et pour la défense de son intégrité territoriale, pour la défense de ses droits légitimes de peuple menacé d'extermination.

Que n'ont pas fait les patriotes et le peuple albanais pour prévenir le danger qui leur venait du Nord! Ils étaient prêts à passer l'éponge sur tout le passé et ils prodiguèrent leurs messages d'amitié et de sentiments de bon voisinage aux peuples frères serbe, monténégrin, macédonien, etc.

Mais l'avidité chauvine des rois et des princes des pays voisins ne connaissait pas de bornes. La menace venant du Nord se faisait donc toujours plus irréfrénable, plus hostile à l'Albanie. Et ces rois et princes étaient appuyés par la réaction européenne la plus noire. La Serbie, par sa politique, s'identifia, dans la conscience de l'Albanais épris de liberté, à l'ennemi juré.

De part et d'autre, le sang fut versé à flots, des milliers et milliers de Serbes, Monténégrins et autres laissèrent leurs os sur les cols de nos montagnes et dans nos plaines. Il s'entend que sur ce sang versé pouvait difficilement croître la fleur de l'amitié et que l'on devait y voir surtout germer et pousser les ronces de la haine et de l'inimitié. Mais ce n'est pas les Albanais qui étaient allés ensanglanter les territoires de Serbie et du Monténégro, ce n'est pas eux qui avaient envahi par le fer et par le feu les pays et les peuples voisins. Tout au contraire. Les Albanais avaient défendu leurs terres, leurs enfants et leurs femmes, leurs maisons et leurs biens.

Cette situation dura ainsi jusqu'en 1912, lorsque la grande victoire — l'indépendance de l'Albanie — fut vite suivie d'une des plus criantes injustices du siècle en Europe: l'amputation de la moitié de notre pays. La Kosove et d'autres régions albanaises furent annexées de force à la You-

goslavie. Naturellement, tronquer ainsi le corps d'un pays et d'un peuple et en adjoindre artificiellement la moitié à une autre entité, n'était pas un acte susceptible de contribuer à la «réconciliation», à l'«amitié», à la «fraternité».

Et comme si tout cela ne suffisait pas, même après 1912-1913, la politique antialbanaise des Karagjorgjević et de toute la réaction cynique grande-serbe alla encore s'accentuant sous toutes ses formes, et dans toutes les directions. A la politique d'extermination, de discrimination et de dénationalisation de la population albanaise soumise à l'occupation serbe vinrent s'ajouter des plans secrets d'annexion des autres parties de l'Albanie. Le traité secret de Londres de 1915, que le grand Lénine devait mettre en plein jour et dénoncer deux ans plus tard, constitue un autre document infâme de la politique antialbanaise menée sans discontinuité non seulement par les grandes puissances réactionnaires de l'époque, mais aussi par l'Etat yougoslave d'alors, créature de l'impérialisme. Cependant, la dénonciation publique de ce traité de pillage ne fit pas rougir les chauvins grands-serbes. Peu après, la Yougoslavie sanctionna une nouvelle fois *de jure* ses «droits» sur les territoires albanais occupés et s'engagea avec un zèle encore accru dans la voie de la dénationalisation de la population albanaise qu'elle avait mise sous le joug.

Dans le même temps, elle s'efforçait de trouver de nouvelles voies pour réaliser son vieux rêve d'annexion de toute l'Albanie. C'est ainsi que les rois serbes soutinrent Zogu, qui s'était enfui du pays en juin 1924, l'entretinrent, lui trouvèrent des mercenaires, le pourvurent d'armes et de troupes et mirent le futur satrape en situation de réaliser, en décembre 1924, la contre-révolution en Albanie. Pour prix de ce service, Zogu fit cadeau aux Serbes de nouveaux morceaux de territoires albanais, comme Vermosh et Saint-Naum, et il leur aurait à coup sûr cédé tout le pays si le grand jeu des puissances n'avait jeté le roi fantoche

définitivement dans le giron de l'Italie fasciste et engagé le pays dans la voie de sa colonisation.

Mais, même par la suite, les menées des gouvernements réactionnaires de la Yougoslavie dominée par la Serbie, à l'encontre de l'Etat albanais, constituent toute une triste histoire, ouverte ou masquée.

Lorsque les gouvernements réactionnaires serbes virent d'autres leur enlever la carte de Zogu, ils mirent en action leur réseau en Albanie et l'émigration réactionnaire albanaise chez eux, redoublant d'efforts pour créer dans le royaume albanais une situation explosive. Puis, sous le couvert d'une «insurrection» contre la tyrannie zoguiste, les agents serbes solliciteraient l'aide de ces mêmes milieux qui, quelques années auparavant, avaient porté Zogu au pouvoir.

Ces cercles chauvins, toujours prêts à entreprendre une invasion de «secours», entraînaient et maintenaient sur le pied de guerre autour des frontières de l'Albanie des régiments entiers. A l'avant-garde de ces troupes, furent rassemblés des mercenaires de sac et de corde, yougoslaves et non yougoslaves, qui, dans tout l'appareil du costume national albanais, devaient, au moment opportun, déferler les premiers vers la frontière. Mais le fait est que ces plans, avec tout leur appareil, restèrent sur le papier. Et s'il en fut ainsi, ce n'est pas seulement parce que l'Italie fasciste et la réaction internationale, qui la soutenait pour ses propres intérêts, ne devaient pas permettre aux Grands-Serbes d'étancher leur soif en mordant l'Albanie, c'est aussi parce que le réseau et la propagande serbes ne pouvaient y trouver un terrain favorable que chez certains éléments dégénérés et dépourvus de toute influence, mais jamais dans de larges couches, et encore moins dans le peuple. Du fait des atrocités qu'elle avait perpétrées, la Serbie, dans la conscience de l'Albanais, était l'incarnation du mal.

La politique de dénationalisation suivie par les Grands-

Serbes envers la Kosove et la population albanaise du Monténégro et de Macédoine exaspérait encore plus la haine des Albanais, rendant toute ébauche de réconciliation encore plus impossible. A partir de 1913, le régime chauvin de la bourgeoisie grande-serbe mit en œuvre les méthodes et les moyens politiques, économiques, idéologiques et militaires les plus inhumains pour dénationaliser et slaviser les territoires albanais qu'il avait annexés. Rien que de 1913 à 1927, en Kosove et dans les autres régions albanaises de Yougoslavie, plus de 200 000 Albanais furent tués, des dizaines de milliers d'autres emprisonnés, des villages albanais entiers rasés en exécution de ce qu'on appela «la dénationalisation à travers la suppression physique». Le fascisme, qui se dressait dans l'Europe d'alors, trouvait chez les Grands-Serbes un digne avant-courrier et à la fois un compagnon de route. Le Serbe Stojadinović prépara avec Mussolini un plan de partage de l'Albanie.[2]

Mais les exterminations massives les plus barbares, accompagnées d'autres moyens tout aussi féroces, comme l'étaient la «dénationalisation à travers la réforme agraire colonisatrice»[3], la «dénationalisation à travers la transplan-

---

2 Il s'agit des marchandages de Ciano, ministre des Affaires étrangères de l'Italie fasciste, avec le Premier ministre du royaume yougoslave Stojadinović, qui, au cours de conversations bilatérales tenues dans les années 1937-1939, ourdirent des plans pour le démembrement et l'occupation de l'Albanie.

3 Selon des documents et des statistiques incomplets, dans l'entre-deux-guerres 1919-1941, furent installés en Kosove, dans le cadre de la colonisation, plus de 58.000 colons serbes et monténégrins et créés plus de 370 villages de colons *(Revues scientifiques «Përparimi» (le Progrès) n°s 4 et 5/1970, n° 10/1971 et «Gjurmime albanologjike» (Recherches albanologiques) de 1972 publiées à Prishtine)*.

De même, suivant les rapports de la Haute Direction de la réforme agraire yougoslave, dans les années 1920-1940, rien que dans quelques districts de Kosove et de Macédoine, 381 245 ha de terres furent enlevés aux Albanais pour être remis à des colons, à des fonctionnaires, gendarmes, *tchetniks* et autres.

tation»[4] etc., ne donnaient pas aux Grands-Serbes les résultats souhaités. Non seulement le sentiment national en Kosove et dans les autres régions albanaises ne pouvait être supprimé par le fer ou par le feu, mais, ce qui était pire pour les Grands-Serbes, la population albanaise avait augmenté sur ses terres proportionnellement plus que l'élément serbe et monténégrin sur ces mêmes territoires.

Inassouvis par leurs cruautés, exaspérés par la devise des Albanais «Plutôt mourir que quitter nos foyers», les Grands-Serbes mirent en œuvre la «science» de l'extermination, l'idéologie et les moyens du pogrom. C'est précisément à cette phase qu'appartiennent les actions inhumaines des Grands-Serbes fieffés du type de Vaso Čubrilović, Atanasije Urošević et d'autres monstres de ce genre, de ce qu'on appelait le Club serbe de la culture de Belgrade, sinistre création de la bourgeoisie réactionnaire serbe dans les années 1937-1939 et, comme nous devions l'apprendre plus tard, sombre précurseur des institutions de la même inspiration dans la Yougoslavie de 1945 et des années qui suivirent, Je n'ai pas lieu ici, et ce n'est du reste pas le propos de ces notes, de m'étendre longuement sur les programmes et les théories d'extermination de ces néo-malthusiens, que le régime de Tito devait par la suite garder et élever aux plus hauts rangs des institutions scientifiques de la Yougoslavie «socialiste». Je tiens seulement à souligner que, en application de leurs théories, la population albanaise a subi un nouveau tort incalculable et que le gouffre des rancunes et des inimitiés qui divisaient depuis des décennies le peuple albanais, d'une part, et les peuples serbe, monténégrin, etc., de l'autre, s'est encore creusé.

---

4 Dans les années 1913-1941, à la suite de la répression et de la terreur grandes-serbes quelques 500 mille Albanais furent transplantés de force de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie (la plupart en Turquie, le reste en Albanie et dans d'autres pays).

Le fait est que nous ne connaissions pas à l'époque ces «œuvres scientifiques» et ces «plates-formes» élaborées et approuvées, pas plus que nous n'avions entendu parler de leurs auteurs, mais nous en voyions et entendions avec consternation la mise en œuvre pratique. Un certain nombre de camarades de Kosove militaient alors dans les rangs de nos groupes communistes. C'étaient soit des fils de familles expulsées, soit des garçons qui avaient réussi à s'enfuir de Kosove et à gagner l'Albanie pour échapper aux persécutions des Grands-Serbes et poursuivre leurs études ou trouver un travail. A la lumière des récits de nos camarades et des faits bouleversants qu'ils nous rapportaient, l'idée que nous nous faisions des rapports entre nos peuples en général, et de la situation en Kosove en particulier, se complétait toujours mieux.

C'est dans cette situation que nous trouva l'année 1941, alors que dans tout le pays la résistance de notre peuple se poursuivait contre les occupants fascistes et que la nécessité de fonder le Parti communiste d'Albanie se posait à nous avec urgence.

Dans un tel état de choses, il va de soi qu'il n'était guère facile de chercher à prendre contact avec le Parti communiste de Yougoslavie. Mais pour nous, communistes, le problème était clair. Sur le plan des principes, nous ne pouvions jamais identifier le communisme au chauvinisme, ni le Parti communiste de Yougoslavie à la politique chauvine et réactionnaire du gouvernement yougoslave envers l'Albanie.

En fait, moi-même, ainsi que Vasil Shanto, Qemal Stafa et, après une série d'hésitations, Koço Tashko, qui prîmes l'initiative d'entrer en contact avec le PCY, nous ne savions que peu, si ce n'est rien, de la vie, de l'activité et de la situation dans ce parti. Nous avions entendu dire qu'il avait été formé au lendemain de la Révolution socialiste d'Octobre, que dans ses dix à quinze premières années d'exis-

tence il avait connu une série de péripéties, de querelles et de fractions, que divers de ses cadres, à maintes reprises, avaient été blâmés par le Komintern pour une ligne et des attitudes antimarxistes, trotskistes, nationalistes, etc., que, les dernières années, il s'était réorganisé et, disait-on, acheminé dans la juste voie. Nous ne connaissions aucun de ses dirigeants, nous ignorions même leurs noms, mais le fait que le Parti communiste de Yougoslavie était membre du Komintern, qu'il s'était prononcé pour la lutte ouverte contre le péril fasciste et que, après avril 1941, époque de la capitulation du Royaume yougoslave, il avait appelé tous les peuples de Yougoslavie à se dresser sous sa conduite dans la lutte contre l'occupation nazie-fasciste, nous poussait à nous lier avec lui, comme avec un parti frère qui se battait pour une grande cause, qui était aussi la nôtre.

En communistes, nous pensions, en toute bonne foi, que le Parti communiste de Yougoslavie, du moment qu'il se dressait dans la lutte pour une Yougoslavie nouvelle, secouerait et écraserait définitivement le lourd héritage de la vieille Yougoslavie, partant, son chauvinisme et sa vieille hostilité farouche et cynique à l'encontre de l'Albanie. Ce sont les raisons pour lesquelles nous jugions les contacts avec le PCY une initiative justifiée et avisée de notre part. Et nous jugions juste.

Mais, comme je l'ai dit, cela valait pour nous, communistes. Le peuple, lui, comprendrait-il notre jugement et notre dessein? Nous suivrait-il dans cette entreprise? Il allait falloir jeter bas tout un pesant édifice créé depuis des dizaines et des dizaines d'années et, je le répète, ce fardeau n'était pas fait simplement de mots ou de déclarations, mais de torrents de sang versé, de villages et de villes détruits, de jeunes gens et de jeunes filles arrachés à la vie à la fleur de l'âge, de mères laissées seules au monde, d'Albanais frappés jusqu'au plus profond d'eux-mêmes, dans leurs sentiments d'amour de la liberté et de la patrie. Et main-

tenant, voilà que nous leur dirions: nous, communistes albanais, nous allons nouer des liens étroits, fraternels avec le Parti communiste de Yougoslavie, avec ce parti dans les rangs duquel militent des Serbes, des Monténégrins, des Macédoniens, des Croates, des Slovènes, des Bosniaques, etc.

Ces vicissitudes passées expliquent pourquoi l'Albanais a toujours regardé le Serbe avec défiance. Mais nous étions résolus à faire ce pas, car nous le jugions bénéfique. Si, au début, les gens de chez nous ne nous comprenaient pas, ils ne tarderaient pas à se convaincre.

Nous considérions les liens avec le PCY comme des liens naturels, des liens entre communistes, entre frères animés d'idéaux communs. Nous procéderions à un échange d'expérience et nous nous entraiderions dans la lutte sacrée pour la liberté et l'indépendance de nos pays; nous arrangerions ensemble de façon juste, sur la base du marxisme-léninisme, tout ce que l'histoire avait laissé d'amer dans les rapports entre nos peuples. Les peuples, dans leur fond, sont attachés à la liberté. Notre peuple en particulier ne s'en est jamais pris aux autres et il a respecté les hommes et les peuples valeureux qui se sont battus contre l'envahisseur. Maintenant les peuples de Yougoslavie étaient en lutte contre le même ennemi que le nôtre, les nazis-fascistes du dehors et les réactionnaires du dedans. Nous étions donc convaincus que notre bon peuple nous comprendrait et nous soutiendrait. Par l'acte que nous décidions d'accomplir, nous faisions non seulement le premier pas vers la suppression de tout obstacle éventuel à la mobilisation des peuples de nos deux pays dans la lutte pour la libération, mais aussi le premier et véritable grand pas vers le règlement des injustices historiques et la liquidation du fardeau d'inimitiés créées dans le passé.

Nous nous chargeâmes d'éclairer le peuple albanais, de lui dire ouvertement notre façon de voir, ce que nous avons effectivement fait. Notre peuple, ce peuple merveilleux,

qui n'a jamais eu la vue voilée par les principes malsains du chauvinisme, nous a compris. Nous croyions et étions même convaincus que les camarades yougoslaves pensaient et jugeaient comme nous. Et c'est pour cela que nous décidâmes de nouer des liens avec eux. Le temps devait démontrer à quel degré ils étaient réellement des marxistes-léninistes, s'ils traduiraient dans les faits tout ce qu'ils n'hésitaient pas à affirmer dans des déclarations.

Dans la démarche que nous entreprîmes en décidant de nouer alors des liens avec le PCY, nous étions confrontés entre autres, à une très grande, très grave difficulté. Sous la botte du fascisme, et dans le seul intérêt de celui-ci, l'idée proclamée à grand bruit de «la libération des territoires albanais du joug serbe» et de la formation de la «grande Albanie», avait été «réalisée». On ne peut cacher que cette démagogie désorienta beaucoup de gens en Kosove et trompa certains de ceux qui se disaient nationalistes en Albanie.

Naturellement, nous ne serions pas dupes de cette manœuvre du fascisme, et nous avons dit au peuple haut et clair: «Ne nous laissons pas tromper par cette «libération» et la propagande de l'occupant qui se pose en «libérateur» (!), mais qui a en fait asservi toute l'Albanie. Nous n'attendons pas que nos affaires, petites ou grandes, soient résolues par l'ennemi le plus féroce de la liberté et de l'indépendance des peuples, le nazi-fascisme; nous n'avons rien à attendre de bon du fascisme, qui nous tient dans les griffes de la servitude la plus sinistre, qui massacre les meilleurs fils et filles du peuple, nous n'avons rien à attendre de cette peste qui s'est fixé pour but de détruire l'humanité. Le combattre sans merci partout et à tout moment, voilà quelle est notre tâche immédiate.»

En ces journées de l'été 1941, lorsque nous décidâmes de nouer des liens internationalistes avec le Parti communiste de Yougoslavie, nous discutâmes de tout cela et d'autres questions du même ordre. Nous avions la certitude

d'apporter ainsi une contribution utile à la cause de la grande lutte contre le fascisme et en même temps qu'à la lutte libératrice, à la révolution sociale, à la révolution qui résoudrait tous les problèmes.

C'est ce que nous pensions pour notre part et nous décidâmes de passer à l'action, accomplissant ainsi un acte digne de communistes convaincus et réfléchis, de communistes à l'esprit lucide et au cœur pur.

Devant nous étaient la pratique, la vie, la lutte. Qu'allaient-elles nous apporter?

A la vérité, les débuts de nos liens avec le Parti communiste de Yougoslavie furent encourageants et prometteurs. Cela couvrit toute la période où le communiste internationaliste Miladin Popović s'est trouvé parmi nous et où, surtout, les autres envoyés de Tito n'avaient pas encore commencé à venir en Albanie. Mais à partir de mars 1943, lorsque l'envoyé de Tito, Blažo Jovanović, formulerait la première assertion absurde et antimarxiste concernant notre Parti, et, dans les cinq ou six années qui suivirent, nous allions, pas après pas, avoir maille à partir avec les gens de Tito, nous heurter à eux, nous contrer mutuellement. Ce furent là cinq à six années où nous apprîmes à nous connaître, et cela à travers une lutte sévère, très ardue et complexe, semée d'embûches et de complots montés par la direction yougoslave pour nous soumettre et faire de nous ses instruments dociles.

Des faits dûment documentés attestent bien que les dirigeants du PCY, Tito en tête, avaient dressé des plans pour assujettir le Parti communiste d'Albanie, lui imposer directement leur tutelle, et, en conséquence, mettre notre Lutte de libération nationale à la remorque de la leur. Ils avaient pensé qu'à la libération de l'Albanie ils auraient placé leurs hommes partout et qu'ils pourraient alors agir avec notre pays dans tous les domaines, politique, écono-

mique, militaire, organisationnel et sur le plan international, comme bon leur semblerait. Ces agissements étaient naturellement couverts par nos objectifs communs de la lutte de libération nationale contre les occupants, menée sous la conduite de nos deux partis communistes, qui étaient liés comme la chair à l'os à l'Union soviétique, au Parti bolchévik et à Staline.

Les Yougoslaves, dans leur outrance, s'étaient fait une si haute idée d'eux-mêmes et de leur lutte, qu'ils sous-estimaient la nôtre et en étaient arrivés à penser que sans eux il n'y aurait pas de parti communiste, il n'y aurait pas de lutte de libération nationale en Albanie. Et, dans sa présomption, la direction yougoslave, minimisant notre combat, ne prenait pas la peine de connaître et d'étudier effectivement nos conditions objectives, notre situation sociale, économique, la lutte des classes, les forces sur lesquelles s'appuyaient les occupants chez nous, le glorieux passé révolutionnaire du peuple albanais. Si elle s'en abstenait, c'était aussi en raison des sentiments et des desseins séculaires antialbanais que nourrissaient les Serbes et en général l'expansionnisme panslave. C'est cette même attitude que la direction yougoslave observa envers les Albanais de Kosove. Non seulement elle ne les aida pas à participer comme il se devait à la lutte contre l'occupant, mais elle sabota leur lutte, les soumit à un régime permanent de terreur, les tortura et les massacra.

Tous les gens que Tito et la direction du Parti communiste de Yougoslavie envoyaient chez nous, soi-disant pour nous aider et avoir avec nous un échange d'expérience, venaient avec des plans préétablis, avec des «directives» qu'ils nous dictaient et que nous devrions exécuter, ils venaient en «maîtres» de la révolution et de la lutte de libération nationale chez des «apprentis». Leur présomption et leur arrogance à tous, depuis Blažo Jovanović, Vukmanović Tempo, Dušan Mugoša, Velimir Stojnić, Nijaz Diz-

darević jusqu'à ceux qui arrivèrent après la Libération, Josip Djerdja, Savo Zlatić, Sergei Kreiger, le général Kuprešanin et d'autres, ne connaissaient pas de bornes.

Dès nos premiers contacts avec tous ces gens-là, nous nous sommes trouvés en opposition avec eux et avons eu des accrochages sur beaucoup de questions de principes. Il s'entend que, de notre part, nous exprimions cette opposition dans le cadre de notre travail et nous le faisions amicalement, car nous jugions injustifiées et inapplicables chez nous beaucoup de leurs idées et de leurs suggestions, soit sur la situation de l'armée, sur l'organisation du Parti, soit sur la politique du Parti, sur le Front, etc. Quant à eux, comme l'ont clairement révélé leurs menées, ils nous détestaient, ils cherchaient à trouver et à recruter chez nous les éléments qui se prêteraient le mieux à la réalisation de leurs desseins. La direction yougoslave travaillait depuis longtemps dans ce sens et, pour avoir le champ libre, elle avait décidé de nettoyer des rangs de notre direction quiconque s'opposerait à ses plans.

En particulier, après le 2e plenum du CC du PCA tenu à Berat en novembre 1944, et dans toute la période allant de la Libération à ce jour, leurs agissements antimarxistes et antialbanais sont devenus toujours plus manifestes et plus hostiles.

Il est difficile à ceux qui n'ont pas vécu cette période jusqu'en 1948, de se faire une idée exacte de la lutte extrêmement complexe qu'il nous a fallu mener contre les titistes durant ces années-là. Nous devions percer à jour la lutte subversive que nous livraient ceux qui feignaient et se vantaient d'être nos amis, découvrir les ennemis véritables et farouches non seulement de notre Parti et de notre peuple, mais aussi les ennemis jurés du marxisme-léninisme, de la théorie et de la pratique de la révolution.

Nous venions à peine de nous engager dans la voie nouvelle de la construction de la société socialiste et nous man-

quions, bien entendu, d'expérience en ce domaine. Nous pouvions très facilement faire un faux pas par ignorance et, tablant là-dessus, ces «amis» malintentionnés, en nous offrant leur «aide», leur «expérience», s'efforçaient de toutes les manières de nous embourber, de nous engager dans des voies erronées et fatales. Avec peine, au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices, nous devions venir à bout, comme nous l'avons fait, de ce mal.

C'était là le premier affrontement avec le révisionnisme moderne. Mais ici aussi nous manquions d'expérience. Et notre lutte était encore plus compliquée par le fait que ces amis étaient, pour ainsi dire, «dans la place». Ils avaient gravement trahi la confiance que nous leur avions faite, notre bonne foi communiste, la sincérité prolétarienne que nous leur avions témoignée. La toile d'araignée titiste s'était donc étendue jusque dans nos rangs. Ce que Tito et ses hommes ne parvenaient pas à faire du «dehors», c'était leurs agents qui y pourvoyaient. Préparés de longue date par Dušan Mugoša, Vukmanović Tempo et Velimir Stojnić, ils se ruaient à l'attaque dans les rangs mêmes de notre plus haute direction, dans notre Bureau politique. Il nous fallait donc découvrir, préciser et démanteler le complot titiste dans des conditions non plus d'un simple manque d'unité dans la direction, mais d'une lutte sévère livrée du dehors et du dedans au corps sain de notre Parti. Cette lutte, nous la soutînmes et en sortîmes victorieux.

Par bonheur pour notre Parti, pour notre patrie et le socialisme en Albanie, le complot titiste, au moment même où il semblait avoir toutes les cartes en main, fut démasqué et anéanti. Nos rapports avec le Parti communiste et la République fédérative populaire de Yougoslavie avaient atteint un point de tension extrême. Les lettres de Staline adressées au PC de Yougoslavie firent la lumière sur la ligne et l'action antimarxistes et révisionnistes de la clique Tito. Beaucoup des méfaits de Tito et de ses acolytes à l'en-

contre de notre Parti et de notre pays nous apparurent dès lors dans toute leur clarté. Les épreuves, les affrontements, les erreurs et les succès de cette lutte devaient tourner, comme ils tournèrent effectivement, en une grande école de formation politique et idéologique des communistes et de notre peuple, en une expérience colossale, qui devait nous servir, comme elle nous servit en fait, dans les nouvelles batailles qui nous seraient imposées par la suite et jusqu'à nos jours, où nous réduisîmes à néant même les dernières cartes que le réseau yougoslave gardait pour les jours, meilleurs ou pires, que lui réservait l'avenir.

Quant à la manière dont notre Parti mena cette grande et âpre lutte pour dévoiler et frapper le révisionnisme titiste, c'est une longue histoire. Dans beaucoup de documents et de matériaux principaux de notre Parti datant de cette époque et de toute la période successive, on trouve analysé et synthétisé tout le processus dialectique de cette lutte, depuis les premiers contacts jusqu'au moment où nous rompîmes une bonne fois tout lien et rapport avec le Parti communiste de Yougoslavie. Moi-même, en tant que participant direct à cette lutte dès ses premiers moments, je suis maintes fois revenu sur cette période. Les enseignements que nous avons tirés de cette phase d'affrontements et de conflits de principes, sur les plans idéologique, politique, économique, organisationnel et même militaire, demeurent toujours actuels et féconds. Le passé sert toujours à éclairer le présent et l'avenir. C'est pourquoi nous revenons à cette période de six à sept ans, où, derrière «l'éminent dirigeant», nous avons découvert en Tito le renégat fieffé; derrière son «internationalisme» et celui de ses hommes, leur nationalisme et leur chauvinisme; derrière leur «amitié», les chaînes d'un nouvel esclavage; derrière leur «communisme», le révisionnisme dans la théorie et la pratique du marxisme-léninisme.

Cette lutte que nous avions depuis longtemps entre-

prise contre les révisionnistes yougoslaves, nous l'avons poursuivie et menée toujours plus en avant. Nous ne nous sommes arrêtés et n'avons reculé ni dans les années 50, lorsque Khrouchtchev et consorts, désormais engagés dans la voie de la trahison, s'embrassèrent avec Tito, ni dans les années 70, quand Mao Tsétoung s'inclina devant le vieux renégat de Belgrade. Pas davantage nous n'avons flanché ni reculé en 1981, lorsque, après les événements de Kosove, provoqués par la dure oppression chauvine grande-serbe, les successeurs de Tito, afin de faire front à cette situation en Yougoslavie et aux yeux de l'opinion mondiale, montèrent le complot le plus monstrueux pour déstabiliser la situation en Albanie et renverser la direction saine de notre Parti, comme les titistes avaient déjà tenté de le faire à Berat en novembre 1944, à la veille de la libération du pays.

Pendant près de 40 ans, les révisionnistes yougoslaves se sont trompés, ils ont échoué dans leurs plans déclarés et dans leurs complots à l'encontre de l'Albanie. Ils ne se sont pas encore bien mis dans la tête que la forteresse de notre Parti et de l'Albanie socialiste ne peut être prise ni du dehors, par la force des armes, les pressions et les provocations de tout genre, ni du dedans, par leurs agents, de n'importe quel calibre, qu'ils ont préparés et gardés en réserve depuis plus de quarante ans, ou qu'ils ont empruntés à la CIA. au KGB. à l'Intelligence Service ou à d'autres réseaux.

Notre Parti a mené et il mènera toujours de façon conséquente la lutte idéologique contre les révisionnistes yougoslaves, car il connaît leur vrai visage d'antimarxistes, de chauvins et d'agents chevronnés de l'impérialisme. Toute l'histoire de ses rapports avec la direction yougoslave a été et demeure l'histoire des complots incessants de la clique titiste pou r le soumettre et liquider l'indépendance de notre

pays, l'histoire de la résistance héroïque du Parti du Travail d'Albanie et de notre peuple contre les plans démoniaques de cette clique, contre ses menaces et ses chantages sans nombre.

C'est précisément à cette histoire, et particulièrement à sa première période, que sont consacrées aussi ces notes.

Nos premiers contacts avec des communistes yougoslaves laissaient bien augurer de l'avenir. A l'automne 1941, se joignit à nous le communiste internationaliste monténégrin Miladin Popović.

Elu secrétaire du Comité régional à peine créé du PCY pour la Kosove, il avait été, pendant l'été 1941, après une action à Mitrovice, arrêté par les fascistes et déporté dans un camp d'internement en Albanie. C'était le moment où, en tant que représentants de nos trois principaux groupes communistes (de Korçe, de Shkoder et des «Jeunes»), nous nous étions accordés en principe sur la fondation du PC d'Albanie, et l'une des premières actions communes que nous entreprîmes alors pour cimenter les liens entre les groupes, fut de libérer Miladin Popović[5] des griffes du fascisme. Comme je l'ai déjà décrit en détail dans mon livre de souvenirs «Quand naquit le Parti», cette action fut menée

5 A peine les communistes albanais eurent-ils appris que Miladin Popović se trouvait dans un camp d'internement en Albanie, ils décidèrent, sur la proposition du camarade Enver Hoxha lui-même de le libérer. Le camarade Enver Hoxha écrit dans ses souvenirs: «Libérer d'un camp d'internement un membre et cadre d'un autre parti communiste, dis-je aux camarades, est un devoir internationaliste auquel nous ne pouvons ni ne devons nous dérober.» Après sa libération, écrit-il plus loin, «Miladin se réjouissait de se trouver parmi les camarades communistes albanais... Il exprima son amour et son admiration pour le peuple albanais frère... Il était Monténégrin, mais en sa qualité de communiste, il jugeait et appréciait les vertus de notre peuple» (Enver Hoxha, *Quand naquit le Parti (Souvenirs)*, 2e éd. alb., pp. 118, 124, Tirana, 1982).

à bien et dès que nous connûmes Miladin, il nous produisit l'impression, confirmée du reste par la suite, d'un communiste bien aguerri, animé d'un esprit ardent et combatif. Nous vîmes en lui un véritable ami de notre Parti et de notre peuple, prêt à sacrifier même sa vie pour le succès de notre cause. Miladin Popović manquait de l'expérience nécessaire à un dirigeant de haut niveau, mais il avait la volonté d'apprendre. Par tempérament, il ne se prononçait qu'après avoir mûrement réfléchi, sans aucune présomption, et il n'intervenait jamais dans nos affaires pour nous imposer son point de vue. Constatant ces qualités et d'autres encore, il était naturel que nous éprouvions pour lui un respect toujours accru, ce qui ne pouvait qu'augmenter aussi notre respect pour le Parti communiste de Yougoslavie. Jusqu'à la fin de 1942, nous n'avions rencontré aucun des dirigeants du PCY ni eu aucun lien, direct ou indirect, avec eux, mais, après avoir connu Miladin, nous nous disions parfois entre nous: «Qui sait quels cadres aguerris et expérimentés doit avoir un Parti qui compte dans ses rangs un communiste comme Miladin Popović?»

A la même époque, nous avions aussi parmi nous Dušan Mugoša, que nous connaissions un peu et qui, au début, nous avait fait une bonne impression. Sans conteste, Dušan n'était à la hauteur de Miladin ni par l'expérience, ni par la maturité, ni par la capacité, ni même par certains dons d'organisation ou de direction. Mais on ne pouvait lui en faire reproche. Il avait l'air décidé, il était actif et il aimait se rendre sur le terrain à travers le pays. A peine apprenait-il qu'un de nos camarades du Comité central provisoire partait pour une autre région, il demandait à l'accompagner «pour connaître la base et se familiariser avec la langue», comme il disait. A l'époque, nous ne voyions dans ces «passions» rien de mal, au contraire, et nous étions heureux de satisfaire ses désirs. Nos camarades nous rapportaient parfois qu'il avait la manie, là où il allait, de se faire valoir,

de parler à tout propos et hors de propos, et cela même dans les cas où il ne lui appartenait pas de prendre la parole; à Vlore, il confondit nos conseils de libération nationale avec les soviets[6], mais ce n'était pas suffisant pour nous faire penser à mal. Partant de la bonne impression que nous avions de lui, nous nous disions qu'il faisait de son mieux, nous nous attachions à arranger ce qu'il gâtait par sa hâte, sa témérité et son sectarisme. Mais, comme je l'ai dit, il était très peu avec nous et, plutôt que de penser à voir si quelque chose d'autre ne se cachait pas derrière ses actions souvent étranges, nous craignions que son imprudence ne le fît tomber aux mains de l'ennemi. Bref, jusqu'à la fin de 1942, nous avions les meilleures impressions tant des deux camarades yougoslaves qui étaient parmi nous, et particulièrement de Miladin, que du PC de Yougoslavie.

C'est précisément à ces moments-là qu'il nous fut annoncé qu'un envoyé du CC du PCY était entré en Albanie et qu'il ne tarderait pas à nous rejoindre. Nous ne connaissions pas son nom, on nous dit seulement que c'était un cadre qui venait directement du grand état-major de la direction yougoslave et qu'il nous apportait des indications importantes pour notre Parti. Cette nouvelle nous réjouit, car, comme j'en parlerai plus bas, il y avait sept à huit mois que nous attendions, sinon à travers un délégué, pour le moins par une autre voie possible, une réponse à la demande de reconnaissance de notre jeune Parti communiste que nous avions adressée au Komintern à travers la direction yougoslave. Nous prîmes toutes les mesures pour assurer à l'ami un voyage aussi peu périlleux que

6 En un temps où la réaction accusait le Mouvement de libération nationale d'être vendu aux «rouges», Dušan Mugoša, appuyé avec élan par Mehmet Shehu, lança le mot d'ordre que les conseils de libération nationale s'appellent «soviets» comme en Union soviétique. Le CC du PCA le désavoua et ordonna que ce terme qui aurait fait le jeu de la propagande ennemie, ne fût utilisé en aucune façon.

possible et, dans les derniers jours de décembre 1942, arriva sans encombre à Labinot d'Elbasan l'envoyé du CC du PCY. C'était Blažo Jovanović.

La venue de ce délégué en Albanie marqua le premier contact officiel de la direction de notre Parti et de Miladin Popović lui-même avec la direction du Parti communiste de Yougoslavie. Malheureusement, ce premier contact inaugura les frictions et les heurts entre nos deux partis.

Qui était donc et que nous apporta le premier envoyé de Tito, Blažo Jovanović?

A la Première Conférence consultative des cadres du PCA, tenue eh avril 1942*, nous avions décidé d'informer le Komintern de la fondation du Parti communiste d'Albanie, des premiers résultats obtenus dans l'organisation et le renforcement de ses rangs et de son existence, ainsi que des grandes lignés de son programme de combat. A cette occasion, nous présentions au Komintern la demande d'admission du PCA à l'Internationale communiste et notre projet d'organiser dans un proche avenir la Première Conférence du PCA au niveau du pays tout entier. Nous jugeâmes que le meilleur truchement pour communiquer au Komintern ces décisions et propositions était la direction du PCY, et chargeâmes donc les camarades Vasil Shanto[7] et Dušan Mugoša de les porter au quartier de la direction yougoslave. Dans le même temps, nous exprimions le vœu que le CC du PCY nous envoyât aussi, s'il le jugeait possible, un délégué qui participerait à titre d'invité à la Première Conférence nationale de notre Parti...

---

* Voir *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, 2e éd. fr., pp. 88-90, Tirana, 1982.

7 Chef d'un des anciens groupes communistes ayant participé à la Réunion de fondation du PCA. Elu membre suppléant du CC du PCA à la Première Conférence nationale du Parti, il fut tué à proximité de Shkodër en février 1944 lors d'un affrontement avec l'ennemi. Héros du peuple.

Et voilà que, après tant de mois d'attente, le premier envoyé de la direction yougoslave arriva chez nous avec, à vrai dire, des informations très importantes et réjouissantes: la reconnaissance de notre Parti par le Komintern et les directives du Comité exécutif de l'Internationale pour notre Lutte de libération nationale. Blažo Jovanović était aussi porteur d'une lettre de Tito pour le CC de notre Parti, ainsi que d'un mandat de représentant du CC du PCY à la Première Conférence nationale du PCA. Il nous apporta également, si mes souvenirs sont bons, une ou deux brochures et, naturellement aussi, Dušan Mugoša.

Nous reçûmes donc notre ami à Shmil[8] avec tous les honneurs que l'on peut rendre dans les pesantes conditions de clandestinité qui étaient les nôtres, et surtout dans une pauvre cabane au toit de chaume. En toute amitié nous lui décrivîmes à grands traits la situation chez nous. Lui-même nous illustra la situation de son Parti et de la lutte en Yougoslavie, et particulièrement la situation difficile au Monténégro.

Naturellement, nous le remerciâmes de tout cœur d'avoir entrepris ce voyage si ardu pour arriver jusqu'à nous et s'acquitter de ce devoir internationaliste.

Il paraissait mesuré et pertinent dans ses propos, et nos rapports suivirent un cours normal, à part une petite friction que nous eûmes les premiers jours à propos des recommandations et des conseils que nous donnait Tito dans sa lettre.

«La lettre du camarade Tito, nous dit Blažo, deux ou trois jours après son arrivée, contient des orientations et des conseils importants qui vous seront utiles. J'en suis au courant et nous pouvons en discuter.

— Oui, lui dis-je, nous l'avons lue. Nous avons étudié attentivement les conseils du camarade Tito et nous l'en

8 Village du district d'Elbasan.

remercions. Mais, camarade Blažo, comme vous resterez avec nous jusqu'à la tenue de notre Conférence du Parti, vous aurez le temps d'ici là de voir vous-même et de mieux connaître l'état de nos affaires. Je peux vous assurer que tout vous sera parfaitement éclairci.

— Bon. bon, mais il s'agit des orientations et des conseils que vous donne le camarade Tito, insista Blažo. Les approuvez-vous, oui ou non?!» me demanda-t-il ensuite du ton avec lequel il devait parler à ses subalternes (Il était commissaire ou commandant d'une unité de partisans au Monténégro).

Je ne voulais en aucune manière troubler l'atmosphère amicale qui s'était établie et, surmontant avec un sourire la mauvaise impression que m'avait produite sa question, je lui dis tranquillement:

«Pas seulement maintenant que notre Parti est encore jeune, mais à l'avenir aussi il écoutera toujours avec attention et respect les suggestions et les conseils bienveillants de ses amis. Cela vaut naturellement pour la lettre du camarade Tito. Mais, camarade Blažo, nous comprenons bien les circonstances dans lesquelles cette lettre a été écrite. Elle l'a été, comme vous le savez, à la fin de septembre, vous nous l'avez remise en décembre et elle traite de problèmes qui se posaient à notre Parti avant avril 1942. Qui plus est, elle concerne des questions que nous avons soulevées nous-mêmes à la Première Conférence consultative de nos cadres tenue en avril et dont nous avons mis au courant la direction de votre Parti par l'entremise de Dušan.

— Alors, selon vous, le camarade Tito n'a fait que répéter ce que vous aviez déjà relevé vous-mêmes! dit Blažo. l'air vexé.

— Je n'ai pas dit cela. Dans les matériaux que nous vous avons envoyés à l'intention du Komintern, nous avons expliqué l'état de choses chez nous. Tito, jugeant sur ces

matériaux, nous donne une série de conseils. Nous le remercions de sa préoccupation et de son intérêt.

— Est-ce là, pour vous, le seul intérêt de cette lettre? demanda Blažo, toujours sur le même ton.

— Je vous prie de bien nous comprendre, lui dis-je. Nous sommes maintenant en janvier 1943 et il va de soi que depuis avril 1942 nous n'avons pas marqué le pas. Au contraire, nous nous sommes efforcés de résoudre au mieux non seulement les problèmes d'alors, mais aussi ceux qui ont surgi par la suite. Et maintenant, en confrontant notre action avec les directives du Komintern que vous venez de nous transmettre, nous ne pouvons que nous réjouir d'avoir effectivement agi comme il fallait.»

Dans la suite de notre entretien, je m'arrêtai concrètement sur ce que Tito nous écrivait dans sa lettre, j'expliquai le cours des événements et je dois dire que Blažo m'écouta et sembla convaincu par mes dires. A la suite de quoi, ce problème fut considéré comme clos et pendant des années on n'eut plus l'occasion d'évoquer la «première lettre» de Tito. Peut-être était-il inutile d'en parler ici, mais le fait que par la suite la propagande yougoslave l'a vantée comme un «message de salut», comme une «contribution remarquable fournie par Tito au Parti et à la Lutte de libération nationale d'Albanie», etc., me pousse à m'arrêter une nouvelle fois sur ce document, soi-disant remarquable.

Je pense que l'on ne saurait mieux qualifier la première lettre[9] de Tito que de «conseil tardif». Pratiquement: en décembre 1942, quand nous arriva sa lettre, Tito «conseillait» à notre Parti de nettoyer ses rangs des éléments

---

9 Cette lettre est déposée aux Archives centrales du Parti. Dans le cadre de sa propagande antialbanaise effrénée, la direction yougoslave elle-même l'a publiée entre autres dans ce qu'elle a appelé le «Livre Blanc sur les relations yougoslavo-albanaises», document n° 83, Belgrade, 1961.

atteints de l'esprit de cercle et fractionnels qui avaient réussi à y pénétrer et de régler les comptes avec eux!

Comme on le sait, dès la Conférence consultative d'avril, puis à la Conférence extraordinaire de juin 1942 (alors que Tito ne savait peut-être même pas que le PCA avait été fondé) nous nous étions acquittés de façon conséquente de cette tâche.

«Cherchez à nouer des liens avec les représentants des divers groupes et courants de citoyens et à former avec eux le Front de libération nationale!» C'était là un autre conseil de Tito.

Or, soit en décembre 1942, lorsque nous parvint la lettre de Tito, soit le 22 septembre 1942, date à laquelle il l'avait écrite, son «conseil», chez nous, ne pouvait que faire sourire. Nous avions lancé le mot d'ordre de l'union du peuple dès le 7 avril 1939. Notre peuple et notre jeunesse s'étaient dressés dans des manifestations et des protestations; le premier appel officiel, en novembre 1941, de notre Parti à peine formé, invitait le peuple à l'union dans la lutte antifasciste, et, par la suite, ses directives précises avaient permis de remporter d'importants succès dans ce sens. C'est un fait historiquement connu que le 16 septembre 1942 nous avions organisé aussi la Conférence de Peza, où furent jetées les bases politiques et organisationnelles du Front de libération nationale et du futur pouvoir populaire, nous avions élu le Conseil antifasciste de libération nationale, et l'organisation du Front croissait et se renforçait de jour en jour!

Naturellement, nous ne pouvions pas faire reproche à Tito de ne pas avoir connu notre situation, mais nous-mêmes n'étions pas fautifs de n'avoir pas attendu ses conseils pour nous mettre à l'œuvre. Au contraire, rester inactifs dans l'attente d'«orientations» du dehors, aurait été impardonnable de notre part.

Mais si l'«orientation» qui nous était donnée sur la

question du Front et aussi sur les conseils de libération nationale nous suscita un sourire, il était autre chose, plus bas, dans cette lettre, qui nous fit, nous, les camarades de la direction, et avec nous Miladin, proprement éclater de rire.

En effet, Tito nous conseillait, en septembre 1942, de Glamoć, de démasquer le trotskiste Zaï Fundo devant les membres du PCA et de leur faire savoir que c'était un ennemi déclaré de l'Internationale et du Parti!

C'était un peu comme Gros-Jean qui voulait en remontrer à son père! Nous-mêmes avions démasqué le trotskiste Fundo en tant que tel dès 1939 lorsqu'il était arrivé en Albanie et, dès lors, nous avions définitivement liquidé les comptes avec lui.* Nous nous dîmes au début que Tito ne le savait peut-être pas, et que c'était par ignorance des faits qu'il nous avait écrit cela.

Mais bien vite nous nous rappelâmes que nous lui avions envoyé la Résolution de la réunion de fondation de notre Parti, où Zaï Fundo était clairement qualifié d'«ennemi de classe déclaré»**. Tito, dans sa lettre nous disait l'avoir lue. Alors comment expliquer cela? Peut-être avait-il sauté ce paragraphe? Ou, ne sachant quoi écrire, il avait écrit ce qui lui était passé par la tête?! Curieux! Mais notre surprise sur l'affaire Tito-Fundo devait encore accroître en septembre 1944. Les forces de notre Armée de libération nationale qui se battaient pour délivrer l'Albanie du Nord capturèrent alors Zaï Fundo, qu'elles trouvèrent avec un détachement de bandits ayant à leur tête Gani Kryeziu et des Anglais. Nous donnâmes l'ordre qu'il lui fût infligé

---

* Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs)*, éd. fr., pp. 331-354, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

** *Documents principaux du PTA*, 2e éd. alb., p. 20, Tirana, 1971.

le châtiment qu'il méritait. Et voilà que, brusquement, ce même Tito et ses hommes qui, en 1942, nous avaient donné le conseil tardif de régler les comptes avec Fundo, prenaient maintenant sa défense, demandant même que nous le leur livrions.

J'ai déjà écrit ailleurs et dans «Les Menées anglo-américaines en Albanie», comment nous avons agi en cette circonstance et il est inutile que je m'étende là-dessus. Revenons donc à la lettre de 1942. C'était en effet, de bout en bout, une lettre de conseils tardifs. A la fin seulement, comme en passant, Tito nous disait: «La résolution que vous formulerez à la conférence doit être le plus courte possible... Envoyez-nous aussi les noms des nouveaux membres du Comité central, avec leur curriculum, car nous devons les faire parvenir au Komintern»(?!).

Nous fûmes frappés par cette demande. Nous nous interrogeâmes en quoi le Komintern avait besoin du curriculum des membres du CC du PCA, mais, ne pouvant l'expliquer, nous y trouvâmes une «justification»: Tito sait ce qu'il fait! Peut-être a-t-il lui-même reçu une directive dans ce sens!

Voilà donc quelle était la teneur de la lettre de Tito que la propagande yougoslave vante comme une «contribution importante» à la poursuite d'une juste ligne par notre Parti! Et cela à l'«appui» de leur thèse selon laquelle c'est à eux que le PCA doit sa croissance! Mais leur aveuglement et leur outrance dans leurs instincts chauvins les conduisent à se démasquer eux-mêmes. S'ils avaient gardé la tête plus froide, ne fût-ce que pour étayer leur allégation hostile, ils n'auraient jamais dû faire mention de cette lettre.

Celle-ci atteste irréfutablement que, tout au moins jusqu'à la fin de 1942, quand elle nous parvint, le Parti communiste d'Albanie n'a reçu du CC du PCY aucune aide, aucune instruction, aucune orientation. Dans le même

temps, elle témoigne que même les «conseils» et les «orientations» de la fin de 1942, nous arrivèrent comme la moutarde après dîner et ne présentaient par conséquent aucun intérêt.

Mais revenons au début de 1943, aux journées où nous avions parmi nous Blažo Jovanović, et regardons quelle fut la valeur de son «concours». Après nous avoir transmis ce qu'on lui avait dit, il se montra, en fait, circonspect et se tint, si je puis dire, «sur la réserve», dans l'attente de s'acquitter de la dernière mission pour laquelle il était venu: saluer au nom du CC du PCY la Première Conférence nationale de notre Parti. Il voyait bien à quel point nous étions engagés jour et nuit dans notre travail et dans la lutte, il voyait les déplacements périlleux que nous faisions d'Elbasan à Tirana et vice-versa, les réunions et les rencontres que nous organisions, et je dois reconnaître qu'il ne nous manifesta en aucun cas le moindre signe de mécontentement. Bien entendu, parfois lui aussi se mêlait à nos conversations sur une question ou une autre, parfois nous-mêmes le consultions sur quelque problème que nous devions traiter dans les rapports à la conférence et il nous donnait son avis franchement. Il ne brillait pas dans ce qu'il disait et j'eus tôt fait de me persuader qu'il était peu préparé en ce qui concernait surtout les problèmes d'organisation et de direction du Parti, et de sa vie dans son ensemble. Peut-être était-ce dû au fait qu'il s'était occupé principalement de problèmes militaires. Toujours est-il que de là à la conférence, Blažo s'en tint à ses compétences, il ne chercha à s'imposer à nous en rien, et il n'avait d'ailleurs rien d'intéressant à nous dire quand nous l'interrogions. Bref, il passa auprès de nous deux ou trois mois, entretenant avec mes camarades et moi des rapports normaux, souvent sans faire sentir sa présence, et de toute façon dans une atmosphère amicale.

Et voilà qu'à la Première Conférence nationale[10] et au milieu des délégués venus de toute l'Albanie, précisément ce Blažo Jovanović se levait brusquement, et nous lançait cette perle:

«Le Parti communiste d'Albanie a été créé par deux communistes yougoslaves!»

Il entendait par là Miladin Popović et Dušan Mugoša.

Miladin Popović ne laissa pas durer longtemps la très pénible impression que suscita cette déclaration absurde. A peine Blažo eut-il fini de parler, il se leva, et s'adressant à la fois à lui et à nous:

«Que personne ne pense, souligna-t-il, que c'est nous, deux camarades du Parti communiste de Yougoslavie, qui avons créé le Parti communiste d'Albanie. Non, c'est vous-mêmes, communistes albanais, qui avez fondé votre Parti communiste et s'il faut évoquer mon rôle ou celui de n'importe quel autre étranger, il se réduit à ce que, dans les relations entre partis frères, on qualifie d'aide et de soutien internationalistes, fraternels. Même sans nous, vous auriez créé votre Parti communiste, comme vous l'avez du reste fait.»*

Après cette ferme déclaration, Blažo Jovanović pâlit, plissa les lèvres, mais n'ouvrit plus la bouche ni à ce moment-là ni durant le peu de jours qu'il resta parmi nous après la fin de la conférence.

---

10 Elle fut tenue du 17 au 22 mars 1943 à Labinot près d'Elbasan. Ses travaux portèrent essentiellement sur la question de la préparation du peuple à l'insurrection générale et à l'organisation de celle-ci. Il y fut décidé de former l'Armée de libération nationale albanaise. La Conférence élut le Comité central du PCA, son Bureau politique et le Secrétaire général du PCA en la personne du camarade Enver Hoxha (Voir *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, 2e éd. fr., pp. 108-120, Tirana 1982).

* Extrait du procès-verbal de la Première Conférence du PCA. *ACP*.

Nous-mêmes, malgré la surprise et la très mauvaise impression que nous suscita son assertion, nous n'y attachâmes pas d'importance. En communistes que nous étions et d'après notre conception des choses, nous la jugeâmes seulement une bévue. Il ne nous parut donc pas indiqué de chercher pourquoi et comment Blažo l'avait laissée échapper. Maintenant nous connaissions et sa capacité et sa nature, et nous pensâmes que cette absurdité s'inscrivait dans le cadre des assertions et des thèses en l'air qu'il lançait de temps à autre.

Malgré tout, nous nous posâmes une série d'interrogations. Il y avait plus de deux mois que Blažo se trouvait parmi nous; nous nous étions entretenus tant de fois ensemble et, comme je l'ai dit, nous avions eu quelque friction. Comment alors cette gaffe ne lui avait-elle pas échappé pendant cette période de plus de deux mois, mais juste à la Première Conférence du Parti?! S'il s'était agi d'une formulation ou d'une «idée» qui lui était venue «brusquement» à l'esprit à lui seul, il aurait été plus naturel qu'elle lui fût venue au hasard d'une conversation ou d'une friction quelconque. Or il avait déclaré cela précisément quand il ne parlait pas en son nom, mais qu'il saluait la conférence au nom du CC du PC de Yougoslavie. Alors qu'en était-il? Ce mot lui avait-il échappé, ou bien avait-il reçu l'instruction de le lancer, fût-ce comme par hasard, devant la principale instance de notre Parti?

Mais ce n'étaient là que des interrogations que nous nous posions ces jours-là et nous n'avions aucun motif ni ne disposions d'aucun autre fait pour penser que ce jugement n'était pas le sien propre. Dans la lettre que je viens d'évoquer, Tito ne faisait pas la moindre allusion dans ce sens, et Blažo lui-même, après la riposte instantanée de Miladin, demeura le bec clos. Pour notre part, nous ne poussâmes pas les choses plus loin, pensant que c'était là un simple impair.

Les choses suivraient leur cours et le jour viendrait où nous nous persuaderions que, soit notre mauvaise impression, soit nos interrogations de mars 1943 sur les propos de Blažo Jovanović, n'étaient pas sans fondements. Le jour viendrait donc où Tito et ses hommes, ouvertement et farouchement, dans le cadre de tant et tant d'accusations et de calomnies à notre encontre, claironneraient aussi une de leurs assertions les plus absurdes et les plus cyniques: le Parti communiste d'Albanie aurait été créé par eux, Yougoslaves!

Depuis le moment où cette prétention nous fut avancée ouvertement et jusqu'à ce jour, c'est non seulement avec indignation, comme le mérite une pareille absurdité, mais aussi avec discernement et des arguments à l'appui, que nous avons rejeté cette fabrication des titistes; nous avons expliqué le pourquoi des choses et surtout nous avons mis à nu et dénoncé les desseins malfaisants, mégalomanes et hégémonistes que dissimulait cette prétention. Tous les documents de notre Parti à ce propos en témoignent. Moi-même, dans une série de discours, de rapports, d'articles et de notes, j'ai traité largement de ce qu'il en est réellement. Mais comme ces notes et souvenirs ont pour objet essentiel nos rapports avec les titistes, j'estime opportun de m'arrêter une nouvelle fois sur la vérité à ce sujet. Cela est d'autant plus nécessaire que cette assertion a servi aux titistes de base, de clé de voûte de toute propagande et de leurs menées antialbanaises.

En premier lieu, la prétention des titistes d'avoir créé le Parti communiste d'Albanie ne tient pas **du point de vue théorique, des principes**. Sous cet aspect, elle bafoue la loi du développement dans son ensemble et les principes qui président à la naissance, à la croissance et au renforcement des partis communistes, en particulier.

Le marxisme-léninisme, on le sait, tient pour essentiel et déterminant dans la naissance et l'évolution de tout phé-

nomène, la cause, le facteur interne. Le processus de la naissance et de la formation d'un parti communiste, partant, celui de la fondation de notre Parti communiste, ne peut faire exception à cette loi. Si le facteur intérieur, le facteur albanais, n'existait pas, si nos conditions intérieures n'existaient pas et n'avaient pas mûri, la direction yougoslave, non pas avec deux ou dix de ses membres, mais même si elle était venue au complet en Albanie, n'aurait pu créer un parti communiste. Si donc le PCA vit le jour, ce n'est pas parce que tel fut le bon plaisir ou l'exigence d'un certain Tito de Yougoslavie, il le vit parce que sa création était exigée comme une nécessité par le peuple albanais, par le mouvement communiste albanais, dont c'était l'objectif depuis plus d'une décennie, elle était exigée par le moment historique que traversait le pays, par son passé, son présent et son avenir même.*

C'est ce que vient étayer aussi la considération suivante: si Tito et ses acolytes avaient été assez «forts» et «habiles» pour créer «du dehors» un parti communiste en Albanie, pourquoi ne l'avaient-ils pas fait, mettons, dès 1935 ou 1937, en 1939 ou en 1940?! Ou bien est-ce seulement en 1941 qu'ils découvrirent l'existence, à leurs frontières, d'une Albanie, qui attendait que le «créateur» Tito vienne dire «que le Parti soit!» tout comme l'univers attendait, selon la Bible, que le «grand créateur» dise «que la lumière soit!»? A ce propos, ce n'est pas de notre faute s'il n'y a place ici que pour l'ironie. La logique absurde de pareils «créateurs» ne mérite rien de plus.

En l'occurrence, la prétention des titistes n'est pas réfutée seulement du point de vue de la théorie. Il est aussi un autre argument que l'on peut leur jeter à la face, c'est la pratique même de la fondation du Parti communiste d'Al-

* Voir *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, 2e éd. fr., pp. 50-78, Tirana, 1982.

banie. Il y a vraiment de quoi rire: après avoir avancé la prétention «gigantesque» que le Parti communiste d'Albanie «a été créé par eux», les titistes ne citent à son appui qu'un «argument» liliputien: le fait que le communiste yougoslave Miladin Popović, et Dušan Mugoša qui l'accompagnait et lui servait de traducteur, se sont trouvés et ont participé aussi à la réunion de fondation de notre Parti.

Notre Parti n'a jamais, par la suite non plus, caché ni nié la présence de ces deux camarades à la réunion de sa fondation, pas plus qu'il n'a nié ni caché rien sur leur présence et leur action en Albanie. C'est Tito et consorts qui ont dissimulé et nié à dessein les aspects les plus essentiels de ce problème. Concrètement:

Primo, la direction yougoslave a toujours passé sous silence le fait fondamental que Miladin Popović **n'avait été envoyé en Albanie ni par Tito ni par la direction du PC de Yougoslavie**. Venant des rangs des Monténégrino-Albanais, il était passé dans la clandestinité en Kosove. Pendant l'été de 1941, il fut arrêté par les fascistes italiens et envoyé en Albanie au camp d'internement de Peqin. Nous le libérâmes par un coup de main au moment où, en tant que représentants des trois principaux groupes communistes, nous nous étions accordés pour nous réunir et fonder le Parti communiste d'Albanie. Comme je l'ai relaté en détail dans mon livre de souvenirs «Quand naquit le Parti», nous avions, à l'époque, pris l'initiative d'entrer en contact avec le Parti communiste de Yougoslavie, et lui avions exprimé le désir qu'il nous envoie un camarade pour nous aider et assister au grand événement que nous préparions. Ayant donc eu l'occasion de libérer Miladin Popović, et comme il se trouvait en Albanie, nous le priâmes de rester un certain temps comme un observateur impartial parmi nous. Après nous être entendus avec lui, nous demandâmes l'autorisation de la direction du PC de Yougoslavie. Cette autorisation nous fut apportée vers la fin d'octobre 1941 par Dušan Mugoša.

Après quoi, Miladin Popović se lia davantage à nous, se familiarisa avec nos affaires et, dans ce cadre, participa à la réunion constitutive.

Secundo, non seulement Miladin Popović n'avait pas été envoyé chez nous par l'état-major de Tito, mais **il n'avait reçu aucune orientation, aucune directive, aucune instruction** de la direction yougoslave pour assumer un «rôle particulier» à la réunion de fondation de notre Parti. C'est nous-mêmes, communistes albanais participant à la réunion, qui avons mené les travaux, du début à la fin, comme nous l'enseignait le marxisme-léninisme. Nous n'avons reçu aucune «orientation» ni «instruction» du dehors, ni du parti yougoslave, ni même du Parti communiste de l'Union soviétique ou d'un autre parti. Tout au moins jusqu'à ce jour, la propagande antialbanaise des titistes elle-même, n'a jamais fabriqué un «document» qui «certifie» le contraire.

Alors comment un parti communiste peut-il être créé par un membre d'un autre parti, à plus forte raison quand celui-ci ne l'a pas délégué expressément et ne lui a donné aucune directive ou instruction dans ce sens?!

Cela, seule la logique des titistes est en mesure de l'expliquer.

Tertio, Miladin lui-même, comme je l'ai évoqué plus haut, et comme il l'a certifié au cours de son séjour en Albanie, **ne s'est jamais attribué des «mérites» qui ne lui revenaient pas et qui ne pouvaient du reste lui revenir**. Au contraire, il a rejeté avec indignation et fermeté toute allusion ou flatterie captieuse de la part des délégués de Tito pour lui attribuer un rôle qu'un seul homme, et même tout un parti, ne sont pas à même d'exercer du dehors.

Bref, le Parti communiste d'Albanie a été créé seulement par ceux qui pouvaient le créer et à qui il appartenait de le créer, par les communistes albanais.

La prétention des Yougoslaves sur ce point n'est donc

de leur part qu'une tentative de s'attribuer des mérites qui ne leur reviennent pas.

Mais dans l'obstination réitérée des révisionnistes de Belgrade à assumer un rôle qu'ils n'ont pas rempli, il ne faut pas voir simplement une fanfaronnade, la manie de se vanter, le désir d'invoquer ce mérite comme une breloque de plus consacrant leurs «hauts faits». Non, comme l'a confirmé toute une histoire, ils se sont attribué le rôle de «créateurs» du PCA pour que leur «créature» se comporte envers eux comme l'enfant devant ses parents, qu'il soit éduqué et grandisse suivant leur esprit, qu'il devienne donc l'instrument aveugle et docile du «parti père», le PC de Yougoslavie. Toute l'histoire des relations entre le PCA et le PCY, en particulier depuis l'été 1943 jusqu'au début de 1948, et même par la suite, est l'histoire de l'affrontement entre, d'une part, les tentatives et les complots du PCY et de l'Etat yougoslave pour soumettre et asservir notre Parti et le nouvel Etat populaire albanais, et, d'autre part, la résistance héroïque de la direction de ce Parti et de cet Etat non seulement pour ne pas se soumettre, mais aussi pour frapper de front la trahison, continûment et fermement. C'est ce que nous allons voir plus loin.

Il y a lieu ici de souligner une autre prétention des Yougoslaves tout aussi absurde et non fondée que celle de s'attribuer la paternité de la création du PCA. Ils soutiennent en effet que c'est au PC de Yougoslavie que notre Parti devrait aussi sa croissance, son renforcement et sa ligne dans les années de la Lutte de libération nationale; et ils invoquent à l'appui de cette assertion le rôle de leurs envoyés en Albanie.

Jusqu'à la fin de 1942, je le rappelle, ni la direction du PCA, ni Miladin ni nul autre d'entre nous n'avons eu la moindre rencontre avec des représentants du PCY, nous n'avons reçu aucune lettre ou document de ce parti, et nous n'avions même aucune information sur l'action des cama-

rades du parti frère pas plus que sur la marche de leurs affaires.

Je ne veux pas dire par là que nous éprouvions quelque dépit de n'avoir, pendant plus d'une année, eu d'eux aucun signe de vie ni reçu aucune aide. Non, nous comprenions les conditions difficiles dans lesquelles ils devaient combattre et nous souhaitions de tout cœur que leur lutte se développe de la meilleure façon, pour le plus grand bien des peuples yougoslaves frères, pour le plus grand bien du Parti communiste yougoslave, pour le plus grand bien de la lutte de libération de la coalition antifasciste mondiale. Mais je ne veux pas dire non plus que nous ne ressentions pas le besoin d'avoir un échange d'expérience avec des camarades auxquels nous unissait un même idéal, d'autant plus que notre Parti était encore jeune, nos camarades inexpérimentés et les conditions dans lesquelles nous luttions extrêmement pénibles.

Toutefois, nous n'avons jamais admis ni n'admettrons jamais que l'on prétende, comme s'en vante en l'occurrence la direction du PCY, avoir tout fait quand on n'a effectivement rien fait.

Les 35 années qui se sont écoulées depuis le moment où fut dénoncée et démasquée publiquement la trahison titiste jusqu'à ce jour, témoignent que, malgré la rupture définitive, en 1948, des rapports entre notre Parti et le PCY, la lutte entre eux ne cessa à aucun moment. Deux facteurs essentiels, entre autres, ont fait pour nous de cette lutte une nécessité vitale :

Primo, notre Parti a vu et voit dans le titisme l'une des variantes les plus dangereuses du révisionnisme moderne; il n'a donc jamais cessé de considérer la lutte pour le dénoncer et le liquider politiquement et idéologiquement comme un droit et un devoir impératifs.

Secundo, la direction de Belgrade, au cours de toute

cette période, n'a jamais cessé ses menées hostiles à notre pays. Notre Parti et notre Etat ont donc dû mener une lutte à outrance pour découvrir, frapper et réduire en poussière les desseins et les actions continues d'espionnage et de complot de Belgrade.

Sans qu'il soit nécessaire que j'entre dans des détails sur la façon dont cette lutte a été menée concrètement (tous les documents théoriques du Parti en font une analyse très détaillée) je voudrais en mettre en relief certains aspects et éléments essentiels.

Le révisionnisme yougoslave, le premier courant qui a représenté le révisionnisme au pouvoir, est apparu à un moment clé de la lutte entre le socialisme et l'impérialisme. Dès le début, l'impérialisme américain et toute la réaction mondiale virent dans le titisme la voie, l'idéologie et la politique qui conduisaient à la dégénérescence des partis communistes des pays socialistes, à la division et à la destruction de l'unité dans le mouvement communiste international, au sabotage de la révolution et des luttes de libération nationale. C'est pourquoi, l'impérialisme et la réaction s'empressèrent de soutenir de toutes leurs forces et par tous leurs moyens les renégats de Belgrade, de les encourager et de les orienter, en sorte que, tout en conservant certains rapiéçages «socialistes», ils servent de moyen de subversion pour démanteler les autres partis.

Tito et compagnie acceptèrent délibérément cette mission et firent du Parti et de l'Etat yougoslaves un réseau de l'impérialisme. Face à ce mal, nos partis communistes ne pouvaient ni ne devaient absolument rester indifférents. Les partis des pays alors socialistes, en particulier, avaient pour devoir impérieux de ne pas s'endormir sur leurs lauriers en s'imaginant à la légère, qu'étant eux-mêmes au pouvoir, et la direction yougoslave dénoncée et par conséquent isolée, celle-ci ne présentait plus aucun danger. Non,

la lutte de classes incessante, la lutte pour appliquer et préserver la pureté du marxisme-léninisme, pour tremper chaque communiste et tout le parti dans notre idéologie révolutionnaire, était une nécessité *sine qua non* qui s'imposait à chacun de nos partis, pour empêcher que ne se renouvelle dans quelque autre pays ce qui s'était produit en Yougoslavie.

Conscient de tout cela, notre Parti fut dès 1948 (encore que relativement jeune et dépourvu d'une expérience théorique suffisante), l'un des premiers à engager la lutte politique et idéologique ouverte contre le révisionnisme yougoslave. Aux côtés des autres partis communistes, membres ou non du Kominform, notre Parti contribua à découvrir et à dénoncer plus avant ce courant révisionniste, les racines et les facteurs sociaux de classe qui en permirent l'éclosion, le tort qu'il causait au parti, à l'Etat et au peuple yougoslaves, comme au mouvement communiste et ouvrier international.

De leur côté, Tito et consorts, furieux de l'échec subi et de s'être vu mettre ainsi au pilori, se livrèrent, parallèlement à la lutte pour propager les théories révisionnistes, à une campagne sans scrupule d'accusations calomnieuses contre le PC de l'Union soviétique et J.V. Staline, contre le Kominform et, dans ce cadre, contre notre Parti aussi. Mis au pied du mur par la dénonciation courageuse et argumentée que leur fit notre Parti, il ne leur restait plus qu'à s'égosiller pour faire croire que, si le Parti du Travail d'Albanie s'était détaché d'eux et les attaquait, c'était parce qu'il avait préféré se soumettre à un plus grand parti (!), le PCUS, et qu'il agissait soi-disant comme le lui «prescrivaient», le lui «dictaient», Moscou et le Kominform!

Nous ne relevâmes pas même cette accusation abjecte, conscients que des traîtres de Belgrade nous n'avions rien d'autre à attendre. Nous continuâmes donc notre travail et nous considérions bien entendu comme une grande chance de nous trouver côte à côte avec le PCUS, dirigé par le

glorieux Staline, et avec les autres partis communistes des pays alors socialistes et des pays capitalistes, dans cet âpre combat entre le marxisme-léninisme et la révisionnisme moderne.

La solidarité générale dans la lutte contre les renégats de Belgrade (à l'époque, en apparence du moins, cette solidarité ne manifestait aucune faille) nous confortait et nous encourageait, et, dans le cours même de cette lutte, nous nous préparions et nous aguerrissions toujours mieux pour les batailles à venir.

Mais seulement quelques années après, l'accusation claironnée par les chefs de file de Belgrade contre notre Parti, quant aux motifs de la lutte qu'il leur livrait, devait être mise à une véritable épreuve. Ce fut une épreuve pénible et amère que nous n'avions pas souhaitée et ne souhaiterions jamais. Et pourtant, après la mort de Staline, nous y fûmes confrontés. L'équipe khrouchtchévienne qui accéda au pouvoir mit d'abord la lutte contre le révisionnisme yougoslave en sourdine pour finir très vite par l'éteindre complètement. Selon la logique de l'accusation titiste, nous aurions dû nous aussi changer automatiquement de refrain puisque «Moscou l'avait fait». Mais à la surprise de Tito (et de Khrouchtchev aussi, bien entendu) nous poursuivîmes dans notre voie sans faire aucune concession aux révisionnistes yougoslaves, ni esquisser aucun geste de réconciliation avec eux.

Si nous agîmes ainsi, c'est que nous étions profondément convaincus de la trahison de la direction yougoslave, nous voyions qu'elle s'était plongée jusqu'au cou dans la voie de la révision générale de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme. Qui plus est, dans la période comprise entre 1948 et 1954, Tito, Kardelj et d'autres avaient avancé et appliqué avec esprit de suite dans le parti et l'Etat yougoslaves des théories et des formes d'organisation, qui attestaient à l'évidence leur abandon et leur déforma-

tion totale des principes du marxisme-léninisme (C'est de cette période que datent, entre autres, les «réalisations» titistes telles que la conversion du nom de leur parti, de «Parti communiste» en «Ligue des communistes»; la transformation de cette «Ligue» en une espèce d'association d'éducation et de propagande; l'adoption de «la démocratie américaine» comme modèle de la structure du système politique en Yougoslavie; la proclamation du prétendu socialisme autogestionnaire qui n'était rien d'autre qu'un masque du régime capitaliste; les thèses sur la suppression de l'Etat en régime socialiste, qui reniaient la thèse marxiste-léniniste sur la nécessité de la dictature du prolétariat tout au long de la période de passage du capitalisme au communisme, etc.).

Sur ces entrefaites, alors que Tito, par son action, s'affirmait un renégat et un révisionniste patenté, Khrouchtchev s'efforçait de nous «expliquer» que Tito était un «marxiste», voire «éminent», et que la Yougoslavie était en train de construire «le socialisme», et que ce n'était pas Tito et compagnie qui étaient responsables de ce qui s'était produit en 1948, mais le Kominform et Staline!

Nous n'approuvions pas une telle façon de voir et d'apprécier les choses, nous agîmes donc comme le voulait non pas le «rayonnement» de Moscou, mais celui du marxisme-léninisme.

Dans son attitude à l'égard de la clique de Belgrade comme en tout autre domaine de ses sinistres menées, Khrouchtchev ne se borna pas à prêcher d'exemple. Bien vite, Moscou, par des ordres et des diktats catégoriques, nous demanda de cesser notre lutte de principes, de nous agenouiller devant Tito et de l'embrasser. Nous rejetâmes avec indignation ces ordres et directives, et n'acceptâmes à aucun moment de cracher sur la vérité. Et même, comme je l'ai expliqué en détail dans mon livre de souvenirs «Les Khrouchtchéviens», l'attitude envers les renégats

de Belgrade devint pour nous une des pierres de touche de la véritable nature de ces nouveaux dirigeants qui s'étaient emparés du pouvoir en Union soviétique après la mort de Staline, et de celle des dirigeants des autres partis, qui dévièrent de leur voie aussitôt après l'apparition du révisionnisme khrouchtchévien.* Les événements se précipitèrent et les deux partis, khrouchtchéviens et titistes, en collaboration et dans l'unité, ourdirent des plans et entamèrent leur action pour changer la situation dans le mouvement communiste et ouvrier international, et surtout dans les pays de démocratie populaire, en faveur des visées révisionnistes de Khrouchtchev et de l'agent de l'impérialisme, Tito. Malheureusement, cette activité antimarxiste fébrile porta ses fruits amers dans les partis des autres pays. Il apparut que ce n'était pas nous, mais les autres partis, qui avaient suivi aveuglément le courant officiel en 1948. lorsque eux aussi, côte à côte avec le PC bolchévik, avaient «déclenché» leur attaque contre Tito et compagnie. Ce même Dej, qui se vantait de ses «exploits», le pistolet à la ceinture, face à un roi déchu sous tous les aspects, ce même Dej qui dénonçait dans ses discours au Kominform la direction révisionniste yougoslave, fut l'un des premiers à courir vers Tito pour lui faire ses excuses. Et les Polonais en firent autant. Ils libérèrent de prison, entre autres, l'ancien titiste, l'infâme Wladyslaw Gomulka et lui confièrent aussitôt la charge de Secrétaire général du POU polonais, afin d'engager le plus vite possible leur pays dans la voie d'un chaos total et dramatique. Cet exemple fut suivi par les Hongrois, bien entendu aussi par les Bulgares, et par les autres tour à tour. Bien vite, fut confirmée la conclusion de notre Parti selon laquelle si l'on ne combattait pas le révisionnisme de toutes ses forces et sans répit, le

---

* Voir Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs)*, 2e éd. fr., p. 111, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

phénomène yougoslave contaminerait, comme il le fit, tous les autres aussi.

Mais j'en reviens à notre voie. Nous poursuivîmes notre combat contre les renégats de Belgrade, nous dénonçâmes en toute occasion et sans merci leurs conceptions et leurs attitudes hostiles, nous les démasquâmes publiquement sans jamais nous laisser intimider ou arrêter par quoi ni par qui que ce soit. Dans le même temps, Tito et Khrouchtchev continuaient de nous harceler de leurs pressions et de leurs machinations. Ils s'efforcèrent de faire réhabiliter en Albanie leur groupe de comploteurs, Koçi Xoxe et compagnie, de même qu'ils le firent pour leurs agents en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et ailleurs. Tout comme la direction yougoslave, la direction soviétique (officiellement par le truchement de Souslov), chercha à réhabiliter Koçi Xoxe, à nous faire revenir donc au plenum du CC du PCA tenu à Berat, à nous obliger à reconnaître les prétendues «erreurs» que notre Parti aurait commises dans son orientation et ses relations avec les Yougoslaves, alors que, comme je l'ai déjà souligné, l'on ne peut dire que. même en 1944. cela eût été fait à l'insu du chef de la mission soviétique en Albanie, le major Ivanov, proche ami de l'infâme colonel Velimir Stojnić. Mais tous ces efforts se soldèrent par un échec. Notre Parti du Travail s'en tint fermement à sa conception antérieure, selon laquelle le groupe titiste avait été et demeurait un groupe de traîtres, de renégats, de trotskistes, d'agents de diversion et une officine des Américains, et que ni notre Parti, ni le Kominform, ni Staline ne s'étaient trompés en ce qui les concernait. Nous eûmes beau répéter à maintes reprises ces points de vue à Khrouchtchev et à ses laquais, leur invoquer par des lettres et au cours d'entretiens officiels, une infinité d'arguments tirés des œuvres même «théoriques» et pratiques des renégats yougoslaves, la vérité tombait toujours dans l'oreille d'un sourd. Nous nous convainquîmes ainsi

que la gangrène révisionniste avait atteint la tête et le corps du CC du PCUS ainsi que les directions des autres partis. Mais bien que nous voyant maintenant isolés dans cette lutte, nous ne reculâmes pas.

La phase de «la pierre de touche» terminée, après donc que nous nous fûmes persuadés de la véritable attitude de Khrouchtchev et des khrouchtcheviens envers les titistes, nous décidâmes de faire un nouveau pas, encore plus grand, dans notre lutte contre le révisionnisme moderne. Il est de fait que pendant une période de plusieurs années, surtout depuis le début de 1956 jusqu'au milieu de 1960, nous utilisâmes la porte que nous ouvrait notre lutte contre les traîtres titistes pour frapper la nouvelle trahison qui était apparue dans l'arène internationale et qui s'amplifiait de jour en jour, la trahison khrouchtchévienne.

C'était là, comme j'ai eu l'occasion de l'affirmer ailleurs, une tactique ingénieuse et clairvoyante que notre Parti employa avec beaucoup de succès. Tous les documents de notre Parti datant de cette période permettent, à quiconque les lit attentivement, de voir que nous n'avions pas attendu les années 1960 et 1961, lorsque nous nous opposâmes publiquement aux khrouchtchéviens, pour nous engager dans la lutte contre la trahison khrouchtchévienne qui se développait au galop de pair avec la trahison titiste, mais que nous l'avions fait dès 1954 et 1955, et surtout après 1955. Toutefois, les conditions n'ayant pas encore mûri et le moment n'étant pas venu de nous déclarer publiquement et nommément contre Khrouchtchev et les khrouchtchéviens, nous fustigions et dénoncions à l'époque leurs conceptions et prises de position révisionnistes dans notre presse et dans nos déclarations publiques par le biais de nos attaques contre les révisionnistes de Belgrade, contre les agissements antimarxistes de Tito, Kardelj et d'autres. Cela ne veut nullement dire que nous nous en prenions à Tito et à ses

gens gratuitement. Tito était khrouchtchévien autant que Khrouchtchev lui-même, et celui-ci tout aussi titiste que. Tito. Les deux variantes étaient des branches du même tronc, le révisionnisme moderne; elles nous étaient toutes deux hostiles, néfastes et méritaient une dénonciation et une attaque vigoureuses. Mais, comme je viens de le dire, dans ce cas-là, Tito, outre qu'il recevait ce qu'il méritait, nous servait de «tête de Turc» ou, en plus clair, de tête de Khrouchtchev.

Les uns et les autres voyaient bien la cible de notre lutte, ils renforcèrent donc leur collaboration, et ce que Khrouchtchev, par tactique et pour la galerie, se gardait de dire à notre encontre, Tito ne se faisait pas faute de le proclamer. On connaît bien, entre autres, le discours de triste mémoire que Tito prononça en novembre 1956 à Pula. Non content de se livrer à une attaque antimarxiste effrénée contre la théorie et la pratique du régime socialiste, Tito condamna par la même occasion «le culte de la personnalité d'Enver Hoxha» et lança un appel à renverser la direction de notre Parti. Par cette attaque antialbanaise et son appel ouvert à renverser notre direction, Tito exprimait sans aucun doute non seulement son propre vœu, mais aussi celui de la direction soviétique. Ce n'était pas par hasard que quelques jours seulement après ce discours tristement célèbre, l'ambassadeur soviétique Krilov vint à mon bureau, à Tirana, me demander avec insistance, sur la recommandation de la direction soviétique, de «ne pas répondre durement à Tito, car cela échaufferait les esprits et nous ferait du tort». Nous ripostâmes à Khrouchtchev et à Tito du tac au tac: nous dénonçâmes le discours ultrarévisionniste de Tito, en mettant en action toutes nos batteries, sans nous soucier le moins du monde de savoir si cela «échaufferait l'esprit» de Tito ou «ferait du tort» à Khrouchtchev. Il faut dire que nos prises de position fermes et conformes aux principes faisaient effectivement du tort à

Khrouchtchev. Voyant qu'ils avaient subi un échec en Hongrie et ailleurs et qu'ils perdaient le contrôle de la situation dans le mouvement communiste et le camp socialiste, les révisionnistes soviétiques baissèrent d'un ton l'activité de subversion qu'ils menaient en collaboration avec Tito, car ce dernier, par ses agissements et ses «théories», non seulement exposait au grand jour le bourbier révisionniste où ils s'étaient enlisés, mais cherchait aussi à mettre sous son aile le courant khrouchtchévien et à s'en servir pour ses propres intérêts et ceux de ses patrons impérialistes. Dans ces circonstances, Khrouchtchev se vit contraint de soutenir pendant un certain temps les prises de position du Parti du Travail d'Albanie, de faire publier certains de nos articles dans la presse soviétique, et d'adhérer à la conférence des partis communistes et ouvriers qui se réunit en 1957, à notre prise de position inébranlable envers le titisme, que nous dénoncions comme une officine de l'impérialisme, ce qui fut même porté dans la déclaration commune, etc. Mais, comme je l'ai déjà dit ailleurs, ce n'était là, de la part de Khrouchtchev, qu'un recul provisoire. Fondamentalement, il était contre la lutte de principes que nous livrions au titisme; et cela à tel point que, au cours d'un des débats que j'eus avec lui et Souslov à propos de la position à adopter à l'égard du révisionnisme yougoslave, Khrouchtchev fut tellement irrité qu'il nous dit d'un ton rogue: «Où voulez-vous nous ramener, dans la voie de Staline?!»

Les contradictions de principes qui nous opposaient à la direction soviétique devaient s'aggraver au point que nous fûmes amenés à en débattre à la Rencontre de Bucarest.

Il est de fait qu'en 1960 nous nous opposâmes ouvertement aussi à la trahison khrouchtchévienne. Après quoi, nous intensifiâmes notre lutte de principes contre ce courant, de la même façon que nous n'avions cessé de le faire depuis 1948 contre le courant titiste. A l'époque, il sembla

que le PC chinois s'était engagé côte à côte avec nous dans la lutte contre les deux courants du révisionnisme moderne. Des voix s'élevèrent alors à nouveau, cette fois non pas à Belgrade, mais à Moscou, pour prétendre que nous avions entrepris cette lutte pour imiter Pékin(!), pour obéir à la volonté de Mao Tsétoung! Mais ces accusations infâmes nous faisaient seulement sourire. Nous poursuivions notre action. Nous savions désormais fort bien que si ces voix s'élevaient ce n'était pas à cause d'une imparfaite connaissance du Parti du Travail d'Albanie. Non, c'étaient des cris de loups qui, bien que blessés à mort, n'en poursuivaient pas moins leurs hurlements menaçants. Les révisionnistes titistes et khrouchtchéviens répandaient leurs noires fumées afin de ternir tant soit peu l'image de notre Parti.

Le temps devait vite montrer que, cette fois encore comme par le passé, nous n'avions pas engagé la lutte contre le révisionnisme sous le diktat de Pékin ni de Mao Tsétoung, mais sous le diktat suprême du marxisme-léninisme. Notre Parti héroïque avait mené et mènerait plus loin sa lutte de principes en faveur de cette idéologie qui lui servait de guide, pour défendre donc la théorie et la pratique de la révolution contre les attaques des révisionnistes modernes. Le jour où même Mao Tsétoung cessa sa lutte contre le révisionnisme yougoslave, nous la poursuivîmes comme auparavant. Il convient de souligner que cette fois, encore qu'à travers la «porte ouverte» de la lutte contre le révisionnisme yougoslave et soviétique, nous avions l'occasion de frapper aussi les conceptions du Parti communiste chinois et de son leader halluciné, Mao Tsétoung, et leurs déformations du marxisme-léninisme. Toutefois, comme je l'ai largement développé dans une série de documents, surtout dans mes «Réflexions sur la Chine», la cause de la trahison du PC chinois, ne réside pas dans le ramollissement de Mao, pas plus que dans le gâtisme des autres vieillards de Pékin. Non, ils avaient été des révision-

nistes, et même de la plus belle eau, depuis leur jeunesse, mais ils avaient adopté des phrases soi-disant conformes aux principes et marxistes-léninistes à certaines périodes particulières (comme ce fut le cas en 1960 par exemple) pour en camoufler leurs visées et leurs plans antimarxistes et contre-révolutionnaires à long terme. Mais une fois persuadés que, par leurs subterfuges «marxistes», ils ne pouvaient atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixé, ils jetèrent leur masque de «marxistes-léninistes» et apparurent sous leur vrai visage de titistes, d'eurocommunistes et de khrouchtchéviens fieffés. Les événements se précipitèrent et lorsque la direction de Pékin s'agenouilla devant le renégat de Belgrade, nous, loin d'imiter Mao et Chou En-laï, et d'obéir à leur ordre, nous n'hésitâmes pas à nous lancer immédiatement à l'attaque de l'autre variante du révisionnisme moderne, la variante chinoise, la pensée-maotsétoung!

Ces arguments et d'autres du même genre confirment pleinement que dans notre lutte contre les renégats de Belgrade, comme contre tous les autres courants révisionnistes, nous n'avons été influencés par aucun facteur extérieur, que nous n'avons jamais agi aveuglément ou pour suivre le courant officiel, que nous ne nous sommes laissé influencer par personne. Convaincus dès le début de mener une lutte juste, conscients d'accomplir notre mission de parti marxiste-léniniste, nous avons donc avancé dans cette lutte en faisant de tout ce processus non seulement l'un des chapitres les plus glorieux de l'histoire de notre Parti, mais aussi une grande école de formation et d'aguerrissement révolutionnaires, une université incomparable pour promouvoir la connaissance et l'assimilation approfondies du marxisme-léninisme.

Il fut un moment où Khrouchtchev, incapable de nous bâillonner dans la lutte ouverte et de principes que nous menions contre le révisionnisme yougoslave, nous accusa d'agir ainsi parce que nous voulions, selon lui, arborer nous-

mêmes la «bannière» de la lutte contre le révisionnisme moderne, nous faire valoir. Quant au fond, cette accusation abjecte ne faisait que dévoiler les vues hostiles, outrecuidantes et antimarxistes de son auteur. En nous engageant dans cette lutte, nous n'avions jamais eu l'idée de nous «mettre en vedette», d'imposer notre volonté et notre diktat aux autres. Non, par notre lutte contre le révisionnisme yougoslave, nous n'accomplissions que notre devoir, un devoir qui incombait au même titre à tout parti marxiste-léniniste authentique. Et lorsque les autres renonçaient à ce devoir sacré, devions-nous en faire autant et nous taire pour éviter d'être accusés de vouloir jouer aux «porte-drapeaux», et d'avoir la folie des grandeurs?! Si notre Parti avait agi ainsi c'aurait été une faute impardonnable. Nous ne tombâmes pas dans ce gouffre où voulaient nous jeter les khrouchtchéviens et voudraient nous jeter plus tard les maoïstes. Le seul motif qui nous poussait à poursuivre notre lutte contre le titisme était que nous devions nous acquitter de l'un des devoirs fondamentaux auxquels chaque parti est toujours confronté.

Mais ici il convient d'affirmer, haut et clair, une vérité indiscutable: compte tenu de ce qui s'est produit dans ces 3-4 dernières décennies (en particulier après la trahison khrouchtchévienne) dans le mouvement communiste et ouvrier international, le Parti du Travail d'Albanie a le grand mérite historique d'être le seul parti, parmi ceux qui sont au pouvoir, non seulement à ne pas s'être laissé tromper et à n'avoir jamais interrompu sa lutte contre le revisionnisme yougoslave, mais à avoir même fait l'analyse ou plutôt l'autopsie profonde et générale du titisme.

Fiers de la contribution que nous avons apportée à la dénonciation de cette variante du révisionnisme, conscients et convaincus de la nécessité d'intensifier la lutte contre lui, nous continuerons d'avancer à l'avenir également, côte à côte avec les autres partis marxistes-léninistes, sur cette même

voie. Nous ne nous réconcilierons jamais avec le titisme, pas plus qu'avec aucune autre variante du révisionnisme moderne. Le seul «contact» que nous avons avec lui, est celui de la lutte politique et idéologique que nous continuerons à lui livrer jusqu'à sa liquidation totale et définitive.

Depuis mai-juin 1948, nous étions persuadés que Tito et les titistes, en traîtres au marxisme-léninisme, avaient été et demeuraient malfaisants et dangereux pour tous les partis communistes, pour les mouvements révolutionnaires et les luttes de libération nationale dans le monde entier, mais pour nous, les communistes et le peuple albanais, ils étaient et demeuraient aussi des ennemis directs, des anti-albanais farouches et déclarés. Nous avions la conviction qu'ils ne renonceraient jamais à leurs visées d'annexion sur l'Albanie et que, dans leurs efforts pour y parvenir, ils ne déposeraient jamais les armes de la subversion, de l'intervention et des complots contre notre Parti et notre pays.

Nous devions à tout moment nous montrer vigilants et serrer les poings, car le réseau titiste en Albanie, bien que gravement atteint, ne devait pas, à l'avenir, cesser d'agir pour réaliser ses visées et ses plans à longue échéance. Dans ce cadre, Tito et compagnie devaient, de mille manières, faire l'impossible pour regagner leurs positions perdues, pour créer des conditions et un terrain favorables à leur activité de sape dans nos rangs. Ils ne pouvaient absolument pas se résoudre à voir l'Albanie leur «échapper» des mains, ils ne pouvaient non plus se résigner à l'idée que l'Albanie était guidée par un Parti dont ils avaient voulu faire un instrument docile, et que c'était celui-ci, au contraire, pour leur malheur, qui n'avait cessé de les frapper pour réduire finalement en poussière leurs vieux rêves panslaves. Tant qu'ils resteraient au pouvoir, les titistes demeureraient des ennemis réels et redoutables pour notre Parti et notre pays.

Il ne fallut pas attendre des mois et des années pour se persuader de cette vérité et voir les titistes montrer leur vrai visage. Avant même que nous n'ayons commencé à les dénoncer publiquement, c'est eux-mêmes qui «prenant les devants», déclenchèrent toute une campagne de calomnies et d'accusations contre notre Parti et sa direction, une campagne antialbanaise qui, au lendemain du Ier Congrès de notre Parti, prit des dimensions et une intensité inouïes. Les journaux, les stations de radio, les maisons d'éditions, bref tous les moyens de la propagande titiste, furent mis à contribution dans cette infâme campagne, inventant et vomissant toutes sortes de monstruosités contre nous. Nous fûmes alors accusés, entre autres, de «violer la démocratie» dans le Parti et le peuple(!), de tuer des «communistes» et des «patriotes honnêtes»(!) et, plus tard, de transformer l'Albanie en une «caserne entourée de barbelés» où régnait «la botte du soldat» etc., etc.

A en croire ce cri d'alarme de la propagande de Belgrade, on eût dit qu'en Albanie sévissait la terreur, mais, quand il s'agissait d'apporter des faits et des arguments à l'appui de leurs dires, les «défenseurs de la démocratie» de Belgrade se trouvaient court: ils ne pouvaient citer qu'un seul nom, Koçi Xoxe!

Mais qui étaient donc ces «parfaits défenseurs» de la «démocratie pure», qui, pour l'unique motif que nos organes de la dictature du prolétariat avaient condamné à mort le seul Koçi Xoxe, cet ennemi et agent déclaré, en arrivaient, «épouvantés», à la conclusion que nous étions des «assassins» et que nous avions «violé la démocratie»?!

Je ne parle pas ici des massacres et des exterminations massives que l'armée titiste et les organes de l'UDB perpétrèrent dans les années 1945-1948 sur l'ordre des Tito et Ranković, sous le couvert de la lutte pour «épurer les éléments *oustachis* et *tchetniks*», les «bandes de criminels», les «débris de l'ancien régime», etc., je ne veux pas non plus évoquer la

terreur noire qu'ils firent sévir dans cette période (surtout vers la fin de 1944 et pendant 1945) aux dépens de la population albanaise vivant sur ses propres territoires en Kosove, au Monténégro et en Macédoine, sous prétexte de combattre les «bandes de ballistes», de «nationalistes», de «grands-Albanais» etc. Mais je m'arrête un moment, juste pour confronter les différentes manières d'agir, en 1948, de «la démocratie titiste» et de la nôtre, à l'égard des éléments adverses et hostiles respectifs.

Dans les premiers mois de 1948 en particulier, nous nous fîmes une idée des plus claires du tableau des menées de trahison et d'espionnage de la bande de Koçi Xoxe, Pandi Kristo, etc., au service des Yougoslaves. Et bien que ceux-ci ne fussent pas accusés simplement d'abriter des conceptions étrangères à la ligne de notre Parti, mais d'avoir commis une haute trahison à l'égard du Parti et de la patrie, nous leur permîmes, à eux deux et à d'autres, de participer à toutes les réunions du Bureau politique, aux 9e, 10e et 11e plenums du CC du Parti, aux assemblées des cadres qui eurent lieu par la suite et même au Ier Congrès du PCA. Nous leur accordâmes même le droit d'intervenir chaque fois qu'ils le jugeaient utile.

Quel type de «démocratie» particulière Tito et Ranković offrirent-ils aux milliers d'éléments du PCY qui se solidarisèrent avec les lettres du CC du PCUS et la Résolution du Kominform?! A peine ouvrirent-ils la bouche, ils leur passèrent les menottes! Et quand des centaines d'autres demandèrent simplement que la teneur des lettres du CC du PCUS soit soumise à la discussion dans le parti, alors qu'ils ne s'étaient encore déclarés ni pour ni contre, la «démocratie titiste» les jeta en prison, les assassina lâchement. Nous avions donc analysé dans le Parti pendant cinq à six mois l'action criminelle de la bande de Koçi Xoxe (en présence même de ces traîtres), alors que les titistes, eux, n'autorisèrent leurs adversaires à prendre la parole

à aucune réunion de l'organisation dont ils faisaient partie! De toute la bande d'espions malfaisants que nous découvrîmes, nous ne traduisîmes en justice que quatre ou cinq personnes, alors que la clique de Tito remplit les prisons de milliers et de milliers de contestataires purement idéologiques! Et, après cela, elle avait le front de nous accuser d'avoir «violé la démocratie»!

Sur les quatre ou cinq éléments que nous déférâmes à la justice vers la fin de 1948, un seul, Koçi Xoxe, fut condamné à la peine capitale, en tant que traître fieffé au Parti et à l'Etat, comme chef de cette bande qui avait fait l'impossible pour mettre l'Albanie sous le joug yougoslave! Les trois ou quatre autres furent condamnés à des peines privatives de liberté allant de cinq à vingt ans suivant leur degré de culpabilité et leur attitude après la découverte de leur complot. Les titistes, par contre, exécutèrent ou exterminèrent, sans en laisser aucune trace, la plupart de ces milliers de communistes yougoslaves, qui, taxés de «kominformistes», furent jetés en prison. Et malgré cela, ils avaient l'audace de nos traiter d'«assassins»!

C'est bien en Yougoslavie et non pas en Albanie que furent aménagés les odieux camps de concentration du type de Goli-Otok, qui était une espèce de Mauthausen dans les conditions du «socialisme yougoslave». Ce n'est pas nous qui avons fait languir, qui avons mutilé et exterminé dans des camps nos communistes et patriotes, ce sont les Yougoslaves qui y ont entassé les leurs et parmi eux des centaines et des milliers de Kosoviens et d'autres Albanais qui habitaient sur leurs propres territoires au Monténégro et en Macédoine. Nous n'avons donc pas rempli l'Albanie de camps du type de Goli-Otok, comme la direction de Belgrade l'a fait en Yougoslavie. Et pourtant, elle avait l'impudeur de nous accuser d'avoir transformé l'Albanie en une «caserne où régnait la botte du soldat»!

Voilà donc quelle était la «démocratie titiste», quels

étaient les «angéliques» Tito-Ranković, qui, sans guère se soucier des crimes les plus monstrueux qu'ils commettaient sur le dos de leur parti et des peuples de Yougoslavie, «frémissaient» d'indignation parce que nous avions condamné à mort notre ennemi juré et leur agent tout aussi juré! C'est cette «démocratie rankovitchienne», qui, pendant 35 ans, procéda à des purges terribles en Yougoslavie, c'est cette même «démocratie titiste» qui, dernièrement, dépêcha les centuries et les cohortes noires des Ranković, Lubićić, Stambolić et Herlević pour réprimer les manifestations pacifiques du peuple kosovien, lequel demandait le respect et la mise en œuvre des droits que lui reconnaît la Constitution.

Mais à partir de 1948, Tito, en antialbanais enragé qu'il était, ne pouvait se borner ni ne se borna en effet à des attaques de propagande contre nous.

La direction titiste, tout comme les gouvernements réactionnaires des pays occidentaux, mit sur pied sur le territoire yougoslave des camps où étaient rassemblés d'anciens criminels et autres agents, des ennemis du régime nouveau, socialiste, d'Albanie, entraînés et préparés pour être lancés à nouveau chez nous, avec des missions de sabotage et de subversion. Ainsi vint le temps où Tito et ses hommes commencèrent à nous envoyer, au lieu de délégués du «parti» et de l'Etat, comme ils l'avaient fait naguère, des dizaines de bandits, de criminels, de brigands, de gens immoraux, qui s'étaient enfuis d'Albanie en même temps que les occupants en 1944 ou plus tard, à cause des crimes qu'ils avaient commis et de leur hostilité au nouveau régime de dictature du prolétariat. Les renégats de Belgrade, en collaboration avec les réseaux impérialistes et chauvins, surtout avec ceux des pays voisins, regroupèrent donc en Yougoslavie une lie antialbanaise d'agents, de criminels et de réfugiés politiques et autres émigrés de tout ordre, partout où ils se trouvaient, pour former avec eux des

forces de mercenaires contre le Parti du Travail d'Albanie et l'Etat socialiste albanais. Certes, nous devions recevoir ces bandits, nos «hôtes» de Yougoslavie, comme le méritent les bandits et les criminels, le doigt sur la détente.

Ces forces sinistres constituaient, en quelque sorte, le «détachement extérieur» que la direction yougoslave devait déchaîner, comme elle le fit effectivement, contre nous. Mais en même temps, les Yougoslaves ne manquèrent pas de mobiliser «le détachement intérieur». Ce dernier comprenait non seulement des éléments depuis longtemps recrutés par l'UDB et qui n'avaient pas encore été découverts, mais aussi tous les débris de l'ancien régime que nous avions renversé. Tous ces éléments étaient enclins à prêter l'oreille aux injonctions de Belgrade et à obéir aux directives et aux signaux qui leur parvenaient de là-bas. C'était compréhensible: les classes renversées, les traîtres, les éléments mécontents, hostiles au pouvoir populaire, tous ceux qui ne pouvaient supporter la justice de notre Parti et de notre pouvoir, avaient fondé toutes leurs espérances sur l'étranger. Si jusqu'en 1948 ils comptaient sur les Américains et les Anglais, ils n'avaient rien contre le fait qu'un nouvel allié et patron vînt s'ajouter aux premiers. Ils devaient s'efforcer d'intensifier leur action, d'entrer aussi en contact avec le réseau des titistes et de travailler pour son compte.

Mais, avec le temps, ils devaient être découverts et frappés à leur tour. Les espérances de Tito et compagnie qui cherchaient à susciter le mécontentement et le désespoir et à semer la panique et la confusion en Albanie, étaient déçues l'une après l'autre. Les bandits et les agents de subversion, aussi bien que les espions qu'ils mirent en action au cours de cette période dans notre pays,[11] furent capturés les [11]

11 De 1948 à 1955 le réseau yougoslave lança ou organisa en Albanie 307 bandes d'agents de subversion et de criminels qui furent soit capturés soit anéantis. Pendant la même période

uns après les autres par nos forces et faits comme des rats.

Mais nous ne nous endormîmes pas. Le temps devait montrer que la direction yougoslave, soit par ses «propres forces» soit par des arrangements avec les services secrets impérialistes, gardait d'autres «pions en réserve» pour les jouer aux moments les plus opportuns et lorsque leurs intérêts le leur demanderaient. La marche de notre révolution devait découvrir quels étaient ces «pions». L'essentiel était que nous ne relâchions notre vigilance à aucun moment, conscients que nous ne serions pas laissés tranquilles d'avancer sur notre voie, car, nos nombreux ennemis ne nous permettraient jamais de vivre et de travailler dans le calme.

C'est ainsi que prit fin la première phase des efforts de Tito pour modifier la situation en Albanie à travers ses agents secrets et de subversion. Rien n'avait pu ébranler notre forteresse socialiste. Ses fondements étaient indestructibles. Pas après pas, et à mesure que nous avancions dans divers domaines de la vie et épurions les bandes et les réseaux impérialistes, titistes et impérialisto-titistes, nous devenions plus forts, plus résolus dans la poursuite de notre voie.

Au début des années '50 il apparut clairement qu'avec les seuls services de ses agents de subversion et de la vieille lie antialbanaise et antisocialiste, Tito ne parviendrait à atteindre aucun de ses buts contre nous. Mais au moment même où ses espoirs de renverser la situation en Albanie s'évanouissaient, il vit venir à son secours, comme «un présent du ciel», un autre renégat, Nikita Khrouchtchev.

La trahison khrouchtchévienne, l'un des plus grands chocs qu'ait jamais éprouvés le mouvement communiste et

---

dans notre pays ont été découverts et réduits à néant les groupes et les organisations secrètes mis sur pied et dirigés par les services secrets yougoslaves en collaboration avec les Occidentaux.

ouvrier international, offrit à Tito de nouvelles possibilités et de nouveaux moyens. Dans le même temps, elle ranima en lui de grands espoirs de changer la situation en Albanie. L'ancienne avidité chauvine d'engloutir notre pays allait maintenant s'imbriquer avec deux autres facteurs essentiels: la haine des renégats de Belgrade contre le socialisme en cours de construction en Albanie et le sentiment de vengeance que leur suscitaient les dénonciations et les coups successifs dont, depuis des années, ils étaient l'objet de la part de notre Parti et de notre peuple.

Les titistes ne tardèrent pas à lancer contre nous une première attaque par l'intermédiaire de Tuk Jakova. Ce ne fut pas par hasard si, juste au moment où Tito et Khrouchtchev accordaient leurs violons, un ou deux mois avant que ce dernier ne se rendit à Belgrade pour s'embrasser avec Tito, Tuk Jakova nous renouvela la thèse hostile des Yougoslaves selon laquelle c'était ceux-ci qui auraient créé le Parti communiste d'Albanie(!) et que c'était à eux que reviendrait le «mérite» de toutes les victoires que nous avions remportées dans notre Lutte antifasciste de libération nationale (!)

J'ai déjà expliqué en détail ce qu'était cette «thèse» et les raisons pour lesquelles elle avait été avancée. Ce que je veux ici, c'est seulement en indiquer un autre aspect: Tuk Jakova était l'un de ceux qui avaient participé à la réunion constitutive du PCA en novembre 1941; durant la lutte et jusqu'en 1955 lui aussi, comme nous tous, avait entendu énoncer maintes fois cette thèse et, loin d'y souscrire, il s'y était opposé vigoureusement. Alors comment avait-il été amené à se dédire et cracher sur lui-même en avril 1955! Sûrement, le «Boiteux» (Dušan Mugoša) qui, selon le mot de passe de l'UDB, «pensait» à ses recrues, avait envoyé à Tuk le signal de passer à l'action. Les autres «thèses» de Tuk étaient toutes celles dont l'équipe khrouchtchévienne avait inondé le marché pour préparer le terrain au XXe

Congrès du PCUS: l'extinction de la lutte de classe; la révision de la ligne suivie par le Parti, et surtout la réhabilitation des ennemis condamnés comme opportunistes et trotskistes; le changement de la composition du CC du Parti; le retour des éléments condamnés à la direction, etc.

Notre Parti fustigea immédiatement, avec force et sans merci «les thèses» et les visées de Tuk et de ceux qui les lui avaient servis. Tuk Jakova ne vit se joindre à lui qu'un seul élément, Bedri Spahiu, connu depuis longtemps comme opportuniste, mégalomane, partisan de la thèse de l'extinction de la lutte de classes, etc. En condamnant ces deux éléments capitulards et antiparti, le plenum du CC du PTA qui se réunit en juin 1955, non seulement exprima la détermination du PTA à ne pas verser dans ce bourbier où les autres partis des pays jusqu'alors socialistes avaient commencé à s'enliser, mais donna dans le même temps une bonne leçon à Tito et compagnie. La première tentative des titistes contre nous dans la période où s'était déclarée l'épidémie khrouchtchévienne, se solda par un échec. Mais, malgré ce triste résultat, la direction yougoslave ne perdit pas espoir, elle ne ménagea pas non plus ses efforts en vue de nouvelles tentatives d'intervention et de diversion en Albanie.

C'était justement l'époque, fin mai-début juin 1955, où, à Belgrade, avait été consacrée la réconciliation retentissante et scandaleuse Tito-Khrouchtchev. On connaît bien notre ferme prise de position contre cet acte honteux.

A peine Khrouchtchev nous eut-il fait savoir, au dernier moment, qu'il allait se rendre lui-même à Belgrade pour se réconcilier avec Tito, lui demander «pardon» des «erreurs commises envers lui» en 1948 et 1949 (!) et publier dans la presse «la décision» (arrêtée par lui-même) d'annuler les Résolutions du Kominform, nous lui envoyâmes une lettre vigoureuse, bien argumentée, lui faisant part de notre désapprobation pour ses actes et surtout pour son annulation des

Résolutions de Kominform.[12] Je notifiai plus explicitement et avec force à la direction soviétique, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Tirana, Lévitchkine, que je rencontrai à plusieurs reprises ces jours-là, notre juste prise de position sur cette question. Mais l'arrangement Tito-Khrouchtchev n'en fut pas moins consommé. Quelques jours après cet acte de trahison, le 17 juin 1955, par les mesures que prit notre plenum du Comité central envers Tuk Jakova et Bedri Spahiu, nous donnâmes directement et indirectement à entendre à Tito et à Khrouchtchev que, loin de souscrire à leurs plans, nous dénoncerions, comme nous l'avons fait, sans merci chacune de leurs tentatives et de celles de leurs agents, visant à nous soumettre. Il convient toutefois de souligner que, bien que nous n'ayons en aucun cas pactisé avec la ligne que nous dictait Moscou et que nous y soyons opposés, nous ne pouvions cependant éviter d'être atteints par le tourbillon qu'elle provoqua. Khrouchtchev et Tito devaient donc s'efforcer tous deux, tantôt de concert tantôt isolément, de nous porter des coups toujours plus efficaces, pour créer ainsi une situation susceptible de réduire l'Albanie au silence.

---

12 «L'expérience quotidienne de notre Parti dans les rapports avec les Yougoslaves, écrivions-nous entre autres dans cette lettre, avant comme après la rupture avec les Yougoslaves en 1948, et jusqu'à ce jour confirme clairement et pleinement, avec de nombreux faits concrets à l'appui, que le contenu de principe de toutes les résolutions de Kominform concernant la question yougoslave, a été parfaitement juste... Selon nous, une décision si rapide (et si précipitée) sur une question de grande importance de principe sans une profonde analyse préalable faite en commun avec tous les partis intéressés à cette question, et à plus forte raison sa publication dans la presse, ainsi que le fait qu'il en serait pris acte aux entretiens de Belgrade, non seulement seraient prématurés, mais susciteraient un grand tort à l'orientation générale... Nous sommes convaincus que cette ligne générale de notre Parti dans les rapports avec la Yougoslavie est juste...» *(Extrait de la lettre du CC du PTA au CC du PCUS eu date du 25 mai 1955. ACP.)*

L'un des événements les plus graves s'inscrivant dans ce processus fut la Conférence du Parti de Tirana qui se réunit en avril 1956. Dans le cadre de la première phase de la montée du révisionnisme khrouchtchévien, elle constitue sans aucun doute la principale tentative de Tito et Khrouchtchev pour renverser la situation en Albanie. La Conférence de Tirana se réunit en avril 1956 très peu de temps après le néfaste XXe Congrès du PCUS. Les faits qui s'y produisirent étaient, du point de vue idéologique, le reflet de ce congrès et de la plate-forme révisionniste qu'il codifia, alors que du point de vue organisationnel ils ne constituaient qu'un complot ourdi par la direction titiste à travers l'ambassade de Yougoslavie, en collaboration. comme cela devait s'avérer plus tard, avec celle de l'Union soviétique.

Que Khrouchtchev, de concert avec Tito, ait fait l'impossible, surtout après le XXe Congrès de février 1956, pour renverser la situation dans tous les pays de démocratie populaire, cela est désormais avéré. Comme je l'ai déjà dit, l'une des premières mesures qu'il prit fut de réhabiliter ceux qui avaient été condamnés à l'époque du Kominform et de les réinstaller à la direction des partis et des Etats de ces pays. Tour à tour Raik en Hongrie, Gomulka en Pologne, Kostov en Bulgarie furent réhabilités, et fut déclenché, entre autres, le prétendu mouvement de démocratisation et de «révision des décisions prises sous l'influence de Staline et du Kominform», etc. Dans plusieurs de ces pays fut légalisée «la nouvelle ligne» de la réconciliation avec les anciens ennemis et de la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, etc. Et les autres pays de démocratie populaire d'Europe, pas plus que la Chine de Mao Tsétoung ne voulurent le laisser distancer dans cette course.

Tito assistait à ce processus avec satisfaction et faisait tout son possible pour lui donner de nouvelles impulsions et l'amener à se développer à son propre avantage. Espé-

rant que le temps était venu pour lui de porter la bannière, il déclara plus d'une fois que c'était sur le régime socialiste que retombait la «responsabilité» de tout ce qui s'était produit, et qu'il fallait, par conséquent, renverser le socialisme «dogmatique», «stalinien», et instaurer à sa place le régime yougoslave, «l'autogestion humaine», «vitale».

Nombreux furent ceux qui attendaient impatiemment cette trahison, maintenant codifiée et convertie en idéologie officielle, et ceux qui se laissèrent duper par elle. Seuls notre Parti et notre pays s'en tinrent fermement à leur ligne antérieure. Cela ne pouvait que faire enrager les missionnaires du révisionnisme moderne, Tito et Khrouchtchev. Voyant qu'ils ne parvenaient pas à réaliser chez nous ce qui s'était produit dans les autres pays, ils décidèrent de revenir à l'ancienne voie, celle des complots. Et Tito était passé maître en la matière.

La Conférence de Tirana était précisément un élément du complot Tito-Khrouchtchev qui visait à renverser la situation dans notre pays. Je dis bien un élément, car leur plan ou leur complot était d'une plus grande envergure. Cette Conférence ne devait servir que de premier pas, permettant de tâter notre pouls, de préparer le terrain, pour aller ensuite plus loin, particulièrement au IIIe Congrès du PTA, qui devait se tenir comme il se tint effectivement peu après la Conférence de Tirana[13].

Mais que se passa-t-il en fait à cette Conférence?

D'abord, à Tirana, comme dans tout le pays, avaient eu lieu les réunions des organisations du Parti, qui se caractérisèrent par la maturité politique, idéologique et organisationnelle de l'organisation de toute la capitale, par l'amour des communistes à l'égard du Parti et de sa direction, pour avoir suivi une ligne juste, par leur détermi-

13 Le IIIe Congrès du PTA tint ses assises à Tirana du 25 mai au 3 juin 1956.

nation de développer encore cette ligne et de la défendre résolument. A ces réunions furent élus également les délégués à la Conférence du Parti de Tirana. Comme je l'ai indiqué, tout marchait normalement jusque-là, l'organisation du Parti de Tirana, comme celles du reste du pays, confirmait une fois de plus sa maturité et la justesse de la ligne générale du Parti. Mais au moment même où les délégués venaient d'être élus et se préparaient pour la Conférence, l'ambassade de Yougoslavie a Tirana reçut l'ordre de mettre en action d'urgence ses agents secrets entraînés de longue date, les éléments insatisfaits, etc. On devine aisément les raisons de cette hâte de Belgrade: les thèses et les décisions révisionnistes du XXe Congrès du PCUS venaient d'être publiées et la direction yougoslave avait jugé qu'elle devait agir au plus tôt. Selon elle, seule une action rapide, secrète et intense en Albanie, pourrait perturber et faire basculer la situation, sinon, il était impossible d'ébranler «la direction stalinienne d'Enver Hoxha». Et les fils du complot commencèrent à être tramés.

Sous couleur de «faire connaître» et de «populariser» les décisions et les thèses du XXe Congrès du PCUS, qui étaient propagées à grand bruit dans le monde entier, les agents des Yougoslaves et les autres éléments dénoncés par le Parti, instruits par l'ambassade de Yougoslavie, se mirent à travailler en secret les délégués à la Conférence. Ils suivirent même une voie «légale»: mettant à profit l'amour du PCUS que notre Parti avait cultivé chez ses membres, ils amenèrent nombre de délégués à demander aux organisations qui les avaient élus, de procéder à un nouveau «débat», suivant l'exemple du «parti frère soviétique», de rassembler des «remarques» et des «critiques», conformes au «nouvel esprit», contre la direction de notre Parti; à appeler les communistes à «tout» révéler du «présent et du passé»; à s'efforcer soi-disant de «corriger les erreurs et les déformations», et cela sous prétexte d'appliquer «la démocratie»,

d'écouter «la voix des masses», et d'«apporter à la Conférence la voix de la base», etc., etc.

Dès le premier jour, et surtout aux premières séances du lendemain, cet «esprit de critique» se fit nettement sentir à la conférence, et, très rapidement, les accusations avancèrent à tel point que la situation devint grave et inquiétante même pour les organisateurs secrets du complot.

Vers midi de cette deuxième journée de la Conférence voilà que Nexhmije [Hoxha] arrive inopinément à Vlore, où je me trouvais depuis une semaine, pour y passer une période de vacances, mais en fait je travaillais au rapport du IIIe Congrès de notre Parti, qui devait se tenir au mois de mai de la même année. Elle me dit que ce jour-là (je m'en souviens fort bien, c'était un dimanche, le 15 avril). Mehmet Shehu et Beqir Balluku avaient demandé à la voir. Mehmet Shehu lui avait dit que «la situation à la Conférence est devenue grave», qu'«on y exige la réhabilitation de Koçi Xoxe, de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu», «le rétablissement des liens avec Tito et le parti yougoslave», etc. «Te te dis tout cela, avait conclu Mehmet Shehu, pour que tu ailles à Vlore et en mettes au courant le camarade Enver. Nous jugeons indispensable qu'il vienne lui-même à la Conférence».

Je tiens à souligner qu'après tout ce que venait de me dire Nexhmije. je ne pouvais plus, même sans «la demande» de Mehmet Shehu, rester un moment à Vlore. Je donnai donc l'ordre qu'on amène ma voiture et. deux heures plus tard, j'étais à Tirana.

L'après-midi du 15 avril, je me rendis donc à la Conférence de Tirana. Je dois dire qu'à peine entré dans la salle où se tenait la Conférence, je me sentis entouré d'une atmosphère qui ne fit qu'accroître ma confiance et mes forces, les délégués, debout, éclatèrent en applaudissements et en acclamations à l'adresse du Parti et de son Comité central. La joie se lisait sur leurs visages maintenant ra-

nimés. C'était clair, les camarades se sentaient délivrés d'une angoisse qui les oppressait depuis près de deux jours. J'en fus encore plus persuadé lorsque je pris la parole. M'étant mis, dans un esprit amical, à expliquer les problèmes et à démontrer la justesse de la ligne générale suivie par le Parti, je vis s'électriser très vite la salle. Les délégués, de leurs places, criaient de temps en temps: «Voilà, la vérité! Vive le Parti!»

Seuls quelques éléments éparpillés çà et là détonnaient dans l'ensemble: lorsque la salle se mettait debout, ils se levaient aussi, car ils y étaient obligés, mais malgré tout ils restaient figés comme des statues. Naturellement, nous n'avions que faire de leurs applaudissements. Il fallait bien les saisir dans notre étau, les contraindre à avouer de leur propre bouche que dans tout ce qu'ils avaient soulevé ils partaient de positions hostiles, antialbanaises et antiparti, qu'ils appliquaient les ordres et les «directives» de la direction trotskiste yougoslave, leur faire rendre compte de tous leurs agissements sinistres. C'est surtout le lendemain 16 avril, qu'il me fallut m'occuper spécialement de ces éléments. Comme je l'ai dit, la première phase d'éclaircissement des problèmes, sur le plan des principes, dans le calme, s'était achevée avec succès. Il s'agissait maintenant de porter un coup écrasant aux comploteurs et à leurs instruments. Je m'adressai nommément à l'un d'entre eux, et lui demandai à brûle-pourpoint de nous «expliquer» ce qui l'avait poussé à formuler ses accusations!

Il se mit à seriner, d'abord comme avec «désinvolture», puis, baissant le ton, il tenta de nous faire croire qu'il aurait apporté «le jugement de son organisation de base».

«Laisse l'organisation de base tranquille! l'interrompis-je, explique-nous plutôt pourquoi, l'autre jour, tu es monté Hans une voiture de l'ambassade de Yougoslavie, dis-nous où tu es allé et quelles instructions tu y a reçues!»

Aussitôt la salle fut secouée d'une vive agitation.

«Je ne m'en suis pas rendu compte, eut l'audace de dire pour «se défendre» l'instrument des Yougoslaves, je l'ai prise pour une des nôtres.

— Mettons qu'au début tu ne t'en sois pas rendu compte, poursuivis-je selon sa «logique», mais lorsque tu es entré et que tu as entendu parler serbe, tu as pris le serbe pour de l'albanais?!»

Ma réplique déclencha l'hilarité générale. L'agent des Yougoslaves blêmit, désemparé, et il balbutiait sans rien trouver à répondre. Il en alla de même avec deux ou trois autres, qui, jusqu'à la veille, s'étaient montrés «irrésistibles» et «impavides», mais qui restèrent maintenant tout à fait isolés et penauds.

Après quoi, je n'eus quasiment plus à intervenir. Les délégués, tour à tour, prirent la parole; avec la sagesse, le courage et l'esprit de critique et d'autocritique, qui ont toujours caractérisé nos communistes, ils firent que la Conférence du Parti de Tirana poursuivit ses travaux et les mena à leur terme avec un plein succès.

La tentative de faire de cette conférence le siège de la première action visant à renverser la direction saine du PTA et de modifier la situation en Albanie, fut ainsi étouffée dans l'œuf.

Au cours de la Conférence, mais surtout par la suite, nous analysâmes avec sang-froid ce qui s'était passé et, comme je l'ai déjà souligné, compte tenu d'une foule de faits, nous en conclûmes que tout avait été organisé par la direction titiste à travers son ambassade à Tirana. De même, nous arrivâmes ces jours-là à la juste conclusion que c'était la plate-forme révisionniste du XXe Congrès du PCUS qui avait inspiré et poussé, aussi bien la direction yougoslave que ses agents en notre sein, à entreprendre cette tentative hostile.

Une fois dénoncés, certains membres du groupe de comploteurs furent exclus du Parti, d'autres, dont il fut

établi qu'ils avaient des liens avec l'ambassade de Yougoslavie (à l'époque on ne disposait pas de renseignements prouvant la complicité de l'ambassade d'Union soviétique), furent traduits en justice.

Mais à l'époque, en raison même des lacunes de nos renseignements, nous ne parvînmes pas à découvrir et à frapper l'atout majeur des réseaux étrangers, qui, mis cette fois en action par l'UDB, remplissait en secret le rôle principal dans le complot ourdi. C'était Mehmet Shehu. Les faits relatifs à l'attitude qu'il avait adoptée à la Conférence ne nous permettaient pas d'arriver à cette conclusion. Maintenant, l'analyse des événements antérieurs et postérieurs et surtout les faits mis à jour après son suicide le 18 décembre 1981 ont permis à notre Parti d'aboutir à des conclusions précises et parfaitement fondées.

Voilà quelle est, dans les grandes lignes, l'histoire de nos rapports avec le PCY et l'Etat révisionniste yougoslave ; c'est, d'une part, l'histoire des interventions, des pièges et des complots successifs qu'ils n'ont cessé de tramer aux dépens de notre Parti et de notre Etat socialiste, et c'est en même temps l'histoire de la juste lutte conséquente de notre Parti et de notre peuple pour ne jamais tomber dans ces pièges et ces complots, pour les découvrir et les anéantir sans leur permettre de nous causer des torts sérieux.

Dans notre effort pour assurer l'essor et le progrès de l'Albanie socialiste, nous avons défini et suivi de manière conséquente la voie que nous avons jugée la plus juste, la voie fondée sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline et qui a toujours exaucé les vœux et les aspirations les plus nobles de notre peuple courageux, travailleur et révolutionnaire. Cette voie a été et demeure celle de la consolidation continue du rôle dirigeant du Parti et de la participation active des masses à toute la vie du pays, de la défense de l'indépendance de la patrie, de l'approfondis-

sement de la révolution dans tous les domaines, de l'élévation graduelle et ininterrompue du bien-être des masses, etc. Nos nombreux ennemis et, parmi eux, surtout les titistes yougoslaves, n'ont jamais épargné aucun moyen et aucune forme de pression pour nous détourner de cette voie, tantôt en usant de menaces, tantôt en «s'intéressant» à nous et en nous reprochant d'avancer «sur une voie erronée», «dogmatique», «stalinienne» etc., etc.

Nous n'avons jamais prêté la moindre attention à ces «conseils» ou «remarques» de nos ennemis, mais, persuadés de la justesse de la voie que nous avons choisie, nous ne nous en sommes jamais écartés. Seul le temps devait montrer et seul notre peuple devait juger si nous avions choisi la bonne voie ou si nous avions fait fausse route. Et, depuis des années, le temps, la réalité ont montré et montrent avec la plus grande clarté qui était dans le vrai et qui était dans l'erreur.

La créature tant vantée de Tito, la Yougoslavie du «socialisme spécifique» et «autogestionnaire», tenaillée par la crise la plus profonde qu'elle ait connue dans son histoire, se trouve maintenant dans une situation très grave, sans issue.

Le système yougoslave est réduit à un état piteux, le cours même des choses a rejeté les masques et les illusions. Le vernis factice, la publicité tapageuse à propos d'un «bien-être qui ne se rencontre nulle part»(!), d'«une Yougoslavie de la liberté et de l'abondance» (!) ont cédé la place à la crise générale, à la pauvreté et au chômage croissant, à l'inflation galopante, à la pénurie toujours plus accentuée même des produits de première nécessité, etc.

Comme pour Tito sur son lit de mort, les impérialistes et les social-impérialistes s'efforcent, par tous les moyens, de faire durer le système yougoslave, de le maintenir encore en vie, bien que la gangrène l'ait rongé de la tête aux pieds. Mais aucune transfusion de sang, qu'elle vienne de Washing-

ton, de Moscou, de n'importe quelle banque ou de n'importe quel fonds international, ne saurait le guérir. Telle est la fin logique de toute théorie et pratique révisionniste. Les prêteurs impérialistes et social-impérialistes ne sortent pas leur argent de leurs coffres parce qu'ils plaignent les peuples de Yougoslavie, mais parce qu'ils ont le souci de leurs intérêts politiques et économiques dans ce pays, parce qu'ils pensent étendre ou renforcer les domaines que Tito leur a vendus depuis longtemps en échange des crédits qu'ils lui ont accordés. Mais si, pour un temps, on a cru que c'était la Yougoslavie qui gagnait à ce jeu dangereux, maintenant le moment est venu où elle se prépare à se vendre au plus offrant des impérialistes et des social-impérialistes. Obérée à l'extrême, ébranlée dans ses fondements et sous tous les aspects, dépourvue de toute perspective claire, des moyens et des forces nécessaires pour trouver la voie de son salut, c'est à cet état qu'a été réduite aujourd'hui la Yougoslavie titiste et autogestionnaire.

Nous ne pouvons pas être indifférents à cette situation très grave et dangereuse non seulement pour les peuples frères de Yougoslavie, mais aussi pour la paix et la sécurité dans les Balkans et au-delà des Balkans. Nous n'avons jamais voulu de mal à ces peuples, bien au contraire, nous avons toujours souhaité entretenir avec eux des rapports de bon voisinage, et nous nous sommes exprimés dans ce sens. Les Tito et leurs successeurs actuels nous ont accusés et nous accusent injustement de troubler les situations et d'intervenir dans leurs affaires intérieures. Non, ils ont le mal dans leur sein, ils l'ont semé et fait croître de leurs propres mains, ils doivent donc le voir et le combattre là où il se trouve.

C'est tout le contraire qui se produit dans notre pays engagé dans la voie de la construction socialiste. Appliquant avec esprit de suite les principes marxistes-léninistes dans l'édification et la conduite de toute son existence, l'Albanie

socialiste, sûre d'elle-même, n'a cessé d'avancer, pas à pas, sans tendre la main à personne. Nous avons rencontré de nombreux obstacles et difficultés, nous les avons affrontés sans les craindre, nous avons consenti, en toute conscience, à des privations et sacrifices, mais nous nous sommes toujours guidés, comme une famille ménagère de son bien, sur le principe consistant à construire non seulement pour nous-mêmes et pour améliorer de jour en jour l'existence de nos générations, mais aussi pour faire en sorte que la vie des générations à venir soit plus sûre, plus heureuse et plus prospère. Notre peuple merveilleux a compris que le Parti lui indiquait la juste voie, il a pris conscience de cette réalité et a mobilisé toutes ses forces intellectuelles et physiques pour mettre en œuvre les enseignements et les directives du Parti. Chaque génération, chez nous, lutte et travaille pour laisser en héritage aux générations à venir une Albanie qui soit toujours plus solide, une Albanie libre et indépendante à jamais, une Albanie radieuse à laquelle s'ouvrent des perspectives encore plus brillantes.

Ainsi donc, avec le Parti à notre tête, avec sa ligne marxiste-léniniste comme boussole, nous ne cesserons de travailler d'arrache-pied, de faire preuve de vigilance, de tremper encore notre unité, d'avancer unis, Parti et peuple, comme un seul homme, pour préserver toujours l'honneur et le renom de notre Parti héroïque, pour élever sans cesse le prestige de l'Albanie socialiste et défendre l'indépendance sacrée de notre patrie. Voilà quelle a été et demeure la noble mission de notre Parti du Travail. Nous avons consacré et consacrerons à cette mission toute notre vie, nos forces et nos énergies, pour le plus grand bien de notre peuple et du socialisme.

Extrait de «Les Titistes», éd. alb., Tirana, 1982.

RENDRE LA FEMME PLUS ACTIVE POUR AFFRONTER LES PROBLEMES DE LA SOCIÉTÉ

Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA

21 janvier 1983

Le Parti doit mener constamment et partout un intense travail idéologique et politique et social, notamment dans les régions montagneuses reculées où subsistent encore des survivances patriarcales qui se manifestent sous diverses formes, comme l'attachement aux anciennes structures fondées sur l'institution du *bajrak*, le sentiment de propriété privée, l'esprit de clan et le renforcement des liens de la famille patriarcale. Les camarades du Parti dans ces régions doivent analyser attentivement ce problème, parce qu'il constitue l'une des causes essentielles de l'état arriéré des campagnes même dans le domaine de l'économie. Je le dis parce que la majorité des hommes dans ces régions travaillent dans les entreprises économiques ou dans des mines, cependant que les femmes constituent la principale force de travail de la coopérative. Et pour que la coopérative progresse il faut que la femme affirme sa personnalité dans tous les domaines de la vie, dans le travail, au sein de la société et de la famille.

Premièrement, il faut que la femme prenne conscience de ses valeurs sociales, de ses capacités de direction

et de production dans l'économie, car ainsi se rehausse et se renforce son autorité. De cette manière, elle associera ses capacités économiques à celles de l'homme et ne sera plus liée aux «chaînes» de l'homme. Il est vrai que l'homme, s'il travaille à la mine, est un peu plus avancé que la femme, mais il n'en conserve pas moins des conceptions et des pratiques patriarcales que d'une façon ou d'une autre il manifeste au sein de la famille. Dans certaines coopératives agricoles on observe un esprit de conservatisme, qui entrave le remplacement du travail manuel par des machines agricoles.

Cette conception erronée sera extirpée si la femme, qui constitue la force principale de travail dans les coopératives, fait plus fortement entendre sa voix et insiste sur la nécessité d'utiliser les machines cultivatrices qui allégeront énormément son travail. Dans les régions montagneuses reculées aussi il faut donc travailler plus intensément pour élever la femme au niveau d'émancipation qui lui permettra de parler avec courage, de réclamer sans timidité l'introduction du nouveau dans la vie et dans la production, en assumant un pouvoir de décision. Mais si la femme n'a pas encore compris que l'utilisation de ces machines est à son avantage, cela prouve seulement l'insuffisance du travail mené par le Parti dans cette région. La production aussi a sa politique. Et l'esprit de progrès ne peut pénétrer dans la production sans un fructueux travail préalable d'explication. C'est là un aspect de la question.

D'autre part, il faut tenir compte aussi de la situation sociale des gens, du degré de leurs connaissances techniques, parce que c'est ainsi que peut être accompli ce travail fructueux qui conduira à un développement général, politique, social, culturel et technique, des travailleurs. En d'autres termes, le Parti, dans l'ensemble de son action, doit considérer les problèmes comme étant

étroitement liés entre eux et se montrer très attentif. Tout problème intéressant l'Etat doit être soutenu par une politique avisée du Parti, non stéréotypée, adaptée à la situation et au terrain où il déploie ce travail politique.

Le problème de la manière de traiter les femmes et les enfants ne se pose pas du tout de la même façon dans les zones de montagne et dans les zones de plaine. Dans l'approche de ce problème les zones de plaine sont plus avancées que les zones montagneuses. Pourquoi? Parce que les gens là-bas ont mieux appliqué la ligne du Parti, pour le développement de l'économie coopérative, et ont par conséquent obtenu de plus gros revenus qu'ils ont su employer judicieusement pour l'amélioration de leur bien-être.

C'est pourquoi dans les régions du Nord où se font jour de telles faiblesses, il faut mener un travail politique plus différencié. A cette fin, le Parti, dans ces districts, doit mener plus sérieusement sa politique des, cadres.

Prenons le problème des admissions dans le Parti. Naturellement, le critère des admissions doit être fondé sur une bonne connaissance de l'aspect social et économique des districts ainsi que des vues qui y prévalent. Ces critères peuvent être différents d'une région et d'une zone à l'autre; l'essentiel, toutefois, c'est d'admettre dans le Parti les éléments les plus avancés, de ne pas laisser ce processus suivre indifféremment son cours, mais de le diriger constamment dans le juste sens. Si dans quelque district, jusqu'à présent, ce problème a été conçu différemment, c'est que le Parti n'y a pas dirigé ce travail comme il convient.

Des cas particuliers ressort le général et L'examen comparatif de chacun de ces cas d'un district à l'autre permet de déterminer la juste voie à suivre pour tous.

Dans l'ensemble, les districts ont enregistré des progrès dans leur développement économique. On constate un progrès général, mais on observe aussi des progrès partiels et certains districts sont plus avancés que d'autres. Et puis, il y a aussi des zones qui ne progressent pas parallèlement avec le développement général du district. Il y a donc des nuances que le Parti doit déceler et étudier parce que c'est seulement ainsi qu'il peut diriger, conseiller, approuver ou désapprouver les décisions prises par les organisations de base du Parti. Cela permet à l'appareil du comité du Parti de contrôler effectivement l'accomplissement des tâches du plan dans les diverses zones du district.

On a dit ici qu'une équipe de cultivateurs à la coopérative agricole de Maqellare avait réussi à obtenir de hauts rendements en maïs parce que le chef d'équipe, à part ses capacités de direction et d'organisation, mettait à profit l'expérience avancée. Dans ce cas-ci, il ne faut pas seulement se réjouir du fait que ce chef d'équipe a obtenu de hauts rendements en maïs, mais tirer aussi des conclusions et chercher à comprendre pourquoi il a obtenu ces rendements alors que ceux des autres sont inférieurs. Ce phénomène doit constituer un objet d'étude de l'organisation du Parti de cette coopérative.

Je pense qu'il faut apprendre aux cadres et aux travailleurs du Parti à suivre le développement du pays du point de vue tout à la fois politique, idéologique, moral et social afin de renforcer le sentiment du collectivisme et du socialisme, et de raffermir les nouvelles normes de notre société. Cela permettra de faire entreprendre des études non seulement par des équipes, mais en recommandant aussi aux organisations de base du Parti de définir les facteurs moraux et politiques ou patriarcaux qui freinent le développement économique.

Si nous connaissons bien la situation d'un district,

d'une région ou d'une coopérative, et si l'on s'emploie sérieusement à l'assainir, grâce à un travail non seulement individuel mais aussi organisé, en présentant des rapports, en organisant des réunions sérieuses et pas seulement avec des phrases, en mettant le doigt sur la plaie ou les choses à nu, on obtiendra alors sans faute de bons résultats. Cela veut dire effectuer un travail vivant de parti pour l'éducation politique, idéologique et morale des gens et l'on verra alors comment leur niveau de conscience s'élèvera et comment les membres du Parti s'érigeront en exemple en se mettant à l'avant-garde.

Pour réaliser le plan il faut que tous les gens, membres du Parti ou non, soient élevés au niveau politique dicté par la situation et les problèmes qui surgissent, afin qu'ils comprennent les nouvelles méthodes de travail et la technologie avancée à appliquer dans la production. C'est seulement ainsi que nous enregistrerons des progrès sensibles dans l'accomplissement des tâches économiques. Si le secrétaire du comité du Parti d'un district s'enferme dans son bureau et cherche de là à s'informer des résultats obtenus par telle ou telle équipe, des objectifs du plan réalisés par tel ou tel secteur, il ne sera pas en mesure de faire le travail du Parti. C'est une chose qu'il ne faut pas oublier. A mon avis, le fait que le président du comité exécutif est doublé dans l'accomplissement de ses tâches par le secrétaire du Parti du district donne l'impression que ce dernier s'affaire, mais en fait il s'occupe d'un travail qui incombe à un autre. Le secrétaire a d'autres questions importantes à traiter sans lesquelles le plan ne peut être réalisé. Les femmes n'utiliseront pas les cultivatrices s'il ne leur est pas expliqué constamment par un travail politique que ces appareils sont indispensables, et si elles ne sont stimulées et vivifiées par le Parti et ne prennent conscience de la force de leur pensée, de leur action et de leur capacité à la maison et en dehors de la maison.

Cela, C'est le travail du Parti. Quand j'ai visité la ville de Puke, il y a quelques armées, j'ai été étonné du niveau d'émancipation des femmes. Nous sommes entrés dans une salle pour déjeuner et j'ai été très impressionné de voir les femmes et les jeunes filles venir tour à tour pleines de vie me rencontrer et causer avec moi. Et il fallait voir comment elles parlaient, mieux que les hommes, sans la moindre timidité.

Les travailleurs du Parti doivent revoir dans leur travail toutes les mesures prises et les succès obtenus qui ont donné à notre pays une impulsion, comme l'est, entre autres, l'émancipation de la femme, pour constater les changements survenus à l'époque du Parti et les transformations accomplies, etc., afin d'être en mesure de renforcer et de mener comme il convient et toujours mieux le travail idéologique et politique, organisationnel et de propagande. Le Parti, dès l'époque de la Lutte de libération nationale, a commencé son travail pour l'émancipation de la femme. Dès lors, il mit l'accent sur le rôle décisif de la femme dans la Lutte de libération nationale comme sur celui qui devrait être plus tard le sien dans la construction de la société socialiste. Et depuis ce temps-là un grand pas en avant a été fait concernant l'émancipation de la femme, une grande transformation ou mieux encore une révolution s'est accomplie dans la vie et dans l'activité des femmes de notre pays. Aujourd'hui la situation quant à l'émancipation de la femme et la façon de la concevoir ne sont plus les mêmes qu'il y a plusieurs années. Actuellement, la femme chez nous en général est émancipée. Une masse considérable de femmes, surtout dans les villes, ont des emplois. On ne peut plus discuter avec elles comme on discute aujourd'hui encore avec les montagnardes, bien que celles-ci aussi aient beaucoup progressé. Mais les femmes citadines sont bien plus avancées parce que leur vaste participation à la production et aux divers secteurs de

l'économie du pays a beaucoup développé leur personnalité. Elles organisent elles-mêmes leur vie, elles aiment leur compagnon d'existence, l'écoutent et le respectent, mais, avec l'autorité et la personnalité qu'elles se sont créées au sein de la société et de la famille, elles font en sorte que les hommes aussi les respectent et les écoutent.

L'émancipation des femmes dans les villes a atteint un plus haut niveau, c'est pourquoi le travail du Parti vise encore plus haut, à leur faire encore affirmer leur personnalité. En assimilant bien les connaissances nécessaires à son travail, la femme doit devenir capable d'exprimer plus librement ses idées, soit à titre individuel, soit publiquement, et de les défendre avec force, surtout dans les campagnes. L'émancipation de la femme n'a pas atteint le même niveau dans tous les villages ni dans tous les districts. Chaque région a ses particularités. Dans la région de Dibër, par exemple, le Parti doit mener un travail encore plus opiniâtre que dans d'autres districts pour la simple raison que là le sentiment d'appartenance à la gens, l'esprit de clan et le sentiment de supériorité masculine subsistent de façon latente au sein de la famille. Ce qui dans le domaine de l'émancipation de la femme peut apparaître comme un acquis, peut fort bien n'être qu'un habit. Le paysan est rusé, il ne se démasque pas pour ne pas être la cible de l'opinion, mais il cherche quand même à garder son autorité sur sa femme. Il est certain qu'il dit à sa femme mais pas en public: «Hors de la maison je ferai comme les autres, mais quand tu seras rentrée ici, je te ferai marcher à la baguette».

Ceux qui n'ont pas encore compris comme il se doit l'importance idéologique et politique de la force de la femme et de son rôle exercent une influence négative. C'est pourquoi, le Parti, à cet égard, doit user de son ascendant sur les masses et renforcer le travail politique auprès d'elles. On a accompli certains progrès dans la com-

préhension de ce problème, mais il y a encore à faire dans ce sens. Il est vrai qu'actuellement la femme est entrée dans la production, mais auparavant aussi elle travaillait. Il ne faut pas oublier qu'en général, dans les campagnes, la femme a toujours travaillé, qu'elle a été une espèce d'esclave. A présent, après la véritable révolution qui a été accomplie pour son émancipation, on en est au point que la femme, au travail et au sein de la société, se sent l'égale de l'homme. Mais à la maison, la soumission à l'autorité de l'homme existe aussi sous la forme du respect. Seulement il faut bien comprendre que respect ne signifie pas pour la femme ne pas pouvoir dire ce qu'elle pense à son mari, et se soumettre à lui. Elle doit respecter son mari dans ses idées justes, mais lui mettre en évidence ses jugements erronés.

C'est pourquoi en matière d'émancipation de la femme n'en restons pas aux anciennes formules et conceptions sur le travail à mener dans ce sens. Il faut pour chaque situation fournir des explications nouvelles et user de formes de travail politique et idéologique plus avancées comme l'exigent les progrès enregistrés dans la solution de ce problème. Actuellement, dans les rapports sociaux, même dans les montagnes, nous sommes en présence d'une conception très éloignée non seulement du temps du coutumier de Lek Dukagjini, mais de l'année 1939 et des années qui suivirent. C'est vrai, la vie là-haut aussi a beaucoup progressé. Mais il s'agit d'y instaurer une juste compréhension de l'émancipation. C'est pour cela que le Parti doit raffermir son travail dans ces régions.

L'émancipation se traduit par un niveau de formation politique, idéologique, moral et social, qui nécessite pour être atteint un travail politique clairvoyant, adapté au degré de formation de la femme. Compte tenu du niveau de formation atteint actuellement par les femmes de chez nous, on ne peut plus leur parler en usant de stéréotypes,

il faut user d'un langage bien adapté à la réalité et conforme au niveau de développement du groupe de femmes auprès desquelles on travaille. Il s'agit de rendre la femme plus opérante face aux problèmes auxquels est confrontée la société, de la rendre capable de juger elle-même les côtés positifs d'une action menée pour résoudre un problème qui se pose à elle ou à la société.

Je pense que c'est ainsi que nous devons comprendre le problème de l'émancipation de la femme. Le temps est révolu à jamais où par émancipation de la femme, on entendait le travail à mener auprès d'elle pour lui faire ôter la voile et extirper de sa conscience les convictions religieuses. Bien entendu, maintenant non plus, il ne faut cesser la lutte menée contre les survivances religieuses et les coutumes rétrogrades, mais ce qui est essentiel c'est d'élever le niveau de formation politique et idéologique de tous les gens, non seulement des montagnards mais aussi des citadins et des communistes, ce qui contribuera à la formation de justes conceptions sur la société, sur les diverses couches de la jeunesse et sur les rapports entre garçons et filles, entre hommes et femmes et sur d'autres problèmes sociaux.

Rapports et Discours 1982-1983

ÉLEVER ENCORE LE NIVEAU DES SCIENCES QUI ÉTUDIENT NOTRE HISTOIRE, NOTRE LANGUE ET NOTRE CULTURE NATIONALES

Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA[1]

9 mai 1983

Qu'il me soit permis d'intervenir moi aussi sur certains problèmes soulevés par les camarades de l'Académie des sciences.

J'approuve dans l'ensemble le rapport qui nous a été présenté, mais je voudrais profiter de cette occasion pour vous faire part de quelques réflexions et apporter quelques réponses aux questions qu'il pose.

Il faut reconnaître que de bons résultats ont été obtenus dans les études menées sur l'histoire de notre langue, sur l'histoire de la culture de notre peuple, etc. Elles ont porté sur les étapes et les problèmes capitaux du progrès historique de notre peuple, de sa culture et de sa langue. Elles ont également abouti à des conclusions scientifiques et politiques de valeur, et contribué à la formation et à la consolidation de l'école albanaise mar-

1 A cette réunion il a été discuté du rapport présenté par l'Académie des sciences de la RPS d'Albanie «Sur le niveau de nos sciences albanologiques et les tâches qui nous incombent pour raffermir leur rôle».

xiste-léniniste dans nos études historiques et linguistiques, ainsi que dans le domaine culturel en général.

Comme les autres camarades de la direction, j'ai suivi de près les activités scientifiques organisées à l'échelle nationale par l'Académie des sciences et les institutions qui en dépendent. J'estime qu'elles ont été bien préparées et d'un niveau satisfaisant. J'ai lu certains des documents des conférences tenues et j'ai constaté qu'ils illustrent dignement nos succès dans les sciences historiques, linguistiques, archéologiques et dans la culture populaire. J'ai vu aussi que de bonnes publications paraissent dans ces Secteurs. Je ne peux pas affirmer les avoir toutes lues, mais j'en ai feuilleté un bon nombre et remarqué qu'elles traitent de questions sérieuses qui éclairent des étapes historiques d'une grande importance. Ces publications contribuent à faire connaître à notre jeune génération et à nos travailleurs le passé historique et la riche culture de notre peuple tout en étant, bien entendu, utiles aussi à nos jeunes chercheurs dans leur travail.

L'ouverture du Musée historique national[2] à été une réalisation considérable à laquelle vous avez apporté une précieuse contribution grâce à vos recherches dans les domaines de l'histoire, de l'archéologie et de notre culture populaire. D'autre part, la publication du Dictionnaire de l'albanais contemporain et de divers travaux sur la linguistique et l'orthographe albanaises constituent un succès notable. Par ces publications, par vos articles parus dans nos journaux et revues, ainsi que par vos émissions radiotélévisées, vous avez, camarades, contribué grandement à l'unification de l'albanais littéraire, œuvre d'une

2 Un des plus importants établissements socio-culturels du pays, inauguré le 28 octobre 1981 à la veille du 40e anniversaire de la fondation du PTA et quelques jours avant l'ouverture de son Ville Congrès. Le camarade Enver Hoxha prit part à la cérémonie organisée à cette occasion.

extrême importance, d'autant plus que les Albanais de Kosove ont eux aussi adopté cette unification.

Par ailleurs, les données archéologiques attestant l'origine illyrienne de notre peuple constituent des matériaux d'un grand prix.

Quant au dictionnaire encyclopédique en cours de rédaction sous la direction de l'Académie des sciences, il faut le considérer comme une entreprise très importante et un ouvrage d'une grande portée scientifique. Dans ce travail, les thèmes et les articles d'histoire ou concernant les autres sciences, doivent être, à mon avis, conçus et traités avec objectivité, bien documentés et concis. Je veux dire par là que chaque thème ou article doit être bien synthétisé et assez clair pour pouvoir aider et orienter tous ceux qui sont désireux de connaître et d'étudier plus à fond les problèmes. En lisant de temps à autre certaines encyclopédies françaises, j'ai constaté qu'en général leurs thèmes et leurs articles, même relativement brefs, sont le fruit des efforts communs de deux ou plusieurs auteurs.

Notre histoire, ses étapes, forment un tout. Etudier notre histoire signifie étudier chacune de ses étapes et établir de justes rapports entre elles. Il faudrait attacher une plus grande attention à l'étude de l'histoire récente, de la période du régime antipopulaire de Zogu et, en particulier, de la période de la révolution et de l'édification du socialisme dans notre pays. Nous ne devons pas attendre que les problèmes de la révolution et de la construction socialiste passent «dans l'histoire» avant de devenir un objet d'étude. Je ne veux pas dire par là que les études manquent dans ce domaine, mais elles sont peu nombreuses et progressent plutôt lentement. Cela n'implique nullement qu'il faille cesser d'étudier le passé. Les secteurs qui s'attachent à l'étude de l'antiquité et du moyen-âge poursuivront nécessairement leur activité

conformément à leurs plans de travail. Les études menées et à mener sur la genèse et la formation de notre peuple, sur les principales étapes de son développement font partie intégrante de notre histoire et de notre culture populaire.

L'étude de notre histoire passée a été conditionnée par d'autres facteurs également. Nous avons dû chercher à élucider certains problèmes fondamentaux de notre formation nationale et de notre résistance populaire, car nos chercheurs, naguère, n'avaient que des connaissances fragmentaires et sporadiques, et, d'autre part, les conclusions des hommes d'étude étrangers, même des albanologues les plus éminents, ne sont pas fondées sur la méthodologie marxiste-léniniste. Leurs études s'appuient surtout sur l'enregistrement des faits historiques, ils en ont tiré des conclusions, mais limitées. Certains chercheurs étrangers ont présenté leurs études consacrées à l'Albanie sous la forme et sur le plan convenant aux visées rapaces des Etats impérialistes qui s'efforçaient de démembrer et d'occuper notre pays ou de dénigrer l'histoire de notre peuple. Les conditions créées par le triomphe de la révolution populaire et l'instauration du pouvoir du peuple sous la direction du Parti ont permis de transférer le centre des études sur l'Albanie de l'étranger à notre pays. Nos institutions de recherche ont ainsi pris elles-mêmes en main les études sur notre histoire passée.

Nos chercheurs se trouvaient confrontés à des tâches importantes; ils devaient, d'une part, faire la lumière, avec un sentiment de responsabilité, sur les problèmes-clés de l'histoire et de la culture passée de notre peuple, et cela en s'appuyant solidement sur les lois de notre science marxiste-léniniste; et, d'autre part, en tant que fils de ce peuple, de ce sol, asseoir leurs études sur un fond purement albanais et sur notre réalité nationale. Cette mission que notre peuple et notre patrie socialiste leur

ont confiée, ils l'ont assumée et ils s'en acquittent avec succès.

Dans l'étude des problèmes qui nous sont propres, le facteur intérieur et le facteur idéologique ont toujours été primordiaux. C'est pourquoi les études effectuées par nos hommes de science sont incontestablement plus approfondies et d'un niveau plus élevé que celles de tout albanologue étranger, quelle qu'ait été ou soit encore son autorité scientifique.

Nous avons été obligés d'étudier la genèse de notre peuple et d'autres problèmes, car se sont là non seulement des problèmes scientifiques, mais aussi de grands problèmes politiques. Les conclusions auxquelles ont abouti ces études nous ont aidés à faire obstacle aux forces réactionnaires et agressives étrangères.

L'Albanie n'a cessé d'attirer l'attention de nombreux chercheurs, historiens et hommes politiques étrangers. Il y a encore aujourd'hui à l'étranger des centres scientifiques et culturels qui se consacrent à l'étude de l'Albanie, de la langue de son peuple, de sa littérature, de sa culture et aussi de son système économique, social et politique.

Les buts visés par ces chercheurs ont été des plus variés. Certains ont eu des objectifs purement scientifiques, car le monde albanais, l'histoire, la langue et la culture de notre peuple constituent un élément fondamental de l'explication de beaucoup de phénomènes balkaniques et européens. D'autres, dans leurs études sur l'Albanie, se sont sentis inspirés par les hautes vertus politiques et morales de notre peuple, ce que nous n'avons pas manqué d'apprécier. Les études effectuées par des albanologues étrangers gardent leur valeur scientifique si elles se fondent sur notre réalité, si elles se penchent sur cette réalité avec objectivité et bienveillance, et si elles s'alimentent aussi aux études de nos propres chercheurs.

Mais il est aussi de prétendus savants qui regardent notre réalité avec les lunettes de ceux qui les ont formés comme des contingents appelés à nuire à notre pays. Ils analysent les faits et tirent des conclusions à partir de positions politiques et idéologiques hostiles, pour dénigrer notre peuple et désinformer l'opinion progressiste internationale.

Notre Académie des sciences et les institutions qui en dépendent doivent combattre très activement les conceptions et les vues antiscientifiques, antialbanaises et chauvines de ces prétendus savants bourgeois et révisionnistes. Nous devons toujours être à l'attaque, comme nous le sommes dans l'idéologie et la pensée théorique marxiste-léniniste. Fondées sur la conception marxiste-léniniste révolutionnaire du monde et fortes du niveau élevé qu'elles ont atteint, nos sciences sont en mesure d'intensifier toujours plus leur lutte pour dénoncer les vues et les conceptions antiscientifiques des chercheurs bourgeois et révisionnistes, et affirmer la vérité historique, sur l'Albanie socialiste et les transformations grandioses qui y ont été accomplies.

Je n'ai rien de contraire à ce que notre Académie des sciences, afin d'obtenir de nouveaux succès dans nos études et de les confronter avec celles des étrangers, élabore un programme de formation des cadres nécessaires qui, toujours en fonction d'une connaissance plus approfondie de nos problèmes, étudieront l'histoire, la langue et la culture populaire des pays voisins du notre, un programme de formation de nos propres balkanologues et hellénistes, de nos propres chercheurs qui s'adonnent à la philologie et à la littérature slave, turque, allemande, etc. Mais je voudrais aussi ajouter que nous devons être réalistes à ce sujet, que ce programme doit être un programme à long terme, que nous avons à satisfaire d'autres besoins, plus urgents et plus immédiats que les demandes

que vous avancez. Les plans de travail des institutions de l'Académie des sciences ne comportent pas de programme complet prescrivant, par exemple, l'étude de la paysannerie albanaise à différentes étapes de notre histoire. Et l'on peut dire que jusqu'à quelques décennies encore l'histoire de la paysannerie albanaise s'identifiait à peu près avec celle du peuple albanais.

Il est notoire qu'au cours de l'évolution sociale au moyen âge, et par la suite également, les destinées de notre pays ont été étroitement liées au sort de la paysannerie, car celle-ci représentait l'immense majorité de la population, elle luttait pour la terre, pour la défense de la patrie.

Notre paysannerie dans l'ensemble est homogène, mais on observe aussi, dans son évolution, de nombreux traits spécifiques que personne n'a pris la peine de mettre en lumière et d'étudier de manière détaillée. Nous ne sommes pas sans savoir que le développement et les traits propres à nos montagnards du Nord diffèrent des caractéristiques fondamentales des paysans de l'Albanie centrale ou septentrionale. Dans une étude sur la paysannerie il serait erroné de méconnaître ces particularités. Au cours des siècles, nos paysans ont non seulement combattu mais ils ont vécu sur ce sol. Nous devons donc étudier leur vie et leur combat sur ce sol, chez eux et hors de chez eux. Une étude sur la paysannerie albanaise doit absolument prendre en compte la lutte des classes, car toute étude réellement scientifique doit aussi refléter cette lutte.

Le peuple albanais, et, avec lui, notre paysannerie, a mené, au cours de son histoire, deux sortes de luttes. Il s'est battu contre divers occupants, contre l'Empire ottoman et les Etats voisins qui cherchaient à démembrer son pays. Mais ce combat n'a pas été le seul qu'il ait livré. Le peuple albanais a également lutté chez lui contre les

féodaux, les *bayraktars*, les beys et plus tard contre la bourgeoisie capitaliste. Mais disposons-nous d'une étude d'ensemble ou d'études particulières sur ces questions de notre paysannerie? Je peux dire que non.

Avant tout, nous ne devons pas oublier l'aspect économique de l'évolution de notre paysannerie, en rapport notamment avec la propriété, le travail, les impôts et autres redevances. Nous évoquons, par exemple, le Tanzimat, mais les impôts que les Albanais devaient payer dans le cadre de ce système auquel ils opposaient souvent une résistance armée, n'étaient pas les seuls qui pesaient sur eux. Le peuple était aussi soumis à d'autres redevances et impôts, et pratiquement spolié. Et pour qui? Par les beys, les agas, les *bayraktars*, les usuriers et d'autres.

C'est là tout un domaine dans lequel notre paysannerie pauvre et moyenne s'est heurtée aux gouvernants du pays, aux *bayraktars*, aux beys et aux gros propriétaires fonciers. C'était une lutte de classes. Et, au cours de cette lutte, une différenciation s'opérait au sein de notre paysannerie, des alliances stables ou temporaires étaient conclues. Mais quelques phrases ou paragraphes ne suffisent pas à expliquer ces problèmes, c'est pourquoi nos chercheurs doivent les examiner à fond, les traiter dans des monographies de caractère scientifique, et cesser de nous ressasser des généralités en tournant autour du problème sans brosser un tableau clair de cette partie de l'histoire de notre peuple, sans découvrir rien de neuf et sans aboutir à de nouvelles conclusions.

Pour étouffer la lutte de classe de notre paysannerie contre les riches et les *bayraktars*, les classes dominantes ont établi des lois et élaboré le droit coutumier. Mais connaissons-nous bien ces lois et ce droit? Les avons-nous analysés à fond? Nous en sommes restés à l'étude de Shtjefën Gjeçovi sur le *Kanun*, qui est certes impor-

tante, mais loin d'être exhaustive. Shtjefën Gjeçovi a le grand mérite d'avoir publié ce coutumier, mais je crois savoir, si je ne m'abuse qu'aucun de nos savants n'est allé au fond des choses non seulement pour commenter l'ouvrage de Gjeçovi ou, mieux encore, pour étudier l'histoire des lois, des coutumes et des normes en vigueur chez nous au cours des siècles.

Certains se plaignent de manquer de documents. Je pense que nous n'en manquons pas. Nous disposons, entre autres, de l'ouvrage de Marin Barletius qui constitue une base importante pour les études à mener dans ce domaine. La lecture de cet ouvrage apprend à nos scientifiques les événements qui se sont produits en Albanie au XVe siècle, elle les instruit sur le niveau de développement, à l'époque, de notre société et de la paysannerie albanaise non seulement du point de vue historique, mais aussi sur les plans culturel, économique, etc. Tous les combats livrés par la suite, après la mort de Skanderbeg, ont eu certaines causes. Ces causes doivent être étudiées, il faut bien définir le caractère de chacune de ces luttes et éviter d'en réduire l'analyse à des formules du genre «ce combat était un mouvement fortuit, car il lui a manqué une direction idéologique», cet autre doit être considéré «comme une révolte et non pas comme une révolution» ou inversement.

Nous devons écrire l'histoire de notre peuple, notamment celle de notre paysannerie, en toute objectivité, avec une rigueur scientifique fondée sur la méthodologie marxiste-léniniste, la plus scientifique de toutes les méthodologies, faute de quoi nous ne saurions expliquer correctement les profondes transformations réalisées et les survivances, encore tenaces, qui existent actuellement dans la psychologie de nos paysans et que nous analysons périodiquement. Pour pouvoir combattre efficacement les survivances petites-bourgeoises, appliquer comme il convient les justes orientations du Parti en ce domaine, nos

hommes de science doivent étudier ces survivances, pénétrer à fond chaque problème, son évolution et son cheminement jusqu'à l'étape actuelle. Ainsi combattrons-nous encore plus efficacement les survivances que je viens d'évoquer.

Un autre problème, qui se rattache au développement historique de notre pays, est celui de la famille paysanne, de son évolution. Nous parlons de famille patriarcale. Mais comment était cette famille ? Quelle a été son évolution et quand s'est-elle émiettée? Qu'est-ce que le *fis*? Et le *bayrak*? Et les preux? Que représente le cycle de nos chansons de geste? Ces preux sont nés, ont vécu et se sont battus sur ce sol. Notre peuple a chanté leurs hauts faits. Us ont lutté pour défendre notre paysannerie, l'aider à résoudre ses problèmes sociaux et économiques, ils ont épousé ses sentiments et ont montré leur vaillance et leur noblesse d'âme. Si, donc, nous n'étudions pas le terrain qui les a produits, si nous nous contentons d'analyser les chants que le peuple leur a dédiés ou de leur consacrer seulement quelques conférences ou analyses littéraires, sans pour autant étudier et expliquer le fond dont ils sont issus (car ils sont issus d'une société donnée et ont grandi dans des situations et des circonstances données), ce que nous écrirons à leur sujet restera comme en l'air, manquera de fondements.

La famille paysanne en Albanie revêt différents traits. Son étude comporte une multitude de sujets. Elle n'est pas identique dans les montagnes et dans les zones de collines ou dans les plaines, à Shkodër ou à Gjirokastër, dans la Myzeqe ou à Dibër, etc. Et pourtant, je ne vois pas entreprendre d'études dans ce sens. En outre, les coutumes, les sentiments et les goûts au sein de la famille sont autant de sujets d'étude. Je ne m'étendrai pas davantage, camarades, mais il reste encore d'autres questions à traiter.

Prenons, par exemple, le temps du régime de Zogu. En ce qui concerne la période antérieure et postérieure à 1924, nos chercheurs n'ont envisagé et mené aucune étude sur la situation économique et sociale, pas plus que sur l'oppression politique et le retard culturel de notre peuple. Sans de vastes études poussées à fond sur cette grave période de l'histoire de l'Albanie, on ne saurait mettre en lumière et souligner avec toute la vigueur requise les efforts que notre Parti a dû fournir au cours de la Lutte de libération nationale et après la Libération pour réaliser nos grandes transformations socialistes. Quand il est question de la Révolution démocratique-bourgeoise de 1924, nous en retraçons seulement l'historique, nous évoquons Fan Noli[3] et Avni Rustemi[4], mais nous manquons encore d'études approfondies sur les conditions politiques, économiques et sociales de notre pays et de notre peuple qui préparèrent cette révolution, laquelle ne pouvait pas être l'œuvre exclusive de grands hommes, fussent-ils Fan Noli ou Avni Rustemi. Ceux-ci en furent les protagonistes, ils ressentaient les souffrances du peuple qui se dressa, comme se dressa et se battit Bajram Curri[5], mais ce fut la situation politique et sociale concrète qui amena celui-ci et d'autres révolutionnaires à la tête de nos masses populaires. Ces démocrates révolutionnaires ont tous agi dans le même sens. Ils ont certes joué un rôle historique important, mais ne réduisons pas la Révolution démocratique-bourgeoise de 1924 à l'action de quelques personnalités, en nous bornant à leur propos à évoquer la situation politique, économique et sociale de notre pays. C'est

3 Fan Stilian Noli (1882-1965), patriote et démocrate albanais, homme d'Etat, savant, poète, traducteur et historien.

4 Avni Rustemi (1895-1924), patriote et démocrate révolutionnaire albanais, héros du Peuple.

5 Bajram Curri (1862-1925), éminent patriote et démocrate révolutionnaire, dirigeant du mouvement pour la libération et l'union nationale de l'Albanie, héros du Peuple.

cette situation (et non seulement politique) qu'il faut d'abord traiter avant d'évoquer ces personnalités. Nous devons d'abord étudier la biographie du peuple avant de l'écrire, puis de cette biographie ressortira aussi celle des individus. Ce sont les masses qui font l'histoire.

Naim, Abdyl et Sami Frashëri, Ismaïl Qemal, Çerçiz Topulli, Luigj Gurakuqi et beaucoup d'autres figures éminentes de notre peuple sont apparus à des époques données du développement économique et social du pays. Nous ne nous attachons pas à étudier à fond ces époques et cette réalité. C'est une lacune que nous devons absolument combler.

N'oublions pas que les gens qui n'ont pas connu le passé de notre peuple et les étrangers qui visitent notre pays conçoivent difficilement qu'un puissant pouvoir réactionnaire représenté selon les régions par les *bayraktars*, les beys, les agas, etc., ait existé chez nous aussi. Nous-mêmes savons combien la réaction cléricale et ses institutions, le *Kanun* et les normes de l'ancien droit coutumier, comme la vendetta, ont lourdement pesé sur notre peuple. Mais il n'y a pas eu en Albanie qu'un seul coutumier, celui de Leke Dukagjini. Celui-ci a été, si l'on peut dire, en vigueur seulement dans l'Albanie du Nord, et même dans une partie de cette région, alors que, un peu partout dans le pays, d'autres coutumiers régissaient les rapports sociaux, et même certains villages restaient fidèles à leurs propres coutumes.

A ce sujet, nous nous en sommes tenus jusqu'à présent à une étude qui date et qui évoque de façon générale les lois du coutumier. Or ces lois n'ont pas été les mêmes dans le Nord, le Centre et le Sud de notre pays. Elles différaient beaucoup entre elles en fonction du développement économique, social et culturel des diverses régions. Ces différences se réflétaient dans la lutte des classes, dans les progrès accomplis par notre paysannerie. Toute

notre paysannerie ne s'est pas engagée d'un coup et comme à un coup de sifflet dans la voie du développement et d'une évolution progressiste. Si elle l'a fait, c'est parce que les choses avaient mûri dans ce sens. Nous avons donc pour devoir d'étudier tous ces phénomènes de notre société.

Nous ne pouvons pas passer non plus sous silence la question religieuse. Il faut aussi traiter ce sujet, car on ne peut pas dire que notre peuple n'a jamais été croyant. Se borner à effleurer cette question, affirmer que notre peuple n'a pas été religieux, qu'il a été athée, n'est pas une attitude scientifique. Nous devons étudier cette question de façon à montrer que nos paysans ont, certes, été croyants, mais ils ont aussi été trompés et qu'ils ont, depuis, connu une évolution à cet égard.

Je veux dire par là que la réaction religieuse a été forte et qu'elle subsiste, naturellement sous d'autres formes, qu'elle va s'affaiblissant. Notre Parti s'est trouvé confronté à ces problèmes dès sa fondation et il y est encore aujourd'hui.

L'Institut de la culture populaire[6] est un des principaux centres qui recueillent et étudient les témoignages de l'histoire de notre peuple. Bien entendu, il n'a pas pour seule mission de rassembler et de classer systématiquement ces matériaux et ces objets, il lui incombe aussi d'écrire l'historique de chacun d'eux. Dans la culture populaire, dans les musées des villages et le musée d'ethnographie en voie de construction, il ne s'agit pas seulement d'amasser des objets. C'est certes nécessaire, car les objets rassemblés aident à illustrer et à étudier les étapes de l'évolution de la société, du développement économique et de l'épanouissement spirituel de notre peuple, la transfor-

6 Il fut fondé en 1979 grâce à la fusion de l'Institut de folklore et du secteur d'ethnographie de l'Institut d'histoire.

mation de sa vie économique et sociale. Mais il faudrait approfondir cette étude dans toutes les directions et très en détail, jusqu'à ce que l'on comprenne la raison pour laquelle les vêtements féminins ou masculins de telle ou telle région diffèrent par leurs broderies de ceux de telle ou telle autre, pourquoi les uns sont brodés d'or et les autres ornés de galons noirs. Pourquoi les habitants d'une région portent-ils des *tirqe**, ceux d'une autre des *brekushe*,** d'une autre encore la fustanelle et d'autres pièces d'habillement? La même question se pose pour les usages, coutumes, les modes d'habitation et de vie, les rapports humains, etc. Sans nul doute certaines situations économiques, religieuses et spirituelles bien définies sont à la base de ces phénomènes.

Une autre de nos grandes richesses est constituée par notre folklore. Ce patrimoine est un des fonds que nous devons mettre à profit pour effectuer des études scientifiquement valables. Mais c'est un secteur dont doivent s'occuper sérieusement des gens de talent qui y prennent de l'intérêt et soient conscients d'accomplir un grand devoir patriotique. Leur tâche ne consiste pas à apprendre par cœur telle ou telle production folklorique, ni à faire l'analyse littéraire de quelques vers. Il leur faut procéder à des études de synthèse sur les différents genres du folklore, sur le plan littéraire comme sur le plan historique. Quand je dis études, je n'entends pas un simple commentaire d'un vers, d'un mot ou d'une nuance. L'homme d'étude doit avant tout expliquer la raison d'être d'une chanson, déterminer l'époque où elle a vu le jour, et sa diffusion dans les régions où elle est chantée. Ainsi aboutira-t-on à des conclusions valables dans la connaissance

* Pantalon collant en laine blanche.
** Pantalon bouffant.

de l'histoire de notre peuple, et ce travail, me semble-t-il, ouvre à nos chercheurs un vaste horizon.

On pourra ensuite passer à un nouveau stade en utilisant non seulement nos documents mais aussi ceux des étrangers, car, comme l'a indiqué ici le camarade Aleks Buda[7] ou quelqu'un d'autre, notre peuple, depuis le temps des Illyriens, n'a pas été isolé. Et nous-mêmes non plus n'avons été ni ne serons jamais un peuple isolé. Au cours des siècles, nous avons fait des emprunts à la culture matérielle et spirituelle des peuples qui nous sont voisins, mais eux aussi en ont fait à la nôtre. Cela signifie que, par notre lutte et notre culture, nous avons exercé une influence sur d'autres, mais que d'autres également ont marqué la vie et la culture de notre peuple. Nous ne devons pas laisser ce fait dans l'ombre ni le traiter subjectivement, mais adopter à cet égard une attitude scientifique et objective.

J'entends par là que dans ces études à entreprendre nous devons toujours suivre le fil rouge qui nous permettra d'établir si ce patrimoine, que d'autres ont aussi reçu en héritage, tire son origine de nous ou d'eux, car les deux éventualités sont possibles. S'il a sa source chez d'autres nous devons éclaircir comment nous l'avons adopté et dans quelles conditions nous l'avons fait nôtre. C'est ainsi que s'entrelacent de nos jours encore les rapports entre les peuples.

On dispose d'une documentation sur la période du règne de Zogu et elle n'est pas moins riche que celle qui concerne la période de notre Renaissance et de l'Indépendance nationales, je dirais qu'il en est de même de la période antérieure à notre Renaissance, du moyen âge et même du haut moyen âge albanais, car si on se donne la peine de les chercher on trouvera d'abondants

7 Président de l'Académie des sciences de la RPS d'Albanie.

matériaux historiques, culturels et scientifiques. Personne ne peut prétendre le contraire. Il existe non seulement des accords et des actes officiels entre le gouvernement Zogu et des étrangers, mais encore une foule d'autres documents qui illustrent la situation économique, sociale, culturelle, etc., de notre peuple en ce temps-là. Les actes judiciaires de l'époque nous fournissent à eux seuls de vivants témoignages de l'âpre lutte de classe alors en cours, de la grande misère qui sévissait alors chez nous, de l'exploitation et de la spoliation de notre paysannerie, de l'oppression de la femme, de la persécution des intellectuels, de la répression de tout mouvement ou de toute révolte des ouvriers quand ils se dressaient pour combattre sous diverses formes le régime féodalo-bourgeois de Zogu. Des procès et des arrêts des conseils des anciens témoignent à eux seuls de la résistance à l'oppression, aux massacres, à la spoliation. Je ne sais pas ce qu'on fait de cette documentation, si elle a été conservée et classée systématiquement ou si elle a été recouverte par la poussière de l'oubli et de la négligence.

Je suis au courant des travaux menés pour la publication de l'«Histoire de l'Albanie» en quatre volumes. C'est un effort louable et utile à notre école, une réalisation qui permettra à nos travailleurs de connaître l'histoire de notre pays. Je sais également que l'on est en train de rédiger un certain nombre de monographies comme l'historique de l'école, de la santé publique albanaises, etc., mais ce n'est pas suffisant. J'ai l'impression que l'on avance très lentement dans ce domaine. Les programmes établis doivent être plus mobilisateurs et engager plus activement les travailleurs scientifiques.

Les questions et les problèmes figurant dans le rapport que nous a présenté le camarade Aleks Buda sont en général fondés. Mais il s'agit d'établir sur quels points

nous devons concentrer surtout nos forces, dans quelles directions il nous faut engager la formation de cadres compétents avant d'entreprendre les études suggérées qui sont si nécessaires. A ce propos, j'aurais quelques observations à faire.

Les études sur l'histoire de l'antiquité et du moyen âge, l'archéologie, le folklore et la langue peuvent fort bien être poursuivies et approfondies dans les directions indiquées dans le rapport. Mais j'ai été frappé par le fait qu'au sujet de la Lutte de libération nationale, votre rapport n'évoque, en quelques lignes, que le manque de cadres, la mauvaise qualité des études effectuées et les difficultés d'accès aux documents contemporains dans nos archives. Il ne m'a rien appris sur vos objectifs, ni sur les problèmes que vous analyserez concernant cette période glorieuse de l'histoire de notre peuple. Vous et nous devons ensemble nous préoccuper du fait que si l'on a vu s'affirmer chez nous des personnalités scientifiques de renom concernant l'étude des périodes passées, par contre, il nous reste encore beaucoup à faire pour ce qui est de la période de la révolution et de la construction du socialisme, car les cadres sont surtout des jeunes, qui manquent encore d'expérience.

Il est temps que les personnalités qui se sont affirmées dans les sciences historiques, bien entendu les chercheurs relativement plus jeunes, s'engagent dans l'étude de l'histoire des temps nouveaux, comme l'a d'ailleurs recommandé aussi le camarade Ramiz [Alia], et rassemblent autour d'elles leurs collègues de talent. En ce domaine, il faudra avoir soin, dans les instances supérieures également, de prévenir toute tendance spontanée des jeunes qui promettent dans leur travail de recherche, à traiter exclusivement de problèmes du passé relativement lointain.

Dans les études sur la culture populaire comme en

histoire, il faudra se tourner toujours plus vers les problèmes du développement actuel. Nos chercheurs ont accumulé et inventorié de riches matériaux sur notre culture populaire. Des efforts sont faits pour synthétiser ces matériaux, mais il convient d'avancer plus vite et plus hardiment. J'ai lu le rapport du camarade Alfred Uçi sur la culture populaire publié dans la revue «La Culture populaire» et je l'ai beaucoup apprécié. Dans ce domaine également, il est nécessaire de mieux étudier les phénomènes inhérents au développement de la culture matérielle et spirituelle de la période de la construction du socialisme en Albanie. Nous apprécions notre culture populaire et nous avons considérablement contribué à la préserver et à la développer. Toutefois, et je l'ai déjà dit, l'homme d'étude ne doit pas se borner à enregistrer et à préserver l'héritage culturel. Nous devons faire preuve d'un plus grand courage dans l'étude des problèmes du développement de cette culture. Il faudra aussi rejeter les survivances des conceptions antérieures sur l'ethnographie. Les recherches ethnographiques doivent être mieux combinées avec les études sociologiques, les changements produits dans la mentalité et la psychologie de nos masses rurales et citadines, dans les différentes catégories de travailleurs, doivent être bien observés et faire l'objet de synthèses.

Avec raison nous attachons une attention particulière à l'étude de la voie de développement suivie par notre peuple dans le passé, nous mettons au jour, enregistrons et conservons tous les documents et autres témoignages matériels et spirituels. Mais nous devons attacher la même attention à l'étude de tout témoignage de notre développement après le triomphe de la révolution socialiste; définir comment les entreprises, les coopératives, les institutions culturelles et les établissements d'enseignement conservent, systématisent et exploitent leur propre do-

cumentation; dans quelle mesure et de quelle manière nous conservons les outils qui ne cessent de se modifier et de se perfectionner, comment nous en enregistrons et étudions l'évolution et le progrès, les changements produits au niveau de la culture, de l'instruction et de la qualification des travailleurs à chaque cellule de notre économie nationale.

J'ai entendu dire qu'au moment de la fondation du Musée historique national il a été très difficile de trouver des pièces témoignant du niveau de développement des forces productives dans les premières années qui suivirent la libération du pays. Si l'on a eu des difficultés à pourvoir un musée de quelques objets ayant valeur de symbole, que dire de celles qu'engendrerait leur manque dans les études à mener? Nous savons tous combien Marx appréciait le rôle des outils dans la détermination des époques historiques.

Nos scientifiques doivent prêter une plus grande attention à la connaissance et à l'étude de notre développement actuel. C'est pourquoi la réalisation des grands objectifs que le Parti leur a fixés requiert un travail systématique et bien étudié pour assurer une meilleure qualification des cadres existants et la formation de jeunes spécialistes, notamment dans les domaines et les secteurs où des études plus étendues sont à prévoir. Il faut veiller à la formation des cadres en tenant compte des perspectives de développement conformément aux objectifs des études envisagées et des plans de recherche scientifique. Actuellement, nous pouvons assurer leur formation dans nos établissements d'enseignement supérieur et dans nos instituts de recherche.

Notre université et nos instituts supérieurs forment des centaines de cadres de diverses spécialités, et parmi eux certainement beaucoup de jeunes de talent. Nous avons pour devoir de déceler et de mettre en valeur leurs

aptitudes, de nous occuper d'eux systématiquement conformément à des programmes bien étudiés. Nous devons suivre de plus près l'activité de ces cadres, surtout quand ils auront terminé leurs études supérieures, en leur confiant périodiquement des tâches et en les incitant à mener un travail de recherche indépendant. Nous enverrons étudier à l'étranger un certain nombre de nos chercheurs de talent, mais nous devons les orienter dans leurs études. Nos scientifiques les plus affirmés doivent comprendre qu'ils ont pour devoir d'encourager les jeunes chercheurs, de les soutenir et de les inspirer dans leur travail, de leur ouvrir de nouveaux horizons et de les former pour les rendre capables d'atteindre les objectifs fixés.

Je ne pense pas que nous manquions de spécialistes dans les secteurs de l'ethnographie, l'archéologie et le folklore, au contraire, nos cadres et nos spécialistes dans ces secteurs ont fait honneur à notre pays et à nos sciences à l'étranger. Un certain nombre de vos études et de vos publications ont même été primées.

Je voudrais aussi éclaircir un autre point, la proposition de faire préparer à l'étranger des cadres appelés à travailler dans ces domaines. Il s'agit ici des sciences sociales et en ce qui concerne ces sciences nous ne pouvons être influencés par les spécialistes étrangers dans l'analyse des faits, pas plus que dans leur interprétation et dans leur synthèse. Certes, nous devons connaître les méthodes modernes et l'expérience avancée des chercheurs étrangers, mais nous devons les étudier dans un esprit critique, mettre à profit ce qu'elles ont de plus rationnel et qui répond à nos besoins.

Mais il faut avant tout étudier avec attention et persévérance l'héritage des classiques du marxisme-léninisme, l'expérience de notre Parti et les méthodes que ces classiques et notre Parti ont appliquées dans leurs

études majeures. Il va de soi que les méthodes modernes d'étude et de recherche ont leur valeur en ce qu'elles aident à réaliser l'analyse quantitative des phénomènes, qu'elles accélèrent les processus d'élaboration des matériaux concrets, mais elles ont bien entendu leurs limites. Nous ne devons donc pas les adopter ni les appliquer mécaniquement. Ces méthodes concrètes d'étude et de recherche doivent demeurer des moyens auxiliaires, les analyses et les synthèses approfondies ainsi que les conclusions théoriques générales sont les processus fondamentaux et, pour être fécondes, elles doivent être nécessairement fondées sur la conception du monde et la méthodologie marxistes-léninistes.

C'est pourquoi il incombe à nos scientifiques de pénétrer toujours plus à fond et d'assimiler de mieux en mieux la méthodologie marxiste-léniniste et les méthodes appliquées par les classiques du marxisme-léninisme et notre Parti. C'est là une source intarissable du travail de recherche et une condition déterminante de son efficacité.

A propos de la science, t. 2

LE PARTI A TOUJOURS ÉTÉ LA FORCE ORGANISÉE QUI A SAUVÉ LE PAYS ET LE SOCIALISME

Extraits du discours de clôture du 7e plenum du CC du PTA

21 septembre 1983

Camarades,

Au cours des plenums antérieurs du Comité central du Parti nous avons discuté de l'activité extrêmement nocive et complexe de l'agent multiple Mehmet Shehu et de son groupe, et pris à ce propos les décisions qui s'imposent...

Je n'ai pas l'intention de faire ici l'historique de tout ce qui s'est produit, car le Parti en a été mis au courant et, qui plus est, a exposé ouvertement, et même en détail, devant le public les données relatives à ces faits et la manière dont ils se sont déroulés.

Je n'ai pas non plus l'intention de m'arrêter sur les «curiosités» qui ont surgi au cours des procès, mais, profitant de la réunion de ce plenum, je désire souligner quelques questions qu'il convient de mieux comprendre et avoir en vue.

Les décisions arrêtées par les tribunaux compétents sont justes, si l'on s'en rapporte aux documents écrits, aux aveux des accusés et aux dépositions des témoins. Mais nous entendons dire qu'il y a des gens qui ne sont pas

satisfaits de ces décisions et qu'ils souhaitaient voir «fusilier tous les coupables». Ces gens ne pensent pas juste. Notre Parti juge les erreurs, les fautes et les crimes, en tenant compte de toutes les circonstances, atténuantes et aggravantes, il sait et doit faire le départ entre les divers imputés suivant leurs erreurs, leurs fautes et leurs crimes. Sinon, la légalité n'aurait pas été respectée.

Les décisions prises par les tribunaux de notre pouvoir populaire n'ont jamais été pénétrées d'un esprit de vengeance, mais elles ont été bien pesées et la déduction de la puissante logique de la dialectique marxiste-léniniste, qui vise, en toute occasion, à mettre à nu l'activité hostile, à la dénoncer aussi bien du point de vue politique que du point de vue organisationnel, et, en se fondant sur les faits, à interpréter correctement et lucidement le Code pénal.

L'équilibre dans la ligne du Parti et l'application très correcte de cette ligne dans la vie, dans des situations différentes, intérieures ou extérieures, pesés avec un fin jugement politique et fondés sur les principes du marxisme-léninisme, sont une question vitale pour les destinées de notre patrie socialiste.

Seule une telle analyse des faits et les décisions prises dans cet esprit politique et idéologique sont les plus justes et contribuent à la consolidation de la dictature du prolétariat dans notre pays et au renforcement des liens et de l'unité du Parti avec les masses du peuple.

La mise à nu, la dénonciation et le démantèlement du groupe d'agents, de comploteurs et de terroristes qui avait à sa tête Mehmet Shehu et Kadri Hazbiu, constituent une grande victoire pour le Parti, le peuple et notre patrie socialiste. C'est pour nous tous une grande leçon et, nous devons donc tous, le Parti, les communistes, le peuple, réfléchir sur les événements qui se sont produits,

sur les buts de l'ennemi et les méthodes qu'il a employées. Tous doivent être conscients que notre Parti et notre pays ont conjuré encore une fois un grand danger qui nous menaçait du dehors et du dedans.

Il y a des gens qui s'étonnent et disent: «Comment avons-nous été sauvés? «Nous l'avons échappé d'un cheveu», «Nous avons risqué gros!». C'est vrai, le danger était considérable, mais nous devons être conscients que nous n'y avons pas échappés «par hasard», **le Parti, grâce à la lutte qu'il ne cesse de mener, a toujours été la force organisée qui a sauvé le pays et le socialisme et mis en échec les efforts des grandes et nombreuses puissances étrangères, de la réaction locale et des groupes d'agents qui agissaient suivant leurs ordres.**

Pour ne pas remonter plus en arrière qu'en 1939, notre peuple, pendant quarante-deux ans, n'a cessé de mener, sous la conduite du Parti, une lutte titanesque, armée, politique et idéologique. Nos ennemis n'ont pas pu nous vaincre et ils ne réussiront jamais à nous plier.

Nos ennemis de l'extérieur et leurs agents à l'intérieur du pays ont toujours souhaité que l'Albanie s'écarte de sa juste voie. Or, la ligne du Parti a été défendue avec vigilance. La propagande capitaliste et révisionniste a usé du clairon contre nous, l'UDB, le KGB et la CIA ont poussé leurs agents albanais à agir. Et ces derniers ont tenté d'agir et ont agi en toute conscience à plusieurs reprises contre notre Parti et le pouvoir du peuple chez nous, parfois de façon organisée, tantôt par groupes particuliers, tantôt par une action coordonnée...

C'est un fait historique connu que **notre Parti a affronté avec succès toutes les situations difficiles auxquelles il a été confronté.** Comment y est-il parvenu? Le mérite n'en revient ni à une ni à cinq personnes, mais au Parti et au peuple tout entiers.

Tous les groupes de traîtres ont visé un objectif commun: faire dévier notre Parti de sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste, prendre en leurs propres mains le pouvoir chez nous, l'embourgeoiser et assujettir notre pays aux puissances étrangères capitalistes et révisionnistes.

Personne ne doit laisser dans l'ombre ni dans l'oubli cette période de lutte longue de 42 ans, ni s'abstenir d'en tirer des leçons et des conclusions. La lutte de notre Parti a été, dès sa naissance, glorieuse mais ardue, ce n'est pas un conte, mais un guide pour la poursuite de notre marche en avant. Tout au long de son histoire notre peuple a affronté de nombreux ennemis. Quand le peuple albanais luttait, les armes à la main, contre les envahisseurs nazis-fascistes et leurs collaborateurs, les impérialistes anglo-américains préparaient un nouveau démembrement de notre patrie. Ces visées sont attestées par des documents internationaux et s'inscrivent en fait dans les vieux desseins figurant dans les dossiers des puissances impérialistes. Sachant que le pouvoir nouveau, populaire en train d'être mis sur pied dans l'Albanie nouvelle, réduirait à néant leurs objectifs, elles ne reconnurent pas notre gouvernement et firent tout leur possible pour nous empêcher d'occuper la place qui nous revenait dans les instances internationales. Grâce à sa lutte, notre gouvernement démocratique conquit ses droits dans l'arène internationale. Et cette lutte ne fut pas menée de façon indistincte. En marxistes-léninistes que nous sommes, nous avons fait dans ce combat une différenciation entre nos alliés. Nous avons fait aussi confiance à nos «amis et alliés» yougoslaves et soviétiques, qui, se trouvant à nos côtés, poursuivaient des buts déterminés, secrets et hostiles, qu'ils devaient manifester sauvagement contre nous à des moments déterminés.

Nous devons avoir toujours bien en vue que la stra-

tégie des Etats capitalistes, impérialistes, social-impérialistes et révisionnistes a été dirigée constamment contre l'Albanie. A plus forte raison est-elle restée et demeurera-t-elle, à l'avenir également, hostile à notre pays, celui-ci étant l'unique pays où l'on édifie fidèlement le socialisme scientifique sur la base des grands principes marxistes-léninistes.

Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit de leurs tactiques. Notre pays poursuit une politique extérieure qui n'est assujettie à aucune puissance ou superpuissance. Cela est dans l'intérêt d'un grand nombre d'Etats en fonction de leurs conjonctures ou des contradictions qui les opposent les uns aux autres, et c'est pourquoi ils nous sourient et nous font des éloges. Mais, en aucun cas et à aucun moment, ces attitudes ne doivent nous tromper ni nous mettre en sommeil. Nous aussi, nous avons notre propre stratégie et nos propres tactiques. Notre stratégie en tout temps et en toute circonstance est immuable, sur le plan intérieur nous sommes pour la construction intégrale du socialisme, la défense de notre patrie et de nos victoires; sur le plan extérieur, pour le renversement du pouvoir capitaliste et impérialiste, pour le triomphe de la révolution socialiste et du communisme. Nous ne cachons pas nos desseins, mais combattons ouvertement et avec détermination, en dénonçant sans répit les révisionnistes modernes de tout acabit, comme un réseau d'agents et un appui idéologique de l'impérialisme. Quant à nos tactiques, nous les réélaborons continuellement en fonction des conjonctures qui se créent dans les situations et les rapports internationaux, sans oublier la stratégie, sans violer les principes marxistes-léninistes de la révolution et de la lutte de classes, sans enfreindre la ligne de notre Parti sur la politique extérieure élaborée et définie par ses congrès. Se fondant sur le principe léniniste de la coexistence, nous entretenons des relations diplomatiques

avec beaucoup d'Etats, et avons avec eux des échanges commerciaux, culturels, etc.

Dans ce cadre et tenant compte des visées anciennes et nouvelles des Etats capitalistes et révisionnistes à l'encontre de l'Albanie, nous avons suivi et devons suivre avec vigilance l'action de leurs réseaux d'agents chez nous pour les frapper et les étouffer dans l'œuf.

Suivant leurs intérêts, les Etats capitalistes et révisionnistes et leurs officines ont parfois agi séparément, parfois en unité entre eux, mais ils ont toujours visé un objectif commun: annexer nos territoires et en faire un avant-poste militaire pour liquider le socialisme véritable qui se construit dans notre pays.

Tout en luttant contre les ennemis extérieurs capitalistes ou révisionnistes, notre Parti et notre peuple ont œuvré pour dénoncer et liquider leurs agents dans notre pays ou ceux qui se sont infiltrés au sein du Parti.

La période de la Lutte de libération nationale a été un moment-clé, au cours duquel de nombreux contingents d'agents et d'espions ont été mis en déroute et frappés à mort, mais, d'autre part, étaient mis sur pied de nouveaux réseaux d'agents qui devaient s'adapter, dans la perspective, aux nouvelles situations qui étaient en train de se créer à la suite de la Seconde Guerre mondiale en Albanie et ailleurs.

Les contingents d'agents italiens et allemands et une partie des agents des Anglo-Américains furent démantelés dès l'époque de la Lutte de libération nationale.

Les contingents d'agents des Serbes, des Grecs et les débris du réseau d'agents anglo-américains sauvèrent leur peau en adhérant au Front de libération nationale. Comme le leur avaient recommandé leurs patrons, ils eurent soin de cacher leur jeu.

Le groupe titiste hérita tous les agents albanais au service des Serbes et, au cours de la Lutte de libération

nationale, grossit les rangs de son officine de nouvelles recrues.

C'est dans la période de la Lutte et au lendemain de la Lutte que prend naissance l'officine d'agents yougoslaves, depuis Koçi Xoxe jusqu'à Mehmet Shehu et Kadri Hazbiu. Ce réseau était camouflé par les titistes sous le masque de l'«amitié marxiste-léniniste», de la «lutte commune antifasciste et pour la construction du socialisme». Leur véritable objectif était d'annexer le nouvel Etat albanais et de faire de l'Albanie la septième république de la Fédération yougoslave, autrement dit de garder la Kosove et les autres régions albanaises et d'engloutir aussi toute l'Albanie.

Les Soviétiques, de leur côté, mirent sur pied leur réseau d'agents surtout dans les rangs des militaires, parce que l'Union soviétique et la direction révisionniste khrouchtchévienne voulaient utiliser l'Albanie comme un avant-poste dans cette zone névralgique de la Méditerranée.

Durant une période, ces deux réseaux, apparemment «amicaux», mais en réalité hostiles l'un à autre, s'entremêlèrent. Le réseau d'agents des Yougoslaves domina pendant un certain temps jusqu'en 1948, à la liquidation de Koçi Xoxe et compagnie, après quoi le réseau soviétique prit le dessus.

Qui vend sa patrie une fois, peut la vendre plusieurs fois à un ennemi ou à un autre, ou à tous les ennemis à la fois. C'est la voie sans issue et la mentalité de tous les agents et espions. Mehmet Shehu, agent des Anglo-Américains devint l'agent des Yougoslaves. Puis, lui, Kadri Hazbiu et leurs complices, d'agents des Yougoslaves, se firent des agents du KGB.

Tous ces groupes étaient manipulés d'une main d'expert par les réseaux d'agents étrangers, qui coordonnaient leurs actions dans leur stratégie générale contre le Parti du Travail d'Albanie et l'Albanie socialiste. Mais ils agis-

saient aussi chacun de son côté et dans son intérêt, souvent en opposition et en rivalité entre eux, avec des tactiques différentes selon les conjonctures. Gardant ses contingents, la CIA en passa certains aux Yougoslaves, qui les utilisèrent à leurs fins. C'est ce que fit également l'Intelligence Service.

Il fallut à notre Parti faire face à toute cette hostilité, combattre les intrigues érigées en système, les pièges et les complots, la préparation de putsch et les efforts pour une nouvelle occupation de notre patrie. Il dut lutter contre l'atmosphère malsaine créée à des moments et à des tournants importants, où l'«ami» d'hier se révélait avoir été un ennemi potentiel.

Nos ennemis extérieurs et leurs agents dans le pays et au sein du Parti, sous-estimèrent la force de notre Parti, son habileté révolutionnaire et finirent par se faire asséner toute une série de coups mortels. Cette activité hostile constitue une chaîne d'agissements, dont les maillons ne devaient pouvoir être rompus que par l'épée du Parti, qui ne manqua pas de le faire.

Cependant, ce serait une erreur impardonnable que de croire qu'avec cette épuration la lutte de classes au sein du Parti et en dehors de ses rangs, sous quelque forme qu'elle apparaisse, sous forme de lutte contre les complots, contre le travail de sape ou contre toute manifestation étrangère à notre société et aux gens de chez nous, eût pris fin. Nous avons pour devoir de ne pas nous endormir.

Nous devons avoir bien en vue, camarades, que la situation dans le monde et même pas si loin de chez nous, est trouble. Les pays capitalistes et révisionnistes sont plongés dans une grave crise économique et politique. La situation n'est pas meilleure dans les pays voisins du nôtre. En Yougoslavie surtout elle devient de plus en plus critique, constituant une menace contre notre pays et les Balkans. **Cette situation exige de nous que nous aigui-**

sions notre vigilance politique, économique et militaire.

S'en tenant à la ligne du Parti en politique étrangère et ne déviant à aucun moment de sa stratégie, le Comité central du Parti et le gouvernement élaborent attentivement les tactiques de notre Etat et ses attitudes dans les relations avec l'étranger. Grâce à leur politique active et à leur propagande fondées sur des vérités indéniables, l'autorité et le prestige de notre Parti et de notre Etat socialiste se sont accrus de jour en jour non seulement aux yeux d'une opinion progressiste très considérable, mais aussi dans beaucoup de milieux politiques, économiques, culturels, scientifiques, etc.

La réaction mondiale au pouvoir ou non au pouvoir hait notre système de dictature du prolétariat et le Parti du Travail d'Albanie qui dirige notre petit pays, et elle les combat par tous les moyens.

Nos ennemis nous accusent d'être isolés, mais ils visent à libéraliser l'Albanie socialiste, autrement dit à en faire la proie de ses voisins et des Etats impérialistes, capitalistes et révisionnistes. **Si la réaction mondiale craint la petite Albanie, ce n'est ni à cause du nombre de sa population, ni des dimensions de sa superficie, ni non plus de ses armements, mais à cause de son idéologie et de sa politique qui animent notre peuple, qui le rendent puissant et inébranlable. La réaction mondiale craint l'Albanie socialiste parce que celle-ci est décidée à faire face à toute attaque, parce qu'on ne peut pas l'avaler facilement et quiconque osera porter le feu sur notre territoire y sera brûlé et nous sommes sûrs de vaincre tout ennemi.**

Le danger venant du dehors et les menées subversives contre notre pays ont toujours été présents et. nous ne devons pas oublier qu'ils ne cesseront pas. L'ennemi ne dépose pas les armes, mais nous non plus, nous ne jetons pas les nôtres, **nous sommes invincibles et nous le serons aussi à l'avenir.**

Tout ce qui se produit autour de nous, au dedans comme au dehors de notre pays, les crises du monde capitaliste et révisionniste, ses complots contre notre pays, les pressions, les chantages et les blocus organisés périodiquement et qui pourront se multiplier, imposent à tout notre Parti et à notre peuple tout entier d'être sur le qui-vive, de bien ouvrir les yeux et de se retrousser les manches, d'être en état de mobilisation permanente et d'aiguiser sa vigilance.

C'est seulement en réalisant et en dépassant les objectifs de nos plans, en économisant nos ressources et en gérant bien nos affaires, grâce à une organisation et à une direction scientifiques que nous pourrons repousser la pression politique et économique du monde capitaliste et révisionniste, que nous assurerons et conserverons le niveau de bien-être matériel qui rendra l'Albanie socialiste et l'unité entre le Parti et le peuple plus fortes, les gens plus heureux et l'avenir des nouvelles générations plus sûr.

Chacun doit réfléchir profondément, ne pas juger les choses superficiellement, avoir l'œil à tout et aiguiser sa vigilance, mais une vigilance de parti révolutionnaire et non pas une vigilance malsaine.

Comprendre et appliquer correctement la ligne du Parti ne favorise ni le libéralisme, ni le sectarisme, ces tendances nocives en tout temps et en toute situation. Lorsque nous parlons de grands problèmes de principes et du respect des normes du Parti, il ne s'agit pas de purs slogans, il faut avoir soin de les appliquer dans la pratique, contrôler notre comportement et notre action en permettant aussi à nos camarades et à nos amis de nous contrôler. Il ne s'agit pas du tout là d'un «contrôle de sécurité», c'est par contre un contrôle de la société, dans la vie, une confrontation de notre action avec les normes du Parti et de notre société socialiste.

L'abandon des normes et du contrôle social du Parti par un de ses membres ou un cadre, quel qu'il soit, non seulement nuit au renom du Parti mais constitue un danger même pour celui qui enfreint ces normes. L'ennemi commence à nous compromettre par les plus petites choses, par les irrégularités financières pour aller jusqu'aux violations dans le domaine de la morale communiste, etc. C'est justement dans ce domaine que la vigilance individuelle et collective aussi bien du Parti que des masses doit être plus active. **La vigilance ne doit pas être comprise seulement comme le monopole ou le devoir d'une instance du Parti ou d'un organisme d'Etat, mais comme un problème à résoudre par tous, par chaque membre du Parti et citoyen de la République.**

La vigilance révolutionnaire fondée sur le mot d'ordre «fais confiance et contrôle» maintient la situation saine, la vigilance malsaine l'affaiblit. La première inspire confiance et éclaire les gens, la seconde répand le brouillard, la méfiance. La première éduque les gens, la seconde abaisse moralement.

Nous ne devons jamais perdre de vue que les violations des normes du Parti, les oscillations dans sa ligne, même si elles apparaissent à première vue comme des manifestations de peu d'importance, pourront s'accumuler et mener en fait à des violations de sa ligne, ou se transformer de simple action ou idée petite-bourgeoise en opposition à la ligne du Parti, aux normes de notre société et au socialisme que nous construisons chez nous, si la vigilance est relâchée et si ces tendances ne sont pas traitées correctement et à temps par tous les moyens et toutes les formes que le Parti a édifiées sur la base d'une longue expérience. Ce laxisme et ces hésitations conduisent à l'affaiblissement de la lutte de classes, qui est un facteur décisif de la marche en avant de la société.

Tout cela met une fois de plus en évidence la néces-

sité d'une compréhension de plus en plus approfondie aussi bien du respect des normes du Parti que de son rôle dirigeant partout, sans excepter les organes de la dictature du prolétariat.

Le Parti ne doit permettre à personne et dans aucun secteur de profiter de son poste ou des fonctions qui lui ont été assignées. Les négligences et l'indifférentisme dans ce sens sont très nocifs pour le Parti, la société et notre Etat socialiste.

Camarades,

Cette grande lutte, longue de plusieurs décennies, a convaincu notre peuple que sa force et sa capacité de résister à ses ennemis résident dans la ligne marxiste-léniniste du Parti, dans l'unité de ses rangs et dans son unité avec le peuple, dans les succès que cette ligne a engendrés, dans l'édification d'une société véritablement socialiste, tout cela accompagné d'un enrichissement de la conscience des gens et de leur nature, d'un accroissement des biens matériels dans le pays.

Cette situation, nous devons maintenant la faire progresser sans cesse. C'est un devoir, un devoir qui incombe à nous seuls, mais c'est à la fois une tâche historique que nous avons déjà entreprise, nous continuons de la mener à bien, nous devons en faire prendre conscience aussi dans toute sa pureté aux générations futures.

C'est pourquoi préservons toute la pureté du Parti, défendons-le contre toute menace et toute altération, renforçons-le sur les plans politique, idéologique et organisationnel.

Vive le Parti!

Toujours vigilants, t. 2

CETTE MERVEILLE QUE NOUS AVONS FAITE EST L'ŒUVRE DE NOTRE PEUPLE, VOTRE ŒUVRE, LA JUSTE LIGNE DU PARTI

Extraits d'un entretien avec un groupe d'ouvriers de divers secteurs de l'économie nationale[1]

30 septembre 1983

Soyez les bienvenus, chers camarades! Asseyez-vous, je vous prie!

Je connais certains d'entre vous, les plus âgés, ceux qui ont une grande expérience et une longue ancienneté de service, mais pas les autres, les jeunes. Toutefois notre Parti et nous voyons avec une immense satisfaction que notre jeune génération, grâce à ses efforts, a grandi et fait de notre pays un jardin fleuri. Et vous êtes les fleurs de l'Albanie.

Comment marche votre travail?

TOUS: Bien, camarade Enver.

LE CAMARADE ENVER HOXHA: Oui. de bonnes nouvelles nous parviennent sans cesse de tous les secteurs de notre économie, elles nous réjouissent, nous enthousias-

1 D'autres camarades, dirigeants du Parti et de l'Etat albanais, ont assisté à cette rencontre avec des ouvriers de la centrale hydro-électrique de Koman, du complexe des autos et des tracteurs «Enver Hoxha», des mineurs, des travailleurs du pétrole, du textile, de l'agriculture et de jeunes volontaires des chantiers de construction ferroviaire.

ment, nous rajeunissent. Le travail de notre Parti et le vôtre accroissent notre confiance dans l'avenir, accroissent aussi notre savoir. Ces prodiges accomplis chez nous sont l'œuvre de notre peuple, votre œuvre, le résultat de la juste ligne et des plans bien étudiés de notre Parti. Nous ne sommes pas les seuls à nous en féliciter, notre peuple et tous les amis de notre pays, où qu'ils soient, partagent notre satisfaction, alors que nos ennemis enragent. Nos succès les aveuglent.

Puis le camarade Enver Hoxha eut un entretien très chaleureux avec les participants à cette rencontre, qui, après avoir souhaité un bon anniversaire au guide bien-aimé de notre Parti, le mirent au courant de leur travail et des succès qu'ils avaient obtenus. Reprenant la parole, le camarade Enver Hoxha dit:

Je vous ai suivis de près dans votre travail, qui est grandiose, mais quand je vous vois de temps en temps à la télévision, et c'est une bonne chose que de transmettre souvent ce genre d'émissions, car votre travail nous donne du cœur à tous, accroît notre confiance dans nos forces intellectuelles et physiques, je voudrais dire que j'éprouve un respect particulier pour les ouvriers, les ingénieurs et. les techniciens qui travaillent à la construction d'un ouvrage comme la centrale hydro-électrique de Koman, ce géant de fer et de béton des plus imposants d'Europe. On m'a rapporté que les commerçants étrangers venus chez nous, ayant vu votre œuvre, ont été émerveillés par tout ce que vous avez fait, par l'ordre, la discipline qui régnent dans votre travail, par votre intelligence et votre capacité. Actuellement, dans tous les secteurs de notre économie, l'ouvrier se fait une idée nouvelle de son travail, une idée plus profonde, car même le plus simple ouvrier de chez nous a acquis un niveau de formation politique, idéologique et technique élevé. Même l'ouvrier chargé de la plus simple des tâches dans le chantier de

construction de la centrale hydro-électrique de Koman, a reçu une formation politique et une qualification professionnelle, il ne cesse de penser à la construction du barrage, à la production d'énergie électrique, au développement de notre économie nationale et il ne ménage pas ses efforts pour que tout progresse pour le mieux dans ces domaines.

C'est pourquoi notre Parti n'a cessé de concentrer son attention sur une des questions les plus importantes, celle de la production d'énergie électrique si nécessaire à notre marche en avant. Avant la Libération, les gens chez nous vivaient dans la misère, s'éclairaient à la torche, mais maintenant que nous édifions le socialisme et que notre pays progresse à pas de géant, nous ne pouvons faire aucun pas sans énergie électrique. Nous avons des demandes d'énergie électrique non seulement de la part de pays limitrophes du nôtre, mais encore d'autres que tenaille la crise de l'énergie. Nous avons attaché de l'importance à la production d'énergie électrique et continuerons de le faire à l'avenir. Nous avons fait en sorte que même ceux qui ne nous aiment pas se voient contraints de reconnaître nos acquis dans ce domaine. Aussi vos équipes, depuis les projeteurs-conceveurs jusqu'aux simples constructeurs, doivent bien savoir que, dans ce domaine, nous ne nous contenterons pas de ce que nous avons réalisé. Nous avons préparé des projets de construction de centrales hydro-électriques et thermiques et nous en élaborerons d'autres beaucoup plus imposants encore.

L'autre jour, au plenum,[2] au moment de charger votre directeur de vous transmettre mes amitiés, ce qu'il a certainement déjà fait, j'étais très ému. Aujourd'hui de

2 Il s'agit du 7e plenum du Comité central du PTA réuni les 20 et 21 septembre 1983 pour discuter du rapport du Bureau politique du Comité central «Sur la situation des constructions et les problèmes qu'elles posent».

nouveau, je suis ému et en même temps heureux de vous rencontrer. J'ai d'ailleurs constaté que ce genre d'émotions me ravivent.

Je vous remercie d'être venus chez moi me mettre au courant de votre travail et des grands succès que vous avez obtenus, et en même temps me souhaiter un bon anniversaire. Au nom du Parti et en mon nom personnel je vous en remercie et je vous félicite des progrès que vous avez enregistrés. Pour ma part, je vous assure, vous, le Parti et le peuple que, tant que je serai en vie, je mettrai toutes mes forces au service de notre grande cause, de la liberté, de la patrie et du socialisme.

C'est le travail accompli par notre peuple tout entier, les justes directives de notre Parti et ses plans clairvoyants qui sont à l'origine de notre réalité radieuse et enthousiasmante, de cette élévation incessante du bien-être, de ce progrès irréfrénable de l'Albanie socialiste.

Nous avons, surtout cette année, obtenu de bons résultats dans l'agriculture. Des étrangers qui visitent notre pays, s'étonnent de voir que nos collines et nos montagnes sont aménagées en terrasses. On m'a fait savoir qu'à Dajç les coopérateurs ont réussi, dans certaines parcelles, à obtenir dans la production de maïs un rendement de plus de 120 quintaux à l'hectare. Très bien! Bravo!

Nos campagnes ont enregistré des progrès considérables et nous nous en félicitons. Vous, les plus âgés, vous savez bien quelle était la situation de notre agriculture avant la Libération, car vous êtes nés au sein de cette terre assoiffée et misérable, mais, sous la direction du Parti et grâce au travail grandiose que vos parents et vous-mêmes avez fourni, l'agriculture est aujourd'hui une grande force économique en République populaire socialiste d'Albanie. Regardez les fruits qu'ont portés les directives de Lénine et de Staline sur la collectivisation des campagnes et que notre Parti a su appliquer dans un

esprit créateur en tenant compte des conditions propres à notre pays. Le plus important était de faire en sorte que notre paysannerie comprenne que la collectivisation des terres était un besoin vital. Nous nous sommes heurtés à des difficultés dans ce sens, mais la confiance de notre Parti dans le peuple ne s'est jamais démentie. Il n'a jamais perdu de vue l'enseignement de Lénine selon lequel grâce à un travail d'explication mené avec patience et persévérance auprès du peuple, celui-ci finira par prendre conscience de la nécessité de la collectivisation des campagnes, aussi a-t-il travaillé patiemment de telle sorte que nos paysans ne peuvent plus concevoir leur vie en dehors de leur coopérative, c'est-à-dire qu'ils font passer l'intérêt général avant leur intérêt particulier.

Afin de faire progresser l'agriculture, notre Parti a appliqué une série de réformes marxistes-léninistes, dont nombre ne figurent ni dans les œuvres de Marx, ni dans celles de Lénine, mais ce sont précisément Marx et Lénine qui nous en ont donné les principes, qui nous ont appris que nous devons aussi édifier le socialisme sur la base de l'expérience acquise. C'est en appliquant correctement les principes que nous avons résolu aussi d'autres problèmes surgis dans la voie que nous suivions. Notre Parti a donc su, grâce à son habileté et à ses capacités, en intensifiant son travail politique et idéologique et en prenant des mesures de technique agricole, mettre sur pied une agriculture socialiste, barrer le chemin à tout élément favorisant tant soit peu la restauration du capitalisme eu le développement d'une économie spontanée.

Tous les secteurs de notre vie et de notre activité, l'industrie ou les mines, l'énergie ou l'agriculture coopérée, l'enseignement ou la culture, se développent d'année en année, de quinquennat en quinquennat à des rythmes rapides et satisfaisants.

Vous, camarades constructeurs des centrales hydro-

électriques et de tous les autres grands ouvrages, vous avez conçu, projeté, construit et construirez à l'avenir aussi des centrales hydro-électriques et thermiques encore plus importantes. Vous, camarades pétroliers, vous mettez en valeur pour la patrie une grande richesse et, en appliquant les directives du Comité central du Parti, vous avez ouvert à notre industrie pétrolière d'extraction de nouveaux horizons prometteurs. Vous, camarades mineurs, qui travaillez dans les différentes mines du pays, vous arrachez à notre sous-sol des minerais des plus divers. Et vous, camarades travailleurs et spécialistes de l'agriculture, vous avez obtenu des succès multiples et durables. En dépit de l'effet négatif des conditions atmosphériques, vous avez atteint et dépassé les objectifs fixés pour tous les produits agricoles. Cette année, notre agriculture socialiste a réussi à obtenir des rendements élevés en blé, voire plus élevés que dans pas mal d'autres pays d'Europe.[3] Dans la culture du maïs, nos agriculteurs prévoient également une bonne production. Tous ces succès sont dus au travail et aux efforts de nos travailleurs, de nos techniciens, de nos cadres supérieurs et moyens, qui se comptent par dizaines de milliers et que notre système d'enseignement populaire a formés en les dotant d'une culture contemporaine et progressiste d'un niveau élevé.

Il est naturel que ces succès réjouissent notre peuple, mais ils ne doivent pas nous faire croire que tout est maintenant parfait et que nous pouvons laisser aller a l'euphorie. Au contraire, tout doit être raffermi, nos conquêtes défendues et toujours enrichies.

Chacun de nos succès a son origine dans le travail, la discipline, la créativité active et performante des masses. Vous savez fort bien qu'au cours de la construction de

3 En 1983, le rendement moyen de blé dans un certain nombre d'exploitations agricoles en Albanie était de plus de 70 q/ha, au lieu de 7 à 8 q/ha avant la libération du pays.

notre société socialiste nous nous sommes heurtés à des difficultés et à des obstacles que nous avons surmontés au prix d'une lutte et d'efforts incessants. A l'avenir aussi, qui sera meilleur encore que le présent, nous aurons à vaincre de multiples difficultés et à combler plusieurs lacunes, objectives et subjectives, mais nous y arriverons sûrement, comme nous l'avons d'ailleurs fait jusqu'à présent.

Nous avons tous une confiance inébranlable dans notre glorieux Parti, dans sa ligne marxiste-léniniste, sa juste politique ferme et clairvoyante tant à l'échelle nationale que dans l'arène internationale. Notre peuple, qui ne cesse d'accomplir des prodiges, puise sa force dans cette ligne et cette politique.

Pouvons-nous affirmer haut et clair que l'Albanie a fait un très grand pas en avant? Oui, sans doute. Quand nous comparons notre passé à notre présent, nous voyons quelles sont les grandes réalisations de notre Parti, les grandes idées qu'il a élaborées. Ces idées fondées sur la théorie marxiste-léniniste ont vivifié nos hommes, les ont éduqués, leur ont donné le courage de leurs opinions et de leurs actes, et c'est à cela que nous devons toutes les réalisations dont nous jouissons aujourd'hui.

Nous disons, et nous le prouvons, que nous sommes le seul pays au monde à construire le socialisme. Il n'y a pas d'autres pays socialistes. Nous appliquons le marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de notre pays. Notre Parti fonde sa politique dans tous les domaines sur la théorie marxiste-léniniste, il vise à la construction du socialisme et à la défense des intérêts de notre patrie, de son indépendance, de sa souveraineté et de sa liberté. Tout ce que nous avons construit, nous l'avons fait par nos propres forces, à la sueur de notre front, grâce au labeur et au savoir de nos fils et de nos filles. Notre réalité grandiose n'a pas pu être l'œuvre de quelques pays soi-

disant socialistes qui, sous le prétexte de nous aider, n'ont fait que piller les richesses de notre pays. Qui plus est, nous leur avons remboursé jusqu'au dernier centime les quelques aides qu'ils nous ont accordées.

Ceux qui nous ont vendu des turbines, des locomotives ou d'autres machines que nous avons payées comptant ou échangées contre nos matières premières, ne peuvent prétendre avoir construit nos grandioses centrales hydro-électriques, nos chemins de fer, nos complexes industriels, ni avoir développé les campagnes de notre pays qui est devenu un jardin fleuri. Nos centrales hydro-électriques, nos chemins de fer. nos complexes industriels et nos usines, nos plaines bonifiées et nos imposantes plantations d'agrumes et d'autres arbres fruitiers qui s'étendent sur nos collines aménagées en terrasses, ne sont pas l'œuvre d'un ou de dix ingénieurs, agronomes ou géologues étrangers venus séjourner un certain temps chez nous sous l'habit d'«amis». Ils n'auraient rien pu faire sans la force, la volonté, le savoir et le travail inlassable de nos hommes merveilleux. Au lieu de nous aider, ils ont gravement saboté notre travail, ont tout fait pour nous créer des difficultés et, quand nous nous sommes débarrassés d'eux, la vie a repris son cours normal, le pays a changé d'aspect, il s'est développé et a progressé à grands pas et nous avons construit tout seuls des ouvrages bien plus nombreux et importants que ceux qui avaient été mis sur pied jusque-là.

Avec le départ des experts étrangers, nos ennemis ont cru que nous allions capituler, lever les bras au ciel. Mais ils se sont trompés lourdement, car ils ne connaissaient pas la force et la vitalité de notre peuple et de notre Parti.

Nous serions restés très à la traîne si nous n'avions rejeté tous nos faux amis, depuis les titistes yougoslaves jusque'aux chinois en passant par les khrouchtchéviens. Ils

ont saboté notre travail, freiné notre développement, et ce sont eux qui nous sont obligés non seulement sur le plan politique, mais encore du point de vue économique.

Toutes les découvertes et les progrès effectués chez nous sont dus à la capacité de notre Parti et de nos hommes. Prenons le secteur du pétrole, à propos duquel les étrangers prétendent «nous avoir aidés». En réalité, là aussi, ils ne nous ont rien dit sur les gisements à peine découverts, tout comme ils nous ont caché les données recueillies sur nos mines. Dans ce domaine, les spécialistes étrangers ont travaillé dans la mesure de leurs capacités, qui étaient d'ailleurs limitées, car ils poursuivaient d'autres buts, étaient venus chez nous à d'autres fins et non pour nous aider. Maintenant que nous avons acquis une grande expérience, que nos mineurs et nos ingénieurs disposent de connaissances plus étendues, nous pouvons juger très facilement des capacités des spécialistes étrangers venus en Albanie, et de nos propres capacités. Bref, camarades, ils ne sont pas venus chez nous pour nous aider, mais pour nous asservir, pour nous assujettir toujours plus.

Ce sont nos mineurs héroïques qui, sous la direction de notre Parti, ont ouvert toutes les mines que nous exploitons actuellement, depuis celles de ferronickel jusqu'à celles de cuivre et autres.

Nous disions naguère que la nature avait doté les autres pays de grandes richesses, alors qu'elle n'avait donné au nôtre que des montagnes. Aujourd'hui, ces montagnes constituent pour nous une grande richesse d'une inestimable valeur, car non seulement elles recèlent dans leurs profondeurs de gros trésors, mais encore nous servent de citadelle pour la défense de notre Albanie bien-aimée que nous avons édifiée et embellie et qui sera encore plus belle à l'avenir.

Nous nous rappelons tous qu'il y a quelques décennies, le monde considérait l'Albanie socialiste comme un satellite

d'abord des Yougoslaves, puis des Soviétiques et plus tard encore des Chinois. Mais, avec le temps, ceux qui pensaient ainsi, se sont rendu compte que l'Albanie n'avait jamais été un pays satellite de ces Etats. Ceux qui pensaient et jugeaient de la sorte sont, comme dit notre peuple, retombés de leur haut. D'autres, sympathisants de notre pays et hommes réalistes, ont fait un juste jugement de notre réalité et ont pris notre défense. Nos divers ennemis, après avoir échoué dans leurs menées et complots contre nous, ont été obligés de changer de disque. Ils se sont mis à prétendre que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais «s'isolaient du monde» et cela parce qu'ils défendaient la liberté, l'indépendance et la souveraineté de leur pays. Mais qu'entendaient-ils par «isolement»? Tout simplement le fait que nous ne nous sommes pas vendus aux étrangers, au capital mondial, que nous n'avons pas permis à la réalité albanaise de dégénérer, que nous n'avons pas contracté de dettes auprès des superpuissances et des autres puissances impérialistes, que nous n'avons pas vendu notre patrie socialiste, que nous ne leur avons pas emboîté le pas, que nous ne nous sommes pas acheminés vers l'asservissement spirituel, économique et militaire, comme l'ont fait et le font les messieurs qui nous prennent à partie et nous critiquent pour cacher leur faillite manifeste.

Pour dissimuler la tragédie qui se joue sur le dos des peuples, l'impérialisme américain et son officine, le titisme yougoslave, ont concocté la notion politique de «pays non-alignés». Quant à savoir en quoi ces pays sont non alignés, la seule explication est qu'ils ne sont membres, formellement, ni de l'OTAN, ni du pacte de Varsovie. En fait, l'engagement politique, idéologique, économique et militaire de la plupart de ces pays aux côtés d'une ou de l'autre superpuissance et des pays capitalistes développés, est indéniable. Pour nombre de dirigeants de ces pays

qui recourent à cette politique dite de non-engagement pour couvrir d'une feuille de vigne leur entière dépendance vis-à-vis des grandes puissances, cet engagement est devenu une seconde nature. Dans beaucoup de ces pays, les bénéfices dérivant des emprunts et des crédits asservissants accordés par les banques des grands pays capitalistes sont empochés par les richards locaux et les capitalistes et les monopoleurs étrangers, alors que la misère, la crise et la dégénérescence pèsent comme toujours sur le dos des peuples, des masses travailleuses.

L'Albanie socialiste, parce qu'elle n'est pas prise dans cet étau, est considérée par les tenants du pillage impérialiste comme un pays «isolé» du monde. Mais nous. Albanais, nous ne nous soucions guère de cette «épithète» qui nous est attribuée. Au contraire, nous poursuivons dans la juste voie sous la direction de notre Parti, dans la voie de la construction du socialisme, du progrès, du mieux-être des travailleurs et de la prospérité croissante de la patrie, dans une voie où nous ne connaissons ni crise ni endettement. Le monde progressiste, celui qui en juge par lui-même, les peuples qui travaillent et luttent en même temps pour la liberté et la souveraineté de leur pays, apprécient à sa juste valeur la voie que nous suivons.

Notre réalité est l'œuvre grandiose du Parti du Travail d'Albanie, elle est le résultat de l'application fidèle du marxisme-léninisme. C'est pour cette raison que nos ennemis combattent notre Parti et le marxisme-léninisme. S'ils le font, c'est parce que notre réalité démasque aux yeux de tous la trahison des révisionnistes modernes à l'encontre du marxisme-léninisme, elle met en relief la vitalité de notre théorie. L'Albanie socialiste, petite, mais invincible face à la lie révisionniste qui se répand dans le monde, montre à l'humanité entière que les peuples ne peuvent construire le socialisme avec succès que s'ils

s'appuient sur la théorie marxiste-léniniste et sur leurs propres forces.

Les titistes yougoslaves sont des ennemis jurés de l'Albanie socialiste. Quarante années durant, ils se sont efforcés par tous les moyens d'entraver notre marche en avant. Mais nous les avons vaincus car le bon droit était de notre côté, nous avions confiance dans la ligne de notre Parti, nous nous appuyions sur le marxisme-léninisme. La Yougoslavie est criblée de dettes, bien que ces temps derniers les titistes se prévalent de la formule «nous édifions le socialisme en comptant sur nos propres forces». Mais le monde n'est pas aveugle, il voit qu'en réalité la Yougoslavie construit le capitalisme en comptant sur les forces d'autrui. Cela, les titistes ne l'avouent pas, mais nous sommes là pour le leur rappeler constamment. C'est la raison de leurs furieuses attaques contre nous.

Ceux qui subventionnent la Yougoslavie, qui la maintiennent en vie, reconnaissent ouvertement dans leur presse, et ils nous l'ont confié eux-mêmes, que ce sont eux qui lui donnent un peu de souffle, que sinon elle rendrait l'âme. Les pays capitalistes sont pris d'émulation et c'est à qui accordera le plus de crédits à cet ogre. Cette concurrence permet au capital étranger et au capital yougoslave de s'engraisser, alors que le peuple s'enfonce dans sa misère. Les prix ne cessent de monter, l'inflation s'accroît, le chômage s'élève et l'oppression nationale s'intensifie.

La Yougoslavie titiste est devenue un échiquier sur lequel s'affrontent deux adversaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Celui qui gagnera la partie donnera échec et mat à la Yougoslavie, mais mettra aussi en danger la paix et la sécurité dans les Balkans, en Europe et partout ailleurs dans le monde.

Camarades, le monde se trouve actuellement dans une situation troublée, le danger de guerre est grand. Tous

l'affirment et le clament. Mais que fait-on pour le prévenir? Les discours ne manquent pas, des conférences sont convoquées au niveau régional et international. Mais qu'en résulte-t-il? Rien de rien. Qui pis est, le danger d'une guerre nucléaire s'accroît et le monde capitaliste et révisionniste s'arme au galop.

Qui encourage donc l'hystérie d'une nouvelle guerre? D'un côté l'OTAN avec les Etats-Unis à sa tête, de l'autre le pacte de Varsovie dirigé par l'Union soviétique.

Et les pays dits non alignés, que font-ils dans tout cela? Certains d'entre eux, poussés par les superpuissances, se battent entre eux en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique centrale et ailleurs. Dans ces pays, le sang des peuples coule à flots dans l'intérêt des superpuissances qui se partagent et se repartagent le monde en zones d'influence, qui encouragent et trament des complots aux dépens des peuples, qui poussent les esclaves du dollar et du rouble à violer les frontières de leurs pays.

Actuellement, les dirigeants de la Yougoslavie titiste se démènent, crachent leur fiel et s'époumonent à annoncer que «la Yougoslavie, les Balkans et l'Europe sont menacés par l'Albanie socialiste», par «la dictature d'Enver Hoxha», par «son refus de participer à la Conférence d'Helsinki et à celle de Madrid» ainsi qu'à d'autres conférences de ce genre qui n'ont jamais donné de résultats. Bien au contraire, actuellement, nous nous trouvons à la veille de l'installation des missiles nucléaires en Europe et face au danger d'éclatement d'une guerre mondiale.

Mais peut-on conjurer le conflit mondial qui risque d'éclater sans s'opposer à la politique de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de l'OTAN, du pacte de Varsovie, du Marché commun et du Comecon, sans en démasquer la mise en pratique? Le conflit mondial peut-il être évité si les pays s'endettent chez les uns et les autres, s'ils sourient tantôt à l'un tantôt à l'autre, en pratiquant le chantage

et les consessions tour à tour et à l'un et à l'autre? Non, en aucune façon! Au contraire, une telle façon d'agir conduit à la catastrophe.

Si nous prenons la défense des droits de nos frères albanais qui vivent en Yougoslavie, cela ne signifie pas, contrairement à ce que prétendent les titistes, que nous voulons du mal à ce pays. Non. Nos prises de position sont bien définies et publiquement déclarées. Nous ne nous sommes jamais immiscés dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Ce sont les titistes yougoslaves qui n'ont cessé de comploter contre la liberté et l'indépendance du peuple albanais et de l'Albanie socialiste.

Nous connaissons et n'oublions jamais les visées de tous ceux qui montent des complots de caractère fasciste, clérical et annexionniste pour renverser notre régime et démembrer l'Albanie. Mais que l'on sache bien que ces sombres visées ne seront jamais réalisées. Le peuple albanais annihilera tous les complots et les menées de ses ennemis comme il l'a fait avec l'odieuse bande criminelle de l'agent multiple Mehmet Shehu. Nous débarrassons notre jardin des herbes nuisibles, il se peut que d'autres poussent, mais pour elles aussi il y aura toujours des «herbicides».

Comme nous vous l'avons dit quand nous vous avons mis au courant des décisions du Comité central relatives aux menées subversives des traîtres Mehmet Shehu, Kadri Hazbiu et consorts, nous vous avons indiqué la stratégie infaillible de notre Parti, que rien ne peut absolument ébranler, comme l'a dit ici un camarade de Koman. Quant à notre tactique, elle est fondée sur le marxisme-léninisme et prend en considération toutes les situations, toutes les conjonctures. Nous savons bien mesurer la longueur de nos pas dans chaque domaine.

L'Albanie socialiste souhaite vivre en harmonie avec tous les peuples et en coexistence pacifique léniniste avec

tous les Etats qui font preuve de correction dans leurs rapports avec elle. Elle est pour la défense de la paix et contre les guerres agressives impérialistes.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail qui la dirige poursuivent leur propre politique et ont sur chaque question leurs points de vue, qu'ils expriment ouvertement. Personne ne pourra étouffer notre juste voix ni nous faire relâcher notre vigilance révolutionnaire. Ceux qui pensent que les petits n'ont pas le droit de faire entendre leur voix, se trompent grossièrement. Le droit de dire partout, toujours et publiquement ce que nous pensons, personne ne nous en a fait cadeau, nous l'avons conquis au prix du sang versé et de nombreux sacrifices.

Nos droits sont sacrés et nous les défendrons de toutes nos forces. Nous ne permettrons à personne de fouler aux pieds nos droits, de soutenir des actions injustes quand bien même ces actions seraient couvertes par des traités internationaux conclus au détriment des intérêts du peuple albanais et contrairement à sa volonté, ou de renier ses obligations légales envers l'Albanie socialiste.

La situation chez nous est saine sur tous les plans, politique, idéologique, économique et militaire. Notre Armée populaire avec toutes ses composantes est en mesure, grâce aux armes dont elle dispose, de défendre victorieusement l'Albanie contre n'importe quel ennemi. Notre peuple est uni comme un seul homme et dans une unité d'acier autour de son Parti et de sa ligne. Nous avons une économie stable. En un temps où tout le monde capitaliste et révisionniste se trouve pris dans l'étau de la crise, notre économie se développe de façon continue à des rythmes rapides, le niveau de vie de la population ne cesse de s'élever, la défense de la patrie est invincible.

Passant d'une phase à l'autre, notre industrie socialiste aussi avance rapidement. De la petite industrie de naguère, nous sommes passés aujourd'hui à la construction d'usines

et de fabriques par nos propres forces. Il va sans dire qu'à l'avenir également nous importerons des usines que nous ne pouvons mettre sur pied tout seuls, mais nous disposons désormais des moyens nous permettant de progresser dans cette direction; nous possédons le complexe métallurgique d'Elbasan, le géant de notre industrie qui s'agrandira en multipliant ses usines et dont la production nous permettra de réduire la quantité de nos importations et en même temps d'accroître celle de nos exportations.

Chez nous tout est harmonisé avec les besoins actuels et futurs, avec nos possibilités. Dans notre développement, nous ne laissons rien au hasard, nous ne faisons pas d'investissements infructueux et chaotiques, ni de dépenses inutiles et incontrôlables. Chez nous les gens sont contents, non pas que nous ayons décroché la lune, mais parce qu'ils sont convaincus de la justesse de la voie où ils avancent sous la direction du Parti. Les gens voient, réfléchissent, jugent et raisonnent; ils comparent le présent au passé, constatent les progrès accomplis, etc. Nous avons tout construit au prix de la sueur et du sang versé depuis le temps de la Lutte de libération nationale. Nombre de vos camarades sont morts en travaillant pour la construction de nos chemins de fer, de nos mines, etc., mais leur sang même est devenu une grande force mobilisatrice. Notre peuple a bien conscience de la situation et pleinement confiance dans son Parti et son avenir. Le niveau de conscience politique de nos gens ne cesse de s'élever, notre idéologie a forgé et élevé l'homme nouveau qui connaît bien ses droits et ses devoirs, qui comprend comme il se doit la discipline prolétarienne du travail et la bonne conduite des hommes dans la vie, qui font passer l'intérêt général avant leurs intérêts particuliers.

Ce sont les caractéristiques et les mérites inestimables de notre système social de la dictature du prolétariat, l'un des plus démocratiques, des plus progressistes et des plus

humains, qui est fondé sur la justice prolétarienne, la défense de la liberté individuelle et de la liberté générale, la liberté de la patrie. L'oppression nationale, l'interdiction d'exprimer librement ses idées créatrices, le génocide et l'apartheid sont des phénomènes étrangers à notre société. Chez nous il n'y a ni riches ni pauvres, les gens de chez nous haïssent le luxe et la corruption, leur vie a pour traits la dignité, l'amour du travail et le respect de l'homme. Notre système social est un système créateur. C'est le mérite de notre classe ouvrière, qui, en alliance avec la paysannerie et sous la direction du Parti, dirige la vie du pays et crée tous les biens matériels et spirituels dont nous jouissons.

Nous nous trouvons actuellement en pleine phase d'élaboration du plan de 1984, qui conduira notre peuple et notre patrie vers de nouvelles victoires. Les résultats obtenus jusqu'à présent et les bonnes conditions créées par le Parti doivent être mis à profit pour l'élaboration d'un plan optimal et mobilisateur, qui fasse prospérer encore la patrie et le peuple, qui les renforce et améliore toujours plus le bien-être général.

Nous devons intensifier nos efforts pour renforcer l'organisation de la production, de la planification, de l'enseignement, de la culture et de la science, organisation qui contribue à accroître la mobilisation de nos travailleurs, leur zèle et leur volonté de voir leur labeur porter toujours plus de fruits. Nous devons mettre à profit le mieux possible l'expérience que nous avons acquise en matière de gestion et d'organisation, de technique et de technologie, la perfectionner, l'approprier aux situations créées. C'est une exigence présente et future de notre travail créateur. Par ailleurs, le régime d'économies doit être à l'ordre du jour. Un peuple qui épargne, qui ne gaspille pas, vit dans les siècles.

Chacun de nous doit réaliser dans son travail les plans

établis par le Parti et les tâches qui lui incombent, il doit le faire avec minutie et en temps opportun, avec un niveau de conscience et un sens des responsabilités élevés, sur le plan individuel comme sur le plan collectif. C'est ainsi que seront garantis l'édification du socialisme, la liberté, l'indépendance, la souveraineté et l'avenir florissant de notre patrie socialiste.

Nos ennemis ne cessent de comploter contre nous, mais nous sommes prêts à parer à toute éventualité et avons pris toutes les mesures nécessaires à cet effet. Il n'est pas si facile de porter atteinte à l'Albanie. C'est bien clair pour tous. Certes l'Albanie est un petit pays, à population réduite, elle ne dispose d'armes aussi sophistiquées que ses ennemis, mais ceux-ci savent fort bien que les Albanais sont des hommes courageux, que tout le peuple albanais est uni avec son Parti, et qu'il coûterait fort cher à qui que ce soit de tenter de pénétrer dans notre pays. Qui oserait mettre le feu à notre pays doit bien savoir qu'il s'y brûlerait lui-même. C'est pourquoi, camarades, il nous incombe de renforcer et de faire prospérer notre pays, notre patrie sur tous les plans, d'avoir toujours présent à l'esprit que la prospérité de notre pays est l'œuvre du Parti et que c'est le Parti qui nous guidera dans la voie du progrès. Le Parti en est la gage le plus sûr. car il est l'avant-garde de notre classe ouvrière. Le Parti ne peut exister sans la classe ouvrière. C'est la grande force du prolétariat qui donne à son avant-garde une force d'acier, qui crée l'unité entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre ouvriers, paysans et intellectuels, qui leur permet de surmonter, sous la direction de leur Parti, les plus grandes difficultés. Même si les plus terribles ouragans s'abattaient sur nous, nous serions en mesure de les vaincre. C'est pourquoi, camarades, attelons-nous à la tâche, tenons-nous toujours sur le qui-vive, créons et ne manquons jamais de courage. C'est là une question d'une

grande portée. Ayons le courage de nos actions, de nos opinions, le courage de critiquer quiconque s'écarte de la juste voie de notre Parti. Tout cela est pour le bien de la patrie, contribue à raffermir notre unité. Personne ne doit prendre en mauvaise part les critiques que lui adressent ses camarades, au contraire, il doit les considérer comme une leçon salutaire.

Continuons à travailler toujours mieux pour montrer à notre peuple dans la pratique la justesse de la ligne du Parti du Travail d'Albanie; et que les hommes honnêtes et progressistes dans le monde voient et jugent la réalité de notre Albanie socialiste.

Camarades, je viens d'avoir soixante-quinze ans, mais je vivrai encore. Je vivrai parce que vous m'en donnez la force, le travail du Parti me la donne aussi; et vous êtes la force intellectuelle qui nous permet de coordonner nos actions et de dégager les conclusions qui s'imposent. Ne croyez pas que nous soyons la tête de Jupiter. C'est parce que vous existez que nous existons, nous aussi. Vous nous avez élus, nous devons faire notre devoir jusqu'au bout, tant que nous serons en vie. Et plus la direction est proche du peuple, plus elle l'écoute, plus elle est liée à lui, à ses soucis, car nous avons eu des soucis et nous en aurons encore, plus elle est invincible. C'est pourquoi, cette unité, l'unité du Parti et du peuple, il nous appartient de la cimenter constamment.

Je voudrais rester plus longtemps à discuter avec vous; je me réjouis de vous avoir reçus, non seulement pour recevoir vos vœux à l'occasion de mon anniversaire, mais aussi et surtout parce que vous m'avez parlé de votre travail merveilleux.

Et de mon côté, je souhaite être auprès de vous pour partager toutes vos joies.

UNE CAMARADE: En fait, vous êtes toujours auprès de nous, camarade Enver.

LE CAMARADE ENVER HOXHA: Oui, je suis de cœur avec vous, aux côtés de tous les enfants qui grandissent dans des crèches et des jardins d'enfants, qui étudient à l'école, aux côtés de ceux qui se font soigner et guérissent dans les hôpitaux. Je me réjouis de tous ces bienfaits qui sont l'œuvre du Parti et dont le nombre ne cessera d'augmenter.

Vous êtes venus me souhaiter un bon anniversaire et moi, je vous souhaite à tous et de tout cœur des succès dans votre travail. Soyez heureux! Soyez les maîtres de notre pays sous la direction du Parti! Le Parti sera toujours avec vous, il vous soutiendra, car vous êtes le grand appui de la patrie, de notre nation.

Je vous remercie encore de vos vœux et je vous félicite des victoires que vous avez remportées et qui non seulement me réjouissent, mais encore rénovent mes forces.

Je vous dis, donc, en avant, camarades ouvriers, coopérateurs, jeunes gens et jeunes filles, spécialistes de la production, travailleurs de la culture, en avant, camarades communistes vers de nouveaux succès dans l'accomplissement des tâches présentes et futures que nous assigne le Parti!

Mes amitiés à vos camarades de travail. Je vous souhaite beaucoup de bonheur dans votre vie personnelle et familiale.

Bon travail!

Que vive et progresse notre peuple!

Que vive et se renforce notre Parti!

Portons un toast à la santé du Parti, à votre santé, chers camarades!

LE MOYEN-ORIENT EN 1983

Notes

Décembre 1983

Cette année également, la rivalité ouverte, politique, économique et aussi, indirectement, militaire, des deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis et Union soviétique, au Moyen-Orient, ainsi que les problèmes qui s'y rattachent, ont été au cœur des événements internationaux. Le conflit arabo-israélien a connu de nouveaux et dangereux développements, la guerre entre l'Iran et l'Irak s'est poursuivie avec acharnement, la résistance du peuple afghan contre l'occupant soviétique s'est amplifiée, etc. A certains moments, les nouveaux développements qu'ont entraînés ces événements ont montré que les foyers de guerre locale dans cette région peuvent donner lieu à des affrontements bien plus violents et lourds de conséquences pour les pays et les peuples voisins.

J'ai déjà écrit que la rivalité interimpérialiste au Moyen-Orient a pour fondements le pétrole et la position stratégique et militaire des pays arabes. C'est pour le pétrole et pour des positions stratégiques que, depuis de longues années, dans cette zone comme ailleurs, les Etats-Unis et l'Union soviétique s'affrontent durement, sous main ou au grand jour. Sans le pétrole, leur économie en général et leur énorme machine de guerre en particulier ne feraient pas long feu. Sans la maîtrise des voies de

communication terrestres, maritimes et aériennes qui passent par cette très vaste région, les deux superpuissances ne sauraient songer à réaliser leurs plans d'occupation et d'expansion sur les immenses territoires des continents asiatique et africain, et dans les océans Pacifique et Atlantique.

C'est principalement pour ces raisons que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déclaré que la région du Moyen-Orient, dans laquelle ils englobent tous les pays situés entre l'Algérie et l'Iran, est une zone où sont engagés «leurs intérêts nationaux». C'est ainsi qu'ils la considèrent et, pour la défendre, ils sont prêts, comme ils le disent publiquement, à tout risquer, jusques et y compris la guerre. Dans cette perspective, ils sont passés, au cours de l'année qui s'achève, des menaces publiques aux actions et aux mesures concrètes.

Les Etats-Unis ont envoyé toute une flotte de guerre et des formations spéciales de *marines* à proximité du golfe Persique pour recourir éventuellement aux armes au cas où l'Iran bloquerait le détroit d'Ormuz et empêcherait la sortie des pétroliers vers l'océan. En Méditerranée, ils ont renforcé au maximum leur 6e flotte et débarqué environ 2 000 *marines* au Liban, etc. Et chacune de ces opérations a été justifiée par le prétexte de la défense de «leurs intérêts nationaux»!

De son côté, l'Union soviétique a pris des mesures analogues. Elle a envoyé une partie de sa flotte de guerre dans le Pacifique et renforcé au maximum sa flotte en Méditerranée, etc. Elle aussi prétend avoir agi ainsi pour défendre «ses intérêts nationaux» dans ces régions!

Cette année, donc, plus encore qu'auparavant, les deux superpuissances impérialistes ont appliqué au Moyen-Orient leur politique de la canonnière, sans s'inquiéter le moins du monde de l'indépendance, de la liberté et de la volonté des peuples de cette région. La politique de la

canonnière et les opérations militaires ouvertes de l'une et de l'autre superpuissance se sont traduites par une nouvelle aggravation de ce qu'on appelle «la crise du Moyen-Orient».

Dans le même temps, les «envoyés spéciaux» des présidents et des gouvernements des deux superpuissances, chargés de missions très secrètes et très spéciales, ont entrepris de nombreux voyages à Tel-Aviv, à Riyad, au Caire, à Damas, à Aman et dans plusieurs autres capitales de pays du monde arabe pour leur offrir «l'aide et les bons offices» de leur pays, mais en réalité pour faire pression sur les peuples arabes, au premier chef sur le peuple palestinien, et monter contre eux de nouveaux complots.

Au cours de cette année, j'ai noté dans mon Journal certains moments et événements qui m'ont produit une plus forte impression, notamment les menées iniques et inhumaines des superpuissances impérialistes et d'Israël, mais aussi des aspects des luttes héroïques des peuples palestinien, arabes, afghan et iranien contre les complots des deux superpuissances. J'y ai exprimé aussi des jugements et des sentiments personnels, ma compassion pour ces peuples devant les malheurs qui les frappent et les injustices qu'ils subissent, mais aussi la grande joie que me suscite leur lutte exemplaire pour leur liberté et leur indépendance nationale contre les occupants, contre leurs ennemis féroces, israéliens, impérialistes et social-impérialistes. Je fais ici, si je puis dire, un résumé de ces événements.

Le conflit arabo-israélien et ses complications

L'année 1983 peut être considérée comme ayant marqué la consolidation de l'occupation de fait du Liban par les armées israéliennes et la «force multinationale»

composée d'unités spéciales des armées américaine, italienne, française et anglaise. Cette occupation a eu pour premier but de frapper une nouvelle fois et de démanteler les forces organisées palestiniennes concentrées au Liban. Il s'agit maintenant de mettre en oeuvre la seconde partie du plan d'ensemble des Israélo-impérialistes et de la réaction arabe en vue de saper et de neutraliser une fois pour toutes la juste lutte du peuple palestinien pour regagner sa patrie.

Après de violents combats, les troupes israéliennes, fortes de 100 000 hommes pourvus des armes les plus modernes, ont occupé Beyrouth et la majeure partie du Sud Liban. Les combattants palestiniens leur ont opposé une résistance héroïque, mais, finalement abandonnées par leurs faux amis, ils se sont vus obligés de quitter Beyrouth pour se replier vers les faubourgs nord de la ville et la vallée de la Bekaa sous la «surveillance» de la «force multinationale».

Mais l'occupation du Liban et la mise en œuvre du plan de destruction des forces vives et organisées du peuple palestinien ne pouvaient être menées à bien sans que fût détruite l'unité même des peuples libanais et palestinien. Ainsi, au cours de l'année 1983, le monde a assisté à deux guerres fratricides provoquées par Israël, les Etats-Unis et certains milieux réactionnaires du monde arabe. La première a vu aux prises les deux grands groupements du peuple libanais, chrétiens et musulmans; en outre, au sein de chacun d'eux des luttes intestines ont eu lieu entre diverses fractions et sectes, druzes, chiites, sunnites, chrétiens maronites et autres. Ce conflit a eu de très graves conséquences politiques et économiques pour le Liban, entraînant, entre autres, la destruction de Beyrouth, ville cosmopolite naguère prospère. L'autre guerre fratricide est celle qui a été déclenchée au sein de l'OLP, entre les partisans d'Arafat et ceux d'Abou Moussa, naguère

son bras droit. Cette lutte s'est conclue par le départ définitif du Liban d'Arafat et d'environ 4 000 combattants palestiniens à moitié désarmés. Le seul à avoir tiré des avantages de cette guerre fratricide a été Israël; par contre, le peuple palestinien et son mouvement de libération ont été très éprouvés.

Dans le courant de cette année, les agents d'Israël au Liban, dans le but de frapper de terreur, pour l'obliger à quitter le Liban, une population palestinienne d'environ trois à quatre cent mille personnes sans défense, installée au Liban depuis qu'Israël l'a chassée de sa patrie, ont organisé et perpétré un massacre d'une cruauté sans précédent, tuant à l'arme blanche les réfugiés hébergés dans les deux camps palestiniens de Sabra et Chatila situés aux environs de Beyrouth. A la faveur aussi de la nuit, et de connivence avec l'armée régulière israélienne, qui avait soi-disant pour mission de protéger ces camps contre des attaques surprises, plusieurs bandes de fascistes libanais, à la solde d'Israël, ont tué de la manière la plus barbare et sans aucune distinction, hommes, femmes, vieillards et enfants, des familles entières, en tout, plus de 1 500 personnes.

Les auteurs de ce crime monstrueux, ainsi que leurs instigateurs et leurs soutiens, ont brouillé leur traces et, grâce aux protections dont ils bénéficiaient, sont restés impunis. Mais l'opinion progressiste du monde entier les a démasqués et flétris comme des criminels de guerre.

Cette année, la situation politique intérieure au Liban s'est aussi fortement aggravée. Le pays est resté quasi totalement privé d'un gouvernement et d'une administration capables de diriger ses affaires, de prendre soin du peuple, de contrecarrer les menées de l'occupant israélien. Profitant de cette situation les milieux réactionnaires libanais se sont organisés, ils se sont armés et ont engagé des opérations militaires contre les forces progressistes

libanaises, particulièrement contre les Palestiniens et contre les intérêts nationaux mêmes du Liban.

Malgré tout, le peuple libanais ne s'est pas incliné. Lui aussi a pris les armes et a résisté vigoureusement à l'armée israélienne d'occupation et même aux autres occupants, surtout aux Américains et aux Français. Israéliens, Américains et Français ont vu leurs postes et casernes attaqués et gravement éprouvés.

Bien que l'armée israélienne ait occupé Beyrouth et que les instigateurs et les soutiens d'Israël y aient envoyé plusieurs milliers de «spécialistes pour le maintien de l'ordre» (la «force multinationale»), la situation ne s'est donc pas apaisée. C'est pourquoi l'aviation et la flotte israéliennes, ainsi que la flotte américaine, qui comprend entre autres les porte-avions «Nimitz», «Eisenhower», «Independence» et des dizaines de croiseurs lourds, ont continué de bombarder avec toute leur puissance de tir les positions des combattants palestiniens et libanais dans les zones montagneuses environnant Beyrouth et surtout dans la vallée de la Bekaa.

L'aviation et l'artillerie de la flotte américaine ont aussi bombardé les forces armées syriennes interarabes qui ont pris position dans cette vallée avec l'approbation du gouvernement libanais.

En ce qui concerne les social-impérialistes soviétiques, à en juger d'après leurs démarches et leurs déclarations tapageuses, il semble qu'«ils ne soient pour rien» dans ce qui se produit, dans les attaques lancées contre les Palestiniens et les Libanais, ni non plus contre les Syriens. En effet, en dépit de son «traité d'amitié» avec la Syrie, l'Union soviétique continue à faire semblant de ne rien voir et de ne rien entendre. Ce n'est pas la première fois que les social-impérialistes soviétiques trahissent et laissent en plan «leurs amis arabes». Ils ont surtout le souci Ce vendre le plus d'armes possible, de les voir consumées

au plus vite pour pouvoir en revendre, plutôt que de tenir leurs engagements stipulés dans les «traités d'amitié» qu'ils signent avec un pays ou un autre et d'entrer ainsi en conflit ouvert avec les Américains.

Actuellement, il est de plus en plus question d'un «plan politique global», étudié et élaboré, dit-on. sous les auspices de Reagan lui-même, en vue d'une solution de la crise du Moyen-Orient. Certes, ce plan envisage la création d'un «Etat palestinien» amputé et sous l'égide du roi anti-palestinien de Jordanie, mais son but principal est de garantir des frontières sûres à Israël. C'est là la troisième partie du plan d'Israël, de l'impérialisme américain et de la réaction arabe, pour morceler le peuple palestinien et saboter sa juste lutte.

Notre peuple nourrit une sympathie particulière pour le peuple palestinien et pour sa lutte résolue et héroïque. Il n'a cessé de le soutenir dans cette mer de solitude et de trahison où il se trouve aujourd'hui. Mais, bien que trahi et abandonné, le peuple palestinien vaincra. Il vaincra parce qu'il se bat pour une cause juste, pour rentrer dans sa patrie usurpée par les agresseurs israéliens avec l'appui ouvert des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques et des forces réactionnaires de divers pays arabes.

Le peuple afghan chassera l'occupant soviétique

Il y a eu quatre ans ces jours-ci que l'Afghanistan a été envahi par l'armée soviétique. Si les social-impérialistes soviétiques, en perpétrant cette agression fasciste, ont cru que tout serait vite oublié, que le peuple afghan se serait rapidement soumis et laissé duper, ils se sont lourdement trompés. Le peuple afghan n'a jamais

pactisé avec les hordes soviétiques qui ont occupé sa patrie. Au contraire, il s'est battu et se bat les armes à la main et cela à un point tel que le gouvernement soviétique s'est vu obligé d'envoyer constamment en Afghanistan de nouvelles troupes, fraîches et équipées d'un armement des plus modernes, comprenant même des armes chimiques; il a donné l'ordre à son aviation et à son artillerie de pilonner systématiquement de vastes régions, rasant de nombreux villages et massacrant leurs habitants: il applique toujours la politique de la terre brûlée et les prisons regorgent de combattants afghans insoumis. Depuis quatre ans les social-impérialistes soviétiques ont tout tenté pour soumettre le peuple afghan. Mais celui-ci ne s'est pas soumis, ni laissé intimider, et il poursuivra sa résistance jusqu'à la victoire.

Durant l'année 1983, la résistance armée des combattants afghans aux occupants soviétiques a gagné en ampleur. Les puissantes garnisons de l'armée soviétique d'occupation ont essuyé des assauts répétés de la part des patriotes afghans non seulement dans les régions montagneuses, comme celles de Pakhtia, de Kandahar et d'Hérat, mais aussi à Kaboul même. L'ambassade soviétique, devenue une véritable «forteresse», ainsi que les bâtiments où s'est «bétonné» le Haut commandement des troupes soviétiques d'occupation, ont été attaqués. Les patriotes afghans ont tué des généraux et officiers supérieurs soviétiques, ainsi que des milliers de soldats, ils ont fait prisonniers des dizaines de leurs conseillers, frappé des aérodromes militaires, détruit un matériel de guerre considérable, avions, hélicoptères, chars, canons, etc., et se sont emparés d'une grande quantité d'armes. Les occupants soviétiques sont obligés de se mouvoir sur un sol qui brûle sous leurs pieds, de vivre dans la panique au milieu d'un peuple qui, loin de les considérer comme ses «amis», voit en eux des ennemis féroces et perfides, qu'il

doit combattre jusqu'à la mort. A aucun moment les occupants soviétiques ne se sont sentis ni ne se sentent assurés sur le sol afghan, et cela indépendamment du grand nombre de soldats qu'ils ont dépêchés là-bas, de la quantité et de la puissance de feu de leurs armes.

Le vaillant peuple combattant d'Afghanistan, pauvre et équipé surtout d'armes enlevées à l'occupant, montre très bien par son exemple comment on peut et l'on doit lutter contre les envahisseurs étrangers, quels qu'ils soient, si puissants et bien armés soient-ils, comment s'acquièrent, dans la lutte pour la défense de la patrie et de la liberté, les capacités militaires, les vertus de bravoure et d'abnégation.

Souvent, quand je lis des nouvelles sur cette résistance ou que je vois à la télévision des scènes d'assauts et d'actions des valeureux combattants afghans contre les puissantes formations ou colonnes motorisées de l'armée soviétique d'occupation, avec, pour toute arme, un fusil à la main, sautant de rocher en rocher, avançant dans la neige, sur la glace et sous la pluie, ou affrontant mille autres difficultés, je revois en esprit notre glorieuse Lutte de libération nationale, l'héroïsme et les sacrifices de notre peuple courageux, patriote et révolutionnaire. Certes, notre lutte était menée à un stade beaucoup plus élevé et elle était bien mieux organisée; avant tout, elle était dirigée par notre Parti communiste sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. Notre peuple lui-même. uni dans le Front de libération nationale et dressé dans la lutte comme un seul homme sans distinction de région d'origine ni de religion, avait naturellement une plus exacte vision des idéaux pour lesquels il devait se battre et se battait et de la nature du pouvoir qu'il bâtirait, après la victoire, sur les ruines des régimes passés. Néanmoins, je le répète, la guerre du peuple afghan est, elle aussi, une guerre juste et les combattants pa-

triotes afghans méritent d'être honorés et respectés par toutes les forces progressistes du monde, il faut les soutenir pour qu'ils puissent intensifier leur lutte de libération et parviennent à bouter l'occupant soviétique hors de leur patrie. Que les social-impérialistes soviétiques et leurs valets locaux le veuillent ou non, cela se réalisera sinon aujourd'hui, à coup sûr demain. Le peuple afghan reconquerra sa liberté et son indépendance.

A propos de la guerre Irak—Iran

Les gouvernants irakiens ont déclenché la guerre contre l'Iran de peur de voir s'étendre chez eux l'influence de la révolution du peuple iranien contre le shah et ses patrons, les impérialistes américains; ils y ont été poussés également par les social-impérialistes soviétiques, les impérialistes américains et la réaction arabe afin de renverser le nouveau régime iranien. Saddam Hussein et sa clique ont cru apparemment que cette guerre serait vite finie et que les Iraniens, vu la relative désorganisation de leur armée à la suite de la révolution, ne tarderaient pas à se rendre, que les Irakiens occuperaient les riches champs pétrolifères proches de la frontière et ceux situés dans le Khuzistan, etc. En fait, les choses ne se sont pas passées ainsi. L'armée iranienne a fait front aux premières attaques de l'armée irakienne, puis elle a contre-attaque, a libéré ses zones frontalières occupées par les Irakiens pour, ensuite, poursuivre son offensive plus en profondeur.

La guerre dure depuis trois ans, avec des phases de combats sanglants et d'autres de calme relatif, où elle se réduit à des échanges de tirs d'artillerie, à des tirs à la roquette, ou à des bombardements aériens, surtout de la part de l'Irak. Cette guerre a déjà causé d'énormes pertes en vies humaines et des dommages matériels que l'on peut

évaluer à plusieurs dizaines de milliards de dollars pour les deux camps.

L'Irak n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés au départ et Saddam Hussein a plusieurs fois sollicité les bons offices de certaines puissances en vue d'un cessez-le-feu, mais à condition toutefois de ne pas avoir à rendre de comptes et d'être déchargé de toute responsabilité morale et matérielle pour les torts qu'il a causés au peuple iranien. Les Iraniens, à juste titre, rejettent cette manoeuvre. Mais ce sont surtout les instigateurs de cette guerre et ceux qui l'alimentent en armes, qui souhaitent la voir se prolonger.

Qui sont donc ceux qui voudraient la voir se poursuivre indéfiniment? Ce sont les social-impérialistes soviétiques, principaux fournisseurs de toutes sortes d'armes des plus modernes à l'Irak; ce sont les impérialistes américains, qui, à travers l'Irak, espèrent réaliser la contre-révolution en Iran pour y renverser le régime actuel et y restaurer le régime barbare des Pahlavi, mettre à nouveau la main sur les grandes richesses pétrolières de ce pays et regagner les privilèges fabuleux dont ils jouissaient il y a encore quelques années; ce sont les monopoles de fabrication d'armes de certains autres pays impérialistes, comme la France et l'Angleterre, qui vendent à l'Irak des avions supersoniques, des fusées et des armes chimiques; ce sont les Israéliens, qui veulent la division des Arabes; ce sont enfin les réactionnaires arabes qui ont une peur mortelle de l'esprit combatif et des mouvements progressistes et révolutionnaires du peuple palestinien, du peuple iranien et de tous les autres peuples de cette région.

Cette année, ce conflit non seulement s'est poursuivi, mais il s'est même élargi et durci. L'Irak, fort du matériel de guerre, surtout des avions supersoniques, des fusées et des navires de guerre modernes que lui fournissent les social-impérialistes soviétiques et les autres impérialistes, ne cesse de frapper des agglomérations et des villes

situées en dehors des zones de combats, en particulier des gisements pétrolifères et des raffineries de pétrole, à Abadan, sur l'île de Kharg, à Bandar-Khomein, etc. Aussi le gouvernement iranien a-t-il déclaré officiellement que, si les puissances impérialistes continuent à aider le régime de Saddam Hussein et à lui fournir les moyens de frapper, comme il le fait, le peuple iranien et ses biens, il se verra contraint de prendre des mesures pour fermer le détroit d'Ormuz à la navigation et interdire ainsi l'accès des pétroliers du golfe Persique à l'océan. Pour les pays capitalistes de l'Occident, y compris les Etats-Unis, la fermeture du détroit d'Ormuz signifie la privation de 40 à 45 pour cent du pétrole qui leur est nécessaire pour maintenir sur pied leur industrie. C'est pourquoi tous en choeur ont accentué leurs pressions sur l'Iran. Les Etats-Unis ont même menacé d'intervenir militairement. A cette fin, ils ont, depuis quelque temps, dépêché une importante flotte de guerre dans le golfe d'Oman ainsi que des troupes et autres moyens spéciaux d'intervention rapide dans la zone du golfe Persique. En dépit de ces pressions, le gouvernement iranien ne s'est pas départi de sa ferme attitude pour la défense des intérêts de son peuple, et il fait front avec détermination à la politique hostile des deux superpuissances à son encontre.

Les perspectives de voir finir cette guerre sont plutôt maigres; par ailleurs, le prolongement du conflit accroît les risques d'une intervention militaire des superpuissances en différents points et zones stratégiques du golfe Persique; il accroît aussi les dangers d'explosions et de complications encore plus graves dans cette région du monde, envenimant ainsi la crise du Moyen-Orient.

*
* *

L'année 1983 a montré une fois de plus que ni les «plans politiques globaux» ni «la médiation et l'aide» des deux superpuissances ne peuvent apporter une solution quelconque à la crise du Moyen-Orient. Au contraire, celles-ci s'efforcent de faire durer cette crise le plus longtemps possible, car c'est seulement ainsi qu'elles peuvent réussir à saboter et à saper les mouvements des peuples arabes pour leur libération nationale et sociale, s'assurer d'immenses profits de leur commerce d'armes, maintenir leur contrôle sur l'extraction et le traitement du pétrole de cette région, asservir, opprimer et exploiter les peuples arabes.

Mais, avant tout, la crise du Moyen-Orient ne pourra jamais être résolue tant que le peuple palestinien n'aura pas reconquis sa patrie ravie et martyrisée par les agresseurs israéliens. Or, cela ne sera possible que lorsque tous les peuples arabes battront en brèche et annihileront une fois pour toutes l'influence politique, économique et militaire des superpuissances et des autres puissances impérialistes. A cet égard, l'année qui vient de s'écouler a montré que pour les peuples palestinien, libanais, afghan et iranien, comme pour tous les autres peuples, arabes ou non, du Moyen-Orient, il est primordial de ne plus se laisser prendre aux pièges et aux complots des deux superpuissances et d'Israël, qui tendent à les tromper et à les diviser, mais de créer et de raffermir une véritable unité, au sein de chacun d'eux comme entre eux. pour être en mesure d'affronter et de vaincre les forces unies d'Israël, des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques et des milieux réactionnaires féodalo-bourgeois de leurs pays. Seule une lutte ferme et intransigeante, fondée

sur la vraie unité arabe, conduira les peuples de cette région vers la conquête de leur indépendance et de leur liberté véritables, leur permettra d'exploiter eux-mêmes leur pétrole, cette richesse colossale, au profit de leur développement et de leur progrès national et social.

*
* *

Les événements de ces deux dernières années au Moyen-Orient et leur évolution ne peuvent manquer d'avoir aussi des retombées dans les régions situées autour de cette zone, dans le bassin méditerranéen, en Europe et en Afrique.

En Méditerranée, les deux superpuissances impérialistes ont mis à profit ces événements pour accroître et renforcer leurs flottes de guerre, et cela à un point où elles créent des troubles et des dangers graves pour tous les peuples méditerranéens. L'Europe a été remplie de nouvelles bases aériennes et terrestres, et elle a vu augmenter le nombre de fusées nucléaires, de longue et de moyenne portée, installées sur son sol.

La course aux armements a pris des proportions encore majeures et, malgré la grave crise économique qui tenaille le monde capitaliste-révisionniste, les industries d'armement ne cessent de prospérer et d'apporter de gros bénéfices aux magnats capitalistes. Cette course grève essentiellement les fonds qui devraient être affectés à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, surtout dans les secteurs des services, de la santé, de l'enseignement, de la production à plus bas prix des objets de consommation courante, etc. On peut se demander pendant combien de temps encore les masses travailleuses continueront de faire les frais de cette course folle au profit des mono-

poles de fabrication d'armes. Sans aucun doute pas longtemps, car les peuples se soulèveront. Alors la bourgeoisie capitaliste et révisionniste sera obligée de prendre des mesures de répression encore plus sévères et cherchera de nouvelles voies pour sortir de la crise. Elle usera entre autres de la menace d'un nouveau conflit mondial. Et si les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que d'autres pays, comme la France, l'Angleterre et la République fédérale d'Allemagne, qui ont militarisé leur industrie et pratiquent le commerce d'armes, font tant de bruit sur le désarmement, c'est pour mystifier l'opinion publique progressiste et la maintenir sous leur contrôle.

L'impérialisme français s'est engagé lui aussi dans la course à la conquête de nouveaux marchés. La France a repris son ancienne politique coloniale et elle cherche à retourner, ouvertement ou indirectement, dans tous les pays naguère inclus dans sa zone d'influence ou, comme on les appelle, «pays francophones» du Proche-Orient, notamment le Liban, et certains pays de l'Afrique centrale. Aujourd'hui, elle ne se contente pas de vendre des armes à ces pays et de chercher à y réintroduire la culture française, elle va jusqu'à y dépêcher des unités de parachutistes. Cela a été le cas au Tchad, où la France et la Libye de Kadhafi s'empoignent durement pour affirmer leur influence respective, ainsi que dans certains autres pays africains. La France cherche donc à y regagner la place au soleil qu'elle y avait avant la Seconde Guerre mondiale.

A part le Tchad, il y a en Afrique d'autres points chauds où la situation est critique, notamment en Angola, en Afrique du Sud, en Namibie, au Mozambique et en Somalie.

A Tunis, l'augmentation du prix du pain et de la farine a suscité de violents affrontements entre les masses populaires et les forces de police et des unités de l'armée. Ces heurts ont fait un grand nombre de tués du côté des

manifestants, et le président Bourgiba a été obligé d'annuler cette augmentation des prix décrétée par son gouvernement.

Au Maroc, pour les mêmes raisons, un affrontement violent et sanglant s'est produit entre l'armée et le peuple, surtout la jeunesse étudiante. En fait, dans les deux cas, ces heurts ont eu pour origine la résistance aux mesures répressives et à la violence policière.

Dans les Balkans, les superpuissances impérialistes jettent de l'huile sur le feu et veulent refaire de la Péninsule la poudrière qu'elle l'était naguère. Les titistes y jouent un rôle particulièrement négatif. Afin d'échapper à la grave crise intérieure, politique et économique qui les accable, ils cherchent, en collaboration avec les autres forces réactionnaires et fascistes, à attiser l'hostilité envers notre pays.

Il va de soi que cette évolution des événements exige à tout prix que les peuples prennent toujours plus conscience du fait que les superpuissances impérialistes menacent le monde d'un nouveau et terrible conflit, un conflit qu'elles ne peuvent toutefois manquer de redouter elles-mêmes, car il leur serait fatal.

L'arrogance et l'aggressivité des superpuissances et des autres puissances impérialistes se sont accrues partout dans le monde, en Asie, Afrique, Amérique centrale et ailleurs. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il incombe aux forces révolutionnaires et progressistes, aux marxistes-léninistes véritables, de dresser l'opinion progressiste internationale et, en premier lieu, le prolétariat, la classe ouvrière, les populations opprimées et asservies, pour dire «halte!» à la politique insensée, belliqueuse et rapace des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union révisionniste soviétique, de toutes les autres puissances impérialistes et révisionnistes, de la réaction nationale et internationale.

Notre peuple, dirigé par son Parti est constamment

sur le qui-vive, il œuvre au renforcement continu de l'économie et de la défense de sa patrie socialiste, il est très attentif aux situations dangereuses qui se créent dans le monde et aux complots des superpuissances, des puissances impérialistes et révisionnistes, ainsi que de toutes les autres forces réactionnaires. Notre pays poursuit une politique étrangère d'amitié avec tous les autres pays et peuples, surtout avec les pays et les peuples voisins. Il ne s'ingère pas dans leurs affaires intérieures, mais ne permet non plus à personne de s'immiscer dans les siennes. La République populaire socialiste d'Albanie lutte pour défendre ses droits, sa liberté et son indépendance, pour défendre ses victoires dans la construction du socialisme. C'est pour cela qu'elle est forte et ne craint personne. Dans le même temps, elle a soutenu et soutiendra jusqu'au bout la lutte de libération de tous les autres peuples.

Réflexions sur le Moyen-Orient

QUAND ON JETAIT LES FONDEMENTS DE L'ALBANIE NOUVELLE

Souvenirs et notes historiques

(Extraits)

Dans l'histoire pluriséculaire de l'Albanie, notre pouvoir populaire et l'unité monolithique de notre peuple, incarnée dans l'organisation du Front démocratique, sont deux des plus grandes et des plus éclatantes réalisations, deux des œuvres les plus monumentales de l'époque du Parti.

Ces deux œuvres immortelles, tout comme le Parti lui-même, qui en a été et en demeure toujours le cerveau et le cœur puissants, n'ont pas vu le jour dans des salles luxueuses, elles n'ont pas été le produit de «grands esprits» enfoncés dans des fauteuils de café ou de parlement. Non, elles sont nées du bout du fusil des partisans, dans le feu de la lutte pour la liberté, elles ont grandi au sein du peuple, dans les maisons des simples gens.

Aujourd'hui après quatre décennies de vie libre, nous, communistes albanais, nous sommes fiers du Front démocratique d'Albanie et de notre pouvoir populaire qui, dès leur fondation, sous la direction de notre glorieux Parti, se sont toujours acquittés dignement de leurs tâches et de leur mission envers le peuple et la patrie, qui se sont trempés dans des batailles et des épreuves des plus difficiles, ont contrecarré et déjoué les plans de tous les ennemis intérieurs et extérieurs pour devenir des citadelles inex-

pugnables du socialisme triomphant, de la vie nouvelle et radieuse qui s'épanouit en Albanie.

A l'avenir aussi, le Front et notre pouvoir seront toujours plus honorés et glorifiés, car leurs fondements ont été baignés du sang de 28 000 des meilleurs fils et filles de ce sol[1], car notre peuple et notre Parti les ont édifiés, développés et consolidés au prix de leur labeur, au prix de multiples efforts et sacrifices. Ils ont été et resteront à jamais les créations inviolables du peuple, les défenseurs et les porte-parole de ses nobles aspirations, ils s'inspireront toujours de la ligne et de l'idéologie marxistes-léninistes de notre Parti du Travail, qui les parcourent comme un fil rouge.

Quant à savoir comment nous avons réussi à créer ces œuvres impérissables, c'est une longue histoire. En dehors du vivant témoignage de notre travail et de notre combat pour la création du Front et l'instauration du pouvoir populaire, de nombreux documents de cette époque constituent dans une certaine mesure la première histoire écrite du processus de leur naissance et de leur édification. Après la Libération, on n'a cessé d'évoquer par la parole comme par la plume ces événements et toute cette glorieuse période de notre histoire, pendant laquelle, dirigé par le Parti qui lui éclairait la voie, notre peuple a réussi à délivrer la patrie des chaînes étrangères et à se libérer lui-même de toute oppression et exploitation de classe.

La vie et l'action de ces deux acquis grandioses se poursuivront dans les siècles, mais les premiers temps, ceux où, dans le feu de la lutte, furent jetés les fondements de notre Front de libération nationale et de notre pouvoir

---

1 Par rapport à sa superficie et à sa population, l'Albanie, un des membres les plus actifs de la coalition antifasciste mondiale au cours de la seconde Guerre mondiale, se range parmi les pays ayant subi le plus de pertes en vies humaines et en bien matériels.

populaire, resteront particulièrement gravés dans notre mémoire. Si nous sommes tant de fois revenus sur cette époque inoubliable, ce n'est pas par simple nostalgie, mais pour l'éclairer sous tous ses aspects et montrer aussi clairement et concrètement que possible aux générations à venir comment nous, leurs prédécesseurs, nous avons réussi à renverser l'ancien et à bâtir le nouveau.

C'est là le but également de ces notes que j'ai jetées de temps à autre sur le papier, sous forme de souvenirs et de réflexions historiques, et que je fais paraître maintenant.

A la veille du 40e anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire, elles constituent un chaleureux hommage rendu à l'œuvre éminente du Parti et de notre peuple, accomplie dans les années de la Lutte de libération nationale, elles raniment aussi le passé, sur lequel s'est toujours édifié l'avenir et qui l'a toujours éclairé.

La création du Parti communiste d'Albanie le 8 novembre 1941 raviva, tel un courant impétueux, les énergies du peuple albanais, elle ranima ses espoirs et effraya ses ennemis.

C'était un événement déterminant, l'acte le plus important de l'histoire pluriséculaire du peuple albanais, car, pour la première fois de son existence, notre peuple voyait se mettre à sa tête le parti de la classe ouvrière, le seul parti qui, se fondant sur l'idéologie révolutionnaire de cette classe, dirigerait le peuple dans la lutte et le conduirait à la victoire.

Ce moment historique se refléta aussitôt dans la lutte du peuple albanais, qui s'en trouva renforcée et s'organisa toujours mieux.

Nous, communistes, nous nous félicitâmes de cette grande victoire dont nous avions rêvé et pour laquelle nous

avions combattu depuis longtemps. Nous avions maintenant notre Parti, qui coordonnerait tous nos efforts, qui nous instruirait et nous éduquerait, qui nous dirigerait dans notre lutte pour libérer la patrie et atteindre plus tard notre idéal suprême, le communisme.

A peine formé, le Parti se trouvait confronté à des tâches multiples et importantes.

Il lui fallait nouer des liens avec le peuple, faire connaître son programme et ses objectifs aux masses, les entraîner et les organiser dans une lutte à mort contre les occupants fascistes et les traîtres locaux. C'était là une de ses tâches, voire l'une des plus essentielles. Sans le peuple, sans les masses, un parti communiste, qu'il soit jeune ou riche d'une longue expérience, ne peut atteindre aucun de ses objectifs.

Nous, communistes albanais, nous connaissions bien cet axiome du marxisme-léninisme. Ce qui rendait notre travail plus difficile, c'était que, dans les dures conditions de l'occupation et de la terreur fascistes, nous devions nous faire connaître au peuple, le gagner à notre cause, l'organiser et le diriger, mais en même temps nous organiser nous-mêmes, édifier et tremper le Parti, faire en sorte qu'il s'affirme dans la lutte comme une force dirigeante capable, sûre et irremplaçable.

C'était là un fait sans précédent dans notre histoire, mais ce fut, dirais-je, notre «destin». Attendre que le Parti se consolide et croisse, qu'il s'étende à tout le pays, ne travailler qu'en vase clos, à l'intérieur du Parti, avant de nous tourner vers le peuple et de lui exposer notre programme de lutte, eût été catastrophique non seulement pour le Parti, mais aussi pour les destinées du peuple et de la patrie. Conscients donc des situations que nous vivions et des difficultés à vaincre, nous n'avons pas perdu de temps. Nous sommes passés aussitôt à l'action, nous attaquant simultanément à toutes les tâches qui nous

incombaient, pour assurer, entre autres, la prise de conscience de notre peuple et le rallier à l'unité combattante qui porterait bientôt le nom de Front antifasciste de libération nationale d'Albanie.

Le Parti fut ainsi fondé dans une situation offrant toutes les possibilités objectives et subjectives en vue de la création d'un front antifasciste. Le plus important était que les membres et les cadres de notre Parti tout juste formé, grâce au travail que nous avions déjà accompli et aux analyses faites à la Conférence de fondation du Parti, se persuadaient toujours plus que celui-ci pouvait et devait créer lui-même le Front antifasciste du peuple albanais, et cela en menant un travail direct et concret auprès des masses, sans attendre ni rechercher des accords ou des machinations avec tel ou tel chef de file, il fallait donc créer un front à partir de la base.

Comme on le sait, la Résolution de la Conférence de fondation du Parti évoque cette union et la qualifie «d'unité combattante des masses laborieuses des villes et des campagnes», ce qui correspondait à l'idée de la création d'un Front antifasciste de libération nationale du peuple albanais. De même, le premier document que notre Parti diffusa, en même temps que la Résolution, fut son premier Appel ouvert au combat lancé au peuple pour lui faire connaître son programme et l'inviter à rallier sa lutte pour la liberté et l'indépendance du pays.

Disposant de forces organisées et toujours plus nombreuses, doté d'un programme clairement défini et animé d'un esprit combatif, notre Parti devait approfondir et en même temps étendre son travail pour bâtir la puissante citadelle d'un peuple uni, dont la force et la vitalité viendraient à bout des hordes nazies-fascistes, des menées et des plans de la réaction intérieure et extérieure.

Cette union des masses, sous la direction du Parti et

sous son drapeau, permettrait le déclenchement et le succès de la révolution pour laquelle les conditions étaient réunies en Albanie.

Le régime féodal de Zogu, l'oppression, la misère, la faim, les emprisonnements, les exactions avaient exaspéré le peuple, l'avaient poussé à bout et rempli de haine contre le régime en place. Et juste au moment où la révolte et la colère des masses bouillaient, l'occupation du pays, préparée par Zogu, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie, fit déborder le vase. La haine du peuple et la lutte antagoniste entre oppresseurs et opprimés atteignirent leur comble. L'occupation de l'Albanie par les fascistes italiens avait ainsi marqué le début d'un tournant de portée nationale. Il fallait comprendre et traiter cette situation comme il se devait, car elle portait en elle la révolution. Et c'est justement parce qu'ils surent comprendre cette situation que les communistes albanais et leur Parti décidèrent de la prendre en main et de se mettre à la tête de la révolution. Notre Parti communiste assuma donc ainsi une lourde mais glorieuse tâche historique: celle de dresser le peuple dans la révolution, de le diriger, lui et la classe ouvrière dont il était l'avant-garde, dans la lutte pour la libération de la patrie jusqu'à la victoire.

Dans le même temps, la Lutte de libération nationale dont le Parti assumait la conduite, devait avoir des objectifs bien déterminés, un programme acceptable pour notre peuple, de nature à mobiliser et à vivifier ses énergies saines. Notre peuple et au premier chef la classe ouvrière et la paysannerie devaient savoir et comprendre pourquoi ils se battaient et ce que leur apporterait la victoire. L'amer passé, où leurs luttes et leurs révoltes avaient été noyées dans le sang par les féodaux, les agas et les usuriers, était encore frais et gravé dans leur mémoire. Le peuple albanais ne saurait donc se dresser dans la lutte et verser

son sang pour le compte de ses oppresseurs de toujours. Le Parti communiste d'Albanie était là pour garantir que le passé ne se renouvellerait plus, mais cela devait être traduit dans les faits par un programme, par l'action, par la lutte armée et la lutte politique.

Par son programme, notre Parti devait bien faire comprendre au peuple que la lutte serait âpre, de grande envergure, compliquée et difficile, qu'elle nécessiterait par conséquent une large organisation politique et militaire. Le Parti expliqua tout cela au peuple et lui dit (en le montrant aussi par ses actes) que les communistes se tiendraient à la pointe de la lutte, qu'ils monteraient les premiers à l'assaut, qu'ils donneraient leur vie en se battant, mais que cette lutte ne pouvait être menée par eux seuls sans les masses. Cela découlait de l'idée même que les communistes ne pouvaient lutter et vaincre sans le peuple. La révolution, c'est le peuple qui la fait.

Dans toute cette action, la question des alliances à conclure et des alliés à choisir revêtait un caractère décisif. On connaît l'importance que nos principes fondamentaux accordent au rôle dirigeant de la classe ouvrière et à son alliance avec la paysannerie, cette classe amie, en particulier avec la paysannerie pauvre sans terre ou en possédant peu. Précisément cette alliance, à laquelle nous attachions la plus grande importance, devait être la clé du triomphe de notre Lutte de libération nationale également.

Mais nous savions aussi que cette alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière, qui deviendrait le pivot autour duquel s'uniraient les autres couches patriotiques et progressistes, devait être créée conformément aux conditions et à la situation concrète du pays. A cette fin, notre Parti dut faire l'analyse non seulement de la situation économique et politique des classes et des couches sociales, mais aussi des liens

spécifiques des groupes, des clans, de leurs influences, positives et négatives, anciennes et nouvelles au sein de la société albanaise.

Il est vrai, et nous en avions conscience, que la classe ouvrière albanaise était encore réduite numériquement et sans grande expérience dans la lutte de classe qu'elle menait, mais nous étions convaincus dès le début qu'elle ne manquerait pas d'être la première à répondre à l'appel du Parti et à souscrire à son programme, qu'étant la classe la plus avancée de la société, elle jouerait, comme elle le fit effectivement, le grand rôle qui lui revenait dans la révolution populaire. Son alliée la plus fidèle serait sans nul doute la paysannerie, qui souffrait du fait de son exploitation moyenâgeuse, mais qui avait toujours alimenté les luttes de libération nationale et sociale dans le passé. Les brillantes traditions patriotiques et démocratiques de notre paysannerie, ravivées à l'extrême par l'insupportable situation d'occupation, constituaient l'argument le plus convaincant en faveur de la nécessité et de la possibilité d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, l'argument le plus solide pour réfuter les conceptions réactionnaires selon lesquelles la paysannerie était une multitude ignorante et opprimée, inutile et hésitante dans la lutte. Œuvrer à faire adopter le programme du Parti par la paysannerie était pour nous d'autant plus nécessaire que, dans les conditions de notre pays, cette classe serait la source et la base la plus importante des forces vives de la lutte de libération nationale.

Conscients, donc, que la classe ouvrière et la paysannerie constitueraient le fondement essentiel de l'union combattante du peuple, nous savions, dans le même temps, que le passé avait légué à notre société des tares qui formaient un obstacle à l'unité recherchée et entravaient la conclusion des alliances. D'autre part, le clergé avait poursuivi son action et la religion continuait d'intoxiquer l'âme

et l'esprit des gens. Le clergé, prêtres, beys et *bayraktars*[2] s'étaient efforcés, tout en l'exploitant, de «calmer», d'«assagir» notre peuple valeureux et indomptable, que les régimes du passé avaient maintenu dans un profond obscurantisme culturel et politique.

Il est vrai que chez nous, après l'occupation, il n'y avait pas de partis réactionnaires ou progressistes, de gauche, etc., mais les facteurs que j'ai évoqués plus haut et d'autres encore jouaient comme s'il y avait plusieurs «partis», qui bridaient les énergies du peuple et le maintenaient divisé pour mieux l'asservir et l'exploiter.

Par ailleurs, une partie des émigrés politiques, fils et représentants des classes dominantes et exploiteuses, qui, lors de la prise du pouvoir par Zogu[3], avaient quitté le pays comme des dizaines de patriotes et de démocrates révolutionnaires, mais qui, à la différence de ces derniers, n'avaient jamais eu à cœur les soucis de la patrie et du peuple, présentaient un autre danger menaçant la lutte et l'alliance combattante du peuple. Ils étaient restés à l'étranger quinze ans et la plupart d'entre eux avaient dégénéré politiquement, devenant ainsi les hommes, les alliés et les agents de l'Etat étranger qui les nourrissait et les stipendiait. Ils se posaient en antizoguistes, mais étaient aussi anticommunistes. Ils étaient rentrés en Albanie en 1939 avec les Italiens et prétendaient hautement «gouverner le pays». Tout à fait détachés du peuple, de sa vie et de ses aspirations. ils croyaient que les vieilles idées d'une démocratie bourgeoise abâtardie, dont ils se nourrissaient encore, étaient

2 Représentants des notables de quelques régions montagneuses, notamment en Albanie du Nord.

3 Après le triomphe de la révolution démocratique bourgeoise de Juin 1924, Ahmet Zogu, réfugié en Yougoslavie, poussé par le gouvernement réactionnaire serbe et soutenu par ses troupes militaires et par la réaction féodale albanaise dans le pays, réprima, en décembre 1924, la Révolution de Juin et instaura son régime réactionnaire.

actuelles et applicables dans notre pays. Et cela, après les si grands changements que le monde avait connus! Ils étaient revenus en Albanie en se prenant pour la «fine fleur du nationalisme albanais» et, bien que nombre d'entre eux fussent soudoyés par l'occupant et se fussent mis entièrement à son service, ils étaient en contact avec les éléments «antifascistes et antizoguistes» qui pensaient que ces émigrés rentrés de l'étranger étaient politiquement ce qu'ils avaient été quinze ans auparavant(!). Le danger que ces gens présentaient pour la Lutte de libération nationale se profila plus clairement par la suite, lorsqu'ils eurent créé l'organisation traîtresse du «Balli Kombëtar», qui aida jusqu'au bout, par la démagogie et les armes, l'occupant fasciste et nazi à combattre le Front antifasciste de libération nationale et sa direction, le Parti communiste d'Albanie.

En anticommunistes enragés qu'ils étaient, ils accueillirent mal la formation du PCA et son programme formulé dans la Résolution.

Ces éléments, tout comme les fascistes, qualifièrent le PCA de «parti des étrangers et non des Albanais», de «parti des Slaves, des Russes, etc., et non des Albanais». Ils considérèrent la Lutte de libération nationale comme «une lutte insensée, dépourvue de perspectives et néfaste à l'Albanie». Ils prétendaient que les dirigeants du PCA et de cette lutte antifasciste étaient «des gamins imprudents, emportés, qui n'entendaient rien à la politique», et répandaient mille autres calomnies.

Telle était la situation d'alors parmi ce ramassis de gens, situation que le Parti communiste d'Albanie et sa direction analysèrent à maintes reprises au cours de 1942 comme par la suite.

Pendant cette période, notre Parti fut confronté également à la question religieuse en Albanie. Il l'analysa sous deux aspects: l'influence concrète des diverses confessions

sur les larges masses populaires et le danger que présentait le haut clergé. Je ne m'attarderai pas longuement sur ces analyses, mais il est nécessaire d'en préciser certains traits essentiels dont tint compte le Comité central du PCA dans son travail auprès des masses au lendemain de la fondation du Parti et durant toute la période de la guerre.

On sait que chez nous il y avait alors trois confessions: la musulmane, la plus répandue, la chrétienne orthodoxe, qui venait en second rang, et la catholique romaine, la moins propagée, avec pour centre Shkoder et ses montagnes environnantes, Lezhe, et aussi une pointe jusqu'à Durrës, siège d'un évêché. Il y avait également en Albanie quelques croyants musulmans encadrés dans des sectes sans importance et sans aucune influence sur le peuple, à l'exception de la secte des bektachis.

En ce qui concerne le haut clergé, son influence présentait les aspects suivants: les hauts dignitaires catholiques étaient des gens sans patrie, entièrement subordonnés au Vatican, jusque dans les moindres choses, indépendamment de leurs différents «ordres», jésuites et franciscains entre autres. En Albanie, comme dans les pays du monde catholique, l'Eglise catholique avait la même organisation pyramidale, la même structure d'églises, de paroisses, de couvents, d'écoles religieuses ou même subventionnées par l'Etat, les mêmes rites et la même liturgie, et dans l'ensemble la même méthode et le même style de travail. Les subventions que ces dignitaires recevaient, leurs traitements et tous leurs autres avantages provenaient de la spoliation des croyants, sous forme de sollicitation de dons ou de l'obligation qui leur était imposée de léguer à l'Eglise leurs bien mobiliers et immobiliers.

Tous les dignitaires de l'Eglise catholique, depuis le plus haut placé jusqu'au curé et au chapelain, étaient instruits et avaient fait des études de théologie; ils étaient astreints à une discipline de fer et étaient passés maîtres

dans les pratiques et les ruses pour faire plier la volonté des gens par la crainte du châtiment de Dieu, du Christ et des apôtres. Les croyants catholiques devaient appartenir corps et âme à l'Eglise, *perinde ac cadaver*. Ils étaient pris dans la toile d'araignée des lois de l'Eglise, du droit coutumier et des lois de la bourgeoisie réactionnaire, autant de chaînes qui pesaient lourdement sur eux. L'Eglise catholique, avec sa hiérarchie, était on ne peut plus obscurantiste et conservatrice, mais elle savait aussi faire preuve de souplesse quand son intérêt l'exigeait, toujours en alliance avec les régimes réactionnaires, comme ceux du prince Wied[4] et d'Ahmet Zogu (elle ne manqua pas de s'aboucher même avec le régime bourgeois-démocratique de Fan Noli) et soumise à tous les envahisseurs de l'Albanie, fussent-ils austro-hongrois, fascistes italiens ou nazis allemands.

Seul notre régime de dictature du prolétariat mit un terme aux menées nocives, réactionnaires et collaborationnistes de l'Eglise catholique en Albanie.

Mais ne nous éloignons pas de la période que nous sommes en train d'analyser. Telle était donc la situation du clergé et des croyants catholiques à l'époque. Les hauts dignitaires étaient des agents doubles, et du Vatican et de l'occupant italien. Mais pour nous, pour notre Lutte de libération nationale, la population du Nord du pays, toute croyante qu'elle était, constituait un vaste champ d'action. De même de petits prêtres pauvres, dans le sillage de certaines éminentes personnalités de notre cause nationale et de notre culture, comme Budi e Bogdani, Ndre Mjeda et

4 Wilhelm Von Wied (1876-1945), prince d'origine allemande. En 1913 les grandes puissances européennes le mirent à la tête de l'Etat albanais. Pendant son règne (de mars à septembre 1914), il appliqua la politique des puissances impérialistes, notamment de l'impérialisme austro-allemand, et défendit les intérês de la réaction latifondiste locale au détriment de la souveraineté de l'Etat albanais.

Shtjefën Gjeçovi, pouvaient, dans une certaine mesure, nous prêter l'oreille, car ils vivaient plus près des peines et des soucis du peuple. C'est précisément dans ces directions que nous devions donc travailler et percer.

La religion musulmane et son clergé, à l'opposé de la religion catholique, ne constituaient pas un obstacle sérieux à la lutte contre l'occupant italien. Le clergé musulman, avant l'occupation du pays, mais encore plus après, était faible, dépourvu de toute expérience qui pût nous inquiéter. Les mosquées existaient toujours. Dans chacune d'elles il y avait un hodja, mais elles étaient très peu fréquentées. Les rites musulmans avaient été abandonnés, aucun mariage ne se faisait selon la Shari'a, toute autre pratique religieuse, comme l'observance des prescriptions du ramadan et les fêtes du baïram, étaient devenues une routine, des coutumes pratiquées dans quelques régions, parce qu'«elles existaient depuis longtemps» plutôt que pour une autre raison. Les hodjas étaient tous des ignorants, incapables de propager la philosophie, l'éthique ou la morale coraniques, les croyants ne comprenaient pas le Coran, qui était récité par cœur en arabe. Bien que conservateurs dans leurs coutumes, les hodjas n'étaient pas en mesure d'exercer une influence quelconque à travers la pensée islamique, ni assez politiciens pour le faire. Les larges masses du peuple s'étaient à peu près affranchies des liens de la religion, les croyants musulmans étaient intellectuellement plus avancés et faisaient preuve d'un libéralisme et d'une tolérance plus prononcés. Ainsi, à cet égard, le Parti ne se heurtait à presque aucun obstacle sérieux dans son travail pour dresser le peuple dans la lutte.

Dans la secte des bektachis également, une bonne partie des *muhibs* étaient traditionnellement des patriotes et ils ont lutté pour la libération de l'Albanie.

La religion chrétienne orthodoxe, avec son clergé et ses

pratiquants, se trouvait elle aussi dans une situation analogue.

Historiquement, une partie du clergé orthodoxe, surtout les simples prêtres de village ou même de ville, ceux qui vivaient parmi le peuple et qui, après les cérémonies religieuses, enlevaient leur soutane et allaient travailler dans les champs ou vaquer à quelque autre tâche, ont lutté pour conquérir l'indépendance de leur Eglise et surtout pour introduire l'usage de la langue albanaise dans les cérémonies religieuses. Leurs efforts devaient forcément se heurter aux intérêts du Patriarcat d'Instanbul et, par la suite, à ceux de l'Eglise réactionnaire grecque, laquelle commettrait des crimes monstrueux contre les prêtres patriotes qui aimaient le peuple, la patrie et la langue albanaise, qui souhaitaient l'indépendance de l'Eglise albanaise, autant d'efforts et d'objectifs qui, dans le contexte historique de l'époque, étaient d'un grand prix en tant qu'expression et partie intégrante de la lutte menée pour l'indépendance sur tout le territoire albanais. Notre peuple honorait et respectait ces martyrs non seulement de l'Eglise, mais aussi de la patrie albanaise. Citons parmi eux Papa Kristo Negovani, le père Stath Melani, Dhimitër Misha et Papa Llambro Ballamaçi, que le Patriarcat grec fit empoisonner ou massacrer de la manière la plus barbare, comme des dizaines d'autres éminents patriotes, promoteurs de la langue et de l'école albanaise, tels Naum Veqilharxhi, Petro Nini Luarasi, Koto Hoxhi et Pandeli Sotiri.

Les «raisons» pour lesquelles la réaction cléricale grecque se comportait de la sorte avec les patriotes albanais étaient à la fois étranges et cyniques. Elle le faisait uniquement parce que ces fils d'Albanais se déclaraient Albanais, parce qu'ils voulaient que l'on parlât albanais et à l'église, et à la maison, et dans les champs, et à l'école, parce qu'ils défendaient les droits légitimes de leur peuple et ses territoires. Mais, en fait, les «raisons» et les «motifs

religieux» invoqués par les évêques pour justifier leurs agissements, cachaient des mobiles et des visées politiques, les ambitions territoriales des chauvins grecs à l'encontre de l'Albanie. Ce chauvinisme antialbanais était si effréné qu'il «fondait» ses prétentions territoriales sur l'aire d'extension de la religion orthodoxe, l'aveuglement chauvin des évêques réactionnaires était tel qu'ils se refusaient à voir que la religion orthodoxe s'étendait non seulement à certaines zones de notre territoire longeant la frontière grecque (qui comprennent aussi les villages de la minorité grecque avec quelque 20 000 habitants au lendemain de la Lutte de libération nationale et près de 50 000 actuellement), mais aussi, tout comme la religion musulmane, partout en Albanie, dans des quartiers et des régions entières de Gjirokastër, Saranda, Përmet, Korçe, Vlore, Tepelene, Fier, Lushnje, Berat, Elbasan, Durrës, Tirana, etc.! C'est justement à partir de cette logique absurde qu'aujourd'hui encore certains évêques réactionnaires de la *megali idhea*[5] considèrent comme Grecs 400 000 citoyens albanais ayant appartenu à la confession orthodoxe. De la sorte, selon la logique absurde des évêques chauvins, si la religion était le critère essentiel de la détermination de l'identité nationale d'un peuple, plus de la moitié de l'Albanie devait revenir à la Grèce (!), ce que les chauvins grecs, adeptes de la *megali idhea*, ont toujours rêvé et cherché à obtenir. C'est précisément dans le cadre de leurs projets d'occupation et d'annexion qu'ils avaient persécuté et massacré d'honorés patriotes albanais, entre autres des prêtres et des croyants, qui s'étaient dressés avec leurs frères musulmans et catholiques pour défendre l'intégrité territoriale de l'Al-

5 Plate-forme idéologique de la grande bourgeoisie chauvine grecque qui visait à fonder un grand empire englobant aussi une bonne partie de la Péninsule balkanique qui était considérée comme un territoire grec uniquement parce que la population en était orthodoxe.

banie contre les convoitises annexionnistes de nos voisins chauvins.

Cette imbrication étroite de la question religieuse avec la question nationale, celle-ci restant prioritaire, avait fait que non seulement les croyants orthodoxes, mais encore la plupart des simples prêtres avaient grandi et étaient éduqués dans l'amour de la patrie.

Ainsi, notre Parti a considéré cette question des croyances religieuses avec toute l'importance qu'elle méritait au cours de la Lutte de libération nationale comme après la Libération, car il fallait éviter de froisser les gens dans leurs sentiments si l'on tenait à dresser le peuple dans la lutte pour la libération de la patrie et la construction d'une Albanie nouvelle.

En ce qui concerne l'intelligentsia du pays, nous devions certes mener un travail d'envergure, de qualité et différencié à divers niveaux. En général, le terrain sur lequel nous devions agir auprès des intellectuels nous était favorable, exception faite des hauts fonctionnaires, qui, ayant adhéré au fascisme, en tiraient des profits matériels et autres avantages. Les fonctionnaires de cette catégorie, dits «cultivés», avaient été dans leur ensemble corrompus par tous les régimes et ils furent parmi les premiers à s'inscrire, de leur propre gré, au parti fasciste «albanais» créé par l'occupant.

En revanche, l'intelligentsia de notre pays était, en général, patriote, antifasciste, hostile à l'occupation; aussi notre Parti attacherait-il une grande importance à cette couche de la population, car elle aussi contribuerait à tremper et à encourager toujours plus le patriotisme des jeunes.

Ces analyses larges et détaillées de la situation, du rapport des forces en présence, etc., étaient le fruit des débats que nous organisions soit dans les réunions de notre direction, soit dans nos rencontres avec les camarades du Parti travaillant dans la capitale ou en province. Elles nous

aideraient beaucoup dans notre travail de chaque jour ou dans celui que nous aurions à mener à l'avenir, car la première chose à faire, pour que nous nous acquittions de notre tâche en tant que communistes, c'est-à-dire comme dirigeants des masses, était de nous orienter correctement dans la si pénible situation de servitude, de terreur, d'intrigues, de souffrances et de tortures morales et physiques qui pesait sur notre peuple.

Notre dévouement à la cause du peuple et notre confiance inébranlable dans la théorie révolutionnaire du prolétariat ainsi que notre profonde connaissance de la réalité de chez nous furent deux facteurs fondamentaux qui permirent à notre Parti de définir une juste ligne, de donner des directives idéologiques, politiques et organisationnelles précises sur l'union combattante des masses autour de son programme comme sur toutes les autres questions.

L'évocation de ces analyses et de ces études sur lesquelles s'appuya notre Parti, ne doit pas donner à penser que nous avons d'abord attendu de les avoir menées à leur terme pour commencer notre travail auprès des masses, ni que nous avons chargé des groupes de travail ou mobilisé des spécialistes et des hommes d'études pour les achever. Non, ces «spécialistes» et ces «groupes de travail», c'était nous-mêmes, tous les communistes, les simples membres du Parti comme ses dirigeants principaux, qui connaissions les situations et en faisions la synthèse parallèlement à notre travail concret de tous les jours.

Tous, donc, depuis les dirigeants et les cadres principaux du Parti jusqu'à ses simples membres, s'attelèrent résolument à cette grande tâche. Maintenant, après la fondation du Parti, la situation même dans laquelle nous étions obligés de vivre et de lutter nous aidait à entrer plus largement en contact avec les gens auprès desquels nous menions notre travail. Nous étions tous ou presque des fils et des filles du peuple travailleur, nombre d'entre nous

agissaient dans la clandestinité et passaient leurs jours et leurs nuits dans les quartiers pauvres, tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, parmi les simples gens, ouvriers, artisans, chômeurs ou sans métier. Partout, nous étions entourés et protégés par leur amour et leur souci de notre sort et nous sentions qu'au fond c'était là l'expression de l'amour du peuple pour le pays et de sa préoccupation pour ses destinées.

Compte tenu de cette situation, en poursuivant notre travail et en guidant nos camarades pour qu'ils mettent à profit toutes les occasions et possibilités qui s'offraient à eux, leurs connaissances et leurs amitiés personnelles, les fêtes, les deuils, les noces, les rencontres fortuites ou organisées, nous établissions en quelque sorte un dialogue naturel et quotidien avec les masses pour leur faire connaître à tout moment la ligne et le programme du Parti. Et il est de fait que nos paroles ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd, car nous touchions le point le plus sensible du peuple. «Luttons contre l'occupant, luttons toujours, luttons sans merci contre lui et les traîtres!», disaient jour et nuit les communistes et les sympathisants de notre Parti. Et il va de soi que leurs paroles ne pouvaient que réchauffer le cœur de ce peuple qui s'était toujours distingué comme un vaillant combattant de la cause de la liberté.

Cette vaste propagande que nous menions chaque jour oralement, mais aussi par des tracts et des communiqués, en lançant des appels à la lutte contre l'occupant, devenait toujours plus claire, plus crédible et plus convaincante pour le peuple, car les communistes ne dissociaient pas leurs actes de leurs paroles. Ils étaient à la fois des propagandistes et des combattants, ils frappaient les fascistes et étaient poursuivis par eux. Naturellement, cela produisait une profonde impression sur les masses. Nos camarades dans les villes se battaient, organisaient des actions, des

actes de sabotage, des attentats, en un temps où les sections de guérilla urbaines et les formations de partisans faisaient entendre toujours plus le chant de leurs fusils partout dans le pays.

Dès sa fondation, notre Parti indiqua à juste titre que le peuple tout entier, toutes les classes et les couches sociales, sans distinction de convictions politiques, idéologiques, religieuses et autres, devaient s'engager dans la lutte pour le salut du pays. Le plus important dans ce qui pouvait et devait unir ces forces, c'était leur attitude envers l'occupant étranger, leur lutte à outrance contre lui. C'est sur cette base que devait être organisé aussi le Front antifasciste de libération nationale, qui regrouperait, à part les masses laborieuses des villes et des campagnes, toutes les autres forces, tous ceux qui avaient à cœur la liberté et l'existence de l'Albanie et de la nation albanaise. A cet égard, nous dûmes fournir de gros efforts et mener un vaste travail, souvent très complexe, difficile et laborieux, auprès des patriotes ou de ceux qui se disaient tels, c'est-à-dire de tous ceux qu'à l'époque on appelait nationalistes.

Le terme de «nationaliste», que nous utilisions en ce temps-là, n'avait pas le sens qu'il a pris aujourd'hui dans la littérature politique pour désigner des éléments aux vues nationalistes bourgeoises contraires au principe marxiste-léniniste de l'internationalisme prolétarien. A l'époque, on qualifiait de «nationalistes» ceux qui, dans le passé, s'étaient battus contre les envahisseurs étrangers pour les empêcher de nous liquider en tant que nation. Nous avons employé ce terme pendant la guerre et c'est dans ce sens qu'on le trouve également dans mes écrits de l'époque.

A vrai dire, c'était une appellation qui englobait une vaste catégorie de gens, depuis les éléments au passé de patriote jusqu'aux intellectuels connus pour leurs senti-

ments patriotiques et démocratiques ou jusqu'à ceux qui se bornaient à afficher de tels sentiments. Ainsi, le terme de «nationaliste» nous permettait dans un certain sens de faire la différence entre les communistes et les gens avec qui nous avions des contacts pour les rallier à nous. Depuis l'époque des groupes communistes, mais surtout après la fondation du Parti, le travail auprès des «nationalistes» représentait une tâche pour tous les communistes. Certes, chacun le faisait selon ses possibilités, compte tenu de son milieu social, de ses connaissances et de son entourage. Aux réunions de nos cellules, nous rendions des comptes sur toutes nos actions, y compris notre travail auprès des intellectuels et des patriotes, nous échangions des idées et nous donnions des conseils concernant nos actions. Si quelqu'un d'entre nous se heurtait à des difficultés dans son travail avec la personne qu'il était chargé de suivre, il trouvait le moyen de la présenter à un autre camarade qui la prenait en charge à son tour.

Le côté pratique de notre travail constituait lui aussi un problème à part: comment faire connaissance avec les gens, pénétrer dans leur milieu, participer à leurs conversations, deviner, par exemple, la tendance politique de tel ou tel, jusqu'où l'on pouvait aller, à quel moment il fallait avancer et à quel autre s'en tenir à une conversation de caractère général afin de ne pas se faire repérer par les espions. Il ne faut pas oublier que le régime de Zogu et, après lui, le régime fasciste, furent des régimes d'espions, qui surveillaient vos allées et venues, vos fréquentations avant de vous «classer». Sous cet aspect-là, il fallait mettre au point une stratégie et une tactique particulières, car, parmi les intellectuels, les enseignants, les commerçants et les nationalistes, il y avait d'honnêtes gens, mais aussi des indécis, des individus de toute espèce, y compris des délateurs et des collaborateurs de l'ennemi.

Dans les conversations que nous avions avec eux, après

nous être assurés de leurs prédispositions, nous leur exposions notre attitude en tant que communistes et Parti communiste. Notre thèse fondamentale était la suivante: dans la grave situation que connaissait la patrie, les Albanais devaient tous poursuivre un seul et même but commun, la lutte contre l'occupant pour la libération du pays. Cet impératif reléguait au second plan toutes les différences de convictions idéologiques et de sympathies politiques, les clivages religieux et régionaux. Nous autres, communistes, disions que le moment était venu de réfléchir sur ces paroles d'un de nos poètes patriotes[6]: «La religion des Albanais, c'est l'amour de leur patrie».

Ce fut là une des tâches les plus ardues qui incombèrent au Parti et à ses membres, des dirigeants aux militants de base. Et cela, non seulement à cause du danger que présentait pour nous ce genre de travail, du fait que nous pouvions être trahis ou dénoncés, et que des agents de l'ennemi et des provocateurs pouvaient se faufiler dans nos rangs, etc. Certes, ces dangers étaient réels, mais y avait-il un travail que les communistes et les patriotes honnêtes pussent faire sans courir aucun risque? Ils avaient envisagé tous les dangers possibles à l'instant même où ils avaient engagé le combat contre un ennemi farouche, cruel et rusé.

Les plus grandes difficultés venaient d'une autre direction. où la bravoure n'était pas d'une grande utilité, mais où il fallait du tact, du flair politique, du sang-froid et de la pondération. Nos camarades du Parti durent soutenir une grande tension non seulement physique, mais aussi nerveuse et psychologique, il leur fallut discuter et se disputer des heures entières, à maintes reprises, avec toutes sortes d'individus têtus, qui. loin de se laisser convaincre par nos arguments bien fondés et clairs comme le jour, cherchaient, par des arguties ridicules et des sophismes

6 Pashko Vasa (1825-1892).

d'avocat, à nous convaincre du contraire. Ils devaient en outre se montrer patients et se maîtriser pour ne pas dire leur fait à ces «patriotes» ni les envoyer au diable. Mais l'action du Parti et la cause de notre lutte nous interdisaient tout acte irréfléchi. Il arrivait qu'un camarade, révolté, vînt nous rendre compte d'un entretien qu'il avait eu avec un tel et insistât pour que nous le dispensions de cette tâche, nous demandant même notre approbation pour flétrir cette personne de l'épithète de traître.

«Non, lui disions-nous, c'est seulement le jour où la mesure sera comble que nous en arriverons là. Quant à toi, tu dois poursuivre ton travail, réfuter ses arguments, le démasquer et, lorsque tu seras convaincu qu'il ne veut vraiment pas lutter, alors oui. nous ne nous occuperons plus de lui.»

Les lecteurs et en particulier les jeunes peuvent s'étonner et se demander pourquoi nous usions de tant d'égards avec ces éléments, au lieu de les remettre à leur place. Naturellement, le moment viendrait où le Parti et le peuple lutteraient aussi contre tous ceux qui, par leurs paroles et leurs actes, se rallièrent aux nazis-fascistes, mais il fallait auparavant faire des efforts pour les détourner de la voie de la trahison et les rallier à la lutte contre l'occupant.

Dans son travail auprès des nationalistes, notre Parti avait toujours en vue les objectifs stratégiques de la lutte qu'il dirigeait, les intérêts suprêmes du peuple et de la patrie. Il partait en premier lieu de l'idée que plus le Front populaire serait large et revêtirait un caractère de masse, plus la lutte contre l'ennemi serait ardente et la victoire finale certaine. D'autre part, il ne faut pas oublier que nombre de nationalistes connus à l'époque avaient, certes à des degrés divers, de l'influence dans différentes villes et régions du pays ou dans les milieux intellectuels. Ce fut une victoire politique pour le Parti que d'avoir encadrés dans le Front des dizaines d'éminents patriotes,

connus parmi le peuple pour leurs sentiments et leurs idées progressistes et démocratiques, connus aussi comme des combattants antizoguistes. A part la contribution qu'ils pourraient apporter suivant leurs capacités à la cause de la lutte, ils jouissaient au sein du peuple d'une grande autorité qu'ils mirent à la disposition et au service de la Lutte de libération nationale.

Ce fut aussi une victoire pour notre Parti que d'avoir démasqué par sa lutte des pseudo-patriotes comme Lumo Skëndo, Ali Këlcyra, Qazim Koculi et d'autres. Beaucoup d'entre eux, loin d'être des imbéciles, n'étaient pas sans influence. Certains spéculaient sur leur nom de famille, d'autres sur le fait qu'ils avaient tiré quelques coups de feu à Vlore en 1920[7], d'autres encore sur leur opposition à Zogu ou sur leur participation occasionnelle à la Révolution de Juin 1924.

Contrairement à ce que certains pourraient penser, nous aurions fait preuve de myopie politique en nous attaquant à tous ces gens-là dès 1941. Cela aurait nui à notre lutte comme au Parti. Il fallait traiter ce «minerai» humain, en rejeter la gangue et en recueillir le métal pur; le temps et la lutte ne manqueraient pas de faire cette sélection. La ligne de notre Parti était juste: entraîner les patriotes dans la lutte et mettre à contribution leur influence parmi les masses au profit de cette lutte. Quant aux démagogues, aux valets masqués de l'occupant, il fallait bien les démasquer en leur posant la question: «Combattrez-vous pour l'Albanie. oui ou non?» Et le peuple verrait alors quels étaient les vrais patriotes, comme il le vit en fait.

Dans le cadre du vaste travail que nous menions à l'époque auprès des nationalistes, nous attachâmes une importance particulière à l'intelligentsia, afin d'amener

7 Il s'agit de la bataille de Vlore livrée victorieusement en 1920 par le peuple albanais aux occupants impérialistes italiens.

ses éléments patriotes et démocrates à s'engager dans la lutte contre l'occupant.

En ce temps-là, l'intelligentsia albanaise était numériquement réduite, en raison du faible développement économique et culturel du pays et de la politique obscurantiste du régime de Zogu. Le roi «auguste», comme on l'appelait, et son entourage, sans compter les autres plaies qu'ils causèrent au pays, mirent tout en œuvre pour laisser l'Albanie plongée dans les ténèbres de l'ignorance, le meilleur allié de ceux qui cherchent à opprimer et à exploiter les masses. Zogu et son régime ne firent rien pour promouvoir la culture, les arts et les sciences en Albanie. Certes, ce roi et ses sœurs dégénérées et corrompues jouaient aux mécènes et. quelle ironie! ces ignares se posaient en «protecteurs» des arts, de la culture et des sports, qui n'existaient pratiquement pas en Albanie.

Quoi qu'il en fût. grâce aux efforts du peuple, de ses fils et de ses filles, et contre le gré du régime féodalo-bourgeois, il fut possible de mettre sur pied un système d'enseignement comprenant des écoles primaires et secondaires, capables d'assurer l'instruction des enfants du peuple, que celui-ci, fort de son intuition infaillible et avec son sens aigu de l'histoire, forma pour l'avenir. Surmontant de grandes difficultés et s'imposant de lourdes privations économiques, certains de ces jeunes purent aller à l'étranger poursuivre des études supérieures. Tous ceux-là constituaient la partie la plus saine de l'intelligentsia albanaise, opposée à la partie antipopulaire et réactionnaire, qui tirait son origine des beys, des usuriers et des commerçants.

Parmi les intellectuels de l'époque dont je parle, la plupart étaient des instituteurs et des professeurs, alors que d'autres professions comme les médecins, les ingénieurs ou les juristes étaient en petit nombre. L'intelligentsia de chez nous ne constituait une masse homogène ni par son origine sociale, ni par ses convictions politiques, au de-

meurant mal définies. En outre, à l'exception de certains de ses éléments, notamment les instituteurs de campagne, elle n'était pas très liée au peuple et ne connaissait ses soucis que superficiellement, tout simplement par ouï-dire. Mais cela ne signifiait pas qu'elle n'aimait pas la patrie. Non, l'intelligentsia albanaise était en général patriote et antizoguiste, et elle devait montrer plus tard son patriotisme par son attitude envers l'occupant et par le combat qu'elle lui livrerait.

Les plus proches du peuple étaient les instituteurs, qui lui étaient attachés et connaissaient ses peines et ses soucis. Méprisés par l'«aristocratie» intellectuelle, regardés d'un œil suspect par le régime en place et fort mal payés, ils occupaient la base de la petite pyramide du système d'enseignement du régime de Zogu. De surcroît, ils ne touchaient leur indigne traitement que tous les cinq, parfois même tous les neuf mois, et pour pouvoir vivre, le négociaient en quelque sorte aux usuriers, ce qui réduisait encore leurs revenus. C'est ce que j'ai fait moi-même pendant les quelques mois où j'ai enseigné au lycée de Tirana vers la fin de 1936 et le début de 1937, d'autant plus que j'étais payé à l'heure. Ainsi, sans traitement fixe, je ne touchais pas un centime lorsqu'il m'arrivait de tomber malade ou pendant les vacances scolaires.

En général, les instituteurs avaient terminé leurs études, quand ils n'avaient pas été obligés de les interrompre, dans le pays même. Rares étaient ceux qui connaissaient une langue étrangère et. du reste, ils manquaient de livres en d'autres langues pour élargir leur champ de connaissances. Cette catégorie d'intellectuels était avec le peuple, elle vouait une haine implacable au régime de Zogu et à ses hauts fonctionnaires. Très liés à leurs élèves et aux familles de ceux-ci, ces enseignants étaient patriotes et démocrates. A l'occupation de l'Albanie, ils se dressèrent en même temps que les ouvriers et les lycéens dans des manifesta-

tions contre l'occupant et la plupart d'entre eux devaient prendre plus tard le maquis.

Dans la hiérarchie du système d'enseignement et, en général, de la couche de l'intelligentsia de l'époque, les professeurs occupaient un niveau supérieur. A la différence des instituteurs, ils étaient moins proches du peuple et le travail que nous devions mener auprès d'eux était plus complexe. Bien sûr, certains d'entre eux aimaient la patrie et le peuple, haïssaient le régime féodalo-bourgeois et l'occupation fasciste du pays et se lièrent par la suite avec le Mouvement de libération nationale et le Parti. Mais la plupart s'intégrèrent dans le système oppressif de Zogu et du fascisme. Satisfaits de leur situation, ils ne se souciaient guère de la condition des masses. Cette sorte d'intellectuels se proclamaient hautement l'«élite» de l'enseignement en Albanie, ils se vantaient d'être l'«intelligentsia du pays» et affirmaient que «le régime avait besoin d'eux». Nombre de ces «professeurs» avaient vécu à l'étranger, où ils avaient terminé leurs études supérieures, en Italie, en France, en Autriche, en Allemagne, en Grèce et certains même aux Etats-Unis. Il en était aussi parmi les anciens qui avaient fait leurs études en Turquie.

Dans cette «élite intellectuelle» s'intégraient aussi les médecins, les ingénieurs, les architectes et les agronomes, sans oublier ceux qui. ayant fait des études de droit, étaient devenus avocats ou magistrats, ainsi que des journalistes, parmi lesquels j'avais quelques connaissances. Certains journalistes avaient des tendances et des vues démocratiques et progressistes, les autres s'étaient mis entièrement au service des régimes réactionnaires et antipopulaires. Il va de soi que ce n'était pas le cas d'intellectuels comme Medar Shtvlla, Omer Nishani, Xhafer Kongoli, Gaqo Tashko et de dizaines d'autres que j'évoque dans ces notes. Ces derniers connaissaient bien la situation difficile des masses et ils agirent en vrais démocrates et patriotes. Mais

les intellectuels qui avaient fini leurs études supérieures à l'étranger grâce à l'argent que leurs parents avaient gagné sur le dos des ouvriers et des paysans, et qui rentraient dans le pays en prétendant y apporter la culture et la civilisation, ne revenaient en fait que pour avoir leur part dans l'exploitation des masses. Ils n'avaient vraiment rien compris à la civilisation européenne, ils n'en rapportaient qu'une langue étrangère, quelques connaissances relatives à leur profession, une «étiquette moderne», un haut-de-forme ou un nœud papillon qu'ils portaient toujours dans la rue comme au café. Et ces intellectuels civilisés n'éprouvaient aucune gêne à se mettre aux enchères pour se marier, car presque tous étaient des coureurs de dot. Naturellement, nombre d'entre eux s'embourgeoisaient, se faisaient pistonner pour obtenir de hautes fonctions, servant ainsi de «modèle» à ceux qui avaient été moins heureux qu'eux. Ces gens-là étaient perdus pour la cause du peuple, c'étaient des «démocrates» superficiels, des «libéraux» seulement sous quelques aspects, résidus de l'éducation qu'ils étaient censés avoir reçue dans les pays où ils avaient fait leurs études.

Le plus souvent, les intellectuels dotés d'une instruction supérieure et promus à des postes élevés, ou bien s'étaient intégrés au régime et en étaient devenus les piliers, ou bien encore, même si c'étaient des démocrates et des antizoguistes, n'avaient pas une vision claire de l'avenir du pays. Parmi eux, certains n'aimaient ni Zogu ni son régime, au fond de leur âme c'étaient des antizoguistes, mais, loin d'agir dans ce sens, ils n'osaient même pas manifester ouvertement leurs vues. Très rares étaient ceux qui se prononçaient ouvertement, bien sûr pas en pleine rue, contre Zogu et son régime. Toutefois, ceux-ci aussi dissertaient de façon «académique» sur les lois en vigueur, les mesures à prendre, le niveau des prix, les ministres en place, etc., mais il y avait fort peu de chances de trouver

chez eux un esprit de résistance conséquent ou même une velléité de résistance. Naturellement, cela s'expliquait aussi par le fait que Zogu, dont ils pensaient du mal, leur avait cloué le bec, car, en un temps où le peuple vivait dans la misère, et qu'un ouvrier taillait des pierres toute la journée sous un soleil brûlant pour 2 ou 3 leks par jour, cette catégorie de gens touchaient 10 à 15 napoléons or par mois, étaient bien vêtus, possédaient des maisons confortables, bien meublées, sans oublier la radio. Ainsi, même les éléments non dépourvus d'une pointe d'esprit démocratique et antizoguiste jugeaient plus avantageux de s'assurer une position commode: jouir des avantages que leur procurait le régime en place et, dans le même temps souffler, de bouche à oreille, quelque critique contre lui.

En général, une fois de retour, ces intellectuels cherchaient à obtenir de bons postes, surtout à Tirana. En ce temps-là, que vous eussiez fait des études d'agronomie ou obtenu un diplôme d'ingénieur, votre place était dans un ministère, et même s'il n'y avait pas de poste, on en créait un pour vous, car ni les agronomes ni les ingénieurs ne pouvaient travailler ailleurs. L'agriculture était très arriérée et on n'y faisait aucun investissement, quant aux constructions, on ne bâtissait guère autre chose que quelque prison ou des maisons pour les riches. Ainsi, l'agronome trouvait un travail dans un bureau, et l'ingénieur de Tirana élaborait le projet d'une maison pour quelque gros commerçant. Les médecins, de leur côté, commençaient à s'enrichir, alors que les professeurs briguaient tous un poste à Tirana, dans quelque ministère si possible, ou, faute de mieux, ils acceptaient d'être nommés dans une des rares villes dotées d'une école secondaire.

Il ne pouvait pas être question d'organisation dans les rangs de l'intelligentsia. Bien entendu, la partie la plus saine de nos intellectuels cherchait à faire quelque chose pour changer la situation, certains se lièrent avec les

groupes communistes, mais ces liens étaient insuffisants, fondés sur des initiatives individuelles. Parmi les intellectuels, dans cette «élite» qui comprenait professeurs, médecins, juristes, journalistes et autres, il existait une sorte de cloisonnement, provenant des liens et des affinités de chacun avec la culture qu'il avait reçue dans tel ou tel pays étranger. On disait donc d'un tel qu'il était de «culture» allemande, française, italienne, etc., suivant qu'il avait étudié en Autriche ou en Allemagne, en France, en Italie ou ailleurs. Cette tendance à créer des affinités formelles au sein de chaque groupe encourageait un esprit de xénophilie parmi ces intellectuels, et les détournait des principaux problèmes qui préoccupaient la patrie et le peuple.

Lorsque j'étais à Tirana, avant l'occupation du pays par l'Italie fasciste, en dehors des liens que j'avais noués avec des intellectuels progressistes et démocrates, j'avais eu l'occasion de connaître les milieux, les idées et la psychologie des intellectuels cajolés par le régime. Dans la «rue Royale» il y avait un petit café, qui à l'époque paraissait pourtant assez grand, et avait pour enseigne «Bella Venezia». C'est là que venait l'«élite» de la capitale et les grands espions du régime, depuis Fuat Asllani, ministre des Affaires étrangères, et d'autres ministres jusqu'aux «hautes personnalités de la culture». Ils s'y réunissaient, selon la coutume anglaise, au *five o'clock*. Un camarade m'emmena deux ou trois fois à ce club de l'«élite» intellectuelle. Et qu'est-ce que j'y vis? Un milieu de cosmopolites, d'arrogants et de vaniteux. Il était écœurant de les voir déguster du cake et prendre leur thé en «aristocrates» avec des manières de dames de salon. On y entendait toutes sortes de langues, chaque groupe parlant sa langue de prédilection, et l'albanais était entrecoupé de longues phrases en langue étrangère, tout comme dans les œuvres de Tolstoï où l'on voit l'aristocratie russe alterner le russe et le français. Dans ces milieux on discutait de «grande politique» et d'art. On

pouvait y entendre des jugements d'«une haute compétence» sur Chamberlain, Titulescu et Hitler, sur le «Zarathoustra» de Nietzsche, le «Faust» de Goethe et les Nibelungen, mais on n'y disait mot de la misère des paysans de la Myzéqé dépouillés par Zogu, les Vrioni et les Vërlaci, et décimés par la malaria.

Il était dangereux de s'ouvrir à ces gens-là, ils vous dénonçaient à la police de Zogu ou à l'occupant, sinon directement, par des voies détournées. Mais, comme je l'ai déjà dit, tous nos intellectuels n'étaient pas comme eux. Je m'en étais rendu compte moi-même depuis le temps où j'avais établi des liens avec un large milieu d'enseignants et d'intellectuels de diverses professions pendant les années où j'avais enseigné au lycée de Tirana, puis à celui de Korçe. Mais le fait est que nos liens avec nombre d'intellectuels s'intensifièrent encore et s'établirent sur des bases plus solides après que le groupe communiste de Korçe eut porté le centre de gravité de son travail à Tirana, au début de 1940. en particulier quand, après la fondation du Parti, nous considérâmes le travail de persuasion à mener auprès des intellectuels comme un des aspects les plus importants de l'activité de notre Parti parmi les nationalistes.

Le fait que le Parti communiste d'Albanie était l'unique parti politique dans le pays a joué un rôle positif qui a facilité notre travail. Mais cette vérité que nous évoquons souvent ne doit pas donner à penser que le rôle dirigeant dans la lutte, dans le Front et ailleurs serait mécaniquement attribué à notre Parti, du moment qu'aucun parti «rival» n'aurait pu l'assumer! Non, la réalité fut tout autre, très complexe, difficile, et grosse d'importants problèmes.

Certes, il n'y avait pas chez nous de partis politiques bourgeois de diverses couleurs, mais il existait toutes sortes de groupes et de groupuscules, de milieux et de cou-

rants aux multiples nuances et tendances, qui disposaient de plus ou moins d'influence et d'appuis. Le fait est que ces groupes et ces courants ne se dressaient ni ne se prononçaient contre l'occupant, mais ils ne pouvaient pas non plus demeurer inactifs, en dehors de la politique et de l'action, ce que d'ailleurs personne ne leur aurait permis. Puisque dans l'ensemble ils n'étaient pas contre le fascisme, il va sans dire qu'ils étaient contre nous, contre notre Parti, son programme et sa ligne relative au Front, aux conseils de libération nationale, à la lutte, etc.

Il nous fallait faire face à tous ces éléments et cet affrontement devenait très compliqué du fait qu'au début la plupart d'entre eux ne se prononcèrent ouvertement ni contre l'occupant, ni contre nous, se bornant à tergiverser, à manœuvrer.

N'oublions pas non plus que l'état arriéré et l'ignorance hérités du passé, les mentalités rétrogrades, depuis les coutumes féodales jusqu'à la mentalité bourgeoise et, dans ce cadre, la propagande fiévreuse que Zogu et le fascisme avaient menée depuis de longues années contre le communisme, constituaient aussi de grands obstacles à notre travail.

Avec le fascisme, tous ces groupes, tendances et mentalités s'opposaient donc, en tant qu'expression de l'esprit de parti bourgeois et féodal, à notre Parti communiste. Sans buter dans notre travail sur des partis politiques organisés de la bourgeoisie et de la réaction, nous devions toutefois nous heurter à leurs intérêts de classe farouches, complexes, hostiles, nocifs et tortueux, affronter leurs menées pour conserver leurs positions dominantes, et combattre les mentalités et les survivances du passé afin d'éclairer l'esprit et le cœur du peuple et de lui faire prendre conscience de la juste voie à suivre.

Il était indispensable que le Parti décuplât ses efforts pour étendre dans tout le pays son rôle de dirigeant du Front et des conseils de libération nationale et, surtout,

pour le garder et le renforcer sans cesse en empêchant quiconque de s'en emparer. Nous savions bien et nous avions prévu que même la fraction de la réaction intérieure qui ne s'était pas encore affichée en tant que telle, s'organiserait et tenterait de liquider le Front et les conseils de libération nationale afin de saper la lutte du peuple pour la liberté et la démocratie. On imagine la catastrophe qui se serait produite dans cette nouvelle situation si notre Parti, après la Conférence de Peza, avait considéré comme «accompli» son devoir vis-à-vis du Front et des conseils et avait employé ses forces, disons, uniquement comme des «forces de choc» et d'«action». Avec des Abaz Kupi et des Halim Begeja on n'arriverait jamais à démasquer Ali Këlcyra et compagnie, au contraire, le «Balli Kombëtar», qui allait regrouper tous ces criminels et ces «effendis», prendrait les rênes et notre Parti se trouverait soudain devoir faire face à l'attaque organisée et meurtrière des forces du fascisme et de la réaction.

En un temps où notre travail pour appliquer les décisions de la Conférence de Peza battait son plein, surtout vers le mois de novembre, nous reçûmes de nos camarades de Tirana et aussi de ceux des autres districts, plusieurs informations sur les nombreux déplacements, réunions et rencontres de certains chefs de file «nationalistes», en particulier de Mithat Frashëri. Nous étions sûrs qu'ils mijotaient quelque coup, c'est pourquoi nous recommandâmes à nos camarades de se montrer très vigilants et de nous tenir au courant du moindre fait.

Peu de temps après, vers la fin de novembre ou le début de décembre, le premier numéro de la feuille de chou «La lutte pour la libération nationale»[8], publiée et distribuée «clandestinement», nous apprit la nouvelle de la

8 Organe du «Balli Kombëtar».

création d'une organisation «nationaliste» dénommée le «Balli Kombëtar». Une fois informés de la création de cette organisation, de l'identité de ses dirigeants ainsi que, un peu plus tard, de son programme, le «décalogue» de triste mémoire, nous eûmes la conviction d'avoir affaire à un produit de l'occupant, qui lançait cette «réserve» dans la lutte contre le Parti communiste d'Albanie, contre le Front antifasciste de libération nationale et la guerre de partisans pour la libération nationale.

L'appéllation de «Balli Kombëtar» en dit long sur les projets de la réaction féodalo-bourgeoise du pays et les objectifs de l'occupant. Le terme de «Balli» n'est pas une simple traduction littérale de «Front», pas plus que «Kombëtar» n'est une simple traduction du mot «national». Non, cette appellation n'a pas un caractère patriotique, et l'on ne peut non plus l'expliquer par la linguistique; le terme de «Balli» avait un caractère profondément idéologique. Pour la réaction, «Balli» ne signifiait pas «lutte» contre l'ennemi, comme c'était le sens de notre «Front». Le «Balli» pour eux, c'était la «tête», la «direction prédestinée de la nation», c'est-à-dire l'ancien monde, «éternel», immobile, le monde conservateur avec ses oppresseurs et ses opprimés, le monde «national albanais» qui s'opposait au progrès, au communisme et les combattait. Telle était la signification du «Balli Kombëtar» créé par les occupants italiens et à travers lequel les chefs de file de la réaction albanaise rêvaient d'organiser l'Albanie de demain. L'idée de «lutte» n'existait donc ni dans le nom de cette organisation ni dans son contenu, car celle-ci représentait un monde à l'agonie. Cependant, le «Balli» se battrait par la propagande comme par les armes, mais pas contre l'occupant, il se battrait contre le Parti communiste d'Albanie, contre l'Armée de libération nationale, contre le pouvoir nouveau des conseils de libération nationale.

C'est Mithat Frashëri, un architraître, qui fut mis à

la tête de ce ramassis d'individus de triste mémoire comme Ali bey Këlcyra, Kole Tromara, Faik Quku et Nuredin Vlora, suivis d'autres comme Fuat Dibra, Hasan Dosti et Lef Nosi. Mais en fait, le «Balli Kombëtar» était dirigé par Jacomoni, le représentant du roi Victor Emmanuel III, et par le général Dalmazzo, commandant de l'armée italienne en Albanie.

Quant à la lie du pays qui créa et dirigea cette organisation en l'affublant de l'épithète «patriotique»(!), elle était en majeure partie constituée d'éléments nationalistes et pseudo-patriotes que nous nous étions efforcés de notre mieux, pendant plus de deux ans, de rapprocher de notre lutte, du Front de libération nationale, de la cause de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

En évoquant plus haut les rencontres et les vifs débats que nous avions eus avec eux, j'ai donné aussi quelque indication sur leur caractère, leur origine et leur formation politique et idéologique. Le moment est maintenant venu de m'arrêter un peu plus longuement sur cet aspect, afin de montrer ce qu'étaient au fond et d'où venaient ces hommes qui, à la fin de 1942, se disaient la «tête», la «fine fleur» de la nation, et ce que l'Albanie pourrait attendre de leur organisation, le «Balli Kombëtar».

La plupart de ces «patriotes patentés» faisaient partie de la caravane d'éléments «antizoguistes», qui après une période d'exil de quinze ans à l'étranger, étaient rentrés en Albanie avec les troupes italiennes et sous la protection de leurs baïonnettes. Autrefois, avant l'avènement du gouvernement de Fan Noli, ils avaient été députés au parlement albanais, ils avaient assisté à l'enterrement d'Avni Rustemi et participé à la Révolution de 1924. Leurs convictions politiques différaient par certaines nuances, ce qui était déjà apparu dans une série de journaux qu'ils publièrent sous le régime démocratique bourgeois renversé par

la coalition des beys et des féodaux avec à leur tête Ahmet Zogu. Les vues démocratiques de certains d'entre eux étaient superficielles et eurent vite fait de disparaître, alors que la plupart de ceux qui avaient passé pour des partisans de l'«Opinga» n'étaient en fait que les défenseurs des agas et de la bourgeoisie marchande qui se consolidait en s'emparant des terres des féodaux déclassés qu'elle achetait à vils prix. Tous ces gens, y compris ceux qui prétendaient être plus à «gauche», étaient encore bien loin des démocrates révolutionnaires comme Avni Rustemi, Halim Xhelo et d'autres fils dévoués du peuple et combattants conséquents de la démocratie.

Tous les éléments de l'émigration «antizoguiste et démocrate», à l'exception des communistes ou des «rouges», comme les appelait cette émigration, passaient pour des fanolistes[9].

Fan Noli lui-même, écrivain érudit, après l'échec de la Révolution de 1924, se rendit un peu partout, visita l'Union soviétique, dit et écrit du bien de ce pays, s'établit pour un certain temps en Allemagne, y composa de beaux Vers antizoguistes d'une grande force, puis s'installa aux Etats-Unis d'Amérique où il devint patriarche de l'Eglise orthodoxe albanaise, s'embourgeoisa davantage, arbora toute sorte de couleurs, abjura son antizoguisme et se réconcilia avec Zogu et ses amis. Il ne devint pas vraiment un zoguiste docile et actif, mais le fait est qu'il accepta l'argent de Zogu. Il ne comprit pas tous les aspects de notre Lutte, ne se montra pas disposé à la défendre jusqu'au bout, et au moment où notre peuple était en train de chasser l'occupant et les traîtres et d'instaurer son propre pouvoir, il approuvait les plans des Anglais en vue de la formation d'un «gouvernement albanais en exil». Malgré tout, nous l'appréciions comme un écrivain et un politicien démocrate

9 Partisans de Fan Noli.

bourgeois, aux vues certes limitées, mais qui, au fond, aimait l'Albanie.

Les «partisans de Fan Noli» en exil n'étaient même pas de purs fanolistes et, avant de se soucier de l'Albanie, ils n'eurent qu'une hâte, trouver les râteliers où manger. Certains d'entre eux recevaient de l'argent de l'Italie de Mussolini, d'autres de la Yougoslavie d'Alexandre, d'autres encore de la France, de l'Intelligence Service, de l'Asphalie grecque, des Etats-Unis et ainsi de suite. Ils se divisèrent en groupes, mais non pas selon leurs tendances et leurs conceptions politiques, car ils n'avaient ni programme à eux, ni organisation à proprement parler, ni journaux ou autres publications. En dépit de leurs dissensions qu'ils s'efforçaient de présenter comme une opposition de points de vue politiques, ils s'étaient en fait regroupés suivant l'origine de leurs subventions et de leurs revenus. Chaque groupe fréquentait un café où les membres des autres «groupes» ne mettaient pas les pieds. Toute leur activité de «grands politiciens» se réduisait à la lecture du journal auquel était abonné le patron du café où ils passaient des journées entières à palabrer inutilement, à se perdre dans des discussions «académiques» sur les questions internationales, le tout émaillé d'invectives contre Zogu. Et lorsque leur réservoir de paroles et leur esprit d'«opposition» tarissaient, ils se mettaient à jouer au poker et au bridge, cherchant à se plumer l'un l'autre.

Naturellement, les chefs de file faisaient la politique de l'argent, en le distribuant selon les ordres reçus de leur centre, mais aussi selon leurs sympathies personnelles. Certains avaient les poches bien garnies, mais d'autres pouvaient, passer des journées entières sans manger. Cela conduisait inévitablement à des accrochages entre les groupes qui mangeaient au même râtelier et fréquentaient le même café. Certes, ceux qui couraient d'un râtelier à l'autre, émergeaient du lot et lorsqu'on leur demandait où ils se

procuraient tout cet argent, ils répondaient: «Je l'ai gagné au baccara». Mais, en fait, c'étaient des espions à la solde de plusieurs services secrets.

Il n'y a là rien d'exagéré. A l'époque où j'étais étudiant en France, chaque fois que je rentrais en Albanie pour les vacances ou que j'en repartais, je faisais une halte tant au port de Bari qu'à Paris. Pendant ces brefs séjours il m'est arrivé de voir de mes yeux quelle vie ils menaient là-bas. Ainsi, par exemple, je suis allé quelquefois au café «Stopani» de Bari, un des cafés les plus en vue de cette émigration, où se réunissaient les *onorevoli*, les anciens députés et autres éléments de l'«opposition à Zogu», comme Bahri Omari, le Sheh de Karbunara, Muharrem Vllamasi, Qamil Çela, qui était considéré comme un «rouge», un officier nommé Leke Margjini et d'autres du même acabit. A Bari, il y avait aussi d'autres émigrés qui erraient un peu partout, mais ceux dont je viens de parler étaient les principaux, «les épigones de la politique antizoguiste», et le café «Stopani» était leur «parlement». Afin d'assurer soi-disant leur protection, le gouvernement italien avait attaché à chacun d'eux un policier qui le suivait partout comme son ombre. Quand je passais par Bari pour aller en France, ils me demandaient: «Qu'est-ce qui se passe là-bas? Est-ce qu'on aime Zogu ou pas? Est-ce que sa fin est proche?» et me posaient d'autres questions du même genre. Je ne me souviens pas de les avoir jamais entendu m'interroger sur les peines du peuple, des ouvriers et des paysans, se révolter de les savoir dépouillés et exploités. Lorsque je leur parlais de ces choses-là, ils ne m'écoutaient que d'une oreille distraite, car la situation des masses et leur mouvement n'avaient aucune importance aux yeux de «ces partisans de l'Opinga». Ce qui leur importait le plus, c'était d'entendre dire que Zogu était malade, ils croyaient ainsi que s'ouvrait à eux la voie vers la prise du pouvoir en Albanie.

Au café «Stopani» on faisait de la «grande» politique. Dans ces conversations se manifestaient aussi les tendances et les sympathies de chacun. Ainsi, par exemple, le Sheh de Karbunara, qui était à la solde de l'Italie, admirait par-dessus tout les Anglais. Très vif dans la discussion, le Sheh se notait par son parler dans le dialecte de la Myzéqé et son rire franc. Intelligent et roué, mais inculte, il attendait toujours que Bahri Omari, qui connaissait plusieurs langues orientales et occidentales, lui lise le journal. Mais, la culture de Bahri était celle d'un touche-à-tout, peu approfondie. Se disant radical-socialiste, à cause de sa grande admiration pour Edouard Herriot, un des leaders des radicaux-socialistes français, c'est dans «Le Temps», journal libéral fort influent dans la France de l'époque, qu'il puisait ses informations et ses interprétations. Le Sheh de Karbunara et les autres l'attendaient toujours au café «Stopani», «Le Temps» déplié devant eux.

Ces pseudo-politiciens, ces soutiens de la bourgeoisie marchande et des agas, avaient la haine du communisme dans le sang, comme ils le prouvèrent par la suite. Par ailleurs, ils étaient dépourvus de toute organisation à eux dans le pays, et, qui plus est, ils n'avaient introduit en Albanie même pas un journal, une brochure ou un tract. Leur «activité» ne pouvait être en rien comparée à l'activité de militants communistes et révolutionnaires comme Ali Kelmendi, Halim Xhelo et Riza Cerova qui travaillaient à l'étranger, mais entraient aussi en Albanie soit clandestinement soit légalement, risquant toujours la prison, l'internement ou l'élimination physique, et pas même à celle d'éléments démocrates de l'émigration comme Omer Nishani ou même Fan Noli, dont ils se disaient les disciples. Mais quelle organisation les clients de «Stopani» pouvaient-ils prétendre avoir dans le pays, alors que leurs liens avec l'Albanie étaient inexistants? Personne ne se souvenait

d'eux en Albanie si ce n'était quelques vieilles connaissances, hommes de la bourgeoisie, agas, hauts fonctionnaires ou vieux intellectuels.

Ces derniers avaient jugé plus commode de se réconcilier avec Zogu plutôt que d'errer dans les villes d'Europe, ils s'étaient soumis au régime, vivaient et déployaient leur activité à l'ombre des Krosi et des ministres de Zogu, ils avaient obtenu quelque poste dans la capitale ou avaient été nommés préfets dans diverses régions. C'était le cas de Skënder Pojani, Reiz Selfo, Vehip Runa, Qemal Vrioni et de beaucoup d'autres de la même espèce. Leurs vues aussi s'étaient maintenant unifiées, ils étaient devenus des zoguistes convaincus. Bien sûr, certains d'entre eux se disaient apolitiques, certains autres neutres, mais lorsqu'ils se rendaient à l'étranger, surtout en Italie, car c'est là qu'ils se livraient à des transactions avantageuses ou faisaient du commerce, ils n'oubliaient pas leurs vieux amis. Ils les rencontraient au café «Stopani», échangeaient quelques mots avec eux, se posaient en démocrates, leur rapportaient les derniers scandales du régime et, en tant que «vieux amis», leur glissaient quelques subsides en espèces.

Ainsi donc, les liaisons des «politiciens» émigrés avec l'Albanie se réalisaient par l'intermédiaire des hommes du régime zoguiste, fonctionnaires, gros commerçants, grands propriétaires fonciers et agas, qui voyageaient à l'étranger. S'ils maintenaient ces liaisons, c'était non pas pour conspirer ou faire quelque chose contre le régime, mais pour recevoir de lui une certaine aide économique et garder l'illusion de ne pas avoir rompu leurs liens avec l'Albanie. Et, il n'y avait là rien d'étonnant. Même à l'époque du gouvernement de Fan Noli, lorsqu'ils y participaient ou étaient députés, ils n'avaient pas de contacts avec la masse du peuple, mais essentiellement avec les hautes couches libérales des villes et, dans une certaine mesure, avec les notables des campagnes. De plus, ce n'était pas le souci du développement

de l'Albanie qui les rattachait à ces derniers, mais les liens de sang, les alliances, les amitiés occasionnelles, autant de rapports très courants dans la vie sociale de l'époque.

Les «démocrates antizoguistes» de Paris constituaient un autre groupe de l'émigration politique albanaise. Il était composé d'Ali Këlcyra, Kole Tromara, Qazim Koculi, Rexhep Mitrovica, Sejfi Vllamasi et autres. Les quatre premiers se prenaient tous pour des chefs, car aucun d'eux n'admettait qu'un autre que lui puisse «diriger», mais au fond leur leadership n'était que du vent, tous les quatre n'étaient que des commandants sans soldats.

Ils se réunissaient à «La Coupole», à «La Source» et dans d'autres cafés à la mode. Ils s'adonnaient au jeu, faisaient de la politique, «renversaient Zogu», «soulevaient le peuple albanais», et se partageaient en même temps les francs et les dollars que leur procurait la voie de la trahison où ils s'étaient engagés. Les «antizoguistes» du café «Stopani» étaient en bons termes avec ce groupe, alors qu'ils se disputaient avec le groupe de Mustafa Merlika que Mussolini gardait en Dalmatie et qu'il entraînait dans le cadre de ses plans d'occupation de l'Albanie.

Dès que l'Italie fasciste occupa le pays, tous ces individus quittèrent les cafés d'Europe pour rentrer en Albanie. Naturellement, ils eurent hâte de retrouver leurs amis, et établirent des contacts politiques avec d'autres «démocrates antizoguistes» qui étaient restés au pays sous le règne de Zogu ou qui y étaient rentrés avant eux. Avec l'occupation du pays, ces derniers ou bien gardèrent les postes qu'ils avaient occupés à l'époque de Zogu, ou bien en obtinrent de plus importants et, avec le soutien du fascisme, s'enrichirent toujours plus aux dépens du peuple.

Les «illustres patriotes» revenus de l'étranger sondaient le terrain, essayaient de deviner d'où et comment venaient les lires, tâtaient le pouls du gouvernement quisling, des hiérarques fascistes italiens et albanais, se

posaient en hommes politiques «sans tache», «capables», qui avaient «consenti des sacrifices pour le bien du peuple» et «langui» en exil; et maintenant que «la table était mise» on devait leur donner non pas une cuiller, mais une louche. Installés dans des logements confortables, ils continuaient à toucher leur traitement, sans que l'on sût par quelle voie. L'occupant avait intérêt à ce que ces appointements fussent légalisés, mais «les pères de la nation» s'y opposaient, car ils se seraient compromis aux yeux du peuple et trouvés ainsi engagés. L'Italie fasciste devait leur permettre de garder leurs masques dans la mesure où elle y aurait intérêt, car, dans ses plans d'occupation de l'Albanie, elle comptait aussi sur le rôle des chefs de file réactionnaires de l'émigration politique albanaise. Ce n'était pas pour rien que l'Italie, «la grande amie» de Zogu, avait travaillé depuis longtemps à les organiser, les entretenant et les subventionnant, pas trop secrètement du reste, car de toute façon Zogu n'aurait osé souffler mot. Le fascisme les avait considérés et il devait les utiliser comme une réserve dans la réalisation de ses objectifs de domination de l'Albanie et comme un important atout dans le jeu italien de «la libération de l'Albanie du joug de Zogu». Ces éléments étaient devenus des marionnettes et, en tant que telles, ils n'auraient pas voix au chapitre quant à leur rôle dans le scénario préparé par d'autres. Et le fascisme distribua les rôles entre les éléments de cette espèce d'émigration politique. Il utilisa certains d'entre eux, comme Mustafa Kruja et quelques autres, pour gouverner «sa colonie», et garda toujours les autres en réserve.

Ce n'est pas que l'Italie fasciste n'avait pas besoin d'eux, mais elle savait qu'elle ne pouvait les utiliser face aux Vërlaci, Mustafa Merlika, Eqrem bey Libohova, Maliq Bushati, etc. Ceux-là étaient les «premiers violons», les autres devaient se soumettre au régime quisling et à l'occu-

pant, tout en versant, dans un premier temps, quelques larmes pour l'Albanie et l'amour de la patrie. Tout cela était donc un jeu de marionnettes, mais l'Italie fasciste ne l'avait pas monté en vain. De la sorte, ces pseudo-patriotes, pseudo-démocrates et fascistes entrèrent dans la ronde de l'occupant fasciste italien. Certains d'entre eux firent partie du «Conseil d'Etat» créé à leur intention, d'autres, comme je viens de le noter, devinrent des hiérarques du fascisme, d'autres encore recevaient «pensions» et pots-de vin, sans occuper pour autant des postes bien définis, et cela afin de pouvoir conserver encore pour un certain temps leur réputation de «patriotes sans tache», tout en se livrant à une propagande camouflée contre la résistance populaire. Ces éléments, gardés pour le moment en réserve, étaient étroitement liés à l'Italie fasciste. Ils avaient pour mission de mener une action subversive contre la lutte du peuple albanais, de coordonner leur démagogie avec la cravache que Mustafa Merlika maniait ouvertement. Ils devaient, avec des mensonges et des menaces, lier au char du fascisme le plus grand nombre de gens possible, gagner à leur cause la paysannerie et les intellectuels. Cette action néfaste eut surtout prise sur les éléments hésitants et les lâches. Ainsi, pour mettre le peuple sous le joug et réprimer sa lutte, l'occupant fasciste agissait de deux côtés: à travers les gouvernants hiérarques albanais affirmés et occupant des postes leur permettant d'opprimer et d'exploiter le peuple, et à travers aussi les pseudo-patriotes, les pseudo-démocrates et les zoguistes, tombés soi-disant en disgrâce. Ces derniers étaient les «politiciens» du café «Kursaal», qui fréquentaient aussi des maisons de jeu, comme le club «Savoia» et d'autres locaux malfamés.

Les services secrets fascistes, omniprésents et au courant de tout, fermaient un œil et se bouchaient une oreille chaque fois qu'un de ces «politiciens» lançait quelque «critique» contre les personnalités au pouvoir et le

régime fasciste en place. Tous ceux-ci ne constituaient qu'un marais fétide d'où il aurait été difficile de tirer ne fût-ce qu'un petit «poisson» non contaminé.

Bien entendu, nous connaissions tous ces gens-là avant l'occupation, mais nous nous fîmes d'eux une idée plus exacte lors de nos nombreuses tentatives pour «ranimer» leur patriotisme, c'est-à-dire pour les rallier à la lutte, au Front, à la grande cause de la patrie. Mais eux, comme je l'ai déjà décrit en détail, au début nous sous-estimaient, ils condescendaient à peine à discuter avec nous, les «jeunes», les «fougueux bolcheviks». Leur attitude, pendant la première phase de nos contacts avec eux, s'expliquait essentiellement par deux raisons:

Primo, ces «nationalistes-démocrates», en fait ni nationalistes ni démocrates, qui mangeaient au râtelier du fascisme, s'imaginaient être les hommes les plus «capables», des «politiciens éprouvés», «aimés et respectés» par le peuple; ils se croyaient donc destinés à prendre le pouvoir le moment venu et à gouverner le pays. Se berçant ainsi d'illusions absurdes, ils ne pouvaient se faire à l'idée et encore moins admetre que leur temps était révolu et que des hommes nouveaux, prêts à prendre en main les destinées de la patrie, étaient en train de sortir du sein des masses. Secundo, cette attitude dédaigneuse à notre égard pendant cette première phase de notre lutte, leur était dictée par l'occupant fasciste et la réaction déclarée, qui pensaient par là nous faire hésiter, nous les «jeunes», face à leurs «profonds raisonnements», nous décourager, nous ramener donc à la raison selon leurs conseils. Nous devions, toujours selon eux, nous accommoder de l'état de choses existant et, indifférents aux malheurs de la patrie, «profiter des bienfaits du régime fasciste».

Mais, habitués depuis de longues années à des palabres et à des chimères de cafés, ces éléments poussaient leurs calculs encore plus loin; l'occupation du pays par

l'Italie fasciste n'était à leurs yeux qu'un phénomène transitoire, et ils pensaient que, même au cas où les Italiens s'en iraient, «ils resteraient pour nous un appui si nous ne leur cherchions pas noise comme le font ces gamins». «Si l'Allemagne nazie prend la place de l'Italie tant mieux, car elle aussi, nous aidera; par ailleurs, même si l'Italie et l'Allemagne sont vaincues, l'Angleterre et les Etats-Unis seront victorieux, ce seront eux qui feront la loi et là encore toutes les chances seront de notre côté».

Ces vues pernicieuses ainsi que leurs intérêts économiques et politiques conduisaient ces éléments à voir avec effroi la lutte du peuple albanais contre l'occupant, cette lutte pour la poursuite de laquelle nous multiplions nos appels et nos efforts. Ils ne voulaient absolument pas que l'on combatte l'occupant fasciste, et ils mettaient tout en œuvre pour étouffer la révolution dans l'œuf.

Naturellement, nous poursuivîmes notre travail, indépendamment du «manque de considération», des «piques» et des «supplications» de ces vieillards attelés à la charrue des fascistes, et nous serions témoins de toutes leurs métamorphoses, apparemment ridicules, encore que téléguidées. Lorsqu'ils constatèrent, à leur grand étonnement, que nous étions vraiment en train de prendre en main les rênes de la lutte, ils furent contraints, comme ils en reçurent d'ailleurs l'ordre, de chercher eux-mêmes à entrer en contact avec nous pour nous convaincre de renoncer à notre «aventurisme», et cela, «pour le bien de la malheureuse Albanie». Nous leur dîmes une fois de plus ce que nous pensions, et même avec beaucoup de patience et de pondération, et nous poursuivîmes dans notre voie.

Extrait de «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle», éd. alb., Tirana, 1984

JOYEUSES FÊTES DE NOVEMBRE, ALBANIE BIEN-AIMÉE! TOUS NOS VŒUX A NOTRE PEUPLE MERVEILLEUX!

Salut au peuple à l'occasion du 40e anniversaire de la libération de l'Albanie

29 novembre 1984

Ma patrie bien-aimée! Soixante-douze années se sont écoulées depuis le jour où tu as proclamé ton indépendance. Depuis quarante ans tu vis et tu progresses en régime socialiste, libérée à jamais de l'oppression et de l'exploitation, des intrigues et des vils agissements des occupants étrangers et des ennemis de l'intérieur. Mon Albanie, au cours des siècles tu as eu pour lot des souffrances et des malheurs sans fin. Ta vie a été remplie de luttes sanglantes, qui se sont livrées à chaque coin de ton sol, sur les montagnes et dans les plaines, dans des citadelles et dans des chaumières de boue séchée. Tu as versé ton sang, ô peuple, pour pouvoir vivre libre et indépendant comme l'aigle de nos montagnes, auquel tu ressembles, avec une âme sans contrainte et un caractère inflexible, avec un esprit sage et clair, avec un grand cœur, vaillant et généreux, avec des désirs et des aspirations ardentes. Jamais tu ne t'es soumis à la servitude, tu n'as craint ni l'épée de l'ennemi, ni ses ruses, ni le fer et le feu; jamais tu n'as baissé la tête face aux étrangers et aux traîtres, mais tu

es toujours resté bien droit et le front haut. A la ceinture tu gardais un pistolet à la crosse d'argent, sur l'épaule ton vieux fusil, à la main l'épée dégainée et tu te battais avec furie. On te frappait de tous côtés, mon Albanie, mon peuple, souvent même tu as été défait, mais jamais mis à bas.

Il est rare de trouver dans le monde un petit pays comme l'Albanie, avec un peuple comme le nôtre, qui ait tant lutté et ait fait preuve de tant de bravoure, qui ait montré tant de courage et de sagesse, qui ait vaincu tous ses ennemis pour sortir de ces combats le front haut devant l'histoire, libre et souverain, qui se soit emparé du pouvoir par ses propres armes, sans recevoir ni demander l'aide de qui que ce soit. Des ennemis des plus féroces se sont rués sur ce peuple valeureux, pour le faire disparaître de la face du globe, pour effacer l'Albanie de la carte du monde, pour la démembrer et la partager entre ses voisins, assujettis en fait aux officines des grandes puissances. Mais en vain. L'Albanie et les Albanais se sont battus et ont vaincu, et elle et eux resteront toujours immortels.

Ces grands mérites, qui vous reviennent, mon Albanie, mon peuple, sont illustrés par l'histoire. Aujourd'hui l'histoire les célèbre hautement, mais elle les a illustrés même auparavant, bien que nos ennemis étrangers aient tout mis en œuvre pour empêcher que votre voix se fasse entendre. Malgré tout, cette voix n'a pu être étouffée, car l'écho de vos combats, perçant les montagnes, a traversé l'espace et a montré au monde qu'un peuple indomptable, avec Skanderbeg à sa tête, était devenu la terreur des Ottomans. Alors que l'Europe tremblait devant les hordes des sultans turcs, dans les montagnes d'Albanie luttait et résistait un peuple conduit par un héros qui défendait sa patrie et l'Europe de l'invasion. O peuple valeureux, tu as versé

ton sang à flots, mais personne ne t'en a su gré. Néanmoins, tu ne t'es pas découragé, car la vie t'avait appris que tu devais toi-même prendre en main ta destinée, libérer et défendre ta patrie.

Des ennemis nombreux ont foulé le sol de notre mère patrie, les Romains de César et de Marc-Antoine, les Ottomans, les hordes serbes, depuis celles d'Etienne Douchan jusqu'à celles des Karageorgévitch, les Grecs de Vénizélos et de Zographos, les Italiens de la Première Guerre mondiale et ceux de Mussolini, les Austro-Hongrois de François-Joseph, les Allemands de Hitler. Mais toi, peuple albanais, tu as tenu tête à tous ces envahisseurs, sortant de chaque invasion encore plus uni, avec des forces rénovées, toujours plus résolu à ne baisser la tête devant personne.

Les archives des chancelleries des Etats d'Europe sont remplies de documents qui témoignent de ton combat, de tes hauts faits et de tes ardentes aspirations à la liberté. Mais ces archives ne sont pas ouvertes. Aujourd'hui encore on les garde fermées. C'est le cas des archives d'Istanbul, de Belgrade, d'Athènes, d'Italie, d'Autriche et de France. Mais mieux et plus clairement qu'elle ne se trouve écrite dans les documents des chancelleries étrangères, ton histoire grandiose, ô peuple héroïque, est écrite de ton sang et de ta sueur et tu l'as chantée toi-même de génération en génération. Tes chants rapportent fidèlement ta grande histoire, ils élèvent un hymne à ta vaillance, à ta résistance, à ta loyauté et à ta générosité, à ta vie dans son harmonieux développement, à tes us et coutumes et à tes costumes.

Dans tes chants, tu célébrais ta propre existence, ton sang, ta pérennité, et ces chants ont inspiré nos générations successives, ils les armaient de l'amour de la patrie, de la liberté, ils leur illustraient le courage, la résolution et l'esprit indomptable de nos ancêtres, ils leur montraient que c'est seulement par le sang et la sueur que se défen-

dent la liberté, l'honneur, la langue, les coutumes, la culture d'un peuple.

Tes chants évoquent aussi l'aide que toi, peuple albanais, tu as prêtée aux autres peuples au cours de l'histoire. Ce sont des chants à la gloire de Skanderbeg et de ses valeureux Albanais qui allèrent au secours de Hunyadi, qui aidèrent à la libération du royaume de Naples; ce sont des chants à la gloire de tes fils qui ont été se battre jusqu'en France avec le maréchal de Quercy; ce sont des chants à la gloire des valeureux combattants de cette terre qui ont aidé la révolution pour l'indépendance de la Grèce. Est-il un lieu où l'Albanais ne se soit battu, où il n'ait prouvé sa vaillance, où il n'ait montré sa vitalité et son intelligence!

De ton sein, ô mon peuple, tu as donné le jour à de grands hommes, qui ont lutté avec le fusil ou la plume, qui ont inspiré nos générations et les ont pétries de l'amour de la patrie et de la liberté. Ces hommes ont rêvé et se sont efforcés de faire en sorte que la patrie puisse vivre libre, que les Albanais s'instruisent, qu'ils assimilent le savoir et bâtissent une Albanie libre, délivrée de ses chaînes, sans étrangers sur son sol, où se développerait avec bonheur la langue albanaise «notre langue si belle et si vive», si attachante à entendre dans les chants de nos montagnards et de nos gens de plaines, de nos femmes, de nos jeunes filles et de nos bouillants jeunes gens. Combien les éminents patriotes de tous les temps, en particulier ceux de notre Renaissance nationale, ont aimé et apprécié cette langue! Avec leur esprit clairvoyant, ils souhaitaient la voir bien se cristalliser et être enseignée dans les écoles albanaises, ils souhaitaient voir ces écoles dissiper dans le peuple les ténèbres, l'influence des langues des pays qui nous avaient opprimés, disperser les ténèbres du Moyen Age et des religions, qui empoisonnaient l'esprit du peuple albanais. Ces pionniers de la langue albanaise se sont

sacrifiés sur l'autel de la patrie, leur sang s'est mué en un vivant flambeau, leur œuvre a pris racine, a grandi et s'est développée au milieu des tourmentes, de la détresse et de la pauvreté. Des écoles albanaises créées grâce aux efforts de ces éminents patriotes sont sortis des hommes qui ont rassemblé les chants de notre histoire et les coutumes de notre peuple, qui ont raffermi sa détermination de se libérer à tout prix, qui nous ont apporté les lumières, la force et le savoir, jusqu'au moment où, finalement, toi, mon peuple bien-aimé, tu as réussi à surmonter tous ces maux.

L'histoire t'avait appris que les peuples qui ne luttent pas disparaissent, et c'est pourquoi, mon peuple, tu as lutté pour la liberté, pour ta langue, pour tes coutumes, pour ton sol sacré et tu n'as pas disparu, mais tu l'as finalement emporté. Des siècles de luttes incessantes se sont écoulés, tu as vu ton pays mis à feu et à sang, mais tu ne t'es jamais incliné ni éteint jusqu'à ce jour du 29 Novembre 1944 où, en même temps que la liberté, tu as conquis aussi le pouvoir, tu es devenu maître de tes destinées pour briller à jamais de tout ton éclat, car tu avais à la tête de ta lutte l'héroïque Parti communiste, à qui tu as toi-même donné le jour et que tu as défendu et nourri du sang de tes fils les meilleurs pour qu'il grandisse et se renforce comme l'exigeaient les moments historiques, ton avenir et celui de notre patrie. Et ce fut là une victoire pleinement méritée.

Peu d'autres peuples ont mérité ces victoires autant que toi, mon peuple, car à aucun moment ta force, ton courage et ton optimisme ne se sont relâchés et tu as toujours aimé la vie. Tu as engendré des fils et des filles légendaires, au cœur ardent, au regard intrépide et forts comme le roc de nos Alpes, des combattants qui fondaient sur l'ennemi comme la foudre et l'éclair. Tels étaient tes fils et tes filles qui t'ont guidé dans des batailles en alter-

nant les chants et les appels au combat, et à qui toi, peuple vaillant au grand cœur, tu as chanté ton histoire, tu as chanté tes batailles, tu as chanté tes sacrifices.

A tous les moments tourmentés de notre histoire, ton glorieux passé, ô ma patrie, a inspiré constamment non pas un ou deux ni même des milliers d'hommes, mais un peuple tout entier. Jamais l'Albanais ne s'est laissé troubler par les ouragans de l'histoire, jamais le peuple albanais ne s'est incliné, mais il est parvenu à frayer sa voie à travers les tempêtes et à vaincre ses ennemis, si puissants, farouches et armés qu'ils aient été.

Toi, mon peuple bien-aimé, tu n'as jamais été barbare, ce sont les autres qui se sont comportés en barbares envers toi; toi, mon peuple, tu n'étais pas sans culture, ce sont les autres qui voulaient t'imposer leur culture asservissante. Tu n'avais pas seulement des muscles puissants, mais aussi un esprit aigu et un grand cœur et c'est pourquoi les envahisseurs n'ont pu ni t'assimiler, ni t'anéantir. Tes ennemis se sont prodigués en calomnies à ton adresse, mais la vie, la lutte, l'histoire les ont percées à jour. Et tu leur as été supérieur sous tous les aspects.

Toute ta vie, ô mon peuple, a été une révolution et même quand tu avais le ventre creux, que tu étais dévêtu ou en haillons, le corps ensanglanté de tes blessures, tu as gardé un cœur ardent et indomptable. A aucun moment ta vie n'a perdu ni vu affaiblir sa signification, au contraire, chaque année, chaque jour de ta vie sont remplis de luttes et de combats pour la liberté, la justice, le développement et le progrès économique et social. C'est cette conception de l'existence qui nous a maintenus et nous maintient en vie et le souci de la préserver a été et reste constamment à l'ordre du jour de notre Parti du Travail. Notre Parti a fait des traditions révolutionnaires de notre peuple une partie intégrante de notre vie: les dates, les événements marquants du peuple sont célébrés, et ses éminentes figu-

res honorées, chantées et illustrées aussi dans des écrits. Partout a été créée une situation merveilleuse, la haute conscience politique du peuple, son patriotisme insigne ne s'éteindront jamais. Cette situation saine a rendu possible à l'Albanie de progresser et de construire le socialisme avec bonheur, elle a rendu les gens consciencieux dans leur travail et dans leur action, elle a fait d'eux des combattants de la grande cause du socialisme et du communisme, elle a fait en sorte que tous, jeunes et vieux, aiment notre héroïque Parti de tout leur cœur.

Tous ces bienfaits que nous avons acquis et dont nous jouissons dans les années du socialisme, nous ont été apportés par la Lutte de libération nationale du peuple, conduite par le Parti communiste, qui a toujours été éclairé dans sa voie par sa boussole infaillible, le marxisme-léninisme. Se guidant sur cette idéologie dès sa création, notre Parti a su pétrir et cimenter l'homme nouveau de l'Albanie socialiste avec le patriotisme des siècles, il a su unir et mobiliser notre peuple tout entier, le guider sur le chemin qui devait lui permettre de conquérir, en même temps que la liberté, le pouvoir, d'instaurer le pouvoir populaire et de s'atteler à la tâche pour faire de notre Albanie bien-aimée, un jardin fleuri, le pays libre des hommes libres.

Nous avons lutté et nous avons triomphé. L'Albanie tout entière s'est dressée au cours de la Lutte de libération nationale. Tous nos villages sont devenus des nids de partisans. Le peuple tout entier a réussi à se serrer comme un poing puissant autour du Parti, il a chassé une bonne fois de son sol les envahisseurs étrangers barbares, il a renversé du pouvoir les féodaux, les beys, les capitalistes et a infligé aux traîtres le châtiment qu'ils méritaient. De nombreux fils de ce peuple, et des meilleurs, sont tombés au champ d'honneur, mais ils sont devenus de vivants flambeaux, et aujourd'hui, partout en

Albanie, leurs restes reposent dans des cimetières monumentaux, où le peuple va constamment leur rendre le plus profond des hommages, car c'est leur sang qui a cimenté les fondements de l'Albanie nouvelle.

Tous les étrangers bienveillants qui visitent notre pays s'inclinent avec respect devant les tombes de nos héros, ils reconnaissent avec conviction et admiration que ce peuple s'est battu, qu'il a versé son sang et que dans ce pays le moindre pouce de terrain est devenu un théâtre de batailles.

Après la Libération, toi, mon peuple, tu as poursuivi le combat avec héroïsme. Le Parti t'a conduit dans de plus grandes batailles, plus acharnées encore, pour le socialisme, où tu devais vaincre en versant ta sueur, en mobilisant toutes tes connaissances et ton courage. Tu travailles. tu vaincs et vas toujours de l'avant le fusil à la main sans jamais baisser la tête devant tes ennemis anciens et nouveaux, qui s'affublent de tous les masques.

Le Parti, le peuple et le socialisme ont rempli l'Albanie d'usines, de centrales hydro-électriques et de complexes industriels imposants, ils ont rendu les plaines florissantes, couvert les collines et les montagnes de terrasses, reboisé même nos Alpes, développé l'élevage et l'agriculture chantés avec tant de passion par Naim Frashëri, ils ont rempli le pays d'écoles, d'institutions culturelles et scientifiques, éliminé l'analphabétisme, les ténèbres et le retard hérités du passé, faisant partout jaillir la lumière du savoir, de l'essor et du progrès scientifique. L'Albanie socialiste est aujourd'hui le seul pays qui construit le socialisme en comptant exclusivement sur ses propres forces, sans recevoir de crédits de personne, sans être endetté envers qui que ce soit, un pays où il n'y a ni impôts, ni inflation, ni chômage, un pays où l'enseignement et le service sanitaire sont gratuits. Chaque coin de l'Albanie a été transformé depuis ses fondements, la vie de notre peuple

très éprouvé a changé radicalement, elle est devenue sûre, radieuse et prospère. Par-dessus tout, dans ce processus, le Parti a réalisé une plus ferme union du peuple et lui a fait prendre conscience du grand rôle déterminant qu'il lui appartenait de jouer dans l'histoire.

Cette belle Albanie que tu as édifiée, mon Parti, à travers tant de tempêtes, de luttes et d'intrigues, cette vie heureuse qu'est la nôtre aujourd'hui, cet homme nouveau que tu as créé, sont ton œuvre glorieuse que tu as réalisée en comptant sur les forces de ton peuple, sur ta détermination et ta sagesse, sur ton esprit éclairé par le marxisme-léninisme, sans jamais tendre la main aux étrangers. L'aide accordée à notre pays par les étrangers a toujours été très restreinte; en plus, comme l'expérience l'a montré, sous le masque de l'internationalisme prolétarien, cet appui avait un caractère impérialiste asservissant. Le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie ont accepté cette aide pour redresser le pays et en étant convaincus qu'elle n'avait rien d'asservissant. Mais dès que nous avons vu que, par l'aide qu'ils nous accordaient, soit les titistes, soit les révisionnistes soviétiques ou ceux des pays de l'Est, soit la Chine de Mao Tsétoung, poursuivaient d'autres buts, hostiles et asservissants, ou cherchaient à faire de l'Albanie un appendice de leur pays, entièrement dépendant d'eux, dépouillé de toute liberté et de toute indépendance, nous leur avons déchiré le masque en leur déclarant ouvertement que l'Albanie socialiste, le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ne se vendent pas pour quelques frusques, quelques roubles, dinars ou youans, tout comme ils ne se sont pas vendus pour les quelques frusques données en aumône, les livres et les dollars des impérialistes anglo-américains.

Depuis quarante ans, toi, courageuse Albanie, tu portes haut et avec honneur le drapeau du marxisme-léninisme, comme tu as porté, au cours des siècles, le drapeau

de la liberté, le drapeau rouge à l'aigle bicéphale, auquel tu as ajouté l'étoile à cinq branches, l'étoile de la liberté, l'étoile du socialisme et du communisme.

Toi, mon peuple, dirigé par ton Parti du Travail, tu n'as jamais permis, pendant ces quarante années de vie socialiste, à tes nouveaux ennemis perfides et puissants d'avoir le dessus. Tu as de nouveau dégainé ton épée, devenue maintenant encore plus tranchante, trempée dans le feu de tant et tant de batailles, battue sur l'enclume de l'histoire. Armé de cette épée, toi, mon Parti, tu as frappé sans pitié les impérialistes et les réactionnaires, tu as frappé les révisionnistes modernes de toutes les couleurs et tu as obligé les révisionnistes camouflés à enlever leur masque, ce masque dont ils s'affublaient pour se poser en marxistes-léninistes et en amis, mais en fait à des fins d'hégémonie. Toi, mon Parti, par ces prises de position et ton haut exemple, tu accomplissais ton devoir internationaliste et mettais en même temps en garde les autres contre toute cessation de la lutte contre les courants révisionnistes, contre tout compromis éventuel avec eux, en les dénonçant comme des renégats et des traîtres. La parole de notre Parti, sa pensée claire, son courage et sa détermination ont brillé pour devenir des flambeaux pour les peuples et les révolutionnaires partout dans le monde.

Toi, ma patrie socialiste, dirigée par le Parti du Travail, tu as mené cette lutte héroïque avec une étonnante maîtrise et ta puissante voix a retenti, parce que tu t'es dressée résolument contre le titisme, qui a été démasqué aux yeux du monde entier comme une officine idéologique et politique de l'impérialisme américain et de la réaction mondiale. Tous comme ils se sont fait entendre depuis longtemps contre l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie réactionnaire mondiale qui cherchent à maintenir sous leur joug les peuples et les prolétaires du

monde entier, ton combat et ta voix se sont aussi fait entendre contre les social-impérialistes soviétiques, qui se battent pour établir leur hégémonie dans le monde et opprimer les peuples, en les menaçant de la force de leurs armes et de leurs bombes atomiques. Plus tard, ta voix puissante s'est élevée dans le ciel de ce monde troublé, contre la théorie et la pratique de Mao Tsétoung et de toute la direction chinoise, qui, ayant trahi le marxisme-léninisme, s'est engagée dans la voie du révisionnisme pour faire de son pays une superpuissance impérialiste mondiale.

Mis en rage par nos justes prises de position, par la détermination et la bravoure d'un petit peuple et d'un parti courageux, les ennemis impérialistes et révisionnistes cherchent à jeter le discrédit sur nous. Dans leur colère et leur méchanceté, ils disent et écrivent: «Qu'est-ce que ce peuple et ce parti qui font tant de bruit, qu'est-ce que ces obstinés qui ne craignent pas de s'opposer aux puissants Etats? Il faut les écraser, les liquider, les plier par des blocus, pour qu'ils meurent de faim...» Mais ils se trompent lourdement, comme ils se sont toujours trompés, car ils n'ont pas connu ni voulu connaître l'histoire du peuple albanais, le caractère viril de l'Albanais, ils n'ont pas voulu savoir ce que signifient pour l'Albanais la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la patrie. En capitalistes, impérialistes et réactionnaires qu'ils sont, ils ont pensé et pensent que rien ne peut résister à leur puissance économique et militaire, à leur idéologie. Mais voici que les peuples, qu'ils soient grands ou petits, ont des forces leur permettant de résister à leurs ennemis. Les peuples qui luttent finissent toujours par l'emporter: l'ennemi ne peut venir à bout des partis marxistes-léninistes qui s'en tiennent fermement aux principes. Le marxisme-léninisme qui guide le prolétariat, les vrais partis communistes et les peuples en lutte pour leur libération et leurs droits, est invincible.

Mon Parti, ta lutte contre le révisionnisme soviétique et tout le révisionnisme moderne est une de tes épopées les plus brillantes. Cette lutte héroïque est un honneur et un titre de fierté pour toi, classe ouvrière d'Albanie, pour toi, peuple albanais, et pour toi, notre Albanie socialiste. Tous les pays du monde, quel que soit leur régime, tous les peuples, tous les courants politiques, amis et ennemis, ne peuvent ne pas reconnaître que tu es entièrement libre, indépendante et solide comme un roc de granit.

Notre Albanie socialiste, tu as résisté aux ennemis qui se sont déchaînés contre toi par vagues successives, et tu tiens toujours bon. Tes prises de position justes, courageuses, marxistes-léninistes et révolutionnaires ont fait que de nombreux amis et sympathisants de tous les pays se rassemblent autour de toi; bien que tu sois un petit pays, le prolétariat international t'a toujours regardée avec espoir et confiance, car dans la voie que tu suis et dans ta détermination il voit réaliser de la façon la plus stable sa grande idée à lui, le marxisme-léninisme, la lutte pour la révolution, la lutte pour le renversement des forces réactionnaires qui l'oppriment et l'exploitent. Tu as toujours dit au prolétariat et aux peuples la vérité, et la vérité est d'une extrême importance. La vérité vous vivifie, vous empêche de rouler dans l'abîme, vous éclaire la voie, vous trace de nouveaux chemins, elle fait jaillir du sein du peuple des forces grandioses capables de vaincre tous les ennemis, de surmonter toutes les difficultés et de déjouer toutes les intrigues.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie avec leurs attitudes et leurs jugements ont donné et donnent toujours courage et confiance aux gens du monde entier, ils ont dit et disent encore au prolétariat et aux peuples: Tenez bon comme nous, luttez comme nous et vous vaincrez comme nous avons vaincu et nous vainquons. Notre

victoire est certaine, nous devons vaincre ensemble et, par conséquent, serrer les rangs dans le feu de la lutte contre nos ennemis. Feu donc sur les révisionnistes, les traîtres à la classe ouvrière et aux peuples, feu sur les plans impérialistes du grand capital mondial, car c'est uniquement de cette façon qu'un pays peut conquérir sa liberté, son indépendance et sa souveraineté, que la révolution gagnera en ampleur et triomphera. Tout ce que l'on dit sur la possibilité de prendre le pouvoir à travers des réformes n'est que boniments. La bourgeoisie et le capitalisme ne pourront jamais consentir à ce que la classe ouvrière, la classe la plus avancée au monde et à laquelle appartient l'avenir, prenne le pouvoir. Au contraire, les ennemis des peuples et du prolétariat préparent chaque jour des pilules empoisonnées, ils forgent chaque jour de nouvelles chaînes d'esclavage. C'est pourquoi ce n'est qu'à travers la lutte contre l'ancien système du pouvoir du capital que les peuples et le prolétariat pourront gagner du terrain pas à pas et s'emparer du pouvoir. Le Parti du Travail a suivi cette voie. Le peuple albanais a été libéré. L'Albanie socialiste a été construite et elle va de l'avant.

Dans toutes tes actions. Parti héroïque, tu as visé un grand objectif, tu as avancé toujours avec prudence mais sans peur. Jamais tu ne t'es abaissé à ramper, tu n'as jamais été opportuniste ni sectaire. Tu as toujours marché bien droit dans la voie marxiste-léniniste. Tu as voulu et veux toujours le bien des peuples. Tu as aimé sincèrement les vrais marxistes-léninistes, tu les as défendus jusqu'au bout et tu ne cesseras de les défendre. Tu as toujours dit ton mot ouvertement, avec pondération quand il le fallait, mais au besoin en élevant la voix. Tu as essayé de corriger avec patience, en leur donnant de sages conseils, ceux qui se sont fourvoyés, mais en même temps tu as écouté toi-même tout conseil utile et tu l'as mis à

profit. Tu as soutenu les actions justes et critiqué les actions erronées. C'est cette voie que tu as toujours suivie, mais quand la mesure a été comble et que tu t'es persuadé qu'il n'y avait pas d'autre voie que celle du combat, tu n'as pas pris peur, mais tu as déclaré la guerre aux ennemis et n'as jamais cessé ta lutte. Nous n'avons reculé ni n'avons fait aucune concession aux ennemis. C'est l'Histoire, les souffrances et la misère, pas seulement les nôtres, mais aussi celles des peuples du monde entier, leurs luttes innombrables à travers les siècles, qui nous ont appris à agir ainsi.

Le marxisme-léninisme nous a ouvert les yeux grâce à ses conclusions tirées de son analyse de la lutte des classes dans le processus du développement de la société. Il nous enseigne que la lutte des classes est la force motrice de la société, qu'elle vous vivifie, vous donne force et courage, qu'elle vous apporte la victoire. Si vous éteignez cette lutte, le capitalisme et la bourgeoisie vous étouffent, vous asservissent. Notre peuple n'a jamais supporté l'asservissement et il a toujours lutté pour échapper à ses griffes. C'est pourquoi notre Parti, tant à l'intérieur que dans l'arène internationale, n'a jamais cessé ni ne cessera un seul moment la lutte des classes. Quarante années durant, notre peuple et notre Parti se sont opposés par une lutte résolue à tout élément ancien, conservateur, opportuniste et libéral, ils ont combattu tous ceux qui, ouvertement ou en sous main, ont essayé de nous détourner de notre droit chemin. Nous avons combattu toute force et toute idéologie qui ont visé à corrompre la conscience de nos gens, à empêcher notre marche vers des jours meilleurs, vers un présent et un avenir plus sûrs. Nous avons maintenu et nous maintenons la lutte des classes toujours en action et c'est précisément cette grande force motrice et révolutionnarisatrice qui a permis, comme le dit une chanson populaire, à notre petite patrie de ne

se laisser ébranler «ni par les canons ni par les bombes», ni donc par le révisionnisme, le capitalisme et la réaction.

Nous avons de nombreux amis et sympathisants dans le monde. Tous les peuples du monde sont nos amis, ils aiment et respectent beaucoup l'Albanie, parlent avec admiration de notre pays, de notre réalité socialiste, ils sont curieux de savoir où nous trouvons notre force, car ils ne comprennent pas encore comment nous avons obtenu ces résultats.

C'est pourquoi nous avons pour devoir de faire connaître les victoires du Parti du Travail, du peuple albanais et de l'Albanie socialiste sous tous leurs aspects, de les expliquer non seulement par nos réalisations actuelles, mais par tout le glorieux passé de notre peuple. Ces victoires constituent comme une chaîne d'acier, dont les maillons sont des événements révolutionnaires étroitement liés entre eux, qui représentent à diverses étapes nos idéaux permanents de liberté, d'indépendance, de démocratie, d'unité nationale, de bien-être, de culture et de progrès ininterrompu. Expliquons à nos frères et à nos amis qui nous veulent du bien que cette chaîne de la vie du peuple albanais, grâce au marxisme-léninisme que nous essayons de comprendre à fond sous tous les aspects et dont nous appliquons fidèlement les principes conformément aux conditions de notre pays et à la situation internationale, est aujourd'hui plus solide que jamais.

Nous n'avons pas permis que les principes de notre politique extérieure soient foulés aux pieds par les conjonctures. Nous avons toujours eu en vue les conjonctures politico-économiques internationales, mais dans nos relations et nos prises de position nous nous sommes toujours guidés sur les principes du marxisme-léninisme, car ils sont indispensables pour comprendre et apprécier à leur juste valeur les événements mondiaux, les diverses

conjonctures créées, les intrigues et les visées de l'impérialisme contre les aspirations des forces révolutionnaires, des peuples et du prolétariat de chaque pays et du monde entier.

Pour toutes ces raisons, à l'approche des dates marquantes du 28 et du 29 Novembre, l'Albanie socialiste est en fête dans tout le sens du mot. Partout on se réjouit du travail accompli, des succès remportés, de l'éclat de la vie nouvelle et radieuse. Le peuple entier chante et célèbre les grandes victoires qu'il a enregistrées dans tous les domaines, la vie nouvelle, socialiste, la sécurité et nos perspectives d'avenir claires et larges.

C'est avec une joie infinie que j'apprends en regardant la télévision, en écoutant la radio ou en lisant la presse, le grand travail de construction mené aux quatre coins du pays, les victoires et les succès consécutifs qui sont enregistrés dans tous les domaines. Mon cœur déborde de joie quand je vois nos ouvriers et nos spécialistes infatigables et aux mains d'or construire des digues et des machines, diriger avec compétence et efficacité des usines et des combinats modernes, quand je vois les coopérateurs dans les plaines, sur les collines et les montagnes, mettre tout leur soin aux diverses cultures et atteindre des rendements de niveau mondial, quand je vois la grande armée de notre jeune intelligentsia socialiste, nos élèves et étudiants penchés sur des livres, sur des plans et des projets ou dans les laboratoires, quand enfin je vois partout les femmes et les filles albanaises que le Parti a fait accéder à la lumière, travailler et chanter, produire et diriger aux côtés des hommes, élever des enfants sains et heureux qui sont l'avenir du pays. Toute l'Albanie est un pays en mouvement, qui se développe, qui progresse sans interruption. Chaque pouce de son sol est à la fois chantier de construction et de création, école, barricade infranchissable pour l'ennemi; et en même temps une

estrade où nos gens, les créateurs de tous les biens dont nous jouissons, chantent à la gloire du Parti, du peuple, de la liberté et du socialisme.

C'est le peuple lui-même avec à sa tête son Parti qui a créé cette situation, c'est pourquoi il travaille et laisse déborder sa joie, surtout lors des fêtes, où il exprime avec une force admirable les sentiments nobles et purs qui l'incitent à entreprendre des œuvres encore plus grandioses.

Pour nous, les soldats du Parti, il n'existe pas de plus grande joie que celle qui s'empare de nous quand nous te voyons toi, peuple, maître de tes destinées, content et heureux, libre dans l'Albanie souveraine et indépendante, dans l'Albanie transformée en une citadelle inexpugnable et qui connaît un développement socialiste ininterrompu. Cette joie et cette fierté que nous ressentons, sont le fruit des grandes victoires que nous avons remportées, de nos efforts incessants, de notre préoccupation constante à avoir comme toujours à notre tête le Parti, notre guide éprouvé.

Ces quarante années qui se sont écoulées, nous les avons vécues comme savent vivre, construire et défendre les révolutionnaires. Dans ces années de l'époque du Parti, notre chère Albanie a été transformée depuis ses fondements, elle a connu un progrès, un rajeunissement et un développement général qu'elle n'avait pas connus dans le cours des siècles. Tout est nouveau et sain en Albanie, son visage comme son contenu, la vie qui fleurit et assume de nouvelles dimensions, l'homme nouveau doté des hautes vertus de l'idéologie communiste, heureux et fier des succès obtenus, convaincu et conscient de la nécessité de poursuivre dans la voie de notre lutte, de notre honneur et de notre prestige.

Dans les années et les décennies qui viennent, le peu-

ple et le Parti, toujours unis comme un seul homme, feront encore plus pour cette terre bien-aimée, pour ce pays des aigles. Préservons donc comme la prunelle de nos yeux tous nos acquis, développons-les avec esprit de suite, pour laisser aux générations futures une Albanie toujours plus forte, toujours rouge comme le feu inextinguible des coeurs et des idéaux communistes et partisans, une Albanie qui puisse vivre et progresser à travers les siècles. J'ai l'intime conviction que le peuple et le Parti lèveront toujours plus haut notre drapeau victorieux et l'honneur, le prestige et le renom de l'Albanie socialiste dans le monde.

Joyeuses fêtes de Novembre, chère Albanie socialiste!

Mes meilleurs vœux à notre peuple héros, à notre peuple merveilleux!

Publié pour la première fois dans le journal «Zëri i popullit» du 29 novembre 1984

Publié d'après la brochure «Salut au peuple à l'occasion du 40e anniversaire de la libération de l'Albanie»

PANORAMA

30 décembre 1984

C'est aujourd'hui l'avant-dernier jour de 1984. Nous avons célébré cette année un glorieux événement, le 40e anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire; cette année nous a apporté aussi toute une suite de nouveaux succès dans l'édification du socialisme, dans l'accroissement de la prospérité de notre peuple, dans la consolidation de la défense et le rehaussement du prestige de notre pays sur le plan international. Certes, au cours de cette année aussi, il nous a fallu affronter et surmonter des difficultés et des obstacles de caractère objectif, comme cela a été le cas de la sécheresse qui s'est prolongée plus que les autres années. Mais l'on a observé également des difficultés et des lacunes de nature subjective, portant sur des problèmes d'organisation, de discipline, etc. Toutefois, ce dont je voudrais traiter dans ce bref panorama de l'année 1984, c'est la situation politique générale dans le monde et ses développements qui ne manquent pas d'influer sur notre pays.

Notre pays a poursuivi cette année une politique étrangère fidèle à la ligne définie par le VIIIe Congrès du Parti: lutte continue et à outrance contre l'impérialisme et au premier chef contre les deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis d'Amérique et Union soviétique, contre leur politique hostile à l'égard des autres peuples. Dans le même temps, notre politique étrangère a été une politique de soutien aux forces marxistes-léninistes,

aux mouvements progressistes, aux luttes de libération nationale et sociale des peuples du monde, bref, aux batailles de classe livrées par le prolétariat mondial et les peuples opprimés pour leur émancipation nationale et sociale. Par ailleurs, notre politique étrangère s'est caractérisée par l'esprit de coopération avec les pays voisins sur la base de l'avantage réciproque, de la non-ingérence dans les affaires de chacun et du respect mutuel de la souveraineté nationale. C'est la politique que nous suivons aussi envers les autres pays qui souhaitent avoir de bonnes relations avec le nôtre. Quant aux pays révisionnistes, nous avons pratiqué à leur égard une politique de coopération dans le domaine des échanges commerciaux sans pour autant leur faire aucune concession de principe ni consentir à aucun compromis idéologique ou politique.

Grâce à cette juste politique menée par notre pays et à la bonne volonté du gouvernement grec, nos relations avec la Grèce, notre voisine, se sont améliorées, nos pays ont conclu quelques accords d'intérêt réciproque, qui, à mon avis, contribueront à resserrer les liens anciens d'amitié qui unissent nos deux peuples. Nos relations avec l'Italie ont évolué relativement mieux que par le passé, bien qu'elles puissent être encore améliorées. Nous entretenons de bonnes relations avec la Turquie, de même qu'avec certains pays de l'Europe occidentale et divers pays arabes et africains, etc.

Avec la Yougoslavie, par contre, nous n'avons cessé d'avoir des problèmes. Ces problèmes tiennent directement à l'attitude hostile de la direction de ce pays et des milieux chauvins grands-serbes. Les gouvernants yougoslaves, malgré l'échec qu'ils ont essuyé dans l'arène internationale, continuent de nous calomnier, rejetant sur nous la responsabilité des événements douloureux aux suites sanglantes produits en Kosove en 1981, ils nous accusent d'avoir fomenté ces troubles, de soutenir le nationalisme et l'irré-

dentisme kosoviens et de chercher à désintégrer la Fédération yougoslave. Sous ce prétexte ils ont multiplié et intensifié les mesures répressives et les persécutions contre nos frères de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, et s'efforcent coûte que coûte d'entraver et de saboter la construction du socialisme en Albanie.

Nous avons toujours déclaré en termes clairs, officiellement et publiquement, dans des discours, des articles et des documents gouvernementaux, que nous ne sommes pour rien dans ce qui s'est produit en Kosove en 1981. Les événements de Kosove ont été une conséquence de la politique chauvine, antialbanaise, des mesures de répression et de la discrimination pratiquées à l'encontre des Kosoviens, de l'exploitation des richesses inestimables de la région de Kosove, du retard économique, culturel et social de sa population, de la négation de son passé historique. Nous n'avons fait que défendre ses justes revendications comme son droit à son héritage culturel et à ses traditions nationales, à la dignité humaine, la demande de reconnaissance du statut de république à la Kosove, etc., autant de droits que prévoit la constitution même de la Fédération yougoslave. Nous avons donc soutenu ces revendications et nous les appuierons fermement à l'avenir aussi. Notre position en cette matière se fonde sur le droit international et ne constitue nullement une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Nous avons rejeté l'accusation qui nous était portée de souhaiter la désintégration de la Yougoslavie. Non, nous n'avons jamais prétendu ni recherché pareille chose. Au contraire, nous avons déclaré officiellement à plusieurs reprises que nous sommes contre la désintégration de la Yougoslavie, nous avons même dit que le peuple albanais aidera la juste lutte des peuples de Yougoslavie si ceux-ci sont attaqués par les superpuissances impérialistes ou n'importe qui d'autre. Les

chauvins yougoslaves n'ont jamais pris un tel engagement à notre endroit. Au contraire, leur politique antialbanaise n'a cessé de présenter de graves dangers pour notre peuple.

Les Yougoslaves, qui ont eux-mêmes sapé et rompu les relations culturelles avec nous et surtout avec la Région autonome de Kosove, ont cru que nous rejetterions leur «proposition» de renouer des relations culturelles. Mais quand non seulement nous l'avons acceptée, mais que nous avons même avancé des propositions concrètes relatives à la poursuite, voire à l'élargissement de ces relations, si toutefois ils y étaient disposés, ils ont fait volte-face en dressant devant nous de nombreux obstacles pour empêcher la conclusion des accords en question.

Notre pays a respecté et suivi à la lettre les accords que nous avons passés avec la Yougoslavie. L'un d'entre eux concernait la construction du chemin de fer Shkodër-Titograd. Nous avons construit avec succès notre ligne, eux ont allégué mille prétextes pour ne pas construire la leur. Maintenant ils promettent de le faire en 1985. On verra bien.

Notre attitude envers la Yougoslavie est claire, nette et absolument juste. Elle a trouvé aussi une pleine approbation dans l'arène internationale. Les Yougoslaves n'ont pas à espérer un tournant de notre part, ni de nouvelles démarches. En cette question, la balle a été et reste toujours dans leur camp. S'ils le souhaitent vraiment, beaucoup de choses peuvent s'arranger et nos relations peuvent être assises sur des bases justes et solides. Mais pour que cela se fasse, la direction yougoslave doit renoncer à sa politique antialbanaise et à ses agissements visant a dénationaliser et à opprimer les Kosoviens et les Albanais qui vivent sur leurs propres territoires en Yougo-

slavie, ils doivent reconnaître à ceux-ci les droits que leur garantit la constitution yougoslave elle-même.

Pourquoi les chauvins yougoslaves observent-ils cette attitude malveillante, réactionnaire et manquant de toute logique envers notre pays et notre peuple?

Chacune de leurs actions hostiles à notre pays est accomplie en toute conscience. Et cela parce que les chauvins serbes enragés ont la haine des Albanais dans le sang. Ils n'ont jamais pensé du bien de notre peuple. Au contraire, ils ont songé et se sont évertués, ouvertement et en sous-main, à le soumettre entièrement et, comme en témoignent leurs propres documents, à faire de notre pays la septième république de leur Fédération, autrement dit, loin de nous restituer la Kosove, ils ont voulu s'annexer la RPS d'Albanie et la placer sous la domination féroce et rapace des grands-Serbes afin de la dénationaliser. Mais il y a encore une autre raison. Les titistes ne peuvent pas souffrir de voir exister et prospérer à leur frontière un pays socialiste comme l'Albanie, pleinement indépendant, économiquement et politiquement stable, aux perspectives lumineuses, libre de toute dette, assujetti à aucun bloc ou groupement militaire, politique et économique dirigé par l'une ou l'autre superpuissance, un pays qui prêche d'exemple au prolétariat et aux peuples pacifiques du monde entier, c'est-à-dire aussi aux peuples de Yougoslavie.

Aujourd'hui la Yougoslavie est le plus mauvais exemple de dégénérescence sociale, politique, économique et nationale dans les Balkans et en Europe. Si nous, Albanais, l'affirmons, ce n'est pas parce que nous voulons «critiquer et démasquer» la Yougoslavie et son idéologie, le titisme. Non, ce sont les fonctionnaires, les économistes et les hommes politiques yougoslaves eux-mêmes qui l'affirment dans des entretiens publics et des réunions officielles, voire à leurs instances suprêmes. On entend

tantôt l'un, tantôt l'autre sonner l'alarme pour éviter la catastrophe économique qui les menace à Chaque pas. L'autogestion est désormais considérée comme la cause de tous leurs maux. Tito est visé, bien que non encore ouvertement. Des dissensions entre les diverses nations de ce pays se font jour partout et la question de Kosove et des Kosoviens ou des Albanais de Yougoslavie n'est pas le seul problème posé. Les Croates, les Slovènes, les Macédoniens, etc., réclament de nouveaux droits et veulent se soustraire à la domination grande-serbe. En outre, on assiste à l'influence grandissante de l'Eglise catholique et du pape en Croatie, de la religion musulmane en Bosnie, des pressions de l'Eglise orthodoxe de Serbie, etc.

Le mouvement des dissidents, de ceux qui réclament soi-disant des réformes plus radicales, mais qui veulent en fait prendre en main les rênes du pays, bénéficie désormais du soutien de certains milieux dans le pays comme à l'étranger. Les monopoles internationaux demandent et obtiennent garantie sur garantie pour les crédits qu'ils ont accordés et les profits qu'ils doivent réaliser, à défaut de quoi ils menacent de fermer le robinet.

Il n'y a pas lieu ici de procéder à une analyse approfondie de la situation politique, économique et sociale catastrophique que connaît aujourd'hui la Yougoslavie. Je l'ai déjà fait, à maintes reprises, au cours de cette année aussi, et, en général, les conclusions de notre Parti concernant la situation dans ce pays se sont avérées justes. Je tiens seulement à ajouter que cette situation de désintégration complète tient au système capitaliste-bourgeois mis sur pied avec tant de battage par la clique de Tito et tant vanté dans le monde comme l'Etat le plus socialiste d'un type spécifique, le plus démocratique, la plus libéral et le plus avancé. Les agissements barbares, de répression et de dénationalisation, auxquels ne cessent de se livrer les grands-Serbes contre la population alba-

naise de Kosove, de Macédoine et du Monténégro ont montré et continuent de montrer combien cet Etat est effectivement libéral, démocratique et socialiste.

Pendant 1984, nous avons dû faire face non seulement aux complots et aux menées de sape coutumières des superpuissances impérialistes, aux attaques et aux agissements des chauvins grands-Serbes, mais aussi aux machinations de la réaction grecque et surtout des hauts dignitaires de l'Eglise et des milieux chauvins vorio-épirotes, qui n'ont rien ménagé pour miner et entraver le rapprochement entre leur pays et le nôtre. On a vu aussi le pape, le Polonais Wojtyla, se joindre à la campagne de calomnies et d'attaques orchestrée contre notre pays et notre peuple, contre la construction du socialisme en Albanie. Il n'est pas difficile de déceler ici une collaboration secrète et malfaisante entre les forces chauvines et réactionnaires grandes-serbes, les forces fascistes grecques et le Vatican, ce centre de l'obscurantisme international. Mais nous sommes habitués à de pareils complots, calomnies et attaques. Nous connaissons ce genre de menées, nous leurs avons résisté et les avons implacablement réduites à néant. Et c'est ce que nous ferons encore à l'avenir.

Le capitalisme mondial considère l'Albanie comme un pays «anachronique», parce qu'elle tient courageusement tête à l'impérialisme et au révisionnisme, à leurs intrigues, à leurs menées subversives et à leurs mystifications. Nous ne sommes pas impressionnés par leur potentiel économique et militaire. A ce propos, nous n'oublions jamais ce que Staline a dit dès 1928:

> *«Ce serait une folie que de penser que le capital international nous laissera tranquilles».**

---

* J. Staline, *Œuvres*, éd. alb., t. 11, p. 55.

Nous sommes optimistes, car nous sommes des révolutionnaires marxistes-léninistes.

La justesse de notre politique étrangère, nos prises de position, nos analyses et nos conclusions sur les événements internationaux ont été pleinement confirmées par la pratique. La vie. le cours des événements qui se sont produits autour de nous et dans le monde entier nous donnent raison et donnent tort à nos ennemis.

Je reviens maintenant au développement positif de nos relations avec la Grèce, développement qui a eu aussi un grand retentissement dans l'opinion publique internationale.

Je tiens à souligner dès l'abord que ce qui a été acquis dans ce sens et qui doit à coup sûr être porté plus avant, dans un esprit de bonne volonté, avec l'abrogation, par le gouvernement grec, de l'absurde loi sur l'«état de guerre», est le résultat de la poursuite conséquente par notre pays d'une politique étrangère tendant à entretenir des relations de bon voisinage avec tous les pays limitrophes, sur la base de l'avantage mutuel, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun et sans concessions de caractère idéologique ou politique de notre part.

Dès que nous annonçons une visite officielle en Italie, en Grèce, en Turquie ou ailleurs, et même si nous envoyons des athlètes participer à des rencontres internationales, comme ce fut le cas de la rencontre internationale d'athlétisme organisée à Nice, la propagande bourgeoise et révisionniste mène, comme elle en a l'habitude, grand bruit sur l'«ouverture» de l'Albanie vers l'Occident. Maintenant encore, elle continue de battre le même tambour percé.

Comme ces bernés éternels se bernent encore sur nos prises de position politiques fermes et intransigeantes! La politique que nous suivons aujourd'hui, nous l'avons

suivie depuis la fondation de notre République populaire. Nous avons toujours été pour le rapprochement et la bonne entente avec nos voisins. Ce sont les autres qui n'ont pas voulu comprendre notre politique de bon voisinage ou qui se sont montrés hésitants à ce sujet, car, comme dit le peuple, ils avaient «le diable au ventre». Ainsi, nous avons été pour de pareilles «ouvertures» chaque fois que les intérêts supérieurs de notre pays l'ont exigé et c'est ce que nous ne manquerons pas de faire à l'avenir également, mais en restant hostiles à toute sorte d'«intégration», d'«aliénation de la liberté et des richesses de notre patrie», d'«engagements et d'alliances» avec des groupements politiques et militaires agressifs dominés par l'une ou l'autre des superpuissances. Que personne ne se berce d'illusions à ce propos! On cherche également à accréditer l'idée que nous avons soi-disant été obligés de procéder à une telle «ouverture» en raison de nos besoins intérieurs et de la nécessité de surmonter les difficultés surgies après notre «rupture» d'avec la Chine et à cause aussi de nos besoins en technologie moderne. Ce sont là des contes à dormir debout. D'abord, ce n'est pas nous qui avons «rompus» avec les Chinois. Ce sont les dirigeants révisionnistes et capitalistes chinois qui se sont livrés à des actes hostiles à notre pays pour aboutir à une rupture unilatérale, de leur part, des accords de coopération économique avec notre pays, et cela parce que nous nous sommes efforcés de les convaincre qu'ils appliquaient une politique étrangère contre-révolutionnaire et versaient toujours plus dans des actions et des alliances néfastes en s'abouchant avec l'impérialisme américain. Nous ne savions que trop bien les conséquences que pouvait avoir cette attitude de notre Parti et de notre pays envers la Chine, autrement dit nous étions conscients qu'elle aurait des suites sur le plan économique, comme cela s'était déjà avéré pratiquement lorsque nous avions démasqué les

perfidies des révisionnistes khrouchtchéviens. Et nous avons donc pris à l'avance toutes les mesures requises.

Ce n'est ni cette année, ni l'an passé que nous avons commencé à faire du commerce avec d'autres pays; nous en avons fait dès le lendemain de la fondation de notre jeune Etat. Notre commerce extérieur a toujours été basé sur le principe de l'avantage mutuel, donnant donnant, sans crédits ni dettes suivies de concessions politiques, abstraction faite de la période ou nous pensions que la Yougoslavie, l'Union soviétique et la Chine étaient nos amis et qu'il leur incombait, en tant que pays socialistes et internationalistes, d'aider le petit pays que nous étions. Nous avons reçu d'eux des crédits, avec l'intention de les rembourser jusqu'au dernier sou, ce que nous n'avons pas manqué de faire, de sorte qu'aujourd'hui nous ne devons rien à personne. Bien au contraire, ce sont eux qui sont encore nos débiteurs, car, par leurs agissements de révisionnistes et de traîtres au marxisme-léninisme, ils ont saboté notre économie nationale et porté atteinte à son développement. Mais n'oublions pas que leurs crédits ne constituaient qu'une infime partie du potentiel économique et financier de notre pays. Nous avons donc été et nous sommes pour des échanges commerciaux équilibrés, libres de toute discrimination et dé mesures restrictives, qui ne nous engagent pas politiquement et nous ne mettons à l'encan à aucun moment ni en aucune circonstance les intérêts suprêmes de la nation, du socialisme et du marxisme-léninisme.

Comme je viens de l'évoquer, on cite à présent comme exemple de notre «ouverture» vers l'Occident, l'amélioration de nos rapports avec la Grèce. En cette question tout dépend de quel point de vue on se place, à partir de quelle position et à quelles fins on commente les choses, car l'amélioration de nos relations avec la Grèce s'est produite

à un moment et dans des circonstances politiques bien définis, qui ont facilité ce processus.

Chaque Etat à sa propre stratégie politique et, dans des conditions données, il applique une tactique bien définie dictée par des conditions et des circonstances imprévues ou qui sont la conséquence de ses actions antérieures menées dans le cadre d'une stratégie donnée. Dans sa politique étrangère, notre pays a lui aussi sa stratégie et sa tactique, qui ont été définies et proclamées aux congrès successifs du Parti.

Dans le cas concret de nos relations avec la Grèce, nous avons toujours été pour des rapports de bon voisinage avec ce pays, et nous avons même recherché et attendu patiemment qu'ils s'établissent, car cela est dans l'intérêt de nos deux peuples. Au moment où les chauvins yougoslaves, antialbanais jusque dans leurs fibres les plus profondes, à l'unisson avec l'impérialisme, la réaction mondiale et toutes les forces fascistes, ne reculaient devant aucun moyen pour attaquer l'Albanie socialiste et ourdissaient toutes sortes de complots pour entraver notre travail de construction, nous devions prendre, comme nous l'avons fait, les mesures nécessaires pour renforcer notre défense. Nous ne devions pas permettre aux titistes de disposer de nos droits à leur guise, de nous isoler, de nous nuire, comme ils l'ont fait même avec nos poids lourds qui transportaient des marchandises sur les marchés d'Europe occidentale, etc. Cela aurait été inadmissible. Dans ces conditions donc, nous avons engagé des pourparlers avec le gouvernement italien et passé avec lui un accord sur la mise en place d'un ferry-boat pour transporter nos marchandises dans les pays avec lesquels nous avions conclu des accords commerciaux. Nous avons également engagé des pourparlers avec le gouvernement grec pour aboutir à des résultats positifs concernant certains accords d'avantage mutuel, En signe d'amitié, nous avons décidé

d'ouvrir un point de passage frontalier à Kakavie, etc. Les intérêts supérieurs de notre pays exigeaient l'adoption de ces mesures et nous les avons prises sans faire de concessions ni de compromis au détriment de notre idéologie et de notre politique et sans nous immiscer dans les affaires intérieures d'autrui.

Cette année encore, les forces réactionnaires grecques, les représentants de l'Eglise orthodoxe, les milieux réactionnaires vorio-épirotes soutenus par l'impérialisme américains nous ont créé des traces. Ils ont fait pression sur nous, se sont livrés à des provocations, allant jusqu'à faire sauter des autos de notre ambassade à Athènes et à organiser des manifestations de menaces sous prétexte que la minorité grecque en Albanie serait maltraitée, etc. A ces moments graves, certains milieux, titistes y compris, espéraient nous voir donner dans ce piège de la réaction et rompre nos relations diplomatiques avec la Grèce. Mais nous n'y sommes pas laissé prendre. Nous savions bien que cette situation était temporaire, qu'elle traduisait le désarroi et la défaite des forces réactionnaires antialbanaises grecques et étrangères. Elle n'était ni ne pouvait être l'œuvre du peuple ami grec aux côtés duquel nous nous sommes battus plus d'une fois pour les mêmes buts. Et nous ne nous sommes pas trompés. Une fois la tourmente passée, est venue l'accalmie où le gouvernement grec a fait lui-même les premiers pas vers un rapprochement, en vue de l'établissement de relations correctes et de bon voisinage entre nos deux pays. C'est sur cette base et d'un commun accord qu'ont été obtenus les résultats que je viens d'évoquer. Tout cela était donc dans l'intérêt à la fois du peuple grec et du nôtre.

Les forces réactionnaires grecques, le haut clergé, les représentants les plus réactionnaires des milieux vorio-épirotes et leurs tenants aux Etats-Unis ont été isolés et c'est là un facteur positif. D'autre part, les Grecs honnê-

tes et progressistes se sont réjouis de cette évolution dans nos rapports. Les titistes yougoslaves ont échoué dans leurs tentatives de fomenter un conflit entre la Grèce et l'Albanie. Dans l'arène internationale aussi, leur propagande tendant à faire croire que «l'Albanie est contre la paix et une fautrice de guerre dans les Balkans», etc., s'est soldée par un fiasco.

Actuellement, la presse grecque elle-même reconnaît que les calomnies des milieux réactionnaires grecs sur les mauvais traitements dont serait victime la minorité grecque en Albanie et sur la négation de ses droits n'ont aucun fondement réel et que la population minoritaire grecque en Albanie mène une vie normale et heureuse et jouit de tous les droits, que lui sont garantis par la Constitution.

Nous n'oublions pas les leçons de l'amère histoire de notre pays. La bourgeoisie et les groupements réactionnaires, chauvins et fascistes des pays qui nous sont voisins ont comploté dans le passé à plus d'une reprise pour partager l'Albanie en zones d'influence et ils se sont empoignés chaque fois que l'un d'entre eux a tenté de violer «leur accord tacite sur l'Albanie». Bien que plusieurs années se soient écoulées depuis lors, que l'Albanie ne soit plus ce qu'elle était naguère et qu'elle ne permette à personne de «guider» ses destinées, la politique de ces milieux réactionnaires à son égard n'a pas beaucoup changé.

Nous constatons également que notre politique de bon voisinage fondée sur l'avantage mutuel, à l'égard de tel ou tel pays, suscite chez cette bourgeoisie et ces milieux réactionnaires un sentiment de jalousie et de colère comme si l'Albanie était leur «domaine». Ce sont de pareils sentiments que manifestent les chauvins yougoslaves quand ils nous voient améliorer sans cesse nos relations avec la Grèce et l'Italie, et resserrer aussi nos rapports avec quelques pays européens, arabes, etc.

Pourquoi sont-ils surpris? Pourquoi s'inquiètent-ils? C'est leur affaire. Nous ne rendrons jamais, comme nous ne l'avons jamais fait, de comptes à Belgrade ou à n'importe quelle autre capitale sur ce que nous faisons ou pensons faire dans l'intérêt de notre pays et de notre patrie socialiste.

A nouveau, on voit certains nourrir et répandre l'espoir que le jour serait venu où «d'autres» vont prendre pied en Albanie, où l'Albanie tombera sous le contrôle et l'influence des Américains ou des Soviétiques, des Français, des Anglais ou des Allemands, non pas par la force mais à travers des offres «bienveillantes» assorties de conditions «avantageuses» pour nous aider à «aller de l'avant», à «corriger» et à «moderniser» notre industrie et notre économie, etc. Mais ces espoirs sont vains comme ils l'ont été quand nous avons remis à leur place les khrouchtchéviens puis les révisionnistes chinois. Nous n'avons que faire de cette «modernisation» dont se sont tant vantés Tito et les titistes yougoslaves, dont parlent beaucoup actuellement les révisionnistes chinois et que suggèrent la bourgeoisie et les autres révisionnistes, une modernisation fondée sur des crédits et des dettes obérantes, assortis de conditions humiliantes et asservissantes. Nous ne permettrons jamais que de telles chaînes soient passées au cou de notre peuple. Nous avons mis sur pied aujourd'hui une économie moderne, capable de progresser par ses propres forces, de se moderniser et de se doter d'une technologie avancée grâce à ses propres revenus et à ses produits qui sont de qualité et recherchés sur tous les marchés.

La question de l'Albanie et son avenir sont également traités dans les milieux dirigeants de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Chacun de ces groupements pousse de temps en temps un pays ou un autre à nous offrir son «aide sincère» pour nous tirer des «situations diffici-

les» que nous connaîtrions. C'est plaindre la mariée d'être trop belle!

Nous déclarons catégoriquement à tous les rêveurs myopes que ni les social-impérialistes soviétiques ni les impérialistes américains ni qui que ce soit ne pourront jamais prendre pied sur le sol albanais, qu'ils n'auront jamais le droit d'y installer des bases militaires. En ce qui concerne les bases étrangères, nous avons notre propre expérience. Nous avons permis l'installation, chez nous, à l'époque où le camp socialiste existait encore, d'une base militaire soviétique tant qu'elle avait des buts défensifs, mais quand le révisionnisme khrouchtchévien a montré ses dents d'agresseur impérialiste, nous l'avons dénoncé et chassé de chez nous, remplissant en l'occurrence notre devoir internationaliste. Il appartient maintenant aux peuples qui nous sont voisins d'agir pour liquider les bases militaires étrangères installées chez eux et qui sont dirigées contre les peuples et les pays voisins, faute de quoi ils s'exposeront aussi à de gros dangers.

Les pressions, directes ou indirectes, que ces forces ténébreuses exercent sur nous à travers, entre autres, leurs instruments, n'auront plus prise. Nous ne craignons personne ni ne cherchons noise à qui que ce soit, nous ne permettrons non plus à personne de nous nuire, nous avons réclamé nos justes droits, nous continuerons de les revendiquer et de les défendre jusqu'au bout. Nous avons attendu des années durant, nous attendrons encore, mais nous n'y renoncerons jamais. Ceux qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, ont mis notre pays à feu et à sang, qui lui ont causé des dégâts matériels, doivent les réparer matériellement. Ceux qui gardent encore l'or qu'ils nous ont pillé doivent nous le rendre. Les ennemis de l'Albanie socialiste et de son peuple ancien, héroïque et invincible, attendent d'elle en vain une «ouverture» qui

la mettrait sous leurs griffes et l'enfermerait en fait dans leur chenil.

Nous continuerons d'aller de l'avant. Nous ne nions pas que nous avons des difficultés. Ce sont des difficultés de croissance, mais qui sont dues aussi aux obstacles que les impérialistes, les social-impérialistes, les révisionnistes et les forces chauvines et réactionnaires de toutes les couleurs dressent sur notre chemin. Toutefois, nous nous sommes faits à cette pratique. Nous avons remporté nos victoires, ces fondements qui nous ont permis de progresser, en comptant sur nos propres forces, sur nos ressources, sur le labeur et le savoir de nos fils et de nos filles. Nous poursuivrons dans la même voie, car nous sommes devenus aujourd'hui plus forts et possédons une plus riche expérience que par le passé, nous sommes en croissance constante, nous avons notre glorieux Parti qui nous guide avec sagesse et détermination marxistes-léninistes, nous avons notre classe ouvrière, une intelligentsia saine, une jeunesse révolutionnaire pleine d'entrain, nous avons un peuple merveilleux. C'est avec un grand optimisme que nous sommes en train d'élaborer notre huitième plan quinquennal de développement économique et culturel de notre pays, un plan que, dans les conditions mêmes où nous vivons et travaillons, nous réaliserons entièrement par nos propres moyens matériels, financiers et humains. L'Albanie a déjà choisi sa voie, de laquelle rien, aucune force, ni les louanges, ni les promesses, ni les pressions et les complots des superpuissances, de leurs alliés et de leurs vassaux, ne pourront jamais la détourner.

Comme nous l'avons déjà noté, la situation internationale est grave et compliquée, voire très compliquée. Nous vivons en un temps de dangereuses provocations. Les superpuissances ont intensifié leur course aux armements, qui s'est étendue même à l'espace extraterrestre

dans le cadre des préparatifs de la dite guerre des étoiles, lourde de très graves dangers pour l'humanité; les foyers de guerre locale se sont multipliés; les Etats-Unis et l'Union soviétique ont accentué leur politique d'agression armée et ils menacent toujours plus d'utiliser leurs armes sophistiquées et exterminatrices: le sabotage des luttes des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et de la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes se poursuit; les forces fascistes croissent et se consolident, etc., etc. Rien n'empêche les deux superpuissances de jouer des coudes pour s'évincer même quand des millions de gens sont victimes d'une mauvaise gestion des affaires de leur pays ou de calamités naturelles, comme c'est le cas en Ethiopie, où, prétextant la famine qui menace la vie de plusieurs millions de personnes, dont l'Union soviétique, «grand allié» de ce pays, n'arrive pas à satisfaire les besoins élémentaires les plus urgents, des pays impérialistes et, au premier chef, les Etats-Unis d'Amérique sont intervenus pour les «secourir».

A propos de toutes ces questions, j'ai pris des notes et fait diverses analyses dans mon Journal. Je voudrais m'arrêter un peu aujourd'hui au cours des événements en Chine, à l'évolution de ce pays vers le capitalisme et de ses rapports avec le système capitaliste mondial, ainsi qu'aux marchandages auxquels se livrent les deux superpuissances impérialistes.

Les prévisions de notre Parti quant à la voie sur laquelle la clique Deng Xiaoping et compagnie ont engagé la Chine et le peuple chinois, s'avèrent à tous égards.

La Chine est entrée totalement dans l'orbite du capitalisme mondial. Ses liens avec les Etats-Unis en particulier se sont étendus à tous les domaines. Les deux pays échangent continûment des délégations politiques, économiques et militaires. De temps en temps, il est question

entre eux de «désaccords» et de «non-concordance», mais seulement pour la frime et à des fins démagogiques, car, en fait, ils s'entendent en tous points.

Le monde capitaliste et monopoliste est très satisfait des développements de la situation en Chine. Et il ne peut ne pas l'être. Le plenum du Comité central du Parti révisionniste chinois a décidé de modifier officiellement la structure économique actuelle du pays avec, pour objectif principal, l'ouverture du pays vers l'extérieur, c'est-à-dire vers le capital étranger; dans les usines ils ont établi l'autogestion titiste; dans les campagnes, ils ont rétabli la propriété privée et légalisé même le travail salarié; le marché privé s'est ranimé, et le droit d'exercer des activités artisanales et le commerce privé a été à nouveau reconnu; vingt millions de Chinois, anciens paysans riches, propriétaires fonciers, contre-révolutionnaires et éléments nocifs, ont recouvré leurs droits politiques: des régions économiques distinctes ont été créées, les enclaves capitalistes étrangères situées dans presque toutes les villes maritimes, les banques internationales et les grands monopoles ont obtenu le droit d'ouvrir leurs bureaux à Pekin et dans les principales villes du pays, etc., etc.

En novembre dernier, à Dairen, une des plus importantes villes de Chine, a été tenue la «Conférence internationale sur les investissements étrangers et leurs aspects légaux en Chine» à laquelle ont participé 250 experts chinois et américains, des directeurs de firme, des juristes et des banquiers, dont l'ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance.

Depuis 1979 les emprunts de la Chine au titre des crédits accordés par les gouvernements d'autres pays et les organismes internationaux se sont élevés à 12 milliards et demi de dollars, et les investissements étrangers directs à 8 milliards. Comme l'a annoncé l'agence HSINHUA, le ministre chinois des Finances a déclaré au cours d'un en-

tretien qu'il a eu avec une délégation de la commission du Sénat américain pour les problèmes bancaires, du logement et urbains que «La Chine continuera d'ouvrir ses portes à tous les pays, grands et petits» et que «l'on a pris et continue de prendre des mesures pour défendre les intérêts des investissements étrangers». Selon lui, «les sociétés commerciales étrangères avaient investi jusqu'à la fin de 1984 de trois à quatre milliards de dollars pour la création en Chine d'entreprises à investissements mixtes ou propres».

Voilà donc comment la clique contre-révolutionnaire de Deng Xiaoping a complètement ouvert non pas les deux mais les quatre portes de la Chine au capital monopoliste international et, au premier chef, au capital américain.

Quelles sont les conséquences d'une pareille situation?

Aujourd'hui, à propos de la situation, on entend parler des mêmes phénomènes qui se produisent aussi bien en Chine qu'aux Etats-Unis et dans certains autres pays capitalistes; la jeunesse va vers sa complète dégénérescence, les actes de violence, de vagabondage et les viols augmentent en nombre, etc., etc.

Deng Xiaoping et ses tenants, qui semblent avoir eu le dessus sur leurs rivaux dans la lutte pour le pouvoir, s'efforcent, en s'affublant de toutes sortes de masques, y compris de quelques thèses du marxisme scientifique et des idées de Mao Zédong greffées sur le bouddhisme, de trouver et d'appliquer un «socialisme à visage chinois», c'est-à-dire un socialisme hideux issu de la greffe du capitalisme classique sur le révisionnisme moderne titiste.

Ces tentatives, tournants et décisions de Deng Xiaoping et de sa clique en Chine, l'Occident les qualifie de «victoires du cours de Deng Xiaoping», tandis que les révisionnistes titistes dans leur journal «Politika», les

considèrent, comme un engagement de la Chine «dans l'époque des changements les plus révolutionnaires de son histoire socialiste»!

Les tournants en direction du capitalisme en Chine, comme en Yougoslavie, en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, ne font qu'accentuer la polarisation entre la nouvelle classe bourgeoise qui domine dans la politique et l'économie et s'enrichit toujours plus, et les masses travailleuses qui ne cessent de s'appauvrir. Deng Xiaoping déclare qu'en Chine il n'y a pas de place pour «une nouvelle bourgeoisie et des millionnaires». Sornettes! L'exemple de la Yougoslavie, qui lui sert de guide, montre que non seulement y voit le jour et s'enrichit une nouvelle bourgeoisie qui opprime tout aussi sauvagement les peuples que la bourgeoisie capitaliste de tout autre pays, mais qu'y naissent même des millionnaires qui font la loi dans tous les domaines. C'est l'exemple qu'offre aussi l'Union soviétique où est née une bourgeoisie nouvelle, révisionniste, qui s'engraisse aux dépens des peuples glorieux de ce pays, jadis le berceau de la révolution prolétarienne socialiste. La Chine elle-même est dominée par une bourgeoisie aux vieilles traditions et par des millionnaires locaux et étrangers. Aujourd'hui, cette domination gagne en ampleur et en force.

La Chine revêt d'autre part un trait qui lui est propre en raison de son immense étendue territoriale, du très grand nombre de ses habitants et de ses immenses richesses naturelles. La restauration du capitalisme et l'action de ses lois asservissantes implacables sur les masses travailleuses chinoises posera des problèmes beaucoup plus graves qu'en Yougoslavie. Pour tenir debout, l'économie capitaliste titiste a eu besoin jusqu'à présent de vingt milliards de dollars, l'économie capitaliste chinoise, elle, en aura besoin de plusieurs centaines, qui, tout comme en Yougoslavie, conduiront le pays à l'esclavage capitaliste,

au pillage impitoyable de ses richesses nationales, à la soumission politique et à l'aliénation de son indépendance nationale. Les centaines de millions de Chinois, la classe ouvrière, le prolétariat et la paysannerie très éprouvée de ce pays supporteront-ils cette soumission? Les adversaires de Deng, eux qui lui livrent une lutte pour le pouvoir au sein même de la direction chinoise, lui permettront-ils de suivre au galop ce cours?

Notre Parti n'a jamais fait d'allusions ni de prévisions au hasard. Il a toujours fondé ses analyses sur des événements et des faits concrets, que ce soit pour la Chine ou n'importe quel autre pays, en s'en tenant au matérialisme historique et dialectique, au marxisme-léninisme. Comme je l'ai déjà souligné, ces analyses n'ont jusqu'à présent jamais été démenties, au contraire, elles ont été confirmées en tous points dans leur quasi totalité. Nous sommes convaincus que les idées énoncées ici à propos du cours que prendront les événements en Chine après la course de Deng Xiaoping vers la restauration de capitalisme, que celui-ci dénomme «socialisme à visage chinois», seront confirmées dans la pratique.

En ce qui concerne les rapports «tendus» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, c'est-à-dire entre les deux superpuissances impérialistes qui se croient seules en droit de nouer ou dénouer les problèmes du monde, seules en droit aussi de décider de tout ce qui concerne les autres peuples et pays, la fin de 1984 marque une «détente». Dans ce contexte, après la réélection de Reagan, les télétypes «rouge et noir» ont crépité à Moscou et à Washington pour annoncer au monde entier la «bonne nouvelle»: Shultz et Gromyko se rencontreront à Genève au début de 1985 pour s'accorder sur l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord sur l'arrêt de la course aux armements nucléaires «souterrains et en surface», un accord de «gentlemen» ou plutôt de fumistes.

Cette «bonne nouvelle» a été suivie d'un échange de sourires, de déclarations démagogiques à des fins de propagande sur les «bonnes dispositions» des Etats-Unis et de l'Union soviétique dans le sens de la «paix», du «désarmement», etc., etc.

Mais aujourd'hui les peuples ne se laissent plus tromper facilement par ces «rapprochements» et «éloignements» périodiques des deux superpuissances impérialistes, par les «sourires et grimaces» de leurs représentants au plus haut niveau. La vie leur a appris à n'attendre rien de bon ni de positif des superpuissances qui n'aspirent chacune qu'à une seule chose: dominer dans le monde.

Que cachent les récentes démarches diplomatiques et politiques de Moscou et de Washington? Que manigancent les gouvernants des Etats-Unis et ceux de l'Union soviétique au détriment des peuples? Dans quel but s'assiéront-ils autour de la table des négociations très secrètes de Genève? Dans le seul but de défendre les intérêts de leur politique de rapine.

Chacune craignant de voir sa rivale l'emporter dans la course effrénée aux armements conventionnels et sophistiqués, les deux superpuissances s'efforceront avant tout de s'arracher quelque secret sur une arme particulière ou un système d'armements, cela bien entendu dans la mesure du possible, car, comme le dit notre peuple, «le serpent ne découvre jamais ses pieds». En second lieu, elles chercheront à faire chacune pression sur l'autre, en menaçant d'utiliser leurs nouvelles armes, pour procéder à un nouveau partage du monde en zones d'influence politique, militaire et économique. Puisque désormais le partage des zones d'influence est chose quasiment faite, elles se démènent maintenant pour s'évincer réciproquement dans d'autres domaines, pour se partager en zones d'influence l'espace infini, pour s'emparer de telle ou telle planète de notre système solaire, pour «chercher et trou-

ver» là aussi de précieux minerais stratégiques si nécessaires à leur industrie de guerre, et y installer leurs bases militaires d'où chacune puisse frapper l'autre.

Les superpuissances ont rempli l'espace cosmique de satellites espions, de missiles et d'antimissiles au laser, ces rayons meurtriers, d'appareils de liaison, etc. C'est un vrais chaos, qui accroît les dangers d'une conflagration. C'est aussi de cela, des possibilités de mettre un certain «ordre» et de trouver un modus vivendi dans l'«administration» de l'espace, que discuteront à Genève les chefs de file impérialistes et révisionnistes, et ce jusqu'à ce qu'ils soient repris par la psychose de la défaite dans cette compétition.

Dans le même temps, en affichant démonstrativement la puissance de leurs armes et en faisant grand bruit sur l'efficacité de ces engins, les deux superpuissances cherchent à intimider les peuples du monde qui luttent pour leur libération nationale et sociale, les forces révolutionnaires, le prolétariat et les autres masses travailleuses.

Elles s'évertuent donc à maintenir l'équilibre de leurs forces militaires de destruction, à balancer leurs armements, leurs moyens de guerre et leurs effectifs afin d'imposer leur volonté aux autres pays et aux autres peuples, et d'être en position de force pour marchander le partage et le repartage du monde en zones d'influence à force de tractations, en évitant l'éclatement d'une guerre qui se solderait par leur destruction et leur disparition communes.

Notre Parti s'est depuis longtemps prononcé à ce sujet: Il n'y a ni il ne peut y avoir de désarmement de la part des superpuissances impérialistes. Elles n'y pensent pas, ni ne le souhaitent; sinon, elles devraient renoncer à leur politique d'occupation du monde, aux profits immenses qu'elles tirent de la course aux armements, elles devraient aussi cesser d'attiser et d'organiser des foyers de guerre

civile, de saper et de démanteler les justes luttes des peuples et les révolutions sociales. Oui, elles sont pour le «désarmement», mais pour le désarmement des peuples épris de liberté, du prolétariat mondial et des masses travailleuses, afin de réaliser ainsi plus vite et plus facilement leurs odieux complots.

Les vains espoirs et les illusions que les idéologues bourgeois et révisionnistes cherchent à alimenter sur les «résultats positifs» des rencontres soviéto-américaines de Genève ou d'ailleurs, sont très dangereux et gros de funestes conséquences pour les destinées des peuples, pour leur liberté et leur indépendance nationale. Les peuples qui souffrent sous la domination colonialiste et néo-colonialiste, qui luttent pour conquérir leur liberté, les forces marxistes-léninistes authentiques et les prolétaires révolutionnaires ne doivent pas se laisser intimider par l'apparente puissance économique, politique et militaire du capitalisme américain ou du capitalisme soviétique, quelles que soient les armes dont ceux-ci disposent. Le capitalisme n'est puissant que s'il n'est pas combattu avec fermeté et détermination. Sa «puissance» s'émiette devant la force immense de l'élan révolutionnaire et de l'amour de la liberté des prolétaires et des peuples. L'Albanie socialiste ne donnera jamais dans le piège de la propagande démagogique sur le désarmement. Au contraire, par tous les moyens dont elle dispose, elle renforcera et accroîtra sans cesse ses capacités de défense pour être en mesure de faire face à toute agression déclenchée par ses ennemis de tout acabit.

D'autre part, un autre gros souci des deux superpuissances impérialistes apparu également au grand jour en 1984 les a obligées à se montrer «pondérées» et «raisonnables». Il est dû à la situation inquiétante dans leurs arrières, au sein de leurs groupements politiques, militaires et économiques, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, le Marché commun et le Comecon. Et j'entends par là non

seulement l'opposition des peuples des pays membres de ces groupements à l'action politique néfaste et aux pressions économiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui foulent aux pieds leur indépendance et leur dignité nationales, mais aussi celle de certains gouvernements et milieux dirigeants de ces pays. Bien entendu, l'opposition de ces gouvernements et milieux dirigeants est moins l'expression d'un regain de véritables sentiments nationaux que celle d'une crainte face à l'éveil continu de l'esprit et de l'action révolutionnaires des peuples et des masses travailleuses des pays européens.

Dans certains cas, on a pu observer que le diktat de l'une ou de l'autre superpuissance sur tel ou tel «allié», l'a accablé à tel point, qu'il a engendré des désaccords manifestes avec le «grand patron», qui ne cesse de serrer la vis. Par exemple, ce n'est pas par hasard que l'installation des «euromissiles» (*Pershing-2* et *Cruise* par les impérialistes américains, et *SS-20* par les social-impérialistes soviétiques) en Allemagne fédérale, en Italie, en Angleterre, en Tchécoslovaquie et en République démocratique allemande, n'a eu lieu qu'après de multiples heurts, pressions et manœuvres politiques et diplomatiques. Certains gouvernements, comme ceux des Pays-Bas, de Belgique et du Danemark, continuent même, aujourd'hui encore, de mettre des conditions et de s'opposer à l'installation de ces missiles sur leur territoire. A présent les «alliés» se rendent compte qu'en cas de conflit entre les deux superpuissances leurs pays sont voués à devenir des champs de bataille d'une guerre thermonucléaire. Ces gouvernements voient bien que les Etats-Unis et l'Union soviétique, pour soustraire leurs propres territoires à une attaque de l'adversaire, peuvent à tout moment, soudainement et lâchement, faire surgir dans le ciel et sur le sol de leurs pays des champignons atomiques avec leurs désastreuses et incalculables conséquences.

Face à ce danger mortel, les chefs d'Etat et de gouvernements de plusieurs pays membres de l'OTAN se sont rendus à Washington demander des «explications» et des «garanties», et y souligner le mécontentement de l'opinion publique européenne suscité par l'action irréfléchie et arrogante des Etats-Unis. D'autre part, le président et le vice-président des USA, les sécrétaires américains au Département d'Etat et à la Défense s'attardent dans les capitales de l'Europe occidental pour convaincre leurs «alliés», par des pressions et des diktats politiques et économiques et en les menaçant de retirer toutes les forces américaines de l'Europe occidentale pour la laisser seule face à une agression éventuelle de la part des social-impérialistes soviétiques, d'accepter le fait accompli.

La situation dans la prétendue communauté socialiste n'a pas été plus tranquille: Certains des «alliés» de l'Union soviétique réclament plus de liberté pour pouvoir se lier aux pays riches de l'Europe occidentale et appliquer des «réformes» économiques de type titiste; d'autres revendiquent plus de droits dans le cadre du Pacte militaire de Varsovie. Les agences de presse et les journaux en général font état, et à dire vrai pas tout à fait sans fondements, de «désaccords» au sein du Comecon, de «voix» qui s'élèvent contre une trop grande dépendance par rapport aux Soviétiques, de «tendances» contraires à la reconduction du Pacte de Varsovie, ou, pour le moins, favorables à l'assouplissement de certaines clauses qui y attribuent un contrôle et un commandement dictatoriaux exclusifs aux officiers soviétiques.

Il n'y a pas de fumée sans feu. En Pologne cette fumée et ce feu sont depuis longtemps montés au-dessus des toits. Ce n'est pas la première fois que, aux moments où la grave crise économique du monde capitaliste et révisionniste s'exacerbe, l'Union soviétique utilise ses rapports économiques avec ses «alliés» du Pacte de Varsovie

comme un moyen de pression politique sur l'un d'entre eux s'il se montre «récalcitrant», ou penche trop pour l'Occident, ce qui, bien entendu, n'a pas été sans provoquer des réactions. Honecker, Ceaucescu et Jivkov avaient projeté de se rendre en visite officielle en Allemagne fédérale, car, traditionnellement, ils ont toujours entretenu avec les milieux dirigeants politiques, économiques et militaires de ce pays de bonnes relations, qu'ils sont disposés à renouveler au plus haut niveau. Aucun d'eux ne nie que la puissance économique de Bonn les attire particulièrement. Mais Moscou est intervenu et ces visites ont été renvoyées sine die. Quelqu'une des «personnalités» que je viens de citer a protesté, élevé la voix, manifesté des signes de mécontentement, esquissé quelque ruade, etc., mais, sous la menace de la baguette du chef d'orchestre moscovite, elle a dû céder.

Ainsi, dans les groupements politiques, militaires et économiques des deux superpuissances, il y a des «enfants prodigues». Certains sont plus rétifs, d'autres plus dociles, certains plus francs, d'autres plus dissimulés. Quoi qu'il en soit, la pratique confirme ce que notre Parti a indiqué depuis bien des années, à savoir que les groupements de ce genre sont des paniers de crabes qui se querellent et se mordent, sans aucune concession et sans ménagement.

Les perspectives et les pronostics à cet égard sont sombres. L'année 1985 n'annonce, pour les superpuissances, aucune embellie, mais un temps maussade, accompagné, dans certains pays, de pluie ou de neige, avec des vents violents et des orages.

Extrait du «Journal»

TABLE DES MATIERES

PREFACE VII

1980

LA GRANDE CRISE ECONOMIQUE MONDIALE S'AGGRAVE *(1er juillet 1980)*..... 1

LE TRAVAIL DU PARTI DOIT ETRE CONÇU COMME UNE SCIENCE ET EXECUTE DE FAÇON SCIENTIFIQUE (Extraits d'un entretien avec les membres du bureau du Comité du Parti et quelques cadres de la région de Korçe) *(18 juillet 1980)*..... 15

C'EST SEULEMENT DANS LA LUTTE QUE LES PARTIS MARXISTES-LENINISTES SE CONSOLIDENT, SE TREMPENT ET PERFECTIONNENT LEUR ACTION (Extraits d'un entretien avec le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste du Brésil, Joao Amazonas) *(25 juillet 1980)*..... 45

LES PROBLEMES ET LES TACHES QUE POSE LA CONVERSION DES COOPERATIVES DE TYPE SUPERIEUR EN ENTREPRISES AGRICOLES D'ETAT (Extraits de l'entretien quotidien avec les secrétaires du CC du PTA) *(9 septembre 1980)*..... 70

L'ELABORATION D'UN PLAN SCIENTIFIQUE ET MOBILISATEUR REQUIERT DES ETUDES APPROFONDIES, A LA FOIS COMPLEXES ET SPECIALISEES

(Réflexions à propos de l'étude sur les rythmes de développement de l'agriculture en général et de l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale dans la zone de plaine de certains districts) *(1er octobre 1980)*..... 85

A. Des rapports entre l'Etat et les coopératives. 94
B. Des rapports entre les coopératives et leurs membres..... 97
C. Des rapports de gestion et d'organisation du travail et de la production..... 98

LES KHROUCHTCHEVIENS (Souvenirs) (Extraits) . . 102

COMPRENDRE MIEUX LA VIE ET LA RICHESSE DE L'UNIVERS INTERIEUR DE LA JEUNESSE (Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA) *(7 novembre 1980)*..... . . 120

NOS ECONOMISTES DOIVENT ENONCER DES IDEES PRECISES ET JUSTES FONDEES SUR LE MARXISME-LENINISME (Extrait de la réunion quotidienne des secrétaires du CC du PTA) *(10 décembre 1980)*..... 129

1981

LA POLOGNE NE PEUT ETRE SAUVEE QUE PAR SA CLASSE OUVRIERE (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») *(13 février 1981)*..... 139

LA FORCE DU PATRIOTISME ALBANAIS (Article paru dans le journal «Bashkimi») *(23 mars 1981)* . . . 147

POURQUOI A-T-ON RECOURU A LA VIOLENCE POLICIERE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE? (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») *(8 avril 1981)*..... 151

LE COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

DOIT INFLUER SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET SUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES ACQUIS (Extraits d'une intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) *(6 mai 1981)*..... 164

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REPUBLIQUE A LA KOSOVE EST JUSTE (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») *(17 mai 1981)* 174

— Un peu d'histoire sur la manière dont est traité le problème national des Albanais en Yougoslavie..... 176

— La politique de l'Etat albanais ne menace pas, mais défend la RSF de Yougoslavie . . 189

— La nation albanaise est une, elle a une seule histoire, une seule culture et une seule langue 197

— L'«ethnie pure», la «petite Albanie» et la «grande Albanie»..... 204

QUAND NAQUIT LE PARTI (Souvenirs) (Extraits) . . 213

REFLEXIONS *(15 juillet 1981)*..... 294

DE L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Extraits du rapport présenté au Ville Congrès du PTA) *(1er novembre 1981)* 321

I

LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI 321

1. Le renforcement de l'industrie, facteur décisif du progrès général du pays..... 326

2. Intensifier la production agricole et parfaire les rapports socialistes dans les campagnes. 334

5. Garantir et élever graduellement le niveau de vie de la population..... 344

II

RENFORCER SANS CESSE LE PARTI, AUGMENTER TOUJOURS PLUS L'EFFICACITE DE SON TRAVAIL 351

1. Renforcer et parfaire encore le rôle dirigeant du Parti..... 352

2. Elever l'efficacité du travail du Parti et le sentiment de responsabilité de ses organes et organisations 358

3. Appliquer correctement les critères établis pour l'accroissement des rangs du Parti . 365

III

LES TACHES DU PARTI EN VUE DE L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS..... 369

1. L'éducation communiste des travailleurs, fondement de nos succès 370

IV

LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE..... 390

V

LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME, ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET DE LIBERATION A L'ETAPE ACTUELLE 439

1982

LES MENEES ANGLO-AMERICAINES EN ALBANIE (Souvenirs) (Extraits)..... 480

DE LA SITUATION INTERNATIONALE (Panorama) *(Février 1982)*..... 546

NE DISSOCIONS PAS L'INTENSIFICATION PRIORITAIRE DE LA PRODUCTION AGRO-PASTORALE DANS LES ZONES DE PLAINES CHOISIES DE L'INTENSIFICATION DE NOTRE AGRICULTURE DANS SON ENSEMBLE (Extraits de l'intervention à la réunion du Bureau politique du CC du PTA) *(24 avril 1982)* 556

LE MARXISME-LENINISME NOUS EST NECESSAIRE COMME L'AIR QUE NOUS RESPIRONS ET LE PAIN QUE NOUS MANGEONS (Extraits de l'intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) *(26 avril 1982)* 576

TABLEAU DES MENEES DE L'AGENT DE L'ENNEMI MEHMET SHEHU (Discours prononcé au 4e plenum du CC du PTA) *(24 septembre 1982)*..... 593

TRAVAIL ET VIGILANCE POUR RAFFERMIR ENCORE NOTRE POUVOIR POPULAIRE (Discours électoral) *(10 novembre 1982)*..... 623

LES TITISTES (Notes historiques) (Extraits)..... 658

1983

RENDRE LA FEMME PLUS ACTIVE POUR AFFRONTER LES PROBLEMES DE LA SOCIETE (Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA) *(21 janvier 1983)*..... 727

ELEVER ENCORE LE NIVEAU DES SCIENCES QUI

ETUDIENT NOTRE HISTOIRE, NOTRE LANGUE ET NOTRE CULTURE NATIONALES (Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) *(9 mai 1983)*..... 736

LE PARTI A TOUJOURS ETE LA FORCE ORGANISEE QUI A SAUVE LE PAYS ET LE SOCIALISME (Extraits du discours de clôture du 7e plénum du CC du PTA) *(21 septembre 1983)*..... 757

CETTE MERVEILLE QUE NOUS AVONS FAITE EST L'ŒUVRE DE NOTRE PEUPLE, VOTRE ŒUVRE, LA JUSTE LIGNE DU PARTI (Extraits d'un entretien avec un groupe d'ouvriers de divers secteurs de l'économie nationale) *(30 septembre 1983)*..... 769

LE MOYEN-ORIENT EN 1983 (Notes) (Décembre 1983) 789

— Le conflit arabo-israélien et ses complications 791

— Le peuple afghan chassera l'occupant soviétique 795

— A propos de la guerre Irak-Iran..... 798

1984

QUAND ON JETAIT LES FONDEMENTS DE L'ALBANIE NOUVELLE (Souvenirs et notes historiques) (Extraits)..... 806

JOYEUSES FETES DE NOVEMBRE, ALBANIE BIEN-AIMEE! TOUS NOS VŒUX A NOTRE PEUPLE MERVEILLEUX! (Salut au peuple à l'occasion du 40e anniversaire de la libération de l'Albanie) (29 novembre 1984) 850

PANORAMA (30 décembre 1984)..... 868